HAL
open science

Emergence et consolidation d'un parti nationaliste progressiste en Espagne : le cas de Chunta Aragonesista en Aragon (de 1986 à nos jours)

Michel Martínez

To cite this version:

Michel Martínez. Emergence et consolidation d'un parti nationaliste progressiste en Espagne : le cas de Chunta Aragonesista en Aragon (de 1986 à nos jours). Linguistique. Université de Bourgogne, 2012. Français. NNT : 2012DIJOL018 . tel-00796170

HAL Id: tel-00796170

https://theses.hal.science/tel-00796170v1

Submitted on 1 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE BOURGOGNE
ÉCOLE DOCTORALE :

LISIT 491 Langages, Idées, Sociétés, Institutions, Territoires
Laboratoire Centre Interlangues Texte, Image, Langage E.A. 4182

THÈSE

Présentée et soutenue publiquement le 28 septembre 2012
pour l'obtention du grade de Docteur de l'Université de Bourgogne
(Spécialité : Espagnol)

par

Michel MARTÍNEZ

Émergence et consolidation d'un parti nationaliste progressiste en Espagne : le cas de *Chunta Aragonesista* en Aragon (de 1986 à nos jours)

Composition du jury :

Anne CHARLON,	Professeur émérite, Université de Bourgogne
Pere GABRIEL	Professeur des universités (*Catedràtic*), *Universitat Autònoma de Barcelona*
Vicente PINILLA	Professeur des universités (*Catedrático*), *Universidad de Zaragoza*
Eliseo TRENC	Professeur émérite, Université de Reims

« Mais la Castille ça n’est pas l’Aragon

Ah ! Mais non

Et l’Aragon ça n’est pas la Castille ».

Boby Lapointe, *Aragon et Castille*.

REMERCIEMENTS

Cette thèse n'est pas que le produit de recherches doctorales. C'est aussi le résultat de nombreuses rencontres. Je commencerai par le Centre d'Études Catalanes de l'Université Paris IV-Sorbonne. En 1997 j'y ai commencé une licence de catalan. Les qualités humaines et professionnelles de Marie-Claire Zimmermann, Anne Charlon, Marina Mestre m'ont donné le goût des études (catalanes). Par ricochet, leurs enseignements m'ont fait redécouvrir mes origines aragonaises et m'ont permis de me lancer dans des recherches portant sur la Catalogne et l'Aragon. J'en profite pour saluer ma camarade d'études et d'aventures, Ana Escribano.

Sur un plan universitaire, je tiens à remercier Anne Charlon pour son accessibilité, ses conseils et son soutien. J'aimerais saluer également Eloy Fernández Clemente, de l'Université de Saragosse, qui devait codiriger cette thèse, une codirection finalement empêchée pour une raison administrative. Les études sur l'Aragon et, à mon sens, l'Aragon tout entier, lui doivent énormément. Merci également à mes collègues du département de Langues et Civilisations de l'Université Toulouse 1 Capitole qui m'ont permis d'obtenir une décharge horaire afin de terminer ce doctorat.

Plus personnellement, je souhaiterais remercier tous les élus de *Chunta Aragonesista* (CHA), tous les militants, pour leur accueil et leur disponibilité tout au long de ces années. Les entretiens avec José Antonio Labordeta à Villanúa et au Congrès des Députés de Madrid restent inoubliables. Je tiens à saluer aussi tous mes amis de Paris, Barcelone, Saragosse, Teruel et Villarquemado qui ont su me remonter le moral dans les moments difficiles. Finalement, je voudrais dédier ce travail à ma famille, mes parents, María Pilar Pérez Monterde et Ernesto Martínez López, pour m'avoir donné l'amour du pays d'origine, sans nostalgie, et à ma sœur Marie-Hélène qui a poussé la porte du Centre d'Études Catalanes bien avant moi. Merci aussi à Cyril qui a su me remotiver et m'épauler dans les moments de doute.

INDEX

INTRODUCTION 1

I/ LES ORIGINES DU NATIONALISME ARAGONAIS 12

1) Du Moyen Âge au XVIIIème siècle 12

a. *Le proto-nationalisme médiéval aragonais (XIVème siècle)* 12
b. *L'Aragon (mythe et réalité) contre la Castille (avant et après l'union dynastique des Rois Catholiques)* 20
c. *Le siècle des Lumières (XVIIIème siècle)* 29

2) Le XIXème siècle 34

a. *Le fédéralisme (XIXème siècle)* 34
b. *Le régénérationnisme (fin du XIXème siècle)* 44
c. *Convergence du fédéralisme et du régénérationnisme vers le régionalisme/nationalisme* 46

3) Le premier tiers du XXème siècle 52

a. *Le régionalisme conservateur des bourgeois de Saragosse* 52
b. *Le nationalisme aragonais de Barcelone* 56
c. *L'influence du catalanisme culturel et politique* 61

II/ LA FIN DU FRANQUISME ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE 67

1) La résurgence d'une conscience aragonaise 67

a. *De la répression franquiste aux premières revendications (1971)* 67
b. *Le premier aragonésisme culturel autour de la revue* Andalán *(1972)* 74

2) La transition démocratique en Espagne 81

a. *La création de l'État des autonomies* 81
b. *Le* Partido Socialista Obrero Español *(PSOE)* 90

3) La transition démocratique en Aragon 94

a. *Le renouveau aragonais* 94
b. *Le* Partido Socialista de Aragón *(PSA) entre 1976 et 1983 : première cristallisation politique d'une partie de l'aragonésisme* 97

c. *Le* Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés *(RENA)* 106
d. *Le mirage autonomiste* 109
4) La naissance d'un parti strictement aragonésiste : *Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista* (UA-CHA) 116

a. *L'aboutissement d'un vieux projet politique* 116
b. *La création de* Chunta Aragonesista *(CHA)* 122

III/ LA BASE IDÉOLOGIQUE DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA) 129

1) La nation, le nationalisme, la nationalité 129

a. *La nation* 129
b. *Le nationalisme* 141
c. *La nationalité et le principe de nationalité* 146

2) La nation et le nationalisme de CHA 148

a. *Les premiers profils idéologiques* 149
b. *L'évolution idéologique de CHA (1986-2012)* 168

3) L'organisation interne et territoriale de CHA 176

a. *Asambleya Nazional* 176
b. *Presidenzia* 194
c. *Autres structures internes* 200

IV/ PREMIERS SUCCÈS ÉLECTORAUX ET CONTRIBUTION DE CHA À LA VIE POLITIQUE ARAGONAISE ET LOCALE 210

1) Les premiers succès électoraux et les alliances 210

a. *Les premières élections municipales, régionales et européennes de 1987* 210
b. *Les manifestations autonomistes de 1992 et 1993* 217
c. *Le bulletin CHA : du vote contestataire à la fidélisation des électeurs* 218

2) CHA et la politique municipale en Aragon 223

a. La conquête de la mairie de Saragosse (2003) 226
b. L'action du gouvernement bipartite PSOE-CHA à Saragosse (2003-2007) 239
c. Bilan 257
d. Les autres communes gouvernées par CHA 263

3) Les *Diputaciones Provinciales* et les *Consejos Comarcales* 272

a. Les Diputaciones Provinciales 272
b. Les Comarcas *et les* Consejos Comarcales 282

V/ CONTRIBUTION DE CHA À LA VIE PARLEMENTAIRE ARAGONAISE, ESPAGNOLE ET EUROPÉENNE 289

1) CHA aux Cortès d'Aragon 289

a. Les député(e)s du Parlement aragonais (1995-2012) 289
b. L'activité parlementaire 305

2) Le Parlement espagnol (*Congreso de los Diputados*, 2000-2004, 2004-2008 et depuis 2011 332

a. José Antonio Labordeta 332
b. Grupo Mixto 339
c. L'activité parlementaire de CHA au Congrès des Députés 341
d. Chesús Yuste : La Izquierda de Aragón *(2011)* 359

3) Parlement européen: Alliance Libre Européenne (ALE) et Les Verts 361

a. Les coalitions ibériques 361
b. CHA, membre du parti Alliance Libre Européenne (ALE) 370

VI/ CHA EN 2012 : INFLUENCE DANS LA SOCIÉTÉ ARAGONAISE 375

1) Bilan interne à CHA 375

a. Évolutions, expulsions et départs 375
b. Le cas de Chobenalla Aragonesista 382
c. Le cas de Chobentú-Jóvenes de CHA 404

2) Les partis indépendantistes 411

a. Puyalón 411
b. Bloque independentista de Cuchas (BIC) 421

3) Les associations linguistiques et culturelles 431

a. La défense de la langue aragonaise 431
b. La défense de la culture aragonaise 448

CONCLUSION 460

ABRÉVIATIONS 471

INDEX DES NOMS PROPRES 476

BIBLIOGRAPHIE 491

INDEX GÉNÉRAL 512

INTRODUCTION

Lorsque l'on décide de se consacrer aux études de civilisation espagnole contemporaine, il est pratiquement impossible d'échapper à l'un de ces principaux enjeux : l'articulation et l'organisation territoriale de l'État espagnol.

Cette question qui pourrait n'être que purement administrative, revêt en Espagne une dimension identitaire fondamentale qui adopte, dans bien des cas, une dimension nationale et nationaliste. En effet, l'organisation territoriale espagnole doit résoudre et donner des réponses consensuelles à des questions cruciales : comment orchestrer et articuler au sein d'un seul et même État des territoires et des peuples ayant des conceptions différentes de la nation et de l'Espagne ? Comment doser ces sentiments identitaires parfois opposés ? Comment intégrer des lectures historiques différentes ? Comment administrer le caractère multilingue et multiculturel de l'État ? Quel rôle attribuer à sa langue commune ?

Pendant des décennies, voire des siècles, la capitale politique espagnole, Madrid, a proposé une lecture centraliste uniformément castillane à l'ensemble de l'État. Cependant, à partir du XIXème siècle, la nouvelle supériorité économique d'une partie de la périphérie, notamment grâce aux révolutions industrielles basque et catalane, devient une spécificité qui se superpose à des faits différentiels préexistants (langue, culture, traditions, conscience 'régionale'…). C'est à partir de cette spécificité économique, qui ne s'accompagne pas d'un pouvoir politique, que naissent les premières revendications 'locales' auprès des gouvernements centraux. Dès le début du XIXème siècle, aussi bien pendant l'absolutisme de Ferdinand VII (1814-1820 puis1823-1832) que sous le *Trienio liberal* de Rafael del Riego (1820-1823) qui reprend la Constitution libérale de Cadix (1812), l'État espagnol met en place sa nationalisation, c'est-à-dire la création d'une nation espagnole. Or, ce nouvel État-nation prend la Castille et ses institutions comme colonne vertébrale ; la nation espagnole proposée est foncièrement 'pancastillane' à l'image de la France francilienne. Cependant, cette 'castillanisation' de l'Espagne se heurte presque immédiatement au renouveau linguistique et

régional (vers les années 1830) et à l'incompréhension des nouvelles revendications périphériques (surtout basque et catalane) qui émanent principalement des secteurs économiques, mais pas seulement. En effet, le catalanisme est loin de n'être que le produit de la *Lliga* ou la bourgeoisie industrielle puisque certains secteurs ouvriers et républicains catalans sont clairement nationalistes dès le milieu du XIXème siècle.

C'est l'incompréhension de la classe politique madrilène –constituée de députés *cuneros* (parachutés), aux habitudes souvent *caciquiles*– face aux réclamations et aux intérêts de ces provinces en voie d'industrialisation, qui favorise l'apparition de mouvements, régionalistes d'abord, puis nationalistes. L'échec d'autres formules conciliantes entre le centre et la périphérie –comme le républicanisme fédéral au XIXème siècle ou, au début du XXIème, « l'Espagne plurielle » de José Luis Rodríguez Zapatero– semble indiquer que les nationalismes d'Espagne ont encore de beaux jours devant eux ; l'instabilité institutionnelle due à la crise économique que nous traversons depuis fin 2007 pourrait les stimuler encore un peu plus. En effet, en période de crise, tous les nationalismes deviennent plus agressifs, rejettent la faute sur l'autre et s'alimentent les uns les autres. Ainsi donc, s'il est vrai que les nationalismes périphériques sont une réponse à la nationalisation de l'État espagnol, trop castillane à leurs yeux, il n'est pas moins vrai que tous les nationalismes périphériques se sont rétro alimentés avec le nationalisme espagnol, basé sur l'essence castillane.

Néanmoins, les excès commis par le nationalisme espagnol, notamment dans son expression la plus exacerbée au moment du franquisme, semblent pour le moment avoir suspendu toute configuration non respectueuse envers l'Espagne non castillane, périphérique, même si en cette période de crise certaines voix et certains partis politiques –surtout à Madrid– évoquent la possibilité d'une recentralisation de certaines compétences et d'une réorientation de l'État des autonomies tel que nous le connaissons depuis 1978.

L'expression de cette pluralité nationale s'est cristallisée autour de partis politiques à portée 'régionale', qui, volontairement, n'ont pas eu

vocation à s'implanter dans l'ensemble de l'Espagne. C'est ce que nous appelons aujourd'hui en anglais les NSWPs (*Non State-wide Parties*) ou, en espagnol, les *Partidos de Ámbito No Estatal* (PANE)[1]. Les principaux PANE ibériques sont évidemment ceux qui sont rapidement devenus hégémoniques dans leurs territoires respectifs (le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) au Pays basque et la *Lliga, Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) puis *Convergència i Unió* (CiU) en Catalogne au cours du XXème siècle). Cependant, à la même période, d'autres PANE ont vu le jour dans d'autres territoires même s'ils n'ont pas connu le même succès. Nous pouvons citer le cas de l'Aragon, la Galice, la Navarre, les îles Canaries, le Pays valencien, les îles Baléares, les Asturies, voire la Cantabrie, où des PANE ont parfois été aux affaires locales et régionales à la différence près qu'ils l'ont toujours été en coalition avec un parti espagnol (*Partido de Ámbito Estatal*, PAE[2]). Autrement dit, les PANE hors du Pays basque et de la Catalogne ne peuvent être considérés hégémoniques dans la mesure où ils n'ont jamais obtenu de majorité absolue dans leurs Communautés Autonomes (C.A) respectives[3].

Ainsi, depuis le vote de la Constitution espagnole de 1978, il est communément admis qu'il existe trois nationalismes 'majeurs' qui correspondent aux 'nations culturelles' –implicitement reconnues par la *Carta Magna* sous le terme de *nacionalidades*– et qui se voit acoller souvent, mais pas officiellement, l'adjectif d'*históricas*. Il y a consensus pour rajouter la Galice au groupe formé par le Pays basque et la Catalogne. Mais alors, faut-il comprendre que tous les autres territoires sont des régions et non des nationalités ? Pourquoi la Galice serait-elle une nationalité si les PANE galiciens n'y ont jamais gouverné en solitaire ? N'y aurait-t-il pas d'autres C.A dans le même cas ?

S'il est vrai que l'on cite parfois d'autres nationalismes périphériques, alternatifs au nationalisme espagnol et aux trois mouvements périphériques 'majeurs', par exemple les mouvements valencien, asturien, canarien…, il est

[1] Désormais nous appellerons PANE (*Partidos de Ámbito No Estatal*) tous les partis régionalistes ou nationalistes de l'État espagnol.
[2] Désormais nous appellerons PAE les *Partidos de Ámbito Estatal*, comme le PSOE ou le PP.
[3] Nous appellerons C.A les Communautés Autonomes de l'État espagnol.

plus rare, en revanche, de trouver quelque information sur le cas aragonais qui a pourtant une tradition qui, comme nous le verrons dans notre première partie, remonte aussi loin que celle du 'catalanisme' politique, et dont les résultats électoraux des PANE depuis le rétablissement de la démocratie en 1977 –entre 21,1% et 29,2% des suffrages lors d'élections régionales et entre 9,1% et 20,2% lors d'élections législatives espagnoles– situent l'Aragon parmi les régions où le vote régionaliste et nationaliste est le plus important, juste après le Pays basque et la Catalogne[4] et par conséquent devant la Galice ou les îles Canaries. L'Aragon avait également été l'un des premiers territoires à se constituer en pré-autonomie, de nouveau après la Catalogne et le Pays basque, et à avoir connu une manifestation autonomiste extrêmement massive en 1978. Malgré ces éléments, dans certains ouvrages traitant des nationalismes ibériques, l'aragonésisme[5] est souvent absent des chapitres consacrés aux régionalismes minoritaires. Il ne faut y voir aucun signe de malveillance à l'égard de l'aragonésisme ; si le mouvement aragonésiste est ignoré, c'est simplement parce que l'Aragon lui-même est un territoire largement méconnu. Cette méconnaissance, nous l'attribuons au faible poids démographique, économique et, donc, politique de l'Aragon dans l'ensemble espagnol.

Force est de constater, en effet, que l'Aragon ne joue qu'un rôle secondaire sur l'échiquier économique et politique de l'Espagne –à peine plus d'1,3 millions d'habitants, soit moins de 3% de l'ensemble de la population espagnole, et un peu plus de 3% du PIB national[6]. Lors des élections législatives, les suffrages aragonais n'ont ainsi aucun impact sur les résultats. Ce n'est pas le cas des bulletins provenant de la Catalogne ou de l'Andalousie, véritables 'greniers' électoraux systématiquement décisifs pour la couleur

[4] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca Aragonesa de Cultura, n°5, Instituto Fernando el Católico, Saragosse, 2002, Pages 135-136.

[5] Pour les néologismes 'aragonésisme' et 'aragonesiste' nous aurions pu également les orthographier 'aragonaisisme' et 'aragonaisiste' étant donné que l'adjectif français est 'aragonais'. Nous avons néanmoins préféré les premiers en raison de la proximité orthographique avec les formes aragonaise, catalane et castillane: 'aragonesista' et avec la prononciation du terme (avec un « é »).

[6] D'après l'*Instituto Nacional de Estadística (INE)*, au 1er janvier 2010 la population de l'Espagne a atteint 48 351 532 habitants dont 1 326 918 sont aragonais, soit 2,87% du total. Quant au PIB, d'après un rapport de l'*Instituto de Crédito Oficial (ICO)* le PIB aragonais représente 3,16% du total espagnol.

politique du gouvernement central espagnol[7]. Le faible poids politique de l'Aragon et le manque d'enjeux pour la politique espagnole entraîne un désintérêt –logique– des médias espagnols à l'égard de l'Aragon –sauf lors de circonstances exceptionnelles comme la menace de transvasement de l'Èbre. Pourtant, sa capitale, Saragosse, constitue la cinquième métropole espagnole, avec pratiquement autant d'habitants que la capitale andalouse[8]. Le désintérêt des médias pour la vie politique aragonaise entraîne donc une méconnaissance générale de l'Aragon dans l'ensemble de l'Espagne. Les clichés ont ainsi la vie dure et certains Espagnols continuent d'associer l'Aragon à « *jota* », « *Virgen del Pilar* » et « *baturrismo* ». Il est vrai que l'instrumentalisation franquiste de ces symboles aragonais a joué un rôle capital. La vierge du « *Pilar* » est devenue celle de l'Hispanité et de la Garde Civile. L'historiographie franquiste a fait également de l'Aragon le pilier de l'union espagnole avec la Castille en voyant dans les Rois Catholiques les bâtisseurs de l'Espagne actuelle. L'Aragon est donc pour l'ensemble de l'Espagne une région bien intégrée, sans problème linguistique ni régional –ce qui n'est pas tout à fait inexact pour une partie importante des Aragonais– où l'existence même de partis politiques autonomistes serait aussi incongrue qu'en Castille. Quand bien même existerait-il une activité régionaliste, il ne pourrait s'agir que d'un parti extra parlementaire, marginal et légèrement extravagant.

Par conséquent l'existence d'un 'aragonésisme' ayant un poids non négligeable sur la scène politique aragonaise et une tradition historique certaine –contrairement aux régionalismes nés *ex nihilo* après la mort de Franco, à La Rioja, en Cantabrie, en Estrémadure ou encore dans la Navarre hispanophone et anti-basque– est presque totalement ignorée du reste de l'Espagne[9]. Ceci est particulièrement vrai dans l'Espagne castillane, en moindre mesure dans l'Espagne périphérique où les PANE ibériques connaissent mieux les PANE aragonais avec lesquels ils sont même en contact.

[7] Toujours d'après l'INE, au 1er janvier 2010, la Catalogne compte 7 364 078 habitants contre 8 202 220 en Andalousie.

[8] Toujours d'après l'INE, au 1er janvier 2010, Séville compte 703 021 habitants contre 701 090 pour Saragosse. Les médias andalous et aragonais parlaient en 2008 d'une possible inversion de cet ordre en 2015 où la capitale aragonaise pourrait devenir la quatrième ville espagnole.

[9] Cela est vrai en tout cas jusqu'en 2000, date à laquelle le populaire chanteur compositeur interprète José Antonio Labordeta devient le député de CHA au *Congreso* des députés.

Néanmoins, parfois les 'grands' nationalismes périphériques, notamment basque et catalan, n'ont pas vu d'un très bon œil ces mouvements aragonais, pourtant 'frères', car ils pouvaient diluer leurs revendications différentielles –le fameux *hecho diferencial* ; ils ont pu attribuer leur existence à la seule émulation autonomiste (*agravio comparativo*) sans tenir compte de leur tradition et de leur trajectoire historique.

La méconnaissance des spécificités politiques aragonaises en Espagne est donc flagrante au point que les Espagnols ignorent majoritairement que l'Aragon, contrairement aux autres territoires de l'intérieur de l'Espagne, ne connaît pas le bipartisme. Or, si l'éventail des propositions politiques y est plus large c'est justement grâce à la présence de deux PANE, l'un régionaliste conservateur, le *Partido Aragonés Regionalista* (PAR), l'autre nationaliste progressiste, *Chunta Aragonesista* (CHA). Ainsi, depuis l'instauration de l'autonomie aragonaise en 1983, aucun gouvernement aragonais n'a obtenu de majorité absolue, pas même le PSOE lors du raz-de-marée socialiste de 1983[10]. Tous les gouvernements autonomes ont été formés par une coalition entre un PAE (*Partido Socialista Obrero Español*, PSOE, ou *Partido Popular*, PP) et le PAR. En 1987 c'est même le PAR qui occupe la présidence de la région car ses résultats sont meilleurs que ceux d'*Alianza Popular* (AP). Cette spécificité aragonaise (un gouvernement autonome présidé par un PANE dans les années 1980) n'a néanmoins pas empêché l'aragonésisme de rester confidentiel et méconnu, à notre avis, toujours en raison du manque de répercussion de la politique aragonaise sur la scène espagnole.

Si l'Aragon et l'aragonésisme sont méconnus en Espagne, que dire de la France où la diversité régionale de l'Espagne est souvent mal interprétée ? Les préjugés sur les régionalismes de France –folklore, séparatisme, indépendantisme, terrorisme– et l'ancrage à la droite extrême du nationalisme français –racisme, xénophobie, discrimination ethnique et populisme– peuvent fausser et troubler la compréhension des enjeux et de la singularité de la pluralité nationale espagnole. Le prisme français empêche souvent, nous

[10] En 1983, le PSOE est à un député de la majorité absolue puisqu'il n'en détient que 33 sur les 67 siègent que comptent les Cortès d'Aragon.

semble-t-il, de comprendre le débat national existant en Espagne. Ainsi, la situation du catalan n'est pas celle du breton ; son officialisation n'est pas non plus équivalente à celle d'un hypothétique berrichon dans la région Centre. Décalage culturel à part, nous sommes sûrs d'une chose : si l'on demandait à un citoyen français lambda de citer des régions d'Espagne, l'Aragon ne caracolerait pas en tête du classement –sauf peut-être dans les Pyrénées centrales, par proximité géographique, ou pour les inconditionnels de Boby Lapointe[11].

Tenons pour preuve de cette méconnaissance espagnole et française, à titre anecdotique mais toutefois révélateur, le fait que dans les différents dictionnaires de la langue espagnole, le sens politique du terme *aragonesismo* n'est pas pris en compte. Seule est mentionnée la caractéristique linguistique d'un mot propre au castillan parlé en Aragon, que l'on trouve également dans les définitions de *valencianismo, riojanismo*… Quant à l'adjectif *aragonesista*, utilisé de longue date dans la presse aragonaise, et même espagnole, pour qualifier les PANE aragonais ainsi que leurs représentants, il a fait son entrée il y a relativement peu de temps, à la fin des années 1990, dans l'ouvrage de Manuel Seco, *Diccionario del español actual*[12], où il est dit qu'il correspond au « *partidario o amante de lo aragonés* ». Néanmoins, il faudrait signaler le fait, pour le moins curieux, que dans le *Petit Robert des noms propres*, à la définition de « Saragosse » il est dit que la ville :

> devint la capitale de l'Aragon et le siège d'un archevêché au quatorzième siècle. Elle obtint alors des privilèges (*fueros*) importants qu'elle perdit peu à peu, et fut toujours en opposition avec le régime centralisateur de Madrid.

Il est intéressant de constater qu'un ouvrage français destiné au grand public parle de Saragosse, et par extension de tout l'Aragon, en mettant en avant la jalousie des Aragonais pour leur autonomie, alors que tous les dictionnaires espagnols, excepté celui de Manuel Seco, ne font même pas apparaître l'adjectif *aragonesista*.

[11] Ce chanteur a écrit une chanson intitulée « Aragon et Castille » où il est dit notamment: « Mais la Castille ça n'est pas l'Aragon/Ah ! Mais non/Et l'Aragon ça n'est pas la Castille ».
[12] Manuel Seco; Olimpia Andrés; Gabriel Ramos; *Diccionario del español actual*, Aguilar Lexicografía, Santillana, Madrid, 1999, vol.1, p.410.

Cet oubli de la réalité aragonaise et du mouvement aragonésiste au sein de l'étude des mouvements nationalistes en Espagne ne nous semble pas justifiée. Au contraire, il nous semble que l'Aragon, de par sa singularité et sa situation géopolitique et géostratégique, a toute sa place parmi les nationalités historiques de l'État espagnol ainsi que dans le débat territorial espagnol et dans la définition nationale de l'Espagne. Par ailleurs, et en ce qui concerne l'objet de cette thèse, *Chunta Aragonesista*, est le seul parti nationaliste aragonais à souhaiter une participation active de l'Aragon à ce débat. *Chunta* signifie 'rassemblement' ou 'union' en aragonais[13]. Dans ses différents statuts, le parti s'est défini comme républicain, socialiste, fédéraliste, nationaliste et progressiste. Il s'agit d'un parti de création récente puisqu'il voit le jour le 29 juin 1986, par conséquent –et nous reviendrons là-dessus– après l'adoption d'un premier statut d'autonomie pour l'Aragon en 1982. Il est passé d'un stade marginal jusqu'au milieu des années 1990, aux responsabilités de la mairie de Saragosse, la capitale de la région et métropole qui concentre à elle seule plus de la moitié de la population totale (700000 habitants sur 1,2 millions) en coalition avec le PSOE entre mai 2003 et 2007. Par ailleurs, CHA aurait également pu constituer un exécutif autonome, toujours aux côtés des socialistes, si ceux-ci n'avaient préféré rééditer leur coalition avec le PAR (*Partido Aragonés* –anciennement *Regionalista*)[14].

C'est cette ascension pour le moins fulgurante que nous tenterons de comprendre, d'analyser et d'expliquer dans cette thèse doctorale. Il nous semble pertinent, en effet, de tenter d'élucider comment un parti qui se dit nationaliste en Aragon (un territoire qui, contrairement à la Catalogne et au Pays basque, n'a jamais connu de PANE hégémonique) a pu se consolider comme une force politique incontournable en Aragon. Il sera également

[13] Le nom a été trilingue (aragonais, catalan et castillan) jusqu'en 1990. La traduction espagnole était justement *Unión Aragonesista* et non pas *Junta Aragonesista* avant de le simplifier à CHA ou *Chunta*, terme très percutant.

[14] La configuration des *Cortes de Aragón* suite aux élections régionales du 25 mai 2003 est la suivante : 27 députés pour le PSOE, 22 pour le *Partido Popular* (PP), 9 pour CHA, 8 pour le PAR et 1 pour *Izquierda Unida* (IU) sachant que 34 sièges sont nécessaires pour l'obtention de la majorité absolue.
Quant à la mairie de Saragosse, la distribution des conseillers municipaux est la suivante : 12 pour le PSOE, 11 pour le PP, 6 pour CHA et 2 pour le PAR. Ici 15 sièges sont nécessaires pour l'obtention de la majorité absolue.

question de comprendre où se situe politiquement CHA par rapport aux autres forces nationalistes périphériques de l'État espagnol. Pour cela, nous nous pencherons sur la théorie générale de la nation et des nationalismes ainsi que sur les 'grands' nationalismes d'Espagne afin de contextualiser notre sujet dans une problématique espagnole : les nationalismes dans l'Espagne contemporaine. En effet, l'Aragon, en tant que territoire carrefour, à la lisière de l'Espagne centrale et périphérique, pourrait représenter un enjeu géopolitique puisqu'il s'agit d'un territoire qui synthétise les deux principales visions de l'Espagne. En outre, CHA, en tant que parti nationaliste et fédéraliste, semble vouloir s'inscrire –et inscrire l'Aragon– également dans le débat territorial des nationalités ibériques ainsi que dans l'Europe fédérale des peuples.

Par conséquent, à notre avis, les résultats électoraux relativement élevés des deux PANE aragonais –qui empêchent les deux principaux PAE d'obtenir au parlement aragonais des majorités absolues–, l'Histoire de l'Aragon et de ses institutions, l'émergence et la consolidation d'un parti nationaliste comme CHA après le premier Statut d'autonomie de 1982, démontrent que l'Aragon est une nationalité historique à part entière. C'est ainsi, en tout cas, que l'ont interprété les rédacteurs du Statut d'Autonomie de 2007 (issus d'ailleurs des deux principaux partis espagnols, PSOE et PP, et auquel CHA s'était opposée pour d'autres raisons) qui déclare très explicitement que l'Aragon fait bien partie des « nationalités historiques », terme consolidé par la Constitution espagnole et interprété par les nationalistes périphériques comme un euphémisme de « nation » et synonyme de « nation culturelle ». L'affirmation que nous venons de faire est bien sûr problématique. C'est pourquoi nous allons tenter de la justifier. Avant d'en arriver là, voyons quels sont les problèmes qu'elle pose exactement.

Le premier d'entre eux est identitaire. L'Espagne des autonomies telle que nous la connaissons depuis 1978 est, au départ, pensée pour résoudre le problème des deux principaux territoires où les pulsions séparatistes sont les plus enracinées, déterminées et prises au sérieux : le Pays basque et la Catalogne. Il s'agit, pour les « Pères de la Constitution », d'intégrer ces deux

territoires périphériques, qui ont goûté à l'autonomie sous la Seconde République, à une nouvelle Espagne, qui prétend s'ériger en État tolérant et respectueux de sa diversité linguistique, culturelle, religieuse et nationale. Le modèle proposé est donc celui d'une *nación de naciones* où émergent dès lors un certain nombre de contradictions, voire de paradoxes : les nationalités sont reconnues mais la nation suprême, l'espagnole, reste indivisible ; les communautés sont autonomes mais l'État reste l'instance supérieure… Le projet de la nouvelle Espagne devient encore plus abstrait lorsque l'autonomie est généralisée à tous les territoires même ceux qui n'ont jamais revendiqué un Statut spécifique avec le désormais célèbre *café para todos*.

Le deuxième problème qui se présente à nous est qu'aujourd'hui, après 30 ans d'autonomie, bon nombre d'Aragonais seraient d'accord pour définir l'Aragon comme une « nationalité » mais pas comme une « nation » puisque l'amalgame État/nation est profondément enraciné et l'attachement à la nation espagnole plutôt élevée. Nous pouvons dès lors annoncer que le terme « nationalité » est, dans ce cas, interprété comme la partie d'un ensemble supérieur : la « nation ». Ensuite, cette définition nationale de l'Aragon est contestée par les grands nationalismes basque et catalan qui voient d'un œil très méfiant les autonomies qui souhaitent avoir les mêmes compétences, les mêmes ressources et les mêmes faits différentiels puisque cela nuit directement à leurs propres spécificités.

Ainsi donc, nous allons tenter de justifier notre affirmation selon laquelle l'Aragon est une « nation » au sein de la *nación de naciones* qu'est l'Espagne. C'est pourquoi nous nous attacherons à montrer que l'Aragon fait bien partie des « nationalités » et non des « régions » dont il est question dans la Constitution ; et que, par conséquent, il n'est absolument pas disproportionné que le Statut d'Autonomie de 2007 ait fait de l'Aragon une « nationalité historique » dans la mesure où cette inscription n'est pas (que) le produit d'une émulation par rapport aux nationalités qui l'entourent.

Il s'agira dans un premier temps de voir comment, au cours de l'histoire, l'Aragon s'est constitué en État et comment s'est forgé le sentiment

de constituer un groupe humain homogène et spécifique. Après cette première étude, nous examinerons tout ce qui a pu favoriser la dilution de l'Aragon dans l'ensemble hispanique à travers l'absorption et l'assimilation par la Couronne de Castille. Finalement nous verrons la résurgence du fait aragonais grâce au catalanisme de la fin du XIXème siècle. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le renouveau aragonésiste de la fin du franquisme jusqu'à la consolidation du parti politique qui fait l'objet de notre étude. Ensuite, dans une troisième partie, nous étudierons la base théorique du nationalisme, puis du nationalisme aragonais préconisé par CHA de même que ses premiers résultats électoraux et ses alliances avec d'autres PANE ibériques. L'objet de notre quatrième point sera la contribution de CHA à la vie politique aragonaise (municipale, cantonale et provinciale) à travers l'étude des politiques municipales des villes où CHA a été aux affaires, notamment la capitale aragonaise entre 2003 et 2007 pour nous arrêter, dans une cinquième partie, sur la vie parlementaire de CHA aux Cortès d'Aragon, au Congrès des Députés puis au Parlement européen. Finalement, dans une sixième et dernière partie nous ferons un bilan des 25 ans d'existence de CHA dans la vie politique aragonaise, espagnole et européenne ; il sera également question de la présence de l'aragonésisme aujourd'hui dans une société aragonaise et espagnole où la crise semble remettre en question cette structure territoriale de l'État des autonomies.

Il nous semble en effet essentiel de nous interroger sur le rôle qu'a joué CHA dans cette lutte pour la reconnaissance de l'Aragon à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. De nous demander quel est le bilan de 25 ans de présence de CHA sur la scène politique aragonaise, espagnole et européenne, quelle est la place de l'Aragon aujourd'hui dans l'État des autonomies. Nous pouvons dès ici avancer que ce bilan est mitigé et que l'enthousiasme suscité à la fin des années 1990 appartient aujourd'hui au passé. Néanmoins, l'histoire de CHA continue. Ainsi, de même que l'État des autonomies mérite aujourd'hui une réflexion, CHA en mérite également une afin d'offrir des lectures intéressantes –et des propositions aragonaises– pour l'avenir d'une organisation territoriale.

I/ LES ORIGINES DU NATIONALISME ARAGONAIS

1) Du Moyen Âge au XVIIIème siècle

a. Le proto-nationalisme aragonais médiéval (XIVème siècle)

L'Aragon est l'un des premiers comtés chrétiens à se constituer au nord de la péninsule ibérique afin de préparer la résistance –et la conquête– des terres méridionales, sous domination musulmane depuis l'an 711[15]. D'après Joseph Pérez[16], ces comtés se trouvent au début sous protection carolingienne et forment la Marche Hispanique :

> À l'extrémité orientale de la péninsule, la progression des Sarrasins avait été arrêtée par Charlemagne qui avait occupé Pampelune et Huesca avant d'échouer devant Saragosse. […] C'est ce qu'on appelle la Marche Hispanique (*Marca hispanica*[17]), théoriquement placée sous l'autorité de l'Empire d'Occident. En fait, ce terme n'a aucune signification politique ni même géographique ; il désigne seulement la frontière entre l'Empire carolingien et l'Espagne musulmane. […] Les futurs royaumes d'Aragon et de Navarre ne sont eux aussi au départ, que de simples dépendances de l'Empire de Charlemagne. Le comté d'Aragon […] s'émancipe au début du IXème siècle[18].

Dès 809, l'Aragon n'est donc plus rattaché aux Francs ; la première apparition du toponyme 'Aragon', associé au nom du comte Aznar Galindo Ier, remonte à 828. Le nom des autres territoires comme 'Castille' n'apparaît qu'en 900, 'Navarre' en 1087 et 'Catalogne' au début du XIIème siècle[19]. Selon l'historien et médiéviste Philippe Sénac,

> *A principios del siglo IX, los* Annales Regni Francorum, *mencionan un conde llamado Aureolo cuya función era « velar por las comunicaciones entre España y la Galia », y que residía «más allá de los Pirineos, frente a Huesca y a Zaragoza*[20].

---

[15] www.enciclopedia-aragonesa.com/monograficos/historia/de_condado_a_reino
Vous pouvez consulter sur ce lien l'évolution des frontières de l'Aragon jusqu'à nos jours. En annexes, p. 91-92, nous avons également reproduit deux cartes de l'historien Agustín Ubieto Arteta, en ligne sur le site de la *Institución Fernando el Católico*, dépendante de la *Diputación Provincial de Zaragoza* (DPZ).
[16] Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Fayard, Paris (1996).
[17] Voir Carte en Annexes, p.91.
[18] *Op. Cit*, p.51.
[19] «*Aragón*», dans *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA), www.enciclopedia-aragonesa.com.
[20] Philippe Sénac, «Estudio sobre los primeros condes aragoneses», *Aragón en la Edad Media*, nº14-15, Tome 2, Departamento de Historia Medieval, Ciencias y Técnicas Historiográficas y Estudios Árabes e Islámicos, Université de Saragosse, Saragosse 1999, p. 1501-1506.

En 809, à la mort du comte carolingien Auréolus, ce territoire aragonais repasse sous domination musulmane. C'est le gouverneur musulman de Huesca et Saragosse, Amrus ben Yusuf, qui prend le pouvoir tout en promettant fidélité et soumission à Charlemagne. Néanmoins, la paix n'est effective qu'à partir de 815, date à laquelle Aznar Galindo Ier reprend les rênes du comté. Certains historiens considèrent Auréolus comme le premier comte d'Aragon alors que d'autres voient en Aznar Galindo Ier le véritable fondateur de la dynastie aragonaise. Ce dernier gouverne le territoire jusqu'à l'arrivée de la dynastie navarraise, au milieu du Xème siècle. Il convient de souligner que les historiographies aragonaise et catalane sont convergentes quant à la naissance du comté aragonais[21].

A l'origine, le territoire aragonais ne regroupe que quelques vallées pyrénéennes autour des villages d'Echo/*Hecho*[22], Canfranc et Ansó. Il s'articule en un comté qui prend son nom du principal torrent qui le traverse, l'Aragon, un affluent de l'Èbre[23]. Ce territoire montagneux est rattaché au Royaume de Pampelune pendant une courte période. En 1035, à la mort du roi de Navarre, Sanche le Grand, le comté primitif aragonais retrouve son indépendance et s'unit presque immédiatement à deux autres comtés pyrénéens où règne Gonzalo, le demi-frère de Ramiro, héritier de Sanche. Ces deux comtés sont le Sobrarbe et la Ribagorça/*Ribagorza*. L'union des trois comtés pyrénéens donne naissance au premier Royaume d'Aragon indépendant[24]. Il est intéressant de remarquer que parmi ces trois comtés, on en compte un de langue catalane, le plus oriental (la *Ribagorça*) alors que les deux autres sont de langue aragonaise. Le Royaume d'Aragon est par conséquent bilingue dès

[21] Antonio Ubieto Arteta, *Historia de Aragón*, Zaragoza, Anubar, 1981-1989, 6 volumes; Antonio Duran Gudiol, *Historia de Aragón*, n°4, Zaragoza, 1985; Ramon d'Abadal i Vinyals «Origen y proceso de consolidación de la sede ribagorzana de Roda», *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón*, V, p. 782. Zaragoza; Fernando Galtier Martí, *Ribargoza, condado independiente.* Zaragoza, 1981.

[22] Nous donnerons les toponymes en langue vernaculaire (aragonais ou catalan) accompagnés de la version castillane en italique si elle est différente.

[23] Cf. Carte des rivières d'Aragon, p.92 (annexes).

[24] *Encyclopaedia Universalis*, Tome 2, p.759 (édition de 1990) : « A la mort de Sanche le Grand, roi de Navarre (1035), son fils illégitime Ramire Ier reçut, outre ce noyau primitif, des territoires voisins qui portaient la superficie de son domaine de 600 à 4 000 kilomètres carrés, et qu'il arrondit encore par l'annexion du Sobrarbe et de la Ribagorza. Son fils Sanche Ramírez en fit un véritable royaume, avec l'aide de la papauté, dont il se déclara vassal en 1089 ».

sa naissance ; la langue catalane s'inscrit donc dans une tradition autant aragonaise que catalane[25]. Par ailleurs, la frontière septentrionale de l'Aragon n'a guère changé depuis lors puisque ces trois comtés occupent déjà à l'époque la totalité des Pyrénées aragonaises actuelles, de la Navarre jusqu'à la Catalogne. Un siècle plus tard, en 1137, le Royaume d'Aragon, qui a déjà entamé sa progression vers le Sud et la vallée de l'Èbre[26], s'associe aux comtés catalans que l'on commence à peine à connaître sous le nom de Catalogne[27].

L'union aragono-catalane est avant tout dynastique puisque c'est le mariage de Raimond Bérenger IV, comte de Barcelone, avec Pétronille d'Aragon, infante du roi Ramire II d'Aragon, qui permet de sceller cette union. Cet accord est bien évidemment stratégique puisque Pétronille est âgée de 2 ans en 1137. Il faut attendre son 14ème anniversaire, et donc sa majorité d'après le Droit Canonique, pour pouvoir célébrer le mariage et que celui-ci soit consommé ; l'union a lieu en 1150 à Lérida, ville frontalière entre l'Aragon et la Catalogne. Avec ce mariage, le roi d'Aragon organise sa propre succession. Il abdique pour offrir le trône à son gendre et à sa fille, créant ainsi un puissant royaume capable de constituer un contrepoids au royaume de Castille. En effet, le monarque castillan, Alphonse VII, avait également des visées sur Pétronille, pour lui ou son fils Sanche III, le Désiré. Par conséquent, on peut interpréter cette union dynastique aragono-catalane comme le premier refus du royaume aragonais de s'associer à la Castille. Le fils de Raimond Bérenger IV et Pétronille, Alphonse II, devient le premier souverain à être à la fois roi d'Aragon et comte de Barcelone[28].

---

[25] Déclarations de l'ex-président de l'Aragon (1999-2011, PSOE), Marcelino Iglesias, à *El Periódico de Aragón* le 21 septembre 2008 : « [les Aragonais catalanophones, dont il fait partie puisqu'il est originaire de Bonansa, Ribagorça/*Ribagorza*] *Hablamos catalán un siglo antes que en Barcelona* ».

[26] La conquête de Huesca a lieu en 1096 et celle de Saragosse en 1118.

[27] *Resum d'Història dels Països Catalans*, Ferran Soldevila, Edició a cura de Miquel Coll i Alentorn, Editorial Barcino, Barcelone, 1974, p.11: « *trobem ja els noms de Catalunya i de catalans en un poema pisà en llatí del segle XII, escrit poc després del 1115, que descriu i celebra la conquesta de Mallorca i Eivissa pels catalans i els pisans, sota el comandament del comte de Barcelona Ramon Berenguer III, anomenat « catalanicus heros » i « dux catalanensis* ».

[28] Antonio Ubieto Arteta, *Creación y desarrollo de la Corona de Aragón*, Zaragoza, Anubar (Historia de Aragón), 1987, p. 177-178.

C'est cette union dynastique qui marque le début de la Couronne d'Aragon, une confédération qui va connaître une vaste expansion vers la Méditerranée et vers le Sud-est de la péninsule ibérique (Royaumes de Valence et de Murcie)[29]. Cette confédération ne disparaît complètement qu'au début du XVIIIème siècle, avec les Décrets de *Nueva Planta* (29 juin 1707 en Aragon et à Valence, 1715-1716 en Catalogne) qui annulent l'autonomie politique, fiscale et juridique des différents territoires qu'elle intègre. Nous verrons plus tard que ces décrets sont en réalité une forme de représailles (on parle de « *derecho de conquista* ») du premier roi de la dynastie des Bourbons en Espagne, Philippe V, qui souhaite ainsi faire payer aux Catalans, aux Aragonais et aux Valenciens leur parti pris pour le candidat des Habsbourg, durant la Guerre de Succession[30].

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que cette union aragono-catalane, qui a donc duré près de six siècles est, dès sa naissance, profondément inégale à plusieurs niveaux. La Principauté de Catalogne, avec notamment le port de Barcelone ouvert sur la Méditerranée, est supérieure démographiquement et économiquement au Royaume d'Aragon, un pays de l'intérieur des terres tourné vers l'élevage et l'agriculture[31]. Néanmoins, on peut dire que ce modeste territoire connaît avec la Catalogne une époque de splendeur économique et politique qui se cristallise au XVème siècle avec la conquête d'une bonne partie de la Méditerranée occidentale (Valence, Majorque, le royaume de Naples, la Sardaigne, les duchés d'Athènes et de Néopatrie…)[32].

---

[29] Cf. Cartes en annexes, p.92-94.

[30] « *Guerra de Sucesión (1700-1715)* », *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA), www.enciclopedia-aragonesa.com.

[31] Joan Reglà, *Introducció a la història de la Corona d'Aragó*, Editorial Moll, Palma (Majorque), 1973, p.12-13: « *La unió dinàstica de Catalunya i Aragó* […] *va permetre la soldadura territorial dels dos regnes* […] *la conversió de l'Ebre en la via mestra de la unió econòmica catalano-aragonesa* […] *els cereals (durant tota l'Edat Mitjana Aragó fou el graner de la Corona), l'oli, les llanes, la carn i els cuiros d'Aragó pogueren arribar fàcilment a Tortosa i Barcelona, mentre els productes manufacturers catalans i els importats de l'estranger, seguien el camí invers.* […] *Ben aviat, però, sorgirien dificultats entre Catalunya i Aragó. La ciutat de Barcelona tindrà interès a dominar la desembocadura de l'Ebre –via econòmica que dirigeix Saragossa– per tal d'assegurar-se els blats aragoneseos: Flix, Mequinença* (sic)*, Miravet, Faió, seran les avançades d'aquest domini barceloní, per on Catalunya controlarà i, ja en el segle XIII tractarà d'oposar-se a la projecció aragonesa cap a València* ».

[32] Agustín Ubieto Arteta, « *La Reconquista aragonesa* » in *Historia de Aragón I. Generalidades*. Instituto Fernando el Católico, Diputación Provincial de Zaragoza, 1989, p.314: « *Algunas de las entidades constitutivas de la Corona de Aragón eran reinos: Aragón,*

Comme nous l'avons vu, c'est l'Aragon (à l'origine comté puis royaume) qui donne son nom à la couronne qui cristallise son union dynastique avec les comtés catalans, une union qui n'est pas toujours paisible. En outre, le royaume d'Aragon –pas la totalité de la Couronne, ce qui montre une nouvelle fois l'autonomie des différents pays qui l'intègrent– connaît de son côté des conflits extrêmement violents et incessants avec la Castille, notamment la Guerre des deux Pierre –Pierre IV le Cérémonieux d'Aragon et Pierre Ier de Castille, dit le Cruel– (1356-1369) qui entraîne l'occupation de la ville de Teruel et le pillage d'autres villes frontalières comme Cariñena, Calatayud, Daroca… D'après Esteban Sarasa Sánchez,

> *Cuatro episodios, de diferente cariz, marcarán hitos de cierta importancia a la hora de estudiar la actuación de Pedro el Ceremonioso en el reino aragonés, sin olvidar nunca los acontecimientos sincrónicos del principado de Cataluña y del resto de los reinos de la Corona, ni, por supuesto, las íntimas y enmarañadas relaciones con Castilla, Navarra o Portugal, así como las potencias extranjeras de allende los Pirineos. Estos cuatro episodios son: la Unión, la peste, la guerra con Castilla y la intervención de gente extranjera – franceses e ingleses– en suelo aragonés*[33].

Cette guerre au départ aragono-castillane prend une ampleur internationale et, comme l'affirme Adeline Rucquoi, s'inscrit dans la Guerre de cent ans européenne:

> Pierre IV le Cérémonieux (1336-1387), qui, sans se désintéresser d'une Catalogne profondément atteinte par la peste de 1348, fit de l'Aragon le centre de ses activités. Son long règne est caractérisé par l'aide accordée à la Castille contre les musulmans en 1340 et 1344, puis, à partir de 1356, par la guerre contre Pierre Ier de Castille, qui fit entrer l'Aragon dans les conflits européens de la Guerre de Cent ans[34].

Selon Sarasa Sánchez,

Mallorca (independiente desde la muerte de su reconquistador, Jaime I, hasta 1344), Valencia, Sicilia (entre 1282-1296 y 1409-1713), Cerdeña (entre 1322 y 1708), Córcega (cuya ocupación por parte de los reyes de Aragón fue más nominal que efectiva, y sólo en determinados momentos) y Nápoles (ocupado por Alfonso V en 1443 e integrado a la Corona hasta 1707). El conglomerado resultante incluyó, asimismo, ducados (Atenas y Neopatria, dependientes de pleno derecho sólo entre 1381 y 1385), un marquesado (Provenza, aunque de forma muy intermitente), condados (Barcelona, Urgel, y Rosellón) y un señorío, el de Montpellier ».

[33] Esteban Sarasa Sánchez, *Sociedad y conflictos sociales en Aragón, Siglos XIII-XV, Estructuras de poder y conflictos de clase*, Siglo 21 Editores, Collection Historia de los movimientos sociales, Madrid (1981), p.52-53.

[34] Adeline Rucquoi, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Editions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993, p.229.

> *En realidad, toda la problemática de los extranjeros en tierras de la Corona de Aragón durante la guerra de los dos Pedros, al mando de Beltrán Duguesclin, se inserta dentro de las repercusiones que el gran conflicto europeo de los Cien años tuvo en la Península Ibérica, alentado por el sistema de alianzas que las monarquías hispánicas llevaban a cabo por entonces*[35].

Joseph Pérez confirme,

> D'une certaine façon, la guerre civile de Castille est un aspect de l'affrontement général connu sous le nom de guerre de Cent Ans[36].

Néanmoins, le sentiment proto national et proto nationaliste aragonais au XIVème siècle ne se construit pas contre les Castillans (avec qui les Aragonais commencent à être unis linguistiquement) mais bien contre les Catalans, les riches voisins orientaux avec lesquels ils partagent la même dynastie. Adeline Rucquoi affirme :

> La faveur marquée par la plupart des souverains à la Catalogne, qui les poussa à mener une politique profitable aux intérêts des villes côtières, puis les tentatives des Catalans de transformer l'Aragon en un marché pour leurs produits au lendemain de la Peste noire suscitèrent une violente réaction des Aragonais : le « sentiment national » aragonais, qui fit son apparition au milieu du XIVème siècle, ne se créa pas contre les Castillans –en dépit de la récurrence des conflits militaires– mais en réponse à la politique hégémonique des Catalans. L' « Union » de la noblesse en 1283 peut être considérée comme l'une des premières manifestations de ce nationalisme, mais c'est en réaction contre le projet d'un espace économique ouvert, qui aurait essentiellement profité aux Catalans, que l'Aragon installa vers 1360-1370 une ligne de douanes, délimitant ainsi son territoire et alimentant sa propre fiscalité ; en 1367, les Cortes ordonnèrent au *Justicia* de n'adouber que des nobles aragonais et non *alterius nationis* ; en 1412, les Cortes interdirent que les Aragonais fussent jugés hors de leur pays ; en 1461, enfin, fut donnée une définition de la « nationalité » aragonaise[37].

Sarasa Sánchez va dans ce même sens. Lorsqu'il parle des quatre épisodes marquants du règne de Pierre IV le Cérémonieux, il ajoute:

> *Episodios que se unirán a la decadencia económica de la gestión catalana y provocarán, de rechazo, consecuencias inevitables en el viejo reino de Aragón*[38].

Il s'agit là d'un paradoxe intéressant et symboliquement fondamental pour le sentiment national aragonais ou pour la nation aragonaise revendiquée plus tardivement. Les guerres récurrentes contre les Castillans n'empêchent

[35] *Op. Cit*. p.75.
[36] *Op. Cit*. p.75.
[37] *Op. Cit.* p. 106.
[38] *Op. Cit.* p. 53.

nullement les Aragonais d'adopter leur langue et de se construire « nationalement » contre leurs alliés catalans qui constituent une menace dont ils vont tout naturellement se méfier et se préserver. L'Aragon apparaît donc, dès cette époque, comme la terre charnière entre la Catalogne et la Castille, deux blocs linguistiques, culturels et politiques bien distincts[39].

Cette construction contre un ennemi ou une menace n'est néanmoins pas une spécificité aragonaise. L'opposition à l'autre ou à d'autres, pris pour ennemi(s) ou pour menace, constitue souvent le meilleur outil de construction nationale voire nationaliste. C'est ce que dit Adeline Rucquoi lorsqu'elle parle de construction nationale aragonaise :

> Le « sentiment national » aragonais […] ne se créa pas contre les Castillans […] mais en réponse à la politique hégémonique des Catalans.

Le cas aragonais n'est pas une exception mais il faut retenir que c'est bien contre l'allié catalan que l'Aragon voit naître dès le XIVème siècle un fort sentiment aragonais qui peut faire penser à un sentiment national aragonais primitif, un proto-nationalisme aragonais. Nous parlons de nationalisme primitif ou de proto-nationalisme puisque l'on ne peut parler de construction nationale, comme nous l'entendons aujourd'hui, avant le XVIIIème siècle. Ainsi l'historienne Anne-Marie Thiesse affirme-t-elle :

> Rien de plus international que la formation des identités nationales […] Les nations modernes ont été construites autrement que ne le racontent leurs histoires officielles […] La lente constitution de territoires au hasard des conquêtes et des alliances n'est pas non plus genèse des nations : elle n'est que l'histoire tumultueuse de principautés ou de royaumes. La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver. Les premiers exemples ne sont pas antérieurs au XVIIIème siècle : pas de nation au sens moderne, c'est-à-dire politique, avant cette date[40].

Nous pouvons par conséquent convenir que les Aragonais connaissent une affirmation nationale primitive même si parallèlement et paradoxalement le peuple aragonais perd un signe qui aurait pu être un signe identitaire majeur : sa langue, l'aragonais ou *romance aragonés*, l'évolution du latin vulgaire dans cette contrée pyrénéenne.

---

[39] Cf. carte politique de l'État des autonomies, p.95 (Annexes). Voir également la carte linguistique de la péninsule ibérique, p.96 de ces mêmes annexes.

[40] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIIIè – XXè siècle*, Editions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1999, p.11.

> *El retroceso del aragonés comienza en el siglo XV, como consecuencia de la instauración de la dinastía castellana de los Trastámara. Este retroceso y la penetración consiguiente del castellano no se hizo de forma brusca y actuó más tempranamente y con mayor intensidad en la lengua escrita y en los medios urbanos. En los textos la castellanización está más o menos terminada hacia 1500; a partir del siglo XVI no se puede reconocer un texto oficial aragonés más que por algunas palabras con escasos restos fonéticos aragoneses.*
> *Pero esto no quiere decir que el pueblo cambiara tan radicalmente su lengua; tuvo que existir un amplio período bilingüe castellano-aragonés. Es imposible pensar que hubiera una sustitución radical de la lengua. En este caso la lengua no poseyó una frontera geográfica, sino social: la nobleza, los clérigos y la clase superior habla y escribe castellano muy pronto, mientras que los labradores, pastores y siervos permanecen fieles al aragonés durante generaciones. Por todo esto, precisamente, es muy arriesgado establecer el retroceso geográfico del aragonés a partir de los siglos XVI-XVII. Lo más probable es pensar que los primeros núcleos castellanizados fueron las grandes urbes: Zaragoza y algunos otros centros con funciones administrativas, guarniciones militares, sedes eclesiásticas, etc. Paralelamente pudo comenzar la castellanización geográfica, que avanzaría desde el oeste y sur hacia el interior; pero de esto no tenemos datos concretos y es muy difícil la comprobación. Este proceso fue arrinconando al aragonés hasta el norte de Aragón (valles pirenaicos, Prepirineo y Somontanos), únicos lugares donde hoy se habla aragonés como lengua claramente diferenciada del castellano*[41].

La langue aragonaise constitue elle-même une langue charnière entre le catalan, l'occitan et le castillan[42]. Puis, elle s'assimile peu à peu à la puissante langue voisine castillane dans les deux tiers occidentaux du pays –y compris Saragosse donc– alors que le tiers oriental reste fidèle au catalan. Toutefois, cette frange orientale catalanophone est, au fil des siècles, plus mince et repoussée vers l'Est en raison des différentes guerres, notamment celle de Sécession dans la Catalogne de 1640. C'est alors que se produit un processus de substitution de population dans plusieurs de ces contrées orientales. Au départ entièrement catalanophones, elles sont repeuplées après la guerre par des Aragonais, non plus aragonophones, mais bien castillanophones[43].

---

[41] «*Lengua aragonesa*», *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA), www.enciclopedia-aragonesa.com.

[42] Il existe aujourd'hui encore une zone de transition entre l'aragonais et le catalan au nord de l'Aragon oriental, le long de la vallée de l'Ésera jusqu'à la Noguera Ribagorçana/*Ribagorzana*. D'après la *Gran Enciclopèdia Catalana*, www.enciclopedia.cat, « *El límit oriental és una frontera poc definida al nord de Montsó, que correspon a la zona reconquerida fins al s XII: entre el català i l'aragonès es troben una sèrie de parlars de transició difícilment atribuïbles a un o altre domini lingüístic*». Cf. Annexes, p.97.

[43] C'est ce qui arrive par exemple dans les villes de Binéfar (Llitera/*Litera*), Monzón (Montsó en catalan) ou encore Molinos dans le Bas Aragon où les archives ecclésiastiques antérieures à cette période sont rédigées en catalan.

Dans une perspective de justification historique du nationalisme aragonais, cette conscience aragonaise primitive –dès le XIVème siècle– annule d'une certaine façon l'abandon –et la perte– de la langue originelle. L'Aragon et le nationalisme aragonais ne peuvent évidemment pas recourir à la langue aragonaise en tant que pilier de la nation revendiquée mais peuvent s'attacher à l'existence d'une entité territoriale clairement définie dès le XIIIème siècle et d'une conscience « nationale » ou plutôt proto nationale précoce. Comme l'affirme Hagen Schulze :

> L'histoire jouait un rôle presque aussi important que la langue dans la constitution d'une Nation populaire : elle représentait le destin commun qui avait uni ce peuple depuis les touts débuts de la tradition et enserrait la Nation d'un lien indestructible[44].

Le fait de constituer l'un des premiers territoires organisés politiquement permet donc de justifier, par l'histoire et non par la langue, le nationalisme aragonais, aussi bien celui qu'incarne *Chunta Aragonesista* (CHA) que celui des nationalistes aragonais de la Barcelone du premier tiers du XXème siècle.

b. L'Aragon (mythe et réalité) contre la Castille (avant et après l'union dynastique des Rois catholiques)

Le fait que la nation primitive aragonaise se soit principalement forgée contre la Catalogne ne veut pas dire qu'elle ne se soit pas bâtie également contre la Castille. Si la Catalogne représente un danger économique, la Castille quant à elle, représente un danger politique. L'Aragon médiéval se retrouve ainsi dans une position géographique délicate : entouré de deux grandes puissances, mais aussi cerné par le Royaume de Navarre, le Royaume des Francs et les terres musulmanes du Sud, ce qui a eu, bien entendu, des conséquences politiques, économiques –géopolitiques finalement– tout au long de l'Histoire.

[44] Hagen Schulze, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1996, p.189-190.

Pendant le Moyen Âge, nous avons vu que les guerres entre la Castille et l'Aragon sont fréquentes. La suprématie démographique, politique, et économique de la Castille par rapport à l'Aragon est bien réelle. Une preuve de cette influence et supériorité castillanes –parallèle à l'anti catalanisme croissant– se voit très clairement dans le rôle et la décision prise par les Aragonais (et les Valenciens) lors du Compromis de Caspe (28 juin 1412). La plupart des représentants de ces deux royaumes choisissent en effet d'offrir le trône aragonais à Ferdinand d'Antequera, issu de la dynastie castillane des Trastamare. L'assimilation linguistique castillane de la noblesse aragonaise et valencienne qui s'opère depuis le siècle précédent, aide sans doute à envisager et favoriser une union politique à travers une dynastie commune pour les deux principales couronnes péninsulaires. Cependant, ces deux couronnes sont profondément inégales. Ainsi, à la fin de ce XVème siècle, au moment de l'union dynastique des rois Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon (un Trastamare, donc), la Couronne de Castille est quatre fois plus peuplée que la Couronne d'Aragon (4,3 millions d'habitants contre à peine 1 million[45]) et la superficie de la première plus de trois fois supérieure à la seconde. Au sein de la Couronne d'Aragon, les inégalités territoriales sont, comme nous l'avons dit, également importantes. La Catalogne et les villes côtières voient en l'Aragon un producteur de matières premières, une réserve ainsi qu'un allié peu encombrant et militairement inférieur[46].

Avec l'union dynastique aragono-castillane, les élites aragonaises semblent revivre la perte d'influence subie lors de la première union, celle avec la Catalogne en raison, entre autres, de l'infériorité démographique et économique de l'Aragon. Désorientés par une dissolution probable de l'Aragon dans le nouveau conglomérat de la Couronne hispanique, les députés du Royaume d'Aragon commandent à Gauberte Fabricio de Vagad la *Corónica de Aragón* (1499), en réalité un volume sur l'Histoire de l'Aragon

[45] La peste noire décima la population aragonaise à partir de 1348. Ana Luisa Haindl, « *La peste negra* »: « *Así, el reino de Castilla y León perdió alrededor del 20% de la población, en Aragón murió un 35% de sus habitantes, siendo Cataluña la más perjudicada, y Navarra fue la más afectada de la península, con un 50% de la población víctima de la peste*». Cf. http://edadmedia.cl/wordpress/wp-content/uploads/2011/04/LaPesteNegra.pdf

[46] Adeline RUCQUOI, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Editions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993, p.343.

ayant pour objectif de conserver la mémoire du Royaume. Comme le signalent Encarna Jarque et José Antonio Salas, il s'agit de :

> *dejar constancia para tiempos futuros de los hitos más importantes del pasado aragonés en un momento en el que la monarquía se había hecho múltiple y podía engullir las identidades particulares en un todo homogéneo*[47].

D'après Sophie Hirel-Wouts, cet ouvrage va plus loin encore :

> *Se trata de una apasionada defensa del reino de Aragón, de su antigüedad y de la excelencia de su sistema político, sumergida por lo que la crítica llamó, en términos algo anacrónicos, una auténtica 'fiebre nacionalista'*[48].

Finalement, d'après Fausto Garasa:

> *La construcción ideológica e identitaria de Vagad puede pues entenderse como una exaltada y muy subjetiva autodefinición diferenciadora en una época en que la unión dinástica entre Fernando e Isabel y las nuevas exigencias del poder real constituían una amenaza. [Carmelo] Lisón Tolosana escribe al respecto: "La pérdida de protagonismo político reactiva la glorificación de la especificidad cultural".*
> *En Aragón, la afirmación del poder real chocó pronto con los fueros, las instituciones aragonesas, las élites, los mitos identitarios*[49].

Tout au long de l'époque moderne, face à la menace d'homogénéisation de la nouvelle Couronne hispanique, les élites aragonaises vont donc mythifier le passé « national » de l'Aragon comme pour faire prendre conscience aux acteurs de la vie politique de l'époque que l'union avec la Castille ne doit pas devenir une absorption. A leurs yeux, un tel scénario –la disparition politique– serait indigne d'un territoire comme le Royaume d'Aragon, le plus ancien de la péninsule, le plus libre, le plus démocratique…

Le premier mythe est en effet celui de l'ancienneté. Plus il est possible de faire remonter dans le temps l'existence de l'Aragon, plus il est facile, pour les nationalistes aragonais, de justifier la survie du territoire et des institutions. Ainsi, l'origine navarraise du premier comte aragonais disparaît de « l'Histoire

[47] Encarna Jarque et José Antonio Salas, «El fuero hace nación: fundamentos de la identidad aragonesa en la Edad moderna» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.22.
[48] Sophie Hirel-Wouts, «Cristalización del sentimiento identitario aragonés» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.47.
[49] Fausto Garasa, «Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés: élite y política» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.78.

nationale » validant la thèse « sobrarbienne » de l'origine de l'Aragon consolidée dès le XVIème siècle. Selon Sophie Hirel-Wouts[50],

> *En el caso aragonés, este imaginario colectivo se cebó con el mito ya consolidado en el siglo XVI de los "fueros de Sobrarbe", que exalta la existencia de un núcleo primitivo del Reino de Aragón de fueros anteriores al establecimiento de la monarquía (que se vio pues sujeta y sometida a ellos) y garantizados por un "Justicia", un juez medio que sirve de amparo contra la posible tiranía real. Tales ingredientes […] recreaban e idealizaban una pasada 'nación' aragonesa.*

Grâce aux origines revisitées et réinterprétées de l'Aragon –dont certains chroniqueurs, comme Jerónimo de Blancas, n'hésitent pas à inventer toute une lignée de rois–, l'Aragon se dote d'une « histoire nationale », mythifiée, ouvrant le bal des élaborations nationales. Comme le soutient Bernard Guenée :

> Dès qu'elle prend conscience d'elle-même, une nation veut justifier son présent par son passé. Rien ne lui prouve mieux son existence que son histoire. En un sens ce sont les historiens qui créent les nations. Il n'y a pas de nation sans histoire nationale[51].

L'Aragon s'érige également en territoire profondément démocratique où les rois sont soumis à des lois plus anciennes, les *Fueros*, (« *primero huvo leyes que reyes*[52]») et où le peuple peut être préservé des absolutismes par le *Justicia*. Comme le souligne une nouvelle fois Sophie Hirel-Wouts: « *Sobrarbe, los fueros y el Justicia se convierten en raíz, esencia y símbolo de Aragón* »[53].

Cette relecture de l'Histoire médiévale de l'Aragon, permet aux élites aragonaises de l'époque moderne de faire de l'Aragon et du peuple aragonais, « *el más libre de la tierra* », comme le dira longtemps après Joaquín Costa, un peuple qui, avec un tel passé, ne saurait être assujetti à un autre. Pourtant, à la fin du XVIème siècle, un fait majeur vient confirmer la menace castillane. Ce fait va marquer l'imaginaire nationaliste aragonais et alimenter une certaine haine, ou tout du moins une certaine rancœur, à l'égard de la Castille cette fois

---

[50] *Op. Cit.* p. 29.
[51] Bernard Guenée, *L'Occident aux XVIème et XVIIème siècles*, PUF, Paris, 1971, p.123.
[52] *Op. Cit.* p. 79: « Los Fueros, Observancias y Actos de las Cortes *de Tarazona de 1547 publicados en 1552, oficializaban los fundamentos del pactismo ya condensados en la obra de Vagad. Ponían claramente de realce la anterioridad y la supremacía de las leyes aragonesas al afirmar que lo primero que hicieron los aragoneses fue crear leyes, es decir que "primero huvo leyes que reyes". Los mitos originales como bases organizativas, jurídicas e identitarias fueron también recogidos en los* Aragonensium rerum commentarii *por el cronista Jerónimo de Blancas, quien no vaciló en inventar una serie de reyes de Sobrarbe* ».
[53] *Op. Cit.* p. 49.

et non plus à l'égard de la Catalogne. Il s'agit de la décapitation, ordonnée par Philippe II de Castille (Ier d'Aragon) en 1591, de Juan de Lanuza, le *Justicia* d'Aragon, le symbole même des libertés aragonaises. Rappelons les faits : Antonio Pérez, l'un des secrétaires particuliers les plus efficaces du roi espagnol, se réfugie en Aragon pour une sombre histoire d'assassinat –il est fils d'Aragonais et un crime commis en Castille ne peut être jugé en Aragon[54]. Philippe II décide donc d'y envoyer le tribunal de la Sainte Inquisition, le seul depuis très peu, à avoir des compétences dans l'ensemble des royaumes péninsulaires. Le peuple aragonais se soulève contre cette violation de la justice et l'autonomie aragonaises, ce qui vaut à son principal responsable, le *Justicia*, un jeune Juan de Lanuza qui vient d'hériter le *Justiciazgo* de son père, d'être assassiné, décapité, par les troupes du roi espagnol le 20 décembre 1591[55].

Il est vrai qu'en s'attaquant au *Justicia de Aragón* ou *Mayor* –cette sorte d'*ombudsman* caractéristique du Droit *foral* aragonais–, les troupes castillanes du roi Philippe II ne se sont pas attaquées à n'importe quel emblème. Il s'agit en effet de la figure de proue de la justice aragonaise, de la spécificité et de l'indépendance du royaume. Le *Justicia* constitue la personnification des libertés aragonaises. Il convient de rappeler que le Droit aragonais est encore aujourd'hui une spécificité, voire un des principaux signes identitaires de l'Aragon[56]. L'Aragon se rapproche ainsi du Pays basque et de la Navarre considérés, à tort, comme les deux seules autonomies à avoir une spécificité *forale*[57]. La décapitation du *Justicia* constitue donc aux yeux des nationalistes

[54] Cette sorte de droit d'asile montre une fois de plus que l'Aragon et la Castille n'ont nullement fusionné lors de l'union dynastique des Rois Catholiques et que la frontière est toujours bien réelle.

[55] « *Justicia de Aragón* », « *Felipe II* », *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA), www.enciclopedia-aragonesa.com.

[56] *Heraldo de Aragón*, « *Aragón estrena código foral* », 3 avril 2011: «*El Boletín Oficial [de Aragón, BOA] publicó el martes el texto refundido de todas las leyes civiles aragonesas. El 23 de abril entrará en vigor con 599 artículos e incluye hasta la reciente ley de mediación. Es el primer cuerpo legal que regulariza, aclara y armoniza el derecho civil en la Comunidad*». Même la date d'entrée en vigueur n'est pas laissée au hasard, le jour du *Día de Aragón*. Le Droit aragonais est reconnu par la Constitution espagnole de 1978 ainsi que par les Statuts d'autonomie de 1982, 1996 et 2007.

[57] Même sous le franquisme, en 1967, il y eut une recompilation du Droit Civil aragonais.

aragonais le symbole de la mort de la nation et des libertés aragonaises[58]. Aujourd'hui, en revanche, cette figure n'est plus le patrimoine exclusif de CHA ou de son orbite culturelle[59].

Si l'arrivée des Trastamares dans la ligne de succession des monarques aragonais par le Compromis de Caspe (1412) et l'union dynastique scellée par le mariage d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon (1469) constituent deux épisodes majeurs dans l'intégration de la Couronne aragonaise dans l'orbite castillane, c'est la décapitation de Juan de Lanuza qui est clairement interprétée comme un signe de la suprématie castillane sur la couronne aragonaise et du danger qu'elle représente pour l'autonomie et les libertés aragonaises. Aux yeux des aragonésistes, cette exécution constitue en réalité un pas supplémentaire vers l'absorption ou, en tout cas, l'aboutissement d'un certain nombre de faits historiques qui indiquaient aller en ce sens. Il faut néanmoins rappeler que la décapitation de Juan de Lanuza a lieu après l'échec de la première tentative de séparation de l'Aragon. En effet, à la mort d'Isabelle de Castille, Ferdinand d'Aragon se remarie avec Germaine de Foix dans le but d'avoir une descendance et de séparer les dynasties aragonaise et castillane, mais l'héritier du trône aragonais meurt en bas âge. D'après la *Gran Enciclopedia Aragonesa,*

[58] Cet épisode du 20 décembre 1591 est récupéré par les premiers nationalistes aragonais de Barcelone au début du XXème siècle. Ils lancent en effet, dans le journal *El Ebro*, un appel à cotisation « nationale » pour financer la statue qui se trouve aujourd'hui Place d'Aragon, à Saragosse. Ensuite, ce sont les nationalistes progressistes de Saragosse qui ressuscitent cet hommage en 1977 aux côtés de l'association *Rolde Nacionalista de Estudios Aragoneses* (RENA). Cette association culturelle dont nous parlerons plus longuement ultérieurement défend la réalité trilingue aragonaise et plus largement la culture aragonaise dans toutes ses manifestations ; elle comptait parmi ses membres les futurs fondateurs de CHA en 1986, même si paradoxalement le nom de l'association a perdu entre temps le N de nationaliste pour s'appeler *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA). REA a fêté ses 35 années d'existence le 29 juin 2012, date anniversaire des décrets de *Nueva Planta*, et anniversaire de CHA. Ce 29 juin aragonais correspond au 25 avril 1707 valencien (Bataille d'Almansa qui se solde par la victoire des Bourbons sur les Habsbourg) et au 11 septembre 1714 catalan (capitulation de Barcelone face aux Bourbons).

[59] Au contraire, la cérémonie est devenue extrêmement solennelle et la présence des plus hautes autorités aragonaises (président du gouvernement autonome, *Justicia*, maire de Saragosse et des principales villes aragonaises…) est de rigueur. En 2006, la célébration fut même retransmise par la chaîne de télévision publique *Aragón Televisión*, flambant neuve puisque le début de ses émissions avait eu lieu en octobre de cette même année. Nous avons là un parfait exemple de transformation d'un mythe 'national' au départ exclusivement nationaliste en une tradition institutionnelle, pour l'ensemble de la société. Néanmoins, cette institutionnalisation aurait été fort improbable sans le retour d'un gouvernement autonome et d'institutions aragonaises autonomes demandeuses de mythes et de symboles.

Muerta la reina Isabel la Católica, las Cortes de Aragón reconocieron como herederos a doña Juana y a don Felipe, con la reserva de que si al enviudar el rey Fernando volvía a casarse y tenía un hijo, éste sería el heredero de la Corona de Aragón. Las ambiciones de Felipe el Hermoso con respecto a Castilla, su tendencia francófila en política exterior, contraria a los intereses del rey Católico, llevaron a don Fernando a buscar la alianza del francés. Su matrimonio con doña Germana de Foix, sobrina de Luis XII, aseguraría esta alianza. […] Don Juan de Aragón, hijo y futuro heredero de este matrimonio nació el 3-V-1509. De haber sobrevivido, Castilla y Aragón se hubieran separado definitivamente; pero el niño murió aquel mismo día, a las pocas horas de nacer[60].

Malgré la méfiance –et la crainte – des Aragonais envers la Castille qui ne cache pas ses tendances impérialistes et annexionnistes sur la Couronne d'Aragon et notamment le frontalier Royaume d'Aragon, au XVIIème siècle, ce sont surtout les Catalans qui se soulèvent contre ces attaques castillanes. Ainsi l'opposition au comte duc d'Olivares, et par conséquent au roi Philippe IV, se manifeste par la Guerre des *Segadors* ou de Sécession en 1640 qui n'est, ni plus ni moins, qu'une tentative d'indépendance de la Catalogne, au même moment où le Portugal parvient à se séparer. Du fait de sa position géographique, l'Aragon devient malgré lui un champ de bataille et doit riposter aux agressions franco-catalanes aidant ainsi les troupes castillanes.

Ciertamente el carácter geopolítico del reino era determinante en los planes de los Austrias, como país que colindaba en una de sus fronteras con el habitual enemigo de la monarquía, Francia; mientras que, por otra parte, el conflicto catalán, cuyo origen se encontraba en la disconformidad entre el Principado catalán y la corona. […]Con ello la guerra iba a situarse en las fronteras del reino de Aragón. En estas circunstancias, tres son los motivos por los que los aragoneses se verían involucrados en el conflicto:
a) la falta de capacidad de decisión de un reino que, subordinado a los intereses de la corona y deprimido en su propia personalidad histórica, se hallaba imposibilitado de hacer frente a los intereses de la corte de Madrid;
b) la pronta participación francesa en favor de los catalanes, que una vez más creaban trastornos belicistas en el reino; y

c) lo que en esta ocasión se ponía en juego era la propia defensa del reino, frente a las agresiones de franceses y catalanes que iban a invadir y devastar sus zonas fronterizas, ocasionando serios daños económicos, materiales y humanos[61].

Ainsi pourrions-nous résumer les relations de l'Aragon avec les deux puissances voisines de la façon suivante. Il y aurait une première étape (avant l'union dynastique avec la Catalogne) où l'Aragon semble chercher la

[60] « *Germana de Foix* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com.
[61] « *Secesión catalana* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com.

protection catalane face à la menace castillane. Plus tard, lorsque l'union catalane est perçue comme une menace pour l'Aragon, c'est vers la Castille que se tournent les nobles aragonais pour rééquilibrer les forces avec les comtés catalans du littoral. Après l'union dynastique castillano-aragonaise, scellée lors du Compromis de Caspe, les Aragonais et les Catalans tentent à plusieurs reprises de contrer le pouvoir central. Dans les deux processus d'union (d'abord avec la Catalogne, ensuite avec la Castille) nous observons cette évolution[62].

Finalement, nous sommes tentés de croire que ces différentes étapes dans l'assimilation de l'Aragon à la Castille ont sans doute été rendues possibles –ou en tout cas simplifiées– par l'assimilation et la substitution linguistique de l'aragonais par le castillan dès le XIVème siècle. En Catalogne, ce processus de substitution linguistique ne se produit pas, ce qui lui permet de conserver un facteur identitaire –d'ordre linguistique– distinctif. La Catalogne connaît de surcroît une guerre de sécession, comme le Portugal, parce qu'elle ne souhaite pas, entre autres, financer les campagnes militaires castillanes (contrairement aux Aragonais et aux Valenciens). En outre, les Catalans tolèrent très mal la présence de soldats castillans en guerre contre la France, pays qui, justement, songe à annexer purement et simplement la Catalogne. Finalement, le Royaume de France n'en retient que les régions septentrionales (dont le Roussillon) grâce au Traité des Pyrénées (1659) qui peut s'interpréter aussi comme une volonté castillane d'affaiblir la Catalogne pour la garder au sein de sa Couronne.

Néanmoins, il est vrai que la disparition réelle des spécificités aragonaises ou catalanes n'a lieu qu'au début du XVIIIème siècle avec la promulgation des Décrets de *Nueva Planta* qui abrogent définitivement les dernières institutions aragonaises en vue d'homogénéiser la totalité des territoires de la couronne hispanique. Nous avons déjà dit que ces décrets sont

[62] La Guerre de Succession, au début du XVIIIème siècle, et le choix du candidat des Habsbourg pour la plupart des représentants issus de la Couronne d'Aragon, en est la preuve, de même que le Pacte fédéral de Tortosa un siècle plus tard. Ces deux événements sont une manifestation d'une union catalano-aragonaise face à la toute-puissance centrale de la Couronne de Castille.

des représailles contre les territoires de la Couronne d'Aragon –hors Roussillon, donc– qui s'étaient majoritairement montrés hostiles à l'arrivée de la dynastie des Bourbons sur le trône espagnol par le petit-fils de Louis XIV, le futur Philippe V. Le décret du 29 juin 1707 mettant fin à l'existence politique et juridique des royaumes d'Aragon et de Valence est le suivant:

> *Considerando haber perdido los Reynos de Aragon y de Valencia y de todos sus habitadores por la rebelion que cometieron, faltando enteramente al juramento de fidelidad que me hicieron como á su legítimo Rey y Señor, todos los fueros, privilegios, exenciones y libertades que gozaban, y que con tal liberal mano se les habian concedido, así por mí como los Señores Reyes mis predecesores ; particularizándolos en esto de los demas Reynos de esta Corona ; y tocándome el dominio absoluto de los referidos Reynos de Aragon y de Valencia, pues á la circunstancia de ser comprehendidos en los demas que tan legítimamente poseo en esta Monarquía, se añade ahora la del justo derecho de la conquista que de ellos han hecho últimamamente mis Armas con el motivo de su rebelion* […] *he juzgado por conveniente (así por esto como por mi deseo de reducir todos mis Reynos de España á la uniformidad de unas mismas leyes, usos, costumbres y Tribunales, gobernándose igualmente todos por las leyes de Castilla tan loables y plausibles en todo el Universo) abolir y derogar enteramente, como desde luego doy por abolidos y derogados, todos los referidos fueros, privilegios, práctica y costumbre hasta aquí observadas en los referidos Reynos de Aragon y Valencia ; siendo mi voluntad, que estos se reduzcan á las leyes de Castilla, y al uso, práctica y forma de gobierno que se tiene y ha tenido en ella y en sus Tribunales sin diferencia alguna en nada* […][63].

Le lexique est éloquent. On parle de « *derecho de la conquista* ». La suspension des libertés aragonaises et valenciennes apparaît comme un butin de guerre. Les vainqueurs punissent les vaincus *manu militari* et les vaincus sont punis pour avoir défendu un autre candidat, ce qui devient sous la plume du Bourbon un acte de « *rebelión* ». Concrètement, le droit aragonais est abrogé et supplanté par le droit castillan qui apparaît comme le meilleur des Droits et le plus universel (« *leyes de Castilla tan loables y plausibles en todo el Universo* »). C'est le début de l'uniformisation, l'homogénéisation de l'Espagne sur un modèle unique : le castillan. Toutefois, tout ne disparaît pas puisque, comme nous le verrons par la suite, les Bourbons restaurent rapidement le Droit civil aragonais resté partiellement en vigueur jusqu'à nos jours.

[63] Décrets de Nueva Planta. *Real Decreto de Felipe V, de 29 de junio de 1707. Derogación de los fueros de Aragón y Valencia; y su reducción a las leyes y gobierno de Castilla*, dans *Novísima Recopilación de las leyes de España*, 4 vols., Madrid, 1805, vol. 1, p.13-14.

Ce n'est qu'après cet épisode, en effet, que l'on peut commencer à parler d'un début d'unification nationale espagnole[64]. Ainsi donc, à partir de *Nueva Planta*, la conscience 'nationale' aragonaise ne lutte plus contre des voisins catalans –autrefois menaçants économiquement et alors neutralisés politiquement dans ce nouvel ordre Bourbon– mais bien contre une homogénéisation castillane au nom de la nouvelle Espagne –synecdoque de la péninsule ibérique comme le dit Francisco Martínez de la Rosa– et dont le modèle est exclusivement castillan. Un projet d'Espagne auquel l'Aragon est au départ attaché, enthousiaste, et pour lequel il a sacrifié sa souveraineté, comme la Castille, du reste, même si pour celle-ci le processus est moins douloureux puisque semblable à ses institutions. Cependant, la loi du plus fort s'impose et l'alliance devient absorption[65]. L'Aragon n'est plus qu'un « ancien royaume », une « région », une « province espagnole ». Ce que les nationalistes remettront en cause n'est pas l'union avec la Castille, ni même le projet espagnol, c'est l'empreinte donnée à cette nouvelle Espagne, exclusivement castillane, dont le modèle est la France des Bourbons, exclusivement francilienne.

Il faut attendre de nombreuses décennies avant de pouvoir parler d'une renaissance aragonaise (comme pour la renaissance catalane) mais on trouve dès le XVIIIème siècle des éléments précurseurs, qui empêchent l'Aragon d'oublier son passé de 'nation' libre et souveraine.

c. Le Siècle des Lumières (XVIIIème siècle)

L'Espagne, à partir de la seconde moitié du XVIIIème siècle, comme le reste du continent européen, est perméable à l'influence des Lumières et des penseurs français qui canalisent leur savoir dans *L'Encyclopédie*. On parle en Espagne de la *Ilustración* et des *Ilustrados*. L'Aragon n'échappe pas à la règle

[64] Cette unité se consolide un siècle plus tard –après l'invasion napoléonienne– avec les Cortès libérales de Cadix (1812). Celles-ci font preuve d'une volonté de nationalisation de l'État espagnol d'ores et déjà unifié juridiquement.

[65] Cf. Carte p.98 (annexes). Dans cette carte de 1854, nous constatons que la Couronne d'Aragon est appelée l'Espagne *incorporada o asimilada*. Elle a donc bien été assimilée et intégrée à la Castille. Selon les aragonésistes, cette assimilation s'est faite *manu militari*.

–c'eût été dommage pour un territoire frontalier– et peut répartir ses *ilustrados* en trois catégories.

Il existe d'abord une faction nobiliaire anti-centraliste, jalouse de l'autonomie aragonaise perdue (en particulier les lois, le Droit, le *Justicia*, les Cortès…). Elle se compose de familles nobles aragonaises non représentées à la nouvelle Cour castillane, et donc nulle part ailleurs puisque les Cortès aragonaises n'existent plus. Ces familles ont par conséquent le sentiment d'être déchues, ce qui explique aisément leur aragonésisme. Viennent ensuite des 'éclairés' de classe moyenne. Par classe moyenne nous entendons bourgeoisie –dont le poids est plutôt faible en Aragon–, les professions libérales et d'autres intellectuels avides de progrès social, de vulgarisation du savoir –à travers l'Encyclopédie notamment–, de modernisation des infrastructures –canaux d'irrigation, si précieux à la campagne aragonaise[66], mais aussi enseignement et santé. Ceux-ci, au contraire, sont plutôt favorables à la centralisation du pouvoir à Madrid selon le modèle français, un modèle de modernité et de progrès, à leurs yeux. Le troisième secteur, finalement, serait constitué d'Aragonais 'éclairés' –nobles ou non– résidant à Madrid, désormais *Villa y Corte*, parmi lesquels Pedro Pablo Abarca de Bolea y Ximénez de Urrea, Comte d'Aranda dixième du nom et Francisco de Goya, entre autres.

D'après la définition que propose la *Gran Enciclopedia Aragonesa* de la *Ilustración aragonesa*:

> *Se fraguó así una Ilustración aragonesa con características específicas, y con tres ramificaciones diferentes: una propiamente aragonesa, reticente para con la corte, altanera en sus pretensiones y profundamente enraizada con las casas nobiliarias no vinculadas con el poder central; otra, más numerosa y efectiva, formada por clases medias, abierta a todo el proceso centralizador dimanado de la monarquía borbónica, tanto en materia política como económica y social; y una tercera, compuesta tanto por nobles como por personas de clases medias, cuya trayectoria ilustrada se va a ratificar fuera de las fronteras de Aragón, y muy especialmente en la corte donde destacaron como políticos, militares, artistas, médicos, pensadores y un largo etc…* [67]

[66] C'est en effet l'époque de construction du Canal Impérial d'Aragon, œuvre d'un *ilustrado*, et pas des moindres, Ramón de Pignatelli, proche du Comte d'Aranda et du Parti Aragonais dont nous parlerons peu après.

[67] « *Ilustración Aragonesa* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com

La présence d'Aragonais à Madrid fut loin d'être massive. Les Aragonais éprouvent même le sentiment d'être discriminés et sous-représentés dans la nouvelle capitale espagnole. Dans la définition du « Conseil de Castille » de la *Gran Enciclopedia Aragonesa*, nous lisons :

> *No era más que el reflejo del trato discriminado que recibían los aragoneses, a quienes se aplicó la norma de impedir que su número sobrepasara el de los castellanos en las audiencias aragonesas, y cuyo control correspondió precisamente a un aragonés –Rodrigo Villalpando–, quien debía advertir al rey en el momento de poder producirse un desequilibrio a favor de sus connaturales. Durante la presidencia del conde de Aranda (1766-1773) hubo un intento de universalizar el Consejo, pero no llegó hasta sus últimas consecuencias*[68].

Néanmoins, après *Nueva Planta*, le nouvel ordre des Bourbons avait souhaité récompenser ses quelques partisans aragonais. Ainsi, le Droit civil aragonais fut rapidement restauré et quelques nobles aragonais promus « Grands d'Espagne ». Entre 1766 et 1773, le Comte d'Aranda devient –sur nomination du roi Charles III– président du Conseil de Castille (une sorte de premier ministre) et capitaine général de Castille. Au long de ce mandat et autour de la figure du Comte d'Aranda, est créé le *Partido Aragonés*, qui n'a évidemment rien d'un parti politique comme on l'entend aujourd'hui et encore moins du parti politique homonyme actuel. Il s'agit plutôt d'une faction, d'un *lobby* d'Aragonais –pour la plupart d'entre eux– puissants et influents, qui collaborent avec le nouvel ordre Bourbon. Le Comte d'Aranda et Ramón Pignatelli de Aragón y Moncayo favorisent ainsi la création en 1776 de la *Real Sociedad Económica Aragonesa de Amigos del País*. D'après Antonio Peiró,

> *La combinación de una acción de represión a los contrarios y de premio a los partidarios produjo como resultado la desaparición de la oposición a la nueva dinastía y la integración de los sectores privilegiados en su política. El episodio más significativo fue el nombramiento por Carlos III en 1766 del aragonés Pedro Pablo Abarca de Bolea, X conde de Aranda, como presidente del Consejo de Castilla y capitán general de Castilla, cargos en los que se mantuvo hasta 1773. A su alrededor se formó el llamado "Partido Aragonés", grupo formado preponderantemente –pero no exclusivamente– por aragoneses, en el que se integraban el ministro Manuel de Roda, varios miembros de la familia Pignatelli (Joaquín, conde de Fuentes; Juan, confidente de los príncipes de Asturias; Ramón, director del Canal Imperial y rector de la Universidad de Zaragoza), el duque de Villahermosa, el conde de*

[68] « *Consejo de Castilla* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com

Ricla, así como militares y miembros de la Real Sociedad Económica Aragonesa de Amigos del País[69].

Suivant les préceptes de *L'Encyclopédie*, ils souhaitent réviser, moderniser l'enseignement, les sciences et les techniques. Au début, les dirigeants de ces sociétés sont des nobles mais très vite, dès 1785, les classes moyennes s'emparent de leur contrôle, ce qui oriente sensiblement leurs activités vers le progrès et la rénovation scientifique. La *Gran Enciclopedia Aragonesa* dit de ces sociétés qu'elles sont :

> *una oficina de fomento y promoción económica, con unas miras sociales evidentes, y con el empeño de elevar el nivel cultural y científico del reino*[70].

Ces sociétés connaissent des hauts et des bas mais se maintiennent tant bien que mal jusqu'à la seconde moitié du XIXème siècle. C'est même au sein de ces sociétés que naît un mouvement à la fois culturel et politique d'une importance vitale dans la gestation du nationalisme aragonais progressiste, le *regeneracionismo*. En dehors d'elles, les réactions « aragonésistes » face à l'homogénéisation castillane se font également sentir. Ainsi, toujours d'après la *Gran Enciclopedia Aragonesa*,

> *Buena parte de la sociedad, con los nobles contrarios al centralismo, veían cómo los ilustrados de clases medias, al secundar los dictámenes de la Corte, ponían en tela de juicio lo poco que le restaba a Aragón de autonomía, y cómo los anhelos propios de volver al antiguo régimen foral se esfumaban*[71].

D'après Antonio Peiró,

> *A pesar de la débil resistencia a la abolición de los fueros la conciencia aragonesa no se perdió del todo […] el Derecho civil se repuso rápidamente y siguieron manteniéndose casi en su totalidad las ordenanzas municipales. […] La recuperación de la conciencia histórica se produjo finalmente a través de la historia eclesiástica: los nueve volúmenes del* Teatro histórico de las iglesias del Reyno de Aragón, *publicados por los padres capuchinos Lamberto de Zaragoza y Ramón de Huesca, y los dos del* Aparato a la historia eclesiástica de Aragón, *del escolapio Joaquín de Traggia, son el origen de la historiografía aragonesa contemporánea. Por su parte el polígrafo Ignacio de Asso publicaba en 1782 su* Biblioteca Arabico Aragonensis, *en la que por primera vez se utiliza información original sobre los musulmanes aragoneses. Le siguió en 1798, la* Historia de la economía política de Aragón, *en la que pasa revista a la evolución económica del reino*[72].

---

[69] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca de Cultura Aragonesa, n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2002, p. 51.
[70] « *Ilustración Aragonesa* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com
[71] *Ibidem*.
[72] *Op. Cit.* p. 51.

Finalement, nous pouvons constater qu'une certaine forme de revendication aragonaise vient à la fois des opposants et des partisans des Bourbons, des Aragonais étrangers à la Cour castillane ainsi que des Aragonais qui collaborent avec le nouveau pouvoir. En effet, les premiers –bien qu'affaiblis et minoritaires– s'opposent frontalement aux Bourbons alors que les seconds tentent de conserver et de cultiver l'Histoire, le souvenir de l'Aragon à travers des publications à la base de l'historiographie aragonaise contemporaine. Plus tard, les aragonésistes n'hésiteront pas à qualifier ces 'revendications' de 'nationalistes' ou, en tout cas, 'nationales'. En effet, d'après eux, le seul fait de reparler de l'Aragon constitue un acte revendicatif. Néanmoins, la faiblesse de cette revendication, qui s'explique probablement par la récupération du Droit civil aragonais qui invaliderait la thèse de l'homogénéisation castillane complète, nous empêche de défendre la thèse qui attribuerait une conscience nationaliste aux *Ilustrados*, thèse qui serait de toute façon anachronique.

La décadence du XIXème siècle (invasion napoléonienne, indépendances américaines, guerres carlistes, retour de l'absolutisme…) provoque la naissance de formules politiques visant à redresser l'Espagne.

2) Le XIXème siècle

a. Le fédéralisme

Le fédéralisme a été maintes fois présenté comme une évolution du républicanisme, lui-même constitué en opposition à la monarchie (absolue ou parlementaire). En Aragon, les premières aspirations républicaines remonteraient à la fin du XVIIIème siècle. D'abord influencé par la Révolution française, le républicanisme espagnol doit également beaucoup aux mouvements antimonarchistes qui éclatent sous l'occupation napoléonienne. Mais c'est pendant les années 1820, pendant le *trienio liberal*[73], que Juan Romero Alpuente, un « exalté[74]» originaire de Teruel, et baptisé le « Marat espagnol » par la presse française[75] se forge un profil clairement républicain, de tendance jacobine. Finalement, en 1835, en pleine Guerre carliste, la garnison de Saragosse se soulève au cri sans appel de « Vive la République ![76] ».

Parallèlement à ces premières manifestations républicaines, la vague romantique qui a recouvert le continent européen, si propice aux manifestations nationales et régionales, favorise l'émergence, à la fin des années 1830, en Aragon, d'une forme d'aragonésisme. Nous la retrouvons notamment dans les œuvres de Braulio Foz[77]. D'après Antonio Peiró, cet

[73] Le *Trienio Liberal* (1820-1823) marque le retour à la Constitution libérale de Cadix (1812) par le Coup d'État de Rafael del Riego contre l'absolutisme de Ferdinand VII. Celui-ci doit accepter la Constitution, un « *trágala* » de courte durée puisque le retour de l'absolutisme a lieu en 1823, et ce, jusqu'en 1833, laissant place à la « *década ominosa* ». Notons que l'hymne républicain espagnol, appelé l'hymne de Riego, vient d'une danse traditionnelle de la vallée de Benás/*Benasque* (Aragon) qui est aujourd'hui l'hymne du parti *Chunta Aragonesista*.

[74] Egalement appelés « *veinteañistas* ». C'est par ce nom que l'on connaît le secteur le plus radical des libéraux (au sens progressiste du terme, bien sûr).

[75] José Ramón Villanueva Herrero, « La trayectoria del republicanismo federal en Aragón durante el siglo XIX», dans *Historia del Aragonesismo*, coordonné par Antonio Peiró, Rolde de Estudios Aragoneses et Fundación Gaspar Torrente, Collection Bal de Barnera n°5, Saragosse, 1999, p.37.

[76] *Ibidem*

[77] Braulio Foz y Burges (1791-1865), déporté à Chaumont (Haute-Marne) pendant la guerre napoléonienne, il fonde en 1835 *El Eco de Aragón* où il disserte longuement, entre autres, sur le passé de l'Aragon. Il publie en 1844 *La vida de Pedro Saputo*. Menéndez y Pelayo le surnomme le Quichotte aragonais.

écrivain aurait publié le 23 février 1842 le texte suivant dans *El Eco de Aragón*:

> *Hace ya mucho tiempo, quizá más de tres años, dijo un periódico de la corte que eso de* Aragón *y* aragoneses *se había ya acabado; que ya no había Aragón ni aragoneses sino provincias de Zaragoza, de Huesca y Teruel, y ciudadanos ó habitantes de las provincias de Zaragoza, Huesca y Teruel. Respondióle el periódico de Zaragoza, replicó aquel, contestó este, y sucedió lo que era de esperar, que el de Madrid quedó con su opinión y el de Zaragoza con la suya, pero con la ventaja á favor del zaragozano, que los habitantes de las tres provincias en que nos han dividido quisieron ser* aragoneses, *y siempre aragoneses y que* Aragón *se dijese* Aragón *eternamente*[78].

Dans cette citation, nous apprécions le désaccord de l'auteur quant à la disparition –polémique et apparemment regrettée– de l'ancien royaume aragonais et sa division en trois provinces espagnoles en 1833. Dans cet article, il est clair que cette division répond à la volonté castillane de faire disparaître toutes les réalités désormais régionales (autrefois nationales ?) de la péninsule ibérique. Il est tout aussi clair que cette situation suscite l'indignation aragonaise, sans toutefois parvenir à ébranler le *statu quo* puisque les deux positions semblent retranchées et immuables. Parmi les réactions contre le nouvel ordre, la petite ville de Teruel, dans l'Estrémadure aragonaise, joue un rôle prépondérant grâce au Galicien Víctor Santos Pruneda[79] puisque c'est dans cette bourgade méridionale –fraîchement constituée en chef-lieu de province– que voit le jour le républicanisme fédéraliste en Aragon à la fin des années 1830. Ces fédéralistes de la premières heure –bien avant Pi y Margall, donc– sont des dissidents du *Partido Progresista* qui rejettent en bloc la Constitution de 1837 qui n'envisage pas le suffrage universel. De 1841 à 1843, ces fédéralistes de Teruel publient *El Centinela de Aragón, periódico republicano federal*, le premier d'Aragon et le troisième d'Espagne. Cependant, le fédéralisme, très avant-gardiste dans son contexte, reste minoritaire. Il ne connaît en effet son heure de gloire qu'après le règne d'Isabelle II, dans le dernier tiers du XIXème siècle.

---

[78] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca de Cultura Aragonesa, n°5, Saragosse, 2002, p. 60.

[79] Víctor Santos Pruneda (1809-1882). Originaire de Ferrol (Galice), il s'installe à Teruel en 1828. Issu de l'aile gauche du *Partido Progresista*, il rompt avec lui en 1840 et évolue vers le républicanisme fédéral. Plusieurs fois maire de Teruel et Gouverneur civil de Saragosse sous la I ^{ère} République, il est l'homme politique le plus important du XIXème siècle de la province de Teruel.

Ainsi, en novembre 1868, après la révolution de Septembre (la « *Gloriosa* ») qui marque la fin du règne isabellin et le début du « *Sexenio progresista* » (1868-1874), est fondé le *Partido Republicano Democrático Federal*. En 1869, lors des élections constituantes, les républicains obtiennent en Aragon 12 des 20 députés, faisant de l'Aragon un territoire majoritairement républicain et par conséquent très différent politiquement du reste de l'Espagne, majoritairement monarchiste[80]. Cette spécificité républicaine, nous la retrouvons également, et sans surprise, en Catalogne. Le passé « confédéral » commun entre les différents territoires de l'ancienne Couronne d'Aragon, dont le souvenir est parfois mythifié –un « parlementariste démocratique » avant la lettre est ainsi évoqué–, y est sans doute pour quelque chose. Les républicains, par ailleurs, sont divisés en deux tendances, les unitaristes (centralistes et plutôt présents dans les territoires de l'ancienne Couronne de Castille) et les fédéralistes (plutôt dans l'ancienne Couronne d'Aragon). Les fédéralistes sont à leur tour divisés en deux. Les premiers, majoritaires, souhaitent proclamer la république fédérale puis la souveraineté de chacun des États qui l'intègrent alors que les seconds, minoritaires, préfèreraient commencer par la proclamation de républiques dans chaque région ou nation qui se réuniraient ensuite dans une république fédérale, ou plutôt confédérale, espagnole ou ibérique. Ces derniers, en réaction à l'inaction et au retard de la proclamation de l'État aragonais, connaissent une dérive cantonaliste, c'est-à-dire qu'ils proclament « l'indépendance » de leur canton (Saragosse, Barbastro…).

Toutefois, et comme nous l'avons souligné, les fédéralistes non cantonalistes dominent les mouvements républicains dans les anciens territoires de la Couronne d'Aragon. La tradition fédérale, voire confédérale, est bien vivante ; à ce titre, les fédéralistes –dont le Catalan Valentí Almirall– souhaitent faire revivre les anciens États de la Couronne d'Aragon, non pas sous la forme de cantons ou de contrées nouvelles qui ne résoudraient pas le

[80] D'après la page web http://www.historiaelectoral.com/e1869.html, les circonscriptions où les républicains arrivent en tête se trouvent exclusivement en Aragon (Huesca et Saragosse), Catalogne (Barcelone, Vic, Tortosa, La Seu d'Urgell, Gérone), Pays valencien (Valence) et en Andalousie. Madrid élit 7 députés monarchistes contre 6 républicains pour Barcelone. Voir le détail des résultats en annexes, p.173.

problème de la disparition des anciens royaumes mais bien sous la forme d'États ou de républiques (con)fédérés qui formeraient une (con)fédération ibérique. En effet, ces anciens territoires, alors divisés en provinces espagnoles, doivent redevenir, selon eux, des réalités politiques afin de mieux gérer les affaires d'un État peu efficace. Ainsi décident-ils de se réunir le 18 mai 1869 à Tortosa afin de souscrire un projet fédéral, le « Pacte de Tortosa ». La ville est idéalement située –à l'embouchure de l'Èbre[81] et la confluence de l'Aragon, la Catalogne, Valence, et même des Baléares outre-mer[82]. Ces onze nouvelles provinces, inspirées des départements français, sont à présent directement rattachées à Madrid et leurs relations court-circuitées entre elles[83].

Dans ce « Pacte de Tortosa » de 1869, il est question de faire de la péninsule ibérique une confédération d'États unis librement et en toute équité, comme le fut, d'après les signataires, la Couronne d'Aragon entre 1137 et 1714. Le texte du pacte déclare:

> *Aragón, Cataluña y Valencia, unidas por su situación topográfica, solidarias en sus más preciados intereses, confundidas por sus recuerdos históricos, semejantes sino iguales en carácter y en costumbres, émulas dignas de su pasión por la libertad; están llamadas por su naturaleza, a marchar unidas, a vivir aliadas y a cumplir juntas los altos destinos provinciales de nuestra raza.*
>
> *Nos unimos para resistir a la tiranía y a fuer de aragoneses, catalanes y valencianos, evocando en nuestro favor honrosos antecedentes históricos, tenemos derecho a esperar que merecerá la importancia debida nuestra firmísima resolución. […]*
>
> *1º. Los ciudadanos aquí reunidos convienen que las tres antiguas provincias de Aragón, Cataluña y Valencia, incluidas las Islas Baleares, estén unidas y aliadas para todo lo que se refiere a la conducta del partido republicano y a la causa de la Revolución, sin que de ninguna manera se deduzca de ello que pretenden separarse del resto de España.*

[81] L'Èbre, véritable colonne vertébrale de l'Aragon et dont le nom latin, IBERUM, a baptisé l'ensemble de la péninsule *ibérique*.

[82] Ce point de rencontre pourrait peut-être constituer un écho du non lointain *Tossal del rei* ou *dels treis reis* à la confluence des trois royaumes péninsulaires aragonais. Les représentants de chaque royaume pouvaient s'y réunir sans quitter le sol de leur territoire.

[83] Depuis la division en provinces de 1833 par Javier de Burgos : Huesca, Saragosse, Teruel (Aragon) ; Gérone, Barcelone, Tarragone et Lérida (Catalogne) ; Castellon de la Plaine, Valence et Alicante (Pays valencien) ; Îles Baléares (quatre îles mais une unique province).

> *2º. Asimismo, manifiestan que la forma de gobierno que creen más conveniente para España es la República democrática Federal, con todas sus legítimas y naturales consecuencias. […]*

La fédération des 'nations' ibériques –inspirées des fédérations mexicaine et étatsunienne– apparaît comme une solution viable à la décadence de l'État espagnol, une décadence qui, d'après ces ressortissants catalans et aragonais, date bel et bien de l'union avec la Couronne de Castille, à leurs yeux absolutiste par essence. Toutefois, ce n'est pas l'union espagnole en elle-même qui est remise en question, ou diabolisée, mais plutôt la forme qu'a adoptée l'Espagne au fil des siècles avec une absorption pure et simple de l'Aragon par la Castille. En effet, ces fédéralistes considèrent que l'union entre les deux couronnes avait été au départ établie de façon équitable mais que la suprématie économique, démographique et politique de la Couronne castillane (notamment à l'arrivée des Bourbons) avait finalement forcé une *castillanisation* de la Couronne d'Aragon, très nette avec la perte de toutes les institutions proprement aragonaises au début du XVIIIème siècle et l'adoption forcée des codes castillans. Le nouveau départ de l'Espagne est par conséquent nécessairement compris par ces fédéralistes comme une entente (con)fédérale des territoires et donc des peuples qui la composent. C'est ce projet fédéral qui aboutit quelques années plus tard, en 1873, avec l'avènement de la Première République espagnole, une république –pas confédérale, certes– mais bien fédérale[84]. Cependant, cette expérience est de courte durée puisqu'elle se solde par un échec à peine un an plus tard (les réticences de la couronne de Castille à la République qui n'est proclamée qu'à la suite de l'abandon d'Amédée de Savoie, le choix d'un fédéralisme *a minima,* la dérive du cantonalisme –surtout dans les anciens royaumes de Valence et de Murcie–, la troisième guerre carliste, la guerre des Dix Ans à Cuba… sont autant de causes de cet échec).

L'existence du « Pacte de Tortosa » montre que, malgré les divisions administratives et les rancœurs passées, le souvenir d'une Histoire commune est toujours présent chez les fédéralistes aragono-catalans, d'où ce désir de

[84] Ce n'est donc pas une coïncidence si les deux premiers présidents de cette république, Estanislao Figueras et Francesc Pi i Margall, sont des Catalans. C'est même la dernière fois que l'on trouve un Catalan à la tête d'un gouvernement espagnol.

revenir au cadre de l'ancienne Couronne d'Aragon comme alternative à l'échec de la nation espagnole centralisée du XIXème siècle.

Cette nostalgie de la Couronne d'Aragon trahit par ailleurs une vision de la couronne médiévale quelque peu mythifiée par l'historiographie et les *Chroniques* des Rois d'Aragon, notamment celle de Vagad déjà citée, mais aussi celles de Jerónimo Zurita et Jerónimo de Blancas qui reprennent les mêmes mythes « sobrarbiens ». L'Histoire de la Couronne d'Aragon est ainsi glorifiée pour mieux critiquer l'union avec la Castille qui marquerait le début de la décadence de l'Aragon. On parle, par exemple, de la suprématie des États aragonais dans la Méditerranée –avec le code maritime catalan *Llibre del Consolat del Mar* en vigueur jusqu'au XVIIème siècle–, de leur expansion outre-mer, de la conquête de nombreux territoires, du Siècle d'Or des lettres catalanes à la Cour de Valence au XVème siècle[85] (autrement dit un siècle avant le Siècle d'Or castillan), d'une Justice en avance sur son temps[86], d'une véritable démocratie consolidée –à travers le parlementarisme et la représentation de tous les états de la société– et qui est un modèle pour de nombreux pays… Cette grandeur perdue et la nostalgie d'une *Mare Nostrum* aragono-catalane –où même les poissons revêtaient l'écusson des *quatre barres*[87]– va par ailleurs alimenter tous les nationalismes qui vont émerger dans les territoires de l'ancienne Couronne d'Aragon –que l'historiographie catalaniste rebaptise *Confederació catalano-aragonesa* dans un but politique. Cette périphrase qui irrite particulièrement les Aragonais –nationalistes ou pas– a le mérite, malgré l'anachronisme évident, de définir le modèle d'État constitué par la Couronne d'Aragon, à savoir une confédération d'États

[85] Même Miguel de Cervantès dans son prologue au *Quichotte* affirme que *Tirant lo Blanc* de Joanot Martorell est le plus grand livre de tous les temps.

[86] « *primero huvo leyes que reyes*» comme le rappelle Fausto Garasa dans «Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés: élite y política» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.79.

[87] « *Ne sol nom pens que galera ne altre vexell gos anar sobre mar, menys de guiatge del rey d'Arago; ne encara no solament galera, ne leny, mas no creu que nengun peix se gos alçar sobre mar, si o porta hun escut o senyal del rey d'Arago en la coha, per mostrar guiatge de aquell noble senyor, lo rey d'Arago e de Cecilia* ». Phrase attribuée à Roger de Lauria ou Llúria dans la *Chronique* de Bernat Desclot, Chapitre CLXVI.

souverains, libres, où toutes les institutions et langues propres sont respectées[88].

En Aragon, même après l'échec de la première tentative fédérale, on ne renonce pas totalement au projet. Ainsi, en 1883, malgré la Restauration des Bourbons, de 1876, engendrée par un nouveau *pronunciamiento*, des républicains fédéralistes élaborent à Saragosse le *Proyecto de Pacto ó Constitución Federal del Estado Aragonés* dont le premier article stipule :

> *La región aragonesa es uno de los Estados soberanos de la Federación española* […] *La forma de gobierno es una república democrática federativa*[89].

Il s'agit de la dernière manifestation fédéraliste en Aragon ; la manifestation particulariste suivante sera déjà régionaliste. Si l'on se penche sur le lexique employé par les républicains fédéralistes aragonais, on se rend compte qu'à l'époque on parle bien de *región* et de *Federación española* et non pas *ibérica*, malgré le projet 'ibériste' qui inclurait le Portugal[90]. Ce champ lexical confirme par ailleurs que le républicanisme fédéraliste n'est pas sécessionniste puisqu'il essaie au contraire d'innover dans l'articulation de l'Etat afin, justement, que celui-ci n'éclate pas. En effet, ce projet d'État aragonais dans une fédération espagnole est rédigé par Juan Pedro Barcelona[91]

---

[88] Ainsi, à la Chancellerie Royale de la Couronne d'Aragon, les langues officielles sont au nombre de trois : latin, catalan et aragonais –l'aragonais qui est déjà minoritaire numériquement face aux trois territoires catalanophones mais qui n'est pas pour autant banni. Les Aragonais se plaignent déjà à cette époque que leur langue est de moins en moins présente face au catalan parlé par les Catalans, Valenciens et Majorquins.

[89] *Proyecto de Pacto ó Constitución Federal del Estado Aragonés*. Fac-similé. *Diputación General de Aragón* (DGA, Gouvernent autonome d'Aragon), Saragosse, 1988. A cette époque le président de la DGA est Hipólito Gómez de las Roces, fondateur du *Partido Aragonés Regionalista* (PAR). Il est intéressant de noter qu'un parti conservateur comme le PAR ait pu juger utile de revendiquer le passé fédéral (plutôt progressiste) de l'Aragon pour sa valeur autonomiste. Le PAR aspire à l'époque à plus de compétences et donc à un nouveau Statut d'Autonomie dans le cadre de la Constitution espagnole.

[90] L'adjectif espagnol n'est pas encore banni car avant d'être nationalistes –tendance vers laquelle certains des fédéralistes évolueront plus tard– ils sont essentiellement républicains, fédéralistes et espagnols. N'oublions pas par ailleurs qu'à cette période, même les catalanistes parlent de 'région', puisque ce n'est qu'au début du vingtième siècle que l'on va privilégier le terme 'nation' pour se référer au territoire revendiqué. Le terme 'Espagne' quant à lui, laissera place à 'État espagnol' pour ne laisser apparaître que l'essence administrative de cette entité et neutraliser l'idée d'une nation espagnole.

[91] Juan Pedro Barcelona (1851-1906). Journaliste, écrivain et républicain fédéraliste.

qui expose très clairement qu'il a repris mot pour mot le statut du canton suisse de Genève :

> *atendiendo que no podía darse más exacta y clara forma de proclamar en pocas líneas el carácter radicalmente democrático del partido federal, la integridad de la patria y la autonomía del Estado Aragonés*[92].

Selon Pere Gabriel[93], Juan Pedro Barcelona, installé à Barcelone, rejoint plus tard le fédéraliste catalaniste Josep Maria Vallès i Ribot qui, toujours d'après Gabriel, échoue à la fin du XXème siècle dans la consolidation d'un catalanisme républicain et fédéral malgré des succès ponctuels.

José Ramón Villanueva Herrero[94], face au commentaire de Juan Pedro Barcelona, ne peut s'empêcher d'en faire un à son tour par rapport à ce qui est apparemment paradoxal :

> *Obsérvese la obsesión que, pese al ideal federalista proclamado, existe por que no se desintegre la República Federal Española, una vez que se haya constituido ésta de forma libre por parte de sus distintos estados soberanos (antes regiones).*

Cet attachement à l'unité ibérique, pour ne pas dire espagnole, nous la retrouvons également chez le Catalan et catalaniste Vallès i Ribot. Ainsi, toujours d'après Gabriel, lorsque Vallès tente, à la mort de Pi i Margall, en 1901, de prendre les rênes du républicanisme fédéral, il est dit que l'autonomie, par la voie fédérale ne peut être conçue que :

> *"procurando encauzarle siempre por las anchas vías de la libertad y la democracia y apartarle de toda tendencia que no sea la de enlazar el conjunto de todas las autonomías regionales dentro del Estado federal español*[95]*". Aquestes paraules i el seu to revelen, òbviament, l'existència dels molts recels del conjunt d'aquells dirigents espanyols, però tampoc no trencaven amb el que havia estat el discurs i l'estratègia espanyola del catalanisme federal*

---

[92] José Ramón Villanueva Herrero, « La trayectoria del republicanismo federal en Aragón durante el siglo XIX » dans *Historia del Aragonesismo*, Coordinateur: Antonio Peiró, *Rolde de Estudios Aragoneses* et *Fundación Gaspar Torrente*, Collection Bal de Bernera n°5, Saragosse, 1999, p.52.

[93] Pere Gabriel, « El republicanisme federal finisecular: la difícil construcció d'un catalanisme d'esquerres per al nou-cents », dans *Els orígens del republicanisme nacionalista, El Centre Nacionalista Republicà a Catalunya (1906-1910)*, Coordonné par Santiago Izquierdo, Centre d'Història Contemporània de Catalunya, Departament de Vicepresidència, Generalitat de Catalunya, Collection *Personatges i Fets*, n°3, Barcelone, 2009, p.41.

[94] *Op. Cit.* p.52.

[95] « El Directorio Republicano y Federal a sus correligionarios ». *El Nuevo Régimen*. Madrid, 4 janvier 1902, p. 1. Cité par Pere Gabriel.

vallesista. En qualsevol cas, per a tothom, fou clar que de nou els federals –o almenys alguns d'ells– pretenien encapçalar les mobilitzacions regionalistes de les darreres dècades del segle XIX dins la península.

Pour en revenir à ce projet fédéraliste aragonais de 1883, il n'est pas utile de rappeler qu'il n'a aucune incidence sur le système *turnante* de la monarchie parlementaire de la Restauration qui avait enterré la première République espagnole (1873-1874). Le retour des Bourbons en 1876, via l'intronisation d'Alphonse XII, annule en effet les progrès du *Sexenio* écoulé et restaure tous les vieux schémas du XIXème siècle (caciquisme, clientélisme, classes dirigeantes ankylosées et asphyxiantes…) qui conduisent inexorablement l'Espagne au « Désastre » fini-séculaire. Amédée de Savoie, avant d'abdiquer du trône d'Espagne en 1873, avait déclaré que l'Espagne était un pays ingérable, impossible à gouverner. A la fin du XIXème siècle, la sensation d'échec est telle que nombreux sont ceux qui commencent à croire que ce n'est pas une question de structure de l'État mais que c'est la nation espagnole elle-même qui n'est pas viable. Certains fédéralistes, provenant notamment de l'ancienne Couronne d'Aragon (comme par exemple Valentí Almirall en Catalogne), touchés par l'échec de la Première République, évoluent vers le régionalisme, puis le nationalisme. En effet, comme le dit Fèlix Cucurull, le fédéralisme contient forcément une part de nationalisme. Ou est-ce le contraire? :

No podem arribar a esbrinar […] si el federalisme encobria el seperatisme o si el separatisme no passava de ser una exacerbació del federalisme en no poder-se realitzar la finalitat d'aquesta doctrina[96].

J.A. González Casanova va même plus loin pour affirmer que, contrairement à l'idée reçue, le catalanisme vient du fédéralisme (de la gauche, donc) et non de la bourgeoisie industrielle catalane :

Davant la idea, molt estesa, que el nacionalisme català de principis d'aquest segle és obra de la burgesia proteccionista, que després passarà a mans republicanes petites-burgeses i, in extremis, a cert sector del proletariat revolucionari, potser es podria suggerir que el nacionalisme català, peculiar i contradictori, en realitat el constitueixen diversos nacionalismes de classe, històricament correlatius, marcats per ideologies diferents i conjuntures històriques internacionals diverses, però, en tot cas, marcats radicalment per

[96] Fèlix Cucurull, *Panoràmica del nacionalisme català*, Edicions Catalanes de París, Col·lecció Frontera Oberta, Paris, 1975.

una situació comuna : el procés de canvi 1868-1874, que, de forma homòloga, s'anirà repetint diverses vegades, amb variants importants, fins al 1939.

El federalisme català fou quelcom més que un pre-nacionalisme : fou la primera experiència contemporània d'una tradició d'intervenció transformadora, ja llunyana en la vida espanyola, i del xoc amb un Estat mai no construït i per això sempre destructor; però, com s'ha dit moltes vegades, del seu fracàs, en sorgiran dos moviments ideològics amb pretensions de puresa i d'autonomia com a tal moviments: el particularisme catalanista d'Almirall i l'anarco-sindicalisme català. Això no obstant, també se sol oblidar que el federalisme derrotat a l'Espanya del 1874 resisteix a Catalunya fins al 1910, en què fecunda el catalanisme nacionalista democràtic que culminarà el 1931 amb l'Esquerra Republicana de Catalunya. Entre l'obra de Pi (i Margall), Las nacionalidades (1876), i la crisi del 1909 en què es trenca la inestable Solidaritat Catalana del 1906, hi ha un diàleg profund entre catalanisme i federalisme, que acosta i interdependitza la "dreta" i l'"esquerra" catalanes[97].

G. Casanova et Cucurull parlent des mouvements catalans, mais nous pouvons parfaitement les superposer à l'Aragon où l'échec du républicanisme fédéraliste évolue là-aussi vers le régionalisme.

Pere Gabriel, en 1987, dans le prologue de l'ouvrage d'Àngel Duarte, *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, rejoint également cette thèse :

[...] des de la història del pensament polític hom s'endinsà cada cop més en l'anàlisi del catalanisme, un catalanisme que hom veia quasi de manera obsessiva com a expressió ideológica i política d'una burgesia, la catalana, que havia fracassat en els seus intents de refer l'Estat espanyol. Situades així les coses, amb formulacions que establien rígides divisions entre obrers i petitburgesos, entre partits obrers i partits republicans, i amb l'acceptació en el fons de la versió pratiana d'un catalanisme conservador i burgès, era difícil de veure la necessitat d'apropar-se a aquells vells republicans del vuitcents.

Néanmoins, avant d'étudier le premier régionalisme aragonais, ou le proto-nationalisme, il convient de s'arrêter sur un autre phénomène politique et culturel qui souhaite renouveler, régénérer, insuffler de l'air frais sur la société espagnole : le « régénérationnisme ».

[97] J.A. González Casanova, *Federalisme i autonomía a Catalunya (1868-1938)*, Curial, Documents de Cultura, Barcelone, 1974.

b. le régénérationnisme

La Restauration en 1876 d'une monarchie parlementaire dont la Constitution est largement inspirée par le très conservateur Antonio Cánovas del Castillo, a redonné à l'Espagne un régime oligarchique, centraliste, immobiliste qui perpétue les inégalités sociales, entre autres, à cause du caciquisme. Les intellectuels critiques envers ce régime s'organisent autour du mouvement connu sous le nom de « régénérationnisme », dans les domaines de la politique, l'économie, l'aménagement du territoire et l'agriculture. Il s'agit en effet de régénérer l'Espagne, ses classes dirigeantes, ses élites… Parallèlement, un groupe d'hommes de lettres, philosophes et intellectuels issus des sciences humaines en général, constituent ce que l'on a communément appelé « Génération de 1898 », l'année du « Désastre espagnol » et de la prise de conscience du fait que l'Espagne n'est plus qu'une 'puissance' de troisième ordre. La perte des dernières colonies d'outre-mer (Philippines et Cuba) suite à l'humiliation militaire essuyée contre les États-Unis, nouvelle puissance mondiale, entraîne la prise de conscience de la décadence espagnole depuis l'Empire de Charles V où, disait-on, le soleil ne se couchait jamais. La définition du mouvement faite par la *Gran Enciclopedia Aragonesa* nous éclaire une nouvelle fois :

> *En torno al momento más crucial de la Historia Contemporánea española, durante la Restauración, que fue sin duda el "Desastre" de 1898, surgieron voces y clamores por una España que, tras siglos de incuria y abandono económico, político, social y cultural, merecía mejor suerte. Si es bien conocida la generación que —incluso discutido el nombre por ellos mismos y hasta la idea generacional— conocemos como "del 98", y su respuesta ideológica y literaria al reto histórico, no ha ocurrido lo mismo con las figuras más representativas de esta corriente mucho más realista, menos lírica y pequeño-burguesa, que pretendió ofrecer respuestas económicas a la postración material, salidas políticas a la corrupción en las clases dominantes y a la falta de ilusión colectiva y un profundo cambio social al enfermizo cuerpo español. El portavoz y jefe de este movimiento "pragmático y cientifista y con carácter de neutralidad política" (Pérez de la Dehesa) sería Joaquín Costa, cuyo programa de política sumarísima repudiaba la corrupción oligárquica y caciquil del sistema*[98].

Ainsi, en cette fin de XIXème siècle, après avoir connu quelques courtes périodes démocratiques –le *trienio*, le *bienio* et le *sexenio* libéraux en 1820-

[98] « *Regeneracionismo* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com

1823, 1854-1856, et 1868-1874 respectivement– de nombreuses voix, déçues par le peu de progrès apporté par les périodes plus « démocratiques » et accablées par la Restauration des Bourbons, s'insurgent contre l'oppression que représente le pouvoir officiel, d'une part, et le pouvoir officieux du cacique dans les milieux ruraux, d'autre part. La lutte contre la concentration du pouvoir et la centralisation devient par conséquent le cheval de bataille de bon nombre de progressistes qui voient là une façon de lutter contre la corruption de l'État engendrée par les oligarchies et les caciques qui ont rongé toutes les sphères du pouvoir au cours du XIXème siècle. Les oligarques et les caciques sont considérés par les progressistes comme de véritables parasites de la société car ils ne produisent aucune richesse et dilapident l'argent des caisses de l'État qu'ils ont tendance à confondre avec leur propre bourse. Les intellectuels lucides *noventayochistas*, qui prennent conscience de la décadence de l'Espagne, de sa dégénérescence, puisqu'elle ne joue plus aucun rôle sur la scène politique internationale, s'insurgent contre le fatalisme (forcément cynique) qui caractérise les courtisans qui pullulent autour des sphères du pouvoir, qui ne se remettent pas en question et n'ont pas le moindre esprit critique quant à leur gestion des affaires de l'État. Ces intellectuels, que nous avons qualifiés de lucides, vont donc proposer de 'régénérer' toutes les structures de l'État, classe politique incluse. Il s'agit en effet de remettre l'Espagne au premier rang des grandes puissances mondiales, d'y consolider une véritable démocratie, de redonner, en somme, un nouveau souffle au pays tout entier afin de le moderniser et de rattraper les puissances occidentales déjà partiellement industrialisées. Ce mouvement lutte en somme contre l'Espagne noire, archaïque, réactionnaire, étouffée par l'Église. Les régénérationnistes se font une autre idée du pays et de l'État –ce qui montre bien qu'ils n'y renoncent pas– et dénoncent le modèle pratiqué depuis les régimes absolutistes, responsables à leurs yeux de la décadence et de la perte de vitesse de l'Espagne. Les régénérationnistes parient en effet, et entre autres, sur une rénovation des méthodes d'enseignement[99], sur une modernisation de l'agriculture avec la construction de systèmes d'irrigation même dans les

[99] C'est le rôle de l'*Institución de Libre Enseñanza* créée par Francisco Giner de los Ríos en 1876 qui révolutionne la pédagogie espagnole. La parenté républicaine et progressiste se vérifie dans la participation au projet de Nicolás Salmerón (le troisième président de la Première République espagnole). On y trouve également Joaquín Costa.

régions les plus arides (Joaquín Costa), sur la modernisation de l'État à travers la création d'infrastructures (voies ferrées reliant les régions les plus dynamiques entre elles). Joaquín Costa est l'un des acteurs principaux de ce mouvement ; il représente le courant agraire et incarne cette Espagne intérieure et rurale dont fait partie l'Aragon. C'est pourquoi on a dit de lui qu'il avait une vision *castillaniste* de l'Espagne malgré son origine aragonaise[100]. Il défend en effet les besoins d'un territoire aragonais qui du fait de la similitude avec la plus grande partie de l'Espagne –celle de l'intérieur, celle de la Meseta– en perd sa spécificité.

Néanmoins, la nostalgie de Joaquín Costa envers un Aragon autonome, *foral*, doté d'un Droit aragonais, a permis aux premiers aragonésistes de le récupérer politiquement et d'en faire le premier régionaliste voire nationaliste aragonais. Il faut dire qu'à la fin du XIXème siècle, après l'échec de la première république espagnole, le fédéralisme et le régénérationnisme vont converger vers le régionalisme puis, au XXème siècle, vers le nationalisme.

c. Convergence du fédéralisme et du 'régénérationnisme' vers le régionalisme/nationalisme

Dire de Joaquín Costa qu'il est régionaliste ou nationaliste peut faire sourire, d'autant plus qu'il est également récupéré, au XXème siècle, par le dictateur Miguel Primo de Rivera et le franquisme pour son patriotisme espagnol. En effet, Costa voyait dans sa condition d'aragonais une façon d'être doublement espagnol « *soy dos veces español porque soy aragonés* ». Néanmoins, une autre anecdote maintes fois répétée dans les pages d'*El Ebro*, la revue porte-parole du premier parti régionaliste/nationaliste aragonais dont nous parlerons plus tard pourrait porter à confusion car on pourrait voir chez Costa une forme de nationalisme inconscient, comme le fait Gaspar Torrente.

[100] Jordi Bonells, *Les nationalismes espagnols*, Éditions du Temps, Paris, 2001, p.120 : « [J. Costa] a toujours été très attentif à la question des spécificités régionales, en particulier dans le domaine du droit coutumier. Mais sa pensée […] est spontanément 'castillaniste'. Aussi, le voisinage avec la Catalogne aurait pu introduire, par un réflexe imitatif, une sensibilité identitaire structurée. Il n'en fut rien ».

En 1871, âgé de 25 ans et étudiant en Droit, Joaquín Costa écrit dans une lettre adressée au chef du gouvernement provisoire, le Général Serrano, au nom des étudiants aragonais, catalans, valenciens et navarrais d'un collège universitaire de Madrid[101] la phrase suivante : « *Castilla no se anexionó a Aragón; Aragón se federó a ella* ». Cette précision historique est très révélatrice du malaise ressenti par certains Aragonais quant à la tournure prise au fil des siècles par l'union aragono-castillane. Un accord tacite de fédération aurait en effet été trahi pour aller (sans accord préalable d'une partie des intéressés) vers la fusion, l'annexion, voire l'absorption pure et simple de l'Aragon par la Castille. Costa exprime parfaitement son ressenti dans cette lettre dont l'objectif principal est tout autre. Il souhaite exprimer son indignation par rapport à la suppression des blasons aragonais et navarrais de l'écusson espagnol et leur remplacement par l'écusson savoyard en honneur d'Amédée de Savoie, nouveau roi d'Espagne. Costa, assez exalté, affirme que le seul drapeau des Aragonais est celui des « *cuatro barras* » et il reprend un certain nombre de mythes, les mêmes qu'utiliseront les nationalistes plus tard pour justifier leur idéologie et leur mouvement. Ainsi, d'après l'illustre Aragonais, l'Aragon est le « *país clásico de los fueros y de las libertades* […] *y de los Justicias* ». Quant aux Aragonais, ils représentent « *el pueblo más libre de la tierra* ». Il va même jusqu'à adopter un ton menaçant:

> *Si el gobierno se niega* [à rétablir le blason aragonais au sein de l'écusson espagnol] *recordadle que hace dos siglos y medio, Cataluña se proclamó en república independiente, por haber violado sus fueros un ministro imprudente, el Conde Duque de Olivares. Y si algún día le dicen que Aragón se ha constituido en República independiente, que no vaya con sus soldados a conquistarla porque quien escupe sobre la Bandera de un pueblo libre, no tiene derecho a pisar el suelo sagrado de su patria*[102].

Joaquín Costa incarne en somme une vague contestataire que l'on pourrait qualifier de polymorphe. Ainsi incarne-t-il le mouvement régénérationniste, commun à l'ensemble de l'Espagne avec d'autres figures importantes, Miguel

[101] Dans ce collège universitaire, comme au Collège de France où l'on parlait de « provinces », les étudiants étaient inscrits par « nationalités » : Aragon, Valence, Navarre…

[102] Sebastián J. Lorenz, «La reinvención del aragonesismo: una revisión aragonesista de Costa», dans *Andalán*, www.andalan.es, 8 octobre 2010. Cf. Annexes, p.189: commémoration du 150ème anniversaire de Joaquín Costa par la fédération CHA de Monzón.

de Unamuno, qui a pu montrer un intérêt pour le mouvement basquiste avant d'évoluer vers le nationalisme espagnol[103].

Dans toute la péninsule nous trouvons donc des courants qui souhaitent tourner la page de cette Espagne décadente qui s'enfonce chaque jour un peu plus sans que ses dirigeants s'en inquiètent puisqu'ils continuent de vivre confortablement dans un microcosme coupé du monde et de la réalité. Au départ il n'y a donc pas, même dans les régions différenciées comme la Catalogne, de volonté de renoncer à l'Espagne ; il s'agit au contraire de renoncer à une certaine idée de l'Espagne[104]. Mais peu à peu, la transformation du pays paraît insurmontable dans la mesure où il est impossible de se défaire des parasites qui sont au sommet de la hiérarchie étatique. Comme le soutient Jordi Solé Tura, l'immobilisme de Madrid alimente encore un peu plus les régionalismes bourgeois[105]. Le « Désastre de 1898 », lui, devient l'illustration parfaite de la décadence séculaire espagnole[106]. Les mouvements régionaux culturels –nés suite à l'éclosion du romantisme– qui avaient commencé à redonner leurs lettres de noblesse aux langues non-castillanes des territoires périphériques de la péninsule –Jeux floraux…– ont désormais franchi la barrière culturelle et occupe le terrain politique[107].

Par ailleurs, la volonté décentralisatrice purement administrative qui permettrait d'enrayer la figure du cacique, devient dans les territoires périphériques un réel désir autonomiste afin de mieux les gérer, avec des gens

---

[103] Nous savons que pour Unamuno, le changement de cap vient de la perte, contre Sabino Arana, père du nationalisme basque, de la première chaire de langue et littérature basques.

[104] La Catalogne et sa bourgeoisie industrielle ont grand intérêt à moderniser l'Espagne car elle constitue son principal marché. C'est le fameux « *Adéu, Espanya* » de Joan Maragall où il manifeste sa volonté de fermer la page de l'Espagne de l'oligarchie, du caciquisme, de la restauration, de la répression dans les colonies. Comme Joaquín Costa, il ne souhaite pas renoncer à l'Espagne mais à une certaine façon de concevoir l'Espagne. Il souhaite la modernisation et l'européisation de l'Espagne c'est-à-dire selon lui, sa « catalanisation ».

[105] Jordi Solé Tura, *Nacionalidades y nacionalismos en España*, Alianza Editorial, Madrid, 1985, p.45: « *Frente a las ofertas continuas de compromiso de las burguesías catalana y vasca, los gobernantes de Madrid respondieron con el inmovilismo institucional –salvo algunas propuestas de reforma local–, con la reafirmación del centralismo y con la atribución al Ejército del papel de perseguidor principal de los nacionalismos periféricos* ».

[106] La décadence espagnole semble atteindre là un point de non-retour. D'autre part l'émancipation des dernières colonies d'outre-mer donne des idées aux mouvements basque et catalan.

[107] *Unió Catalanista*, ancêtre de la *Lliga*, voit le jour en 1891 et Sabino Arana fonde le *Partido Nacionalista Vasco* en 1895.

du pays, et non plus au moyen de députés aux Cortes parachutés dans des provinces où ils n'ont jamais mis les pieds, les députés *cuneros* comme on les appelle péjorativement. C'est ainsi que pour certains régénérationnistes des territoires périphériques, le régénérationnisme converge vers le régionalisme puis, rapidement, vers le nationalisme. C'est en tout cas ce processus qui s'opère en Catalogne et en Aragon. C'est par ailleurs ce même processus que connaissent les républicains fédéralistes qui, après l'échec de la Première République, dès 1874 et donc bien avant le Désastre de 1898, se convertissent au régionalisme[108]. Le *Partido Republicano Democrático Federal* (PRDF) qui avait été à l'origine du « Pacte de Tortosa » en 1869, propose un nouveau manifeste en Aragon le 4 avril 1894: *Manifiesto del Consejo Federal de Aragón del PRDF*. Nous y trouvons les quatre objectifs du fédéralisme aragonais:

1. *Reintegrar al pueblo la "soberanía usurpada" por la restauración borbónica.*
2. *Aceptar todos los medios necesarios para la instauración de la República, no descartando el procedimiento insurreccional*
3. *Reconocimiento de la autonomía administrativa de las regiones y municipios*
4. *Elaboración de un programa social que contemplase reformas concretas en favor de la clase trabajadora*[109].

Villanueva Herrero ajoute:

> *En estos dos últimos puntos, se percibía con toda claridad cómo el minoritario y poco influyente federalismo aragonés de finales del siglo XIX estaba empezando a ser postergado por dos movimientos emergentes: las ideas regionalistas-nacionalistas y, desde luego, por el movimiento obrero organizado*[110].

Finalement, que la volonté décentralisatrice réponde à une volonté régionaliste ou pas, l'équation, telle qu'elle est posée chez les intellectuels combattant l'Espagne de la Restauration est simple : puisque le *caciquisme* est le produit du centralisme c'est bien le centralisme qu'il faut combattre pour en finir avec le cacique et les inégalités. Or, la lutte contre le centralisme ne peut passer que par le fédéralisme ou le régionalisme. Le fédéralisme ayant échoué, en 1874, d'aucuns se tournent vers le régionalisme. On peut ainsi considérer

[108] En Catalogne on aurait l'exemple de Valentí Almirall qui, après l'échec fédéral, se convertit au régionalisme en 1885.
[109] *Op. Cit.* p. 51.
[110] *Ibidem*.

que, le régionalisme, puis le nationalisme, deviennent une réponse à la faiblesse de l'État espagnol qui ne parvient pas à faire de l'Espagne une nation ni à faire de l'ensemble de ses habitants des citoyens espagnols. L'État étant rongé de l'intérieur, l'argent étant dilapidé dans le maintien d'oligarchies improductives, les moyens viennent à manquer pour la construction d'infrastructures capables d'instruire la population –l'école– ou pour l'aménagement du territoire –construction de voies ferrées et routières. Ce déficit dans la modernisation de l'État espagnol est l'une des causes de l'émergence en Espagne de mouvements régionalistes/nationalistes périphériques. C'est la thèse en tout cas de l'historien Borja de Riquer[111] :

> *Quizás ya sea hora de que los historiadores españoles empiecen a considerar seriamente que no fueron los nacionalismos periféricos los que destruyeron una supuesta unidad nacional española, sino que al contrario contemplen la posibilidad de que el fracaso del nacionalismo español del siglo XIX, o la crisis de su penetración social, fuese un factor que incluso ayudara al éxito político de los nacionalismos alternativos*.

Néanmoins, affirmer que le premier régionalisme –culturel et apolitique– constitue un héritage direct du *régénérationnisme* est délicat. Il s'agirait plutôt d'une variante contemporaine. L'embryon du régionalisme voit en effet le jour, comme celui du régénérationnisme et du fédéralisme au milieu du XIXème siècle. Il faut attendre la fin de siècle, en revanche, pour voir converger ces trois tendances. Mais, s'il y a une ascendance républicaine qui communie naturellement avec le régionalisme et le régénérationnisme c'est bien le fédéralisme, qui représente de surcroît une articulation et une union dans la diversité bien connues de l'ancienne Couronne d'Aragon (1137-1707/1714).

Nous pouvons alors considérer que le régionalisme politique serait, en partie, le résultat d'une variante du régénérationnisme dans un territoire dont l'identité est particulièrement affirmée. Mais on peut également penser que le régionalisme politique proviendrait de la déception provoquée par l'échec de la république fédérale. Ce désenchantement, voire ce désespoir, atteint son

[111] Borja de Riquer i Permanyer, « La débil nacionalización española del siglo XIX », *Historia social*, n°20, otoño 1994, p.113.

paroxysme avec le « Désastre de 1898 »[112]. On peut ainsi proposer l'interprétation suivante : le régénérationnisme et le fédéralisme, qui sont au départ des mouvements communs à l'ensemble de l'Espagne, finissent par converger, en Aragon et en Catalogne notamment, vers d'autres mouvements qui avaient déjà privilégié depuis la moitié du XIXème siècle la voie 'régionale', autrement dit, le régionalisme. Cette diversité idéologique originelle pourrait expliquer la division qui s'effectue plus tard et qui subsiste encore aujourd'hui entre régionalisme conservateur et nationalisme progressiste dans le cas aragonais.

[112] En Catalogne, cette année est cruciale. C'est en effet à partir de cette date que la bourgeoisie industrielle renonce à une modernisation de l'Espagne –son principal marché– et bifurque vers une voie strictement catalane. Trois ans plus tard naît le premier politique catalaniste de masses : La *Lliga regionalista*.

3) Le premier tiers du XXème siècle

a. Le régionalisme conservateur des bourgeois de Saragosse

La ville de Saragosse franchit le seuil des 100 000 habitants au début du XXème siècle. Elle est devenue un pôle industriel –certes modeste– mais s'est consolidée en tant que capitale d'une région agricole qui connaît un nouvel essor grâce aux nouveaux canaux d'irrigation qui multiplient le nombre d'hectares cultivables.

> [*A principios del siglo veinte*] *la ciudad de Zaragoza, beneficiada por haber constituido un nudo ferroviario de primera magnitud, se industrializa y crece hasta alcanzar, poco después de comenzado el siglo XX, los cien mil habitantes. La Exposición de 1885 muestra ya el rápido desarrollo de las industrias metalúrgicas, y la expansión agraria merced a los nuevos cultivos de regadío (maíz, remolacha, etc.) se hará sentir, así como la oportunidad de expansión para la vid durante la epidemia filoxérica en Francia*[113].

La bourgeoisie aragonaise a un poids forcément plus modeste que celui de la bourgeoisie catalane car l'Aragon est au début du XXème siècle un pays majoritairement rural. En province, la petite bourgeoisie est agricole et dans la capitale elle est commerçante et faiblement industrielle. Cette bourgeoisie, au départ libérale et qui a lutté contre le féodalisme, a réussi à prendre le pouvoir pendant la Restauration et s'installe dans un confortable conservatisme. D'après les études sur la bourgeoisie réalisées par José-Carlos Mainer et Eloy Fernández Clemente[114], la bourgeoisie aragonaise est faible et a donc une projection discrète au niveau de l'État espagnol. Mais elle est aussi économiquement dépendante ce qui la rend succursaliste. Elle devient conservatrice et acquiert des penchants oligarchiques. Globalement, elle a suivi la même évolution que la bourgeoisie madrilène conservatrice et s'est plutôt réjouie de la dictature de Primo de Rivera comme elle se réjouit, plus tard, de celle de Franco. Néanmoins, une petite partie de cette bourgeoisie est séduite par le renouveau aragonais, une certaine forme de régionalisme très modéré. C'est ce que l'on observe également dans les capitales de nombreuses régions

[113] « *Zaragoza* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com.
[114] José-Carlos Mainer, *Regionalismo, Burguesía y Cultura*, A. Redondo, Valencia, 1974; Eloy Fernández Clemente, *Aragón contemporáneo (1833-1936)*, Siglo XXI, Madrid, 1975.

périphériques : Catalogne, Pays basque, Galice, Pays valencien, Andalousie, Baléares, Canaries.

Le régionalisme conservateur aragonais est le produit de la première bourgeoisie capitaliste de la ville de Saragosse de la seconde moitié du XIXème siècle. Cette bourgeoisie a su faire converger plusieurs causes : défense du Droit civil aragonais face à l'uniformisation imposée par le libéralisme espagnol ; mythification romantique des origines du royaume d'Aragon ; idéalisation (et donc nostalgie) des institutions médiévales ; rappel des guerres proto-nationalistes contre la Castille… À la fin du siècle, le régionalisme aragonais intègre de nouveaux éléments qui viennent directement de Joaquín Costa et du régénérationnisme : revendication de nouveaux canaux d'irrigation ainsi qu'un nouveau *costumbrismo* littéraire et pictural.

En 1916 est fondée l'*Unión Regionalista Aragonesa de Zaragoza* (URA-ZGZ), la première organisation régionaliste d'envergure de la ville de Saragosse. De nombreuses personnalités de l'Université de Saragosse participent à ce projet. C'est le cas par exemple de Domingo Miral[115], Juan Moneva Puyol, et surtout d'Andrés Giménez Soler[116]. Dans le domaine du pré-autonomisme, ces régionalistes se disputent le terrain avec les républicains fédéralistes de Felipe Alaiz du *Partido Republicano Aragonés* qui voient le régionalisme d'abord et le nationalisme ensuite, comme une conséquence, un aboutissement du fédéralisme.

Par conséquent, dès ses origines, le régionalisme aragonais de Saragosse se divise en deux branches : d'un côté les régionalistes de droite (c'est-à-dire les conservateurs bourgeois appartenant au monde universitaire, notamment la faculté de Droit) et les républicains fédéralistes (socialistes, de gauche). Par ailleurs, il ne faut pas oublier les régionalistes aragonais installés à Barcelone largement imprégnés de catalanisme dont nous parlerons ensuite.

[115] Prestigieux philologue, un des pères de la philologie aragonaise et un des fondateurs de l'Université d'été de Jaca (*Jacetania*, Haut Aragon).
[116] On sait de lui qu'il admire la Catalogne et sa culture et qu'il est abonné à *La Veu de Catalunya*. Il se sent proche de Francesc Cambó et invite en avril 1917 des membres de la *Lliga regionalista* à Saragosse comme Joan Ventosa i Calvell (leader), Ferran Agulló (secrétaire) et Antoni Albafull (député).

Les régionalistes conservateurs ne connaissent aucun sursaut indépendantiste, et ne remettent jamais en question le cadre de l'État espagnol. Par ailleurs, ils ne se soucient guère du régime en vigueur en Espagne, c'est-à-dire que, contrairement au mouvement fédéraliste, leur mouvement n'est ni antimonarchique ni pro-républicain[117]. En effet, ce mouvement ne cherche qu'à doter l'Aragon d'un certain degré d'autonomie afin de mieux gérer et éventuellement régler les problèmes qui lui sont propres. C'est pourquoi le projet de *Mancomunidad*, similaire à celui mis en place en Catalogne en 1914, est surtout défendu par ce mouvement régionaliste conservateur de Saragosse. Les aspirations ne semblent pas aller au-delà d'un regroupement des compétences –certes limitées– des trois *Diputaciones Provinciales* aragonaises et éventuellement d'autres provinces de la Vallée de l'Èbre avec lesquelles les liens historiques, géographiques et économiques seraient assez forts et justifieraient le regroupement de cet ensemble dans une seule et même *Mancomunidad del Ebro*. Cette idée de *Mancomunidad del Ebro* révèle que ces régionalistes sont tout à fait prêts à 'sacrifier' les frontières de l'Aragon, pourtant figées depuis 1300, au nom d'une union économique avec des territoires non-aragonais mais proches géographiquement, culturellement et économiquement comme la Navarre du sud et La Rioja[118]. À moins que cette idée révèle un certain expansionnisme voire impérialisme aragonais afin de contrôler les ressources hydriques de l'Èbre, en amont du territoire strictement aragonais, qui sont d'une importance capitale pour l'économie de l'Aragon.

Mais, les membres de ce mouvement s'opposent en 1932 au statut d'autonomie de la Catalogne, et s'opposent également au fait que l'Aragon soit à son tour doté d'un statut semblable, chose surprenante pour un mouvement régionaliste dont les revendications devraient s'orienter vers l'établissement d'un régime autonome[119]. En réalité, s'ils s'opposent à l'autonomie des régions comme le permet la Seconde République au sein de son *Estado integral*, c'est

[117] Ceci n'est pas sans rappeler la fameuse consigne lancée par Francesc Cambó, leader de la Lliga régionaliste catalane : « *Monarquia ? República ? Catalunya* ».
[118] Rappelons aussi que le castillan parlé en Aragon est très proche du castillan de la Sud-Navarre et de La Rioja orientale, territoires où le *romance* navarro-aragonais a prédominé.
[119] Certains républicains fédéralistes aragonais comme Manuel Marraco s'opposent aussi au statut catalan. Ici, cette position n'est pas étrangère au fait que Manuel Marraco a rejoint Alejandro Lerroux.

parce que ces Aragonais sont conscients que l'Aragon ne pourra jamais accéder à un statut d'autonomie dans les mêmes conditions que la Catalogne ou le Pays basque. Pour cela, il faut en effet qu'une majorité des mairies de la région concernée soit favorable, puis que le peuple adopte le projet de statut par voie référendaire. Dans les deux cas, les régionalistes sont conscients que l'Aragon ne pourra accéder à une autonomie quelconque de cette façon, à cause en particulier du déficit de conscience régionale et de l'élitisme du régionalisme aragonais. C'est donc pour cette raison qu'ils vont s'opposer au projet d'autonomie catalan pour que l'Aragon ne soit pas à nouveau défavorisé par rapport à la Catalogne. En cela, les régionalistes de Saragosse sont d'accord avec leurs camarades de Barcelone dans la mesure où ces derniers sont également conscients que, dans ces conditions, l'Aragon ne deviendra pas dans l'immédiat une région autonome. Néanmoins, les aragonésistes de Barcelone sont favorables au statut catalan puisque, comme nous allons le voir, ils sont également catalanistes. Par ailleurs, il faut bien dire que les régionalistes de Saragosse ne sont pas complètement convaincus du bienfait que représentent l'autonomie dans la mesure où ils y voient parfois une menace pour l'unité de l'Espagne à laquelle ils restent attachés. C'est d'ailleurs peut-être là que réside le principal paradoxe de ce régionalisme conservateur et bourgeois de Saragosse, à savoir un régionalisme qui ne veut pas vraiment réformer les structures de l'Etat. Le régionalisme conservateur défendrait ainsi une sorte d'identité aragonaise qui serait, de fait, une sorte de patriotisme espagnol à échelle locale (la *patria chica*) puisque d'après ce régionalisme modéré non-réformateur, la qualité d'Aragonais est plutôt une façon d'être espagnol et non pas une identité différenciée que l'on va opposer à l'identité espagnole. D'après eux, les Aragonais sont espagnols car ils sont aragonais. Leur façon d'être espagnols passe par leur condition d'Aragonais.

Ces régionalistes sont néanmoins critiques avec le centralisme, et seraient donc plutôt partisans d'une décentralisation administrative de l'Etat espagnol vers l'ensemble des territoires d'Espagne et non d'une autonomie à deux vitesses. C'est ce qui ressort en tout cas de la défense qu'ils font des traits identitaires aragonais. En effet, ils semblent avoir adopté comme principaux traits identitaires –en plus de l'Histoire et du Droit Civil aragonais auxquels ils

sont tout aussi attachés que les nationalistes les plus radicaux– les caractéristiques les plus folkloriques, autrement dit celles du *baturrismo*, de la *Virgen del Pilar* et des *jotas*[120]. Remarquons tout de même que, comme le *catalanisme* conservateur, ce régionalisme aragonais bourgeois de Saragosse est bien plus attaché à sa classe sociale qu'à un sentiment anti-centraliste ou autonomiste puisque la plupart de ses membres se sont accommodés du régime de Primo de Rivera et vont se rallier au soulèvement militaire en juillet 1936[121].

Après tout ce que nous venons de dire, il apparaît clairement que les régionalistes conservateurs de Saragosse se regardent dans le miroir du premier régionalisme catalan, même si par la suite ils n'évoluent pas vers des revendications autonomistes très ambitieuses. Au départ, il en est de même pour les régionalistes aragonais de Barcelone même si eux, au contraire, abandonnent rapidement le terme 'régionaliste' pour se convertir au nationalisme. Certains iront même très loin dans les revendications nationales aragonaises et préconiseront l'indépendance de l'Aragon –ainsi que celle de la Catalogne– au moyen d'une insurrection armée si nécessaire[122].

b. Le nationalisme aragonais de Barcelone

Lors de sa création, en 1917, l'*Unión Regionalista Aragonesa de Barcelona* (URA-BCN) est relativement proche de celle de Saragosse précédemment étudiée. Le nom est identique, les deux partis maintiennent des contacts réguliers et cordiaux, et des membres des deux partis contribuent à

[120] C'est en tout cas ce qui ressort des numéros d'*El Ebro* publiés sous le régime de Primo de Rivera, régime qui pourrait certainement expliquer le fait que ces régionalistes jouent le jeu de l'identité officielle des Aragonais, autrement dit celle qui correspond à tous ces clichés.

[121] C'est surtout le cas de figures secondaires comme José María Sánchez Ventura (gouverneur civil de Teruel entre 1940 et 1942, maire de Saragosse entre 1946 et 1948 ou encore José Ibáñez Martín (Ministre de l'Éducation entre 1939 et 1951) qui appartient pendant sa jeunesse à la Jeunesse *Aragonesista* de Valence.

[122] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca Aragonesa de Cultura, n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2002, p.94: « El Ebro *se radicalizó, (llegando a hablar de insurrección armada)* ».

l'élaboration d'*El Ebro*, la revue porte-parole du parti barcelonais dès 1917[123]. Dans son premier article intitulé « *Umbral* » il est clairement exposé:

> *Llamamos á nuestro órgano* [*de expresión de la URA-BCN*] El Ebro*, porque este río es el padre de nuestra nacionalidad, y sus aguas fertilizan nuestra tierra y dan de comer y beber á medio Aragón. […] Luego, el Ebro es el lazo físico que nos une con Cataluña, y* El Ebro *periódico aspiramos á que sea el vínculo moral que una á Zaragoza con Barcelona*[124].

Mais il ne faudrait pas se méprendre et confondre ces deux partis car, rapidement, ils se démarquent idéologiquement. Une des principales différences entre les deux partis est la classe sociale à laquelle appartiennent les militants. Ceux de Saragosse sont issus de la grande bourgeoisie aragonaise –on compte de nombreux professeurs de l'Université de Saragosse– et ont pu rester vivre en Aragon alors que les Aragonais de Barcelone sont pour la plupart des commerçants –qui jouissent aussi d'un certain confort et sont parfois des petit-bourgeois– ainsi que des ouvriers qui ont dû quitter leur pays d'origine pour la Catalogne, faute de position et de perspectives professionnelles.

Ces Aragonais établis à Barcelone considèrent, en 1917, que leur pays gagnerait à acquérir un certain degré d'autonomie, comme vient de le faire la Catalogne grâce à la *Mancomunitat*, même si la *Mancomunitat de Catalunya* n'est en aucune façon une forme d'autonomie politique catalane car elle n'est finalement que l'union des compétences des quatre *Diputaciones Provinciales* catalanes (Barcelone, Gérone, Lérida et Tarragone). Cette expérience a permis, néammmoins sur le plan culturel et linguistique de fixer les normes orthographiques de la langue catalane (Pompeu Fabra), de créer un réseau d'écoles professionnelles strictement catalanes, un réseau de bibliothèques et de traduire les grands classiques de la littérature universelle au catalan… Autrement dit, ce projet n'a eu qu'une faible répercussion du point de vue de l'émancipation nationale de la Catalogne mais a permis un saut qualitatif capital dans la consolidation de la langue et de la culture catalanes.

[123] *El Ebro*, n°1, 15 septembre 1917.
[124] *Op. Cit*. Nous respectons la graphie de l'époque pour la préposition a : *á*.

À l'époque, la ville de Barcelone est celle qui compte le plus grand nombre d'Aragonais après Saragosse. Ce fait démontre, d'une part, que la présence aragonaise à Barcelone –et par conséquent la place de cette ville dans l'aragonésisme– n'est pas anecdotique et, d'autre part, que la condition de région exportatrice de main d'œuvre de l'Aragon depuis la fin du XIXème siècle se fait notamment vers Barcelone et les villes industrielles de sa périphérie.

Il nous paraît ainsi légitime de nous demander si l'aragonésisme de ces Aragonais de Barcelone ne serait pas le produit d'un simple transfert de l'actualité politique catalane en pleine ébullition sur une réalité aragonaise fantasmée depuis l'exil.

Les conclusions de travaux antérieurs[125] nous ont conduits à considérer qu'il s'agit plutôt, pour ces expatriés, d'un juste retour des choses par rapport au passé historique de l'Aragon. En effet, l'Histoire de l'Aragon –qu'ils découvrent en étudiant celle de la Catalogne– permet, selon eux, de faire valoir pour l'Aragon les mêmes arguments que ceux avancés par la Catalogne : exiger de l'État central espagnol non seulement une décentralisation mais, surtout, une large autonomie avec des compétences spécifiques dans la gestion des affaires de l'État (ou de la région ?). C'est donc très naturellement que ces Aragonais de Barcelone rallient le régionalisme aragonais en 1917 alors qu'ils adhèrent déjà au régionalisme catalan en pleine effervescence *mancommunitaire* et en pleine apogée de la *Lliga regionalista*. Il est intéressant de noter qu'à ce moment les Aragonais de Barcelone sont aussi proches des catalanistes de la *Lliga* que des régionalistes conservateurs de Saragosse. Ce n'est que plus tard que s'effectuera le 'divorce' gauche/droite qui, pour l'aragonésisme, devient en réalité un clivage nationalistes/ régionalistes.

C'est justement à la mort d'Enric Prat de la Riba, en août 1917, que Gaspar Torrente, un ouvrier qui deviendra l'un des pères du nationalisme

[125] Pour davantage d'informations, voir mon mémoire de Diplôme d'Études Appliquées (DEA) intitulé *L'influence des Aragonais de Barcelone dans la consolidation du nationalisme aragonais progressiste, à partir de la revue* El Ebro *(1917-1936).*

aragonais, envoie à *La Veu de Catalunya*, journal proche de la *Lliga*, une lettre rédigée en langue catalane en hommage à l'homme politique catalaniste où il lance un appel à tous les Aragonais de Barcelone qui se sentent catalanistes et aragonésistes. La lettre s'intitule « *Un tribut fervent* ».

Gaspar Torrente est considéré aujourd'hui l'un des pères, sinon le père du nationalisme aragonais. C'est par cet appel que se réunissent les premiers aragonésistes de Barcelone, au départ régionalistes, mais dont les membres les plus jeunes évoluent rapidement vers le nationalisme, comme en Catalogne. C'est pourquoi nous allons nous pencher sur la biographie et le rôle de Torrente dans la naissance et la consolidation d'un mouvement nationaliste aragonais. Gaspar Torrente est né à Campo (Ribagorça, Haut Aragon, donc dans une zone catalanophone) en 1888 au sein d'une famille extrêmement pauvre de tailleurs ambulants. Très jeune, il est placé à Barcelone dans une famille d'accueil catalane et catalaniste avec laquelle il vit une immersion totale dans la société catalane. Il prend conscience que sa langue maternelle n'est pas un *patuès* mais bien le catalan, une langue de culture avec un passé littéraire glorieux. En étudiant l'Histoire de la Catalogne, il apprend celle de l'Aragon, une ancienne nation indépendante aujourd'hui découpée en trois provinces espagnoles, très majoritairement hispanophones. Influencé par la lecture de *La nacionalitat catalana* de Prat de la Riba, il devient l'un des pères du nationalisme aragonais du premier tiers du vingtième siècle avec Julio Calvo Alfaro, malgré sa condition ouvrière qui, au début, constitue pour lui un handicap. Au moment de la création de l'URA-BCN il appartient aussi à la catalaniste *Unió Federal Nacionalista Republicana*.

Dans la lettre à laquelle nous venons de faire allusion, Gaspar Torrente se définit comme « *aragonès i aragonesista*» et considère Prat de la Riba comme un « *Mestre en nacionalisme* ». Il attribue à l'ancien dirigeant de la *Lliga* le mérite d'avoir ouvert les yeux à bon nombre d'Aragonais quant à leur Histoire et passé glorieux :

> *Ell, com molts patricis catalans, no han fet altra cosa que donar-nos nocions d'història, recordar-nos fets i personalitats que mai hauríem conegut, coses que demostren que existeix la personalitat aragonesa, ben marcada i definida* […] *¡Com desconeixeríem nosaltres la història de la nostra pàtria, del nostre*

Aragó, a no ser l'interès que han posat els catalans en fer-nos i donar-nos, a conèixer fets i lleis que encara existeixen però que ja no s'usen en el nostre poble !

Il déplore également qu'il n'existe pas à Barcelone un lieu où pourraient se retrouver ces Aragonais de Barcelone qui communient avec les 'thèses de libération' des peuples catalan et aragonais –il parle de « *clam de deslliurança* ». Il existe bel et bien un *Centro Aragonés* dans la capitale catalane, mais de tendance plutôt conservatrice et centraliste ; les régionalistes expatriés ne peuvent donc adopter ce lieu pour se réunir[126]. C'est pourquoi cette lettre constitue une sorte d'appel à tous les Aragonais de Barcelone –en tout cas ceux qui éprouvent de la sympathie pour le régionalisme catalan– qui ne se retrouvent pas dans l'idéologie dominante du *Centro Aragonés*, à tous les Aragonais « *que encara volem ser aragonesos, que ens diem aragonesos, que compartim la lluita juntament amb els catalans*… ». C'est en fait à partir de cette lettre que prennent contact les Aragonais qui en 1917 créent l'*Unión Regionalista Aragonesa de Barcelona* (URA-BCN)[127].

Mais très vite, ces Aragonais de Barcelone vont plus loin que les régionalistes aragonais qui n'ont pas quitté leur pays. Ainsi, dès 1919, ils retirent l'adjectif 'régionaliste' de l'appellation de leur parti pour devenir *Unión Aragonesista*, parti qu'ils proclament 'nationaliste'. Ce nouveau nom est le résultat du contrôle qu'exercent à présent les jeunesses du parti, la *Juventud Aragonesista*, qui elle-aussi renonce au même moment au terme 'régionaliste'. Puisque l'Aragon est une nation et une nationalité[128], les aragonésistes ne peuvent être que nationalistes et non régionalistes. Notons que le « saut » nationaliste des Aragonais de Barcelone se fait parallèlement au tournant nationaliste que vit, à la fin des années 1910, le *catalanisme* politique. Ce virage est exclusivement barcelonais et n'a pas lieu chez les régionalistes restés en Aragon. C'est probablement à ce moment que s'opère la division définitive

[126] C'est pourtant là qu'a lieu l'acte de constitution de l'URA-BCN en 1917. Notons que le Centre Aragonais se trouve dans le quartier aragonais de Barcelone. Situé rue Joaquín Costa, le centre abrite le Théâtre Goya.

[127] Parmi les premiers nous trouvons Gaspar Torrente, Julio Calvo Alfaro, Ángel Samblancat, Manuel Cosialls, Maties Pallarés i Gil, Isidor Comas Macarulla...

[128] Enric Julià, *Gaspar Torrente, Entre Catalunya i l'Aragó*, Xarxa Cultural, Collection « Llibres de Ponent », Barcelone, 1988, p.51.

au sein de l'aragonésisme entre régionalistes (conservateurs) et nationalistes (progressistes). Cette division trouve probablement son origine dans l'influence du *catalanisme* politique chez les Aragonais de Barcelone.

c) L'influence du catalanisme culturel et politique

Les membres du clan barcelonais sont plus jeunes que leurs homologues de Saragosse et, comme c'est souvent le cas, plus 'radicaux'[129]. En outre, ils sont particulièrement bien intégrés dans cette société catalane prospère dont l'identité est marquée par une langue catalane parlée y compris par la bourgeoisie industrielle –à la différence des autres régions 'bilingues' espagnoles (Pays basque, Navarre, Galice, Iles Baléares, Pays valencien) où les classes dirigeantes sont désormais presque totalement hispanophones. La langue catalane est alors une langue de prestige et d'intégration. C'est pourquoi elle est aussi devenue la langue de certains de ces aragonésistes établis à Barcelone. Notons au passage que bon nombre d'entre eux sont catalanophones de naissance puisqu'originaires de l'Aragon oriental que l'on ne connaît pas encore sous le nom de *Franja*. C'est le cas comme nous l'avons signalé de Gaspar Torrente, le principal instigateur du premier nationalisme aragonais, ce qui explique le grand nombre d'articles publiés en langue catalane dans les pages d'*El Ebro*. Par conséquent, cette insertion dans une société catalane, très *catalanisée* à l'époque, influence forcément les Aragonais de Barcelone qui souhaiteraient voir aboutir un projet similaire pour le pays qu'ils ont dû quitter et qui, pour des raisons historiques a, d'après eux, le droit –et le devoir– de retrouver ses institutions.

Ainsi, si l'on observe les noms des partis politiques, on s'aperçoit que les références au *catalanisme* politique sont très nettes. *Unión Aragonesista* est un écho à l'ancêtre de la *Lliga*, l'*Unió Catalanista* de 1891. D'autre part, en 1934, en plein *Bienio Negro* de la Seconde République et après la suspension

[129] Il est dit, début 1918, dans le manifeste fondateur des jeunesses du parti : « *La Juventud Regionalista Aragonesa que por ser joven es radical* ». Toutefois, ces jeunes sont loin d'être des adolescents ou des jeunes adultes puisqu'ils ont en réalité entre 25 et 30 ans.

de la *Generalitat* par le gouvernement conservateur de la *Confederación Española de las Derechas Autónomas* (CEDA), Gaspar Torrente crée un parti nationaliste aragonais radical qui se nomme *Estado Aragonés*, plus radical qu'*Unión Aragonesista* et qui est un calque, là aussi, d'*Estat Català* de Francesc Macià, dont il fait également partie –à cette époque il est fonctionnaire de la *Generalitat* et a été l'un des premiers catalanistes à rejoindre *l'Avi*[130]. De même, lorsque l'on parle de *Renacimiento aragonés* –la revue porte-parole d'*Estado Aragonés*– on ne peut s'empêcher de penser au mouvement culturel de la *Renaixença* catalane et au journal du même nom (créé en1871). On peut trouver encore d'autres points communs entre les deux mouvements lors de campagnes ou d'actes revendicatifs. Ainsi, en 1935, les jeunes nationalistes aragonais de Barcelone organisent la première offrande florale à la statue du *Justicia* d'Aragon à Saragosse et font le déplacement pour l'occasion. Cet acte rappelle forcément celui qu'ils effectuent depuis longtemps aux pieds de la statue de Rafael Casanova, le dernier *conseller en cap* de la *Generalitat* au moment de la capitulation de Barcelone face aux Bourbons le 11 septembre 1714[131].

L'influence catalane et catalaniste est tout à fait compréhensible et plus qu'évidente. Elle est même naturelle. En étant le témoin privilégié de la prospérité de la Catalogne –qui s'est de plus accentuée pendant la Grande guerre du fait de la neutralité espagnole–, ces Aragonais de Barcelone assistent en même temps à l'émigration économique massive des Aragonais vers d'autres territoires espagnols, européens ou encore américains, ce qui aggrave encore la délicate situation économique de l'Aragon et accélère son agonie. En revanche, dans le cadre d'un Aragon autonome, pensent-ils, grâce à l'autogestion des ressources naturelles –et donc à la fin de leur pillage par des capitaux étrangers–, à la fin du caciquisme et du centralisme oppresseur, les Aragonais ne seraient plus contraints de partir pour l'étranger et pourraient rester travailler au pays, pour la prospérité de celui-ci et non plus pour celle des

[130] Enric Julià, *Gaspar Torrente, entre Catalunya i l'Aragó*, Xarxa cultural, col·lecció llibres de ponent, Calaceit, avril 1988, p.14: « *Quan Macià no comptava encara una dotzena d'adeptes, un d'ells era Gaspar Torrente, que posava tanta tenacitat en la idea com de proclamar la seva condició d'aragonès* ».

[131] A l'offrande florale au *Justicia* seront également présents les responsables d'*Izquierda Republicana* de la capitale aragonaise, le parti de Manuel Azaña.

autres. Voilà donc, très schématiquement, le discours du premier nationalisme aragonais : sans la renaissance politique et culturelle de l'Aragon, sans une autonomie politique très large, l'émancipation économique du pays est impossible et sans redressement économique et politique l'Aragon court à sa perte, autrement dit à sa disparition. Voilà pourquoi, me semble-t-il, la Catalogne devient l'exemple à suivre, et voilà pourquoi la plupart des aragonésistes de Barcelone sont indistinctement catalanistes et aragonésistes.

Le lexique qui apparaît dans la revue *El Ebro* témoigne d'ailleurs du passage du régionalisme au nationalisme entre 1917 et 1919[132]. En effet, le terme *región* largement utilisé dans un premier temps –celui du régionalisme– pour se référer aussi bien à l'Aragon qu'à la Catalogne, se voit peu à peu remplacé par les termes *país* et *nación*. Une autre caractéristique –ibériste celle-là– est que l'on parle de *pueblos ibéricos* ou de *colectividades hispánicas* pour mieux souligner la diversité des peuples et des nations qui forment l'État espagnol et avec lesquels se tissent des liens de solidarité[133]. Afin de mieux comprendre l'idéologie de ce premier parti aragonésiste de Barcelone, citons quelques extraits d'articles de son journal :

Le premier article publié s'adresse aux résidents aragonais de Barcelone qui sont interpellés par un titre sans équivoque : « *Aragoneses* ». Julio Calvo Alfaro, le président des jeunesses –encore régionalistes à l'époque–, résume les bases de la renaissance de l'Aragon :

> *Las bases del resurgimiento de Aragón han de ser la historia, el derecho foral y la economía. Es lamentable que Aragón desconozca la historia propia. Queremos la autonomía espiritual y económica de Aragón. No nos espanta ningún radicalismo que sea honrado y que esté comprendido dentro del pensamiento ibérico. No somos ni copia ni continuación de ningún otro partido; somos una manifestación de la personalidad aragonesa. Tendremos simpatías por las agrupaciones autonomistas de otras tierras, pero nuestro norte está comprendido en esta palabra: Aragón.*

L'Histoire est donc le principal légitimateur du nationalisme aragonais que Calvo Alfaro conçoit essentiellement ibériste et donc fédéraliste. On peut

[132] Voir mon mémoire de DEA précédemment cité.
[133] La revue réserve ainsi une section –*Interregionalismos*– aux actualités de l'ensemble des partis ou organisations régionalistes et nationalistes des quatre coins de l'État espagnol.

taxer son discours d'extrémiste lorsqu'il parle de 'radicalisme' mais en réalité il ne franchit pas la ligne indépendantiste et ne remet pas en cause le cadre de l'État espagnol, ce qu'il trouverait sûrement malhonnête. Ce n'est pas le cas de Gaspar Torrente qui traverse lui, au contraire, une étape indépendantiste et insurrectionnelle entre 1919 et 1922. C'est pourquoi il est communément admis de dire que Calvo Alfaro représente le nationalisme aragonais dit modéré –car il ne prône pas la rupture avec l'Espagne– alors que Torrente représenterait le nationalisme aragonais dit radical –radical dès lors qu'il prône le sécessionnisme. Néanmoins, Torrente rectifie rapidement cette étape indépendantiste. Il prend conscience du décalage entre son indépendantisme et les quelques Aragonais susceptibles d'adhérer à la cause aragonésiste qui ne souhaitent pas renoncer à l'Espagne mais préfèrent au contraire la réformer.

Par ailleurs, les jeunesses aragonésistes critiquent de façon tout aussi virulente la responsabilité historique du caciquisme dans le maintien de l'ignorance des Aragonais quant à leur propre pays, à leur propre Histoire, comme l'exprime la phrase : « *Atenazada nuestra justa rebeldía por la ignorancia* ». Le mouvement *aragonesista* se donne donc pour mission de réveiller les consciences aragonaises endormies, d'après eux, par le *caciquisme* et le centralisme madrilène. Notons que dans le premier numéro de 1917 les objectifs sont clairement exposés:

> [Les jeunesses sont] *una agrupación de patriotas aragoneses residentes en Cataluña, que en estrecha relación con los miembros de la entidad del mismo nombre de Zaragoza tratan de desarraigar de su tierra el caciquismo, hacer resurgir el país y conseguir la autonomía, el reconocimiento de Aragón*.

L'activité de l'*Unión Aragonesista* connaît des hauts et des bas entre 1917 et 1938 et ses membres ne seront à aucun moment plus de quelques dizaines. Il s'agit par conséquent d'un mouvement minoritaire mais pas marginal pour autant. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'un mouvement de masses comme la *Lliga*, les partis républicains ou la Confédération Nationale du Travail (CNT), mais les liens tissés avec d'autres organisations catalanes et aragonaises permettent néanmoins de le situer sur l'échiquier politique. Par ailleurs, l'*Unión Aragonesista* aura son importance d'un point de vue symbolique en 1936 dans l'adoption d'un projet de Statut d'Autonomie pour

l'Aragon –le projet de Caspe– projet avorté à cause du coup d'État du 17 juillet de cette année-là.

D'autres bases pour un gouvernement autonome aragonais[134] ont pourtant déjà été rédigées avant 1936 mais elles n'ont aucune incidence pendant la dictature de Primo de Rivera qui vide la revue *El Ebro* de tout son contenu politique pendant près d'une décennie. La Seconde République semble au départ disposée à ne reconnaître l'autonomie qu'à la Catalogne, au Pays basque et de justesse à la Galice. Malgré tout, les nationalistes aragonais de Barcelone prennent l'initiative d'un Congrès autonomiste à Caspe, ville symbole du Compromis, qui consolida la 'castillanisation' de l'Aragon et qui est surtout idéalement située, puisqu'à mi-chemin entre Barcelone et Saragosse. En découle un avant-projet de Statut d'Autonomie adopté en mai 1936 en tant que programme électoral pour les élections à venir. Néanmoins, le projet ne fait pas l'unanimité et est rejeté par les régionalistes modérés de Saragosse qui propose une alternative beaucoup plus conservatrice. Il s'agit du projet dit des cinq notables parmi lesquels nous retrouvons deux anciens régionalistes de l'URA-ZGZ: Andrés Giménez Soler et Domingo Miral, anciens collaborateurs d'*El Ebro*.

Finalement, l'insurrection d'une partie de l'Armée contre la République brise tout espoir d'adoption d'un Statut aragonais par la République espagnole. Cependant, deux jours auparavant, le 15 juillet 1936, le projet de Statut galicien et l'avant-projet aragonais avaient été présentés aux Cortès républicaines sans être approuvés, faute de temps. Malgré cela, l'Aragon n'est pas considéré aujourd'hui comme une 'nationalité historique'. En effet, il est officieusement admis que les nationalités dont parle la Constitution de 1978 correspondent aux territoires ayant bénéficié d'une autonomie régionale pendant la Seconde République. Ce à quoi les nationalistes aragonais rétorquent que l'on peut également parler d'une expérience autonomiste en Aragon pendant la Guerre civile. Il s'agit du *Consejo de Defensa de Aragón*,

[134] En 1921, après un congrès de jeunesses aragonésistes, sont adoptées les « *Bases de gobierno de Aragón* » qui sont finalement bien modérées (on suit plus ou moins le modèle de la *Mancomunitat de Catalunya*) malgré la composante radicale des membres de ses jeunesses provenant de Saragosse, Teruel, Valence et Barcelone.

créé en octobre 1936, qui a coordonné les projets libertaires de collectivisation dans la partie orientale du pays, restée fidèle à la République[135]. Ce conseil est finalement reconnu par le gouvernement légal républicain qui a nommé l'anarchiste Joaquín Ascaso[136] «gouverneur général d'Aragon». Ascaso est considéré aujourd'hui par les nationalistes aragonais comme le premier président aragonais légitime du XXème siècle[137].

La victoire franquiste brise cette expérience ainsi que tous les autres projets autonomistes. Il faut attendre la fin des années soixante voire le début des années 1970 pour que de jeunes universitaires, des personnes du monde de la culture, cette fois-ci à Saragosse et non plus à Barcelone, retrouvent la mémoire aragonésiste.

[135] Cf. Carte, p.99 (annexes).
[136] Cf. Carte, p.101 (annexes). Le drapeau de ce premier Aragon autonome est reproduit page 191 des annexes.
[137] Le drapeau officiel du *Consejo* est revenu à Caspe en novembre 2011 : « La bandera del Consejo de Aragón regresa a Caspe 75 años después », *La Comarca*, 24 novembre 2011. *La Comarca* est le quotidien de référence du Bas Aragon. www.lacomarca.es. Voir la reproduction dudit drapeau en annexes, p.191.

II/ LA FIN DU FRANQUISME ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

1) La résurgence d'une conscience aragonaise

a. De la répression franquiste aux premières revendications (1971)

Le régime franquiste (1936/39-1975) a tâché d'annuler toutes les expressions régionalistes et/ou nationalistes –perçues comme séparatistes– afin de consolider une unité nationale espagnole qui avait commencé à se forger sur un essentialisme castillan, autrement dit avec une vision 'pancastillaniste' de l'État espagnol. Pour la « nouvelle » Espagne franquiste, qui s'inspire de l'Espagne impériale et lui emprunte ses symboles (le joug et les flèches des Rois Catholiques notamment), l'essence de la Castille est en effet élevée à la plus pure expression de l'Espagne, la Castille devenant ainsi, d'une certaine façon, synecdoque de l'Espagne. Dans cette optique, les réalités non-castillanes ne sont pas parfaitement espagnoles et doivent être corrigées, limées, reconduites vers un modèle exclusivement castillano-espagnol. L'hispanisation, souvent forcée, des Espagnols non-castillans par l'interdiction des autres langues d'Espagne en serait l'illustration parfaite, de même que l'enseignement, ou plutôt l'endoctrinement, de la matière *Fomento del espíritu nacional* que l'école franquiste a mis en place.

Ainsi, en Catalogne et au Pays basque, les deux principales nationalités non-castillanes de l'Espagne dont les gouvernements régionaux connaissent l'exil en 1937 et 1939 respectivement, les langues vernaculaires sont bannies de la vie publique et les mouvements nationalistes –souvent associés aux revendications linguistiques– sont contraints à la clandestinité ou à l'exil. En 1977, le retour de Josep Tarradellas est d'ailleurs le seul acte de la transition démocratique qui attribue une certaine légitimité à une institution républicaine, la Généralité catalane de la Seconde République. En Aragon, rien de tout cela ne se produit pour la simple et bonne raison que l'avant-projet de statut est resté lettre morte aux Cortès républicaines le 15 juillet 1936 et que l'Aragon –

si l'on fait abstraction du *Consejo de Aragón* présidé par l'anarchiste Joaquín Ascaso dans la moitié Est de l'Aragon pendant la guerre civile– n'a pas connu d'institutions régionales pendant la Seconde République. Quant aux mouvements autonomistes (régionalistes conservateurs de Saragosse et nationalistes progressistes chez les émigrés aragonais de Barcelone), ils connaissent un sort bien différent.

En effet, les régionalistes bourgeois de Saragosse se sont plutôt accommodés du franquisme à tel point qu'ils détiennent quelques postes-clefs dans différentes institutions de la « nouvelle » Espagne franquiste et cachent jalousement leur passé autonomiste ou en tout cas la dimension politique de leur revendication aragonésiste[138]. Toutefois, cette collaboration avec le franquisme n'est pas seulement opportuniste. En effet, même si l'ultranationalisme espagnol franquiste entre en contradiction avec le régionalisme aragonais, les régionalistes conservateurs de Saragosse sont avant tout des bourgeois et la bourgeoisie de Saragosse, comme celle de Barcelone, Bilbao, Madrid, Valence…, accueille à bras ouverts les troupes de Franco qui, à ses yeux, rétablissent l'ordre et mettent fin au « péril rouge ». Ce fait démontre à notre avis que leurs convictions régionalistes étaient non seulement fort modérées mais surtout que leurs intérêts personnels –ou de classe– ont prévalu sur des velléités régionales, de toute façon conservatrices et facilement oubliées. En revanche, pour les nationalistes aragonais de Barcelone, l'issue est tout autre et démontre qu'il s'agissait bien d'un mouvement progressiste et nationaliste dans la mesure où les aragonésistes –également catalanistes et républicains, souvent fonctionnaires de la Généralité et membres d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC)– sont poursuivis par le nouveau régime franquiste. Ainsi, Gaspar Torrente, plus radical, et son camarade Julio Calvo Alfaro, plus modéré, vivent l'exil intérieur en renonçant à toute activité politique jusqu'à leur disparition. D'autres, comme Mariano García Villas, doivent s'exiler (en l'occurrence en Grande Bretagne puis aux États-Unis) et ne reverront plus jamais leur pays.

[138] C'est le cas de Miguel Sánchez Izquierdo (1890-1988). Régionaliste et catholique, il est conseiller municipal à Saragosse en 1939, président de l'Université de Saragosse (1941-1954). Au retour de la démocratie, il devient président d'honneur du *Partido Aragonés Regionalista* (PAR).

Aux vues des destins fort différents des régionalistes et des nationalistes au moment de la victoire franquiste, nous pouvons clairement affirmer que le clivage régionalisme/nationalisme est en réalité doublé d'un clivage droite/gauche, conservateur/progressiste, modéré/libéral ou encore vainqueur/vaincu, franquiste/antifranquiste. Au long de la dictature, les mouvements aragonésistes (même les plus modérés) connaissent donc une longue traversée du désert d'au moins trois décennies (1939-1969). Ainsi, les régionalistes conservateurs de Saragosse, pourtant sympathisants du régime franquiste et à l'abri –en principe– de représailles, cachent leur passé régionaliste, notamment leur participation au Congrès de Caspe de 1936 et l'élaboration de l'avant-projet de Statut d'Autonomie des cinq notables –en réalité le contre-projet du Statut de Caspe, plus ambitieux et progressiste–, de peur d'être sanctionnés. Cependant, les autorités franquistes sont bien conscientes que l'Espagne n'est pas un pays homogène et que les différences entre les régions répondent à une réalité. Dans un but pragmatique, comme le souligne Fausto Garasa[139], le régime franquiste fomente une seule expression régionale possible, la plus inoffensive politiquement, la plus populaire et la plus facile à instrumentaliser : le folklore.

En Aragon, la culture aragonaise se voit donc réduite à l'expression de la *jota*, un patrimoine partagé avec d'autres régions espagnoles, ce qui est loin d'être un hasard puisqu'il atténue finalement les possibles différences culturelles entre les territoires[140]. En outre, la *jota* permet de composer des cantiques en l'honneur de la *Virgen del Pilar*, sainte patronne de Saragosse, de l'Aragon mais aussi, de l'Hispanité. La *Virgen del Pilar* devient ainsi un symbole patriotique et religieux. Cet Aragon officiel est ainsi placé au cœur même du culte national-catholique espagnol et devient pour ainsi dire la clef de voûte du régime franquiste. Les peuples aragonais et castillan deviennent les piliers de la construction nationale espagnole impérialo-franquiste. Pour le

[139] Garasa Fausto, « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités », *Revue Interdisciplinaire "Textes & contextes"* [en ligne], Numéro 6 (2011) : « Discours autoritaires et résistances aux XXe et XXIe siècles », 28 novembre 2011 : « Bien que le discours unitariste franquiste rejetât division et séparatisme associés aux particularismes régionaux, il ne put nier la diversité des terres et des peuples d'Espagne. Confronté aux réalités, Franco, pour le moins pragmatique, ne nia pas les spécificités locales jugées bénignes. Il sut même, le cas échéant, les instrumentaliser ».

[140] Les autres danses, comme le *dance*, sont par exemple sacrifiées.

régime franquiste, les Aragonais, en tant que pilier, sont forcément acquis à la nouvelle cause nationale et donc de bons Espagnols, contrairement à leurs voisins, les 'séparatistes' catalans et basques. En outre, les symboles aragonais et castillans vont d'une certaine façon fusionner. En effet, la patronne de l'Aragon est fêtée le 12 octobre, c'est-à-dire le même jour que la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Cette journée est baptisée plus tard *Día de la raza* (le « Jour de la Race »), alors qu'il s'agit au départ d'un événement exclusivement castillan (rappelons que la découverte a été une entreprise strictement castillane et que la conquête du nouveau monde a été, en ce sens, interdite à l'Aragon et menée à bien exclusivement par la Castille). Comble de la nationalisation espagnole, la *Virgen del Pilar*, qui avait été promue patronne de la Garde civile par la dictature de Primo de Rivera, se voit confirmée dans ce rôle par la dictature franquiste, ce qui n'améliore en rien la mauvaise image qu'ont de nombreux Aragonais à l'époque de ce corps militaire.

Par conséquent, ce nouveau rôle essentialiste espagnol de l'Aragon –au même titre que la Castille, l'autre pilier national– rend difficile le discours aragonésiste puisqu'il repose sur tout ce qui fonde le sentiment identitaire aragonais. Comment l'un des piliers de l'Espagne pourrait-il en effet connaître des revendications locales ? Comment les légitimer ? Elles deviennent pratiquement absurdes dans ce nouvel ordre des choses. L'Aragon officiel est bâti à l'image de l'Espagne franquiste : impérial, hyper-religieux, pilier fondamental (avec la Castille) de la grande nation espagnole… L'Aragon officieux, en revanche, est tout autre.

Depuis la fin des années 1950 et le début du *desarrollismo* économique franquiste, l'exode rural massif a en effet vidé les campagnes aragonaises. Les provinces de Huesca et Teruel voient augmenter le nombre de villages abandonnés et des contrées entières –notamment à la périphérie aragonaise– se retrouvent avec une densité de population semblable à celle de l'Islande. Saragosse, capitale de l'Aragon –et de la vallée de l'Èbre, ce qui lui donne, en outre, une dimension suprarégionale–, réussit toutefois à retenir une partie de ces enfants d'agriculteurs, d'éleveurs… et devient ainsi une métropole de près

d'un demi-million d'habitants[141]. En revanche, il n'en reste pas moins qu'une grande partie de l'émigration aragonaise s'en va alimenter les statistiques et les faubourgs des grandes agglomérations espagnoles (Barcelone, Valence, Madrid –dans cet ordre) ou étrangères (en France, Allemagne, Suisse, Benelux, Canada, Amérique Latine)[142].

Ces néo-citadins qui restent fortement attachés au monde rural acquièrent peu à peu une conscience sociale, ouvrière. En 1972, le poids de l'industrie dépasse pour la première fois en Aragon celui de l'agriculture ; le secteur secondaire est donc pour la première fois plus important que le secteur primaire. Saragosse devient un pôle industriel relativement important pour l'intérieur de l'Espagne, mais modeste si on le compare aux grands centres industriels basques et catalans. La situation géostratégique de la capitale aragonaise, au centre du rectangle que constituent les quatre agglomérations les plus dynamiques et industrielles d'Espagne (Barcelone, Madrid, Valence et Bilbao), permet d'attirer les grands groupes de différents secteurs industriels, notamment automobile. Par conséquent, une main d'œuvre essentiellement composée de fils d'agriculteurs troque le travail des champs contre l'usine et vient s'installer à Saragosse[143]. Cette main d'œuvre se regroupe dans des quartiers ouvriers –qui poussent comme des champignons, pratiquement sans aménagement du territoire ni plans d'urbanisme, au fil de l'arrivée de ces prolétaires– et fréquente, le cas échéant, des associations de quartier, les « *asociaciones de vecinos* » qui, pendant le franquisme, sont les seules associations autorisées. Mais ces associations sont souvent le repère des partis et des syndicats de gauche clandestins, notamment le *Partido Comunista de*

[141] Mario J. Gaviria et Enrique Grilló, *Zaragoza contra Aragón*, Los libros de la frontera, Barcelone (1974). Les auteurs critiquent la croissance de la capitale au détriment de la périphérie. Ils élaborent une approche sociologique du phénomène. Selon eux, le projet de transvasement dont nous parlerons plus tard accentuera ce phénomène jusqu'à la désertification et donc au dépeuplement de toute la Vallée de l'Èbre, à l'exception de la ville de Saragosse. Le projet servirait les intérêts capitalistes –souvent étrangers– et desservirait ceux des Aragonais, déjà en plein exode rural.

[142] Cf. Annexes, p.190. Dans ce calendrier de 1983, un Aragonais qui a émigré à la ville a la nostalgie de son pays. Ces compatriotes restés en Aragon lui adressent ce message : « nous souhaitons que tu rentres au pays ». Ce calendrier, antérieur à la création de CHA, fut élaboré par le RENA.

[143] Après les tentatives de Seat et Ford, c'est finalement le géant américain General Motors (GM) qui installe en 1982 une usine de sa filiale européenne, Opel. Le site d'« Opel España » se trouve à l'ouest de la ville, dans la commune de Figueruelas.

España (PCE) très actif pendant la dictature et dont nous parlerons plus tard, qui « recrutent » des ouvriers pour lutter contre le franquisme et préparer l'après Franco dont la mort paraît imminente.

En plus d'une conscience de classe, ouvrière, ces néo-citadins ont le sentiment que leur région, en tout cas la région rurale qu'ils ont dû quitter, a été laissée à l'abandon, sacrifiée au profit d'autres régions et de grandes entreprises espagnoles, américaines ou multinationales[144]. Le discours visant à interpréter la situation de l'Aragon en termes de colonisation intérieure commence à faire recette. Cette colonisation intérieure serait exercée par des grandes entreprises espagnoles, principalement du secteur énergétique, qui engendreraient la construction d'immenses barrages dans les Pyrénées et son Piémont[145], ainsi que celle de centrales nucléaires, afin de fournir les énormes besoins des agglomérations industrielles situées en aval, c'est-à-dire en territoire catalan, ce qui n'atténue pas vraiment l'anti catalanisme régnant en Aragon. Face à cette colonisation interne, existerait également une colonisation externe, orchestrée principalement par des multinationales et l'Armée américaines à travers la base militaire US de Saragosse. Il s'agit donc, aux yeux de ces Aragonais critiques, d'une double colonisation provenant du capitalisme espagnol et étranger qui profite des ressources naturelles de l'Aragon (à des fins essentiellement énergétiques) pour créer de la richesse ailleurs, dans des territoires déjà riches, ce qui est interprété comme le comble de l'injustice[146].

Avec l'élite intellectuelle, les ouvriers les plus conscients sont les seuls à rendre le régime franquiste responsable de tout cela. Ils comprennent en effet que les grands groupes capitalistes ont fort intérêt à conserver un désert démographique à la croisée des chemins des régions les plus dynamiques

[144] Fausto Garasa, *op. cit.* : « Les luttes contre le transvasement des eaux de l'Èbre et l'installation de centrales nucléaires sur le territoire régional ainsi que le sentiment, chez certains Aragonais, de vivre dans une région humainement et économiquement spoliée allaient constituer un creuset où, sous l'impulsion d'élites intellectuelles et de partis politiques encore illégaux, allait « se façonner » une conscience régionale ».

[145] Ce n'est donc pas une coïncidence si les vallées inondées deviennent à la fin des années 1990 le bastion de *Chunta Aragonesista* (CHA) en lui accordant le contrôle de ses premières mairies.

[146] Le coup d'État d'Augusto Pinochet contre le gouvernement de Salvador Allende au Chili en 1973 pour permettre, entre autres, aux multinationales américaines de continuer à exploiter les richesses minérales du sol chilien, est un parallélisme exploité par la revue *Andalán*.

d'Espagne (Pays basque, Madrid, Catalogne, Valence). Ainsi, selon eux, la dictature est la principale responsable de cette situation, et ils en déduisent logiquement qu'il ne faut pas compter sur ce régime pour changer quoi que ce soit.

Ce sentiment se cristallise surtout en 1971, à partir du moment où le pourtant très institutionnel *Heraldo de Aragón* annonce que le *Ministerio de Obras Públicas* projette un transvasement depuis l'embouchure de l'Èbre, en Catalogne, vers l'agglomération de Barcelone dont l'industrie manque cruellement d'eau. Même si l'eau n'est pas directement prélevée sur le territoire aragonais, beaucoup d'Aragonais –majoritairement originaires de régions arides et par conséquent marqués par le déficit hydraulique– ont du mal à comprendre pourquoi cette eau du fleuve ne pourrait pas plutôt servir à multiplier le nombre d'hectares irrigués en Aragon[147]. A cela, il faut ajouter des projets de centrales électriques et nucléaires et le maintien de la base américaine à Saragosse qui occupe une grande partie des terrains municipaux de la capitale avec tous les désagréments que cela entraîne[148].

Sur un plan syndical et politique, dans l'orbite du *Partido Comunista de España* (PCE)[149], apparaissent des syndicats qui lui sont proches : *Comisiones Obreras* (CC.OO), et *Comisiones Campesinas*. C'est dans ce milieu également que se constitue la CAPAD, la *Comisión Aragonesa Pro Alternativa Democrática*. Il s'agit du premier organisme antifranquiste qui souhaite constituer un gouvernement espagnol provisoire et doter l'Aragon d'un régime autonome. Pour cela, la CAPAD convoque en 1973 une *Asamblea de Aragón* –écho de l'*Assemblea de Catalunya* en 1971– qui n'a finalement pas lieu. En 1974, les sympathisants socialistes de la CAPAD créent *Acción Socialista*

[147] Cet épisode du transvasement est resté gravé dans la mémoire collective des Aragonais. Il replonge même une partie de l'Aragon –y compris les premiers aragonésistes– dans un anti catalanisme profond. Cet épisode demeure également dans l'inconscient collectif comme la première réponse de la société civile aragonaise en tant que peuple. Pour preuve, chaque menace de transvasement de la part du gouvernement central (1971, 1992, 2000) est le premier pas vers une hausse du sentiment aragonais qui se traduit par la montée des partis aragonésistes.

[148] L'armée espagnole occupe un tiers de la surperficie communale de Saragosse.

[149] Bien que clandestin, le PCE est probablement à l'époque le parti antifranquiste ayant la plus grande représentation territoriale en Espagne. Le 1er mai 1972, le PCE d'Aragon publie un manifeste où il est question d'autonomie régionale.

Aragonesa (ASA). En juin 1974 est constituée la *Junta Democrática de España* ; en juin 1975, c'est la *Junta Democrática de Aragón* qui voit le jour.

D'autre part et étant données les menaces qui pèsent sur l'Aragon, on assiste à la résurgence d'une conscience aragonaise de défense –au début plutôt culturelle, comme au XIXème siècle– vite relayée par une revue bimensuelle qui voit le jour en 1972 et qui va jouer un rôle capital dans la résurgence de l'aragonésisme culturel, puis politique : *Andalán*.

b. Le premier aragonésisme culturel autour de la revue Andalán *(1972)*

Dans l'historiographie aragonésiste contemporaine, la revue *Andalán* a été quelque peu mythifiée dans la mesure où elle est souvent perçue comme une publication purement aragonésiste. Eloy Fernández Clemente[150], son premier directeur de 1972 à 1977 s'en est d'ailleurs expliqué à plusieurs reprises :

> *Andalán (1972-1977): la recuperación del aragonesismo*: *Se ha dado por sentado que* Andalán, *junto con la lucha por las libertades democráticas y la información, crítica y estímulo de la cultura, tuvo como una de sus metas el impulso dado al aragonesismo. Los dos primeros aspectos están claros, resultan indiscutibles. La sorpresa puede venir, me temo que va a venir, si analizamos los resultados, en cuanto al último. Porque, en mi recuerdo y en mi opinión, no todos ni mucho menos de los principales « editores » y colaboradores tenían claramente planteada esa meta, ni pensaban y escribían en ese sentido*[151].

L'idée de la revue naît dans le sud de l'Aragon, à Teruel, en septembre 1970 à l'initiative d'Eloy Fernández Clemente et de José Antonio Labordeta. Ce dernier a défini en ces termes l'ambition d'*Andalán*:

[150] Eloy Fernández Clemente (1942). Né à Andorra (Sierra de Arcos, Teruel), Professeur des Universités en Histoire économique de l'Aragon à l'Université de Saragosse, il est à l'origine de nombreux projets culturels et politiques qui ont servi à récupérer l'aragonésisme du premier tiers du vingtième siècle.

[151] Peiró, Antonio (coordinador), *Historia del Aragonesismo*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1999, p. 121-129.

un órgano crítico y constructivo que iba a dar al País una nueva visión de esta tierra hasta ahora olvidada y que tan sólo era recordada para hablar de su jota y de lo buenos y brutos que resultamos los aragoneses[152].

C'est dans cette Estrémadure aragonaise que les deux jeunes professeurs prennent conscience de l'oubli et de l'abandon dont souffre Teruel, qui devient la synecdoque de l'Aragon, ainsi que de ses principaux problèmes : émigration massive, caciquisme, sécheresses continues, absence de cohésion territoriale, de conscience régionale, sentiment d'être loin de tout, livré à soi-même... Lors de notre entretien, José Antonio Labordeta parlait ainsi de la plus méridionale des villes aragonaises:

Llegamos a un instituto que salía todavía de la guerra civil, ¡en el año 64! La biblioteca era malísima y llegamos una serie de gentes muy jóvenes, convencidos (entonces creíamos eso) de que, a través de la enseñanza, se podía transformar la realidad de los países, una cosa como muy marxista. La verdad es que caímos una gente… Y tuvimos una repercusión con unos alumnos estupendos. Yo creo que los mejores alumnos que he tenido nunca han sido los de Teruel. Y luego como llegamos con 28 ó 29 años, las ganas que teníamos de hacer cosas en una ciudad que estaba muerta, dormida, porque yo creo en Teruel en aquellos años todavía pensaban que la guerra la estaban ganando los alemanes, en el 64, pues hicimos cosas que son increíbles. Por ejemplo, el único periódico español que dedica un número especial al décimo aniversario de la llegada de Fidel [Castro] a Cuba es el Lucha [diario de la provincia, editado por la Diputación Provincial] de Teruel. Lo escribimos Pepe Sanchis [Sinisterra, le dramaturge et auteur d'*Ay Carmela], [Federico] Jiménez Losantos, [Joaquín] Carbonell, yo, Eloy… Hay un magma allí de gente que estamos montando una historia… pero inconscientemente. Yo creo que el único, posiblemente, que tenía una conciencia teórica era Eloy, ¿no? Para los demás era un poco… no un juego pero una especie de necesidad de hacer cosas y tal…*[153]

La ville et les contrées des environs de Teruel deviennent ainsi un lieu mythique dans l'inconscient collectif nationaliste aragonais. C'est en effet dans cette ville que Labordeta commence à composer et à interpréter ses chansons de lutte[154].

[152] José Antonio Labordeta parle ici rétrospectivement de « *País* » alors que les pages d'*Andalán* ne parlent que de région pour se référer à l'Aragon. Labordeta a été député de CHA pour la circonscription de Saragosse aux Congrès des Députés de Madrid de 2000 à 2008.

[153] Vous pouvez consulter l'intégralité des entretiens dans les annexes.

[154] C'est aussi à Teruel que CHA obtient en 1991 son premier conseiller municipal dans un chef-lieu de province, alors que paradoxalement c'est la ville où la conscience nationaliste est probablement la plus faible. Certains membres de CHA pensent à ce moment-là que la Reconquête –nationale– de l'Aragon aura cette fois-ci lieu du sud vers le nord. Trente ans plus tard le problème de l'oubli et de l'abandon de Teruel semble loin d'être réglé puisqu'en 1999 apparaît une plateforme civique au nom éloquent « Teruel existe » et dont les revendications sont étrangement semblables à celles de la fin du franquisme (meilleures infrastructures

Eloy Fernández Clemente et José Antonio Labordeta ont donc l'idée d'éditer une revue, *Andalán* (titre en aragonais), une langue bien entendue interdite par le régime de Franco[155]. Le titre en aragonais est courageux et bien évidemment symbolique. Le terme *andalán* est utilisé par les paysans ; il évoque les arbres, des éléments –précieux dans cette région aride– bien enracinés dans la terre, dans cette terre qu'ils ont l'ambition de secouer et de réveiller après des siècles d'apathie générale et de laisser-aller, ce dont les habitants sont, à leurs yeux, loin d'être les seuls responsables. Mais, afin de déjouer la censure, on pense à dissimuler le caractère régional aragonais avec le sous-titre *periódico quincenal de la región del Ebro*. La région naturelle de l'Èbre qui rompt ainsi les frontières politiques entre les vieux royaumes hispaniques est susceptible de 'plaire' aux autorités franquistes. Il n'en est rien. La tentative n'arrive pas à bon port et se solde par un échec cuisant. Il faut donc attendre le retour à Saragosse des deux principaux instigateurs de la revue pour qu'*Andalán* voie le jour le 15 septembre 1972. On le doit en partie au futur collaborateur de la revue, Guillermo Fatás[156], qui obtient à l'époque les faveurs du *Gobernador civil* franquiste de la province de Saragosse, Hipólito Gómez de las Roces, très mobilisé contre le transvasement de l'Èbre et futur fondateur du *Partido Aragonés Regionalista* (PAR). *Andalán* a le droit d'exister mais l'on sait que l'épée de Damoclès vient pointer aussitôt les têtes de ses créateurs.

Ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute c'est que la revue –bi-mensuelle jusqu'en 1977– est foncièrement antifranquiste et de gauche ce qui vaut à Clemente un bref séjour dans les prisons franquistes. C'est en effet la première fois en Aragon que l'on trouve des articles sur la République espagnole, la guerre civile, l'après-guerre, les maquis, l'exil républicain aragonais, les

routières et ferroviaires, meilleure offre académique pour retenir le maximum de jeunes et ainsi limiter l'émigration…).

[155] Pardo Asso, J, *Nuevo Diccionario Etimológico aragonés*, Saragosse, 1938, p.31: *« ANDALÁN », m. (de andanada). Zanja abierta para plantar árboles en vez de hacer un hoyo por cada uno. Dicen : Está plantado a andalán* ».

[156] Guillermo Fatás est devenu par la suite le directeur du plus grand quotidien aragonais, *Heraldo de Aragón*, qui contrairement à ce que l'on pourrait croire sachant cela, a mené une campagne presque quotidienne contre le travail de CHA au gouvernement de la ville de Saragosse entre 2003 et 2007. Cette animadversion envers CHA prouve que, déjà à l'époque, tous les collaborateurs d'*Andalán* n'étaient pas rendus à la cause nationaliste, loin de là.

Aragonais dans les camps nazis… des sujets qui visent là aussi à faire retrouver la mémoire historique collective, à faire justice aux héros anonymes, et à faire la lumière sur un passé récent et paradoxalement inconnu[157]. Par ailleurs, cette publication est également aragonésiste dans la mesure où elle aborde des sujets aragonais (c'est la première fois depuis le début du régime franquiste). En outre, la divulgation de ces sujets concernant l'Aragon (notamment l'histoire mais aussi les carences de l'État espagnol en Aragon, l'existence d'un Aragon encore trilingue) permet la résurgence de l'aragonésisme politique. Ainsi, dans le premier éditorial d'*Andalán*, le 15 septembre 1972, Eloy Fernández Clemente écrit:

> *Hacer un periódico quincenal aragonés, que se ocupe de crear cultura y fomentar la conciencia regional, es una tarea difícil. Otros muchos lo hicieron o intentaron antes, hace ya muchos años.* […] *Aragón es una región árida, en gran parte desolada y dura. Ha exportado muchos hombres grandes. Ha sufrido una penosa carga histórica entre el secular centralismo y la gran vitalidad de las regiones vecinas. Desfigurado por una serie de tópicos, confusamente folklorizado, debilitado en su más profundo sentir, Aragón debe encontrar su ser más auténtico*. […] *Es muy importante que nos ofrezcan su interés, su apoyo, su sugerencia, su suscripción, cuantos creen que vale la pena hacer Aragón, hacer y difundir cultura, hacer España*.

Il y a bel et bien une volonté de faire retrouver au peuple aragonais son histoire et de lui faire prendre conscience que celle-ci l'a terriblement malmené[158]. Dans ces brefs extraits du premier éditorial, on s'aperçoit que Clemente rend par conséquent hommage aux autres publications de la tradition aragonaise dont *Andalán* se réclame. On retrouve les revues érudites des professeurs universitaires –d'obédience régionaliste– de Saragosse (*Revista de Aragón* entre 1900 et 1905), bien évidemment les journaux aragonésistes (régionalistes puis nationalistes) de Barcelone (*El Ebro* et *Renacimiento aragonés*) mais aussi les revues fédéralistes (*El Ideal de Aragón*) et celle de l'exil aragonais au Mexique après 1939 (*Aragón*). Dans ce premier éditorial, les bases de l'aragonésisme sont jetées : combattre le centralisme qui éloigne l'Aragon de tous les centres de décision et dont les technocrates ne connaissent pas la réalité ; éradiquer l'émigration massive des Aragonais vers les régions

[157] Trente ans plus tard cette tâche n'est pas totalement achevée comme le montre l'adoption de la loi sur la Mémoire historique par le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE) en 2007.

[158] Justifié ou pas, on n'est pas loin d'un discours *victimista* qui est aussi une façon de légitimer le régionalisme/nationalisme dans d'autres territoires.

voisines beaucoup plus dynamiques et dont la conséquence inexorable est de convertir l'Aragon en un désert démographique ; rompre avec les clichés sur l'Aragon qui le discrédite en dehors de ses frontières ; faire une défense active et écologique du territoire ; conserver et enseigner l'aragonais et le catalan parlés dans le nord et l'est de la région… Néanmoins, s'il est vrai qu'on lance un appel à la société civile aragonaise pour qu'elle prenne conscience qu'elle constitue le 'peuple aragonais' et que c'est à lui de décider de son avenir (*hacer Aragón*), on ne dépasse à aucun moment le cadre de l'Espagne puisqu'on demande de réfléchir aussi à *hacer España*, à en finir avec la dictature, de faire de l'Espagne une démocratie occidentale et, pour les aragonésistes un État fédéral. Comme le disent Carlos Serrano Lacarra et Rubén Ramos Antón:

> *En cuanto a su ascripción aragonesista,* Andalán *asumía el planteamiento de las fuerzas contrarias al régimen, es decir, regionalismo aceptado como estrategia de oposición a la dictadura –criticando el centralismo, expresión natural del régimen y las políticas territoriales ensayadas desde el poder–, con el claro matiz "defensivo" –subdesarrollo regional, colonialismo interior. A ello sumaba el quincenal –que sería quincenal desde 1977– un componente "intelectual", haciendo de Aragón un objeto de análisis, aportando una perspectiva técnica y pedagógica de los problemas que atenazaban el territorio. En este sentido, era el de* Andalán *un regionalismo funcional, sin recrear historicismo alguno, pese a su incidencia en temas históricos, jurídicos y lingüísticos como elementos de recuperación de la identidad. Por otra parte en ningún momento se ponía en duda la unidad de España, pues lo cuestionado era el modo en que esa unidad era mantenida desde el poder central. Como diría su director, "*Andalán *no es separatista pero lucha abiertamente por su región.* Andalán *defiende la regionalización como base ineludible de nuestro sistema democrático, de la expansión de nuestra economía, de las necesidades culturales de los hombres que constituyen una región*[159].

La revue est en effet très loin de ne compter que des collaborateurs acquis à la cause régionaliste aragonaise et on aurait tort de croire le contraire. Pour preuve, parmi les différents collaborateurs des trois étapes, on dénombre de nombreux membres du PSOE[160] et, comme nous l'avons vu, l'ex-directeur du plus grand quotidien aragonais, Guillermo Fatás, aujourd'hui plutôt proche des régionalistes de droite et des conservateurs espagnols. Néanmoins, la

[159] Carlos Serrano Lacarra et Rubén Ramos Antón, *El Aragonesismo en la transición*, Cuadernos de Cultura Aragonesa, n°37-38, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 2002, p.66-67.

[160] On compte parmi eux celui qui sera le premier président du gouvernement autonome aragonais entre 1983 et 1987, Santiago Marraco, et celui qui sera le maire de Huesca, Fernando Elboj entre 1999 et 2010.

publication a eu une influence notable sur l'Aragon des années 1970. L'intérêt que de très nombreux Aragonais ont dès lors porté à leur histoire, leurs traditions, leurs langues, leur Droit civil, leurs *fueros*, la défense du territoire… lui doit certainement beaucoup. En 1972, le tirage est de 3 000 exemplaires. Quatre ans plus tard, on passe à 16 000, dont 5 000 abonnés –la liste des abonnés est d'ailleurs saisie par la police encore franquiste. Les chiffres paraissent modestes mais il faut également tenir compte de l'influence qu'exerce *Andalán* sur les antifranquistes actifs et passifs, les premiers n'étant pas si nombreux. Ainsi Pedro Rújula affirme:

> *Los conflictos con las autoridades y con otras influyentes instancias aragonesas no fueron obstáculo para que el periódico se fuera consolidando entre los lectores alcanzando tiradas superiores a 16.000 ejemplares que, si bien no solucionaban sus continuos problemas financieros, llegaron a proporcionarle una enorme influencia sobre la opinión pública*[161].

Il faut dire que la qualité des collaborateurs d'*Andalán* est absolument exceptionnelle, ce qui a permis à la revue de dépasser les frontières aragonaises et de se faire une place parmi les meilleures publications antifranquistes d'Espagne. Ainsi trouve-t-on dans le courrier des lecteurs des lettres envoyées par Juan Marsé par exemple. Toujours d'après Pedro Rújula:

> *Los autores que se dieron cita en esta publicación suponían, sin lugar a dudas, la concentración intelectual más potente que se había dado nunca hasta entonces en esta tierra*. […] *[Los intelectuales] hallaron en* Andalán *un espacio en el que mostrar su capacidad y toda su potencia intelectual. Lo hicieron frente a la cultura oficial y pusieron de manifiesto que había magníficos aspirantes a sustituirles tan pronto como las cosas empezaran a cambiar. Y las cosas cambiaron y muchos de ellos fueron consolidando su posición en los cauces de la cultura académica y de las nuevas o renovadas instituciones políticas, con lo que la función de* Andalán *fue dejando de ser fundamental para pasar a jugar un papel complementario*[162].

Par conséquent, on trouve dans les pages d'*Andalán* une volonté manifeste de construire (reconstruire ?) une conscience aragonaise. Mais, le simple fait –inédit depuis le début du régime franquiste– d'aborder des sujets aragonais contemporains devient, à lui seul, un acte revendicatif de l'Aragon et

[161] Pedro Rújula, « Reflejos de un Aragón democrático » in *Trébede*, n°67, 2002, p.19.
[162] *Op. Cit.*, p.19.

d'une certaine façon aragonésiste[163]. Citons une nouvelle fois, sur cette question, Clemente qui conclut :

> *En fin, diré para concluir que, en el recuerdo, aquellos años inolvidables parecen heroicamente aragonesistas. Pero, si a la engañosa memoria, el sentimiento que puede traicionar la razón, los enfrentamientos con la realidad de los hechos, repasamos todos aquellos números de la revista, las cosas aparecen de otro modo. Qué duda cabe que aportar, en aquellos años, cientos de apasionadas páginas sobre nuestra tierra y sus gentes; presentar los problemas que, además de la falta de democracia y libertades (aunque, en nuestra opinión la mayoría de ellos precisamente a* causa *de ello) padecíamos; denunciar las graves diferencias estructurales y un largo etcétera que como armas de combate nos servían día a día, todo ello iba a contribuir a desarrollar la conciencia aragonesa. No era, en el punto de mira de la mayoría, el objetivo central. Incluso algunos hubieran rechazado –y quizá lo siguen haciendo hoy– como una acusación falsa e injusta el calificativo de aragonesistas. Pensaban en otra cosa. Sin embargo, y aun así, no me cabe duda al afirmar que, con todas estas precisiones,* Andalán *sí resultó ser un importante mojón del aragonesismo de nuestro tiempo. Y ése es el balance que nos interesa*[164].

Andalán n'est donc pas une publication strictement aragonésiste mais il est vrai que les principaux acteurs –collaborateurs ou simples lecteurs– de l'aragonésisme de la transition démocratique, que nous aborderons ensuite, sont d'une façon ou d'une autre liés à cette revue.

---

[163] Peiró, Antonio (coordinador), *Historia del Aragonesismo*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1999, p. 121-129: Eloy F. Clemente: « *Andalán (1972-1977): la recuperación del aragonesismo* »: « […] *resulta que en los años centrales de* Andalán, *el aragonesismo vendría sobre todo como resultado del persistente estudio y análisis de la realidad de este territorio. Era, pues, una consecuencia y no una meta ni un objetivo. Es, como ocurre con el funcionalismo sociológico, una inercia que lleva a defender, por alzado, Aragón, como una defensa concreta de todos y cada uno de sus problemas* ».

[164] *Op. Cit*. p.129.

2) La transition démocratique en Espagne

a. La création de l'État des autonomies

La mort du dictateur Franco, le 20 novembre 1975, marque le début de la transition démocratique espagnole. Le 22 novembre, comme prévu depuis 1969, date à laquelle Juan Carlos Ier de Bourbon avait été nommé héritier du trône par le Généralissime, le Prince des Asturies devient roi d'Espagne, chef de l'État et des Armées. Quelques mois après, à la surprise générale, il écarte le chef de l'Exécutif, Carlos Arias Navarro[165], un homme du « *búnker* »[166] au profit du jeune Adolfo Suárez, nommé chef du gouvernement en juillet 1976. C'est Suárez qui est donc choisi par le monarque pour tourner définitivement la page du franquisme et réorienter l'Espagne vers la démocratie et l'Europe occidentale.

Cette période transitoire voit la légalisation des différents partis politiques et des syndicats afin d'organiser, le 15 juin 1977, les premières élections libres depuis février 1936. Le premier parlement démocratique issu de ces élections est chargé de rédiger une Constitution démocratique et il désigne, pour ce faire, un comité de sages provenant de tous les groupes parlementaires du *Congreso de los Diputados*[167]. Cette Constitution, ratifiée par le peuple espagnol par voie référendaire le 6 décembre 1978, accorde finalement à tous les territoires espagnols une autonomie qui, au départ, n'était revendiquée que par certains territoires périphériques, concrètement la Catalogne et le Pays basque, qui avaient déjà disposé d'un gouvernement

[165] Resté gravé dans la mémoire télévisuelle des Espagnols pour avoir annoncé, en larmes, la mort du dictateur.

[166] C'est ainsi que l'on surnomme la garde rapprochée de Franco, le noyau dur du régime qui prétend poursuivre le franquisme sans Franco.

[167] Les sept « Pères de la Constitution » représentent toutes les sensibilités politiques du Parlement espagnol –sauf les nationalistes basques, exclus de la rédaction d'une Constitution qu'ils ne reconnaissent pas et pour laquelle ils demanderont l'abstention au moment du référendum. Les plus connus d'entre eux sont Manuel Fraga (*Alianza Popular*), disparu en janvier 2012, Gregorio Peces-Barba (PSOE), Miquel Roca i Junyent (Minorité catalane, comme on appelle à l'époque le groupe parlementaire de CiU), Miguel Herrero de Miñón (UCD) et Jordi Solé-Tura (*Partit Socialista Unificat de Catalunya* –PSUC–, fédéré à l'époque au *Partido Comunista de España* de Santiago Carrillo –PCE).

autonome pendant l'étape républicaine[168] et étaient déjà pré-autonomes, comme l'Aragon[169], lors dudit référendum. Cette généralisation de l'autonomie est, selon de nombreux analystes, voulue par les deux principaux partis politiques espagnols de l'époque, –*Unión de Centro Democrático* (UCD) et *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE)– car elle permet, entre autres, d'atténuer les spécificités catalane et basque. En revanche, pour les militaires les plus récalcitrants au nouvel ordre –et les plus nostalgiques du régime franquiste– cet état démocratique décentralisé va beaucoup trop loin. Il représente à leurs yeux une concession intolérable aux séparatismes périphériques, une menace pour l'unité de la nation espagnole –pourtant garantie par l'article 2 de la Constitution[170]– et une trahison à la volonté de Franco qui pensait tout avoir laissé « bien ficelé » en particulier grâce à la désignation comme successeur du jeune Bourbon[171]. Ainsi ces militaires tentent-ils de paralyser, de saboter cette nouvelle Espagne libre et plurielle.

Dès 1977, la rumeur d'un coup d'État militaire, le « bruit des sabres » ou « des bottes » est chaque jour au rendez-vous. La paranoïa de la conspiration s'installe et devient omniprésente dans une Espagne au bord du précipice et dont la démocratie semble aussi frêle qu'en 1936. L'historien aragonais Julián Casanova affirme:

> *Lo cierto es que la oleada terrorista fue, sin duda, uno de los factores que más contribuyeron a exaltar los ánimos de los militares del búnker franquista y a que las voces aisladas de los más descontentos intentaran unirse alrededor de una conspiración golpista. El malestar castrense había ido creciendo desde la primavera de 1977, sobre todo a partir de la legalización del PCE. La campaña de propaganda de la prensa ultraderechista –El Alcázar, El Imparcial y Fuerza Nueva– difundía en los cuarteles la imagen de un país desgarrado por las acciones terroristas, las demandas disgregadoras de los nacionalistas, las vejaciones a la bandera y los símbolos patrióticos y la debilidad de un Gobierno que no hacía nada por corregir el rumbo y evitar la caída por el precipicio del desorden. […]La mayoría de los actos de la insubordinación quedaron impunes. Como ha puesto de relieve Paul Preston, la política de benevolencia del gobierno hacia los militares ultras, en vez de*

[168] Le Statut catalan est adopté en 1932 alors que celui du Pays basque est approuvé quant à lui en 1936, alors que la guerre civile a déjà éclaté (octobre 1936).
[169] Le 17 avril 1978, l'Aragon se dote d'une « pré-autonomie ». C'est le premier territoire à le faire après la Catalogne et le Pays basque.
[170] «***Artículo 2.*** *La Constitución se fundamenta en la* <u>*indisoluble*</u> *unidad de la Nación española, patria común e* <u>*indivisible*</u> *de todos los españoles, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas*». C'est nous qui avons souligné ces deux adjectifs.
[171] C'est l'expression qu'aurait utilisé le dictateur : « *Todo está atado y bien atado* ».

conseguir apaciguar sus ánimos, como era su propósito, no logró otra cosa que envalentonar a los más duros y decididos a dar un paso adelante para acabar con el proceso democrático. En Játiva, en septiembre de 1977, ya hubo una reunión de generales dispuestos a preparar un complot que terminara con la formación de un gobierno de salvación militar. Mucho más conocida fue la Operación Galaxia*, el nombre de la cafetería de Madrid donde los conspiradores planearon, en noviembre de 1978, el asalto al Palacio de la Moncloa y la detención de todo el gobierno. Sus principales instigadores, el teniente coronel de la Guardia Civil Antonio Tejero y el capitán de la Policía Armada Ricardo Sáez de Inestrillas, fueron detenidos y condenados a penas muy leves, seis y siete meses de arresto, y nada se hizo por esclarecer la trama oculta del golpe y las unidades que estaban involucradas*[172].

C'est ce même Tejero, qui deux ans plus tard, le 23 février 1981 à 18H20 environ, interrompt la séance d'investiture de Calvo-Sotelo au cri de *¡Al suelo todo el mundo !* et *¡ Se sienten* (sic)*, coño !* La démocratie ressort fortifiée de cette tentative de coup d'État finalement désavouée par le chef des Armées, le roi d'Espagne qui gagne ainsi ses galons et sa légitimité auprès d'une large partie de la société espagnole[173]. Le sursaut démocratique du peuple espagnol[174] entraîne la victoire de la gauche en 1982 mais la généralisation de l'autonomie à l'ensemble des territoires est considérablement freinée par une loi, la *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* (LOAPA)[175]. Citons le premier article de cette loi :

Artículo 1° :

1. *En las competencias que sean exclusivas de las Comunidades Autónomas de acuerdo con la Constitución,*

[172] Julián Casanova et Carlos Gil Andrés, *Historia de España en el siglo XX*, Ariel Historia, Madrid (2009), p. 334-335.

[173] L'Histoire « officielle » de l'Espagne de la transition est bienveillante avec le roi mais certaines voix mettent en avant l'hésitation du monarque et la sympathie qu'il aurait montrée à l'égard des putschistes. C'est en tout cas ce qu'a assuré Lothar Lan, ambassadeur allemand de l'époque à Madrid, à l'hebdomadaire *Der Spiegel* le 5 février 2012: « *[El Rey]no mostró ni desprecio ni indignación frente a los actores, es más, mostró comprensión, cuando no simpatía […] los cabecillas sólo pretendían lo que todos deseábamos, concretamente la reinstauración de la disciplina, el orden, la seguridad y la tranquilidad".*». Cf. *Público*, www.publico.es ; 5 février 2012.

[174] L'Espagne connaît les plus grandes manifestations de son Histoire –seulement dépassées par celles contre la guerre en Irak le 15 février 2003– dès le lendemain de cette tentative de coup d'État.

[175] *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico*, adoptée le 30 juillet 1982 aux Cortès grâce au pacte « *entre caballeros* » du PSOE et de l'UCD. C'est que l'on lit dans la NOTA PREVIA de la loi: « *[El proyecto de LOAPA] es el resultado de un acuerdo, considerado como* ***pacto entre caballeros****, del verano de 1981 entre el Gobierno de Calvo-Sotelo y el PSOE* ». En gras dans le texte.

sus Estatutos de Autonomía y la legislación del Estado, a la que aquélla o éstos se remitan, el Gobierno y las Cortes Generales no podrán interferir el libre ejercicio de las Comunidades Autónomas de sus potestades legislativas o ejecutivas, fuera de los casos previstos en la propia Constitución, y que, en estricta aplicación de la misma se regulan en los artículos siguientes.

2. *El ejercicio de dichas competencias no será obstáculo para la actuación por el Estado de las que a éste se reservan por la Constitución, ni podrán excusar el exacto cumplimiento por las Comunidades Autónomas de los deberes que ante el propio Estado y los ciudadanos españoles les imponen la Constitución y, en especial, los artículos 138 y 139 de aquélla.*

Cette loi refroidit l'euphorie autonomiste de la fin des années 1970 et du début des années 1980 dans la mesure où l'autonomie perd tout son sens puisque les décisions prises par les Communautés Autonomes (C.A) peuvent être annulées par l'État central (Tribunal constitutionnel par exemple[176]). D'autre part, la LOAPA est, pour de nombreux Espagnols, une conséquence directe du 23-F. Néanmoins, Leopoldo Calvo-Sotelo, lors de son discours d'investiture le 18 février 1981 avait déjà annoncé une loi allant en ce sens[177]. Ceci montre bien, qu'avec ou sans coup d'État, UCD et PSOE s'étaient mis d'accord pour nuancer ce que les Espagnols ont appelé le *café para todos*[178] et pour construire un État des Autonomies asymétrique, basé sur un système qui établit un distinguo entre les territoires qualifiés de nationalités et ceux

[176] Le Statut catalan adopté par le Parlement catalan en 2006 et rejeté par le Tribunal Constitutionnel en 2010 est l'un des derniers exemples de cette « autonomie ».

[177] Leopoldo Calvo-Sotelo, *Memoria de la transición*, Plaza & Janés/Cambio16, Barcelona (1990), p.104 : « *Una vez más vuelvo al discurso de investidura, donde quedó dicho mi propósito sobre esta grave cuestión, y vuelvo también a recordar que aquel discurso fue pronunciado el 18 de febrero de 1981 y es, en consecuencia, anterior al 23-F. No está de más este recuerdo, porque se sigue diciendo con ligereza que la política autonómica de mi Gobierno fue una cesión a los golpistas o, al menos, un corolario del golpe militar. Y eso no es exacto* ». Felipe González le confirme aux Cortès: « *Se ha dicho que la causa inmediata de la puesta en marcha de una dinámica de Pactos Autonómicos y de su derivación normativa como es el caso de la LOAPA, está en el 23-F. No se puede decir eso al Grupo Parlamentario y al Partido que representa, y no creo que sea legítimo decírselo a nadie* » dans *Diario de Sesiones*, n°251, 30 juin 1982, p.14543. C'est une réponse à la thèse de Jordi Pujol qui voit dans le 23-F la cause de l'involution autonomique. Voir *L'Estatut d'Autonomia, Pacte d'Estat*, Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions, Barcelone, 1987, p.16.

[178] Expression très efficace utilisée pour parler de la généralisation de l'autonomie à tous les territoires. La métaphore est filée et on parle aussi de Statut décaféiné ou coupé à l'eau (*aguado*) pour les 13 régions et leur statut de régime commun (article 143) opposé à la pleine autonomie (article 151) réservée aux territoires qui l'ont historiquement revendiquée, qui sont aussi les nationalités, euphémisme de nations culturellement différentiées du reste de l'Espagne avec un sentiment nationaliste non espagnol (catalan ou basque) relativement ancré.

qualifiés de régions. Les uns et les autres n'allaient pas connaître le même dessein autonomique. L'article 2 de la Constitution parle en effet de « nationalités » et de « régions » sans définir précisément ce qu'est chacun des territoires. Néanmoins, on comprend aisément que les nationalités se verront attribuer la pleine autonomie alors que les régions vont dans un premier temps, se contenter plutôt d'une décentralisation administrative, d'un droit à gérer des affaires de second ordre, tandis que l'État central conserve toutes ses compétences en matière de santé, éducation... Il semble donc que l'UCD et le PSOE aient décrété que les nationalités sont au nombre de trois : Catalogne, Pays basque et Galice. Quels ont été les critères retenus pour déterminer ce choix?

Pour le justifier, le facteur linguistique est avancé. Mais que faire alors de la Navarre, du Pays valencien, des Îles Baléares ? Un autre argument est celui de la conscience nationale différenciée. Mais les Galiciens ont-ils une conscience nationale galicienne aussi affirmée que les Catalans ou les Basques ? On peut en douter si l'on se rappelle que les PANE galiciens ne sont pas hégémoniques et n'ont jamais pu gouverner en solitaire ce territoire, contrairement à ceux des deux autres « nations culturelles »? Finalement, il a été choisi de mettre en avant un argument historique : ces trois régions avaient joui d'un statut de région autonome sous la Seconde République. Néanmoins, ce dernier argument irrite tout autant que les précédents –et tout particulièrement– les nationalistes aragonais qui insistent sur le fait que l'Aragon s'était lui aussi doté d'un avant-projet de statut d'autonomie à l'issue du Congrès autonomiste de Caspe en 1936 qui n'a jamais pu être mis en place en raison du coup d'état militaire. Autrement dit, pour ces nationalistes, l'Aragon présente un cas parfaitement identique à celui de la Galice. En effet, les deux projets statutaires –avant-projet dans le cas aragonais et projet pour le cas galicien– furent soumis aux Cortès républicaines le même jour, le 15 juillet 1936, soit seulement deux jours avant le coup d'Etat franquiste qui les annula tous deux définitivement[179]. Celui du Pays basque est adopté, comme nous

[179] La Galice fut occupée par les troupes rebelles alors que l'Aragon fut divisé en deux avec ses trois chefs-lieux de province du côté franquiste.

l'avons déjà signalé, par les Cortès républicaines en octobre 1936, c'est-à-dire en plein conflit.

Rappelons que c'est grâce au gouvernement du Front Populaire que le Congrès autonomiste de Caspe de 1936 avait vu le jour. Après deux ans de paralysie et d'involution autonomiste –au cours du *Bienio negro*, 1934-1935[180]– le Front Populaire avait vu d'un bon œil cette initiative autonomiste d'un Aragonais de Barcelone que nous connaissons déjà : Gaspar Torrente. Avec son parti *Estado Aragonés*, calque d'*Estat Català* de Francesc Macià dont Torrente est l'un des principaux fidèles, il fut l'un des rédacteurs les plus enthousiastes de cette proposition de Statut. Voilà pourquoi les nationalistes aragonais ont du mal à accepter le fait que la Galice soit « déclarée » 'nationalité historique' et pas l'Aragon. À leurs yeux, l'Aragon a dans son histoire récente des arguments historiques similaires permettant de justifier son inscription au sein des nationalités historiques. Quant à la conscience nationale, affirment-ils, elle n'est pas nécessairement liée à un facteur linguistique différentiel. Ainsi les Galiciens seraient-ils, aux yeux des aragonésistes, comme les Valenciens ou les Majorquins, locuteurs d'une langue non castillane, mais se sentiraient espagnols. En revanche, les Aragonais, ou plutôt les nationalistes aragonais, seraient plus proches du cas basque : hispanophones, ayant appris –ou pas– la langue vernaculaire du pays, mais dotés d'une conscience nationale et nationaliste plus forte[181]. Il est clair que la reconnaissance de la Galice comme nationalité historique permet d'atténuer l'impact du statut des nationalités basque et catalane. La Galice parle massivement une autre langue, certes, mais le sentiment national est majoritairement espagnol. Pour preuve, les PANE galiciens ne connaissent leur essor qu'au milieu des années 1980[182]. Pour l'État central, le cas galicien est

[180] Gouvernement de la droite de José María Gil Robles (*Confederación Española de Derechas Autónomas*, CEDA), qui annule le Statut catalan (en réponse à la proclamation unilatérale de l'État catalan par le président Lluís Companys) et paralyse les projets les plus ambitieux de la République (réforme agraire, éducation…).

[181] Cette conscience nationale se traduira par la présence de partis aragonais à Madrid, par l'organisation de manifestations autonomistes importantes –en Aragon mais aussi à Madrid, cas unique dans l'autonomisme périphérique espagnol.

[182] Le *Bloque Nacionalista Galego* (BNG) gouverne tout de même la Galice avec la fédération socialiste galicienne (PSdG-PSOE) de 1987 à 1989, puis de 2005 à 2009. En revanche, les

très opportun car il permet d'avoir une nationalité historique, une nation culturelle sans État, sans aspiration souverainiste, indépendantiste ou seulement minoritaire. Dès lors, le message affiché est que l'on peut être une nation culturelle sans être nécessairement nationaliste et donc gouvernée par un parti d'obédience espagnole.

Les arguments pour tenter de justifier ces critères de choix dans l'inscription de ces trois territoires parmi les nationalités historiques ne sont donc pas toujours clairs, ils sont même parfois contradictoires. Mais un autre cas vient encore compliquer le débat. En effet, les trois nationalités historiques reconnues ne sont pas les seules à accéder à l'autonomie par la voie rapide de l'article 151.

Ainsi, l'Andalousie, qui n'avait pas obtenu (ni même demandé avec beaucoup de convictions[183]) de statut d'autonomie durant la Seconde République, qui n'avait jamais constitué un état disposant d'un gouvernement et d'une législation spécifique au cours de l'histoire (elle fait partie de l'Espagne uniforme et non de l'Espagne forale, ni même assimilée[184]), qui n'a pas de langue différente du castillan…, l'Andalousie devient la quatrième région autonome de l'État espagnol à disposer du maximum de compétences (santé, éducation, médias audiovisuels publics…), les mêmes que celles attribuées aux nationalités historiques. Ce statut est obtenu grâce aux fédérations andalouses de l'UCD et du PSOE. Pour l'UCD, c'est le pari et le combat d'un homme qui permet cette inclusion de l'Andalousie parmi les nationalités historiques : Manuel Clavero Arévalo, qui affirme ne pas vouloir trahir son peuple. Pour les socialistes espagnols, dirigés par les Sévillans Felipe González et Alfonso Guerra, l'Andalousie constitue leur principal bastion et ils veulent éviter que les Andalous se sentent « lésés » par rapport aux Catalans[185].

---

premiers parlementaires au Cortès espagnoles n'arrivent qu'en 1996, soit presque deux décennies après le PSA d'Emilio Gastón et les précurseurs du PAR, la CAIC.

[183] A la modération autonomiste du peuple andalou sous la Seconde République, s'ajoute la division des Andalous orientaux qui ne souhaitent pas constituer une région autonome ayant pour capitale Séville.

[184] Cf. Annexes, carte de 1854, p.94.

[185] Les échanges sont toujours aujourd'hui virulents entre la Catalogne et l'Andalousie. Ainsi, le leader d'*Unió Democràtica de Catalunya* (UDC) et candidat de CiU aux législatives de novembre 2011, Josep Antoni Duran i Lleida, originaire de la Frange aragonaise, a fait des

Pour forcer l'inscription de l'Andalousie dans les autonomies de la voie rapide, le dirigeant 'ucédiste' andalou, Manuel Clavero Arévalo, ministre d'Adolfo Suárez démissionne:

> *Clavero encarnaba un regionalismo andaluz de corte pequeño burgués, muy receloso del hegemonismo industrial de Catalunya. Era llegada la hora de la igualación. "No vamos a ser menos". Ejercía el profesor una notable influencia sobre Alejandro Rojas-Marcos (también alumno de Derecho), promotor del Partido Socialista de Andalucía (PSA), edificado al margen del PSOE y para competir con él. Una UCD de fuerte acento andaluz y el PSA eran una pinza temible para el joven núcleo sevillano que aspiraba gobernar España cuanto antes. En un momento dado, Alfonso Guerra, táctico de primer orden, tomó la decisión: el PSOE levantaba la bandera verde y blanca (la enseña de los Omeyas) y exigía la convocatoria de un referéndum para sumar la gran región del Sur al grupo de las comunidades históricas, en el marco de una Constitución finalmente muy ambigua al respecto. El proceso se escapaba de las manos de Suárez, ahora debilitado en su magmático partido. El Gobierno centrista pidió el voto negativo y perdió la consulta del 28 de febrero de 1980 (con un escrutinio dudoso en Almería). Clavero Arévalo dimitió, apuntillando a UCD. El PSOE había ganado la partida. Y en España corría la voz: "¡No vamos a ser menos!"*[186].

L'Andalousie devient donc autonome par la voie de l'article 151 aux côtés de la Catalogne, du Pays Basque et de la Galice.

De plus, pour parvenir à ses fins, l'Andalousie a quelque peu triché alors que les consignes de l'UCD étaient pourtant claires : organiser un référendum qui confirme que le peuple andalou souhaite effectivement la 'pleine autonomie', le 'oui' devant obtenir la majorité absolue dans les huit provinces. Le référendum a lieu le 28 février 1980 mais dans la province d'Almería l'abstention est supérieure au 'oui' –48,98% contre 42,07. Ce résultat aurait dû faire finalement accéder l'Andalousie à l'autonomie par la voie lente mais on ne tient pas compte du résultat d'Almería et la région devient, malgré tout, une nationalité historique.

Ces arrangements discréditent quelque peu le processus de régionalisation de l'État des autonomies. En outre, certains nationalistes

---

déclarations contre les ouvriers agricoles andalous qui, d'après lui, ne travaillent que six mois par an pour toucher une allocation –financée par tous les Espagnols, et donc aussi par les Catalans– le reste de l'année. Ces propos, dont nous ne ferons aucun commentaire, se sont traduits par un sursaut footballistico-identitaires puisqu'une équipe andalouse a imprimé le slogan « Fiers d'être andalous », slogan interprété comme une réponse au politicien catalan.

[186] Enric Juliana, « Así empezó el café para todos », *La Vanguardia*, 23 janvier 2011.

basques et catalans vont dès lors se méfier, voire rejeter, cette nouvelle organisation territoriale qui ne respecte plus les spécificités nationales puisque la généralisation de l'autonomie et l'attribution de la voie rapide à l'Andalousie noient les faits différentiels basque et catalan. En effet, la forte personnalité régionale de l'Andalousie n'est pas comparable, aux yeux des nationalistes basques et catalans, au fait d'avoir une langue ou une histoire 'nationale' différenciée.

Les Aragonais, qui accèdent à l'autonomie de régime commun (article 143), sont majoritairement déçus et les plus aragonésistes d'entre eux se sentent lésés, victimes d'une terrible injustice. L'autre prise de conscience est plus grave dans la mesure où ils s'aperçoivent que l'Aragon sera toujours confronté à un problème démographique dans cette nouvelle Espagne d'unités territoriales autonomes et donc à un problème d'influence, de notoriété, de stratégie électorale. Cette exception accordée à l'Andalousie apparaît comme le résultat d'une seule chose : le poids électoral andalou sur l'ensemble espagnol car l'Andalousie est la région la plus peuplée et détient à l'époque presque un cinquième de la population espagnole totale (8 millions sur 40). Les Aragonais comprennent que, dans ce nouvel ordre, ils ne pourront jamais exercer cette pression démographique ou économique, à l'instar des Andalous et des Catalans.

L'épisode de l'exception andalouse constitue l'illustration de ce que les Espagnols ont appelé l'*agravio comparativo*[187], c'est-à-dire la peur éprouvée par une partie des habitants de chaque territoire concerné d'être lésés, de recevoir moins que les autres, que ceux qui obtiennent une autonomie plus large. Ce serait la culmination du « *café para todos* ». Autrement dit, non seulement faut-il obtenir l'autonomie pour tous les territoires mais, en plus, c'est la pleine autonomie qu'il faut atteindre, celles qu'obtiennent les territoires historiques qui l'ont toujours réclamée, car plus d'autonomie signifie plus de compétences, c'est-à-dire, plus de budget pour les assumer.

[187] C'est la formule consacrée: *¡No vamos a ser menos!*

Les 13 régions soumises au régime commun obtiennent leur Statut d'autonomie au cours du premier mandat socialiste (1982-1986)[188]. Durant cette période, en 1983, ont lieu les premières élections régionales dans ces 13 Communautés Autonomes de régime commun. Les socialistes les remportent dans la plupart d'entre elles. Le PSOE gouverne alors l'État espagnol (depuis 1982), les grandes villes (depuis 1979) et la plupart des régions –sauf la Catalogne et le Pays basque où les nationalistes conservateurs, de CiU et du PNV respectivement, sont hégémoniques.

Avant de poursuivre l'analyse de l'accès à l'autonomie, il convient de rappeler brièvement l'évolution politique du PSOE. Pendant la campagne électorale des élections législatives de 1982, les socialistes avaient promis un référendum pour faire sortir l'Espagne de l'OTAN (intégrée en 1982 par le gouvernement 'ucédiste' de Calvo-Sotelo). Ce référendum n'a lieu qu'en 1986 mais le PSOE a fait entre-temps volte-face et appelle à voter 'oui'. Ce retournement de situation marque la première rupture avec le peuple espagnol de gauche.

b. Le Partido Socialista Obrero Español *(PSOE)*

Le PSOE a pratiquement absorbé l'ensemble du centre-gauche espagnol et s'est largement 'social-démocratisé'. Cette modération et ce revirement vers le centre avaient commencé dès 1974, c'est-à-dire avant la fin de la dictature. En effet, avant la mort de Franco, et par conséquent avant sa légalisation, le parti avait reçu le soutien de la social-démocratie allemande à travers Willy Brandt, présent au Congrès de Suresnes (Hauts-de-Seine), de même que celui de François Mitterrand. A partir de 1979, le voyage vers le centre politique (pour gagner une partie de l'espace à l'UCD) se poursuit. Ainsi, après sa légalisation, le PSOE abandonne le marxisme et renonce à la République fédérale ainsi qu'à l'autodétermination des nations ibériques au sein de cette

[188] Le cas de la communauté forale de Navarre est à part. En 1982 est adoptée la *Ley Orgánica de Reintegración y Amejoramiento del Régimen Foral de Navarra*.

République[189]. On peut donc dire qu'une fois légalisé, et après l'adoption de la Constitution espagnole, le PSOE –que d'aucuns traiteront d'opportuniste et d'excessivement discret pendant la clandestinité– fait preuve de pragmatisme et de modération afin de séduire la classe moyenne espagnole la moins politisée du pays, mais qui semble se situer vers le centre-gauche si l'on en juge par les résultats aux premières élections démocratiques. En effet, cette classe moyenne a, pour une bonne partie d'entre elle, adhéré au projet d'Adolfo Suárez. On peut expliquer cette adhésion à la politique modérée de Suárez par le fait qu'une partie non négligeable de cette classe moyenne (propriétaire de son logement[190] et d'une Seat 600, 127 ou 124) a intégré cette catégorie de la société grâce aux plans d'ouverture économique du franquisme, le *desarrollismo*[191].

Le *Partido Comunista de España* (PCE) de Santiago Carrillo, quant à lui, très actif pendant la résistance antifranquiste, dans la clandestinité et en exil, n'obtient que le soutien des Espagnols les plus politisés, souvent des victimes du franquisme (prisonniers politiques…). Il convient toutefois de tenir compte du fait que les antifranquistes actifs ont finalement été fort minoritaires (comme les Résistants en France, du reste). La grande masse des Espagnols, sommairement instruits par le franquisme et rendus craintifs (voire traumatisés) par la répression franquiste, ne sont que très faiblement politisés[192]. En outre, pour l'Espagnol lambda de la transition, le PCE et Carrillo rappellent une époque révolue, celle de la République et la clandestinité, alors que le désir majoritaire est d'aller de l'avant et de tourner la

[189] Rappelons les conclusions du Congrès de Suresnes, en 1974: «*El PSOE se pronuncia por la constitución de una República federal de las nacionalidades que integran el Estado español por considerar que este estructura estatal permite el pleno reconocimiento de las peculiaridades de cada nacionalidad y su autogobierno a la vez que salvaguardia la unidad de la clase trabajadora de los diversos pueblos que integran el Estado español*». «*Reconocimiento del derecho de autodeterminación de todas las nacionalidades ibéricas*».

[190] Dans les faubourgs des villes espagnoles, l'on peut apercevoir encore aujourd'hui les plaques du Ministère du logement franquiste (*Ministerio de Vivienda*) sur les bâtiments construits dans les années 1950 et 1960, c'est-à-dire en plein exode rural, conséquence de l'industrialisation du pays autour des principales mégalopoles (Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao, Saragosse, Séville, Vigo…).

[191] *Desarrollismo* : industrialisation de l'Espagne à partir de la fin des années 1950 (*Plan Nacional de Estabilización Económica* -1959). On parle aussi du miracle économique espagnol des années 1960 jusqu'à la crise économique de 1973 et la mort de Franco (1975).

[192] Franco lui-même aurait joué de ce manque de culture politique : « Faites comme moi, ne faites pas de politique ». C'est en tout cas une phrase qu'on lui attribue et qu'il aurait prononcée à chaque fois que ses ministres se disputaient sur des aspects techniques.

page de la dictature mais aussi de la répression et de la résistance. C'est pour cette raison, entre autres, qu'un parti comme le PSOE, plus pragmatique et plus modéré, arrive à capter l'électorat démocrate –en un premier temps séduit par Suárez– et devient rapidement le parti hégémonique de centre-gauche.

A partir du consensus requis pour l'élaboration d'une Constitution démocratique, le PSOE fait preuve de possibilisme –de modération, diront certains. Ce possibilisme va de pair avec l'abandon du marxisme. Autrement dit, il vaut mieux atteindre un stade inférieur des ambitions, plus modeste que ce qui était souhaité au départ, que rien du tout. Il vaut mieux assurer ce qu'il est possible d'atteindre avec le consensus de toutes les forces politiques que de prétendre atteindre un projet qui ne ferait pas l'unanimité. Cette philosophie réussit finalement au PSOE puisqu'en 1982, comme nous l'avons vu, le groupe des socialistes sévillans qui avaient ravi la direction du parti aux exilés –le secteur de Rodolfo Llopis– à Suresnes en 1974, finit par gagner *La Moncloa* avec plus de dix millions de voix et 202 députés aux Cortès, un résultat en sièges inégalé depuis. Une fois au pouvoir, ce possibilisme est renforcé par la politique réaliste, la *realpolitik*. Ainsi, contrairement à ce qui avait été promis durant la campagne électorale, l'Espagne reste dans l'OTAN.

Ce changement de cap à 180 degrés de la part du PSOE marque un point de non-retour ainsi que la fin de la lune de miel, de la période euphorique et utopiste de la transition. C'est le début de la désillusion, du désenchantement puisqu'il s'avère que tout ce qui paraissait possible ne l'est finalement pas. Pour certains, cet épisode de l'Alliance Atlantique n'est qu'une fausse note supplémentaire, pour d'autres, l'amorce d'un profond désenchantement. Certains Espagnols s'aperçoivent ainsi que tous les espoirs placés sur la mort du dictateur et sur le retour de la démocratie n'ont pas porté les fruits tant espérés. La démocratie n'a pas apporté de révolution prolétaire (ni anarchiste, ni socialiste, ni populaire…), pas même l'abolition du capitalisme. Qui plus est, grâce à –faut-il dire à cause de ?– la Loi d'Amnistie de 1977, les 'fascistes' n'ont pas payé pour leurs crimes au nom d'une transition démocratique devenue 'exemplaire', paradigmatique et exportable aux autres transitions démocratiques de par le monde. Non seulement la République n'est pas restaurée mais 'tout le monde' devient démocrate (*de toda la vida*),

monarchiste –ou du moins *juancarlista*– ce qui a pour effet d'effacer des mémoires toutes les plaisanteries dont le roi avait pu faire l'objet depuis 1969, date de sa nomination à la succession au trône par Franco[193].

Les Espagnols les plus critiques avec la transition démocratique vont même plus loin et affirment qu'elle a eu un effet pervers dans la mesure où elle a débauché un certain nombre de 'révolutionnaires' en les convertissant au capitalisme. Comme en France pour une partie des soixante-huitards, une partie des antifranquistes, des anticapitalistes, des anti-impérialistes… occupent après la transition démocratique des postes clefs ou sont directement aux affaires[194]. Ils sont 'rentrés dans le système' et se sont 'embourgeoisés'. C'est en tout cas ce que beaucoup de citoyens leur reprochent. La 'révolution' attendue par certains à la mort de Franco ne serait-elle finalement qu'un grand plan de restructuration du personnel au sommet de l'État ? Les visages changent mais, les réflexes, restent-ils les mêmes ? La démocratie aurait-elle les mêmes failles, les mêmes vices que la dictature ? C'est le sentiment que certains pourraient avoir en voyant se perpétuer toujours et encore les mêmes anomalies –corruption, népotisme…– avec la consolidation de la démocratie. Pis, ces dysfonctionnements seraient plus graves, la preuve d'un cynisme sans commune mesure puisque la démocratie octroie la légitimité du peuple et la bonne conscience d'avoir été choisi, élu[195].

[193] A ce titre, le monarque a longtemps fait l'objet d'un jeu de mots facile qui l'avait rebaptisé Juan Carlos de *'Bobón'*, le grand sot.

[194] Ces jeunes révolutionnaires des années 1970 ne deviennent pas forcément des dirigeants du PSOE ; on retrouve également d'anciens militants de *Bandera Roja* dans les rangs du Parti Populaire (PP), notamment la Ministre Celia Villalobos. C'est le cas également de Federico Jiménez Losantos (ancien élève de José Antonio Labordeta à Teruel et aujourd'hui l'un des principaux représentants du néo-fascisme espagnol).

[195] On retrouve ce propos aujourd'hui chez les jeunes Espagnols du mouvement «¡*Democracia Real, ya* !», *los indignados*, qui ont siégé sur les principales places des principales villes espagnoles à partir du 15 mai 2011, une semaine avant les élections régionales et municipales, contre la classe politique espagnole et dont le message est très clair : « gouverner ce n'est pas un chèque en blanc pendant un mandat ».

3) La transition démocratique en Aragon

a. Le renouveau aragonais

En Aragon, le processus de démocratisation se déroule parallèlement au processus espagnol. Mais l'Aragon vit également des spécificités territoriales. Avant la mort du dictateur, en 1971, nous avons évoqué la menace d'un transvasement de l'Èbre –depuis son Delta vers l'agglomération de Barcelone–, qui semble ressusciter les esprits des Aragonais après trois longues décennies de dictature. Rien de tel qu'un ennemi commun –les « insatiables » Catalans– pour fédérer un peuple –qui a pratiquement oublié qu'il en est un[196]. Et rien de tel que de fédérer le peuple aragonais autour de l'élément précieux, l'or bleu de l'Èbre, personnifié, déifié, à la fois père de l'Aragon, de la Péninsule ibérique et mère qui fertilise les terres arides des steppes aragonaises. Ce réveil du peuple aragonais est accentué, confirmé et justifié par la revue *Andalán* à partir de 1972, puis par l'association culturelle RENA et sa revue *Rolde*, à partir de 1977, qui vulgarisent auprès des Aragonais les plus contestataires –les lecteurs de ces publications sont déjà acquis à la cause antifranquiste– les aspects les plus méconnus du territoire qu'ils habitent.

Ainsi, autour des rédacteurs et collaborateurs d'*Andalán*, on assiste à une éclosion de publications dont la thématique est spécifiquement aragonaise. Il y a effectivement un regain d'intérêt pour l'Histoire de l'Aragon, les personnages aragonais illustres (Francisco de Goya, Santiago Ramón y Cajal, Joaquín Costa, le Comte d'Aranda, Baltasar Gracián, Jerónimo Zurita…) et la culture aragonaise en général dans un aspect vidé de tout folklore condescendant avec le régime, qui constituaient jusque-là les seuls traits identitaires tolérés. Les premières revendications régionales se traduisent et se transmettent d'ailleurs en chanson depuis la fin des années 1960. On parle en effet de la *Nueva canción popular aragonesa*, avec des auteurs-compositeurs interprètes comme José Antonio Labordeta, Joaquín Carbonell et des groupes

[196] Dans la revue *Andalán* on parle de l'Aragon endormi (*Aragón dormido*) d'où l'emploi du cri de guerre des Almogavres « *Desperta ferro !* ».

comme La Bullonera[197], qui n'est pas sans rappeler la *Nova Cançó* catalane avec ses *Setze Jutges* (c'est d'ailleurs Edigsa qui édite aussi bien les chanteurs catalans qu'aragonais) et la chanson française. Le rôle de José Antonio Labordeta, cofondateur de la revue *Andalán* et du PSA, figure de proue de la chanson à textes aragonaise prouve que les revendications culturelles sont intimement liées aux revendications politiques et qu'elles sont indissociables. S'il est vrai que les publications spécialisées connaissent un grand succès, celui-ci n'en reste pas moins limité dans la mesure où les maisons d'éditions aragonaises qui voient le jour pendant la transition ont une distribution restreinte. Cela vient confirmer que le régionalisme a une portée et donc une influence réduite –surtout hors des cercles intellectuels de Saragosse– et qu'il reste finalement élitiste. En revanche, la chanson aragonaise est, elle, populaire et les artistes parcourent les quatre coins de l'Aragon, ce qui fait arriver, le cas échéant, les revendications aragonaises y compris dans les communes les plus reculées et isolées du pays.

Après la renaissance culturelle de l'Aragon, la cause régionale profite également de l'amalgame centralisme/dictature pour se traduire en mouvement politique. Ainsi, pour combattre le franquisme (qui est centraliste) il paraît logique d'être régionaliste, voire nationaliste. L'autonomisme est alors entendu comme nécessairement antifranquiste. C'est le même amalgame qui s'opérait au moment de condamner et combattre le caciquisme au XIXème siècle : puisque le caciquisme est le produit du centralisme, il faut combattre le centralisme pour en terminer avec le caciquisme.

L'aragonésisme de la transition répond par conséquent à une conjoncture politique (fin du franquisme et construction d'une nouvelle Espagne démocratique) mais aussi à la récupération d'une tradition régionaliste/nationaliste (l'aragonésisme d'avant-guerre récupéré par les historiens) partagée avec les autres territoires périphériques non castillans, également voisins immédiats de l'Aragon, qui luttent de la façon la plus farouche pour récupérer l'autonomie perdue. En effet, dans l'étude de

[197] Parmi les revendications de ces groupes nous trouvons les premières revendications linguistiques en faveur de la reconnaissance du catalan et de l'aragonais comme langue officielle d'Aragon, reconnaissance qui plus de trente-cinq ans plus tard n'a toujours pas eu lieu.

l'aragonésisme, il ne faut jamais perdre de vue l'importance des échanges entre l'Aragon, la Catalogne et le Pays basque. Ainsi assiste-t-on à cette époque à une réorganisation des différents mouvements nationalistes basques et catalans de droite comme de gauche[198], les deux principales bases nationalistes non espagnoles dont les frontières côtoient justement l'Aragon –à travers la Navarre pour le Pays basque. L'influence de ces territoires frontaliers a, une fois de plus, une incidence capitale sur l'Aragon. Malgré l'anti catalanisme régnant en Aragon et le rapport d'amour/haine que les Aragonais entretiennent avec les Catalans, les premiers sont toutefois nombreux à se regarder dans le miroir catalan[199] sans compter qu'ils sont des centaines de milliers à s'installer en Catalogne dans les années 1960 et 1970. Alors, comme au début du XXème siècle, certains de ces émigrés prennent conscience de la réalité nationale catalane et, ce faisant, ils acquièrent également une conscience nationale aragonaise ou du moins *aragonésiste* –toujours grâce à l'histoire commune des deux territoires. Ces Aragonais de Barcelone des années 1970 sont des ouvriers, comme certains aragonésistes du *Centro Obrero Aragonés* du premier tiers du XXème, mais aussi des étudiants universitaires[200].

Certains Aragonais partent poursuivre leurs études en Catalogne, mais nombreux sont les Basques et les Navarrais à venir pour la même raison à Saragosse[201]. L'influence nationaliste basque que peuvent exercer certains de ces étudiants a également une incidence dans la résurgence politique du nationalisme aragonais dans le milieu étudiant de Saragosse au début des années 1970. Il est vrai que les contextes basque et aragonais sont très différents, mais il est indéniable, comme nous le verrons par la suite, qu'un

[198] *Assemblea de Catalunya* en 1971.
[199] En effet, la Catalogne a à l'époque une culture politique que l'Aragon n'a pas et que certains Aragonais admirent et lui envient.
[200] Les années 1970 marquent le début des luttes pour la démocratisation de l'université en Espagne. Ainsi, nombreux sont les jeunes Aragonais à partir faire leurs études en Catalogne, surtout lorsque l'Université de Saragosse ne propose pas la filière souhaitée.
[201] L'Université de Saragosse était l'université publique la plus proche du secteur universitaire basque jusqu'à l'ouverture de l'Université du Pays basque. Les graffitis « *Gora ETA* » étaient donc fréquents à Saragosse dans le tardo-franquisme et même après.

mimétisme s'est parfois produit entre le nationalisme radical basque et un nationalisme aragonais radical mais marginal[202].

En résumé, on peut dire que pendant la transition démocratique, en Aragon, la prise de conscience aragonésiste peut se produire de différentes façons : le contact direct avec les milieux étudiants ou progressistes et autonomistes qui redécouvrent le passé historique et/ou nationaliste de l'Aragon à travers des publications éditées dans l'orbite culturelle d'*Andalán* ou de RENA[203] ; l'influence d'un ami ou d'un parent parti étudier ou vivre en Catalogne et qui revient partiellement *catalanisé* et donc avec une lecture aragonésiste de l'Histoire de l'Aragon ; l'influence d'un ami ou camarade de classe d'origine basque et d'obédience nationaliste.

A tout cet ensemble, il faudrait ajouter que, durant les dernières années de la dictature, les mouvements antifranquistes non nationalistes (PCE, PSOE…) ont vu les mouvements autonomistes d'un bon œil dans la mesure où ils luttaient aussi contre Franco et où la récupération des libertés nationales ne pouvait passer que par les libertés individuelles. Le contexte est donc plutôt favorable à l'apparition de partis autonomistes en Aragon d'autant plus qu'ils ne naissent pas *ex nihilo* puisqu'ils récupèrent une idéologie qui a déjà existé, comme nous l'avons vu, pendant près d'un siècle (de la moitié du XIXème siècle jusqu'à la guerre civile).

b. Le Partido Socialista de Aragón *(PSA) entre 1976 et 1983: première cristallisation politique de l'aragonésisme progressiste*

Nous avons vu qu'en 1974 les sympathisants socialistes de la CAPAD avaient créé le mouvement *Acción Socialista Aragonesa* (ASA) ; le 5 février 1976, soit deux mois et demi après la mort du dictateur, ces socialistes autonomistes d'ASA créent le *Partido Socialista de Aragón* (PSA). Nous

[202] Ainsi, les jeunes indépendantistes aragonais qui imitaient le style et la rhétorique de la « *kale borroka* » étaient péjorativement appelés « *kale borraja* », pour la consonance ridicule et parce que la bourrache est très appréciée en Aragon ainsi que dans toute la vallée de l'Èbre.
[203] Cf. Note 38, p.14.

avons également souligné le rôle de la revue *Andalán* dans le renouvellement d'une conscience aragonésiste avant et, bien sûr, durant la transition. Il est, toutefois, intéressant de relever que contrairement à ce qui s'était passé à Barcelone au début du XXème siècle où la revue *El Ebro* découlait directement de l'*Unión Aragonesista*, dans la Saragosse des années 1970 c'est le contraire qui se produit. *Andalán* n'est évidemment pas le porte-parole du PSA, mais finalement c'est autour de certains des collaborateurs d'*Andalán* que surgit l'idée du parti, comme l'évoque José Antonio Labordeta:

> *creo que el PSA nace precisamente del magma político de* Andalán. *Cuando llega la democracia, cada mochuelo va a su olivo, ¿no? Quiero decir que hay gente que es del Partido Comunista (PCE), de MNA, del Partido de los Trabajadores (PT) no sé si había alguno, pero hay un magma de izquierdas que no están en ningún lado y que forman el PSA fundamentalmente*[204].

On retrouve souvent les mêmes noms dans les deux organigrammes : Carlos Forcadell, Luis Germán Zubero (tous deux historiens et professeurs à l'université de Saragosse) et Emilio Gastón (du secteur aragonésiste, élu député à Madrid en 1977 et *Justicia de Aragón* en 1983).

Comment ce nouveau parti analyse-t-il la situation de l'Aragon ? Dans sa déclaration d'intentions, le PSA parle de colonisation de l'Aragon, de projet d'État fédéral et du droit à l'autodétermination des peuples de l'État espagnol:

> *La estrategia última del Partido Socialista de Aragón, es la consecución del Socialismo en el territorio aragonés, entendido éste como el ejercicio del poder político y económico por la clase trabajadora. Este proyecto se enmarca en una alternativa socialista al Estado español de carácter inequívocamente marxista, autogestionario y federal.*
> *Estos últimos objetivos pasan en estos momentos por la transformación democrática del Estado español y por la liquidación de todas las instituciones de la dictadura. La lógica de la clase dominante (oligarquía financiera y burguesía monopolista) ligada a los intereses del capitalismo internacional pasa por legitimar un sistema de poder mediante el control y dirección de un proceso en el que la función política del dictador se resuelve en instituciones de apariencia democrática. Todo ello conduce a consolidar el modelo de explotación capitalista que, tanto desde el exterior como del interior, viene arrastrando Aragón, y que perpetúa su situación de colonización. Consideramos que solamente unas verdaderas Cortes Constituyentes podrán ofrecer a los distintos pueblos del Estado español las alternativas que se reclaman. En este sentido, vemos la necesidad de que la Oposición Democrática se mantenga unida, por encima de los intereses de partido. El PSA continuará trabajando por el logro del pacto constituyente y*

[204] Cf. Entretien avec José Antonio Labordeta, Annexes p.3.

democrático, que haga posible la implantación de una democracia que, entre otras muchas cosas, devuelva las autonomías políticas a los pueblos en un marco de política internacional que nos sitúe lo más lejos posible del capital internacional, de sus gestores políticos, económicos y militares, encabezados por los Estados Unidos, y que permita la unidad de la clase trabajadora, la unidad de la izquierda y de las fuerzas populares en lucha por una sociedad socialista, dentro de un marco auténticamente federal que respete el derecho a la autodeterminación de los pueblos del Estado español [205].

Finalement, après analyse de ce cahier des charges, on s'aperçoit que le discours du PSA n'est pas très éloigné de celui du PCE de l'époque –ce qui est naturel étant donnée la lointaine parenté des deux organisations– qui parle également de « colonisation intérieure ». En revanche, le PCE d'Aragon n'évoque pas, à l'époque, le droit à l'autodétermination des peuples ni d'État fédéral –alors que Lénine y était favorable[206]– et conçoit l'autonomie plutôt comme une décentralisation administrative, ce qui constitue une différence de taille :

En España, Aragón está decididamente dentro de lo que se puede llamar, sin ninguna exageración, una situación de « colonización interna », que conduce inexorablemente a la degradación económica, social y política, al hundimiento de nuestra región, si los aragoneses no logramos impedirlo con nuestra lucha unida. Esta situación está haciendo que el sentimiento regional aragonés, que tenía sobre todo un carácter de recuerdo histórico, de folklore y costumbre, de deseo de progreso para Aragón, se esté transformando en una fuerza hoy ya importante y potencial muy poderosa, de lucha contra esa explotación colonial y contra el poder central que la produce. Se hace necesario que ese movimiento de defensa de Aragón lo tomen decididamente en sus manos la clase obrera, los campesinos y todas las fuerzas populares y democráticas, únicas capaces hoy de darle el contenido que responda realmente a los intereses de todo Aragón y de conducirlo a la victoria; pero a participar en esa lucha están convocados todos los aragoneses sin distinción. / Los problemas de Aragón sólo se resolverán cuando los aragoneses podamos decidir de nuestros asuntos. Para ello se hace necesario, entre otras cosas, que todas las autoridades y organismos a nivel local y provincial se elijan entre los aragoneses por sufragio universal y se cree una Asamblea Regional, elegida de igual forma, plenamente deliberante y de la que salga un órgano ejecutivo. Pero al mismo tiempo que esa descentralización administrativa, es necesaria también la económica; una regionalización de presupuestos y los problemas económicos y sociales de Aragón que sean abordados primeramente en nuestra región y resueltos, a ser posible aquí; para ello es necesaria la autonomía a todos los niveles; el grado de

[205] José Miguel Martínez, *Federación de partidos socialistas*, Ediciones Albia, Serie A: Partidos políticos, Bilbao, 1977, p.67-69.

[206] Lénine: « *El derecho de autodeterminación de las naciones significa exclusivamente el derecho a la independencia en el sentido político, a la libre separación política de la nación opresora* » dans *Obras escogidas*, Progreso, p.157-168, Moscou, cité par Francisco González Navarro, *España, nación de naciones. El moderno federalismo*, Eunsa, Pampelune, 1993.

> *autonomía que se establecería en un Estatuto de Autonomía para Aragón, debería decidirse de acuerdo con la voluntad de todos los aragoneses*[207].

Le PCE d'Aragon est un parti dont l'implantation a été difficile avant le début de la Guerre civile du fait de la prédominance jusqu'en 1939 de la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) archi-majoritaire à Saragosse, le second bastion après Barcelone[208]. Pendant la guerre, le PCE participe au *Consejo de Aragón* avant d'être écarté par les anarchistes de la CNT avec qui les rapports ont toujours été extrêmement tendus[209]. Sous la dictature franquiste, le PCE d'Aragon devient en 1972 *Partido Comunista de Aragón* (PCA), la fédération aragonaise du PCE. Dans la clandestinité, le parti édite et distribue 400 exemplaires de sa revue porte-parole, *Mundo obrero*, en Aragon. D'après la *Gran Enciclopedia Aragonesa*,

> *El 1° de Mayo de 1972 el comité regional difunde su* Manifiesto Aragonesista, *primera definición en Aragón, desde la guerra civil, de la lucha por la autonomía regional. Comienza, así, una etapa en la que los comunistas adquieren notable influencia y prestigio entre las fuerzas democráticas aragonesas, cuya unidad impulsan con paulatina concreción: en 1972 nace la Comisión Aragonesa pro Alternativa Democrática [CAPAD] y en 1975 la Junta Democrática de Aragón, de las que el partido es principal animador*[210].

Au moment de sa légalisation en 1977, la fédération compte environ un millier de militants en Aragon mais passe rapidement à 3500. En 1978, l'on parle d'un rapprochement avec le PSA pour faire une sorte de PSUA, un *Partit Socialista Unificat de Catalunya* (PSUC) à l'aragonaise, ce qui provoque d'aigres polémiques qui empêchent finalement le projet d'aboutir. Néanmoins, on peut parler d'une sensibilité régionaliste du PCA, comme le prouve le manifeste de 1972 et la publication de *Aragón : El regionalismo de los comunistas* de Vicente Cazcarra[211]. Le franquisme étant centraliste, le régionalisme est nécessairement antifranquiste. Ce n'est pas anodin si José Antonio Labordeta est passé par le PCA après avoir quitté le PSA et avant d'intégrer *Chunta*

---

[207] « *Manifiesto por Aragón* », PCE-Aragón, Saragosse, 1er mai 1972.
[208] Voir l'implantation de la CNT en Aragon dans les années 1930, p.101 (Annexes).
[209] Voir l'Aragon coupé en 2 pendant la Guerre civile, p.99 (Annexes).
[210] « Partido Comunista de España (PCE)-Partido Comunista de Aragón (PCA) », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com
[211] Vicente Cazcarra, *Aragón: El regionalismo de los comunistas*, Guara Editorial, Saragosse, (1977).

Aragonesista (CHA). Dans notre entretien de 2004, l'ancien député du *Congreso de los Diputados* déclare :

> *Bueno, yo siempre he tenido un compromiso político con la izquierda. Entonces, hay un personaje al que yo quiero y respeto mucho que es Vicente Cazcarra, secretario general del Partido Comunista de Aragón (PCA). Hicimos juntos el Bachillerato, la escuela, bueno todo juntos. Entonces, Vicente, llega un momento en que necesita el apoyo de gente para salir diputado. Porque, lo de siempre, hay unos enfrentamientos terribles dentro del PC, ¿no? Si no sale diputado, sabe que va a perder la secretaría general de Aragón y no se sabe lo que puede pasar. Entonces yo, esa vez, voy de segundo en la lista del PCE con Vicente Cazcarra. Y voy por apoyo a Vicente. Yo nunca he militado en el PC, pues porque yo no lo veo claro, yo soy poco partidista y poco dogmático. Y para estar en el PC hay que ser muy partidista y muy dogmático. Existen los dogmas de fe, ¿no? Entonces yo voy, pero fundamentalmente por amistad con Vicente. Y bueno, esa vez, por muy pocos votos, Vicente no saca el acta de diputado. Se arma una marabunta tremenda, un follón tremendo en el PC, se le ataca, él había sido partidario de unir el PC con el PSA, es decir formar una especie de PSUC como en Barcelona, el PSUA (Partido Socialista Unificado de Aragón). Eso no se lo perdonaron los dogmáticos del PC. Entonces Vicente, al perder las elecciones (le faltaron 300 ó 400 votos) abandonó Aragón, se tuvo que marchar a Madrid. Entonces ya viene un desajuste bastante fuerte en el Partido Comunista…*[212]

Néanmoins, même si les communistes aragonais sont sensibles à une forme d'aragonésisme et semblent adhérer aux théories du colonialisme intérieur et de la libération des peuples, nous n'assistons aucunement à la naissance d'un mouvement de libération nationale comme au Pays basque (*Movimiento Vasco de Liberación Nacional*-MVLN) et dans les Pays catalans (*Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans*-PSAN-PP.CC). Il faut certainement analyser ce phénomène comme la manifestation, chez les Aragonais, d'un sentiment plus fort d'appartenance à l'Espagne, alors que pour les deux cas précédemment cités (Pays Basque et Catalogne) qui s'inspirent directement des mouvements d'émancipations de colonies qui se sont développés une dizaine d'années auparavant, comme en Algérie par exemple, le rejet de l'Espagne est net.

Nous observons que la question de la nation est paradoxale chez les communistes. D'un côté, la nation est souvent interprétée comme une invention bourgeoise opposée au peuple qui n'appartiendrait qu'à une seule et unique nation : l'humanité et sa classe sociale. Les communistes seraient ainsi

[212] Cf. Entretien avec José Antonio Labordeta, Annexes p.3-4.

internationalistes même si Friedrich Engels est favorable à l'intégration (et donc la disparition) des petites nations dans des ensembles plus vastes. Néanmoins, les luttes pour l'émancipation nationale des nations opprimées sont comparées aux luttes sociales, à la lutte des classes, et sont donc vues d'un bon œil. L'autodétermination des nations opprimées par une nation voisine supérieure est totalement cautionnée par Lénine, par exemple, dès 1917. En revanche, cette indépendance ne serait que transitoire, le temps de rétablir la justice sociale, et avant que fusionnent toutes les nations en une seule nation mondiale. D'après le nationaliste galicien membre du BNG, Xosé Manuel Beiras, Karl Marx lui-même :

> *atraviesa dos fases muy claras : en la primera está a favor de la fórmula autonómica, y después defiende la autodeterminación en conexión con la interrelación entre el movimiento nacionalista irlandés y los intereses del proletariado inglés, con el cartismo, etc…*[213]

Les nationalistes périphériques ont ainsi toujours lutté contre ce lieu commun qui consiste à faire du nationalisme le patrimoine et l'invention des bourgeois du XIXème siècle. Ainsi, Jordi Solé Tura, du PSUC et père de la Constitution espagnole de 1978 s'en est ainsi exprimé :

> *La nacionalidad no ha sido, pues, una creación instrumental de la burguesía ni de ningún otro sector social, sino el resultado de un complejo proceso político e ideológico que ha tenido como eje principal la lucha por una determinada forma de poder político, por un determinado modelo de Estado*[214]*. […]*
>
> *Creer, por ejemplo, que el origen burgués –es decir la inicial hegemonía de sectores de la burguesía– de un movimiento nacional convierte a éste en un movimiento burgués por definición es, a mi entender, un primitivismo teórico y político que algunos todavía cultivan*[215]*.*

Au sein du PSA, on retrouve aussi une certaine ambiguïté quant au degré d'intensité du sentiment régionaliste. On peut, en effet se demander jusqu'à quel point le régionalisme préconisé n'est que la conséquence du fédéralisme auquel le parti aspire ? Le régionalisme n'est-il pas inhérent au fédéralisme ?

---

[213] « Marxismo y cuestión nacional », Xosé Manuel Beiras, dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

[214] Jordi Solé Tura, *Nacionalidades y nacionalismos en España*, Alianza Editorial, Madrid, 1985, p.34-35.

[215] *Ibidem*, p.59.

À la lecture des textes qu'il produit, on s'aperçoit que le PSA est bien un parti socialiste (d'obédience marxiste), fédéraliste, mais qu'il n'est pas totalement régionaliste. Plusieurs tendances cohabitent en effet en son sein. L'importance du secteur aragonésiste du parti –dont le futur député Emilio Gastón– permet néanmoins de le considérer comme le premier parti aragonésiste de l'après-guerre à avoir une certaine présence sur l'échiquier politique aragonais. Ainsi, lors des législatives du 15 juin 1977, les premières élections démocratiques depuis février 1936, le PSA s'inscrit à la Fédération des Partis Socialistes (FPS) qui se présente avec le *Partido Socialista Popular* (PSP) du charismatique Enrique Tierno Galván, futur maire de Madrid, dans la coalition *Unidad Socialista*. Cette candidature socialiste, alternative au PSOE qui a refusé d'intégrer la FPS, obtient des résultats en demi-teinte selon les territoires. En Aragon, la liste obtient 65 000 voix, soit près de 10% des suffrages, un succès relatif puisque l'avocat et secrétaire général du PSA, Emilio Gastón, obtient un siège aux Cortès Générales de Madrid. Le PSA devient ainsi le deuxième parti de gauche en Aragon, après le PSOE qui obtient tout de même 100 000 voix de plus, mais devant le PCE, à la surprise générale. Ce nombre de voix se traduirait aujourd'hui dans des élections au Parlement aragonais par l'obtention de plusieurs sièges et probablement par une possibilité de former un gouvernement d'alliance où il disposerait d'une force politique majeure. Par ailleurs, le score de toutes les candidatures régionalistes –17% si l'on ajoute celui de la *Candidatura Aragonesa Independiente de Centro*, ancêtre du PAR– est bien supérieur à celui obtenu par des forces régionalistes/nationalistes dans des régions/nationalités comme la Galice, les Canaries, le Pays valencien ou l'Andalousie.

Mais, nous l'avons dit, le PSA n'est pas un parti totalement fédéraliste ni régionaliste, en effet il compte en son sein un courant jacobin et antinationaliste qui rejoint rapidement (dès 1978) le PSOE de Felipe González. Quant au lexique employé par le courant fédéraliste et régionaliste, il est nécessaire de s'y arrêter car il nous semble très révélateur : les textes de l'organisation qualifient l'Aragon de « région ». Nous avons ainsi l'impression que le franquisme a annulé l'évolution lexicale et idéologique des aragonésistes de Barcelone qui s'était produite en 1919, date où le

« régionalisme » du premier tiers du XXème siècle avait rapidement évolué à Barcelone vers le « nationalisme ». Ce qui pourrait être considéré comme un détail linguistique montre à quel point le régime franquiste a provoqué une involution aux nationalismes périphériques. Mais, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que le passage au nationalisme avant-guerre s'était produit à Barcelone et non à Saragosse. Or, à la mort de Franco, c'est à Saragosse que l'aragonésisme politique revoit le jour et les dernières références aragonésistes à Saragosse étaient bel et bien régionalistes et non nationalistes.

Finalement, parmi les réalisations du PSA, nous pouvons citer la cristallisation politique d'un premier aragonésisme postfranquiste qui récupère, avec la revue *Andalán*, la mémoire historique du nationalisme aragonais du début du XXème siècle (1919-1938), les partis politiques *Unión Aragonesista* et *Estado Aragonés* de Barcelone ainsi que leurs revues porte-paroles *El Ebro*, *Renacimiento Aragonés*, sans oublier bien sûr la figure du père du nationalisme aragonais, celui qui avait tenté pour la première fois de théoriser sur la nation aragonaise : Gaspar Torrente. Le PSA est également à l'origine d'un événement capital de la transition démocratique en Aragon : la commémoration du Congrès de Caspe de mai 1936 où furent rédigées les bases d'un avant-projet de statut d'autonomie aragonais. Ainsi, le 4 juillet 1976, 10000 participants[216] issus de différents partis aragonais de gauche, pas forcément régionalistes d'ailleurs, se réunissent à Caspe pour proclamer le besoin d'un Aragon autonome au sein de la nouvelle Espagne démocratique qui est en train de prendre forme.

L'autonomisme cesse de cette façon d'être le patrimoine exclusif des régionalistes puisqu'il est repris par la gauche tout entière –même la plus centraliste–, montrant qu'à cette époque « autonomie » équivalait forcément à « démocratie ». Mais le projet politique du PSA échoue puisque de nombreux militants rejoignent le PSOE. La cause de cet échec est probablement à rechercher dans l'abstraction idéologique des aspirations régionales et régionalistes du PSA. Cette idéologie régionaliste produite par une élite

[216] Un énorme succès pour l'Aragon de 1976 et chiffre bien supérieur à celui de 1936.

intellectuelle de Saragosse n'a peut-être pas su aller à la rencontre d'un électorat populaire séduit par l'autre socialisme, celui du PSOE. Ainsi le PSA se dissout-il en 1983, même si sa mort clinique s'était produite bien avant.

> *En tanto que la opción por la unidad de los socialistas aportará una estrategia discutible pero definida en cuanto a sus objetivos, la opción aragonesista naufragará por su incapacidad para formular una teoría política que sólo puede ser ya el nacionalismo. El PSA, con alguna excepción, eludió los términos regionalismo y nacionalismo, no queriendo entrar en el debate político sobre esta cuestión y dominado en esto por ciertos escrúpulos de izquierda. Hablar entonces de nacionalismo suponía dar un salto cualitativo para el que en el PSA no había habido elaboración teórica suficiente. En circunstancias difíciles y en medio de una crisis política interna, el proyecto nacionalista que había dentro del PSA no estuvo en condiciones de elaborar una teoría identitaria ni tampoco una ideología capaz de impulsar este movimiento*[217].

Le premier aragonésisme postfranquiste n'a donc pas connu un véritable succès politique. En revanche, sur le terrain culturel, l'aragonésisme (régionalisme ou nationalisme, qu'importe ?) connaît de meilleurs jours. Nous avons déjà parlé du rôle d'*Andalán* durant le tardo-franquisme. La revue est éditée de 1972 à 1987 mais connaît des hauts et des bas. Comme pour de nombreuses revues antifranquistes –nous pensons à *Triunfo, Cuadernos para el Diálogo, La Calle, Viejo Topo* notamment– la consolidation de la démocratie rend ces revues de moins en moins utiles aux yeux de nombreux lecteurs et la fuite des abonnés s'accélère de façon vertigineuse. *Andalán* ne connaît aucune interruption mais cesse d'être hebdomadaire pour redevenir bimensuelle en 1982. Certains de ces antifranquistes arrivent au pouvoir, en tout cas ceux qui ont intégré les rangs du PSOE, et la disparition de tout ce conglomérat antifranquiste qui s'était donné pour mission le réveil d'une pensée critique pousse même Manuel Vázquez Montalbán à s'interroger : *Contra Franco, ¿vivíamos mejor ?* Mais avant d'en arriver là, nous devons d'abord nous pencher sur l'étude d'une association culturelle qui joue un rôle capital dans la consolidation d'un nationalisme aragonais pendant la transition démocratique. Il s'agit de *Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés* (RENA) qui agglutine un bon nombre de jeunes Aragonais, souvent universitaires,

[217] « Aragonesismo entre 1972 y 1982: cultura y práctica política », Carlos Serrano Lacarra, dans *Historia del Aragonesismo*, Colección Bal de Bernera, n°5, Coordinateur: Antonio Peiró, Edizions de l'Astral, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 1999, p.148. Il s'agit d'une citation de Gaspar Mairal, *La identidad de los aragoneses*, Egido Editorial, Saragosse (1997), p.91-97.

séduits par la récupération de l'Histoire « nationale » de l'Aragon ainsi que par la diversité linguistique « silencieuse » de l'Aragon.

c. *Le* Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés *(RENA)*

Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés (RENA) est le premier collectif clairement nationaliste –le nom est explicite– à voir le jour en Aragon[218]. Nous sommes le 5 mars 1977[219]. Mais le RENA n'est pas un parti politique, il s'agit d'une association culturelle même si le « nationalisme aragonais » et tous les autres sujets qui l'accompagnent –caractère trilingue de l'Aragon, Droit aragonais, autodétermination des peuples[220], État plurinational…– font partie des thèmes récurrents des conférences organisées par RENA ou des collections de livres de divulgation du « fait aragonais » qu'elle édite[221]. A partir de novembre 1977, paraît la principale publication de l'association, *Rolde*, une revue trimestrielle[222]. Ce mot qui désigne à la fois la revue et l'association est un mot aragonais qui signifie groupe, rassemblement[223]. En tant qu'organisation nationaliste qui revendique l'usage des langues d'Aragon, en particulier l'aragonais, RENA fait le choix d'utiliser cette langue au maximum.

À ce moment, l'Aragon et l'Espagne vivent plongés dans le processus d'élaboration de la Constitution espagnole et les membres de RENA expriment leur inquiétude. Ils craignent en effet que l'autonomie accordée aux régions se

[218] Rappelons que les mouvements explicitement nationalistes aragonais du premier tiers du XXème siècle avaient vu le jour en Catalogne exclusivement.
[219] Depuis février, le gouvernement d'Adolfo Suárez a ouvert le processus de légalisation des partis politiques –y compris le PCE, en avril.
[220] Cf. Annexes, p.185 : Affiche d'une manifestation « Aragón por l'autodeterminazión ».
[221] Lors des Deuxièmes Journées sur le nationalisme aragonais, deux des conférences ont pour titre : « *La fabla y la identidad nacional aragonesa* » et « *El derecho de la autodeterminación en los estados desarrollados* ».
[222] Revue qui continue de paraître encore aujourd'hui. Le 29 mai 2012, REA a fêté son 35ème anniversaire. Les autorités et les institutions étaient très nombreuses.
[223] Il faudrait rappeler que bon nombre des fondateurs de RENA sont issus de l'association culturelle *Consello d'a Fabla Aragonesa*, créée en 1976, qui défend la normalisation linguistique de l'Aragon ainsi que le caractère trilingue du pays, notamment la langue aragonaise, la *fabla*.

limite à une simple décentralisation administrative et que la distinction entre régions et nationalités porte préjudice à l'Aragon. Dans ce contexte, pour clarifier les choses, RENA publie le manifeste au titre éloquent « *Aragón es nación* »[224] élaborant une définition de la nation :

> *Conjunto de vínculos materiales, espirituales o afectivos, que ligan a los habitantes de un territorio, concretados en la participación de una misma cultura, junto con la conciencia de pertenecer a una comunidad diferenciada, con un pasado histórico común y propio, en el que se reconocen, y especialmente con un porvenir que debe ser automáticamente determinado por los integrantes de esa comunidad. Deliberadamente se ha dejado fuera de esta definición el tema del idioma propio, puesto que es nuestra creencia que en un mismo país pueden coexistir comunidades de diversas hablas, puesto que la lengua no es el determinante de la nacionalidad, ni la cultura de esa nación, sino tan sólo el vehículo con el que se comunica tal cultura. Éste es nuestro caso, pues en nuestro país conviven tres lenguas perfectamente diferenciadas*[225].

Les auteurs de l'article semblent vouloir opposer à la définition faite de la nation par les Catalans une autre définition convenant mieux au cas de l'Aragon : la langue ne fait pas la nation mais ce sont les Aragonais eux-mêmes, dès lors qu'ils le désirent, qui peuvent faire de l'Aragon une nation. Cette définition permet de justifier plusieurs choses. La première est que les Aragonais sont à 90% hispanophones –comme les Basques à la même époque, soit dit en passant. Grâce à cette définition nationale qui ne repose pas sur la langue, les Aragonais ont les arguments (historiques, notamment) pour se distinguer des Espagnols. Ils sont majoritairement hispanophones, certes, mais d'après les nationalistes aragonais ils ne sont pas plus espagnols que les Argentins ou les Boliviens puisque, selon eux, la langue ne fait pas la nation, celle-ci pouvant être multilingue. Par ailleurs, les Aragonais de l'Est parlent catalan, ce qui ne fait pas d'eux des Catalans pour autant, mais bien des Aragonais catalanophones. Par conséquent, comme nous l'analyserons plus tard, cette définition de la nation aragonaise proposée par *Rolde*, est aussi ambitieuse que celles proposées par les nationalismes les plus revendicatifs et puissants de l'État espagnol. Une fois établi que l'Aragon est une nation, il est

[224] Le titre, traduit en aragonais, *Aragón Ye Nazión* (AYN en version graffiti abrégée), devient le 'cri de guerre' des nationalistes aragonais, et ce, jusqu'à aujourd'hui. Voir un exemple de graffiti, p. 176 (Annexes).

[225] « *Lenguas perfectamente diferenciadas* » est sans doute une réponse aux détracteurs de la langue aragonaise qui ne voient en elle qu'une invention nationaliste pour se référer aux différents dialectes qui perdurent dans les vallées pyrénéennes les plus reculées. Le débat n'est aujourd'hui toujours pas clos au sein de l'Université de Saragosse, par exemple.

possible de le considérer comme un pays colonisé et réclamer le droit à l'autodétermination.

> *No cabe duda de que la Autonomía hará recuperar en cierta forma todo aquello de que hablábamos más arriba, que con ella la economía tendrá posibilidades de resurgir, la cultura de seguir siendo el punto de unión, y las decisiones políticas de un determinado nivel podrá ejercerlas el pueblo de Aragón. No obstante, la Autonomía sólo es el primer paso ; como país colonizado por el centralismo estatal en muchos momentos por el imperialismo internacional, el pueblo aragonés deberá, en el momento histórico oportuno, ejercer su derecho de autodeterminación (enunciado ya en la Revolución Francesa como derecho de todo grupo social con un origen, historia y modo de vida y pensamiento comunes que ocupa un territorio determinado) a través del cual decidirá sobre su futuro político, optando por la Federación a nivel de igualdad con el resto de los países del Estado o con unos determinados, o bien por la total independencia nacional.*

Il est clairement énoncé que l'autonomie ne sera qu'un premier pas vers l'émancipation totale de l'Aragon, considéré une fois de plus comme une colonie de l'État espagnol. On aspire par conséquent ici à une indépendance totale qui n'exclut pas une libre fédération avec les autres 'pays' de l'État espagnol, ou avec certains d'entre eux. On n'envisage apparemment plus une union ibérique avec le Portugal, mais on semble ouvrir la porte à une nouvelle « Couronne d'Aragon » car, avec quels autres territoires pourraient se fédérer l'Aragon si ce n'est avec la Catalogne, Valence et les Baléares ? Avec la Castille ? Vue la lecture faite de l'union dynastique du XVème siècle, cela paraît fort improbable. Après tout, pourquoi ne pas se fédérer au projet politique des Pays catalans –*Països Catalans*, PP.CC– dont parlent à l'époque Catalans, Valenciens et les insulaires ? C'est finalement le projet fédéraliste de Tortosa de 1869 qui ressuscite ici, et ce, malgré le profond anti catalanisme régnant à l'époque. Une fois de plus, la justification par l'histoire semble autoriser les projets les plus difficiles à expliquer, alors, aux Aragonais. Par ailleurs, cette fédération des peuples aragonais –au sens large de tous les peuples de l'ancienne Couronne d'Aragon– ou péninsulaires va de pair avec la construction d'une Europe des nations.

On peut dire que l'association RENA fait entrer pleinement l'Aragon parmi les territoires qui comptent des mouvements nationalistes. Le discours du RENA ne diffère pas fondamentalement de celui des mouvements

nationalistes voisins –on retrouve une fois de plus le miroir catalan et, dans une moindre mesure, basque[226]. Le 20 décembre 1978, les membres du RENA sont les seuls à rendre hommage au *Justicia de Aragón* comme le faisaient les nationalistes aragonais du début du siècle, dont ils sont les premiers à récupérer la tradition[227].

Ainsi donc, nous observons que le premier aragonésisme de la transition connaît un certain succès dans le monde associatif, socioculturel notamment, mais a beaucoup plus de mal à traduire ses combats (défense du territoire, du caractère trilingue du pays, de l'Histoire, de la tradition autonomiste…) sur le terrain politique. La transition démocratique est une période très agitée où les indéfinitions idéologiques de toute la nébuleuse antifranquiste entraînent des changements, des créations, des disparitions de partis politiques, qui ont parfois une vie très courte et une projection confidentielle, ce qui pourrait expliquer pourquoi l'aragonésisme a du mal à trouver une formule politique efficace.

d. Le mirage autonomiste

Le 15 juin 1977, lors des premières élections législatives démocratiques, le PSA obtient un siège au *Congreso de los Diputados*. L'exploit est majeur et les militants sont dépassés par ce succès comme l'exprime avec humour José Antonio Labordeta :

> *El problema es que, yo creo que aquel éxito nos dejó a todos un poco impactados y en las siguientes elecciones (porque éstas fueron las primeras legislativas) el PSA desapareció, ya no se presentó en coalición. En las primeras elecciones tienen el éxito de casi alcanzar dos diputados (uno en Huesca y otro en Zaragoza) y en las siguientes ya, se hunde el PSA porque mucha gente de ese magma toma la decisión de irse al PSOE. Hay una serie de gentes que se marchan al PSOE, otra que se queda independiente, y los que se quedan con las ideas del PSA se hunden en una confusión ideológica muy rara, ¿no?*[228]

[226] On se dit nationaliste et on parle de pays ou de nation pour parler de l'Aragon.
[227] Cf. Annexes, p.187: Affiche de CHA pour la commémoration du *Justicia*.
[228] Cf. Entretiens avec José Antonio Labordeta en annexes, p.3.

Un an après, alors que la Constitution est sur le point d'être adoptée, l'Aragon devient le premier territoire espagnol –après la Catalogne et le Pays basque, soit les deux principales nations sans État– à accéder à la pré-autonomie.

> *El decreto-ley que faculta el régimen provisional de autonomía para Aragón se promulgó el 17 de abril de 1978.* […] *se constituyó la Diputación General de Aragón, que eligió como presidente a Juan Antonio Bolea Foradada. El gobierno aragonés tomó de inmediato tres decisiones: recuperar el señal real de los reyes de Aragón como símbolo de « preautonomía », instaurar el 23 de abril –festividad de San Jorge, antiguo patrón del reino– como día de Aragón, y convocar, para ese mismo día, una manifestación en Zaragoza bajo el lema « Ganemos la autonomía ». La presencia en la misma de más de cien mil personas ratificó el apoyo popular a la recuperación de las instituciones de autogobierno*[229].

Le fait que l'Aragon soit le troisième territoire espagnol à se constituer en pré-autonomie est un événement majeur et hautement symbolique pour les nationalistes aragonais. On ne peut accuser les Aragonais d'être en retard sur le processus autonomique. Au contraire, ils sont même très en avance par rapport à la Galice, l'Andalousie, les Canaries, le Pays valencien, la Navarre et les îles Baléares (les territoires avec une certaine tradition particulariste régionale, nationale et/ou linguistique). Et pourtant, l'on sait que cela ne se traduira pas par un statut d'autonomie découlant de la voie rapide contrairement à tous ces territoires cités –à l'exception des îles Baléares[230]. En 1978, l'Aragon semble par conséquent être le premier territoire après les deux principales nations culturelles basque et catalane à avoir une réelle envie de se constituer en territoire autonome. Le sentiment d'appartenance à l'Aragon et l'attachement à l'Histoire du pays en tant que royaume indépendant est grand, comme le montre la manifestation du 23 avril 1978 dont le slogan est « *Ganemos la autonomía* ». La manifestation prévue pratiquement dès le lendemain de la constitution d'un gouvernement pré-autonome –et dont il est question dans la citation faite plus haut– rassemble près d'un dixième de la population aragonaise (entre cent et cent cinquante mille personnes sur un million deux

[229] José Ignacio López Susín et Carlos Serrano Lacarra (Coordinadores), *Historia de la Autonomía de Aragón*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2003, p.145.

[230] Les forces politiques insulaires ont eu du mal à se mettre d'accord sur la nature et la dénomination de la langue autochtone. Finalement c'est la formule catalane qui est imitée : « *La llengua catalana, pròpia de les Balears*… ».

cents mille habitants)[231]. Autant dire qu'elle est restée gravée dans la mémoire collective aragonaise, chez les *aragonésistes* bien sûr, mais pas seulement. En effet, il serait totalement erroné de penser que tous les manifestants étaient *aragonésistes*. La manifestation avait été organisée par le gouvernement pré-autonome et avait obtenu l'adhésion de la plupart des partis aragonais, de droite comme de gauche. La présence de certains groupes politiques fut pour le moins surprenante, notamment celle du parti fasciste de la *Falange*. Mais c'est surtout l'absence du *Partido Aragonés Regionalista* (PAR), créé en janvier 1978, qui est la plus notable. Comment un parti régionaliste pouvait-il manquer la plus grande manifestation autonomiste ? La réponse à cette question n'est pas moins surprenante : Le PAR fut la seule formation politique à s'exclure de la manifestation après avoir appris que seul serait présent le drapeau aragonais en tête du cortège et que le drapeau bicolore espagnol (monarchique) ne serait pas revendiqué. Cette décision en dit long sur la conception régionaliste ou autonomiste de cette formation politique. On pourrait la juger paradoxale mais ce serait ignorer que ce parti est créé par le dernier *gobernador civil* franquiste –équivalent du Préfet– de la province de Saragosse, Hipólito Gómez de las Roces, régionaliste et espagnoliste à la fois. Mais le plus surprenant est sans doute que l'absence d'insigne espagnole –de surcroît préconstitutionnel et arborant donc l'aigle impérial franquiste ainsi que la devise « *Una, grande y libre* »– ne fut pas contestée par *Alianza Popular* (AP), pas même par les groupuscules phalangistes qui vinrent défiler ! Malgré la disparité idéologique plus qu'évidente de la manifestation, le poids et la force de l'événement dans une région comme l'Aragon, en 1978, font qu'on ne peut s'empêcher de le comparer à la première *Diada Nacional* catalane, le 11 septembre 1977 au slogan désormais célèbre : « *Llibertat, Amnistia, Estatut d'Autonomia* ». Les nationalistes aragonais ont en tout cas souhaité donner à cette manifestation aragonaise de 1978 la même valeur et le même symbole que celle de 1977 pour les Catalans, mettant une fois de plus, les deux territoires en parallèle. On peut en outre imaginer que la manifestation voulue par les autorités aragonaises pré-

[231] Cf. Photo du *Paseo de Independencia*, p.174 (Annexes).

autonomes s'inspira largement de la *Diada* catalane de 1977, voire de 1976 à Sant Boi de Llobregat[232].

En 1978, les Aragonais manifestent donc massivement pour l'autonomie, se constituent en gouvernement pré-autonome, retrouvent leurs symboles –drapeau historique des rois d'Aragon, festivité de Saint Georges, le patron des Aragonais et pour beaucoup la fête « nationale » de l'Aragon– et votent massivement le 6 décembre pour la nouvelle Constitution démocratique qui dessine le nouvel État des Autonomies[233].

En 1979 se déroulent les élections municipales et les principales villes aragonaises –comme les autres villes espagnoles– se jettent dans les bras du PSOE. Teruel, qui avait constitué la seule ombre au tableau pour le général Franco pendant la guerre civile[234], redevient l'exception culturelle et politique, puisqu'elle est la seule capitale de province aragonaise à rester fidèle aux centristes de l'UCD. Les deux principaux PAE sont aussi les deux principales forces politiques aragonaises. Les PANE quant à eux (le PSA et le PAR) sont loin d'être hégémoniques contrairement à ce qui se produit en Catalogne et au Pays basque qui retrouvent cette même année 79 leur autonomie (Statuts de *Sau* et de *Gernika* respectivement).

Cependant, le développement de l'État des autonomies bascule en 1980 alors que se constituent les premiers gouvernements catalan et basque, formés par des partis non seulement territoriaux mais surtout nationalistes (PNV et CiU respectivement[235]). Peut-être en conséquence de l'arrivée au pouvoir de forces nationalistes et territoriales dans ces deux premiers territoires autonomes, l'UCD et le PSOE –qui ont pourtant souhaité généraliser l'autonomie à tous les territoires– décident en 1980 de freiner la

[232] Interdite à Barcelone, la première *Diada* après la mort du dictateur a lieu dans cette ville de l'agglomération barcelonaise.
[233] 88,1% de 'oui' en Aragon (avec une participation de 64,75%, le quatrième plus gros pourcentage) soit à peine en dessous de la moyenne espagnole (88,54%).
[234] Teruel est effectivement le seul chef-lieu de province (*capital de provincia*) à être 'repris' par les républicains aux franquistes en décembre 1937 ce qui pousse Franco à abandonner le front de Guadalajara et à organiser la contre-offensive sur Teruel.
[235] En Catalogne, Jordi Pujol et sa coalition *Convergència i Unió* (CiU), à la surprise générale, arrivent en tête. Néanmoins, c'est grâce aux députés d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) menés par Herribert Barrera qu'il est investi président de la *Generalitat*. Au Pays basque, c'est le Navarrais Carlos Garaikoetxea, du *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) qui est élu président.

décentralisation et de limiter l'accès à la plus large autonomie aux régions qui avaient eu un Statut pendant la République. Nous avons vu que la « politique politicienne » de l'UCD et du PSOE relègue l'Aragon à la seconde division autonomique mais pas l'Andalousie.

En Aragon, la pilule est pour le moins dure à avaler et c'est bien la sensation de « *Trágala* » qui s'installe[236]. Le fait que les deux mêmes PAE aient un discours totalement opposé en Aragon et en Andalousie sur la question de l'accès à l'autonomie est vécu comme une injustice car les arguments andalous auraient également pu être valables en Aragon[237]. D'ailleurs, les nationalistes aragonais n'ont jamais pardonné à l'UCD aragonaise de ne pas avoir eu la même attitude que l'UCD andalouse[238]. Il est vrai que les conditions de la voie rapide n'étaient pas réunies en Aragon puisque les maires de la province de Teruel s'étaient prononcés pour la voie lente contrairement à leurs homologues de Huesca et Saragosse. Mais, nous avons vu que l'abstention de la province d'Almería au référendum andalou n'a pas empêché l'Andalousie d'accéder à l'autonomie par la voie rapide et n'a pas laissé cette province en dehors du territoire andalou. Cette disparité de traitement provoque un tollé chez les Aragonais. Certains nationalistes aragonais regroupés autour du *Movimiento Nacionalista Aragonés* (MNA) –en partie précurseur de CHA[239]– et du *Partido de los Trabajadores de Aragón* (PTA) vont jusqu'à entamer une grève de la faim pour réclamer la pleine autonomie prévue par l'article 151 de la Constitution et le statut de 'nationalité

[236] Populaire chanson des libéraux qui font signer la Constitution de 1812 à Ferdinand VII.

[237] Certains analystes voient l'Aragon et l'Andalousie comme des exemples clairs de territoires avec une expression culturelle et identitaire forte –sans langue non castillane majoritaire– sans nécessairement aller à l'encontre de l'identité espagnole contrairement aux cas basque et catalan.

[238] Nous trouvons parmi les 'ucédistes' aragonais José Ángel Biel, aujourd'hui du Parti Aragonais (Par) et vice-président du gouvernement autonome (1999-2011), en tandem avec le socialiste Marcelino Iglesias (PSOE). Depuis mai 2011, il préside les Cortès d'Aragon sous la présidence de Luisa Fernanda Rudi (PP). Curieux renversement de situation pour cet homme politique qui a occupé différentes responsabilités politiques depuis 1977, d'abord au sein d'UCD puis avec le PAR depuis 1983 et qui s'est opposé à ce que l'Aragon accède à l'autonomie par la voie rapide alors qu'il fait partie d'un parti aragonésiste depuis près de 30 ans.

[239] Au moment où certains socialistes aragonais du PSA rejoignent le PSOE en 1978, le secteur nationaliste forme le MNA, légalisé en 1983. Nous analyserons plus tard les caractéristiques de ce petit parti, ainsi que celles du PTA, comme antécédents directs de CHA, qui est fondée en 1986.

historique' dont l'Aragon se dote beaucoup plus tard, en 2007, lors de sa réforme de Statut d'autonomie.

Quoi qu'il en soit, cette différence de terminologie (région ou nationalité historique) pourrait n'être que symbolique. Qu'importerait que l'on fût 'nationalité historique' ou pas si les compétences octroyées étaient les mêmes. Néanmoins, les territoires dits 'régions' aspirent à devenir 'nationalité' car on comprend vite que ce dernier groupe aura plus de compétences et donc plus de ressources pour les assumer.

Cependant, la tentative du coup d'État du lieutenant-colonel Tejero, le 23 février 1981, effraie la classe politique et le peuple aragonais qui n'a plus qu'à s'estimer heureux avec l'autonomie de régime commun adopté en 1982. Ce Statut d'Autonomie de régime commun est adopté sous la forme d'une loi organique : *LEY ORGÁNICA 8/1982, de 10 de agosto, de Estatuto de Autonomía de Aragón.* La loi est signée par le roi Juan Carlos I de Bourbon et le président du gouvernement Leopoldo Calvo-Sotelo au Palais de Marivent, à Palma (Majorque), la résidence d'été de la famille royale.

> *La Ley Orgánica 8/1982, de 10 de agosto, aprobaba el Estatuto de Autonomía de Aragón, reinstaurando la Diputación General de Aragón, las Cortes y la institución de El Justicia, si bien con grandes límites competenciales y estructurales. Los principales partidos consideraban, en cualquier caso, que se trataba de un instrumento para « empezar a andar », esperanzados en que el goteo de transferencias sería constante y convencidos de que mejoraría la dotación económica*[240].

Ce Statut continue toutefois d'être jugé indigne pour de nombreux Aragonais, notamment pour le secteur nationaliste du PSA qui vit ses heures les plus critiques puisque le parti est pratiquement dissout. Un an plus tard, en 1983, lors des premières élections régionales, c'est pourtant un ancien membre du PSA –du noyau d'*Andalán*– qui devient le premier président de la démocratie et l'autonomie aragonaises, Santiago Marraco. C'est tout de même un lot de consolation pour les aragonésistes qui sont passés par le PSA, comme le raconte Chesús Bernal :

[240] José Ignacio López Susín et Carlos Serrano Lacarra (Coordinadores), *Historia de la Autonomía de Aragón*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2003, p.146.

Ese año gana el PSOE las elecciones autonómicas, es presidente Santiago Marraco y conforma un gobierno, en su entorno, en la cúpula del PSOE y en el gobierno de Aragón bastante aragonesista porque se rodea de gente que venía del PSA, él mismo había sido secretario general del PSA, como Emilio Gastón. Entonces nosotros tuvimos esperanzas, como personas, en que por esa vía se mantuviera el aragonesismo. Pero, ¿qué ocurrió? Que el PSOE, como todo partido centralista, se acaba comiendo (ya veremos qué pasa con Maragall y toda esa gente) se acaba comiendo (y a Maragall se lo permiten porque es Maragall, porque es Cataluña y porque es PSC, pero al PSA no le permitían esas veleidades) con lo cual, poco a poco les fueron segando la hierba desde el propio PSOE, el propio Alfonso Guerra, entonces al final el PSOE de Aragón que era en ese momento muy aragonesista, abandona su aragonesismo y vuelve a ser el reflejo directo de lo que digan en Madrid. Entonces, con la caída de Santiago Marraco en el año 87, justo antes, en el referéndum de la OTAN en el año 86, es cuando decidimos crear Chunta Aragonesista porque vemos que ese espacio y esa salida a nuestras ideas socioculturales no tienen traducción política[241].

Nous nous apercevons donc que le courant régionaliste au sein de la fédération aragonaise du PSOE n'a pas vraiment pris dans un parti d'obédience madrilène et qui n'a de fédéral que le nom. Contrairement à la fédération catalane du PSC, le PSOE en Aragon n'utilise jamais son nom officiel *Partido de los Socialistas de Aragón (PSA)* car les sigles correspondent au PSA de Gastón et Labordeta, c'est pourquoi la fédération aragonaise préfère utiliser PSOE-Aragón[242]. Le désenchantement des aragonésistes est d'autant plus grand qu'il est provoqué, en partie, par leur ancien secrétaire général. En 1986, la dernière année de son mandat, Marraco assiste à la reconduite de ses camarades espagnols à Madrid, avec une majorité absolue mais avec moins de sièges qu'en 1982[243]. On observe presque immédiatement le désenchantement des électeurs socialistes au moment de l'affaire OTAN. En Aragon, le maintien de l'Espagne au sein de l'OTAN et l'absence d'alternative politique réelle de gauche et aragonésiste poussent à la création de partis politiques[244] (CHA et IU). Avant cela, d'autres partis, comme le MNA déjà évoqué, ont essayé de se constituer, sans succès.

[241] Pour plus de détails, voir l'intégralité de l'entretien avec le député Chesús Bernal en annexes, p.32-45. Rappelons que cet entretien a eu lieu en août 2004 et que la perspicacité de Labordeta quant au destin politique de Maragall est presque visionnaire puisque deux ans après il est effectivement écarté de la présidence catalane.
[242] L'homonymie avec le *Partido Socialista de Andalucía* (PSA) est également problématique.
[243] 184 sièges pour le PSOE, soit 18 de moins qu'en 1982.
[244] IU et CHA voient le jour en 1986.

4) La naissance d'un parti strictement aragonésiste : *Unió(n) Aragonesista – Chunta Aragonesista* (UA-CHA)

a. L'aboutissement d'un vieux projet politique

L'échec du PSA, évoqué plus haut, à partir de 1978, rend l'aragonésisme politique quasiment orphelin à la fin des années 1970. Faut-il voir dans la fuite d'une grande partie du PSA vers le PSOE, sans même un accord à la catalane (PSC-PSOE), un signe de faiblesse de cet *aragonésisme* au moment de la transition démocratique ou, du moins, le résultat d'une faible conscience régionale dans la plupart des partis aragonais de gauche ? La question nationale n'est-elle que secondaire en Aragon ? C'est en tout cas ce que semble penser une partie de la gauche aragonaise à cette époque.

> *Considerando que 'autodeterminación', en términos marxistas, es el 'derecho a la separación estatal de las colectividades de nacionalidad extraña, es decir la formación de un estado independiente', [Mercedes] Gallizo [del Movimiento Comunista de Aragón, miembro de la Asamblea Autonomista de Aragón, AAA] comprobaba que 'éste no es un sentimiento en nuestro pueblo, un pueblo que dista mucho incluso de tener una conciencia autonomista desarrollada'. Pero el elemento fundamental de su discrepancia con los nacionalistas era 'el carácter de la lucha política' que se deriva de su planteamiento. Esto es, la consideración de que el objetivo central del pueblo aragonés sería la lucha de liberación nacional*[245].

Néanmoins, le nationalisme aragonais qui revendique la libre détermination des peuples et des nations n'est pas inexistant puisque quelques années plus tard, d'anciens membres du PSA qui se sont réfugiés dans les associations culturelles nationalistes comme RENA vont ressentir, avec d'autres, le besoin de créer de nouvelles formations politiques. Celles-ci demeureront marginales et instables, mais elles aboutiront, en 1986, à la création de *Chunta Aragonesista* (CHA).

Après l'échec du PSA, aucun parti politique explicitement *aragonésiste* ne parvient à obtenir de représentation dans les institutions. Le *Partido de los*

[245] Carlos Serrano Lacarra et Antón Rubén Ramos: *El aragonesismo en la transición*, vol.2: *Regionalismo y nacionalismo en el Aragón preautonómico (1978-1983)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°39/40, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2002, p.170.

Trabajadores de Aragón (PTA), qui obtient deux conseillers municipaux à Saragosse, n'est pas au départ strictement *aragonésiste*. Quant au PSA, nous l'avons dit, seul un secteur du parti était fédéraliste/autonomiste/nationaliste, mais c'est justement le secteur dont est issu le député élu, Emilio Gastón, ce qui permet d'affirmer qu'il s'agit du premier député *aragonésiste* présent aux Cortès depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne. Son refus systématique d'intégrer le groupe parlementaire du PSOE est par ailleurs la preuve de son indépendance[246]. En revanche, face aux carences de l'aragonésisme de gauche, les régionalistes de droite du PAR, en partie issus du régime franquiste, se sont organisés et obtiennent des succès importants du fait de la disparition de l'UCD et de la marginalité relative à cette époque d'*Alianza Popular* (AP)[247].

Il est par conséquent légitime de se demander si l'absence d'un parti *aragonésiste* de gauche n'est tout simplement pas la conséquence logique d'un projet flou, mal défini, marginal, ou alors excessivement atomisé en groupuscules incapables de se mettre d'accord sur un socle commun. Néanmoins, l'absence de parti d'une certaine envergure ne signifie pas absence totale de nationalisme de gauche. Les nationalistes existent bel et bien et sont regroupés autour du RENA. C'est d'ailleurs au sein ou dans l'orbite de cette association culturelle que voient le jour des partis pour la première fois explicitement nationalistes et non plus régionalistes ou *aragonésistes*.

Ainsi, le 23 décembre 1978, apparaît le *Movimiento Nacionalista Aragonés* (MNA), un parti marginal, déjà cité, qui ne compte à aucun moment plus d'une douzaine de membres. Ce parti a bon espoir au moment de sa création de reconstruire un parti nationaliste de gauche sur les cendres du courant fédéraliste/nationaliste du PSA, celui-là même qui s'est toujours

[246] Ce débat du groupe parlementaire autonome a toujours fait rage entre les deux âmes du Parti des Socialistes Catalans fédérés au PSOE, c'est-à-dire entre le secteur catalaniste qui souhaiterait avoir son propre groupe parlementaire et le secteur le plus succursaliste du PSOE catalan.

[247] Pour preuve, ils obtiennent en 1987 28% des suffrages et la présidence du gouvernement aragonais. En 1991, avec 25% des voix, ils sont reconduits avec l'aide des conservateurs d'AP qui viennent tout juste, en 1990 de devenir *Partido Popular* (PP). En 1990, le PAR abandonne le régionalisme pour le nationalisme et abandonne le R de ses sigles. Il devient *Partido Aragonés* (Par) et tente de se rapprocher des nationalistes conservateurs basques et catalans que représentent respectivement les partis PNV et CiU.

opposé à rejoindre le PSOE. Mais les réanimations successives du PSA empêchent toute consolidation du MNA qui stagne et ne connaît qu'une faible activité. Le fait que le parti ne soit pas légalisé avant le 31 mai 1983 –alors qu'il est dans les faits déjà dissout– n'est pas étranger non plus à cet échec, il est même révélateur. Mais il nous semble important de rappeler que le MNA est le premier parti politique à parler, comme ses homologues basque ou catalan, de 'mouvement de libération nationale d'Aragon'.

> *El MNA seguiría su camino : en esa* Asambleya *de la primavera de 1980 se harían públicas ponencias, algunas de las cuales darían lugar a diversos documentos ideológicos, y en las que los militantes de la organización nacionalista incidían en los puntos básicos señalados en textos anteriores : definición como movimiento de liberación nacional de Aragón, de la clase trabajadora, socialista, autogestionario, radical y revolucionario ; hecho nacional aragonés como algo preexistente ; distancias marcadas frente a socialdemócratas y a marxista-leninistas (en ese sentido recordaba al PSA de 1976-1978) ; crítica de la burguesía aragonesa como dependiente del capitalismo español, expoliador y colonizador ; defensa de las resoluciones tomadas en la carta de Brest (« la lucha de liberación nacional es un aspecto particular de la lucha de clases en los países oprimidos ») ; reconocimiento y fomento de las lenguas de Aragón ; nacionalización del sector energético y minero ; reforma agraria e implantación de regadíos ; antimilitarismo e internacionalismo ; defensa del patrimonio…*[248].

Cette citation montre que l'on est bien loin d'un régionalisme modéré. L'Aragon apparaît ici comme une nation opprimée par l'État espagnol qui l'aurait colonisée[249]. Le mimétisme avec les Mouvements de Libération Nationale est évident. L'Aragon est donc, aux yeux des militants du MNA, un pays soumis à une puissance étrangère (l'Espagne) qui a saccagé ses ressources naturelles (*expolio*) et a interdit l'usage des langues autochtones, tout cela avec la collaboration de l'élite bourgeoise locale. Le discours s'inscrit dans la tradition anticolonialiste (basque, corse, algérienne…). Il n'est toutefois pas question de prendre les armes (le mouvement est antimilitariste) mais les postulats sont extrêmement clairs. La nation revendiquée n'est que la nation

[248] Carlos Serrano Lacarra et Antón Rubén Ramos: *El aragonesismo en la transición*, vol.2: *Regionalismo y nacionalismo en el Aragón preautonómico (1978-1983)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°39/40, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2002, p.162-163.

[249] Voir la arte des centrales électriques en Aragon, p.100 (Annexes) qui fournissent la Catalogne.

aragonaise, il ne s'agit pas de restructurer l'Espagne car l'Espagne est une autre nation, ennemie semble-t-il, accusée d'avoir pillé l'Aragon depuis 1707 avec la collaboration des élites dirigeantes. Ainsi, la classe ouvrière ne peut être que du côté d'une lutte que l'on pourrait qualifier de lutte pour l'indépendance, bien que le terme ne soit jamais utilisé. Être dans le camp espagnol est nécessairement être du côté du capital, de la collaboration et du patron, celui qui exploite. Ici, lutte des classes rime avec lutte nationale. L'Aragon est l'ouvrier exploité alors que l'Espagne est le patron qui exploite. Répondant par avance aux critiques qui pourraient être faites par les marxistes appartenant à des PAE, le texte affirme que cette lutte des classes n'est pas nationaliste mais internationaliste, la liberté d'une colonie n'étant pas un combat nationaliste mais un combat naturel puisqu'on est d'accord sur l'anomalie historique que constitue l'annexion d'un territoire par un autre. Nous avons vu plus haut combien ce discours est minoritaire en Aragon puisque l'attachement de la plupart des Aragonais à l'Espagne n'est pas à démontrer. C'est la position contraire, comme ici, qui est exceptionnelle[250].

Rappelons que, dans ces mêmes années, certains partis d'extrême gauche adoptent aussi un projet et un discours nationaliste car le courant nationaliste périphérique s'entend aussi à cette époque comme un moyen de liquider définitivement l'État franquiste. C'est le cas du *Partido de los Trabajadores de Aragón* (PTA) dont quelques membres participent avec le MNA à la grève de la faim pour la pleine autonomie au moment où l'Aragon bascule définitivement dans le camp des autonomies de régime commun, *del montón* comme auraient pu la surnommer à l'époque ces jeunes Aragonais. Après cette grève de la faim, une manifestation pour la pleine autonomie est organisée par l'extrême gauche et la gauche nationaliste aragonaise qui aboutit à la formation de la *Asamblea Autonomista Aragonesa* (AAA) nom qui n'est pas sans rappeler une nouvelle fois la Catalogne et son *Assemblea de Catalunya* de 1971. Le 23 avril 1980, cette Assemblée appelle à manifester

[250] Pour plus d'informations, vous pouvez vous connecter sur le site internet « Aragón colonial » (www.aragoncolonial.es) qui publie tous les articles, toutes les tournures journalistiques qui prouvent, d'après le site, que les journalistes aragonais ont une conception coloniale de l'Aragon, soumise à Madrid ou à l'Espagne. Je vous renvoie également aux annexes et aux entretiens avec les députés de CHA, notamment celui de Chesús Bernal, qui ne considère plus que l'Aragon soit une colonie espagnole même s'il y a eu des tics colonialistes dans les rapports Aragon-Espagne. Annexes p.44-45.

pour la pleine autonomie dans les rues de Saragosse et de Teruel ; la manifestation réunit dans la capitale vingt-cinq mille personnes[251]. S'agissant d'une manifestation autonomiste de gauche, elle reçoit le soutien et la participation du PSOE –qui peut se le permettre puisqu'il n'est pas encore aux affaires– et du PCE.

Le parcours du PTA est également digne d'intérêt dans la mesure où il évolue de plus en plus vers le nationalisme aragonais, allant même jusqu'à se séparer de la confédération espagnole *Partido de los Trabajadores de España* (PTE) à laquelle le parti appartient à l'origine. Il faut rappeler, par ailleurs, que le PTA est un parti modeste mais pas marginal puisqu'il compte environ 530 membres et deux conseillers municipaux à la mairie de Saragosse depuis les élections municipales de 1979. En juin 1980, lors de leur congrès, les jeunesses du parti présentent un document au titre explicite : « *La lucha autónoma por la independencia de Aragón y la destrucción del sistema* ». Par ailleurs, la radicalisation nationaliste du PTA est un obstacle au fonctionnement de l'AAA qui vit un affrontement entre les nationalistes aragonais (PSA, PTA, MNA et indépendants) et les nationalistes espagnols (PCE, PTE, Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)… et indépendants) ce qui plonge l'AAA dans une période d'inactivité. Les objets de discorde sont, comme on peut s'en douter, la définition nationale de l'Aragon et le droit à l'autodétermination des peuples. Face à l'incapacité de trouver un accord, le 22 juin 1980 le secteur nationaliste aragonais abandonne l'Assemblée pour former *Izquierda Nacionalista Aragonesa* (INA), parti qui est constitué officiellement le 24 janvier 1981. Le texte fondateur rappelle le droit à l'autodétermination, l'importance de l'écologie, la défense de la culture aragonaise, trois aspects qui deviendront les trois piliers fondamentaux de la base idéologique de CHA cinq ans plus tard.

> *Nuestro objetivo es la construcción de un Aragón libre y socialista, dentro del marco de un nuevo modelo de sociedad antiautoritaria, descentralizada y en armonía con la naturaleza. Para ello es preciso conquistar la soberanía del Pueblo Trabajador Aragonés sobre nuestros recursos naturales, nuestro*

[251] Ce chiffre est relativement important car ce n'est pas une manifestation pour une vague autonomie comme celle de 1978 mais bien pour la pleine autonomie. Le nombre de participants est bien inférieur à celui de deux ans plus tôt mais il n'est pas négligeable dans cet Aragon pré-autonome de 1980. Dans cette manifestation sont aperçus les slogans suivants: « *Por un Aragón libre y socialista* »; « *Aragón por su autogobierno* ».

ahorro, nuestra tierra, nuestra cultura… Conquistar, en definitiva, el derecho a la autodeterminación como única base real de nuestro autogobierno[252].

Nous ne sommes plus ici dans un discours anticolonialiste mais toujours dans le projet socialiste, dont la terminologie n'est pas sans rappeler le discours basque, cubain… On ne renonce cependant pas à l'autodétermination.

La vie de l'INA est aussi courte qu'intense. La tentative de coup d'État du colonel Tejero n'est probablement pas totalement étrangère à ce fait. Mais Antonio Peiró, cité par Carlos Serrano et Rubén Ramos, ajoute toutefois que la principale carence de tous ces partis nationalistes est l'absence ou la grande faiblesse des analyses et les déficits de théorisation nationaliste, même si l'INA est la première organisation –grâce aux membres issus du PTA– à avoir une certaine capacité théorique.

En INA quizá había una mayor capacidad de teorización, se estudiaba lo que ocurría en otros sitios, se intentaban adaptar otros modelos…'. Los estudios más serios se habían hecho por personas que habían estado vinculadas al PTA, y era este partido el que marcaba las tareas de INA y el que dominaba sus comisiones de trabajo, desde donde se generaba algún que otro documento de acción. El intento de golpe de Estado del 23 de febrero de 1981 influiría en la marcha del grupo, que, pese a organizar actividades de cierta trascendencia, como un encuentro político con nacionalistas vascos y catalanes el 23 de abril [...] o interesantes contactos y manifestaciones junto al Frente del Ebro en contra del mini-trasvase y de los proyectos de embalse […]. En un comunicado hecho público con motivo del Día de San Jorge de 1981, INA proclamaba su voluntad de luchar por la autodeterminación de Aragón 'entendida como la conquista de nuestro derecho a disponer de los recursos que posee nuestro territorio, hoy saqueado[253].

Nous considérons également que ceci constitue probablement l'une des causes principales du nouvel échec des nationalistes dans leur tentative de fonder et de consolider un parti politique nationaliste même si l'INA a réussi à rassembler et organiser un secteur nationaliste aragonais qui existe bel et bien, même si c'est de manière diffuse et minoritaire. Néanmoins, pendant encore quelques années, ce nationalisme n'a pour existence que la vitrine culturelle du RENA.

[252] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca Aragonesa de Cultura, n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2002, p. 152.
[253] Carlos Serrano Lacarra et Rubén Ramos Antón: *El aragonesismo en la transición*, vol.2: *Regionalismo y nacionalismo en el Aragón preautonómico (1978-1983)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°39/40, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2002, p.175.

C'est d'ailleurs en son sein que se forge la création d'UA-CHA dont de nombreux membres, pour ne pas dire la plupart, proviennent du PSA, du MNA de l'INA, autrement dit des différents projets de PANE de gauche, jusque-là infructueux. CHA apparaît donc comme la concrétisation d'un certain nombre de tentatives politiques d'organiser et de structurer la pensée politique du nationalisme aragonais, jusqu'alors exclusivement culturel. La conjoncture de 1986 (décision du PSOE de demeurer dans l'OTAN et déception due au Statut d'autonomie de 1982) est également déterminante dans le succès de CHA contrairement aux tentatives précédentes. On peut déjà en déduire que l'électorat de CHA provient essentiellement de l'électorat déçu par le PSOE.

b. La création de Chunta Aragonesista *(CHA)*

Unió(n) Aragonesista (UA) – *Chunta Aragonesista* (CHA), avec une dénomination trilingue, se constitue donc le 29 juin 1986[254], une date symbolique choisie sciemment par ses fondateurs puisqu'elle commémore la promulgation du Décret de Nueva Planta du 29 juin 1707, celui qui entraîne la disparition politique et institutionnelle de l'Aragon. Ce n'est donc pas de la célébration d'une victoire dont il s'agit mais bien d'une défaite, et non des moindres puisque ces Décrets signèrent l'acte de décès de la nation revendiquée par ce nouveau parti. Pour les nationalistes aragonais, cet épisode représente l'annexion définitive de l'Aragon par la Castille, ou mieux encore, par l'Espagne[255]. Comme en Catalogne, le fait de fêter ou, en tout cas, de commémorer une défaite permet de prendre conscience d'avoir été une nation

[254] Cf. Photo de la première *Asambleya Nazional* d'UA-CHA en décembre 1986, p.175 (annexes).

[255] Le parallélisme avec le nationalisme catalan est une fois de plus criant puisque ce 29 juin est l'exact équivalent du 11 septembre 1714 (capitulation de Barcelone) ou du 25 avril 1707 valencien (défaite de la bataille d'Almansa en 1707 et promulgation des mêmes décrets qui annulent le Royaume de Valence). En Catalogne toutefois, cet anniversaire est devenu la fête nationale alors qu'à Valence et en Aragon, la date n'est célébrée que par les organisations nationalistes puisque les institutions autonomes ont préféré fêter respectivement la date d'entrée du roi Jacques Ier le Conquérant dans la ville de Valence (9 octobre) ou le saint patron du royaume d'Aragon, saint Georges (23 avril). Ce décalage montre la notable différence de la portée du message nationaliste entre les territoires de l'ancienne Couronne d'Aragon. Pour les nationalistes aragonais ou catalano-valenciens, cette longueur d'avance catalane s'entend comme une preuve de maturité politique, de dépassement du concept castillan de l'État espagnol.

par le passé et de montrer l'appartenance de l'Aragon ou de la Catalogne à l'Espagne comme une 'anomalie' et, qui plus est, une anomalie relativement récente dans l'Histoire du pays, consommée dans la violence, par une conquête militaire. Le discours nationaliste peut ainsi proclamer qu'en presque mille ans d'Histoire, l'Aragon a été indépendant pendant 700 ans et intégré à l'Espagne, par la force comme le soulignent ces nationalistes, pendant à peine trois siècles –en 1986 il manque 21 ans pour le troisième centenaire des dits Décrets.

Les Aragonais –dont beaucoup n'ont reçu qu'une instruction franquiste– ont à l'époque une approche majoritairement ultranationaliste espagnole de leur histoire. Une Histoire officielle qui fait de l'Aragon le pilier de la nouvelle Espagne impériale franquiste avec la Castille. Les nationalistes aragonais souhaitent donc changer l'approche et l'optique qu'ont les Aragonais de l'Histoire de leur pays.

> *La reinvindicación identitaria resurgió con fuerza durante los últimos años del franquismo y de la Transición, careciendo de continuidad con la del periodo anterior. La guerra civil y el franquismo supusieron el olvido de los movimientos previos a la contienda: a la muerte o el exilio de muchos protagonistas destacados, le acompañó un proceso de represión ideológica que en Aragón se manifestó en la insistencia de su papel como elemento esencial de España. Las referencias a Fernando el Católico y a su importancia para la unidad de España, así como a la Virgen del Pilar como patrona de la Hispanidad, fueron lugares comunes en la propaganda del franquismo y calaron profundamente en el sentimiento de los aragoneses*[256].

D'une part, ils prétendent vulgariser le fait d'avoir été une nation et une « puissance européenne » par le passé (que l'on va s'empresser d'opposer à la décadence aragonaise qui n'a cessé depuis la domination espagnole) et, d'autre part, ils insistent sur l'aspect d'anomalie historique, pour ainsi mieux interpeler la société aragonaise et démontrer qu'un discours nationaliste en Aragon n'est pas plus incongru qu'ailleurs. Les nationalistes font tout pour que l'histoire elle-même se range de leur côté en lui faisant démontrer que le pays a été indépendant pendant les deux tiers de son Histoire.

> *Una de las constantes en la definición de la identidad aragonesa es el recurso a la historia. Es lógico, porque ante la ausencia de un territorio delimitado*

[256] Antonio Peiró Arroyo, « El sentimiento identitario aragonés en el siglo XX » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009, p.94.

por accidentes geográficos y de una población uniforme por su procedencia étnica o con una lengua única, la historia es el elemento común más fácilmente percibido[257].

C'est donc par l'Histoire, et au moyen d'une vision orientée politiquement, que les nationalistes aragonais bâtissent une conscience nationale aragonaise: l'Aragon est une nation (au même titre que la Catalogne) car ces deux 'pays' –qui ont été à l'origine de la Couronne d'Aragon– ont été 'annexés à l'Espagne' de la même façon (Décrets de Nueva Planta). Autrement dit, les deux 'nations' ont été victimes des mêmes représailles castillanes, ou des Bourbons pour être exacts, qui sont la conséquence de la même Guerre de Succession au début du XVIIIème siècle. Par conséquent, selon les nationalistes aragonais, l'Aragon devrait avoir toute sa place parmi les 'nationalités' instaurées par la Constitution espagnole de 1978. C'est pourquoi, il est invraisemblable et inadmissible, selon eux, que l'Aragon n'ait obtenu qu'une autonomie de régime commun –comme La Rioja ou Murcie– et non une autonomie beaucoup plus large. En vulgarisant l'Histoire de l'Aragon, les nationalistes, conscients que leur discours peut surprendre, choquer ou être ridiculisé, souhaitent démontrer au contraire qu'il tient toute sa place en Aragon, comme en Catalogne, et qu'il peut même être plus légitime d'un point de vue historiciste que les nationalismes basque et galicien[258]. Par la même occasion, ils justifient aussi l'appartenance de l'Aragon au groupe des nationalités historiques dans cette nouvelle 'Espagne des Autonomies' asymétrique.

Au départ, le discours nationaliste aragonais n'est pas vraiment pris au sérieux. Il est même très vite ridiculisé non seulement par les adversaires politiques mais aussi par de nombreux Aragonais pour qui l'Aragon est par essence espagnol (c'est le discours nationaliste espagnol essentialiste) et toute interprétation de l'Histoire de l'Aragon en opposition à l'Espagne n'est qu'une aberration ou une ineptie. Par ailleurs, le fait que le mouvement soit minoritaire –marginal même pendant quelques années– rend la moquerie

[257] *Op. Cit.*, p.96.
[258] Ces deux territoires ont certes une langue, un statut d'autonomie adopté de justesse sous la République mais très tôt, ils ont fait partie de la Couronne de Castille, ce qui n'a jamais été le cas de l'Aragon.

facile, ce qui n'est pas le cas avec les nationalismes majoritaires (basque et catalan) respectés pour leur poids électoral et parce qu'ils peuvent être déterminants pour former une majorité aux Cortès espagnoles. Une hiérarchisation des nationalismes se produit alors entre les nationalismes historiques correspondant aux nations sans État, aux nations culturelles basque et catalane, qui sont au gouvernement de leur région, et des mouvements méconnus, minoritaires, rendus pratiquement illégitimes du fait de cette condition minoritaire. Ainsi, le nationalisme aragonais se retrouve-t-il classé dans la catégorie des nationalismes qualifiés de « *yeyé* » aux côtés de son homologue asturien. L'emploi de ce terme provient, en effet, de ce que, dans les langues asturienne et aragonaise (*bable* et *fabla* comme on les connaît familièrement) la forme du verbe 'être' à la troisième personne du singulier du présent de l'indicatif est « *ye* » que l'on retrouve dans les tags tels que « *Aragón* ye *Nazión* (AYN) », « *Aragón no* ye *España* », « *Asturies no* ye *España* »... Rien de plus insultant pour ces nationalistes non espagnols de gauche que d'être comparés à un genre musical commercial, importé des États-Unis d'Amérique, de qualité plus que douteuse, qui a connu ses beaux jours sous le franquisme et qui a laissé pour la postérité des gloires locales telles que *Concha Velasco, Massiel, Karina, El dúo dinámico*… dont on se souvient encore aujourd'hui comme la « *década prodigiosa* ». Par ailleurs, si l'on met les sigles de CHA 'au cube' (cha-cha-cha), le nom du parti évoque également une danse latine de salon immortalisée dans une célèbre chanson du groupe pop-rock *Gabinete Caligari* en pleine époque de la Movida (qui pour beaucoup se termine en 1986, date de la fondation de CHA) qui disait : « *La culpa fue del chachachá* ». On imagine que les opposants politiques de CHA –aussi bien d'AP que du PSOE voire d'*Izquierda Unida* (IU)–, n'ont pas dû épargner aux nationalistes aragonais débutants ces deux plaisanteries[259].

L'autre élément qui frappe les esprits au moment de la naissance de CHA est de caractère linguistique. Il s'agit bien entendu du choix du nom du parti. L'adjectif, quant à lui, est suffisamment explicite : *aragonesista*. On

[259] Ces commentaires anecdotiques m'ont été rapportés par César Ceresuela, un responsable de CHA dans la province de Huesca, ou dans le Haut Aragon comme dit le parti, lors d'une conversation informelle au mois de juillet 2004, pendant un congrès de l'université d'été « Gaspar Torrente » dont nous parlerons plus tard.

pourrait croire de prime abord qu'il permet de ne pas rentrer dans le débat linguistique et idéologique qui oppose les concepts de 'régionalisme' et 'nationalisme'. Cependant, les bases idéologiques du parti que nous allons étudier ensuite dissipent tous les doutes puisqu'on y dit explicitement que le parti défend le droit à l'autodétermination des peuples et par conséquent celui du peuple aragonais[260]. Mais en réalité, le choix du nom va bien au-delà d'un hypothétique débat linguistique, car il récupère en réalité celui du premier parti nationaliste aragonais du vingtième siècle, *Unió(n) Aragonesista* (UA), le parti créé par le collectif d'émigrés aragonais installés à Barcelone.

Il faut donc y voir également une volonté de dépasser une autre anomalie historique aux yeux des fondateurs de CHA : la dictature franquiste. Rappelons, en effet, que la première UA de 1919 disparaît avec le coup d'état militaire du 17 juillet 1936. Le choix du nom sous-entend ainsi que, si la légalité républicaine n'avait pas été tronquée, ce premier parti nationaliste aragonais aurait probablement fait rentrer l'Aragon dans le camp des régions dotées d'un Statut d'Autonomie dès 1936. Voilà pourquoi, il a semblé nécessaire aux fondateurs de CHA, cinquante ans après presque jour pour jour, de récupérer un parti qui aurait probablement continué d'exister dans une région autonome –et, qui sait, la gouverner– si Franco et les autres rebelles n'en avaient décidé autrement. Peut-être faut-il voir aussi dans ce choix une façon de se réclamer d'une légalité républicaine finalement rendue impossible par la transition démocratique au nom du consensus entre héritiers du franquisme et antifranquistes. Certes, en 1986 CHA ne se proclame pas encore républicain mais le deviendra explicitement dans les congrès nationaux suivants en aspirant au retour de la république fédérale pour structurer l'État espagnol.

Finalement, selon les fondateurs de CHA, la transition démocratique et le rétablissement de l'autonomie dans les régions ont été largement déficitaires

[260] Parler d'autodétermination permet en outre de situer CHA parmi les PANE les plus ambitieux d'un point de vue national, tels que *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), et le *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) voire *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC) selon les époques, mais aussi avec les partis de gauche pas nécessairement nationalistes mais plutôt fédéralistes comme *Iniciativa per Catalunya* (ICV), *Partido Comunista de España* (PCE)… On est par conséquent loin des partis régionalistes de droite nés de façon opportuniste au moment de la transition démocratique (*Unidad Alavesa* (UA), *Unión del Pueblo Navarro* (UPN), *Partido Aragonés Regionalista* (PAR), *Unió Valenciana* (UV)…

pour l'Aragon d'où l'intérêt et le besoin de faire revivre ce parti nationaliste, l'instigateur principal, rappelons-le, du Congrès autonomiste de Caspe au printemps 1936. Les jeunes nationalistes de CHA arrivent à la conclusion qu'un demi-siècle plus tard –après une dictature nationale-catholique et ultra-nationaliste espagnole, une transition démocratique décevante et un accès à l'autonomie raté à leurs yeux– un second congrès[261] serait fort utile afin de doter l'Aragon d'une autonomie similaire à celles obtenues par la Catalogne, le Pays basque, et désormais la Navarre *forale* de l'après 1978, territoires qui sont par ailleurs les voisins les plus immédiats et donc les référents les plus proches, les modèles à suivre.

Mais cette fois ce n'est pas un congrès que ces jeunes Aragonais vont organiser, ils vont constituer un parti politique ambitieux et mieux structuré que les précédents. En outre, ce nouveau parti parvient à rassembler le cercle culturel de *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA), les anciens militants du PSA, MNA, PTA, INA et de jeunes universitaires quelque peu *afrancesados* si l'on peut dire et non pas 'catalanisés' comme au début du XXème siècle. Nous les appelons *afrancesados* car bon nombre d'entre eux proviennent du département de Philologie française de l'Université de Saragosse. Nous en avions discuté avec Chesús Bernal, spécialiste de littérature occitane:

> *estábamos varios profesores de filología francesa que opinábamos de esa manera y bueno, con el paso del tiempo da la casualidad que aquí en las Cortes estamos dos diputados que somos profesores de filología francesa, en el Ayuntamiento de Zaragoza nuestro portavoz y segundo teniente de alcalde de urbanismo de la ciudad es profesor de filología francesa pero básicamente, el hecho de que seamos profesores de filología francesa es porque existía una relación (también con otros que estudiaron historia en la misma facultad) personal que facilitó el que apostáramos en conjunto por crear* Chunta Aragonesista, *pero es una simple coincidencia. Hombre, en ese ámbito, nos hemos caracterizado por tener unos claros principios culturales, no sólo* afrancesados *(*afrancesados, *independientemente de* Chunta Aragonesista, *sí que lo somos un poco, pero en el sentido mejor de la palabra, no el que se empleaba peyorativamente en el siglo XIX en España), no nos gustaría ser* afrancesados *en el sentido de una visión centralista de la realidad porque precisamente apostamos por lo contrario*[262].

[261] Le second Congrès autonomiste de Caspe a effectivement lieu en 1976 mais il est 'trahi' par l'entrée de l'Aragon en 1982 dans l'État des autonomies par l'article 143.
[262] Voir l'entretien avec Chesús Bernal dans les annexes, p.32.

Après avoir consacré nos deux premières parties à tenter d'expliquer les origines et la tradition politique de *Chunta Aragonesista* (CHA), nous allons à présent étudier la base idéologique de ce parti politique aragonais, autoproclamé nationaliste, sa position par rapport aux autres mouvements périphériques d'Espagne ainsi que son évolution de 1986 à nos jours, sans oublier sa structure interne.

III/ BASE IDÉOLOGIQUE DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA) ET ACCUEIL SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE ARAGONAIS

1) La nation, le nationalisme, la nationalité

a. La nation

Avant d'entrer dans les définitions que font les militants de *Chunta Aragonesista* (CHA) de ces concepts, il nous a semblé indispensable de proposer des définitions générales. Pour cela, nous avons consulté quelques dictionnaires, une encyclopédie ainsi que des ouvrages théoriques de référence sur la question de la nation. Nous pouvons d'ores et déjà annoncer que le terme est polysémique et qu'il existe plusieurs conceptions de la nation selon les pays et selon l'époque.

Pour un ouvrage grand public français comme *Le Petit Larousse illustré*, la nation est :

> une communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire, et qui possède une unité historique, linguistique, religieuse, économique plus ou moins forte[263].

Cette définition met en avant l'idée d'un peuple (« communauté humaine ») vivant sur un territoire défini (« un même territoire ») partageant un certain nombre de traits identitaires (une langue, une religion, un mode de vie…). Les nations multilingues, multiethniques ou multi-religieuses seraient-elles alors exclues ? Seraient-elles autre chose ? Ne sont-elles pas des nations ? À notre avis cette définition atteste de la conception « raccourcie » de la nation : un pays, une langue. Elle est probablement le produit de l'amalgame État-nation dont la France est le cas paradigmatique. Paradoxalement, on n'évoque pas le problème de la souveraineté, ce qui laisse la porte ouverte aux nations qui ne coïncideraient pas avec les frontières d'un État ou qui pourraient être à cheval sur plusieurs États.

Pour le *Petit Robert*, la définition est plus nuancée :

[263] *Le Petit Larousse illustré*, Collection Petit Larousse, Paris, 2007.

> un groupe humain constituant une communauté politique, établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis, et personnifiée par une autorité souveraine[264].

Par cette définition, où l'on ne mentionne pas l'unité religieuse ou linguistique, les nations peuvent donc être plurilingues et pluriculturelles. En revanche, on n'envisage pas le cas des nations réparties sur le territoire de plusieurs États puisque l'on accorde une importance au représentant souverain de cette nation. On fait finalement converger la nation vers un État ou une structure administrative semblable à une entité étatique.

Le format et l'envergure du *Grand Robert de la langue française* permettent d'élargir ces définitions :

> Groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre ensemble.
>
> Groupe humain, en tant qu'il forme une communauté politique, établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis, et personnifiée par une autorité souveraine[265].

Nous trouvons pour la première fois une référence au volontarisme d'un peuple souhaitant constituer une nation (« la volonté de vivre ensemble »). Ernest Renan parla de « désir de vivre ensemble » lors de sa célèbre conférence en Sorbonne, « Qu'est-ce qu'une nation ?[266] ». La nuance territoriale est également digne d'être soulignée (« un territoire défini ou un ensemble de territoires définis »). Nous pourrions croire que cette définition de nation envisage des structures administratives multiples pour la nation en question, ce qui permettrait d'aller au-delà du cadre de l'État-nation. En revanche, la mention d'une « autorité souveraine » permet de justifier l'inclusion dans une même « nation » de territoires géographiquement éloignés, ce qui implique le rattachement national de colonies lointaines à une métropole, en l'occurrence européenne et, plus spécifiquement, française. Néanmoins, le *Grand Robert de la langue française* émet une nuance fort intéressante :

---

[264] *Le Petit Robert*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 2007.
[265] *Le Grand Robert de la Langue française*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 1988.
[266] Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, première publication : *Bulletin hebdomadaire*, Association scientifique de France, 26 mars 1882 ; dans *Œuvres complètes*, Paris, Calmann-Lévy, 1947 (édition établie par Henriette Psichari), tome I, section « Discours et conférences ».

> En ce sens, il convient de distinguer la *nation* et l'*État.* « L'idée de *Nation* implique une idée de spontanéité; celle d'*État,* une idée d'organisation qui peut être plus ou moins artificielle. Une nation peut survivre, même lorsqu'elle est partagée entre plusieurs États; et un État peut comprendre plusieurs nations » (Cuvillier, *Précis de philosophie,* t. II, p. 395).

Cette distinction nous paraît primordiale car l'amalgame fait entre l'État et la nation, notamment en France et en Espagne, longtemps paradigmes de l'État-nation et de la centralisation, a empêché d'envisager et de tenir compte de réalités nationales hors de tout cadre étatique. Dans son article « Le discours de la nation en Catalogne : mythe littéraire ? », Anne Charlon écrit :

> Les Nations existent-elles ?
>
> Bien sûr, me dira-t-on : il y a une Organisation des Nations Unies ; donc les Nations existent puisqu'elles s'unissent et s'organisent. Mais ne s'agit-il pas plutôt d'une Organisation des États Unis ?
>
> Il semble que, récemment, les historiens réunis à Montréal ont, pour la plupart, éludé l'épineux problème de la définition du mot «nation». Si l'on s'en remet aux dictionnaires il apparaît que la définition varie considérablement selon le pays ou l'époque où ont été rédigés ces dictionnaires. Qu'est-ce donc que la «Nation», cette chose indéfinissable ou variablement définie ? La variabilité des définitions ne conduit-elle pas à se demander avec Ernest Gellner si «les nations relèvent de la contingence» et «si l'idée normative de nation dans sa conception moderne n'a pas présupposé l'existence préalable de l'État».
>
> N'a-t-on pas excessivement gommé (pour des raisons souvent opposées) la présence de l'état, d'un état, non seulement dans la diffusion mais dans l'élaboration même du concept moderne de nation ? Et n'a-t-on pas excessivement réduit le rôle essentiel du phénomène d'opposition à un «autre» dans la construction du sentiment national, et donc dans l'acceptation par une collectivité de l'idée d'appartenance à une nation ? On pourrait, par exemple, trouver des similitudes dans l'élaboration des nations française et allemande que l'on oppose généralement dans leur conception. N'est-ce pas la coalition des princes en exil et de puissances étrangères qui soude la nation française, c'est-à-dire ceux qui veulent préserver la situation née de la Révolution contre ceux qui prétendent revenir à la situation antérieure ? (On peut d'ailleurs se demander ce que voulaient dire exactement les soldats de Valmy en reprenant le «Vive la Nation» de Kellermann : Vive la Révolution ? Vivent les acquis de la Révolution ? Vivent-nous ?).
> N'est-ce pas l'état français né de la révolution de 1789 qui élabore et diffuse le concept de nation ?
>
> N'est-ce pas autour de l'état prussien, des intérêts économiques qu'il représentait, et de sa volonté que s'est constituée la nation allemande ? Le ressentiment anti-français et la guerre de 1870 n'en ont-ils pas été le catalyseur ?
>
> N'est-ce pas alors le discours sur la nation qui fonde la nation ? Ne peut-on expliquer le caractère pompeux et vague des définitions données au mot

> «nation» par le désir de proposer un mythe immaculé et plus exaltant que la défense d'intérêts particuliers, la conquête ou la préservation d'un pouvoir[267] ?

Pour l'*Encyclaepedia Universalis*, l'orientaliste Maxime Rodinson va également en ce sens et propose une définition de la nation bien plus exhaustive que celles que nous avons déjà extraites de dictionnaires :

> Le peuple, l'ethnie, la nationalité, la nation sont des vocables différents pour désigner divers types de formations globales primaires : clans, tribus, villes et villages, cités-États, provinces. Ils impliquent tous un développement de solidarités unissant ces groupements ethniques ou territoriaux, ou encore à la fois ethniques et territoriaux. L'accord n'est pas fait sur l'affectation de chacun de ces termes-étiquettes à un type différent de formation. Il importe surtout de bien saisir qu'il existe une gradation infinie de formes et que les critères de différenciation sont multiples. [...]
>
> En Europe occidentale, dans la seconde partie du Moyen Âge, des monarchies puissantes, en France et en Angleterre, appuyées sur des bourgeoisies riches, influentes et dynamiques, créent des *États nationaux* (ou *nations-États*) qui englobent la majeure partie d'une ethnie dont les unités internes ont été à peu près complètement effacées par l'importance de l'intégration économique. [...]
>
> Au XIXème et au XXème siècle, la prédominance mondiale de l'État-nation, au moins en tant que type de groupement admis par tous comme supérieur, ainsi que la décadence corrélative des communautés religieuses comme type acceptable de groupement suprafonctionnel amènent la constitution d'une société des nations[268].

Comme le dit Anne Charlon, cette « société des nations » est en réalité une société des États, voire des États-nations car, depuis le XVIIIème siècle et la naissance de la nation moderne, la nation devient inhérente à l'État et les deux concepts sont dès lors indissociables. Ainsi, lorsqu'un territoire (quel qu'il soit) ne connaît pas de cadre étatique, il n'est pas considéré légitimement comme une nation. Autrement dit, on n'envisage pas l'existence de « nations sans État » (que l'on appelle parfois « nations culturelles ») même si elles présentent des facteurs socioculturels –souvent linguistiques[269]– qui les distinguent du reste de l'État-nation auquel elles sont rattachées. Cette exclusion constitue en soi un handicap pour la reconnaissance nationale des nations sans États, auquel

[267] Anne Charlon, « Le discours de la nation en Catalogne : mythe littéraire ? », Communication présentée lors du colloque international « Le discours sur la nation en Catalogne aux XIXème et XXème siècles », Paris IV-Sorbonne, 19,20 et 21 Octobre 1995 ; publiée dans les Actes du Colloque, Editions Hispaniques, Paris.

[268] *Encyclopaedia Universalis*, Tome 16, p.13-17, Éditions Encyclopaedia Universalis S.A., Paris, 1990.

[269] C'est le cas du Québec au sein de la confédération canadienne par exemple.

s'ajoute le discrédit de la part des États-nations constitués qui n'accordent une réalité nationale qu'aux territoires dotés d'un cadre étatique.

Nous avons fait remonter la naissance de la nation moderne à la fin du XVIIIème siècle, mais il faut rappeler que, très vite, dès le début du XIXème siècle, deux concepts, deux visions vont s'opposer. La première est issue de la Révolution française, la seconde du romantisme allemand en réaction à l'universalisme français. Toujours d'après Rodinson :

> Les doctrines de l'État comme totalité organique exigeant l'adhésion des individus se rencontrent chez Rousseau et, de façon plus explicite, chez Fichte, liées à l'activisme moral et à l'idéal kantien de détermination autonome du moi. Elles aboutissent chez Herder [...] à une apologie de la diversité nationale. Il s'agissait en partie d'une réaction allemande contre l'impérialisme culturel des Français camouflé sous leur universalisme. Pour Herder, les nations sont caractérisées par des langages originaux en lesquels se coagule leur expérience vécue. Chaque nation a vocation à former un État qui seul peut lui permettre d'échapper à l'assimilation. Les nationalismes débouchent sur une doctrine générale du nationalisme. [...]
>
> Les conflits nationaux se sont légitimés en partie par des polémiques sur la définition du groupe national comme celle de Renan contre les théoriciens allemands[270].

Le concept révolutionnaire français de la nation est républicain et propose une définition volontariste : la volonté des citoyens, partageant un certain nombre de valeurs et de traits identitaires, de vivre ensemble. Cette vision est reprise par Ernest Renan au XIXème siècle ; nous avons déjà dit qu'il parle de « désir de vivre ensemble», ajoutons sa célèbre formule du « plébiscite de tous les jours », autre passage très connu de son discours, qui va dans le même sens : rien n'est acquis ni déterminé, il faut au contraire s'en donner les moyens en mettant à contribution, bien sûr, des éléments communs d'identification (origines, histoire, langue(s)…).

La vision allemande, essentialiste, insiste davantage sur l'origine, sur l'essence du peuple allemand qui aurait une âme, le *Volksgeist* comme l'appelle Herder dès la fin du XVIIIème siècle. Comme le dit de nouveau Rodinson :

[270] *Op.Cit.*

> On attribue aux divers groupes un ensemble de traits, une personnalité, un « caractère » du même type que ceux qu'on reconnaît à un individu. Ces traits peuvent correspondre partiellement parfois à des observations sur des faits réels. Mais ils sont « essentialisés ». Ils généralisent à l'ensemble du groupe des traits qui peuvent être valables pour une partie seulement de ses membres. Ils les éternisent et les rattachent à une « vocation » éternelle, à une essence immuable dont le groupe ne peut et ne pourra jamais se défaire[271].

Une preuve de la différence d'approche entre les écoles française et allemande est qu'aujourd'hui encore, l'acquisition des nationalités allemande et française ne se fait pas selon les mêmes critères : par droit du sang pour la première contre le droit du sol pour la seconde. Si le principe de nationalité semble immuable dans ces deux pays, ce n'est pas le cas de la théorie de la nation et des nationalismes qui a évolué au cours du XXème siècle.

Ainsi Eric Hobsbawm et Ernest Gellner ont-ils démontré que les nations ne sont pas à l'origine d'un État mais, au contraire, le produit d'un État et d'une idéologie nationaliste. C'est ce que déclare Eric Hobsbawm:

> Les nations, nous le savons maintenant [...] ne sont pas comme le pensait Bagehot, « aussi vieilles que l'histoire ». Le sens moderne du mot, d'ailleurs, ne remonte pas au-delà du XVIIIème siècle, à quelques exceptions près [...] le nationalisme vient avant les nations. Ce ne sont pas les nations qui font les États et le nationalisme ; c'est l'inverse[272].

Ernest Gellner, quant à lui, affirme:

> En fait, les nations comme les États, relèvent de la contingence et non de la nécessité universelle. Ni les nations ni les États n'existent en tout temps et en toute circonstance. De plus, les nations et les États ne relèvent pas de la *même* contingence. Le nationalisme affirme qu'ils étaient destinés l'un à l'autre, que l'un sans l'autre est incomplet et constitue une tragédie. Mais avant de devenir promis l'un à l'autre, il a fallu qu'il y ait émergence de l'un et de l'autre, et cette émergence était indépendante et contingente. Sans aucun doute l'État a émergé sans le concours de la nation et certaines nations ont émergé sans la bénédiction des États auxquels elles appartiennent. Mais, on peut se demander si l'idée normative de nation, dans son acception moderne, n'a pas présupposé l'existence préalable de l'État. [...]
>
> 1. Deux hommes sont de même nation si et seulement s'ils partagent la même culture quand la culture à son tour signifie un système d'idées, de signes, d'associations et de modes de comportements et de communication.

[271] *Op.Cit.*
[272] Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Folio Histoire, Paris, 1990, p.15 et p.28.

2. Deux hommes sont de même nation si et seulement s'ils se reconnaissent comme appartenant à la même nation. En d'autres termes, ce sont les hommes qui font les nations ; les nations sont des artefacts produits par les convictions, la solidarité et la loyauté des hommes. Une simple catégorie de personnes (disons, par exemple, les occupants d'un territoire, les locuteurs d'une langue donnée) devient une nation si et quand les membres de cette catégorie se reconnaissent, avec fermeté, certains droits et devoirs mutuels, réciproquement, en vertu de leur commune adhésion. C'est leur reconnaissance mutuelle en tant que personnes de ce type qui les transforme en nation, en non leurs autres attributs communs, quels qu'ils puissent être, qui séparent cette catégorie des individus qui ne sont pas membres de cette nation[273].

Il apparaît clairement, donc, que les nations sont le produit de l'homme et d'une conviction, non le produit d'une conscience nationale « naturelle » imposée par l'ordre des choses. Dès lors que l'on considère et l'on souhaite former une nation –on retrouve l'idée de volonté de Renan– et que l'on dispose de bases communes (quelles qu'elles soient), alors on peut parler de nation.

Ainsi, comme le dit également Anne-Marie Thiesse:

> Rien de plus international que la formation des identités nationales. Le paradoxe est de taille puisque l'irréductible singularité de chaque identité nationale a été le prétexte d'affrontements sanglants. Elles sont bien pourtant issues du même modèle, dont la mise au point s'est effectuée dans le cadre d'intenses échanges internationaux. Les nations modernes ont été construites autrement que ne le racontent leurs histoires officielles. Leurs origines ne se perdent pas dans la nuit des temps, dans ces âges obscurs et héroïques que décrivent les premiers chapitres des histoires nationales. La lente constitution de territoires au hasard des conquêtes et des alliances n'est pas non plus genèse des nations : elle n'est que l'histoire tumultueuse de principautés ou de royaumes. La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver. Les premiers exemples ne sont pas antérieurs au XVIIIème siècle : pas de nation au sens moderne, c'est-à-dire politique, avant cette date[274].

Toutes les nations ne seraient-elles que le produit d'une invention ? D'une auto-persuasion ? D'une conviction ?

Nous avons vu dans notre première partie que Bernard Guenée va également en ce sens[275].

Ainsi, toutes les nations sont légitimes dans la mesure où elles sont toutes le produit d'une invention idéologique au service d'un État ou de la revendication d'un État. En outre, elles confortent leur légitimité par une

[273] Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Bibliothèque historique Payot, Paris, 1989, 17-18.
[274] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales*, Folio Histoire, Paris, 1999, p.11.
[275] Voir note 31, p.12.

Histoire commune qui rend impossible toute remise en cause. Il faut une base volontariste chez une partie de la population jugée suffisante pour légitimer ce sentiment. Comme l'affirme Thiesse :

> La nation naît d'un postulat ou d'une invention. Mais elle ne vit que par l'adhésion collective à cette fiction. Les tentatives avortées sont légion. Les succès sont les fruits d'un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir de s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif. Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement l'avoir enseigné. La mise au point d'une pédagogie a été le résultat d'observations intéressées sur les expériences menées dans d'autres nations et transposées lorsqu'elles semblaient efficientes[276].

C'est également la thèse d'Eric Hobsbawm.

> Ainsi donc, ni les définitions objectives ni les définitions subjectives ne sont satisfaisantes, et les unes comme les autres sont trompeuses. Dans tous les cas, l'agnosticisme est la meilleure attitude que puisse adopter un étudiant qui s'aventure pour la première fois dans ce domaine, et ce livre ne proposera aucune définition *a priori* de ce qui constitue une nation. Nous prendrons comme hypothèse de travail que tout groupe suffisamment important en nombre dont les membres se considèrent comme faisant partie d'une même « nation » sera considéré comme tel[277].

À notre avis, cette « mise au point d'une pédagogie » dont parle Thiesse est probablement ce qui illustre le mieux ce qu'est le nationalisme d'État : transmettre l'idée de la nation, le sentiment national, l'amour de la patrie, au moyen de l'instruction obligatoire et gratuite pour tous les élèves reconvertis en apprentis citoyens. L'endoctrinement est quasi religieux, d'où la comparaison faite parfois entre le nationalisme et une religion laïque. En France, l'instruction publique mise en place par Jules Ferry constitua une véritable machine à faire des citoyens français partageant une langue, une nation, une Histoire nationale et un amour presque filial pour cette Mère patrie. Dès lors qu'un État se donne les moyens de faire des citoyens nationaux, la nationalisation de l'État est en marche, la création de la nation une question de temps.

En revanche, en Espagne, comme le souligne Borja de Riquer, la faiblesse de l'État espagnol du XIXème siècle –décadent et préoccupé par ses

[276] *Op. Cit.* p.14.
[277] *Op. Cit.* p.28.

guerres internes et externes– empêche la création d'un réseau solide d'écoles publiques qui aurait permis, entre autres, de consolider et de cristalliser un sentiment national espagnol fort. Cette faiblesse est la raison pour laquelle l'État espagnol n'a pas pu freiner l'émergence de nationalismes alternatifs plus séduisants, les nationalismes périphériques (catalan, basque, galicien, aragonais[278]…).

Mais quelle est au juste la définition que l'on fait de la nation en Espagne ? Est-elle plutôt philo-française ou philo-allemande ? L'Espagne a-t-elle sa propre définition ? Y en a-t-il plusieurs ? Sont-elles homogènes ? Nous allons tenter de répondre à ces questions par l'étude des définitions proposées par différents dictionnaires de référence.

Si l'on prend le *Casares*, nous trouvons à « *nación* » la seule définition suivante:

> *Conjunto de los habitantes de un país regido por un mismo gobierno. Territorio de ese país*[279].

Le dictionnaire se définit comme idéologique (c'est-à-dire qu'il classe les mots selon un ordre d'idées ou de concepts) et il ne croit pas si bien dire. Nous sommes en plein franquisme et la définition s'ajuste au concept nationaliste espagnol du régime. Là où il y a un gouvernement il y a un pays et donc une nation. On ne parle pas d'État mais de pays. Pour l'Espagne, la seule nation possible est bien l'Espagne puisqu'il n'y a qu'un seul gouvernement espagnol. L'Espagne républicaine, avec des gouvernements basque et catalan, a remis en cause cette nation si l'on se réfère à cette définition. La seule nation envisageable est l'Espagne, les différentes parties de cette nation sont donc seulement des régions et ne peuvent aucunement s'ériger en tant que nations.

La *Real Academia Española* propose quant à elle:

1. *Conjunto de los habitantes de un país regido por el mismo gobierno.*
2. *Territorio de ese mismo país.*

[278] Borja de Riquer i Permanyer, « La débil nacionalización española del siglo XIX », *Historia social*, n°20, otoño 1994.
[279] *Diccionario ideológico de la lengua española*, Julio Casares Sánchez, Editorial Gustavo Gili, Barcelone (1959).

3. *Conjunto de personas de un mismo origen étnico y que generalmente hablan un mismo idioma y tienen una tradición común*[280].

Il s'agit donc d'une définition proche de celle du *Casares* où le terme définit aussi bien les habitants que le territoire. Mais le *Diccionario de la Real Academia Española* (DRAE) ajoute les concepts d'ethnie, de langue et de culture, ce qui rapproche la définition de la vision essentialiste de la nation et donc de la conception allemande. La langue pose le problème du multilinguisme tempéré par l'adverbe « *generalmente* » qui laisse la porte ouverte à des nations où la langue ne serait pas nécessairement l'élément commun.

Le dictionnaire de María Moliner propose:

1. Comunidad de personas que viven en un territorio regido todo él por el mismo gobierno y unidas por lazos étnicos o de historia. *. Esa comunidad, junto con el territorio y todo lo que pertenece a él. *Comunidad de personas de la misma raza, con los mismos usos, particularmente el mismo idioma, que, por alguna razón histórica ocupa un territorio dividido entre varios países. *Se aplica también, por ejemplo, al pueblo judío en su totalidad, aunque no esté reunido en un territorio*[281].

María Moliner introduit la notion historique : une nation partage une même histoire, c'est l'un des aspects que l'on retrouve souvent dans les définitions. Mais nous avons vu que l'histoire est souvent instrumentalisée pour justifier l'existence d'une nation et que ce sont les historiens eux-mêmes qui créent les histoires nationales et donc les nations. La célèbre bibliothécaire aragonaise parle également de langue, notion à laquelle elle adjoint un adverbe, *particularmente*, laissant entendre, comme pour la RAE, que le facteur linguistique n'est pas déterminant et les nations plurilingues sont par conséquent envisageables. Quant à l'ethnie et la race, il ne faudrait évidemment pas interpréter et analyser ces termes avec la connotation péjorative d'aujourd'hui puisque la rédaction de ce dictionnaire remonte bien avant la mondialisation et le multiculturalisme. Finalement, notre lexicographe évoque explicitement les nations sans État à cheval sur plusieurs « *países* » (nous comprenons États) comme par exemple le peuple kurde, la nation kurde. Ici, nation est clairement synonyme de peuple, elle peut donc être répartie sur plusieurs territoires. Si l'on applique cette définition au cadre franco-espagnol,

[280] www.rae.es
[281] *Diccionario de uso del español María Moliner*, Editorial Gredos, Madrid (1988).

peut-on l'appliquer aux nations basque et catalane, également à cheval sur plusieurs États ? Nous ne saurions répondre. Néanmoins, la mention aux nations sans États permet d'affirmer que la définition de l'Aragonaise s'éloigne quelque peu de la définition franquiste de « nation » que l'on retrouve très clairement dans les deux premiers dictionnaires.

Les définitions de ces trois dictionnaires de langue castillane (espagnole, disent leur titre) nous semblent en tout cas bien différentes de la définition proposée par le dictionnaire de référence de la langue catalane, le DIEC : *Diccionari de l'Institut d'Estudis Catalans*, l'équivalent catalan du DRAE.

> *Conjunt de persones que tenen una comunitat d'història, de costums, d'institucions, d'estructura econòmica, de cultura i sovint de llengua, un sentit d'homogeneïtat i de diferència respecte a la resta de comunitats humanes, i una voluntat d'organització i de participació en un projecte polític que pretén arribar a l'autogovern i a la independència política*[282].

La différence est majeure par rapport à celles que nous avons vues précédemment, à tel point que nous avons davantage l'impression de lire une définition de « nation sans État » ou de « nation culturelle » plutôt que de « nation ». En effet, la définition catalane fait mention de l'histoire et de la langue (*sovint*) mais elle ajoute la structure économique (on doit y voir une allusion à la Catalogne, plus industrialisée que le reste de l'Espagne), le sentiment d'appartenir à une nation différente (le sentiment catalan qui semble « naturel » face au sentiment espagnol, lui, artificiel et imposé) qui a pour vocation de devenir totalement autonome voire indépendante (*autogovern* et *independència*). Il faut souligner, toutefois, que l'on ne retrouve pas cette définition dans la version en ligne du *DIEC* qui est :

> *1. Comunitat de persones que participen d'un sentiment d'identitat col·lectiva singular, a partir d'una sèrie de característiques compartides en el camp cultural, jurídic, lingüístic o altre.*
>
> *2. Organització política d'una comunitat amb identitat nacional.*

[282] *Diccionari de la llengua catalana*, Institut d'Estudis Catalans, (1995).

Cette définition nous semble correspondre davantage au terme « nation » et non plus à la notion de « nation sans État » assujettie à un État, souvent oppresseur, qui tente d'homogénéiser toutes les composantes de cet État afin d'atteindre l'objectif de « l'État-nation » parfait.

Lisons à présent la définition que fait la *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA) non pas de « nation » mais de « *Nación Aragonesa* (sic)» :

> *No ha sido elaborada ninguna teoría que permita definir con exactitud qué es una nación, y sólo se ha llegado en la actualidad a definiciones descriptivas de su contenido. Las primeras formulaciones del nacionalismo aragonés se llevan a cabo a partir del debate comenzado en* El Ebro*, revista de la Unión Aragonesista de Barcelona, durante el verano de 1919. No existe todavía una formulación clara de cuáles son los elementos que definen a Aragón como nación, aunque se hace especial hincapié en la Historia, y se incluyen elementos como la lengua (primeras formulaciones del aragonés como lengua), e incluso se llega a hablar de raza, a la que se le da el contenido que hoy tiene en la investigación la palabra etnia. Aunque antes de estas formulaciones había sido utilizada con frecuencia la palabra nación, carecía del contenido que se le da modernamente.*
>
> *Los dos teóricos más importantes de esta época son Gaspar Torrente, que representa el nacionalismo radical (que pronto se inclina hacia* Estat Català*, y luego* Esquerra Republicana de Catalunya*), y Julio Calvo Alfaro, que representa el nacionalismo moderado. Si bien en ambos casos la teorización es aún incipiente. Torrente presenta niveles más avanzados, mientras Calvo Alfaro confunde los términos de nación y estado. Gran importancia tiene también el II Congreso de Juventudes Aragonesistas, celebrado en Barcelona en octubre de 1921, donde se realiza un notable intento de teorización, aunque con escasos resultados. Por lo que respecta al regionalismo conservador zaragozano, los escasos intentos de teorización parten de Andrés Giménez Soler, que introduce definiciones cercanas a las del integrismo; y recalca en todo momento la unidad de España, frente al nacionalismo radical que a comienzos de la década de los 20 habla de independencia.*
>
> *Después de la gran laguna que representan los cuarenta años de franquismo, renacen en Aragón los movimientos nacionalistas con la creación, a mediados de 1977, del Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés. Éste intenta las primeras definiciones de Aragón como nación, definiendo a ésta como «conjunto de vínculos materiales, espirituales o afectivos, que ligan a los habitantes de un territorio, concretadas en la participación en una misma cultura, junto con la conciencia de pertenecer a una comunidad diferenciada, con un pasado histórico común y propio, en el que se reconocen, y especialmente con un porvenir que debe ser autónomamente determinado por los integrantes de esa comunidad». Esta definición era todavía muy vaga, dado que en cualquier comunidad el conjunto de vínculos existe, y lo necesario es precisar cuándo puede hablarse de comunidad nacional*[283].

[283] « *Nación Aragonesa* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com. Cette définition montre bien que les rédacteurs de la *GEA* sont plutôt sensibles à l'aragonésisme, c'est-à-dire au sentiment national pour leur propre nation, comme le sont d'ailleurs tous les instigateurs

Cette dernière définition nous rappelle que le terme « nation » n'a pas vraiment de définition objective et que l'on peut apporter des nuances qui permettent d'instrumentaliser l'usage du terme. Nous allons retrouver cela également dans la définition de « nationalisme » en raison du radical commun.

b. Le nationalisme

Le terme « nationalisme », en tant que mot de la même famille que « nation » est tout aussi polysémique. Dans l'*Encyclopaedia Universalis*, le début de la définition écrite par Raoul Girardet, spécialiste du nationalisme français, est explicite :

> Il n'est guère de mot, dans le vocabulaire historique et politique de l'époque contemporaine, plus chargé d'ambiguïté que celui du nationalisme. […]
> Il peut en effet être péjorativement employé pour stigmatiser certaines formes outrancières de patriotisme, devenant alors synonyme de chauvinisme. Il peut encore désigner les revendications d'un peuple assujetti aspirant à l'indépendance (les nationalismes polonais, irlandais etc.). Il peut enfin servir d'étiquette et de profession de foi à certaines écoles et à certains groupements qui, affirmant la primauté dans l'ordre politique de la défense des valeurs nationales et des intérêts nationaux, sont généralement classés à droite ou à l'extrême droite de l'opinion politique (les nationalismes barrésien, maurrassien, etc.). […]
> Dans leur dernière vague, par contre, à la fin du XIXème siècle et au début du XXème ils apparaissent le plus souvent liés aux idéologies conservatrices, autoritaires ou antidémocratiques[284].

Le *Grand Robert de la langue française* fait également référence à la connotation « droitière » du terme « nationalisme » :

> Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à ce qui constitue le caractère singulier, les traditions de la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une certaine volonté d'isolement[285].

---

d'encyclopédies nationales (catalane, française, britannique…). Le projet de la GEA est en effet né dans l'orbite culturelle d'*Andalán* autour d'Eloy Fernández Clemente.

[284] *Encyclopaedia Universalis*, Tome 16, p.17-19, Éditions Encyclopaedia Universalis S.A., Paris, 1990.

[285] *Le Grand Robert de la Langue française*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 1988.

Ce premier sens va même encore plus loin dans l'ancrage à l'extrême droite du terme « nationalisme ». On y parle de xénophobie et d'isolement, des concepts qui s'appliquent généralement au nationalisme entendu comme un repli identitaire, nombriliste, un désir d'autarcie, un nationalisme méfiant de l'étranger et par conséquent raciste. Si l'on se reporte à la définition de « nationaliste », on nous propose comme premier synonyme le terme « fasciste ». Nous pouvons donc affirmer, nous semble-t-il, que les termes « nationalisme » et « nationaliste » ont très mauvaise presse et renvoient à des connotations fascisantes et racistes qui rappellent le contexte des années 1930. C'est en tout cas le sens de ces termes car ils répondent à la politique menée par un État-nation. En revanche, lorsqu'il s'agit de nations sans État, ces termes semblent acquérir d'autres sens :

> Nationalisme : Doctrine, mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation plus ou moins autonome.
> Nationaliste : Qui est partisan du nationalisme politique […] Autonomie ; autonomiste.

On s'aperçoit que les deux sens sont par conséquent très éloignés sémantiquement. D'un côté, nous avons une connotation fasciste, raciste et d'extrême droite alors que, de l'autre, nous avons un sentiment autonomiste, apparemment légitime (« le droit de former une nation »), d'une nation sans État, donc, qui lutte pour se constituer en tant que nation (faut-il comprendre État ?) « plus ou moins autonome » (veulent-ils dire indépendante ?).

Ce grand écart sémantique prouve, à notre avis, qu'il faut distinguer deux types de nationalismes, celui d'un État-nation opposé à celui d'une partie de cet État qui lutte pour son autonomie. C'est en tout cas ce que dit la Déclaration de Cracovie du 8 juin 1994:

> Face à la renaissance des phénomènes nationaux auxquels on assiste aujourd'hui dans toute l'Europe, une distinction nette doit être introduite entre l'affirmation du fait national comme expression d'une identité collective et de résistance à l'oppression, et le néonationalisme qui se présente comme idéologie exclusive de l'intérêt national, y compris dans une forme agressive, annexionniste –et même raciste[286].

[286] P. Sabourin, *Les nationalismes européens*, Que sais-je ?, PUF, p.4-5.

C'est ce que dit également Raoul Girardet dans l'*Encyclopaedia Universalis* :

> Il va de soi que le nationalisme d'un peuple assujetti n'est pas de même nature que le nationalisme du peuple qui le domine. Surtout, il convient, semble-t-il, de distinguer entre le nationalisme affirmant sa volonté de créer un État-nation et le nationalisme s'exprimant dans le cadre d'un État-nation déjà constitué[287].

Y aurait-il, alors, un nationalisme plus légitime qu'un autre ? En tout cas le premier est clairement diabolisé alors que le second semble légitime dans la mesure où il se construit et lutte contre un nationalisme d'État-nation.

Il est vrai que le nationalisme des États-nations renvoie plutôt aux nationalismes identitaires, belliqueux –agressifs ou défensifs–, à l'impérialisme, au colonialisme, à la guerre. En revanche, lorsque « nationalisme » est synonyme d'« autonomisme », l'indépendance de la nation revendiquée est nécessairement le but ultime de cette lutte nationaliste.

Or, certains États ont choisi des formules –fédérales ou confédérales notamment– où l'autonomie maximale d'un territoire ne remet pas en cause les frontières d'un État. Ainsi, les revendications autonomistes ne sont pas (toujours et même en général) synonymes de volonté indépendantiste. Peut-on alors les qualifier de « nationalistes » ?

S'ajoute à cela un second problème lexical. En effet, dans les instances de l'Union Européenne (UE), on parle de « Comité des Régions », de « régions européennes », et donc de « régionalisme », souvent, pour parler par exemple de la question catalane, basque, écossaise ou flamande. Cette acceptation du terme « régionalisme » dont font preuve ces nationalismes consolidés au sein de l'UE répond peut-être aussi à une volonté très pragmatique de ceux-ci de se défaire de la connotation péjorative du terme « nationalisme » plutôt associé en Europe à celui de l'État-nation. La différence entre les termes « région/régionalisme » et « nation/nationalisme » semble purement lexicale. Ces termes sont souvent indistinctement utilisés, bien que, en réalité, leur usage en dise long sur la perception du territoire revendiqué. Mais en Espagne, les termes de « région » et de « régionalisme » sont, au contraire, généralement

[287] *Op.Cit.*

employés pour désigner des mouvements modérés, conservateurs ayant des revendications *a minima*.

La polysémie du terme « nationalisme » est donc manifeste. L'historien aragonais Carlos Forcadell Álvarez, très critique vis-à-vis des nationalismes péninsulaires, s'en est ainsi expliqué :

> *El nacionalismo es una especie de rompecabezas teórico, político e histórico, cuya configuración y función cambian constantemente "como la nube con la que Hamlet burló a Polonio", que puede interpretarse, a voluntad, "como un camello, una comadreja o una ballena aunque no sea ninguno de ellos" (Hobsbawm), en el que caben líderes tan diversos como Garibaldi, Franco, Azaña, Pujol, Iñaki de Rentería o Sadam Hussein*[288].

Les exemples fournis, qui incluent des dictateurs d'extrême-droite et un terroriste de l'ETA, trahissent à notre avis l'antinationalisme de l'auteur dont nous parlions. Néanmoins, Forcadell synthétise à la perfection les thèses des derniers théoriciens de la nation :

> *Todos convienen en señalar que nación y nacionalismo son fenómenos históricos, "modernos", que sólo comparecen cuando hay estados, en la hora del tránsito de una sociedad agraria tradicional a las nuevas formas de organización social y política derivadas de la industrialización, la secularización, la alfabetización, el acceso de las masas a la política, de la existencia de un sistema educativo global protegido por un estado. […]*
>
> *El nacionalismo [es] el que precede a las naciones y no al revés, por lo cual "las culturas cuya resurrección y defensa se arroga el nacionalismo son con frecuencia de su propia invención" (Gellner). […]*
>
> *Incluso otras interpretaciones confrontadas con esta línea explicativa dominante ("primordialistas"), más comprensivas del "nacionalismo" y defensoras de una existencia del hecho nacional anterior a los trastornos de la modernidad, representadas en la reciente bibliografía en castellano por los libros de Guibernau (1996) y Llobera (1994), reconocen la validez de las teorías sobre el nacionalismo predominantes, aunque las critican por limitadas e insuficientes. Llobera acepta que la nación es una invención política moderna que cobra existencia a partir de la revolución francesa, admite que todos los nacionalismos son invenciones, y que esa invención de la nación y de la historia se da en todas partes, y mediante mecanismos explicados a partir de esas obras (Gellner, Hobsbawm, etc.) en las que hay un consenso mayoritario, pero explica que el éxito o el fracaso de los nacionalismos depende de que esos movimientos encuentren una referencia étnica (cultural) anterior que él encuentra en la Edad Media: "los*

[288] Carlos Forcadell, « Las fantasías históricas del aragonesismo político », *Nacionalismo e historia*, Institución Fernando el Católico, Diputación Provincial de Zaragoza, Saragosse, 1998, p.143-145.

nacionalismos modernos sólo pueden tener éxito si están arraigados en el pasado medieval" (Llobera, El Dios de la modernidad, *1996)*[289].

Pour le cas aragonais, Forcadell observe que le nationalisme aragonais avait les mêmes arguments médiévaux pour réussir (*los mismos resortes*[290]) que les grands nationalismes (d'État-nation ou de nations sans État) mais que son succès n'a pas, selon lui, été confirmé, à tel point qu'il exprime clairement ses doutes sur le bien-fondé de ce nationalisme : « *La oferta de «Nacionalismo» desde Aragón ha sido tan minoritaria como escasamente seria y fundamentada*[291]».

Ainsi donc, comme nous l'avons vu tout au long de cette sous-partie, à la fin du XIXème siècle, lorsque les différents mouvements régionaux de renouveau culturel (*Renaixença* en Catalogne, *Rexurdimento* en Galice…) évoluent vers l'organisation politique, ceux-ci s'affirment régionalistes, si l'on se réfère au nom donné à leurs mouvements, dans la mesure où ils considèrent que le territoire revendiqué est une « région » et la langue « régionale ». Par conséquent, les premiers partis politiques se disent « régionalistes » : *Lliga regionalista* (1901) en Catalogne, *Unión Regionalista Aragonesa* (1914) en Aragon. La « nation », quant à elle, reste associée à l'État ; elle reste donc espagnole. L'évolution vers l'idée de « nation culturelle » ou de « nationalité » prend un certain temps, le même qu'il faut aux premières organisations régionalistes issues de la bourgeoisie pour laisser place à d'autres forces politiques –progressistes et ouvriéristes– qui se qualifient de « nationalistes » sans toutefois aller jusqu'à revendiquer l'indépendance. Est-ce une contradiction ? Les autonomistes cessent-ils d'être « nationalistes » dès lors qu'ils ne réclament pas l'indépendance de leur pays ou de leur région ? Deviennent-ils alors simplement « régionalistes » ? Y a-t-il un décalage quant à la perception de ces différents termes selon les régions et les pays dans lesquels nous nous trouvons ?

[289] *Op. Cit.*, p. 145.
[290] *Ibidem.*
[291] *Ibidem.*

c. La nationalité et le principe des nationalités

Nous avons vu dans la première partie que dès le XIVème siècle s'établit une définition de la nationalité aragonaise. Cette définition se fait par réaction à la supériorité démographique, économique et politique des comtés catalans sur le Royaume d'Aragon. Les hauts-fonctionnaires dudit royaume doivent être aragonais. C'est alors que les Cortès proposent une définition de ce qu'est être aragonais. Elle se rapproche du concept républicain français dans la mesure où le droit du sol et le droit du sang convergent : on est aragonais si l'on naît en Aragon (droit du sol) ou bien si l'on naît à l'étranger de parents aragonais (droit du sang). Cette définition précoce de la nationalité aragonaise atteste évidemment d'un sentiment proto-national aragonais construit, comme tous les sentiments nationaux, contre un autre (ici la Catalogne) perçu comme une menace. C'est aussi la lecture que fait le professeur André Thépot pour définir le principe des nationalités pour l'*Encyclopaedia Universalis* :

> On peut noter dès le Moyen Âge des manifestations de sentiment national, mais celui-ci apparaissait plus comme une réaction contre une menace extérieure que comme une conviction raisonnée et permanente. […][292]

Les antinationalistes objectent souvent aux nationalistes qu'il vaut mieux s'occuper des Droits de l'Homme plutôt que des Droits des peuples et vont parfois jusqu'à remettre en cause l'existence ou la pertinence des Droits des peuples. C'est sans compter sur le fait que, comme le dit Thépot :

> […] la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen implique en fait une déclaration du droit des peuples. Si la souveraineté réside dans la nation et si, d'autre part, la loi est l'expression de la volonté générale, il s'ensuit que seule cette volonté générale est compétente pour créer, aliéner ou transformer la souveraineté. C'est dans ses conditions que l'Assemblée constituante proclama très tôt le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. […] Désormais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devint une des idées forces de la politique extérieure de la République française. Et Carnot le formulait ainsi : « Nous avons pour principe que tout peuple, quelle que soit l'exiguïté du pays qu'il habite, est absolument maître chez lui ; qu'il est l'égal en droit du plus grand et que nul autre ne peut légitimement attenter à son indépendance »[293].

[292] *Encyclopaedia Universalis*, Tome 16, p.23-25, Éditions Encyclopaedia Universalis S.A., Paris, 1990.

[293] *Op.Cit.*

Nous savons néanmoins que, par la suite, ce discours n'a pas été appliqué partout de la même façon. En tout cas, les États-nations que sont la France et l'Espagne ne l'ont pas appliqué à leur politique coloniale d'outre-mer (ou leur politique intérieure, si l'on considère que la formation territoriale comporte des éléments de colonisation). C'est à partir de ce moment que les États-nations nient la condition de nation aux « régions » culturellement différenciées ou récemment annexées dans le territoire dudit État-nation. Dans cette conception, les « localismes » internes à un État-nation ne sauraient être des « nationalismes » mais des « régionalismes ». Il ne s'agit pas simplement d'une bataille linguistique : derrière cette nuance, se cache en effet une démarche qui a pour objectif de rendre illégitimes les luttes « régionalistes » afin que seuls les « nationalismes » des États-nations soient légitimes, et restent opposés aux « nationalismes » des « nations sans État », devenus « régionalismes » ou « localismes ».

Ainsi, *Chunta Aragonesista* (CHA) souhaite s'inscrire dans la cause « légitime » des nationalismes, celle de la lutte des peuples pour le droit démocratique à disposer d'eux-mêmes. Les régionalismes –entendus comme plus modérés– sont parfois décriés, en Espagne en particulier, car ils sont assimilés à ce que l'on a qualifié d'égoïsme régional des territoires les plus riches. Mais nous allons voir maintenant que CHA se défend de toutes ces attaques et clame son nationalisme internationaliste et solidaire aux côtés de tous les peuples opprimés de ce monde.

2) La nation et le nationalisme de *Chunta Aragonesista* (CHA)

Nous avons vu que les fondateurs d'UA-CHA définissent explicitement l'Aragon comme une « nation » en s'appuyant sur le fait qu'il a été pendant sept siècles un état indépendant, ce qui justifie largement à leurs yeux qu'il doive de nos jours s'ériger, au minimum, et dans le respect de la Constitution espagnole, en tant que « nationalité » ou plutôt « nationalité historique »[294]. À l'argument historique mis en avant par les nationalistes aragonais, fondamental dans la justification de n'importe quel nationalisme, s'ajoute un autre élément essentiel : la langue vernaculaire différenciée. Les nationalistes aragonais revendiquent donc énergiquement les deux langues vernaculaires de l'Aragon (l'aragonais et le catalan) bien que la langue maternelle d'une écrasante majorité des Aragonais (96%)[295] soit le castillan en raison, entre autres, de l'assimilation linguistique progressive de l'aragonais par le castillan.

L'autre argument utilisé pour justifier le bienfondé du nationalisme aragonais d'UA-CHA est la menace de l'agression extérieure qui met en danger la survie de la nation aragonaise, déjà malmenée d'un point de vue économique par la puissance des territoires limitrophes. Ainsi ces militants d'UA-CHA jugent-ils que le territoire aragonais est menacé par une colonisation interne et internationale, à leurs yeux inadmissible et comparable à l'impérialisme exercé par les États-Unis d'Amérique sur l'Amérique ibérique.
Ce sont donc surtout ces trois axes (histoire, langues et menaces) qui justifient le besoin de fonder une force politique démocratique qui a pour mission essentielle de défendre cette « nation aragonaise », de résister aux agressions extérieures qui semblent vouloir assujettir et/ou spolier l'Aragon de ses ressources. À l'évidence, la nature de ce parti ne peut donc être que « nationaliste ». C'est le sens que donnent en tout cas les fondateurs d'UA-CHA à l'adjectif « *aragonesista* ». La « nation aragonaise » serait constituée *a*

[294] Adjectif accolé peu à peu par la classe politique et la presse au terme constitutionnel de « nationalité » afin de légitimer le distinguo entre « régions » et « nationalités ». Autrement dit, les raisons historiques sont nécessaires pour dépasser le stade de région et devenir une nationalité.
[295] D'après le sociolinguiste Natxo Sorolla, de la *Xarxa Cruscat* dont nous parlerons ultérieurement, il y aurait 3% d'Aragonais catalanophones (environ 40 000 personnes). D'après l'Unesco, il y aurait 1% de locuteurs natifs de langue aragonaise, entre 10 000 et 12 000 personnes.

fortiori d'un « peuple aragonais » qui aurait le droit, comme tous les autres peuples de la Terre, de décider librement de son destin. A cet égard, le Droit international rappelle que l'autodétermination est reconnue par la Charte des Nations Unies depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et, avant cela, par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.

a. Les premiers profils idéologiques

La base idéologique d'UA-CHA est couchée sur le papier dès le 29 juin 1986, date de la constitution du parti. Elle est diffusée dans son intégralité quelques mois plus tard, en octobre 1986, en couverture du numéro 0 d'*Aragón Libre*, le flambant organe porte-parole d'UA-CHA au titre plus qu'explicite, sous le titre « *Perfiles ideológicos* » que nous reproduisons ci-dessous dans son intégralité[296].

« Perfiles ideólogicos »

Con el nombre de UNIÓN ARAGONESISTA hemos constituido una organización política aragonesista y de izquierda, capaz de unir a aquellos aragoneses insatisfechos con la actual representación política de nuestro pueblo en un proyecto político y social común para Aragón, que lo revitalice y le asegure un futuro mejor.
Aspiramos a una sociedad cuyos pilares imprescindibles sean la igualdad y la libertad de todos los ciudadanos. En definitiva, nuestro proyecto social quiere ser profundamente democrático y socialista, en el que, la paz –respeto al hombre– y el equilibrio ecológico –respeto a la naturaleza– sean valores primordiales.
Como aragoneses, deseamos para nuestro país el máximo grado de autogobierno y proclamamos el derecho de los aragoneses a su libre determinación como pueblo.
Queremos ver integrado Aragón en una Europa políticamente unida y fundamentalmente basada en los pueblos que la forman.
Nuestros objetivos inmediatos se centran:
-Reforma del Estatuto de Autonomía, de tal manera que Aragón pueda asumir todas las competencias previstas por la Constitución.
-Restructuración del marco territorial aragonés, potenciando la función de las comarcas.
-Evolución del actual modelo autonómico hacia el Estado Federal.
-Transformación progresiva de las Comunidades Europeas en una efectiva unidad política con mayores poderes transferidos por los Estados y organizada en sus Pueblos.
-Política efectiva a favor de la paz. Rechazo de la estrategia de bloques, sustituida por una neutralidad activa. En concreto, para Aragón, eliminación

[296] *Aragón Libre*, n°0, p.1, Saragosse, octobre 1986.

de la base americana y desmilitarización del territorio. Oposición a la dinámica de dominio Norte-Sur en las relaciones internacionales.
-Economía mixta con coexistencia de la iniciativa privada y de un área de propiedad social, que favorezca en Aragón el desarrollo, la creación de riqueza y su redistribución solidaria, con una especial y prioritaria atención al problema del paro. Es necesario buscar fórmulas que permitan la participación de los trabajadores en la gestión económica. Una economía respetuosa con los recursos naturales, que los potencie y utilice pensando en largos plazos de tiempo.
-En consecuencia, proponemos un modelo de desarrollo ecológico para Aragón, una gestión del medio ambiente orientada a este fin a través de la creación de una agencia específica.
-Estamos por conocer, potenciar y difundir nuestra cultura, prestando especial atención a nuestras dos lenguas minoritarias: aragonés y catalán.
-Buscamos unas formas y métodos políticos verdaderamente éticos, nuestro deseo no es el poder a cualquier precio : pero sí aspiramos, como grupo político, a asumir parcelas de poder que podamos utilizar para mejorar la calidad de vida de nuestro pueblo y su protagonismo político, aunque no como forma de medrar o de beneficio personal.
-Lucharemos por aproximar los centros de decisión al pueblo, por abrir nuevas vías de participación política, para crear una comunicación real entre el pueblo y sus representantes y, en suma, una nueva forma de hacer política que llene de sentido nuestras instituciones.

Zaragoza, 29 de junio de 1986
-COMISIÓN DE IDEOLOGÍA Y ESTRATEGIA-

Dans ce texte, qui prend la forme d'une lettre ouverte au peuple aragonais, nous trouvons toutes les priorités ainsi que les principaux axes du parti. Il s'agit d'une carte de visite, de présentation –d'une feuille de route dirait-on aujourd'hui– d'un nouveau parti politique (*organización política*) qui énumère à la société aragonaise les principaux axes autour desquels il compte organiser son action. UA-CHA se présente en tant que nouvelle option politique de gauche (dans le clivage gauche/droite ou progressiste/conservateur) et aragonésiste (dans le clivage nationalisme espagnol–centralisme/nationalisme périphérique–fédéralisme). Il est clairement exposé également qu'UA-CHA voit le jour pour parce qu'aucune force politique aragonaise n'occupe le terrain de l'aragonésisme de gauche à cette période. C'est la raison pour laquelle il est dit qu'UA-CHA fait son entrée sur scène pour combler un vide politique mais aussi une attente de la société aragonaise. Ainsi UA-CHA serait-elle la réponse politique attendue par un nombre croissant d'Aragonais désabusés.

La nouvelle organisation prétend donc rassembler et recueillir les voix des Aragonais déçus par les premiers pas de la démocratie espagnole, par le fiasco –selon eux– autonomique et par les premiers gouvernements socialistes du PSOE à Madrid et à Saragosse. Ainsi comprenons-nous que la démocratie et l'autonomie résultant de la Constitution de 1978 n'ont pas réussi, à leurs yeux, à sortir l'Aragon de sa léthargie (*revitalizar*). Ce verbe, synonyme de régénérer, rappelle le mouvement régénérationniste de la fin du XIXème siècle, et permet aux nationalistes de se réclamer de Joaquín Costa, très apprécié déjà des aragonésistes de la Barcelone du premier tiers du XXème siècle. Toujours dans cette même idée régénératrice de la vie politique aragonaise, nos jeunes recrues s'érigent en « *políticos éticos* » et arborent une consigne devenue cliché et patrimoine de toutes les forces politiques : « *una nueva manera de hacer política* ». Comme tous les partis, UA-CHA semble ou, en tout cas, pense avoir la solution aux principaux problèmes des Aragonais ; c'est uniquement pour cette raison que les membres du parti présentent leur projet. Pour citer Chesús Bernal, secrétaire général de CHA de 1986 à 1998, ces jeunes nationalistes créent le parti auquel ils souhaitent donner leur soutien électoral ou, pour reprendre la métaphore consommatrice utilisée par Vicente Pinilla, ils mettent sur le marché le produit qu'ils souhaiteraient acheter mais qui n'existe pas.

> *El núcleo fundacional de* Chunta Aragonesista*, partíamos del mundo cultural básicamente. No teníamos una experiencia política cuando creamos en 1986* Chunta Aragonesista*. Y el núcleo primero era un entorno de personas que nos conocíamos y que pensábamos igual y que decidíamos en ese momento dar un paso adelante para constituir una vía de participación que cubriera un espacio que nosotros entendíamos que no existía o dicho de otra forma, como dice un compañero de* Chunta Aragonesista *y profesor de la facultad de Económicas y compañero de Eloy [Fernández Clemente] que es Vicente Pinilla, si lo comparamos con el mecanismo del mercado, lo que hicimos nosotros fue solicitar al mercado un producto que no existía. Y lo que hicimos fue producir nosotros mismos este producto para poder adquirirlo. Es decir, si hubiera existido, nosotros no estaríamos en política ahora. Si* Chunta Aragonesista *hubiera existido, nosotros la habríamos apoyado, habríamos participado, le habríamos votado pero no habríamos estado en la primera línea de actuación…*[297]

Vicente Pinilla a d'ailleurs écrit en 1993, avec deux autres collègues de l'Université de Saragosse, un article où il explicite cette métaphore mercantile:

[297] Vous pouvez vous reporter à l'intégralité de l'entretien avec Chesús Bernal dans les annexes, p.32.

> *En síntesis, se trata de entender que, de la misma forma que las empresas compiten en el mercado con sus productos para atraer a los clientes y maximizar sus beneficios, también los partidos compiten entre sí en el mercado político, ofreciendo a los votantes aquellas políticas que les permiten maximizar los votos obtenidos. En el mercado político, los oferentes son, pues, los diferentes partidos; los demandantes, los votantes; y el producto que se vende, las políticas públicas. Por supuesto, el mismo comportamiento racional que se presume en los políticos hay que atribuírselo a los ciudadanos, quienes votarán aquella opción –y, por tanto, comprarán aquel producto– que mejor se adecúe a sus propios objetivos*[298].

Le projet politique qu'UA-CHA souhaite offrir aux citoyens aragonais repose sur les principes d'égalité et de liberté, des concepts démocratiques qui rappellent ceux des Révolutions américaine et française, autrement dit la République, même si les monarchies parlementaires et constitutionnelles sont elles aussi démocratiques et partagent ces mêmes valeurs. Quant au substrat politique du parti, il est défini comme socialiste. Par conséquent, non seulement est-il implicitement admis qu'UA-CHA est l'héritier de l'UA de la Barcelone de 1919, mais le nouveau parti se présente aussi, et surtout, comme l'héritier du *Partido Socialista de Aragón* (PSA) dissout trois ans plus tôt, en 1983, et donc beaucoup plus vivant dans les mémoires. Pour les acteurs de la société civile qui viennent de vivre la transition démocratique et, le cas échéant, d'y participer, le souvenir du PSA est plus parlant que celui de l'UA de Barcelone –également revendiqué par le PSA, rappelons-le. Par conséquent, les aragonésistes d'UA-CHA se définissent comme socialistes (dans le sens fort du terme), progressistes, fédéralistes et anticapitalistes. Ils ne souhaitent surtout pas être assimilés au PSOE qui a renoncé au marxisme, à l'autodétermination des peuples d'Espagne et à la sortie de l'Espagne de l'OTAN).

Sur le plan régional, en ce qui concerne le développement de l'autonomie, CHA –comme ce fut le cas pour le PSA– n'est pas seul sur la scène politique. Le *Partido Aragonés Regionalista* (PAR) s'est consolidé depuis 1978 et connaît plusieurs succès électoraux du fait de la relative faiblesse, à l'époque, de la droite espagnole représentée par *Alianza Popular*

[298] Vicente Pinilla, Julio López et Luis Antonio Sáez, « Un análisis económico del nacionalismo aragonés: primeras preguntas», Departamento de Estructura e Historia Económica y Economía Pública, Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales, Universidad de Zaragoza, Saragosse, 1993.

(AP), le parti de Manuel Fraga, ancien ministre de Franco. Le plus beau succès électoral du PAR n'a pas encore eu lieu, même s'il est proche. En effet, en 1987, les régionalistes accèdent à la présidence du gouvernement aragonais[299]. Néanmoins, sur le terrain social et économique, CHA et PAR se situent aux antipodes. Le PAR est un parti aragonésiste, certes, mais de centre-droit et conservateur alors que CHA se dit socialiste et progressiste. En outre, même sur le terrain de l'autonomisme, les deux partis sont fort éloignés, en conséquence de quoi, ils ne se font pas concurrence. Ainsi les théoriciens du PAR entendent-ils l'aragonésisme comme une forme de « régionalisme » car l'Aragon est à leurs yeux une région. C'est donc tout naturellement que nous retrouvons dans le nom du parti cet adjectif. Par rapport au nationalisme de CHA, le PAR se situe donc un échelon en dessous.

Pour CHA, en revanche, l'Aragon est une nation et l'on parle de *país*, de *libre determinación*, un lexique inimaginable dans les rangs du PAR. Rappelons que le premier slogan du PAR, au moment de sa création en 1978, est très explicite quant à l'idée que le parti se fait de l'Aragon et de l'Espagne : « *Las cosas claras, Aragón es nuestro partido, España nuestra patria*[300]». Les deux partis sont donc territoriaux, certes, mais le clivage gauche/droite les empêche de se disputer le même électorat. Le transfert de suffrages du PAR vers CHA ou inversement a toujours été résiduel[301].

Dans ce bref texte intitulé « *Perfiles ideológicos* », nous retrouvons également les autres piliers de l'idéologie nationaliste aragonaise représentée par CHA, à savoir l'écologie et le pacifisme. Le parti est attaché au pays, à la terre. Ainsi, la défense de la nature, la dignité de la montagne (malmenée par des projets hydroélectriques qui prévoient des barrages et donc l'inondation de vallées et de villages) sont des constantes du parti depuis le premier jour. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est très bien reçu, comme nous le verrons plus loin, dans les vallées menacées par des projets de ce genre (dans les villages

[299] De ce fait, l'Aragon devient en 1987 le seul territoire espagnol gouverné par un parti territorial –hors Catalogne et Pays basque, bien sûr.
[300] Slogan du PAR au moment de sa constitution, en 1978.
[301] Si l'on analyse les résultats électoraux de 2007, nous constatons que l'effondrement de CHA n'a absolument pas profité électoralement aux régionalistes. Cf. Annexes, p.103.

d'Artieda et Biscarrués, notamment, dans les vallées de l'Aragon et du Gállego respectivement). Il en va de même pour le mouvement pacifiste. Il faut dire que le militarisme est un sujet important dans la capitale aragonaise. C'est en effet à Saragosse que siège l'Académie Générale Militaire que le Général Franco a dirigée de 1928 jusqu'à l'avènement de la Seconde République. En 1986, on y trouve encore l'une des bases américaines de l'État espagnol (1954-1992). Il ne faut donc pas s'étonner de trouver le terme *desmilitarización* parmi les axes d'action politique du parti. Les mouvements pacifistes restent très puissants et mobilisés à Saragosse du fait de cette double empreinte militaire de la ville. En outre, cette présence militaire espagnole et américaine est interprétée par les nationalistes aragonais comme l'illustration et la preuve de l'occupation militaire du pays par des troupes étrangères[302]. Quant aux multinationales qui exploitent les ressources naturelles du pays, les militants aragonésistes voient en elles la preuve que l'Aragon est un territoire colonisé par des États capitalistes. Ces deux aspects convergent vers une autre idée de l'Europe –à laquelle l'Aragon vient justement d'adhérer par le biais de l'Espagne. L'Europe, surtout l'Europe des peuples, s'offre aux nationalistes aragonais comme le moyen idéal de dépasser le cadre de l'État-nation espagnol à travers le cadre supranational européen. Nous verrons plus tard quels sont les coalitions et les partis politiques espagnols et européens qui partagent cette idée d'Europe des peuples et des nations, dans une perspective progressiste.

En vision interne à l'Espagne, UA-CHA préconise la disparition des provinces, la création ou le retour à des entités à taille plus humaine et plus rationnelle (*las comarcas*[303]) et la constitution d'un État vraiment fédéral, pour aller vers une autonomie réelle qui permettrait de dépasser le Statut de 1982 dont il est clairement dit qu'il est à réformer au plus vite. Néanmoins, on comprend que l'objectif autonomiste de cette formation nationaliste, qui parle d'autodétermination, respecte le cadre constitutionnel de 1978. La Constitution est souvent jugée insuffisante pour les aspirations nationalistes car la seule

[302] Parmi les graffitis de l'époque nous trouvons par exemple : « *Fuera fuerzas de ocupación* ».
[303] Les *comarcas* constituent une entité administrative qui pourrait s'apparenter aux cantons ou à une communauté de communes (*mancomunidad*) si l'on veut. Les *manconunidades* ont existé par le passé en Aragon mais n'avaient pas de tradition historique contrairement à la plupart des *comarcas* dont les limites correspondent à des anciens comtés, *señoríos*, *comunidades de aldeas*… Nous en parlerons plus loin. Voir la carte des *comarcas*, p.102 (Annexes).

nation à y être reconnue est la nation espagnole. Faut-il comprendre par-là que, pour UA-CHA, la pleine autonomie est possible dans la Constitution ? Faut-il voir en UA-CHA un parti nationaliste plus modéré que les grands mouvements périphériques ? Nous pensons plutôt que l'objectif pragmatique de ces aragonésistes est d'abord d'obtenir le même degré d'autonomie que les nationalités reconnues, c'est-à-dire les C.A ayant accédé à l'autonomie par l'article 151 de la Constitution. Les premiers objectifs d'UA-CHA sont donc pragmatiques et réalistes et se limitent au cadre de la Constitution, un texte qui a le mérite, que cela plaise ou non, d'avoir instauré l'État des autonomies et donc la légitimité des institutions régionales telles que nous les connaissons encore aujourd'hui. Par ailleurs, et pour en revenir à UA-CHA, il paraît difficile pour ce parti de se projeter dans un avenir plus lointain et plus ambitieux –hors Constitution– dans la mesure où l'Aragon a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'obtenir un des Statuts à voie rapide qu'envisage la *Carta Magna*.

Notons également que le seul aspect culturel abordé est celui des langues vernaculaires de l'Aragon, ce qui peut sembler insuffisant pour le domaine de la culture. On sait à quel point les aragonésistes sont attachés à l'aragonais et au catalan mais il est difficile de comprendre que l'aspect linguistique soit le seul trait culturel digne d'être revendiqué, d'autant plus que l'on ne parle ici que de promotion et de diffusion des langues minoritaires mais pas d'officialité ou de caractère co-officiel. La singularité linguistique du parti –le trilinguisme institutionnalisé–est néanmoins le fait culturel le plus emblématique, l'ADN du parti pendant un certain temps.

Ces 'profils idéologiques' que nous venons d'analyser sont intégralement repris dans les actes de la première *Asambleya Nazional*, le premier congrès national du parti, célébré les 20 et 21 décembre 1986 –une autre date anniversaire puisqu'il s'agit de la commémoration de la décapitation du *Justicia de Aragón*. Cette *Asambleya Nazional* ('assemblée' dans sa traduction littérale mais que l'on traduira ici plutôt par 'congrès') s'est

intitulée : « *Porque ya era hora* ; *Porque ya caleba* ; *Pèrque ja calía* (sic) »[304], autrement dit : « Il était temps », en version trilingue. Un titre qui souligne le caractère multilingue de l'Aragon, castillan-aragonais-catalan, l'un des principaux axes et enjeux du parti. Tel est en tout cas le message que souhaite faire passer UA-CHA lors de son premier congrès : reconnaissance des minorités linguistiques, volonté de rendre leur dignité aux langues vernaculaires de l'Aragon ainsi qu'aux locuteurs qui les parlent encore. Il s'agit également de faire prendre conscience aux Aragonais qu'ils ont perdu leur langue historique au profit de la langue castillane, par conséquent celle de l'autre Couronne, celle des ennemis d'autrefois, ce qui veut bien dire qu'il y a eu « anomalie » historique. Car, quel peuple parle la langue de son « ennemi » ? Mais, pour en revenir au titre de ce premier Conseil National, de quoi est-il temps au juste ?

Les fondateurs de CHA semblent insister sur la possibilité pour les Aragonais de voter pour un parti strictement territorial, aragonésiste et fédéraliste –de tendance socialiste– dont l'ambition est de doter l'Aragon des mêmes compétences que les territoires les plus immédiats et les plus influents (Catalogne, Navarre, Pays valencien). Il s'agit également de défendre et de protéger l'Aragon de toutes les agressions ou les menaces d'agressions extérieures (transvasement de l'Èbre, spoliation des ressources naturelles au profit du capitalisme espagnol et international…).

Le premier congrès national du parti est donc pédagogique. CHA va tenter d'expliquer et de divulguer à l'ensemble de la société aragonaise les fondements du parti (l'Histoire de l'Aragon) et en quoi il est pertinent, voire nécessaire, de retrouver une option politique nationaliste en Aragon qui, par définition, n'obéit à aucune discipline de parti ayant un siège (fédéral ou national) à Madrid. Si l'on observe le sommaire de ces actes, on s'aperçoit d'ailleurs que les cinq points traités lors de ce premier congrès se présentent dans cet ordre : *Paz y política internacional* ; *Política cultural* ; *Economía y*

[304] *Porque ya era hora; Porque ya caleba; Pèrque ja calía* (sic); Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista, I *Asambleya Nazional*, 20-21 décembre 1986, Saragosse. Voir couverture de la *Ponencia Política*, p.178 (Annexes).

ordenación del territorio ; *Relaciones laborales, Sanidad y Emigración* ; *Ideología y estrategia*. Les questions traitées et l'ordre dans lequel elles apparaissent sont révélateurs.

Ainsi parle-t-on en premier lieu de paix et de politique internationale. Faut-il interpréter cela comme un pied de nez aux détracteurs des mouvements nationalistes qui associent souvent nationalisme à guerre, terrorisme, racisme, extrême-droite, ethnicisme, nombrilisme, repli sur soi, sectarisme ? La réponse à cette question est probablement affirmative. En effet, en Aragon, comme dans la plupart des territoires ayant connu de longues périodes de pouvoir centraliste –ici les quatre décennies d'ultranationalisme espagnol franquiste– la première définition du terme 'nationalisme' est réservée au nationalisme d'un État-nation qui souhaite s'imposer par la force, voire humilier, d'autres États-nations. Le terme est connoté de façon fort négative ; il faut dire que le nationalisme espagnol n'a pas réussi depuis la mort de Franco à se défaire d'une image autoritaire et anti-démocratique. C'est pourquoi les partis d'obédience espagnole, le PSOE et le PP, les deux principaux partis autoproclamés « constitutionnalistes », nient être nationalistes alors qu'ils font évidemment preuve d'un projet national pour l'État espagnol, ce qui permet d'affirmer qu'ils sont eux-aussi nationalistes, nationalistes espagnols.
En France aussi le terme est fortement connoté comme nous l'avons vu. En revanche, nous n'avons pas fait de commentaires sur l'antonyme proposé par *Le Grand Robert de la langue française* : « internationalisme ». Il faut bien souligner que, selon cet ouvrage, le nationalisme est incompatible avec l'internationalisme, autrement dit le nationalisme est nécessairement replié sur soi, « insolidaire ». Si l'on pouvait le personnifier, l'on dirait qu'il est autiste. Pourtant, UA-CHA, semble éloignée de cette théorie isolationniste des nationalismes et d'une conception autoritaire ou belliqueuse. Au contraire, la formation politique souhaite démontrer que le nationalisme aragonais qu'elle dit représenter s'inscrit dans une dynamique internationaliste, ce qui peut paraître un oxymore de prime abord si l'on tient compte de la définition citée ci-dessus. Un autre trait identitaire du parti serait la solidarité avec les autres peuples de la Terre, notamment les peuples opprimés et assujettis à un État qui ne les reconnaît pas (la Palestine, le Sahara occidental…). Cette comparaison

du cas aragonais avec les cas probablement les plus emblématiques de la scène internationale prétend associer l'aragonésisme à la relative bonne presse internationale des deux cas cités afin de légitimer le discours et de l'inscrire dans une quête nationale comprise par la plus grande partie de l'opinion internationale. Les nationalistes de CHA souhaitent également prouver que leur nationalisme n'est pas excluant mais qu'il est au contraire intégrateur, qu'il ne souhaite pas imposer une seule et unique façon de voir les choses. Ils mettent clairement en avant qu'ils sont ouverts à l'échange d'égal à égal et que l'Aragon, comme les autres nations assujetties du monde, est une victime de l'impérialisme et de l'ultralibéralisme:

> *Pero el Aragonesismo es abierto al mundo y solidario con los que sufren como clase, como raza, como pueblo o como continente la explotación internacional. Por ello, UNION ARAGONESISTA exige el esfuerzo de todos en la Cooperación al Desarrollo del Tercer Mundo, teniendo en cuenta que sus deficiencias estructurales son causadas por el Imperialismo*[305].

Le deuxième chapitre est consacré à la politique culturelle comme si les militants de CHA voulaient se défendre là aussi de possibles attaques qui accusent les nationalismes périphériques d'étroitesse d'esprit, de nombrilisme, d'égoïsme régional, de détournement de l'Histoire à travers des relectures politisées et idéologiques, comme l'ont fait les États-nations eux-mêmes, du reste[306]. L'introduction de cette partie est rédigée en langue aragonaise ainsi que le chapitre sur la politique linguistique qui défend le caractère officiel de l'aragonais et du catalan dans les contrées où ces langues sont encore parlées. La culture aragonaise autochtone s'opposerait à une culture externe imposée ou à une culture prétendument aragonaise mais qui ne serait que la parodie d'elle-même:

> *UA/ChA propone una especial atención a aquellos aspectos que conforman la personalidad, la forma de ser, pensar y vivir propios de nuestro País, superando definitivamente los tradicionales tópicos que tanto daño han hecho a nuestra cultura, al ser equivocadamente identificados con ella de forma*

[305] « Paz y política internacional » in *Porque ya era hora, I Asambleya Nazional*, 20-21 décembre 1986, p.16.

[306] Je vous renvoie aux citations d'Anne-Marie Thiesse, Ernest Geller, Bernard Guenée ou encore Eric Hobsbawm. *La création des identités nationales, Europe XVIII*^{ème} *XIX*^{ème} *siècle*, Éditions du Seuil, Paris (1999), p.14 : « Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement l'avoir enseigné ».

interesada, y que se han constituido erróneamente en un paradigma de lo español[307].

Le discours peut paraître essentialiste (on parle en effet de *forma de ser*) mais il faut resituer ce texte dans un contexte où la culture aragonaise n'a pas encore pu s'exprimer en tant que telle, c'est-à-dire délivrée de la récupération par le franquisme de ses signes identitaires. Nous pensons une fois de plus aux symboles aragonais (parfois religieux) élevés à la plus pure expression espagnole. Dès le XIXème siècle, en effet, les éléments *costumbristas* des écrivains aragonais sont élevés à une forme d'expression de l'espagnolité. C'est le début de la folkorisation qui détourne le concept du baturro. La *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA) s'en explique:

> *La RAE define baturro en la actualidad como rústico aragonés; pero hasta no hace mucho tiempo se podía leer: despectivo de «bato», «hombre tonto, rústico, poco inteligente»; para [Gerónimo]Borao, baturro «se dice de los jornaleros del campo y gente menos acomodada; pero es voz familiar»; y para Casares es adjetivo, «rústico aragonés»; finalmente, Rafael Andolz [*auteur d'un dictionnaire aragonais*] lo define como «natural de Aragón» o castizo, y afirma que «generalmente no tiene el sentido que le da la Academia». En realidad se ha perdido la acepción del adjetivo, como labriego o rústico, y ha cobrado el apelativo cariñoso del aragonés, aunque siga conservando el matiz peyorativo «baturrada»*[308].

Quant aux études sur l'Histoire de l'Aragon commes celles menées par Manuel Lasala[309], elles sont aussi bien reprises par les régionalistes aragonais que par les libéraux espagnolistes qui souhaitent faire de l'Aragon le pilier de la nouvelle Espagne libérale. C'est en tout cas la thèse de l'historien aragonais Carlos Forcadell Álvarez:

> *la historia de Aragón suministra ejemplos y tradiciones para el liberalismo español, por eso al final [Lasala] escribe que "siempre en sus graves conflictos vuelve España sus ojos hacia sus antiguas instituciones", y propone su interpretación de la tradición histórica aragonesa como modelo para la nación española. Las "antiguas libertades", inventadas, son en realidad las "nuevas libertades" buscadas, pero no las de Aragón o los aragoneses, sino las del Estado y de la nación españoles*[310].

---

[307] « Política cultural » in *Porque ya era hora, I Asambleya Nazional*, 20-21 décembre 1986, p.21.
[308] « *Baturro* », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com
[309] Manuel Lasala, *Reseña histórico-política del antiguo Reino de Aragón*, Saragosse, 1865.
[310] Carlos Forcadell Álvarez, *Op. Cit.*, p.146.

Viennent en troisième lieu de ces profils idéologiques l'économie et la réorganisation du territoire aragonais. On y retrouve la volonté de dépasser le cadre des provinces espagnoles –une autre tentative de nationalisation de l'État espagnol– qui datent de 1833 et qui s'avèrent peu efficaces pour gérer les services et les problèmes d'une population comme celle de l'Aragon, peu nombreuse et parsemée sur des superficies conséquentes. Ces délimitations provinciales répondaient, en outre, à la volonté centralisatrice et uniformisatrice de l'État libéral espagnol qui avait ainsi divisé les anciens royaumes et territoires de la péninsule ibérique. Cette redéfinition administrative passerait par la création d'une organisation purement aragonaise plus proche géographiquement des citoyens et accessible –les *comarcas*, parfois historiques et qui coïncident avec d'anciens comtés mais qui pourraient également être des créations nouvelles[311]. Notons que les différents gouvernements PSOE-Par, entre 1999 et 2011 ont repris cette idée et mis en place la *comarcalización* de l'Aragon qui a donc créé, ou retrouvé le cas échéant, 33 institutions relais et intermédiaires entre les communes et les *diputaciones provinciales*[312]. Le Par avait même souhaité rebaptiser ces *diputaciones* en remplaçant l'adjectif *provincial* par celui d'*intercomarcal*. C'est d'ailleurs cet adjectif que l'on trouve dans les organisations internes des partis qui souhaitent clairement dépasser le cadre de la province comme CHA, IU et Par.

On parle ensuite des relations professionnelles, de la santé publique et de l'émigration. Les textes prennent parfois des tournures syndicalistes.

> *Lo que sí debe hacer un partido político es, conocida la corriente social o tendencia del Mundo del Trabajo, preparar un cauce que oriente las aguas al molino nacional aragonés. No es misión de un partido político determinar la jornada laboral. Esto lo determina un gobierno o una negociación. Pero sí puede inspirar unos esquemas atendiendo a la situación económico-social. UA también puede inspirar la creación de un sindicato aragonés que, partiendo de las peculiaridades del país, se enfrente con los problemas que el trabajo tiene en Aragón*[313].

[311] C'est le cas notamment de certaines *comarcas* de l'Aragon catalanophone qui regroupent des communes de langue castillane et catalane afin d'éviter la création d'entités totalement catalanophones.
[312] La Catalogne a par le passé créé également 41 *comarcas* afin d'annuler progressivement les provinces jugées anachroniques, inutiles et qui rappellent en excès le centralisme et l'uniformisation espagnole.
[313] *Op.Cit.* « Relaciones laborales, sanidad y emigración », p. 48.

Il est intéressant d'observer qu'on parle dans ce chapitre de santé publique alors que cette compétence ne sera assumée qu'une quinzaine d'années plus tard par l'Aragon (en 2001), par un transfert effectué de l'État central vers toutes les Communautés Autonomes de régime commun. Il faut voir dans cette demande très en avance sur les transferts de compétence effectués le besoin de prendre en compte la singularité d'un territoire comme l'Aragon où certaines contrées présentent des densités de population dignes de déserts, ce qui implique donc une organisation spécifique de la santé publique. N'oublions pas qu'au milieu des années 1980 l'Aragon connaît encore, même si c'est dans une moindre mesure, l'exode rural et l'émigration amorcés dès la fin des années 1950 vers les régions limitrophes les plus dynamiques : la Catalogne et le Pays valencien. Le fait que ce sujet figure parmi les principaux axes de l'action politique d'UA-CHA prouve que l'Aragon était encore influencé, il y a vingt ans, par l'hémorragie humaine qui vidait le pays pour des raisons économiques, professionnelles, d'études supérieures[314]. Aujourd'hui, même si nombreux sont les Aragonais qui partent vivre en Catalogne, à Valence, à Madrid ou à l'étranger, on ne peut plus parler véritablement d'hémorragie, sans compter que de nombreux étrangers non-communautaires se sont installés en Aragon à tel point qu'ils représentent 12% de la population totale, ce qui a permis à l'Aragon de gagner des habitants pour la première fois depuis des décennies. Néanmoins, la crise économique amorcée en 2008 pourrait avoir des conséquences dramatiques sur la croissance démographique de l'Aragon au cours de la prochaine décennie[315].

En dernier lieu, on trouve l'idéologie du parti et la stratégie à adopter, point essentiel laissé pour la fin:

> ***Unión Aragonesista*** *surge ante la necesidad de dar respuesta a esta demanda de participación de un creciente número de personas que no nos sentimos identificados con ninguna de las opciones políticas del territorio aragonés. En nuestros perfiles ideológicos definíamos UA como una opción política aragonesista, progresista y de izquierda, con un proyecto social democrático y socialista.*

[314] La province de Teruel a par exemple perdu plus de la moitié de sa population au cours du XXème siècle selon l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE). En 2011, la population atteint à peine les 145 000 habitants, soit 9 au km².

[315] *El Periódico de Aragón*, « El 10% de los jóvenes aragoneses emigrará durante la próxima década », 2 novembre 2011.

Aragonesista, entendiendo que Aragón es el marco geográfico de nuestro proyecto, pero también el marco de convivencia de unos hombres que, unidos por la historia y herederos de un patrimonio cultural común, sufren unos problemas concretos cuya solución debe quedar en sus manos. Aragón exige le sea reconocida su personalidad política diferenciada como NACIONALIDAD HISTÓRICA, capaz de regir su propio destino, siendo la máxima expresión de lo anterior el derecho de AUTODETERMINACIÓN de Aragón. Son los aragoneses quienes tienen que decidir su futuro y ello debe pasar por el logro de las máximas cuotas de autogobierno. Entendemos que aragonesismo no significa insolidaridad con los restantes pueblos de España, sino más bien al contrario. No debemos caer en la fácil tentación de acusar a nuestros vecinos de los problemas aragoneses. No han sido los distintos pueblos de España quienes han provocado los graves desequilibrios existentes en la actualidad, sino el centralismo propiciado por la burguesía capitalista y, en el caso concreto aragonés, la estrechez de miras de quienes hasta hace bien poco han gozado de un papel preponderante, los caciques rurales y la burguesía urbana zaragozana. Insatisfechos con la mera descentralización o duplicación administrativa que supone el actual sistema de las autonomías, propugnamos la vertebración de España en un estado federal, persiguiendo como objetivo último la unión de los pueblos europeos.

Progresista, entendiendo el progreso no sólo como avance de la ciencia y la técnica, sino, y fundamentalmente, como perfeccionamiento de las cualidades humanas y de las relaciones entre los hombres, fomentando el sentido de la tolerancia, caminando en suma hacia una sociedad más creativa en la que todos, hombres y mujeres, puedan llegar a encontrar la manera de realizar sus propias vidas.

De izquierda, y ello nos viene dado en realidad por nuestros dos planteamientos fundamentales, el de un aragonesismo progresista, renovado, moderno, que mira al futuro libre de los lastres decimonónicos o provincianos, de una parte y el de un socialismo democrático de otra.

Democrático, porque creemos firmemente en el valor intrínseco de las instituciones democráticas por cuya consecución tanto han luchado los pueblos de España, auténticas garantes de un sistema de libertades públicas y privadas. Sólo en un marco institucional de libertad y pluralismo puede desarrollarse nuestro proyecto político.

Socialista, porque aspiramos a superar el actual sistema capitalista en aras de una sociedad sin clases, más igualitaria y más libre, basada en la igualdad de las personas, superando los actuales esquemas sexistas tan profundamente arraigados en nuestro entorno. Rechazamos rotundamente tanto los socialismos autoritarios, que niegan libertades esenciales, como el modelo de socialismo posibilista que supone la socialdemocracia.

Nuestro proyecto repudia el recurso a la violencia como forma de transformar la sociedad o de conseguir nuestros objetivos políticos, planteados siempre en el marco de las libertades.

En síntesis, retomando el artículo 1° de nuestros estatutos, UA « se constituye como partido político con estructura y funcionamiento democráticos y basado en principios que le definen como aragonesista y de izquierda. Su ideario político se resume en consecuencia en la lucha por un proyecto socialista y democrático para Aragón que permita superar el actual sistema capitalista y conduzca al logro de una sociedad sin clases que asegure la máxima libertad individual y colectiva a sus ciudadanos, y por un proyecto que supone el reconocimiento real de Aragón como nacionalidad histórica[316].

[316] *« Ideología y estrategia »* dans *Porque ya era hora, I Asambleya Nazional,* 20-21 décembre 1986, p. 57. Les mots soulignés et en lettres capitales sont ainsi dans le texte source.

Le texte est explicite. C'est même là que l'on trouve toute la base idéologique de CHA jusqu'à nos jours, malgré des évolutions et/ou des nuances ici ou là. En premier lieu, le parti est « aragonésiste ». Nous avons déjà souligné que ce terme est perçu par les hommes et les femmes de CHA comme synonyme de nationaliste. Néanmoins, en dehors du milieu politique, cet adjectif est devenu ambigu car, dans la presse aragonaise, il est réservé et associé au PAR, dont les journalistes parlent souvent puisque ce parti « régionaliste » a toujours gouverné l'Aragon –en coalition– depuis 1987. Soulignons que la presse aragonaise n'utilise jamais l'adjectif « régionaliste » pour se référer au PAR probablement parce qu'en 1990 le parti cesse de se définir ainsi. Voilà pourquoi est choisi le terme « aragonésiste », plus neutre et plus large, pour qualifier les représentants du PAR dans les médias aragonais. Quant à l'adjectif « nationaliste », les journalistes aragonais le réservent aux membres de CHA sans que personne n'y voie une contradiction avec l'adjectif figurant dans le nom officiel du parti[317]. Pour les journalistes aragonais, le terme « aragonésiste » associé aux hommes de CHA est clairement entendu comme synonyme de « nationaliste ». En revanche, lorsque la presse espagnole parlait du député de CHA aux Cortès Générales de Madrid, José Antonio Labordeta, on trouvait souvent l'adjectif « régionaliste » laissant ainsi transparaître la profonde méconnaissance des journalistes madrilènes envers le territoire et le parti[318]. Pour Madrid, l'Aragon est incontestablement une région de l'intérieur, totalement hispanophone et bien intégrée à l'ensemble de l'Espagne. Il était inconcevable pour ces journalistes d'y trouver un parti explicitement nationaliste. Les PANE, quant à eux, ne pouvaient être que régionalistes puisque l'Aragon apparaît incontestablement comme une région dans l'imaginaire espagnol. L'adjectif nationaliste est exclusivement réservé

[317] *Chunta Aragonesista* (CHA): *El Periódico de Aragón*: « 'Los tiempos cambian con nosotros', el eslogan del programa de los nacionalistas », 1er mai 2003.
Partido Aragonés (Par): *Abc*: « El Par no aplaude a Rudi », 12 juillet 2011. Dans le corps de l'article nous lisons: «Los diputados aragonesistas, que mañana darán su voto a la investidura de la candidata del PP, no aplaudieron su discurso ».

[318] *El País*, « El trasvase aúpa al PSOE en Aragón y ahoga a los populares. Los socialistas tendrán que negociar con la Chunta y con el Par para sellar su victoria », 27 mai 2003. *La Chunta*, comme est appelé le parti dans cet article, y est également qualifiée de "*regionalista de izquierdas*". C'est le même emploi de l'adjectif régionaliste que l'on trouve parfois dans la presse française pour se référer aux mouvements basque et catalan, par exemple.

aux nationalistes basques, catalans, galiciens et canariens, les seules nationalités reconnues par les journalistes de la presse madrilène ou espagnole.

Nous pourrions résumer cette réciprocité en disant que, pour les militants et les sympathisants de CHA, la façon d'être *aragonésiste* est d'être nationaliste. L'une des revendications est de faire reconnaître l'Aragon en tant que *NACIONALIDAD HISTÓRICA*, en lettres capitales dans le texte. Ailleurs dans les actes on parle directement de *NACIÓN* ce qui démontre que le terme inventé par la Constitution, *nacionalidad*, est bien interprété, en tout cas par les nationalistes, comme un euphémisme de nation, et donc comme un synonyme finalement. Pour les fondateurs de CHA, l'Aragon n'est donc surtout pas, ou plutôt, ne doit surtout pas être considéré comme une région administrative, encore moins comme une province appartenant à un pays plus ou moins uniforme –l'Espagne. L'Aragon est à leurs yeux un territoire –terme plutôt neutre et consensuel– mais surtout un pays, une nation à part entière –deux termes souvent associés, à tort, à État. Au final, l'Aragon est défini par les nationalistes de CHA comme une nation sans État mais qui n'aspire pas forcément à en constituer un. Ainsi, même si l'indépendance n'est pas inscrite sur la feuille de route –sauf pour certains membres, notamment les plus jeunes– on reste tout de même du côté des partis et des citoyens qui se sentent de nationalité autre qu'espagnole –ou au minimum plus aragonais qu'espagnols. La sécession vis-à-vis de l'État espagnol, n'est pas nécessairement à l'ordre du jour puisque cet État est interprété et accepté comme étant plurinational. L'État plurinational espagnol, l'entité 'Espagne' n'est donc aux yeux des dirigeants de CHA qu'un État fait de régions et de nationalités où la nation aragonaise constituerait une communauté autonome de l'État espagnol des autonomies.

Proclamer que l'Aragon est une nation permet aussi aux membres de CHA de s'autoproclamer nationalistes. Mais il ne s'agit pas seulement d'une question de lexique. S'ériger en nation et en force nationaliste permet en effet de justifier que l'inclusion de l'Aragon dans le groupe des régions soumise au régime commun d'autonomie est une injustice, une erreur historique. L'équation est simple : s'il existe des forces nationalistes en Aragon, c'est que l'Aragon est bel et bien une nation. Le lexique n'est donc pas une question

anecdotique puisqu'il permet de justifier en partie la revendication d'accès à la pleine autonomie. En outre, le statut de parti « nationaliste » marque une nuance idéologique qualitative.

Rappelons que les nationalismes périphériques espagnols –qu'ils soient de droite ou de gauche– ont bénéficié, grâce à leur lutte antifranquiste, d'une image démocratique, européiste et de progrès. En opposition, les partis régionalistes qui voient le jour pendant la transition démocratique –par opportunisme politique, diront certains– sont le produit de la désintégration du régime franquiste et de ses cadres dirigeants, les fameux « *demócratas de toda la vida* ». Les nouveaux régionalismes sont donc, au contraire, associés au conservatisme et à un patriotisme régional folklorisant qui serait l'expression d'un patriotisme supérieur : le patriotisme ou le nationalisme espagnols qui ont très mauvaise presse à la fin du franquisme. En Aragon, l'exemple du PAR va en ce sens comme nous l'avons déjà évoqué, mais nous pourrions citer les cas d'*Unió Valenciana*, *Unió Mallorquina*, *Partido Regionalista de Cantabria*, *Partido Riojano*, *Unión del Pueblo Navarro*… dans leurs territoires respectifs. Les nationalistes de CHA ne veulent surtout pas être pris pour des régionalistes de la *patria chica* et exècrent les valeurs et les stéréotypes folkloriques aragonais créés –ou exacerbés– par le franquisme[319]. Pour CHA, le régionalisme est associé à cette expression 'rance' –*rancia, casposa* comme on dit en espagnol– de l'Aragon, c'est pourquoi CHA ne peut se qualifier de parti régionaliste[320].

[319] Antonio Peiró Arroyo, « El sentimiento identitario aragonés » in *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, n°26, Université de Bourgogne, Dijon (2008), p. 93-94: « *La guerra civil y el franquismo supusieron el olvido de los movimientos previos a la contienda: a la muerte o el exilio de muchos protagonistas destacados, le acompañó un proceso de represión ideológica que en Aragón se manifestó en la insistencia de su papel como elemento esencial de España. Las referencias a Fernando el Católico y a su importancia para la unidad de España, así como la Virgen del Pilar como patrona de la Hispanidad, fueron lugares comunes en la propaganda del franquismo que calaron profundamente en el sentimiento de los aragoneses* ».

[320] Nous pourrions même parler de phobie quant à l'utilisation du terme régionaliste dans tous les textes internes à l'organisation. Ainsi trouve-t-on dans les amendements au texte du second congrès national une proposition de correction du terme 'régionaliste' par 'nationaliste' alors qu'il s'agissait bien des régionalistes du PAR et non des nationalistes de CHA : « *Porque si la teorización de Aragón como nación (y, por tanto, con derechos nacionales) ha sido todavía insuficiente por nuestra parte, no ha habido siquiera un intento similar por parte de los regionalistas* ». Il s'agissait bien des régionalistes du PAR, par conséquent il n'y avait aucune raison de changer ce dernier terme.

Ainsi donc, après avoir limité son champ d'action politique et géographique à l'Aragon et après s'être inscrit dans le camp des nationalismes périphériques, CHA veut se situer également dans le camp des nationalismes progressistes et/ou de gauche : *progresista* et *de izquierda*. Par conséquent, CHA n'est pas la version aragonaise du PNV ou de CiU, deux partis antifranquistes, nationalistes et démocratiques, certes, mais plutôt conservateurs, catholiques, démocrate-chrétiens, de centre-droit finalement. CHA se déclare à gauche et de gauche : à gauche des sociaux-démocrates du PSOE et nationalistes aragonais par rapport à la gauche post-communiste représentée par Izquierda Unida[321].

Ceci permet de mettre également les choses au clair avec un certain nombre de détracteurs de la gauche centraliste qui associent le nationalisme à la droite car il est indéniable que les minorités catalanes et basques les plus visibles aux Cortès Générales de Madrid –*Convergència i Unió* (CiU) et *Patido Nacionalista Vasco* (PNV)– sont conservatrices et modérées, libérales et chrétien-démocrates, autrement dit de centre-droit. D'ailleurs, le groupe parlementaire de CiU s'appelle encore aujourd'hui officiellement *Grupo catalán*, ce qui pose un problème aux autres députés catalans (d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), d'*Iniciativa per Catalunya-Verds* (ICV), voire ceux du *Partit dels Socialistes de Catalunya* (PSC) s'ils décidaient de constituer un groupe parlementaire différent de celui du PSOE). Ne sont-ils pas ou sont-ils moins catalans ? Sont-ils avant tout socialistes, écologistes, républicains et ensuite catalans ? Ceci n'est évidemment qu'un détail mais prouve bien l'existence de l'amalgame souvent fait au sein de la classe politique madrilène ou espagnole en général entre « catalan », « catalaniste » et « nationaliste », termes trop facilement associés à la droite, au libéralisme économique, aux intérêts de la bourgeoisie industrielle catalane. Et c'est précisément cet amalgame que souhaite éviter CHA en 1986 d'autant plus que l'autre parti aragonais et *aragonésiste*, le PAR, est justement un parti conservateur, de droite et, qui plus est, héritier du franquisme puisque son

[321] CHA s'est tout de même allié avec IU pour ces élections législatives de novembre 2011 sous la coalition *La Izquierda de Aragón*, ce qui constitue une première dans les politiques d'alliances de CHA et d'IU.

fondateur est, comme nous l'avons dit, le dernier « préfet » franquiste de la province de Saragosse.

Par conséquent, en raison de la suprématie et de la plus grande répercussion médiatique des nationalismes périphériques de droite, catholiques et bourgeois, CHA se doit de démontrer, au moment de sa création, qu'il existe en Aragon un nationalisme périphérique de gauche. C'est d'ailleurs l'espace électoral que le parti souhaite occuper en 1986, un espace qui a existé par le passé et si les membres fondateurs ont créé CHA, disent-ils, c'est par nécessité, parce qu'ils ont la conviction que l'échiquier politique aragonais leur réserve cette place. CHA va même plus loin dans son ancrage à gauche en affirmant que le nationalisme que le parti a l'ambition de représenter est une forme, une variante du socialisme. Le substrat socialiste est clairement mis en avant, ce qui permet à CHA d'aller chercher les électeurs d'autres partis de gauche ou de centre-gauche, en tout cas socialistes, notamment le PSOE.

Le socialisme revendiqué par CHA est un socialisme démocratique. Il n'est pas communiste et se constitue ainsi en alternative au PCA-PCE qui défend également l'autodétermination des peuples d'Espagne et la proclamation d'une troisième république fédérale. Il n'est pas non plus social-démocrate et peut ainsi tenter de contrer le PSOE possibiliste et pragmatique de Felipe González et d'Alfonso Guerra. Le socialisme de CHA souhaite prendre ses distances par rapport à ces deux tendances afin de tracer une troisième voie : un socialisme aragonais, fédéraliste et nationaliste. Et cette troisième voie n'est évidemment pas le socialisme cubain, ni soviétique, encore moins l'option « gauche caviar » des gouvernements espagnols et français, objet de nombreuses critiques à l'époque. On peut penser, de plus, que l'adjectif socialiste est également repris pour inscrire CHA dans la lignée du PSA. En effet, on retrouve parmi les fondateurs de CHA les socialistes du PSA qui n'ont jamais souhaité rejoindre le PSOE, à leurs yeux trop centraliste et pas assez aragonésiste. À ce titre, on peut se poser la question suivante : si le PSA s'était constitué en fédération socialiste du PSOE selon le modèle du PSC en Catalogne, autrement dit en alliance avec le PSOE mais avec une certaine

autonomie, le besoin de créer CHA aurait-il vu le jour ? Chesús Bernal est catégorique:

> *Yo fui votante del PSA, como nuestro entorno y simpatizantes, y colaboré muchas veces con el PSA y estuve muchas veces en la sede del PSA. Es decir, si el PSA se hubiera mantenido como un partido aragonesista, propio etc… Lo más probable es que CHA no hubiera llegado a nacer. Pero, como consecuencia de aquella disolución, nacieron otros partidos nacionalistas, primero fue el MNA (Movimiento Nacionalista Aragonés), luego algunos creamos INA (Izquierda Nacionalista Aragonesa), eran grupúsculos pequeños y, como consecuencia de todo eso, ya al final apostamos por crear* Chunta Aragonesista *que ya fue, ya se vio desde el principio que era algo más que esos grupos testimoniales y que no nacía con vocación testimonial, y de hecho, yo creo que lo normal sería que nosotros estuviéramos gobernando en Aragón y dirigiendo los destinos de esta tierra, ¿no?*[322]

Néanmoins, cette troisième voie n'est pas équidistante du marxisme et de la social-démocratie. En 1986, CHA est nettement plus proche du marxisme même si elle ne le dit pas explicitement. Le paragraphe consacré au socialisme dans le chapitre consacré à l'idéologie parle clairement de dépassement du système capitaliste (« *aspiramos a superar el actual sistema capitalista en aras de una sociedad sin clases, más igualitaria y más libre* ») et d'un socialisme qui lutte pour l'égalité de tous les hommes, des hommes et des femmes.

> *Rechazamos rotundamente tanto los socialismos autoritarios, que niegan libertades esenciales, como el modelo de socialismo posibilista que supone la socialdemocracia.*

Nous verrons néanmoins qu'au fil des années, CHA s'est modérée et s'est rapprochée de certains postulats de la social-démocratie.

b. *L'évolution idéologique de* Chunta Aragonesista *(1986-2012)*

Au fil des *Asambleyas*, ou congrès nationaux, de *Chunta Aragonesista* (CHA), on s'aperçoit que la base idéologique du parti connaît de légères variations tant et si bien qu'il serait peut-être plus juste de parler de nuances qui, toutefois, peuvent indiquer une évolution dans l'orientation du parti. Ainsi, de la même façon que l'on passe de la défense de la 'libre-détermination' à 'l'autodétermination' entre juin et décembre 1986, le cadre républicain est

[322] Voir annexes, p.35-36.

explicitement cité pour un futur État fédéral espagnol entre 1986 et 2004. Les articles 1 et 2 des statuts adoptés lors du congrès national de janvier 2004 stipulent en effet :

> Article 1, point 3:
>
> *Desde el reconocimiento del pluralismo a todos los efectos,* Chunta Aragonesista *es un colectivo de hombres y mujeres que asumen como propios los valores del socialismo democrático, y que se consideran continuadores y partícipes del esfuerzo histórico en la búsqueda de la libertad, la democracia, la tolerancia en la pluralidad, la paz, la dignidad, la solidaridad y la igualdad entre las personas y los pueblos, huyendo de dogmatismos y recogiendo de las distintas experiencias del movimiento socialista, de los movimientos por la emancipación social y nacional, y de las corrientes ecopacifistas, feministas y humanistas, los elementos básicos para la definición de su estrategia y programa*.
>
> Article 2:
>
> *El ideario de* Chunta Aragonesista *se resume, en consecuencia, en un proyecto socialista, democrático, republicano y de defensa de la Tierra (sic), que permita el logro de una sociedad igualitaria, que garantice la máxima libertad individual y colectiva a su ciudadanía y –en expresión de esa libertad– nuestro hecho nacional, reconociendo a la ciudadanía aragonesa su soberanía como pueblo, basada en el libre derecho a la autodeterminación*.

Si nous comparons les bases idéologiques de 1986 et de 2004, nous observons en effet un changement dans l'ordre des adjectifs et la disparition de certains d'entre eux. A présent, le terme « socialiste » apparaît en premier lieu, alors que les adjectifs « aragonésiste » et « fédéraliste » ont disparu. Pouvons-nous, dès lors, affirmer que CHA est avant tout un parti socialiste, dont le principal cadre est l'Aragon, mais qui se présente également aux échéances électorales espagnoles et européennes ? Ce qui est clair c'est que nous sommes face à un parti situé à gauche de l'échiquier politique, que nous pourrions qualifier de progressiste ou de libéral –entendu au sens politique et non économique du terme. Mais CHA n'est pas le seul parti socialiste agissant en Aragon puisqu'il partage le terrain du socialisme avec l'autre parti socialiste, le PSOE, d'obédience espagnole celui-là. Que sépare donc ces deux partis ? Justement le fait que l'un est totalement autonome alors que l'autre dépend d'une instance supérieure située à Madrid, donc pas en Aragon mais bien au cœur de l'Espagne.

CHA n'est en revanche subordonnée à aucune instance supérieure puisqu'il s'agit d'un parti strictement aragonais, alors que le PSOE d'Aragon constitue une fédération régionale d'un parti dont le cadre d'action est l'ensemble de l'État espagnol. Nous avons déjà dit que, si le PSA de 1976 avait été reconnu comme la fédération aragonaise du PSOE avec une large autonomie du type PSC en Catalogne et que si la plupart des membres du PSA n'avaient pas rejoint le PSOE, CHA n'aurait probablement jamais vu le jour. Ainsi, dans l'hypothèse très improbable d'une restructuration territoriale du PSOE, ou dans l'hypothèse encore plus improbable d'une disparition des partis politiques espagnols au profit de partis strictement locaux ou régionaux, CHA pourrait parfaitement devenir la filiale aragonaise du PSOE, à la façon d'*Unión del Pueblo Navarro* (UPN) en Navarre qui a représenté le Parti Populaire dans ce territoire de 1991 à jusqu'en 2008[323].

Mais laissons de côté la politique fiction. L'ambition politique de CHA n'est pas d'être la filiale –encore moins la succursale– d'un parti espagnol en Aragon. Les militants de CHA ont l'ambition de faire de leur parti un parti hégémonique dans le socialisme aragonais. Pour cela, ils souhaitent dépasser le bipartisme PSOE/PP en Aragon et faire en sorte que les sympathisants socialistes aragonais votent CHA et non plus PSOE. Cette ambition est à leurs yeux justifiée, dans la mesure où ils pensent qu'il a déjà largement été démontré que seul un parti strictement aragonais peut porter l'Aragon vers la pleine autonomie, celle de l'article 151 de la Constitution espagnole. En effet, et toujours selon les membres de CHA, les partis d'obédience espagnole (parmi lesquels se trouve le PSOE) n'ont su apporter en Aragon qu'une décentralisation administrative peu ambitieuse, indigne d'une nationalité historique comme l'Aragon. Le pacte UCD-PSOE de 1980 qui réserve la pleine autonomie aux trois nationalités considérées historiques et à l'Andalousie et qui exclut l'Aragon de ce processus est toujours rappelé comme une décision néfaste des PAE, nécessairement centralistes.

[323] Il avait été question de cela à la même période entre le PAR et le PP. La hausse du PP et la chute du PAR dans les élections suivantes en décidèrent autrement. Cf. Résultats p.151 et 153 (Annexes).

Mais revenons à présent à notre étude lexicale de la définition idéologique de CHA et aux mots absents ou plutôt disparus par rapport à 1986. Nous avons effectivement noté la perte de deux termes pourtant clefs : « aragonésiste » et « fédéraliste ». Le premier serait inutile dans la mesure où il figure déjà explicitement dans le nom du parti. De plus, il s'agit d'un adjectif qui peut être mal-interprété, comme nous l'avons déjà signalé, c'est pourquoi il a été jugé bon de le renforcer non pas par la version plus ambitieuse que serait le terme « nationaliste » –lui aussi susceptible d'être détourné et donc contre-productif– mais par des termes qui représentent un véritable saut qualitatif : « *[…] reconociendo a la ciudadanía aragonesa su* ***soberanía*** *como pueblo, basada en el libre derecho a la* ***autodeterminación***[324]». L'autodétermination n'est plus défendue par le PSOE, contrairement à ce qu'il en était dix ans auparavant. Par conséquent, CHA prend le relai pour se situer parmi les PANE ibériques les plus ambitieux. Il s'agit de s'affirmer clairement comme un parti souverainiste qui aspire à ce que les citoyens aragonais soient les seuls à décider de leur destin. À cette époque, CHA est même beaucoup plus explicite qu'un 'grand' parti nationaliste comme CiU dans la mesure où il utilise le même lexique que la gauche basque *abertzale* ou la gauche indépendantiste et républicaine catalane. Il est donc fondamental de comprendre et d'être conscient de ce que pouvait représenter l'usage du terme *autodeterminación* en 1986, confirmé en 2004, dans un territoire comme l'Aragon. L'image du parti est dès sa naissance 'radicale'. Trop radicale ? Peut-être bien. C'est en tout cas la perception que peuvent avoir les citoyens de l'Aragon, un territoire où le nationalisme alternatif à l'espagnol est loin d'être majoritaire car l'attachement culturel à l'Espagne –probablement en raison du facteur linguistique– reste fort. Dans les Communautés Autonomes (C.A) comme l'Aragon où le nationalisme hégémonique est le nationalisme espagnol, voire même dans les C.A. où le nationalisme périphérique est majoritaire, parler de souverainisme et d'autodétermination représente un saut qualitatif dans la revendication nationaliste et devient 'radical'. Même si CHA n'est pas un parti qui prône majoritairement l'indépendance de l'Aragon, l'usage du lexique que nous venons de voir le range dans la catégorie des partis indépendantistes,

[324] Nous avons souligné et mis en gras ces deux termes.

souverainistes, et non plus des partis socialistes. Ainsi, CHA prend le risque de souffrir de ce que l'on pourrait appeler un problème d'image : trop radical en Aragon, 'seulement' régionaliste en Espagne.

Le projet politique de CHA est donc bien explicitement nationaliste et comme culmination de tout projet nationaliste –on y parle de *hecho nacional*–, le parti souhaite que l'Aragon devienne un territoire totalement libre et souverain. Ainsi trouvons-nous dans les textes internes du parti le terme *autodeterminación*. On peut supposer que ce terme va de soi pour les auteurs de cet article, étant donné que, selon l'une des résolutions de l'ONU, tous les peuples ont le droit de décider librement de leur destin. Pour CHA, il ne s'agit pas d'une revendication radicale ; il est simplement question d'appliquer un texte admis par la première organisation internationale. Par ailleurs, d'après les autres propositions de CHA, l'autodétermination du peuple aragonais et de la nation aragonaise ne passent pas nécessairement par la sécession ou l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne. Ainsi est-il question, dans le premier extrait de 1986, de fédéralisme. Néanmoins, cette proposition du terme « fédéral » disparaît du texte de 2004 au profit d'une revendication explicitement républicaine. On peut se demander si, pour les rédacteurs de l'article, la république souhaitée étant forcément fédérale, ils ont jugé inutile de le préciser. Mais on peut également se demander pourquoi la revendication explicite de la république –qui pourrait être fédérale et espagnole, pas nécessairement aragonaise– n'intervient qu'en 2004 et pas avant. Était-il trop tôt en 1986 ? Probablement. Il est clair que parler de république constitue un autre saut qualitatif très net dans le socialisme que souhaite incarner CHA. Le parti double ainsi par la gauche un PSOE confortablement installé dans la monarchie espagnole et *juancarlista*. N'oublions pas que l'actuel roi d'Espagne est l'héritier d'une dynastie, celle des Bourbons, de sinistre mémoire pour l'Aragon ainsi que pour tous les autres territoires de sa Couronne. En d'autres termes, Juan Carlos Ier de Bourbon est aussi, aux yeux des gens de CHA, le descendant du principal responsable de la disparition de la nation aragonaise revendiquée aujourd'hui par les nationalistes. Si l'on garde ces faits historiques en mémoire, le choix de la République pour CHA paraît encore plus cohérent et logique. Une république qui, par ailleurs, ne peut s'entendre que comme une

république fédérale, car parler à la fois de république et d'autodétermination, dispense de faire apparaître les termes fédéral ou fédéraliste. Il est évident que, pour qu'il y ait autodétermination des territoires, on ne peut envisager qu'une république fédérale voire une confédération. De plus, ce cadre fédéral ne peut s'appliquer qu'à l'État espagnol –et non à un cadre exclusivement aragonais, d'autant plus que l'on aurait du mal à envisager une république aragonaise au sein d'une monarchie espagnole par exemple, même fédérale, à moins que les membres de CHA n'aient en mémoire le projet de Valentí Almirall d'une république catalane au sein d'une Couronne espagnole, ce qui nous paraît totalement invraisemblable[325]. L'objectif n'est donc pas de faire de l'Aragon une république fédérale indépendante mais bien d'instituer un Aragon souverain au sein d'une fédération ou une confédération plurielle et respectueuse des diversités nationales. Une république fédérale espagnole, ou plutôt une confédération espagnole, voire ibérique, permettrait à l'Aragon et aux Aragonais d'être totalement autonomes et librement fédérés aux autres peuples et territoires ibériques. La souveraineté résiderait ainsi dans chacun des peuples ibériques qui décideraient, ou non, de se fédérer aux autres. Dans ce cas, les objectifs de CHA seraient atteints. Et c'est justement cet élément qui permet d'affirmer que CHA n'est pas un parti sécessionniste.

Poursuivons notre étude, car parler de république pour des nationalistes aragonais c'est parler de liberté (*libertad individual y colectiva*) et d'égalité (*sociedad igualitaria ; igualdad entre las personas y los pueblos*). Pour eux les républiques bananières, ou soviétiques, qui connaissaient un déficit de libertés individuelles ne constituent pas des républiques dignes de ce nom, le sens moderne de ce mot ayant été bel et bien perverti à maintes occasions. Notons au passage que les notions de liberté et d'égalité sont ici revendiquées aussi bien pour l'individu et le citoyen que pour la collectivité et les peuples. Faut-il y voir une façon de se préserver là-aussi des attaques souvent réservées aux nationalistes à qui l'on reproche de s'intéresser plus aux peuples qu'aux

[325] Valentí Almirall, *Lo Catalanisme*, ed. de ref. Edicions 62-La Caixa n°22, Barcelone (1979), p.254: « *Essent un fet que la regió catalana no té dinastia pròpia, és evident que l'organització interior que es dongués quan hagués recobrat la personalitat no podría estar basada en la monarquia. Formant part de l'agrupació espanyola, encara que la solució general fos monàrquica […] les nostres institucions particulars haurien de ser representades per més d'un, o sigui, republicanes* ».

personnes, plus aux droits collectifs qu'aux droits individuels ? Probablement. C'est aussi une façon de corroborer le fait qu'il s'agit d'un parti à la fois socialiste et nationaliste, républicain et souverainiste, termes que d'aucuns jugent totalement antagoniques[326].

CHA insiste également beaucoup sur son pacifisme, ce qui est important à l'époque car les tensions nationalistes, ethniques et religieuses sont sur le point d'atteindre leur paroxysme aux Balkans. L'éclatement de l'ex-Yougoslavie met de l'eau au moulin des nationalistes espagnols qui n'hésitent pas à parler de « balkanisation de l'Espagne » en raison du terrorisme de l'ETA mais aussi, une décennie plus tard, du débat territorial mené au cours du premier mandat de José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE)[327] combattu par la droite espagnole au cri de « *¡España se rompe !* ». La guerre des Balkans, certes, ne commence qu'en 1991, à la chute du bloc soviétique. Cependant, dès la fin des années 1980 la défiance vis-à-vis des revendications nationalistes jugées porteuses de conflits et de guerres est ravivée. Pendant cette décennie, le nationalisme espagnol est encore imprégné de franquisme à tel point que tous les nationalismes alternatifs –parfois même les plus farfelus, car on assiste presque à une dérive « localiste », voire cantonaliste– profitent d'un aura et d'une bonne presse qui s'expliquent par un juste retour des choses après les quatre décennies du régime franquiste qui imposèrent un seul nationalisme : l'espagnol. Ainsi, en Aragon, au tout début des années 1990, le PAR, qui est aux affaires grâce au soutien de la droite espagnole depuis 1987, cesse de se

[326] C'est le cas par exemple de certains socialistes issus du secteur centraliste du PSOE, comme José Bono, président du *Congreso de los Diputados* de 2006 à 2011, qui s'autoproclame non-nationaliste et a affirmé à plusieurs reprises que le socialisme était incompatible avec le nationalisme, discours récurrent chez de nombreux militants se réclamant de l'internationalisme. Ce genre de déclaration est intéressant car cela illustre parfaitement la théorie selon laquelle seuls les nationalismes périphériques qui revendiquent une nation sans État sont considérés comme nationalistes. Les nationalismes des États-nations, en revanche, sont perçus comme plus légitimes dans la mesure où ils ne remettent pas en cause des frontières déjà existantes. Il s'agirait d'un nationalisme inconscient –il est évident que José Bono a un discours nationaliste espagnol– qui représente un État, et qui, de ce fait, n'a pas besoin de revendiquer une émancipation, une autonomie ou une indépendance.

[327] C'est l'ex-chef du gouvernement espagnol, José María Aznar (PP) qui parle au quotidien argentin *La Nación* de ce risque de balkanisation de l'Espagne en 2005, au moment où la plupart des C.A. briguent une seconde vague de réformes statutaires. Le projet souverainiste du *lehendakari* basque, Juan José Ibarretxe (PNV) qui vise un statut d'État associé pour les trois provinces de la C.A basque fait couler beaucoup d'encre, notamment les déclarations de Xabier Arzallus, président du PNV qui prévoit pour les citoyens espagnols résidant au Pays basque un traitement similaire à celui des Allemands à Majorque.

définir comme « régionaliste » pour devenir « nationaliste », un saut qualitatif –plus lexical qu'idéologique– que nous avons déjà souligné. En Espagne, le nouveau leader de la droite, José María Aznar, change le nom de son parti comme pour effacer l'empreinte franquiste de Manuel Fraga. *Alianza Popular* devient ainsi *Partido Popular* en 1990. En France, en revanche, le nationalisme a mauvaise presse car, comme nous l'avons expliqué, il y est associé à un nationalisme belliqueux, au repli identitaire et, en définitive, au racisme du Front National (FN) de Jean-Marie Le Pen qui a connu au cours des années 1980 une montée spectaculaire[328]. Pour CHA, au contraire, le pacifisme et l'antimilitarisme sont des valeurs fondamentales du parti sans que cela entre en conflit avec leur « aragonésisme » qui est bel et bien une forme de « nationalisme ». Il en va de même pour les valeurs écologistes et humanistes[329]. Ces deux dernières valeurs qui peuvent apparaître comme un héritage des mouvements de mai 68, qui ont eu une influence certaine en Espagne, nous les retrouvons chez les jeunes étudiants de Saragosse qui, comme nous l'avons signalé, étaient pour beaucoup d'entre eux francophiles. Ce sont ces jeunes universitaires francophiles, antimilitaristes, écologistes, fédéralistes et aragonésistes qui rejoignent les socialistes aragonésistes du PSA –qui ont refusé d'intégrer le PSOE– pour constituer CHA en 1986.

Par conséquent, CHA se définit comme un parti socialiste, républicain et vert qui défend les droits collectifs et individuels des Aragonais. Si l'on devait le comparer à d'autres PANE ibériques, il se situerait à la confluence des trois partis qui ont formé les deux gouvernements tripartites catalans entre 2003 et 2011: PSC (socialistes et fédéralistes) + ERC (nationalistes, souverainistes et républicains) + *Inciativa per Catalunya-Verds* (fédéralistes, républicains et verts). Après cette analyse d'ensemble de l'évolution idéologique de Chunta, nous allons étudier dans le détail chacune des neuf *Asambleyas Nazionals* ainsi que l'organisation interne de CHA.

[328] Le FN de Le Pen obtient 10 députés au Parlement européen lors des élections de 1984 et 35 députés à l'Assemblée nationale lors des élections législatives de 1986 du fait du passage au scrutin proportionnel.

[329] Signalons que la défense du territoire contre les intérêts capitalistes étrangers ne peut s'accompagner que d'une défense écologiste de la montagne, des rivières, des fleuves, qui au milieu des années 1980, en Espagne, est assez pionnière.

3) L'organisation interne et territoriale de CHA

a. Asambleya Nazional *(Congrès)*

L'*Asambleya Nazional* (Assemblée nationale, dans une traduction littérale française), représente la plus haute instance de l'organisation politique *Chunta Aragonesista*. C'est l'équivalent d'un congrès ; elle a lieu tous les trois ans.

> *La Asambleya Nazional es el órgano soberano de Chunta Aragonesista de representación y decisión. Establece las líneas políticas de CHA, así como sus principios y programas, elige a los miembros de la Maya de Pleitos, a los miembros del Comité Nazional y a la persona que ocupa la presidencia de CHA; puede modificar los estatutos y el reglamento de organización. Está compuesta por delegados, al menos uno por cada organización comarcal y se reúne trienalmente*[330].

De l'*Asambleya* découlent donc la présidence, le comité national et la *Maya de Pleitos* dont nous parlerons ci-après. Des délégués (plus de 400 lors de la dernière *Asambleya* de 2012) prennent part aux élections organisées lors des *Asambleyas* afin de constituer les trois organes du parti précédemment cités. Avant chaque *Asambleya*, est proposée une *Ponencia política*, un texte qui marque les grands axes de la politique du parti pour les quatre prochaines années. Les militants peuvent l'amender et ces amendements sont débattus pendant le congrès jusqu'à l'obtention d'un texte consensuel. Lors de ces congrès, est également choisi le *Comité nazional*. Constitué de 80 militants, il est chargé de prendre les décisions entre les différents congrès.

I*ère* *Asambleya* :

Le premier congrès ou *Asambleya* a lieu à Saragosse le 20 décembre 1986, à peine six mois après la création du parti. En cette date de commémoration du *Justicia de Aragón*, est élu le premier président du parti, Eduardo Vicente de Vera, l'un des membres fondateurs du *Consello d'a Fabla Aragonesa*. Le secrétaire général et numéro deux du parti, est Chesús Bernal,

[330] www.chunta.org

un autre membre du *Consello*, professeur de philologie française –spécialiste de littérature occitane[331]– à l'Université de Saragosse.

IIème *Asambleya* :

La IIème *Asambleya* a lieu seulement deux ans après la première car, entre temps, en 1987, des élections municipales, régionales et européennes ont été célébrées. Aux Cortès d'Aragon, les socialistes du PSOE sont écartés du pouvoir en raison d'une augmentation très forte du PAR, le parti aragonésiste conservateur, qui devient la deuxième force politique du pays. Le PAR rafle ainsi la présidence de l'Aragon aux socialistes grâce aux voix d'*Alianza Popular* (AP) qui, en Aragon, est pénalisée électoralement par la hausse du PAR puisque les conservateurs se partagent l'électorat de droite[332].

Pour UA-CHA, 1987 est la première échéance électorale de la vie politique du parti. Les résultats sont marginaux : 0,97%, soit 6 154 voix en tout, pour les élections régionales. Le meilleur score se produit justement dans la province de Huesca (1,78%), suivi de Saragosse (0,85%) puis Teruel (0,49%). Les meilleurs scores ont donc lieu dans le vieil Aragon, nous verrons par la suite pourquoi. Ces faibles scores sont attribués par les membres de CHA eux-mêmes à la présence quasi nulle de l'organisation en dehors de Saragosse et de Huesca et au déficit de connaissance du projet, et même du parti politique, dans la société aragonaise. C'est donc le temps d'une première réflexion et d'un premier changement de président. À la suite de l'*Asambleya* de 1988, c'est une femme –phénomène encore peu fréquent– Azucena Lozano, de la ville de Huesca, qui devient la présidente du parti lors du deuxième congrès célébré dans la capitale du Haut Aragon. La 'grande' ville du nord de l'Aragon vole la vedette à la capitale du pays. Un an auparavant, c'est aussi à Huesca qu'ont été adoptées les normes orthographiques d'une langue aragonaise unifiée et standardisée[333]. Huesca est par ailleurs la capitale du vieil

[331] Vous pouvez consulter les entretiens en annexes, p.33.
[332] Il s'agit d'une spécificité aragonaise car dans le reste de l'Espagne l'ascension du parti de Manuel Fraga Iribarne est notable.
[333] Jusque-là, il n'y avait pas d'aragonais standard mais des variétés dialectales (ansotano, chistabín…) souvent transcrites avec une orthographe hispanisante.

Aragon ou en tout cas la ville où la proportion de personnes originaires des comtés originels du royaume est la plus forte. Huesca devient presque la 'réserve' historique de l'Aragon, l'essence, le berceau du pays. D'ailleurs, le slogan choisi pour cette 'assemblée nationale' est explicite quant au rôle de l'Histoire pour mieux construire l'avenir : « *Recuperar el pasado, construir el futuro. Rechirar o pasau, fer o futuro. Recuperar lo passat, construir lo futur* ». Le slogan est toujours trilingue même si la version catalane n'apparaît pas cette fois-ci sur la première mais sur la quatrième de couverture. Faut-il y voir un clin d'œil à la langue vernaculaire de la ville de Huesca, du vieil Aragon revendiqué ? S'agit-il d'un hommage au nouveau standard adopté ? Probablement un peu tout cela à la fois. Toutefois, il ne faut pas s'étonner de l'absence du catalan sur la première de couverture dans la mesure où la défense que fait CHA de la langue catalane à l'époque est beaucoup plus théorique que réelle. En effet, le parti est surtout implanté à Saragosse et à Huesca. Il n'a qu'une présence marginale en Aragon oriental à ce moment-là. Soulignons, néanmoins, l'usage de l'article *lo* et non *el*, c'est-à-dire un dialectalisme du catalan occidental. Le catalan utilisé n'est donc pas le catalan central ou standard des médias catalans mais bien le catalan d'Aragon. Bizén Fuster, un autre membre du *Consello d'a fabla aragonesa*, assume en 1988 la vice-présidence du parti. Il jouera un rôle important dans le parti plus tard.

En 1988, UA-CHA est toujours très active et présente dans la vie associative aragonaise. Ainsi le parti reste-t-il fidèle à ses origines dans la mesure où il est l'un des membres fondateurs de la *Coordinadora Aragonesa de Pueblos Afectados por los Embalses*, la *Comisión de Defensa del Valle de Ansó*, l'*Asociación Internacional de Defensa de los Pirineos*, la *Coordinadora de Defensa del Valle de Chistau*. UA-CHA reste donc proche des mouvements de la société civile dont elle provient et qui luttent, entre autres, pour la « dignité de la montagne » et contre les inondations de vallées pour la construction de nouvelles centrales hydro-électriques. Par ailleurs, le parti reste engagé dans l'internationalisme et la solidarité internationale et fait partie du *Comité de Solidaridad con Nicaragua*[334]. Quant à l'antimilitarisme, le parti est

[334] Cf. Annexes, p.186. Affiche d'une campagne de CHA en solidarité avec le Sahara occidental.

toujours membre du *Colectivo por la Paz* et le *Desarme de Zaragoza*, deux mouvements pacifistes de la capitale aragonaise[335].

En ce qui concerne le bilan de l'arrivée au pouvoir de la droite régionaliste que représente le PAR –aidée par la droite espagnole d'AP–, UA-CHA est très critique. Le rapport du congrès donne des informations sur les rapports entretenus entre CHA et les autres forces politiques représentées en Aragon à l'époque. L'on apprend ainsi que:

> *nuestras conversaciones con el PAR únicamente sirvieron para afianzar nuestro mutuo conocimiento y dejar patentes nuestras diferencias de fondo*[336].

En 1987 avaient également eu lieu les premières élections européennes depuis l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Économique Européenne (CEE). En conséquence, comme il avait été dit lors du Premier Congrès National de 1986 :

> *la voluntad claramente abierta y solidaria de nuestra forma de entender el aragonesismo […] nuestra concepción federal pasaba obligatoriamente por un afán de solidaridad, pilar básico de una política universalista que llena de contenido nuestro concepto de aragonesismo*[337]

UA-CHA y a participé au sein de la coalition *Izquierda de los Pueblos* avec, notamment, le parti de la gauche basque *Euzkadiko Ezkerra* (EE) de Juan María Bandrés[338]. La coalition a récolté dans l'ensemble de l'État espagnol plus de 261 000 suffrages, soit à peine moins de 7 000 voix pour décrocher un siège d'euro-parlementaire.

*III*ème *Asambleya* :

En janvier 1992, c'est Teruel qui accueille le troisième congrès national du parti. En revanche, le titre du congrès est exclusivement unilingue *¡ Vamos adelante !* Teruel est, en termes démographiques, la troisième capitale aragonaise, il était logique que le troisième congrès d'un parti aragonésiste

[335] Cf. Annexes, p.188. Affiche de la *Plataforma Ciudadana Desarmar San Gregorio*.
[336] *Recuperar el pasado, construir el futuro*, II Asambleya Nazional, Huesca, 17-18 décembre 1988, p.8.
[337] *Op. Cit.*, page 8.
[338] Décédé en novembre 2011, voir l'entretien avec Chesús Yuste dans les annexes, p.59. Bandrés fut une référence politique très claire dans les premiers temps politiques de CHA.

comme CHA s'y tienne. En effet, le parti souhaite mettre en avant le caractère aragonais et décentralisé de la formation afin de faire taire le discours anti-centraliste interne à l'Aragon, très présent dans les villes de Huesca et de Teruel. En outre, lors des élections municipales de 1991, Teruel est devenu le premier chef-lieu de province, *la primera capital de provincia* –avant Saragosse et Huesca, donc– à obtenir un conseiller municipal pour *Chunta Aragonesista*. L'emblématique José Antonio Labordeta, fin connaisseur de cette ville de l'Estrémadure aragonaise pour y avoir vécu et enseigné l'histoire à la fin des années 1960, dit à ce propos que la 'reconquête' va cette fois aller du sud au nord, en allusion à la conquête chrétienne du haut moyen âge. Pourtant, la place de Teruel est électoralement dure pour les partis de gauche. On pouvait s'attendre à ce qu'elle le soit davantage pour la gauche aragonésiste. En effet, les habitants de la ville, les *turolenses* manifestent, depuis le rétablissement de l'autonomie aragonaise, un penchant anti-centraliste assez marqué envers leur capitale, Saragosse. La capitale valencienne étant plus près que Saragosse (145 kilomètres contre 180), les habitants de Teruel se sont toujours sentis plus attirés par cette ville méditerranéenne, pourtant partiellement d'expression catalane. À Valence, les *turolenses* se sont traditionnellement sentis plus à l'aise et plus respectés qu'à Saragosse, la capitale aragonaise, une ville d'intérieur, moins exotique et dont les habitants pouvaient être parfois hautains avec les provinciaux. Ainsi, au moment de l'élaboration de l'Espagne autonomique, certaines voix se sont élevées dans la ville de Teruel pour faire partie du royaume de Valence et non plus du royaume d'Aragon[339]. Rappelons que ces deux villes partagent un fleuve, le *Turia* (*Túria* à Valence), qui naît en pleine ville de Teruel, ce qui unit géographiquement les Aragonais du sud et les Valenciens dans la mesure où les migrants ont souvent tendance à suivre les cours des fleuves[340]. On peut, par conséquent, s'étonner du fait que la capitale du Bas Aragon ait été la première 'grande' ville aragonaise à avoir un conseiller municipal nationaliste aragonais.

[339] Dans la langue populaire des personnes âgées, pour « aller à Valence » il est fréquent d'entendre l'expression « *bajarse al reino* ». Il faut toutefois comprendre l'expression comme l'autre royaume, celui de Valence, et non comme une volonté de laisser l'Aragon au profit de Valence.
[340] Voir l'entretien en annexes avec José Antonio Labordeta, p.3.

C'est également à Teruel que CHA se dote d'une section jeunesses afin d'entrer en contact avec la jeunesse aragonaise progressiste, déçue par les partis traditionnels comme le PSOE (au pouvoir depuis 10 ans en Espagne) et *Izquierda Unida* (notamment son secrétaire général Julio Anguita, qui n'hésite pas à s'allier parfois au PP pour combattre le PSOE de González). *Chobenalla* (jeunesse en langue aragonaise) est le nom choisi par le parti pour encadrer les militants nationalistes (voire indépendantistes) allant jusqu'à l'âge de 28 ans.
Après ce troisième congrès, l'Aragon et l'aragonésisme connaissent d'importantes manifestations pour la pleine autonomie dans tout le territoire et à Madrid. Ce sont des années très revendicatrices où la forte présence de CHA attire de nombreux électeurs qui souhaitent sanctionner la social-démocratie et le possibilisme que représente le PSOE. En 1993, Chesús Yuste, tête de liste pour les élections législatives espagnoles multiplie par 2 les résultats de CHA dans la circonscription de Saragosse qui restent néanmoins marginaux (de 2000 à 4000 voix, soit moins de 1%).

IVème Asambleya :

Le quatrième congrès national de CHA a lieu en janvier 1995 dans la capitale aragonaise. Le slogan, toujours unilingue, est cette fois-ci « *Aragón crece con nosotros* » et semble visionnaire car 1995 est une année charnière pour la formation politique. C'est en effet l'année où le parti obtient deux sièges aux Cortès d'Aragon –au Palais de l'*Aljafería* de Saragosse– ainsi que des conseillers municipaux dans toutes les capitales de province de l'Aragon : Saragosse, Huesca et Teruel –dans cette dernière ville, le conseiller municipal obtenu en 1987 est consolidé mais le parti ne progresse pas. Le parti détient désormais trois communes du Haut Aragon (Artieda –où avaient été élus les deux premiers conseillers municipaux de CHA en 1987–, Castillazuelo et Biscarrués, des villages menacés par des barrages hydroélectriques). Par ailleurs, lors de cette *Asambleya*, Bizén Fuster devient président, Chesús Bernal secrétaire général, et « l'autre Chesús » comme on appelle Chesús Yuste, vice-secrétaire général. Cette augmentation de la représentation de CHA dans les institutions doit beaucoup au désenchantement des électeurs socialistes du PSOE qui voient le gouvernement de Felipe González à l'agonie.

En outre, le ministre Josep Borrell, un Catalan, compte depuis 1993 sur un projet très ambitieux (encore plus que celui du PP du début des années 2000) de transvasement de l'Ebre vers la Catalogne. Certains Aragonais prennent ainsi conscience du besoin d'avoir des forces politiques totalement autonomes des grands PAE dont le siège est à Madrid. Cela apparaît de plus en plus comme une garantie pour la défense des intérêts des Aragonais. Et l'Èbre –ou plutôt le symbole qu'il représente– en est un.

Le 28 janvier 1996, CHA célèbre sa *II Conferenzia Nazional* où le parti adopte le texte *Aragón y el Estado* qui parle de son projet fédéral pour l'organisation territoriale espagnole. En mars 1996, pour les législatives espagnoles, CHA fait un bond de plus de 43 000 voix et devient la quatrième force politique de l'Aragon avec 8% des voix. Ce succès doit beaucoup à la candidature de Labordeta qui vient de rallier une formation qui a commencé à parler davantage de fédéralisme que de nationalisme, ce qui séduit l'*Abuelo* et un grand nombre d'électeurs, comme nous venons de le voir[341].

Vème Asambleya :

En 1998, on retrouve le trilinguisme à Huesca avec un slogan : *L'aragonesismo ta toz / Abriendo espacios / des de l'esquerra*. On observe qu'il ne s'agit plus de traduire un slogan dans les trois langues comme en 1986 ou 1988 mais au contraire d'avoir un slogan unique, divisé en trois, pour mieux souligner que l'Aragon s'exprime en trois langues. Bizén Fuster est réélu à la présidence du parti avec 76% des voix contre 11% pour le premier adversaire interne à avoir proposé sa candidature, Miguel Ezquerra. Chesús Bernal cède le poste de secrétaire général à Chesús Yuste. Paco Pacheco (futur assistant de José Antonio Labordeta au Cortès de Madrid, de 2000 à 2008) et Yolanda Echeverría (future députée aux Cortès d'Aragon en 1999-2007) deviennent vice-secrétaires généraux. Il s'agit du congrès de la consolidation puisqu'en 1999, notamment grâce à la candidature de Labordeta, CHA connaît une belle

[341] Cf. Annexes, p.182: Labordeta chante à l'occasion du 18ème anniversaire de CHA.

percée et constitue son premier Groupe parlementaire aux Cortès d'Aragon (GPCHA).

En 1998 est créée la *Fundación Gaspar Torrente para la Investigación y Desarrollo del Aragonesismo*, le *think tank* de CHA qui emprunte le nom du premier nationaliste aragonais, de la Barcelone du premier tiers du vingtième siècle. Le premier directeur de cette fondation est Eloy Fernández Clemente, compagnon de longue date de José Antonio Labordeta, professeur des universités et spécialiste de Joaquín Costa et d'Histoire économique de l'Aragon. Rappelons que Clemente a fondé la revue antifranquiste *Andalán*, le Parti Socialiste d'Aragon (PSA) et qu'il est l'un des instigateurs de la *Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA). Notons, en revanche, qu'il n'a jamais milité à *Chunta Aragonesista* (CHA). En 1999, CHA entre dans la nouvelle ère technologique et présente sa page web officielle, www.chunta.org, une des pionnières parmi les partis politiques aragonais.

VIème Asambleya :

En 2001, le congrès revient dans le sud, à Teruel, avec le slogan toujours trilingue *Encarando el futuro. Plantando firmes enta l'esdebenidero. Encarant el futur*. En 2000, les résultats électoraux aux élections législatives ont permis d'envoyer José Antonio Labordeta au Congrès des Députés de Madrid. La menace d'un nouveau transvasement de l'Èbre et la faiblesse du PSOE –qui vient de choisir un secrétaire général pratiquement inconnu du grand public, José Luis Rodríguez Zapatero– y sont pour beaucoup. C'est après ce congrès qu'a lieu la consécration de CHA. Ainsi, lors des élections municipales et aragonaises de 2003, le parti devient la troisième force politique avec près de 100 000 voix. Malgré cela, alors que cela faisait 20 ans que la gauche n'avait pas obtenu la majorité absolue aux Cortès d'Aragon, le PSOE préfère reconduire une coalition avec les régionalistes conservateurs du PAR au gouvernement aragonais. À Saragosse, Juan Alberto Belloch (PSOE) n'a en revanche pas le choix et doit former un gouvernement de coalition avec CHA. Les nationalistes sont extrêmement frustrés de cette décision personnelle du président Iglesias qui ne souhaite pas gouverner avec CHA pour une simple

raison de tranquillité. En effet, la coalition PSOE-PAR a atteint un rythme de croisière et Iglesias ne souhaite pas s'encombrer avec un associé comme CHA qui va exiger l'officialisation des langues vernaculaires, un nouveau Statut d'autonomie, un meilleur financement (à la basque ou à la navarraise)… Pour le PSOE, en 2003, il est électoralement préférable d'afficher une certaine modération et de la stabilité car en 2004 ont lieu des élections législatives cruciales en Espagne. Par ailleurs, n'oublions pas que ces années sont marquées par les mouvements anti-transvasements qui réussissent à organiser des manifestations historiques en Aragon, en Catalogne, à Madrid et à Bruxelles.

VIIème Asambleya :

En janvier 2004, Bizén Fuster est reconduit à la présidence du parti. Le slogan du congrès est: « *Haciendo País. Desde la izquierda un Aragonesismo para todos* ». Remarquons qu'il est exclusivement en langue castillane. Bizén Fuster obtient trois quarts des suffrages alors que son adversaire, Emilio Anadón, n'en obtient que 20%. José Antonio Acero reste secrétaire général avec Mar Herrero et Chesús Bernal comme vice-secrétaires généraux. Le 14 mars 2004, Labordeta parvient à conserver son siège au Congrès des Députés, et ce malgré la polarisation PSOE/PP qui suit les attentats de Madrid et malgré la diabolisation des nationalismes (surtout basque et catalan) orchestrée par le dernier gouvernement populaire de José María Aznar. En 2004, le nationalisme aragonais se rapproche des indépendantistes d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et d'*Eusko Alkartasuna* (EA) et obtient un siège rotatif entre ces trois partis au Parlement européen. Le 17 décembre 2004, la capitale aragonaise est choisie pour organiser l'Exposition Internationale de 2008 qui portera sur un thème cher à la ville et à l'Aragon : l'eau et le développement durable. *Chobenalla* ne voit dans ce projet qu'un prétexte pour mieux spéculer sur le sol de la ville jusqu'à la célébration de l'Expo. En conséquence, l'organisation juvénile est expulsée. En effet, les cadres de CHA qui, au début, ont émis eux aussi un certain nombre de réserves sur ce projet pharaonique, vont finalement le défendre pour les avancées et le progrès (notamment en termes d'infrastructures) que l'événement s'apprête à engendrer. Il faut ajouter

que d'autres sujets de discorde (notamment l'admiration de certains jeunes pour le radicalisme basque) ont mené à la séparation de *Chobenalla* et CHA mais nous analyserons cela dans le détail plus tard.

En 2006, CHA entreprend des mobilisations actives pour exiger le retour du patrimoine artistique des paroisses aragonaises qui, appartenant à des diocèses catalans, s'était retrouvé dans des musées diocésains catalans. Ce conflit, latent depuis 1995 et la création de diocèses strictement aragonais, fait surface au moment où les Catalans réclament à Salamanque les archives catalanes confisquées par le régime franquiste. Les Aragonais font l'amalgame Archives/patrimoine historique et artistique et réclament aux Catalans le retour de la centaine d'œuvres. Rappelons que c'est à cause de ce conflit aragono-catalan que le président Iglesias a décidé de suspendre la participation de l'Aragon à l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée pour laquelle il avait pourtant manifesté un certain enthousiasme. Les nationalistes de CHA, alliés européens des Catalans d'ERC (à la tête de la réclamation des archives de Salamanque) ne peuvent en faire moins que le PSOE, ou le PP, très belliqueux sur ce point, et organisent également une campagne pour exiger le retour du patrimoine artistique aragonais à leurs yeux spolié.

À cette époque, le roman historique *La Catedral del mar*, du Barcelonais Isidoro Falcones, devient un best-seller. Mais en Aragon, la lecture clairement catalaniste faite de l'Histoire de la Couronne d'Aragon est très mal reçue, à tel point qu'un membre des nouvelles jeunesses de CHA, *Chobentú*, élabore un texte où il réfute tous les aspects historiques polémiques, *La Catedral de las Mentiras*.

Après le choc des résultats de 2007, aussi mauvais qu'inattendus, le Comité national de CHA se réunit le 9 juin pour convoquer, après la constitution des nouvelles institutions aragonaises, la VIIIème *Asambleya Nazional*, un conseil national du parti qui s'annonce déjà comme celui de la réflexion et de la rénovation. L'expérience gouvernementale à la mairie de Saragosse coûte cher à la formation nationaliste qui, en pleine euphorie

« zapatériste[342] » et des préparatifs de l'Expo internationale de 2008, perd la moitié de ses électeurs à Saragosse. Le 22 septembre 2007, le Comité décide de célébrer l'*Asambleya* à Huesca les 12 et 13 janvier 2008. Selon *Aragón Libre*[343]:

> *Abiertos, a través de la web del partido, a la participación de la militancia en la aportación de sugerencias, los militantes han analizado el momento crucial que atraviesa CHA y las perspectivas de futuro que hay que saber aprovechar. La Ponencia habla de participación, de pluralidad, de integración, de coherencia política, de lealtad al proyecto… Se abordan los elementos más importantes de la identidad de CHA y su relación con todos los sectores de la sociedad aragonesa. Se plantea la necesidad de seguir generando nuevas propuestas atractivas para la ciudadanía y de fomentar más y mejores espacios en los que debatir sobre la implantación del territorio, las políticas de comunicación, las necesidades de feminizar el partido, de lograr mayor presencia de la realidad de nuestro medio rural y de trabajar para ser un proyecto atractivo para la juventud aragonesa. Se trata de seguir creciendo como proyecto político nacionalista, aragonesista y de izquierdas, imprescindible para el futuro de Aragón.*

Entre les lignes, nous pouvons énumérer quelques points d'autocritique. À ceux qui trouvent la direction excessivement repliée sur le noyau dur des fondateurs de CHA (les philologues français et leur cercle), on offre ici la participation de tous les militants –voire de tous les citoyens, à travers internet. CHA apparaît comme un parti pluriel avec plusieurs sensibilités comme le montre l'existence du courant critique, *Puyalón* qui, lors de l'*Asambleya* précédente avait recueilli 20% des voix face à Fuster (74%). Jusque-là, le courant interne est clairement minoritaire. À cette minorité critique, le texte exige de la cohérence et de la loyauté aux principes fondamentaux du parti. Autrement dit, le courant interne ne peut tenir des propos ou défendre des postulats incompatibles avec CHA, auquel cas il cesserait d'être un courant interne pour se constituer en groupe politique différencié.

VIIIème Asambleya :

L'*Asambleya* de janvier 2008 est marquée par le départ de Bizén Fuster, président de CHA depuis 1995, et l'élection de la députée aux Cortès d'Aragon, Nieves Ibeas, compagne d'Antonio Gaspar. Les militants les plus

[342] Le chef de l'exécutif espagnol séduit avec son fameux *talante*.
[343] « Preparando la 8ª. Asambleya Nazional, el congreso de la renovación », dans *Aragón Libre*, n°61, automne 2007/hiver 2008 (Saragosse), p. 3.

critiques tiennent pour responsables, entre autres, ces trois dirigeants historiques de la débâcle électorale à Saragosse. Le congrès est clairement divisé, extrêmement tendu (on parle de «Congrès de Sarajevo » dans les couloirs). Le slogan est donc explicite quant à la rénovation nécessaire après la débâcle de CHA en 2007 : « *Renovación Compromiso País* ». C'est finalement Ibeas qui remporte le congrès avec une faible avance (56%) face à Lola Giménez, conseillère municipale de Biscarrués, village menacé par le barrage de Yesa, et représentante du courant plus nationaliste. Ce duel féminin n'offre donc qu'une rénovation modérée car c'est bien le secteur proche du secteur « *afrancesado* » historique qui est reconduit. Juan Martín, issu de la politique municipale de Saragosse, devient secrétaire général. Il est entouré de trois vice-secrétaires généraux José Luis Soro (juriste du groupe parlementaire de CHA et député autonomique depuis 2011), Marisa Fanlo et Gregorio Briz (député autonomique également depuis 2011).

En raison des mauvais résultats qui se succèdent depuis 2007, en 2010, CHA change de stratégie ibérique. Les aragonésistes de gauche répondent à l'appel des députés catalans Joan Herrera et Jordi Guillot, d'*Iniciativa per Catalunya-Els Verds* afin de créer une plateforme de partis fédéralistes, ibéristes et écologistes, une plateforme nommée *Espai Plural/Espazio plural*. Dans la presse aragonaise, la plateforme est ainsi présentée[344]:

> *Izquierda, ecologismo y plurinacionalidad. Estos son los tres ejes de un nuevo foro de debate ideológico, que se presentará el próximo mes de septiembre en Zaragoza. Chunta Aragonesista es uno de los partidos que lo integran y también uno de los principales impulsores. También figuran en este grupo Iniciativa per Catalunya-Verds; Iniciativa pel Poble Valenciá, Paralelo 36, Iniciativa d´Esquerres y Nueva Canarias.*
>
> *Bajo el nombre de Espacio Plural este movimiento tiene "voluntad de permanencia", explicó José Luis Soro, vicesecretario general de Acción Política de CHA. Los contactos para su creación se llevan manteniendo desde hace meses. Este fin de semana tuvo lugar la última de las reuniones, que se traducirá en un manifiesto fundacional que se hará público en Zaragoza en septiembre, cuando se celebrará un nuevo encuentro.*
>
> *"Pretendemos ser un foro de debate, no una coalición ni un partido", aseguró Soro, que ha participado en las rondas de contacto. A pesar de ello, no descartan acudir unidos, bajo el paraguas de Espacio Plural, a las elecciones europeas, o conformar un grupo unitario en el Congreso. "La idea es crear un*

[344] « CHA se integra, junto con otros grupos, en Espacio Plural », dans *El Periódico de Aragón*, 22 juin 2010.

espacio común, como referente estatal, pero sin que ninguna de las fuerzas pierda su identidad", explicó.

La creación de este grupo surge como reacción al "cambio de rumbo" que en su opinión han experimentado las políticas del PSOE. "Esta circunstancia ha causado una gran desorientación entre las formaciones y los movimientos de izquierda. Pensamos que es importante seguir articulados en torno a una serie de ideales que se están perdiendo, de forma coyuntural, como consecuencia de la crisis", subrayó el vicesecretario de CHA.

En cualquier caso, Soro dejó claro que Espacio Plural "no nace contra nadie, ni contra ningún partido político". El objetivo es "generar ideas, sumar, y para nada se pretende dividir a la izquierda". De hecho, se mostró convencido de que "se acabarán sumando a esta plataforma ideológica más fuerzas de todo el país". De hecho, IU, que mantiene pactos con ICV en el Congreso y en Europa, ve con "naturalidad y absoluta normalidad" esta plataforma. El portavoz autonómica, Adolfo Barrena, consideró normal esta alianza que no es obstáculo para que en "casos concretos" puedan mantenerse los pactos entre IU y la formación ecologista catalana.

IXème Asambleya :

Après les élections de mai 2011, Nieves Ibeas décide de quitter la présidence du parti pour se consacrer au porte-parolat du Groupe Parlementaire de CHA au Cortès d'Aragon. C'est José Luis Soro, militant depuis 1994, avocat et consultant juridique du GPCHA depuis 2003, député du parlement aragonais et l'un des vice-présidents du parti, qui se présente à l'élection lors de ce IXème Congrès de février 2012, intitulé *Entabán !* Notons que cette année, le slogan n'était qu'en langue aragonaise et qu'il correspond à une sorte de « cri de guerre » visant à encourager les troupes puisque *entabán* signifie « en avant ». Il s'agit bien d'aller de l'avant, de progresser et de laisser dans le passé les vieilles blessures de guerre, aussi bien externes qu'internes au parti. Ibeas s'exprime ainsi sur son blog:

Acabo de declarar inaugurada nuestra IX Asambleya Nazional, el máximo órgano de Chunta Aragonesista en el que se expresa, por delegación, la voluntad soberana de su afiliación. Se renovarán los cargos orgánicos (Presidenzia, Comité Nazional y Maya de Pleitos) y se plantearán cambios en los Estatutos, Reglamento de Organización y Ponencia Política de nuestra formación política.
Al final, solo hay una candidatura presentada para optar a la Presidenzia de CHA, cargo que dejaré de ocupar mañana, sábado 11 de febrero: José Luis Soro. Pepe (para l@s amig@s) es una excelente persona, un excelente diputado en las Cortes de Aragón que en poco tiempo se ha ganado el respeto y la simpatía de quienes le van conociendo, con un perfil político de gran futuro, profundamente aragonesista…desde la izquierda y, sobre todo, profundamente leal con CHA.

Lleva muchos kilómetros recorridos por todas las comarcas aragonesas para dar a conocer su candidatura y escuchar a todos los compañeros y compañeras y no me cabe la menor duda de que tendrá el respaldo de la gran mayoría de la Asambleya para asumir la máxima responsabilidad en la dirección de CHA en los años que tenemos por delante. La renovación siempre viene bien y José Luis Soro marcará su impronta en la historia de nuestro partido, del mismo modo que lo hemos hecho quienes hemos tenido el privilegio y el honor de ostentar ese cargo con anterioridad.
Mañana, l@s delegad@s defenderán y votarán las enmiendas con las que se establecerán las grandes líneas de actuación para los próximos años y en esta ocasión no me cabe la menor duda de el debate será intenso y fructífero. Llegamos a esta Asambleya en un buen momento para CHA, con una cohesión interna que no teníamos hace cuatro años, con rasmia y entusiasmo, y con presencia en la primera línea política, porque no hay tema que concierna a Aragón y la sociedad aragonesa sobre el que no nos estemos pronunciando.

Soro était finalement le seul candidat et a été élu avec environ 74% des voix des délégués. Après le départ de presque tout l'ensemble du secteur critique, le parti semble enfin rassemblé mais affaibli, en tout cas en nombre de militants. Par ailleurs, CHA n'est plus le seul parti à représenter le nationalisme aragonais, il y en a désormais d'autres mais qui ne semblent pas avoir cette vocation de gouvernement. Le rôle institutionnel de CHA, à travers ses conseillers municipaux et ses députés, permet d'affirmer qu'il reste le parti de référence dans ce domaine.

CHA a-t-elle cessé d'être nationaliste ? N'est-elle qu'un parti fédéraliste avec une forte conscience aragonaise ? Parler d'autodétermination et de nation aragonaise, n'est-ce plus qu'un dogme auquel on ne croit plus vraiment ? Nous allons tenter de répondre à ces questions.

Si l'on s'en tient à la *Ponencia política*, le cahier des charges si l'on veut du congrès de février 2012, la terminologie et les champs lexicaux n'ont pas beaucoup varié et restent ceux d'un parti nationaliste périphérique de l'État espagnol. En revanche, dans l'index, nous ne retrouvons pas forcément tous les points clés de CHA:

1. Retrospectiva y análisis ; 2. Objetivos ; 3. Comunicación CHA ; 4. Juventud y CHA ; 5. CHA y otras fuerzas políticas ; 6. Las lenguas propias y CHA ; 7. Medio ambiente ; 8. Propuestas de CHA para afrontar la crisis[345].

[345] *Ponencia Política*, IX Asambleya Nazional, Chunta Aragonesista (CHA), Saragosse (2012).

Nous n'avons pas de chapitre consacré à l'organisation territoriale de l'État, à la pleine autonomie même si l'on va retrouver ses aspects dans la partie qui traite des autres partis politiques puisqu'il s'agit de l'entente et de la stratégie fédérale et que le nationalisme ne fait l'objet que d'une sous-partie. Le seul chapitre qui rappelle les premiers postulats du parti est celui des langues et de l'environnement. Quant à la communication et à la jeunesse, ces chapitres répondent à notre avis au besoin d'améliorer la stratégie du parti dans ces deux domaines. En effet, après la débâcle de 2007, le parti a assumé le fait que les élus de CHA n'avaient pas réussi à bien communiquer, qu'il y avait un décalage entre le travail réalisé et la perception de celui-ci dans la société. Quant à la jeunesse, CHA a également assumé que les jeunes ont majoritairement voté PSOE en 2004 et 2008, PP en 2011. CHA reste relativement bien placé dans l'électorat de 30-45 ans mais moins bien chez les 18-22 ans, contrairement aux années 1990.

Si l'on analyse le lexique utilisé, on s'aperçoit que l'on se réfère toujours à l'Aragon comme à une « nation »[346]. En outre, en ces temps de grave crise économique, c'est l'une des premières fois qu'il est clairement affirmé que l'appartenance à l'Espagne porte préjudice à l'Aragon :

> *Además la ruinosa situación de algunas Comunidades y de la del propio estado español nos arrastra hasta el punto que algunas de esas agencias de calificación rebajan el rating de nuestra deuda aduciendo que "las regiones solo pueden tener mejor calificación que la del país al que pertenecen manteniendo unas características crediticias más fuertes que la de su país en un escenario de estrés incluyendo factores como la falta de dependencia respecto al país soberano en lo referente a una parte apreciable de sus ingresos, así como una economía más sana y más diversa que la de la economía nacional". Sin embargo las entidades forales sí cumplen esas características, que les permite estar calificadas por encima de la soberana. Es decir una vez más la ligazón a España, lejos de favorecernos, nos empobrece.*

Il s'agit évidemment de montrer du doigt les territoires "foraux" (Navarre et Pays basque) qui se portent bien mieux que le reste de l'Espagne en partie grâce à leur régime spécifique. Entre les lignes, il faut lire que si l'Aragon avait été doté d'un régime similaire, la situation économique du pays serait aujourd'hui meilleure. Dans la dernière phrase, on envisage même un avenir

[346] *Op. Cit.*, p.3: « ¿Y en Aragón? Nuestra nación no es ajena a la preocupación por la situación económica…».

meilleur en dehors de l'Espagne, qui apparaît clairement comme un poids pour l'Aragon, un « boulet » si j'ose dire.

Par rapport à la crise interne de 2008 et aux démissions qui se sont produites jusqu'en juin 2011, le texte entonne, dans le chapitre des objectifs, son *mea culpa* ou presque :

> *Conocemos perfectamente, por otro lado, factores internos, creados por nosotros mismos que por momentos han perjudicado nuestra imagen como partido, pero también y por ende, la del espacio político que ocupamos. Tener esa idea presente quizás nos responsabilice aún más de nuestros actos.*
> *La profundización en nuestra democracia interna, la asunción por los militantes de la idea de partido, pero también de la idea del espacio ideológico donde nos ubicamos (político, cultural, social), la determinación conjunta de que el enemigo no está dentro, la superación de razones personales, la adecuada comprensión de la utilización de expresión en cuestiones relativas al partido y su línea política en foros internos y externos, de forma que en este último se cuide no perjudicar a la organización y al propio espacio del nacionalismo progresista, todos ellos, y otros, son aspectos que pueden minimizar esa endogamia destructiva que aparece de vez en cuando entre nosotros en perjuicio de nuestras convicciones, contrayendo nuestro espacio de influencia.*

Nous disions avant la citation "*mea culpa* ou presque" car le paragraphe ressemble étrangement à un règlement de comptes par rapport aux événements qui ont eu lieu au cours de la présidence de Nieves Ibeas entre la direction du parti et le secteur critique, les dissidents. Les dirigeants demandent plus de loyauté aux militants envers le projet politique et le nationalisme progressiste. On peut aussi comprendre entre les lignes que les désaccords avec la direction ont peut-être eu tendance à être pris par les dirigeants pour de la déloyauté. Dans la sous-partie *Nacionalismo y defensa del territorio*, on fait le point sur ce que veut dire être nationaliste aragonais de gauche :

> *Tenemos que entender nacionalismo como defensa del territorio, como anteposición de los intereses de Aragón, frente a los intereses de un Estado que nos ningunea sistemáticamente. Como la comunión de un pueblo, el aragonés, con su territorio, y la soberanía de decisión de ese pueblo sobre su futuro.*
> *La reivindicación del nacionalismo y del aragonesismo, debe volver a ser nuestro hecho diferencial desde el ámbito de la izquierda, explorando y alentando por todas las vías posibles ese sentimiento, poniendo la cultura aragonesa al servicio del partido, como una herramienta para acceder a la ciudadanía por otras vías. Hace falta que sumemos por la izquierda, que hagamos país, que sepamos establecer una estrategia de implantación paralela a la política, sobre la base cultural y nuestros hechos identitarios, con la lengua, la cultura y la historia como elementos/ideas, fuerza (sic). Esto debe estar ligado con la defensa del patrimonio cultural, histórico y*

paisajístico-natural, abanderando y apoyando a los colectivos y asociaciones que enarbolen esas reivindicaciones.
La pervivencia del nacionalismo aragonés pasa por proyectos y personas que sepan marcar estrategias a corto, medio y largo plazo, construyendo país para que Chunta Aragonesista sea alguna vez la opción mayoritaria en nuestra sociedad. En ese proceso no sobran personas sino que faltan estrategias y proyectos consistentes, coherentes y constantes. Esa coherencia ha de extenderse por lo largo y ancho de Aragón: no se puede hacer un país sin una apuesta integral por el conjunto de su territorio. No debemos centrar nuestra tarea política solo en las instituciones. Debemos seguir en la calle, pegados al territorio: hay que recorrer plaza de pueblos, barrios y ciudades, asociaciones y colectivos, cooperativas y medios rurales, junto a la militancia de casa redolada. Hemos de sentirnos orgullosos de nuestra tierra y colaborar en construir un modelo de país, integrador con el medio rural –donde se vuelva a valorar la vida rural y el futuro de ésta–, respetuoso con el medio ambiente, democrático y cercano, leal y ético con su ciudadanía y donde las personas controlen a su economía para mejorar su bienestar colectivo.
El nacionalismo aragonés, solidario y de izquierdas, no consume recursos económicos, ni produce gastos superfluos. Es una forma de hacer política, de creer en el territorio con una gestión adecuada, sin despilfarros, cercana a la gente, buscando su progreso y la meta de un futuro mejor. Quizás lo que cueste dinero sea el aparato del estado o las administraciones provinciales clientelares, o la mala gestión en otras instancias, pero la defensa del territorio es provechosa para sus habitantes a cualquier plazo.

Le nationalisme aragonais apparaît clairement comme le seul garant de la défense de l'Aragon. Selon les aragonésistes, les intérêts de l'État sont nécessairement opposés à ceux de l'Aragon. Par conséquent, les nationalistes semblent mettre leurs militants face à un choix cornélien : l'Aragon ou l'Espagne. La double identité hispano-aragonaise est présentée comme un leurre dès lors que l'Espagne est accusée de vider l'Aragon de son contenu national au profit de la seule nation espagnole, fondée, bien sûr, sur la Castille. Quant aux Aragonais non-aragonésistes, il reste à les convaincre que la double appartenance (aragonaise et espagnole) est inexorablement vouée à faire disparaître l'Aragon. Par conséquent, toujours d'après ces aragonésistes, la meilleure façon de rencontrer une majorité d'Aragonais consiste à retourner aux sources associatives proches de CHA au cours des dernières années : le monde de la culture aragonaise, la défense du patrimoine spolié (qui se trouve à Madrid ou en Catalogne), la défense de la montagne (souvent malmenée par le gouvernement aragonais lui-même à travers la société publique *Aramón* qui gère le tourisme lié aux sports d'hiver dans les stations aragonaises…) Faut-il interpréter ce texte comme un aveu de perte de contact avec les différentes

associations qui ont convergé en 1986 vers la création de CHA ? Faut-il y voir une reconnaissance d'avoir « essayé d'occulter » le nationalisme du parti quand CHA a gouverné la capitale aragonaise ? Probablement, c'est, nous semble-t-il, un constat qui apparaît en filigrane dans cette *Ponencia*.

La sous-partie *Mostrar la singularidad* préconise la présentation du projet nationaliste et le professionnalisme, en quelque sorte, des militants de CHA lorsqu'ils sont élus : « *nuestra mejor tarjeta de visita ha de ser nuestra gestión y nuestro trabajo* ». Plus loin, on retrouve l'idée que seule CHA, en tant que force territoriale non assujettie à des structures espagnoles, est légitimée pour être la voix de l'Aragon :

> *Somos la fuerza de Aragón y lo tiene que saber el electorado […] es el momento de mostrarnos […] como la única opción nacional de Aragón que suponemos que cree firmemente en el derecho a la autodeterminación del pueblo aragonés.*

Un autre élément permet d'affirmer que les dirigeants actuels n'apprécient pas d'être perçus comme moins nationalistes que les anciens membres du courant critique qui viennent de quitter la formation. Nous trouvons en effet une partie intitulée *Afiliación : aumentando el nacionalismo* où il est même question de tendre la main aux anciens militants nationalistes qui auraient quitté CHA, déçus par la modération et le déficit de démocratie interne :

> *Los que ya componemos el partido, debemos pujar por reincentivar la participación, el interés y la información y por otro lado hacernos lo suficientemente ilusionantes para atraer a nuevos compañeros con ganas de trabajar por el proyecto con bases ideológicas comunes.*
> *Y por qué no atraer a quienes, manteniéndose en el espacio ideológico, formaron parte un día del proyecto y pueden volver a hacerlo de nuevo.*

Le texte du IXème congrès national de CHA pose également le problème de la faible implantation territoriale ou de la volatilité de cette présence. Les dirigeants sont conscients de l'importance stratégique de la province de Teruel où, en 2007 et 2011, l'obtention d'un député aux Cortès d'Aragon s'est jouée à une poignée de voix. La superficie de la province est elle-même problématique et CHA fait le choix d'avoir un vice-président territorial dans le Bas Aragon[347].

[347] Cette contrée est en effet difficile pour CHA qui a parfois, en dehors de Saragosse, une image très centraliste. La distance géographique d'Alcañiz par rapport à la capitale aragonaise (110 kilomètres), mais surtout de Teruel, la capitale provinciale plus éloignée encore que

CHA vit dans sa structure les problèmes de l'existence des provinces dont les limites frisent parfois l'irrationalité. Ainsi, le nouveau *Consello Nazional* élu en 2012 lors de l'*Asambleya Nazional* de février, a-t-il connu une rénovation de la moitié de ses membres faisant la part belle aux représentants des *comarcas* afin de favoriser le déploiement territorial de CHA, stratégique pour la consolidation du parti dans l'ensemble du pays[348].

> *Su ejecutiva combina la experiencia y la renovación. De los 20 miembros, 10 son nuevos. La presencia de las tres provincias resulta palpable, con cuatro representantes de Huesca y otros tantos de Teruel. Pero parece evidente que la fuerza de CHA sigue estando en la ciudad, en Zaragoza.*

Pour conclure cette étude des congrès nationaux, nous pouvons dire qu'il y a un président qui a marqué l'histoire de CHA. Il s'agit de Bizén Fuster, élu en 1995. C'est en effet sous sa présidence que CHA a connu ses meilleurs résultats électoraux et s'est consolidée dans le paysage politique aragonais comme une force à vocation gouvernementale (le choix de gouverner la capitale du pays en coalition avec les socialistes en 2003 en est la preuve). En 2007, Fuster connaît aussi la débâcle et passe le témoin à Nieves Ibeas, en 2008, qui se charge dans un premier temps de rassembler un parti profondément divisé et qui connaît des résultats médiocres. En 2011, CHA peine à redécoller et Ibeas est relayée par José Luis Soro, un proche de la présidente sortante.

Étudions donc à présent le rôle de la présidence dans un parti « assembléariste » comme CHA.

b. Presidenzia

Nous l'avons dit, depuis février 2012, le président de CHA est José Luis Soro. Militant de CHA depuis 1994, cet avocat saragossais a d'abord travaillé pour le Groupe Parlementaire de CHA aux Cortès d'Aragon en tant que consultant juridique. Il occupe plusieurs postes dont la présidence, de 2004

Saragosse (180 kilomètres) est un obstacle supplémentaire au développement d'une conscience fortement aragonaise qui pourrait favoriser l'implantation des nationalistes dans une région pourtant limitrophe de la Catalogne et du Pays valencien, frontières qui attisent parfois les traits identitaires, quels qu'ils soient.

[348] « La generación del 66 lidera CHA », dans *El Periódico de Aragón*, 19 février 2012.

à 2007, de la *Maya de Pleitos* dont nous parlerons ultérieurement. Il devient député aux Cortès d'Aragon après les élections de mai 2011. En tant que juriste, il est spécialisé en droit aragonais et a prononcé plusieurs conférences portant sur ce sujet cher aux Aragonais et aux nationalistes en particulier. Lors de la réforme du Statut d'autonomie, il met l'accent sur les droits historiques du peuple aragonais en vertu du régime foral de l'Aragon annulé par les Décrets de Nueva Planta. Il a également eu un rôle important dans la négociation de la « Loi sur les Langues » de décembre 2009 avec les socialistes. Les éditions du *Justicia de Aragón* ont d'ailleurs publié une étude de cette loi avec la collaboration de José Ignacio López Susín, un autre juriste et militant de CHA[349].

La présidence du parti ne repose pas que sur la figure du président. Nous avons vu dans l'étude des neuf *Asambleyas* que des vice-présidents et des secrétaires généraux sont élus en même temps que le président pour constituer l'équipe dirigeante de CHA. D'après Òscar Barberà, Astrid Barrio et Juan Rodríguez:

> *Los estatutos aprobados en esta Quinta Asamblea parecen coincidir con la organización clásica de partido de masas, una organización piramidal de encuadramiento de bases territoriales desde las que, por representación, se crean los órganos del partido. La organización está formada por la Asambleya Nazional, órgano soberano del partido, el Comité Nazional, como órgano máximo del partido entre asambleyas, el Consello Nazional, órgano ejecutivo, y, por último, la Presidencia, formada por el presidente, la secretaría general y, en su caso, por la vicesecretaría o las vicesecretarías generales. La Asambleya es representativa de los afiliados adscritos en las organizaciones comarcales y realiza reuniones ordinarias cada tres años. Y es el órgano elector del presidente, de los miembros del Comité Nazional y también de la Maya de Pleitos (órgano de interpretación de los estatutos y de conflictos internos). Los afiliados se adscriben por residencia a la organización comarcal (Ligallo de Redolada). También se regulan los simpatizantes que podrán participar en collas, roldes y asambleyas de lugar, pero no votar en ellas*[350].

José Luis Soro et ses prédecesseurs (Nieves Ibeas, 2008-2012, Bizén Fuster, 1995-2008, Azucena Lozano, 1988-1995, et Eduardo Vicente de Vera, 1986-

[349] *Estatuto jurídico de las lenguas propias de Aragón. La Ley 10/2009, de 22 de diciembre*, Éditions El Justicia de Aragón, 2011. Dans cet ouvrage, nous trouvons également la loi traduite en aragonais et en catalan.

[350] « Los partidos de ámbito no estatal en Aragón: el Partido Aragonés y la Chunta Aragonesista », *Papers, Revista de Sociologia*, n°92 Universitat de Barcelona, Barcelone, 2009, p.171-195.

1988) ont été les présidents d'un parti démocratique constitué de plusieurs organes de direction divisés par territoires, par secteurs dont nous allons parler plus tard. Avant cela, nous allons évoquer les présidences successives qui ont présenté des profils différents depuis 1986.

Avant Soro, nous avons vu que c'est Nieves Ibeas qui a occupé la présidence de CHA. Nous avons également dit que tous deux étaient proches. Cependant, Ibeas provient du premier noyau du parti : les afrancesados de l'Université de Saragosse. Docteure en philologie française de l'Université de Saragosse où elle enseigne depuis 1984, Ibeas est née à Vitoria-Gasteiz (Pays basque). D'origine castillane, comme elle le dit elle-même, Nieves Ibeas s'installe à Saragosse pour faire son doctorat en philologie française. Spécialiste de littérature féminine française, elle côtoie à l'université les professeurs du département d'Études françaises qui forment l'un des noyaux fondateurs de CHA, dont Chesús Bernal et Antonio Gaspar. Ce dernier devient le conjoint de Nieves Ibeas et le Second adjoint au maire Juan Alberto Belloch lors du mandat PSOE-CHA (2003-2007) à la Ville de Saragosse. Nieves Ibeas fait donc partie de ces Aragonais d'adoption, originaires de la région de la Vallée de l'Èbre, intégrés à l'Aragon et sensibles aux revendications territoriales de leur « pays d'accueil ». C'est pourquoi elle a tout de suite adhéré au projet de parti nationaliste de gauche en Aragon. C'est ce qu'elle révèle en tout cas sur son blog[351]:

> *Nací en Vitoria-Gasteiz, hija de asturiana con familia leonesa y de burgalés… y tengo una hija altoaragonesa y un hijo zaragozano. Me vine a estas tierras para terminar mis estudios de filología francesa y acabé quedándome aquí, junto a mi pareja. La Universidad de Zaragoza, donde soy profesora desde 1984, me hizo un hueco y se hizo también un gran hueco en mi vida, en pleno periodo de gestación de CHA, un proyecto político nacionalista y de izquierdas del que me sentí parte desde el primer momento.*

Notons l'importance accordée aux origines de chacun des membres de sa famille. Cette attache aux origines, ou en tout cas la précision du détail, paraît logique pour une personne qui se proclame « nationaliste » d'un pays qui n'est pas au départ son pays d'origine mais bien son pays d'adoption, le pays qu'elle a choisi pour vivre. D'autre part, son origine castillano-asturienne, permet de

[351] nievesibeas.wordpress.com

neutraliser d'éventuelles attaques sur son origine basque qui pourraient venir des secteurs espagnolistes qui auraient l'intention, ou la tentation, de comparer le nationalisme aragonais au nationalisme radical basque, *abertzale*, afin de compléter l'amalgame nationalisme/violence.

Nous avons déjà souligné que nombreux sont les Aragonais originaires d'autres régions espagnoles qui adhèrent au nationalisme aragonais que représente CHA. Ce fait peut prouver qu'il s'agit d'un mouvement non-excluant, non ethniciste, mais au contraire reconnaissant envers le rôle des Aragonais d'origine 'étrangère'. Peu importe la provenance et les origines, ce qui compte pour CHA c'est de vouloir vivre ensemble[352]. Parmi les militants ou les proches de CHA originaires d'autres territoires ibériques (que l'Aragon), nous pouvons citer le cas de la conseillère municipale de Saragosse, Carmen Gallego, originaire de la province de Burgos. D'autres Aragonais, dont les parents sont nés dans les provinces voisines non-aragonaises, comme celle de Soria par exemple, sont parfois attirés par le nationalisme aragonais. C'est le cas de Paco Pacheco, assistant-parlementaire de José Antonio Labordeta aux Cortès espagnoles né en Aragon de parents originaires de Soria (Castille).

Nieves Ibeas, pendant son mandat, a été la présidente chargée de redresser le parti après la débâcle de CHA à Saragosse lors des élections municipales et autonomiques de mai 2007. Le parti, très affaibli dans les urnes ainsi que par les courants critiques internes, avait vécu en 2008 un congrès national tendu où Nieves Ibeas obtint un score illustrant cette division (55% contre 43%). Dans un contexte de crise internationale, les résultats des élections municipales et autonomiques de 2011 ont été particulièrement favorables aux partis conservateurs, notamment le parti de la droite espagnole, le Parti Populaire. Dans ce contexte, les résultats de CHA ont stagné (1500

[352] Antonio Peiró Arroyo, « El sentimiento identitario aragonés » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, n°26, Université de Bourgogne, Dijon (2008), p. 95: "*En 2008, el 27% de la población aragonesa había nacido fuera de su territorio, destacando por su importancia los nacidos fuera del Estado español (12,4%), Cataluña (2,9%), Castilla y León (2,8% especialmente de la provincia de Soria) y Andalucía (2%). La ciudad de Zaragoza se ha convertido en lugar de acogida no sólo de aragoneses venidos de otras comarcas, sino de emigrantes procedentes de un territorio mucho más amplio. La ciudad ha crecido como una comunidad abierta, con aportaciones poblacionales muy importantes. Este carácter de sociedad abierta ha generado que los movimientos aragonesistas hayan sido siempre de integración*".

suffrages supplémentaires) ce qui est globalement positif dans les circonstances actuelles en Espagne pour un parti socialiste, de gauche. Toutefois, les cadres espéraient attirer davantage les électeurs déçus des bilans de Marcelino Iglesias et surtout de José Luis Rodríguez Zapatero. Le contexte de crise nationale et internationale a effacé les nuances politiques entre les différents choix. Le bipartisme et la polarisation des grandes forces espagnoles a fait le reste. Ainsi, le vote sanction au PSOE ne pouvait bénéficier qu'à son adversaire politique, le PP. Le vote en faveur de CHA ou IU aurait bénéficié au PSOE puisque les deux partis auraient fait barrage au PP, comme cela a été le cas au gouvernement municipal de Saragosse où a été mis en place un gouvernement tripartite de fait (PSOE-CHA-IU) qui n'a qu'un élu de plus que le PP en solitaire (16 contre 15).

Avant Nieves Ibeas, c'est Bizén Fuster qui a été président du parti. Nous avons déjà dit qu'il est issu du *Consello d'a Fabla Aragonesa*, du RENA et qu'il a assuré la présidence la plus longue, de 1995 à 2008. C'est pour cette raison qu'il nous avait semblé indispensable de l'interviewer. Fuster est un dirigeant historique qui a toujours été en première ligne du parti. Dès 1988, lors de la deuxième *Asambleya*, il est élu vice-président du parti. Il devient président en 1995. Chesús Bernal est secrétaire général depuis 1986. C'est cette omniprésence des mêmes noms au sommet du parti qui commence d'ailleurs à poser des problèmes à certains militants nationalistes. Ce malaise se cristallise en 1995 lorsque Chesús Bernal et Chesús Yuste deviennent députés des Cortès d'Aragon. En effet, ils décident de ne pas quitter leur poste de secrétaire général et de vice-président du parti. Pour certains, c'est le bal des chaises musicales qui semble s'être mis en route au sommet du parti :

> *El clima optimista en el que estaba inmerso el partido se trasladó a la Quinta Asamblea Nacional (1998), a pesar de que comenzaba a manifestarse un cierto descontento en algunos sectores minoritarios del partido por la acumulación de cargos del grupo dirigente, después de que el secretario general y el vicesecretario general hubieran obtenido también sendos escaños en las Cortes autonómicas. No era ajeno a este malestar el incremento de la base social del partido, que, en los últimos diez años, había pasado de un centenar escaso a más de 1.200 afiliados. El reflejo de ese malestar fue la presentación de una segunda candidatura a la presidencia. Miguel Ezquerra se enfrentaba así a Bizén Fuster, aunque el 76% del apoyo que recibió este último dejaba claro que la mayoría de la organización seguía prestando su apoyo a la dirección vigente. No obstante, para trasladar un gesto de*

renovación, Chesús Bernal dimitió de su responsabilidad organizativa, aunque se mantuvo como miembro de la ejecutiva. Su substituto fue Chesús Yuste, que era el vicesecretario general desde la asamblea anterior y también pertenecía al grupo de fundadores del partido[353].

Nous avions interrogé Bizén Fuster sur ce point :

Question: Saltando hasta nuestro días, ¿cómo se compagina la función de presidente del partido y de diputado en las Cortes?

Bizén Fuster: Lejos de ser un inconveniente, casi es una necesidad, una conveniencia. El presidente del partido tiene que tener también un referente público, un lugar donde políticamente puede hablar en nombre del partido. Ese lugar, lógicamente, el más indicado, es el parlamento, las Cortes de Aragón y, desde ese punto de vista, parece una cosa bastante lógica. Parece lógico que sea así, todos los presidentes de partidos normalmente tienen un cargo institucional desde el que poder ejercer su labor política. También permite una dedicación exclusiva que hay que compaginar, alternar con el trabajo del partido y el de tipo parlamentario, pero en principio no hay mayores problemas que la agenda del partido puede estar condicionada por la del parlamento pero eso es normal y son cuestiones menores. En principio, lo compagino bien y el foro por excelencia donde plantear las políticas propias del partido, el ámbito institucional más normal y lógico en el que pueda estar el presidente del partido, desde luego, son las Cortes de Aragón, es el parlamento[354].

Sa réponse est très claire : la projection publique des dirigeants du parti est une nécessité ; le contraire serait même une erreur.

Pour en terminer avec ce passage en revue des différents présidents, nous allons évoquer rapidement ceux qui furent les deux premiers : Eduardo Vicente de Vera et Azucena Lozano. Le premier est un écrivain en langue aragonaise, l'un des fondateurs du *Consello d'a Fabla Aragonesa*. D'après un militant de CHA, il aurait rejoint le PAR après sa présidence mais nous n'avons pas pu confirmer cette information. Quant à Azucena Lozano, à la fin de ses deux mandats, elle a préféré se consacrer à la politique municipale de Huesca, sa ville natale où elle a été candidate jusqu'à très récemment.

La présidence de CHA, qui repose donc sur des vice-présidents et des secrétaires généraux (voire des vice-secrétaires) est à la tête d'autres organes

[353] Òscar Barberà, Astrid Barrio, Juan Rodríguez, « Los partidos de ámbito no estatal en Aragón: el Partido Aragonés y la Chunta Aragonesista », dans *Papers, Revista de Sociologia*, n°92, Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), p. 171-195, Barcelone, 2009.
[354] Voir entretien avec Bizén Fuster, Annexes, p.22-23.

exécutifs dont nous allons parler à présent. Ces comités ont pu évoluer depuis le début de la vie politique de CHA. Ainsi observe-t-on en 1986 l'existence d'une *Chunta Nazional* qui n'existe plus et qui a été remplacée par le *Consello Nazional*.

c. *Autres structures internes*

Consello Nazional (Ejecutiva)

> *El* Consello Nazional *es el órgano que dirige la actividad del partido en el intervalo entre dos Comités Nazionals. Son facultades suyas la ejecución de los acuerdos de los demás órganos nacionales, la coordinación de los órganos comarcales, la elaboración del presupuesto y la autorización de gastos. Está formado por el Presidente de Chunta Aragonesista y diecisiete* consellers *elegidos por y entre los miembros del Comité Nazional. Se reúne al menos mensualmente y sus decisiones tienen carácter vinculante*[355].

Le président (Soro depuis février 2012) et le secrétaire général de CHA, (Juan Martín depuis 2008), président tous deux le *Consello Nazional*. Viennent ensuite les secrétaires territoriaux de chacune des trois circonscriptions électorales de l'Aragon qui correspondent aux trois provinces aragonaises : Huesca, Saragosse et Teruel. Arrivent ensuite les trois vice-secrétaires généraux. Actuellement, Ángela Labordeta (écrivaine, journaliste et accessoirement fille de José Antonio Labordeta) est en charge de la communication et de l'image. Joaquín Palacín est le responsable de l'action politique alors que Juan Campos, ancien secrétaire de l'organisation, occupe le poste de directeur des relations politiques. Le nouveau secrétaire de l'organisation est Chuaquín Bernal, l'un des fondateurs de *Chobentú* (dont nous parlerons plus tard) et secrétaire du Groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse. Malgré l'homonymie, il n'est pas de la famille de Chesús Bernal. Au moment de la constitution du nouveau Consello, Soro a déclaré :

> *estamos diseñando una ejecutiva horizontal para favorecer la participación y que cada persona que compone el Consello cuente con un espacio de acción con autonomía.*

[355] http://www.chunta.org/organigramaconsello.php

Les membres du Conseil national (le conseil exécutif du parti) sont élus par les délégués. En 2012, la nouvelle direction semble avoir mis l'accent sur la rénovation (la moitié des membres) et la représentation territoriale (13 *comarcas* sont représentées). C'est en tout cas ce qu'a déclaré José Luis Soro à la presse à la fin de l'*Asambleya Nazional* de février 2012[356].

> *El recién nombrado presidente de Chunta Aragonesista (CHA), José Luis Soro, ha afirmado que la nueva ejecutiva del partido, es decir, el Consello Nazional, nombrada este domingo está "profundamente renovada", ya que cuenta diez miembros, "justo la mitad", que no habían estado en ella con anterioridad.*
> *Asimismo, en declaraciones a los medios de comunicación durante la clausura de la IX Asambleya Nazional de Chunta Aragonesista, que se ha celebrado este fin de semana, bajo el lema 'Entabán' ('Hacia adelante'), ha indicado que el portavoz de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza, Juan Martín, repite en el cargo de secretario general del partido. La Asambleya se ha desarrollado en el Edificio Escolar Pignatelli.*
> *También ha asegurado que se trata de una ejecutiva "con una fuerte presencia territorial", ya que "hay compañeros de 13 comarcas, una presencia muy equilibrada de lo que es el conjunto" de Aragón.*
> *Soro también ha recalcado que tiene "máxima confianza" en el nuevo Consello, pero ha recordado que no lo decide él, sino que los cargos los ha nombrado el Comité Nazional, máximo órgano del partido entre asambleyas, a través de "un voto libre en listas abiertas".*
> *La Asambleya Nacional, que se celebra cada cuatro años, está formada por unos 400 delegados de CHA de todas las comarcas aragonesas. Esta sirve para debatir la situación, estatutos y políticas del partido.*
> *Durante la misma se eligen los 80 miembros, votados entre los delegados, del Comité Nazional del partido –el máximo órgano de CHA en los periodos de entre asambleyas– y que, a su vez, es el encargado de seleccionar a las 20 personas que forman el Consello Nazional.*
> *También durante esta Asambleya se elige a los siete delegados que van a conformar la Maya de Pleitos, encargada de vigilar el cumplimiento de los estatutos del partido.*

Cet article de l'*Heraldo de Aragón* synthétise bien le mode de fonctionnement des élections internes à CHA. Il nous semble intéressant de souligner que l'agence de presse qui a diffusé cet article, Europa Press, a respecté la singularité linguistique du parti puisque toutes les instances sont indiquées, comme dans la structure officielle de CHA, en langue aragonaise. Nous avons déjà dit qu'il s'agit d'un usage symbolique de la langue car les textes sont très majoritairement en castillan, néanmoins la visibilité de l'aragonais arrive jusqu'à la presse régionale, comme *Heraldo*, qui ne s'est pas toujours montré compréhensif à l'égard des langues vernaculaires aragonaises.

[356] « CHA presenta su nuevo *Consello Nazional* », dans *Heraldo de Aragón*, 12 février 2012.

À l'heure où nous écrivons, les secrétariats ne sont pas encore délimités. C'est pourquoi nous allons énumérer ceux de l'équipe sortante afin de voir quels ont été les axes prioritaires du parti de 2008 à 2012.

Nous trouvons un secrétaire en charge de la politique culturelle, l'identité nationale (aragonaise, s'entend) et des relations européennes et internationales. À la même époque s'était constitué en France le très polémique Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale. Nous avons là peut-être une illustration de la distinction entre nationalisme d'État-nation (le cas du Ministère français) et le nationalisme d'une nation sans État (le cas aragonais). Dans le premier cas, nous sommes dans le cas de figure de l'État-nation (alors que la nationalisation de l'État français est paradigmatique) qui se sent menacé (en l'occurrence par l'arrivée d'étrangers sur son sol) et qui a besoin de « recadrer », de préciser quels sont ses signes identitaires nationaux majeurs. Dans le second, il s'agit au contraire d'une nation qui lutte pour que ses signes identitaires ne soient pas dilués dans une unité supérieure.

Les autres axes prioritaires étaient : mouvements sociaux et participation citoyenne ; développement durable et environnement ; politique économique ; justice et administrations publiques ; développement de l'autonomie aragonaise ; infrastructures ; formation et études ; éducation ; politique locale ; développement du monde rural. Jusqu'en février 2012, Chesús Bernal et Bizén Fuster faisaient partie de ces secrétaires. Le premier était en charge du développement de l'autonomie aragonaise, un axe d'extrême importance pour les nationalistes qui mettent en avant l'expérience d'un dirigeant confirmé en la matière puisque c'est Bernal qui a mené les négociations du Statut d'Autonomie de 2007. Fuster, lui, était en charge des infrastructures, autre revendication capitale des aragonésistes.

Comité Nazional

Le *Comité Nazional*:

> *es el órgano máximo de CHA entre* Asambleyas Nazionals*; asume el gobierno y la dirección, la coordinación y administración del partido, aprueba los*

presupuestos, establece la estrategia política en consonancia con los acuerdos de la Asambleya Nazional, *aprueba las listas electorales. Se reúne, al menos, cinco veces al año*[357].

Aujourd'hui le Comité est constitué de 80 militants de CHA élus au moment de l'*Asambleya Nazional*. À ceux-là s'ajoutent les présidents des structures territoriales (les présidents des fédérations du parti dans chaque *comarca* ainsi que dans les fédérations hors des frontières aragonaises (fédérations de Madrid, Valence et Barcelone). Ce dernier point montre la place importante que prend l'émigration aragonaise pour CHA qui stimule ainsi le lien entre les Aragonais militants de CHA qui vivent, pour des raisons professionnelles, hors des frontières aragonaises, et leur pays d'origine. En effet, pour CHA, ces Aragonais de « l'exil » sont la personnification d'un des problèmes endémiques de l'Aragon : l'émigration économique, l'exode rural, la fuite des cerveaux ou l'émigration pour études... Il est donc important pour eux de ne pas négliger ces Aragonais qui subissent l'abandon forcé de leur pays par manque d'opportunités, opportunités qui pourraient naître, selon les nationalistes, si l'Aragon était au minimum une autonomie comme la Catalogne ou le Pays basque, au mieux un État librement fédéré au conglomérat ibérique. C'est pourquoi, les premières *ponencias políticas* des *Asambleyas* avaient des chapitres consacrés aux *Comunidades Aragonesas del Exterior*. Rappelons également que CHA se réclame de l'*Unión Aragonesista* (UA) de la Barcelone des années 1920-1930, autrement dit un parti issu de l'émigration aragonaise en Catalogne. Toutefois, les références aux Aragonais de l'extérieur à la fin du XXème siècle sont plutôt symboliques. Le poids de l'émigration à ces deux époques est incomparable, par conséquent seuls quelques militants sont actifs hors de l'Aragon. Nous pouvons citer Chusé Inazio Felices, Miguel Ángel Puyuelo et Miguel Ángel García Cebolla (du *Rolde Emigrazión* de Madrid) qui, chaque année, délivre le prix *Aragoneses en Madrid* en collaboration avec la *Fundación 29-J* dont nous parlerons ultérieurement.

[357] http://www.chunta.org/organigramacomite.php

Maya de Pleitos

La *Maya de Pleitos*:

> *es el órgano máximo de interpretación de los Estatutos. Está compuesta por siete personas, elegidas por la* Asambleya Nazional. *Sus funciones son decidir sobre las objeciones a las solicitudes de inscripción en CHA, las propias de mediación, conciliación y arbitraje, la interpretación de los Estatutos y el Reglamento de Organización*[358].

Pleito est un des mots de la langue aragonaise à avoir été emprunté par la langue castillane et c'est un mot qui appartient, de surcroît, à un domaine cher aux Aragonais et aux aragonésistes : le droit, la justice[359]. C'est justement une sorte de tribunal du parti. La *Maya de Pleitos* peut prendre, à partir de la réunion de trois de ces cinq membres, des décisions irrévocables. Aujourd'hui le président est Lorenzo Lascorz, l'un des fondateurs de CHA.

Roldes

Rolde en aragonais signifie rassemblement, regroupement. Comme nous l'avons vu, c'est le nom également choisi par l'association culturelle *Rolde Nacionalista de Estudios Aragoneses* (RENA) en 1977 où se retrouvent les futurs membres fondateurs de CHA. C'est aussi le nom de l'organisation des jeunesses régionalistes du PAR, *Rolde Choben*. Par conséquent, ce mot aragonais séduit et est souvent sollicité pour désigner une institution ou une association aragonésiste. Au sein de CHA, les *roldes* correspondent aux différents secteurs. Depuis février 2012, d'après la page web, les « secteurs » sont les suivants :

LISTADO DE ROLDES (Áreas sectoriales)

Rolde de Administraciones Públicas y Justicia

Rolde de Política Social

Rolde de Cultura

Rolde de Solidaridad

Rolde de Deporte

Rolde de Sanidad

[358] http://www.chunta.org/organigramamaya.php

[359] Pleito aurait donné '*plecho*' en castillan d'après l'évolution du latin au castillan.

Rolde de Educación

Rolde de Economía y Política Laboral

Rolde de Igualdad

Rolde de Medio Ambiente

Rolde de Ordenación del Territorio

Rolde de Política Hidrológica

Rolde de la Sociedad de la Información[360]

Nous observons l'absence de référence à l'approfondissement de l'autonomie, à la fédéralisation de l'État ou encore au multilinguisme de l'Aragon. Il faut dire que ces secteurs ne font pas l'objet de *Roldes* mais sont des secrétariats dirigés par chacun des membres du *Consello Nazional*. À l'heure où nous écrivons, les nouveaux secrétaires élus pendant l'*Asambleya Nazional* de février 2012 n'ont pas encore déterminé le domaine de leurs compétences.

Après l'étude de la répartition des domaines et des secteurs de CHA, passons à présent à la présence et à l'implantation du parti en Aragon à travers l'analyse de la structure « régionale » de CHA.

Ligallos/Asambleya/Consellos de Redolada

Le *Ligallo de Redolada* est une fédération de CHA dans une *comarca*, cette division administrative revendiquée par les secteurs aragonésistes qui souhaitent mettre fin aux provinces espagnoles. *Ligallo* signifie également groupe, rassemblement. C'est le nom utilisé par des supporters du Réal Saragosse, *Ligallo Fondo Norte*[361], ainsi que le *Ligallo de Fabláns de l'Aragonés* dont nous avons déjà parlé. *Ligallo* et *Rolde* sont donc deux synonymes dont sont particulièrement friands les aragonésistes dans tous les secteurs, comme nous pouvons nous en apercevoir.

> *De acuerdo con el principio de territorialidad, cada comarca se organiza en un* Ligallo de Redolada *(Agrupación Comarcal), que funcionando en plenario*

[360] http://www.chunta.org/psectorial.php

[361] Le *Ligallo Fondo Norte*, constitué en 1986, la même année que CHA, est au départ en accord avec un certain degré d'aragonésisme, d'où le choix du nom en langue aragonaise. Néanmoins, ce groupe de supporters a évolué vers des postulats d'extrême droite.

> *se denomina* Asambleya de Redolada *y cuyo órgano ejecutivo es el* Consello de Redolada. *La* Asambleya de Redolada *puede constituir un* Comité de Redolada. *Los órganos comarcales eligen al Presidente comarcal, establecen la línea política de la comarca y elaboran las listas de candidatos de las elecciones municipales*[362].

L'implantation de CHA sur l'ensemble des *comarcas* aragonaises a été progressive. Il faut dire que la présence de CHA reste faible, voire anecdotique, dans certaines contrées, ce qui explique que toutes les *comarcas* n'ont pas un siège administratif du parti. Dans les contrées sans siège, CHA peut compter sur les militants, notamment le président *comarcal* du parti qui devient ainsi l'interlocuteur du parti dans cette contrée.

Pour ce qui est des sièges du parti, nous pouvons citer le siège national de CHA à Saragosse (un appartement d'une centaine de mètres carrés sur la rue Conde de Aranda de la capitale, un quartier populaire du centre-ville). Le siège national sert aussi de siège territorial pour la province de Saragosse. En effet, même si les nationalistes ne reconnaissent pas les divisions provinciales de l'Aragon, elles sont respectées car elles correspondent aux circonscriptions électorales pour toutes les échéances, sauf les élections européennes. Sur 33 *comarcas*, 8 n'ont pas de siège administratif du parti. Il s'agit de celles d'Aranda, Bajo Aragón, Belchite, Cuencas Mineras, Gúdar-Javalambre, Maestrazgo, Ribera baja del Ebro, Sierra de Albarracín. 5 sont dans la province de Teruel et les 3 autres à Saragosse. Toutes les *comarcas* de la province de Huesca ont un siège administratif. Nous avons ici une carte de l'implantation territoriale de CHA d'une certaine façon même si l'on ne doit pas croire que les « cantons » où CHA n'a pas de siège sont systématiquement hostiles électoralement à CHA. Ainsi, les résultats des Cuencas Mineras de Teruel ne sont pas totalement marginaux puisque dans une commune comme Escucha, CHA a 4 conseillers municipaux. Dans la Sierra de Albarracín, CHA gouverne Bronchales, un village relativement important. Néanmoins ces deux exceptions notables constituent l'exception qui confirme la règle car les scores de CHA dans ces deux cantons de la province de Teruel sont insignifiants. Dans le canton industriel des Cuencas Mineras, le PSOE et IU sont hégémoniques alors

[362] http://www.chunta.org/organigramaorganos.php

que dans les cantons ruraux (Gúdar, Albarracín…) c'est le PAR qui est hégémonique pour ce qui des forces territoriales. Le fait d'être à la tête du Ministère aragonais de l'environnement (*consejería de Medio Ambiente*) donne une certaine visibilité au Par puisque les gardes forestiers et les différents techniciens publics patrouillent ces régions et connaissent facilement les quelques habitants qui résistent à l'exode rural en décidant de vivre dans le village qui les a vus naître. C'est précisément dans ces contrées rurales que vont se concentrer les efforts du nouveau président de CHA afin de multiplier la présence de son parti aux Cortès puisque le vote provenant des provinces rurales y est largement surreprésenté. CHA étant un parti éminemment urbain, sur lequel il faut compter pour obtenir une majorité stable à la mairie de Saragosse, le rôle stratégique de la capitale pour CHA explique l'intérêt que peut présenter une étude de sa structure politique et sectorielle dans la ville de Saragosse.

Ligallos de Lugar/Asambleya de Lugar/Bico

> *Los afiliados en un mismo municipio se organizan a través de Agrupaciones Locales (*Ligallos de Lugar*), que generalmente se estructuran en un plenario denominado Asamblea Local (*Asambleya de Lugar*). En el caso de Zaragoza, existe un órgano rector de esta Asamblea. Además, también existen en la ciudad de Zaragoza Asambleas de Distrito (*Asambleyas de Bico*), que canalizan la participación en un mismo distrito municipal y apoyan la labor de los vocales en las Juntas de Distrito*[363].

Il s'agit de la division municipale (*lugar* signifie ville) ou par quartiers dans le cas de la capitale aragonaise (*bico* veut dire quartier). Nous retrouvons le même usage symbolique de la langue aragonaise que dans toute la structure organisatrice du parti. Avant de nous intéresser spécifiquement à la capitale aragonaise intra-muros, nous allons parler de la structure territoriale de son agglomération. Saragosse, contrairement aux autres grandes villes espagnoles, ne compte qu'un faible nombre de villes de banlieue qui, de surcroît, sont faiblement peuplées. Ces communes se trouvent surtout sur l'axe de l'Èbre, en amont et en aval de la capitale. L'axe du Huerva, une rivière qui vient des montagnes du sud de l'Aragon, est également important. Ainsi dénombrons-

[363] http://www.chunta.org/pcomarcal.php

nous 20 communes dans l'agglomération de Saragosse. Par ordre d'importance démographique, nous pouvons énumérer Utebo, Zuera, Cuarte de Huerva, La Puebla de Alfindén, Fuentes de Ebro, Villanueva de Ebro, María de Huerva, San Mateo de Gállego, Villamayor de Gállego, Cadrete, El Burgo de Ebro, Alfajarín, Pastriz, Nuez de Ebro, Villafranca de Ebro, Botorrita, Mediana de Aragón, Osera de Ebro, Jaulín, Mozota. Toutes les villes n'ont néanmoins pas de *ligallo* de CHA. Ainsi, Zuera, pourtant la deuxième ville de cette agglomération n'en a pas. Cette particularité peut s'expliquer par le fait que la ville se situe dans une plaine aride et serait éventuellement bénéficiaire des canaux d'irrigation en provenance de barrages pyrénéens, un obstacle de taille pour un parti politique qui s'oppose catégoriquement à la construction de ces barrages. Par conséquent, nous comptons 12 *ligallos* dans les 12 premières communes de l'agglomération, à l'exception de Zuera. Le *ligallo Ziudá de Zaragoza* fait également partie de la structure territoriale.

Quant à la fédération de CHA de la capitale aragonaise, elle est d'abord divisée par districts. Ainsi CHA est-elle présente dans 12 quartiers sur 14 de la capitale aragonaise. Notons une absence notable : le district Centro n'a pas d'assemblée de quartier de CHA. Il s'agit en effet du quartier le moins réceptif aux propositions politiques de CHA car la droite espagnole et aragonaise sont hégémoniques dans ce district où se concentrent la moyenne et haute bourgeoisie de centre-ville.

Après les assemblées de quartier urbain viennent les assemblées des quartiers ruraux (*barrios rurales*), des anciens villages rattachés à la capitale, qui ne sont donc plus des communes indépendantes. Des 14 quartiers ruraux, seuls 3 ont une assemblée de quartier ; il s'agit toutefois des 3 les plus peuplés : Casetas, Garrapinillos et Montañana.

Pour ce qui est de la structure sectorielle de la fédération de CHA à Saragosse, elle n'est divisée qu'en 4 sections nommées *collas* : Urbanisme et environnement ; mobilité métropolitaine ; protection des animaux et politiques citoyennes. Ces quatre axes montrent les priorités d'une politique exclusivement municipale : environnement, transports, participation citoyenne

et même cohabitation avec les animaux domestiques. Nous pouvons nous étonner de l'absence du domaine de l'action sociale, d'autant plus que CHA était en charge de ce secteur à Saragosse pendant la législature de 2003 à 2007.

CHA présente donc à ses débuts une structure organique de type 'assembléariste', d'où le nom des congrès nationaux, *Asambleya*, pour adopter une structure pyramidale des partis de masses lors de sa Vème *Asambleya*. Quant à l'implantation territoriale, nous avons constaté que le parti est éminemment urbain et que son projet rencontre beaucoup de difficultés à être entendu dans les *comarcas* les plus dépeuplées et vieillissantes.

Plus largement, dans les deux premières sous-parties, nous avons vu que CHA se présente comme un parti nationaliste mais également internationaliste et progressiste dans la mesure où il fait partie d'une nation sans État, l'Aragon, qui lutte pour une reconnaissance au sein d'un État fédéral espagnol. C'est donc dans ce cadre fédéral, en principe républicain même si ce n'est pas toujours explicité, que CHA préconise l'autodétermination à laquelle le peuple aragonais aurait droit en tant que peuple selon la déclaration des Droits de l'Homme.

À présent, nous allons étudier la réception de CHA dès son origine jusqu'à nos jours en insistant sur l'expérience gouvernementale des nationalistes entre 2003 et 2007 dans la capitale aragonaise.

IV/ PREMIERS SUCCÈS ÉLECTORAUX ET CONTRIBUTION DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA) À LA VIE POLITIQUE MUNICIPALE, LOCALE ET PROVINCIALE

1) Les premiers succès électoraux et les alliances

a. Les premières élections municipales, régionales et européennes de 1987

Unión / Chunta Aragonesista (UA-CHA) se présente pour la première fois à des élections le 10 juin 1987, soit à peine un an après sa fondation (29 juin 1986), et à peine six mois après la première *Asambleya Nazional* (20-21 décembre 1986) dont le slogan était, rappelons-le, « *Siembra el futuro* ». Le verbe semer, emprunté au champ lexical de l'agriculture montre l'attachement du parti à la terre, au territoire. L'enracinement d'UA-CHA en Aragon apparaît clairement, ce qui n'est pas le cas des partis dont le siège est à Madrid, notamment le PSOE et IU, ses principaux concurrents sur le terrain de la gauche. Le tutoiement permet aussi de souligner cette idée de proximité. Par ailleurs, n'oublions pas que « *tierra* » peut être synonyme de « pays », notamment dans les discours des hommes politiques qui utilisent souvent l'expression « *luchar por esta tierra* ». Ce terme a, en outre, l'avantage de ne pas entrer dans les discussions lexico-idéologiques. En effet, les aragonésistes, et les nationalistes en général, font très attention au substantif utilisé pour se référer au territoire. Selon que l'on dit région, nation, communauté, pays, on est susceptible de froisser une partie de l'électorat (les régionalistes modérés si l'on parle de « pays » et de « nationalisme » ou les nationalistes radicaux si l'on ne parle que de « région »). Mais revenons aux élections de 1987 qui représentent un enjeu triple pour UA-CHA.

Ces élections sont en effet municipales (dans toutes les communes d'Espagne), régionales (dans les 13 communautés autonomes de régime commun, c'est-à-dire toutes les Communautés Autonomes (C.A) à l'exception de la Catalogne, le Pays basque, la Galice et l'Andalousie) et européennes. Il s'agit, pour ces dernières, de la première participation de l'Espagne (et donc l'Aragon), puisque l'adhésion à la Communauté Économique Européenne

(CEE) date du 1er janvier 1986. En ce qui concerne les deux autres, c'est la troisième fois que les Aragonais sont invités à voter à des élections municipales (1979 et 1983), la seconde pour des régionales (1983).

En 1987, le président aragonais sortant est, comme nous l'avons-nous, Santiago Marraco (PSOE, ex-PSA) qui a gouverné de 1983 à 1987 avec 33 députés sur 67, autrement dit, il lui manquait un député pour avoir la majorité absolue (c'en était cependant une, dans les faits, puisque les partis de l'opposition n'avaient pas réussi à conformer une coalition). En 1987, toutefois, les résultats sont moins satisfaisants qu'en 1983 pour le PSOE. Nous avons vu que la désillusion autonomique et la volte-face au sujet de l'OTAN ont eu un coût politique pour cette formation qui reste tout de même la première force politique de l'Aragon. Mais cette première position n'empêche pas cette fois-ci la signature d'un pacte, une coalition de gouvernement entre les deuxième et troisième forces qui sont respectivement le PAR et AP, c'est-à-dire les régionalistes conservateurs et les conservateurs espagnols de Manuel Fraga[364]. Grâce à cette seconde deuxième place, le meilleur résultat de l'histoire du PAR, ce sont les régionalistes conservateurs qui assument la présidence du gouvernement aragonais. Leur principal objectif politique n'est autre que d'obtenir la « pleine autonomie », en réalité le transfert des mêmes compétences que celles dont disposent les autonomies de la voie rapide mais aussi le *concierto económico* (appelé aussi le *cupo vasco*[365]) dont jouissent les C.A du Pays basque et de Navarre et que les régionalistes justifient par la tradition *foraliste* aragonaise[366]. Nous pouvons donc affirmer que la désillusion autonomique en Aragon n'est pas retombée, loin de là, mais qu'elle est à l'époque plutôt favorable au centre-droit politique, en l'occurrence le PAR, le

[364] Le parti de Fraga, *Alianza Popular* (AP) profite de la désintégration de l'UCD partout en Espagne sauf en Aragon où les régionalistes de centre-droit deviennent la deuxième force politique avec 19 députés. Lors des élections législatives de 1982, ces deux formations avaient déjà concouru ensemble alors qu'AP était extraparlementaire en Aragon. Le PAR tente de s'imposer dès lors comme la marque d'AP en Aragon.

[365] Les provinces basques et la Navarre disposent de leur propre Trésor public, l'*Hacienda foral*. Les impôts restent dans chaque province qui négocie une fois par an à hauteur de combien elle doit dédommager l'État pour les services rendus par celui-ci dans la province.

[366] Òscar Barberà, Astrid Barrio, Juan Rodríguez, « *Los partidos de ámbito no estatal en Aragón: el Partido Aragonés y la Chunta Aragonesista* », dans *Papers, Revista de Sociologia*, n°92, Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), p. 171-195, 2009: « *El discurso de investidura del nuevo presidente tuvo un mensaje central: su apuesta por reformar el Estatuto de autonomía para conseguir la* autonomía plena».

premier parti à afficher explicitement cette notion de « régionalisme » –au départ modéré– mais qui évolue vers les postulats autonomistes les plus ambitieux, sans remettre en cause le cadre de la Constitution espagnole. Les aragonésistes de gauche, quant à eux, sont déçus par leur ancien secrétaire général du PSA qui a rejoint le PSOE et préside ce premier gouvernement démocratique aragonais de l'Histoire (1983-1987) ; ils décident donc de créer UA-CHA avant même que s'achève cette première législature, un projet politique qui met un certain temps à se faire une place.

Les premiers résultats d'UA-CHA à ces élections de 1987 sont en effet discrets, pour ne pas dire marginaux. On recense à peine plus de 6 100 suffrages dans l'ensemble de l'Aragon pour les élections régionales, soit 1% des voix, et un peu moins encore pour les élections municipales[367]. Pour expliquer ces résultats modestes, nous pouvons mettre en avant que le parti vient à peine de voir le jour et souhaite, de surcroît, occuper un terrain –l'aragonésisme de gauche et le socialisme fédéraliste– qui n'a jamais connu de résultats probants. En effet, le député PSA de 1977 avait plutôt obtenu une représentation symbolique face à l'hégémonie socialiste du PSOE. Les résultats des deux législatives suivantes (1979 et 1982) avaient même été catastrophiques puisque le PSA avait perdu son siège aux Cortès au profit du socialisme représenté par le PSOE[368]. Il faut attendre l'an 2000 pour que l'aragonésisme de gauche représenté par CHA retrouve le siège du Parti Socialiste dans la circonscription de Saragosse. Cependant, en 1986, au moment de l'apparition de CHA sur la scène politique aragonaise, le mécontentement du peuple aragonais de gauche envers le PSOE, n'est pas forcément profitable à UA-CHA. En effet, les suffrages des électeurs désenchantés par la social-démocratie espagnole sont également convoités par *Izquierda Unida* (IU), également à gauche du PSOE, une coalition qui compte en son sein le *Partido Comunista de Aragón* (PCA).

[367] Les résultats de CHA aux élections municipales, régionales, législatives et européennes, de 1987 à 2011, sont synthétisés dans les pages 104-105 des annexes. Entre les pages 106 et 173 de ces annexes vous trouverez les résultats détaillés de tous ces résultats électoraux.
[368] www.infoelectoral.mir.es (il s'agit de la page web du Ministère de l'Intérieur espagnol où sont accessibles tous les résultats électoraux depuis le retour de la démocratie en Espagne).

Autrement dit, le succès électoral d'un parti nationaliste progressiste en Aragon, en 1986, est loin d'être acquis. Car, quelles garanties présentent les membres d'UA-CHA ? Quelle expérience ont-ils ? Quels sont leurs référents en dehors de l'Aragon ? Pourquoi les Aragonais devraient-ils voter pour eux, en somme ? Pourquoi l'électorat socialiste devrait-il bouder le PSOE au profit d'UA-CHA, cette réinvention du PSA ? Pourquoi voter UA-CHA et non pas IU ?

En 1987, ces maigres suffrages d'UA-CHA se traduisent néanmoins par l'obtention de deux conseillers municipaux dans la commune d'Artieda (*Artieda d'Aragón* en aragonais), au nord-ouest du pays, dans la *comarca* de la Jacetania[369], près du barrage de Yesa, et donc à la frontière aragono-navarraise. Situé dans le Piémont pyrénéen, à environ 650 mètres d'altitude, le village est directement menacé par l'élargissement du barrage de Yesa, sur la rivière Aragon. UA-CHA défend la « dignité de la montagne », prône la protection de l'environnement, des paysages et de la nature afin de conserver la beauté sauvage de cet Aragon intérieur, et notamment cette vallée de l'Aragon, qui est, de surcroît, le berceau de la nation aragonaise d'après les nationalistes. Ainsi UA-CHA se range-t-elle du côté des habitants de ces contrées isolées et menacées par les intérêts économiques d'autres territoires, à l'intérieur ou en dehors de l'Aragon. Elle s'oppose donc au transvasement de l'Èbre, certes, mais aussi au développement de l'irrigation dans les plaines arides du centre de l'Aragon. Nationaliste et écologiste, le parti se positionne évidemment contre l'élargissement du barrage de Yesa, qui inonderait, entre autres, une partie du Chemin de Saint-Jacques aragonais. UA-CHA trouve à Artieda, un hameau de cent habitants, un soutien inconditionnel. Ainsi, de deux conseillers municipaux en 1987, le parti passe en 1991 à cinq conseillers (la totalité) et rafle la mairie. Le résultat reste inchangé jusqu'en 2011. En 2011, le hameau passe sous le seuil des cent habitants et n'a droit qu'à trois conseillers : 2 de CHA et 1 de *Puyalón*, l'ancien courant critique de CHA, aujourd'hui constitué

[369] La Jacetania (la *comarca* dont Jaca est la capitale) appartient pratiquement dans son intégralité à la province de Huesca. Ce n'est pas le cas d'Artieda, qui appartient administrativement à la province de Saragosse. C'est une particularité puisque les *comarcas* aragonaises respectent en principe les frontières entre les provinces.

en parti aragonais indépendantiste dont nous parlerons plus tard[370]. D'après les résultats, nous pouvons constater que nous avons affaire à un bastion du nationalisme aragonais, voire de l'indépendantisme aragonais puisque c'est ici que les indépendantistes ont obtenu leur unique conseiller municipal –avec seulement 29 bulletins. Il est certain que la position de CHA qui, dans les années 1990, était le seul parti à s'opposer à l'élargissement du barrage contribue à ces résultats. Mais ce choix s'avère négatif dans le reste de l'Aragon. La position de CHA sur la question des barrages était jugée suicidaire par les autres forces politiques. En effet, les contrées pyrénéennes et du Piémont sont des déserts démographiques contrairement au centre de l'Aragon, où se trouvent la plupart des habitants. Ceux-ci sont, en principe, plutôt favorables à l'irrigation des plaines arides et donc soucieux d'obtenir de plus en de ressources hydrauliques. Autrement dit, défendre les intérêts des seuls montagnards n'est absolument pas rentable politiquement. C'est ce qu'a fait CHA néanmoins depuis 1986.

Avant d'analyser les autres résultats de CHA, il convient de s'attarder un peu sur le rôle du problème de l'eau dans les choix électoraux des Aragonais.

Nous savons que l'Aragon est un pays fort contrasté d'un point de vue géographique, ce qui peut se traduire par des enjeux géopolitiques et géostratégiques. La vallée de l'Èbre, au centre, possède un climat semi-désertique qui explique pourquoi les paysages de cette plaine septentrionale par rapport à la péninsule sont si arides et lunaires. Mais l'irrigation permise par le fleuve, et les différents canaux provenant des barrages du piémont pyrénéen, ont permis de fertiliser ce territoire au départ hostile à toute activité agricole. La présence du fleuve a par ailleurs attiré les populations qui se sont concentrées sur la vallée, notamment la capitale qui compte, avec les villes situées sur le fleuve, plus de la moitié des Aragonais, et donc des électeurs. L'exode rural a « vidé » les vallées pyrénéennes en quelques décennies. De plus, à l'exode rural dont a profité la ville de Saragosse, se sont greffés les

[370] www.infoelectoral.mir.es

mouvements de population vers des plaines arides rendues irrigables par des canaux portant l'eau des Pyrénées, notamment dans les Monegros mais aussi entre Saragosse et Huesca où le régime franquiste fit construire des « villages de colonisation ». En plein franquisme, ces colons venus des vallées pyrénéennes –mais aussi d'autres régions d'Espagne– ont peuplé ces villages nouveaux où l'agriculture était rendue possible grâce à des canaux d'irrigation comme les avait prévus Joaquín Costa au siècle précédent.

Nous pouvons tirer deux conclusions de ces faits. La première est que le seul développement envisagé à l'époque pour l'Aragon passait par la terre : agriculture et élevage –le secteur primaire. On était donc dans une vision du pays totalement « *decimonónica* », c'est-à-dire digne du XIXème siècle. La seconde concerne l'origine paysanne des Aragonais, y compris des néo-citadins de Saragosse. Ces deux faits (origine paysanne et développement exclusif de l'agriculture par l'irrigation) expliquent pourquoi l'eau –de l'Èbre ou d'ailleurs– constitue un enjeu capital, et a valeur de symbole pour la plupart des Aragonais. Ils savent que sans eau, aucun développement n'est possible, ni agricole, ni industriel[371].

C'est dans ce contexte que l'Aragon s'apprête à voter pour la première fois en 1987 aux élections européennes. Et, comme il est dit par CHA lors du Premier Congrès National de 1986 :

> *la voluntad claramente abierta y solidaria de nuestra forma de entender el aragonesismo […] nuestra concepción federal pasaba obligatoriamente por un afán de solidaridad, pilar básico de una política universalista que llena de contenido nuestro concepto de aragonesismo*[372]

Du fait de la circonscription unique pour l'ensemble de l'Espagne qui régit cette échéance, UA-CHA intègre une coalition de PANE ibériques de gauche et/ou socialistes fédéralistes des principales nationalités historiques de l'État espagnol (Pays basque, Galice, Pays valencien, Baléares, Canaries) appelée *Izquierda de los pueblos*. Les résultats s'avèrent là aussi très modestes en Aragon, à peine 4 000 suffrages, contre 91 000 pour le PAR, en plein

[371] Le poids de l'agriculture en Aragon a été supérieur à celui de l'industrie jusqu'en 1972.
[372] *Op. Cit.*, page 8.

apogée. Dans l'ensemble de l'État espagnol, la coalition récolte plus de 261000 suffrages, il lui en manque donc seulement à peine 7 000 pour décrocher un siège d'euro-parlementaire. L'objectif du siège au Parlement européen n'est pas atteint –de peu– par cette coalition, contrairement à une autre, qui est nationaliste de gauche *Europa de los Pueblos*, composée d'*Esquerra Republicana de Catalunya* et *Eusko Alkartasuna* qui obtient un eurodéputé. Nous pouvons penser que la coalition *Izquierda de los Pueblos* a eu probablement du mal à se situer entre les socialistes espagnols du PSOE et les indépendantistes catalans et basques d'ERC et d'EA, des partis puissants dans leur territoire respectif.

Par conséquent, les résultats marginaux obtenus par CHA en cette première année d'existence peuvent nous amener à penser que son discours a beaucoup de mal à être entendu dans les régions agricoles du centre qui croient que la construction de barrages et de nouveaux canaux d'irrigation est la panacée et la solution à tous les maux de la société aragonaise. Néanmoins, la progression du parti est visible dès l'échéance suivante, en 1991.

Aux municipales de cette année-là, le parti est à deux doigts d'obtenir une représentation dans les mairies de Saragosse et Huesca. Mais c'est de Teruel que vient la surprise. Contre toute attente, CHA parvient à obtenir dans la ville la plus méridionale de l'Aragon un conseiller municipal.

Il y a néanmoins une explication à cet événement : le candidat. En effet, le choix du candidat ne pouvait être meilleur dans la mesure où la tête de liste de CHA à Teruel fut Antonio Pérez, architecte de la ville et spécialiste en art mudéjar, qui avait élaboré le dossier de candidature pour faire entrer cet art emblématique de la ville de Teruel parmi les sites classés « Patrimoine mondial de l'UNESCO ». Le résultat fut on ne peut plus positif puisque l'art mudéjar de Teruel devint le premier art mudéjar de toute l'Espagne à obtenir le prestigieux label de l'UNESCO, ce qui a valu à Antonio Pérez la reconnaissance de ses concitoyens, satisfaits par les retombées touristiques et économiques annoncées.

En revanche, la présence des aragonésistes de gauche est loin de faire de l'ombre aux aragonésistes conservateurs qui conservent en 1991 la présidence de l'Aragon, même si leurs associés d'AP ont réduit la distance qui séparait les deux formations politiques.

b. Les manifestations autonomistes de 1992 et 1993

La deuxième législature de l'autonomie aragonaise est donc conservatrice et régionaliste. En 1991, le PAR, parti qui incarne ce régionalisme conservateur et qui occupe la présidence de la région, tente même un changement de cap et abandonne le R de régionaliste pour devenir simplement *Partido Aragonés* (Par)[373]. Néanmoins, les cadres du parti n'ouvrent pas vraiment le débat d'une définition théorique de leur aragonésisme. Ils ne disent pas ce qu'ils entendaient par « régionaliste » dans le passé, ni ce qu'ils entendent par « nationaliste » en 1991. Les dirigeants tentent en réalité de se rapprocher des nationalistes conservateurs de CiU et du PNV qui gouvernent respectivement les deux 'grandes' nationalités historiques dont les compétences, et les ressources financières qui en découlent, intéressent fortement les aragonésistes. En conséquence de ce rapprochement, ils iront jusqu'à élaborer une liste commune pour les élections européennes de 1991. Le Par souhaite clairement devenir le parti référence du centre-droit en Aragon, il n'est pas disposé à ce que l'AP de Fraga joue ce rôle comme il le fait dans le reste de l'Espagne. Ainsi le Par commence-t-il à parler de nationalité aragonaise et semble-t-il se sentir nationaliste aragonais, comme pour justifier le passage de l'Aragon dans le groupe des nationalités. A gauche, le PSOE commence à souffrir de l'usure du pouvoir au niveau espagnol. En Aragon, le projet de macro-transvasement de l'Ebre vers Tarragone et Barcelone du ministre Josep Borrell n'arrange en rien les affaires du parti. Les Aragonais sont toujours aussi sensibles à ce sujet. Le sentiment d'injustice et de colonisation intérieure refait surface et l'autonomisme est interprété comme la seule solution à ces projets venus tout droit de Madrid. Pendant deux ans de

[373] Le PAR devient dès lors Par. Désormais, c'est ainsi que nous l'écrirons lorsque nous parlons du parti régionaliste de centre-droit d'après 1991.

suite, à l'occasion de la festivité de Saint-Georges, la fête 'nationale' de l'Aragon autonome, des dizaines de milliers d'Aragonais font le déplacement à Madrid pour exiger la réforme du Statut d'autonomie et la pleine autonomie pour l'Aragon (1992) ainsi que la dérogation du projet de transvasement (1993). Aucun autre territoire n'organise de manifestations autonomistes à Madrid.

Néanmoins, le Par n'arrive pas à rentabiliser ces succès populaires. Même s'il détient toujours, en 1991, la présidence de l'Aragon avec le soutien du PP (AP devient PP en 1990 avec l'arrivée de José María Aznar à la présidence) le poids de la droite espagnole est de plus en plus fort. Cependant, en 1993, la classe politique aragonaise est ébranlée par un événement local : un député transfuge du PP donne la majorité au groupe socialiste. Le PSOE remporte de justesse les élections législatives espagnoles cette année-là. Deux ans plus tard, lors des élections municipales et régionales de 1995, c'est le PP (en phase ascendante dans toute l'Espagne) qui bat largement un PSOE à l'agonie et rafle la plus grosse part de l'électorat de droite qui censure ainsi, d'une certaine façon, l'aventure nationaliste du PAR.

c. Le bulletin CHA : du vote contestataire à la fidélisation des électeurs

Ce n'est donc pas un hasard si c'est en 1995 que *Chunta Aragonesista* (CHA) fait irruption au Parlement aragonais. L'électorat strictement aragonésiste qui par le passé a pu faire confiance au *Partido Aragonés* (Par), semble avoir compris qu'un parti qui gouverne avec le Partido Popular (PP), fort réticent à élargir l'autonomie des 17 Communautés Autonomes, ne peut défendre sérieusement la pleine autonomie. L'électorat y voit une profonde antinomie. Quant aux sympathisants socialistes, ils ont bien du mal à rester fidèles au PSOE qui vit un *annus horribilis* (scandales de corruption en cascade…). À ce sujet, il ne faut pas oublier que l'un des protagonistes de ces scandales, Luis Roldán, le directeur général de la Garde Civile inculpé pour détournement de fonds, est originaire de Saragosse. C'est donc tout

naturellement qu'une partie de l'électorat de gauche se tourne vers CHA, d'autant plus que la coalition post-communiste *Izquierda Unida* (IU) est accusée de faire le jeu du PP pour affaiblir le PSOE (c'est l'époque où le très polémique Julio Anguita est secrétaire fédéral). En 1995, donc, l'électorat socialiste déçu par MM. González et Marco (du PSOE fédéral et aragonais respectivement), l'électorat autonomiste et nationaliste ainsi que l'électorat de gauche indigné par la coalition de fait et contre-nature qui se produit dans certaines institutions entre le PP et IU, portent deux députés de CHA aux Cortès. Rappelons que cette année-là, c'est la droite décomplexée du PP qui remporte les élections, grâce à l'usure du PSOE mais aussi grâce à la classe moyenne espagnole partiellement embourgeoisée qui n'a plus peur d'une droite qui s'affiche réformiste, démocratique et libérale, qui préfère s'étiqueter « centre-droit » voire « centre » tout court.

Néanmoins, le vote de CHA présente une faiblesse : il est éminemment urbain et provient essentiellement de la ville de Saragosse. En province, le Par reste fort (la province de Teruel est son fief) et est favorisé par la loi électorale dite « Loi d'Hondt », qui surreprésente les circonscriptions à faible population comme Teruel ou Huesca. Toutefois, même si les deux parlementaires de CHA ont du mal à faire connaître leur activité parlementaire (rappelons que l'Aragon ne dispose pas de médias audiovisuels publics) c'est justement cette activité et la sensation d'être sur tous les fronts qui devient la meilleure publicité pour CHA. Quatre ans plus tard, cette bonne presse porte ses fruits et CHA progresse de façon notable. Cette ascension doit également beaucoup à la présence sur la liste de Saragosse de José Antonio Labordeta.

Il est indéniable que le bulletin CHA est en 1995 un vote contestataire étant donnée la situation politique aragonaise (un député transfuge du PP vote pour le candidat du PSOE, avec les trois députés communistes d'*Izquierda Unida* lors d'une motion de censure en 1993 ; de 93 à 95 les scandales de corruption à répétition du président socialiste José Marco discréditent le PSOE). Chesús Yuste en a gardé un souvenir épouvantable[374]:

[374] Voir la totalité de l'entretien en annexes, p.46-65.

Evidentemente, había un caldo de cultivo, la frustración (y no sé si es agravio comparativo) pero sí que hubo un sentimiento de frustración en el proceso autonómico, esa frustración que quedó mal cerrada en el año 80 como decíamos antes, es la que nos lleva a unos gobiernos bastante lánguidos en el Aragón de los años 80. Todo culmina con un episodio absolutamente…, con un […] como fue la moción de censura de Gomáriz, el ascenso del sector más marrullero, más 'mafiosete' en el PSOE, entorno a Pepe Marco, el ascenso al gobierno de ese sector llegando a extremos increíbles. Estoy seguro que si en aquel momento se lo hubiera planteado seguro que hubiera contratado a un lobby para comprarse una medalla en el Congreso de EE.UU. Estamos hablando de ese tipo de marrullería, de esa política cutre caciquil, más caciquil que mafiosa. Lo de mafioso no era muy adecuado, mejor caciquil. Entonces claro, en aquel momento, incluso Izquierda Unida es cómplice de ese proceso, para su desgracia, y quien no sabe reaccionar frente a ese proceso es precisamente el Par, ¿no? Incluso, habría varias claves de interpretación ahí, Cristóbal Montes como presidente de las Cortes y uno de los hombres fuertes del PP, dicen que estaría participando en la conspiración para acabar con el Par, ¿no? Y la verdad es que lo hizo. Después de la moción de censura el Par ya no levantó cabeza, ¿no? De detener la presidencia del gobierno pasa a estar grogui, se queda grogui durante varios años porque no entiende que ha perdido el poder y a partir de entonces debe asumir un papel subsidiario del PP. En ese contexto de degradación político-moral en Aragón, coincide con un proceso de movilización en favor de la autonomía plena (es el término que se emplea entonces). Hay movilizaciones importantísimas en Aragón.

La politique espagnole de la fin de l'ère González n'est guère plus brillante (corruption, usure du pouvoir). Dès lors, pour les deux élus CHA, le défi consiste à fidéliser ce nouvel électorat qui a franchi le pas et a voté pour eux. Ils comptent sur leur travail, très intense (ils sont présents dans toutes les commissions du parlement car ils ne sont que 2 pour fournir le travail que d'autres groupes parlementaires font avec une trentaine de députés). Les qualités oratoires des deux élus insufflent un vent frais dans l'hémicycle et sont plutôt bien vus des médias écrits pourtant loin idéologiquement de leurs revendications. Mais cette relative bonne presse n'a en réalité qu'une portée limitée et le 'grand public' ne connaît pas forcément ces deux nouveaux députés CHA, en nombre insuffisants pour pouvoir former un groupe parlementaire et qui doivent donc intégrer le Groupe Mixte. L'Aragon, en 1995, ne dispose pas d'une chaîne de télévision régionale comme ses voisins immédiats (Catalogne, Pays valencien, Pays basque) ni même d'une radio (publique ou privée) strictement aragonaise. L'absence de cet outil médiatique, fondamental pour le maintien d'un esprit collectif fort et différencié de celui proposé par les médias espagnols, constitue un obstacle aussi pour la

connaissance d'un parti politique dont on ne peut entendre parler finalement que très rarement. Seuls les journaux télévisés de la rédaction aragonaise de la Télévision Espagnole (TVE) que l'on appelle *TeleAragón*, peuvent parfois se faire écho de l'activité parlementaire de ces députés de CHA qui sont tenus de faire une véritable 'campagne de visibilité' pour se faire connaître et respecter. Ils comprennent que c'est en intervenant dans toutes les commissions qu'ils peuvent se faire connaître et ainsi démontrer que CHA a un avis et un programme sur toutes les questions qui peuvent être traitées aux Cortès. Le message qu'ils souhaitent faire passer est que CHA est un parti qui a une vocation forte à gouverner et pas seulement un agitateur politique. La démarche ressemble à celle des partis écologistes qui doivent démontrer que leur programme a des propositions et des réponses à l'ensemble des secteurs de la société et pas uniquement aux aspects environnementaux.

Cependant, la vulgarisation du projet politique de CHA est difficile car la majorité des électeurs n'a qu'un lointain écho de son activité parlementaire, ce qui favorise une approche superficielle des initiatives prises par les députés des Cortès d'Aragon. Ce qui frappe, en premier lieu, ce sont les sonorités des noms du parti et des deux députés. Or, pour les Aragonais, qui ne sont qu'une dizaine de milliers à pratiquer la langue aragonaise, la revendication linguistique peut apparaître comme un élément sympathique, certes, mais totalement secondaire voire quelque peu folklorique. Certains Aragonais peuvent admettre, voire cautionner, cette lutte pour que l'aragonais ne disparaisse pas et n'hésitent pas à la comparer à celle des Catalans, Basques, Valenciens bien que les situations soient très différentes. Pour d'autres, ce combat est tout bonnement antédiluvien et ridicule et ne peut être pris au sérieux. Ainsi, les députés Chesús Bernal et Bizén Fuster sont à leur tour surnommés « *los de la* fabla » comme si la récupération de la langue aragonaise était le seul point de leur programme et de leur action politiques. En outre, ce combat est parfois déformé et comparé à la normalisation linguistique du catalan dans les régions voisines, notamment la Catalogne.

Les Aragonais sont en effet très nombreux à être en contact avec la Catalogne, notamment par des parents, des amis d'enfance, des connaissances

qui y vivent. Ils sont donc au courant de l'actualité politique des voisins orientaux, notamment de la très polémique –pour certains d'entre eux– loi de normalisation linguistique de 1983, qui a pu contraindre certains Aragonais (fonctionnaires en Catalogne) à quitter la Catalogne pour avoir refusé d'apprendre le catalan[375]. La question linguistique a égratigné l'image de la Catalogne en Aragon. Il est donc très facile de caricaturer les propositions de CHA en matière linguistique et d'assurer qu'ils n'ont qu'un but : interdire le castillan et obliger les Aragonais à parler une langue qu'ils ne connaissent pas ou plus et qui a été recréée de toutes pièces pour que l'Aragon ait aussi son élément linguistique différentiel (*agravio comparativo*).

Après avoir étudié les premiers résultats électoraux ainsi que les premières alliances européennes avec les principales forces nationalistes périphériques progressistes, après avoir observé que le bulletin CHA s'était consolidé, nous allons nous pencher sur les résultats des nationalistes aragonais aux élections municipales. C'est en effet lors des municipales de 2003 que CHA accède à la mairie de Saragosse, soit 17 ans après sa fondation, ce qui témoigne d'une ascension relativement rapide pour un parti comme CHA dans un territoire comme l'Aragon.

[375] Tel est le cas de Federico Jiménez Losantos, ancien élève de Labordeta à Teruel et militant du PSA, l'un des signataires du *Manifeste des 2300* daté du 25 janvier 1981 dans lequel des intellectuels vivant en Catalogne s'inquiètent de la recatalanisation linguistique et du caractère préférentiel donné au catalan dans la nouvelle *Generalitat*. Losantos avait déjà songé à présenter une candidature du PSA en Catalogne adressée aux électeurs d'origine aragonaise. Cela ne s'étant pas fait, il n'avait pas hésité à se présenter sur les listes de l'autre PSA, le parti des Andalous de Catalogne, souhaitant clairement opposer les Catalans hispanophones d'origine aragonaise ou andalouse aux Catalans catalanophones « de souche ».

2) CHA et la politique municipale en Aragon

Les élections municipales et régionales du 25 mai 2003 marquent un point culminant dans l'histoire de CHA et sont restées gravées dans la mémoire des militants[376]. C'est en effet lors de ces scrutins que le parti qui fait l'objet de notre étude a obtenu le plus grand nombre de députés aux Cortès d'Aragon (9 sur 67) ainsi que le plus grand nombre de conseillers municipaux dans la capitale du pays (6 sur 31), de *consejeros comarcales* (C.C) dans l'agglomération de Saragosse (7 sur 35) et de *diputados provinciales* (D.P) dans la circonscription de Saragosse (3 sur 27). Rappelons que les résultats des élections municipales sont utilisés pour la configuration des D.P et des C.C, puisque ces institutions sont des entités supra-municipales. Les résultats obtenus pas CHA en 2003 s'inscrivent dans la logique d'une ascension continue depuis 1995.

En effet, comme le prouvent les articles rassemblés dans la revue *Aragón libre*[377], organe d'expression de CHA, dès 1999, la presse aragonaise , se faisait l'écho de l'entrée fracassante de CHA sur le devant de la scène politique, insistant sur le fait que le parti avait multiplié par 2 ses résultats aux élections régionales, par rapport à 1995 passant ainsi de 2 à 5 députés, ce qui lui permettait de former un groupe parlementaire à part entière et de quitter ainsi le groupe mixte auquel étaient rattachés les deux députés élus précédemment. À la mairie de Saragosse, les nationalistes multiplient également par 2 les résultats entre 1995 et 1999 et obtiennent 4 conseillers municipaux. Il est évident qu'il y a eu un véritable « effet Labordeta », candidat aux élections régionales dans la circonscription de Saragosse, qui a attiré un électorat populaire et sensible à l'engagement de Labordeta, pas forcément nationaliste.

Ce qui apparaît clairement dans la presse aragonaise en 1999, c'est que les nationalistes de CHA ont cessé d'être une formation marginale, exotique. La société aragonaise commence à les prendre au sérieux ; la presse, aussi. *El*

[376] Vous pouvez consulter les différents résultats de CHA selon les différents scrutins et années en annexes, p.106-173.
[377] *Aragón libre*, n°35, Janvier 2000, p.10.

Periódico de Aragón parle de CHA au lendemain des élections de 1999 comme du grand gagnant de la nuit électorale :

> *El gran triunfador de la jornada es la CHA, joven pero ya madura formación, que ha captado con su mensaje a miles de aragoneses*[378].

Heraldo de Aragón, pourtant loin politiquement de la formation, va même jusqu'à dire:

> *CHA se ha convertido en una fuerza política real e imprescindible captando voto joven y alternativo*[379].

Deux axes apparaissent ici : la jeunesse du parti qui sait donc capter l'électorat le plus jeune et le plus « rebelle », qui ne fait pas confiance aux partis politiques dont il a entendu parler depuis son plus jeune âge, et la maturité, le professionnalisme des nationalistes exprimé par des adjectifs comme *real* (ce qui revient à dire qu'il faut dorénavant prendre CHA au sérieux), et *madura* qui signifie qu'on n'est plus face à des jeunes gauchistes 'écolos' qui parlent aragonais et qui veulent sauver les montagnes, la caricature faite pendant longtemps des militants de CHA[380].

La question qui se posait déjà en 1999 et qui se pose encore plus en 2003 est de savoir si les scores importants de CHA expriment la montée d'un sentiment nationaliste dans l'électorat aragonais. C'est pourquoi j'avais demandé à Chesús Bernal si l'on pouvait considérer que les 100 000 bulletins obtenus par CHA en 2003 appartenaient à 100 000 nationalistes aragonais, ce à quoi il avait répondu:

> *No, de la misma manera que todos los que votan al PSOE no se definen como socialistas españoles. Ni de la misma manera que todos los que votan al PP no se definen como demócrata cristianos españoles. Ni de la misma manera que los que votan a IU no se definen como comunistas. No, no. La oferta que hacemos una serie de nacionalistas aragoneses en el ámbito, social, económico, cultural y esas ofertas no son puramente nacionalistas aragonesas, con lo que significa esa palabra, sino que son la visión, el análisis y la propuesta que*

[378] *Op. Cit.*, p.10.
[379] *Ibidem*.
[380] Nous devons souligner un détail sur l'apparence physique des principaux dirigeants de CHA. Les trois représentants les plus connus de CHA arborent une longue barbe brune, comme c'était souvent le cas des dirigeants de partis de gauche dans l'Espagne de la transition ou du début de la démocratie. Ce trait physique et la 'radicalité' de leurs propos et de leurs revendications (autodétermination et officialité de l'aragonais, entre autres) font que Chesús Bernal, Chesús Yuste et Bizén Fuster reçoivent le surnom de *CHAlibán* ou *Chalibanes*, écho sarcastique des talibans.

desde el nacionalismo aragonés se hace en este momento a la sociedad aragonesa. Y eso conecta no sólo con los auténticos o exquisitos o puros nacionalistas aragoneses sino con gente, con ciudadanía… Es que no aspiramos a que nos voten sólo los nacionalistas o a que todos los que nos voten tengan que ser nacionalistas sino que aspiramos a gobernar para los nacionalistas, para los no nacionalistas, para todo el mundo. Y en esa medida, tratamos de dar ofertas desde nuestra visión del mundo, de la vida, de las relaciones humanas, del papel de Aragón. Dar una oferta a la sociedad que pueda ser útil no sólo para los nacionalistas aragoneses sino para mucha más gente y, al mismo tiempo, eso hace que una serie de personas vayan viendo el nacionalismo aragonés como algo que no es desechable[381].

La réponse de Chesús Bernal est claire : il ne s'agit pas, pour la majorité des électeurs, d'un vote nationaliste mais d'une adhésion à un certain nombre de propositions faites par *Chunta*.

Les bons résultats et la pénétration de CHA sont particulièrement nets dans la ville de Saragosse où le parti progresse de façon spectaculaire et est largement confirmé comme troisième force politique de la capitale aragonaise bien devant les régionalistes du Par (18,24% contre 6,95%) et les post-communistes d'*Izquierda Unida* (3,95), privés de représentation municipale.

En province, CHA progresse de façon moins spectaculaire mais devient aussi la troisième force politique en pourcentages (14,68% contre 9,99% pour le Par) mais pas en nombre de conseillers municipaux. Le caractère éminemment urbain –et donc exclusivement saragossais– de CHA est flagrant en 2003 et la faible pénétration du territoire apparaît déjà comme un handicap pour le parti. Les cadres sont conscients du problème de la projection et la visibilité du parti hors de la capitale car, comme nous le verrons plus tard, il porte clairement préjudice à la traduction en sièges du nombre de suffrages obtenus aussi bien dans les DP –en l'occurrence calculés en fonction des résultats des municipales– qu'aux Cortès d'Aragon.

En 2007, le décalage dans les résultats de CHA qui s'était creusé en 2003 entre la capitale et la province, se corrige quelque peu par la progression

[381] Cf. Entretien en annexes, p.37

modérée de CHA dans les *comarcas*, alors que les résultats dans la capitale sont divisés, par 2 !

Nous allons donc tenter de comprendre pourquoi et comment CHA a obtenu ses meilleurs résultats à Saragosse en 2003 et, surtout, pourquoi en 2007, après une première expérience gouvernementale en coalition avec le PSOE à la mairie de Saragosse, les résultats ont été divisés par deux. Avec la perspective dont nous disposons aujourd'hui, en 2012, nous pourrions affirmer qu'en 2003 CHA avait atteint son plafond électoral alors que 2007 et 2011 représenteraient au contraire le socle minimum du parti.

a. La conquête de la Mairie de Saragosse (2003-2007)

Voyons d'abord dans quel contexte et quelles circonstances CHA a réalisé, à Saragosse, son score « historique » de 2003.

En mai 2003, le premier mandat de la coalition gouvernementale PSOE-Par, au pouvoir depuis juillet 1999 et présidée par le socialiste et catalanophone Marcelino (*Marcel·lí* ?) Iglesias, est sur le point de s'achever. Le vice-président de cet exécutif, José Ángel Biel, du Par, est un ex-*ucédiste* de la province de Teruel dont nous avons déjà parlé, qui a rompu en 1999 le pacte qui unissait le PAR au Parti Populaire (PP) depuis 1987, pour offrir sur un plateau le gouvernement aragonais aux socialistes et renvoyer dans l'opposition ses anciens alliés du PP. Ce 'cadeau' du Par aux socialistes, aussi insolite qu'inattendu, expliquerait le centrisme et la modération des trois mandats de la coalition PSOE-Par présidés par Marcelino Iglesias et surnommés ironiquement *Marcelinato* par les cadres de CHA. Comme l'a souligné Chesús Yuste au cours de notre entretien :

> *Ten en cuenta que el Par regaló [en 1999] la presidencia del gobierno al PSOE, rompió su alianza natural con el PP para gobernar con el PSOE en un gobierno donde el Par impuso sus reglas, prácticamente compartía la mitad del poder, compartía incluso más protagonismo que el presidente a través del vicepresidente y portavoz [José Ángel] Biel, la política educativa la gestionaba el PSOE pero la línea política de apoyo a la privada, la infantil privada la puso el Par, el Par llevó, desde Cultura, todo el tema del centenario de Escrivá de*

Balaguer que en el PSOE, en la base electoral del PSOE levantó muchísimas ampollas… Hubo bastantes situaciones para el PSOE, que el PSOE tuvo que tragar[382].

En mai 2003, en revanche c'est le PP qui est le parti sortant de la mairie de Saragosse puisqu'il y avait gagné les élections municipales de 1999. Mais, l'on peut d'ores et déjà affirmer que les excellents résultats de CHA en mai 2003 que nous allons analyser ci-après ne sont pas seulement une réponse à (ou une conséquence de) la politique aragonaise menée au niveau du gouvernement autonome par la coalition PSOE-Par ou de la politique municipale du PP à Saragosse. La politique et le gouvernement au niveau national y sont également pour beaucoup. Avant chaque échéance électorale, toute l'actualité, qu'elle soit locale, nationale ou internationale, a une influence sur les électeurs. Les politiciens ont beau appeler les électeurs à voter en fonction du scrutin, ces derniers utilisent souvent leur vote pour envoyer des messages, sanctionner le parti qui est au pouvoir, récompenser le parti qui fait une opposition jugée constructive…

En mai 2003, à Saragosse et plus généralement en Aragon, nous serions même tentés de dire que c'est la majorité absolue du PP au Parlement espagnol qui a le plus œuvré en faveur des bons résultats de CHA. Autrement dit, c'est bien pour sanctionner José María Aznar, sans pour autant récompenser un José Luis Rodríguez Zapatero ou un PSOE renouvelé qui devait encore faire ses preuves, que CHA a obtenu ses résultats « historiques » à Saragosse en mai 2003. L'année 2003 est en effet la dernière année du second mandat de José María Aznar (1996-2000 puis 2000-2004) ; les élections étant prévues pour le 14 mars 2004, l'année 2003 est dans les faits la dernière année effective de cette septième législature démocratique post-franquiste en Espagne. Ce second gouvernement de José María Aznar était conforté par une majorité absolue aux Congrès des Députés de Madrid. C'est dans ce contexte que le chef du gouvernement espagnol a pris deux décisions très impopulaires, l'une dans toute l'Espagne, l'autre surtout en Aragon et en Catalogne. Nous faisons bien sûr allusion à la participation de l'Espagne à la guerre en Irak et au projet de transvasement de l'Èbre depuis son delta, dans le sud de la Catalogne, vers le

[382] Vous pouvez vous reporter aux entretiens avec les députés de CHA, en annexes, p.57.

Pays valencien, la région de Murcie et l'Andalousie orientale, concrètement la province d'Almería.

La guerre en Irak avait pour objectif de renverser Saddam Hussein, autrefois dictateur fréquentable, accusé du jour au lendemain de posséder des armes de destruction massive et d'abriter des cellules d'Al Qaeda, sur son territoire. Nous sommes dans l'après 11 septembre 2001 et le président états-unien George W. Bush est parti en guerre, « en croisade » diront certains, contre le terroriste Ben Laden et ses hommes. José María Aznar rejoint les thèses de Tony Blair et de George W. Bush, proches politiquement et personnellement, et dont on sait aujourd'hui qu'elles étaient fantaisistes. Tous trois sont immortalisés sur une photo prise aux Açores ; ils forment depuis le « Trio des Açores », sans que personne, ou presque, ne se souvienne de l'amphitryon, José Manuel Durão Barroso, premier ministre portugais de l'époque. Aznar, on le sait aujourd'hui, avait pour ambition de sortir l'Espagne du « tunnel de l'histoire », d'enterrer définitivement la légende noire et d'inscrire l'Espagne au G-8 –l'Espagne est à cette époque-là la huitième puissance mondiale. Mais la société civile espagnole et aragonaise, comme celles d'autres pays dont les dirigeants s'alignent également sur les thèses de Blair et Bush (Italie, Pologne, Royaume Uni…) est très majoritairement hostile à cette intervention. Les enquêtes d'opinion espagnoles, notamment celle du *Centro de Investigaciones Sociológicas* (CIS, dépendant du Ministère de la Présidence) parlent d'un rejet à hauteur de 91% (voire 94% d'après un sondage *Pulsómetro* de la chaîne de radio *Cadena* SER du 24 février 2003). L'Italie connaît des pourcentages similaires. Pour preuve, les manifestations de Rome et de Madrid sont parmi celles qui réunissent le plus grand nombre de participants dans le monde le 15 février 2003, un mois seulement avant le début du conflit et les premières frappes aériennes. En Espagne, l'on compte jusqu'à 3,5 millions de manifestants à travers tout le pays[383]. En Aragon, on parle de 400 000 citoyens dans les rues, soit 1 Aragonais sur 3. Aznar dégringole dans les enquêtes d'opinion ; le « peuple de gauche », mais pas seulement, puisque le rejet atteint presque l'ensemble des Espagnols, est

[383] « Avalancha sin precedentes contra la guerra », *El País*, 16 février 2003. Voir la une du quotidien espagnol, p.192 (Annexes).

mobilisé, de même que les intellectuels, les artistes –le « *No a la guerra* » proclamé par pratiquement tous les comédiens le soir de la remise des prix Goya est devenu historique– etc. Depuis la tribune de l'hémicycle du *Congreso de los Diputados*, le 5 février 2003, le député de CHA, José Antonio Labordeta, récite à José María Aznar et aux députés du PP qui ne semblent pas contester publiquement la décision de leur leader, un poème de son frère, disparu, le poète Miguel Labordeta, pour tenter de dissuader le président de partir en guerre[384]. L'Espagne –ou plutôt Madrid– n'a pas connu de telles manifestations depuis le sursaut démocratique de l'après 23 février 1981, ou plus récemment, depuis l'assassinat, aux mains des terroristes de l'ETA, du conseiller municipal du PP Miguel Ángel Blanco, en juillet 1997.

En revanche, en Aragon, on garde des souvenirs plus récents de manifestations réunissant 400 000 personnes à Saragosse, un tiers des Aragonais, j'insiste sur cette étonnante proportion. Il s'agit des manifestations des Aragonais contre l'autre projet d'Aznar, extrêmement impopulaire en Aragon et en Catalogne, mais pas seulement : le *Plan Hidrológico Nacional* (PHN) de l'an 2000 qui prévoit le transvasement de presque 1 050 hectomètres cube par an capturés au niveau du Delta de l'Èbre[385].

---

[384] *Mataos,*
Pero dejad tranquilo a ese niño que duerme en una cuna.
Invadid con vuestro traqueteo los talleres, los navíos, las universidades,
las oficinas espectrales donde tanta gente languidece.
Triturad toda rosa, hollad al noble pensativo.
Preparad las bombas de fósforo y las nupcias del agua con la muerte…
Inundad los periódicos, las radios, los cines, las tribunas,
pero dejad tranquilo al obrero que fumando un pitillo
ríe con los amigos en aquel bar de la esquina.
Asesinaos si así lo deseáis,/Exterminaos vosotros: los teorizantes de ambas cercas
Que jamás asiréis un fusil de bravura.
Asesinaos pero vosotros los inquisitoriales azuzadores de la matanza…
Pero dejad tranquilo a ese niño que duerme en una cuna,
Al campesino que nos suda la harina y el aceite,
Al joven estudiante con su llave de oro,
Al obrero en su ocio ganado fumándose un pitillo
Y al hombre gris que coge los tranvías
Con su gabán roído a las seis de la tarde.
Esperan otra cosa./Los parieron sus madres para vivir con todos
Y entre todos aspiran a vivir / tan solo esto.
Y de ellos ha de crecer
Si surge una raza de hombres y mujeres con puñales de amor inverosímil hacia otras aventuras más hermosas.

[385] Voir photo p.179 (Annexes).

Nous avons déjà vu à quel point la société aragonaise est attachée, pour des raisons socioculturelles, historiques et économiques au fleuve qui traverse, irrigue et fertilise l'Aragon. Le PHN prévu par le Ministère de l'environnement, dirigé à l'époque par Jaume Matas (ancien président des Îles Baléares, entre 1999 et 2003, qui le redevient de 2003 à 2007) avait déjà provoqué une manifestation le 8 octobre 2000 où 400 000 Aragonais s'étaient réunis pour dire 'non' au projet du PHN, finalement adopté en 2001, et scander le slogan : *Aragón, agua y futuro*[386]. Citons la page web officielle de l'*Instituto Aragonés del Agua*[387] :

> *El 8 de octubre de 2000, alrededor de 400.000 personas expresaron su rechazo al trasvase del Ebro, incluido en el Plan Hidrológico Nacional, en una multitudinaria manifestación donde estuvieron representados los agentes sociales de la Comunidad, encabezada por el Gobierno de Aragón, las Cortes y el Justicia. El lema único de la manifestación fue "Aragón, agua y futuro", utilizado por primera vez en un acto de este tipo, mientras que el símbolo exhibido durante su recorrido fue la bandera de Aragón, que coloreó la marea humana en la que se convirtió la mayor concentración de la historia en nuestra Comunidad.*
>
> *Todos los partidos políticos -excepto el Partido Popular-, sindicatos, asociaciones y organizaciones sociales, organizaciones empresariales, comunidades de regantes y ciudadanía en general, protestaron enérgicamente contra el trasvase en las calles de Zaragoza. El periodista Luis del Val se encargó de poner voz a las quejas y reivindicaciones del pueblo aragonés.*

Le symbole du drapeau aragonais qui recouvre les manifestants concentrés sur la *Plaza del Pilar* de Saragosse est bien la preuve que le PHN est, aux yeux des Aragonais, une agression territoriale et qu'il y a, derrière la défense de l'Èbre, la défense de l'Aragon, de ses ressources, et donc des Aragonais, poussés à l'émigration pendant des décennies à cause, entre autres, d'agressions territoriales. Cette agression externe, du gouvernement central en l'occurrence, ne se traduit pas en anti-espagnolisme –on ne voit pas brûler des drapeaux espagnols comme on aurait pu le voir en Catalogne ou au Pays basque– mais la défense du territoire se traduit en une ascension notable d'une conscience aragonésiste qui va se traduire dans les urnes par la poussée de CHA, perçu comme un parti sans attaches madrilènes, ayant donc les mains libres pour

[386] Les dernières manifestations massives remontaient à celles pour la pleine autonomie de 1992 et 1993 et pour la démocratie après la tentative de coup d'État du 23 février 1981.
[387] www.aragon.es/DepartamentosOrganismosPublicos/Organismos/InstitutoAragonesAgua/AreasTematicas/PlanHidrologicoNacional/

défendre les intérêts de l'Aragon et des Aragonais. La bonne presse des conseillers municipaux et des députés de CHA entre 1999 et 2003 permet à un certain nombre de ces manifestants de franchir le pas et de déposer un bulletin CHA dans l'urne. Entre 1999 et 2003, CHA, qui a commencé à être prise au sérieux, arrive à séduire deux fois plus d'Aragonais du fait de cette conjoncture où l'Aragon apparaît comme un territoire menacé et les agriculteurs aragonais comme des citoyens de seconde zone face aux agriculteurs méditerranéens.

Les manifestations contre le PHN sont nombreuses (une douzaine entre 2000 et 2004) et le succès qu'elles rencontrent historique (toujours entre 100 000 et 400 000 personnes). Elles ont lieu, bien sûr, en Aragon, (à Saragosse mais aussi dans les chefs-lieux de provinces, les petites villes et les grosses bourgades), mais aussi en Catalogne (Barcelone et le Delta), à Madrid, à Bruxelles, (les capitales espagnole et européenne) et même à Valence et à Almería, villes que le projet est pourtant censé favoriser. Une marche à Bruxelles est même organisée par tous les collectifs anti-PHN. Il s'agit de la « Marche bleue » que certains militants ont faite à pied depuis l'Aragon ou la Catalogne[388].

En mai 2003, le climat politique est donc particulièrement hostile en Aragon pour le PP. Il est vrai que le plancher électoral du PP est relativement élevé puisqu'il constitue le principal parti de la droite en Aragon depuis le déclin du Par amorcé au début des années 1990. Mais la conjoncture lui est vraiment défavorable pour séduire l'électorat le plus centriste, encore moins les aragonésistes conservateurs en raison des deux décisions politiques (guerre en Irak et transvasement de l'Èbre) que nous venons d'évoquer.

L'électorat de gauche, par ailleurs, perçoit que le PSOE aragonais de Marcelino Iglesias, alternative la plus consolidée et qui profite largement du bipartisme de plus en plus omniprésent en Espagne, est pris en otage par son associé régionaliste conservateur, le Par, qui l'empêche de satisfaire et de

[388] « La '*Marcha Azul*' llega a Bruselas para pedir que la UE no financie el PHN », dans *El País*, 9 septembre 2001. On insiste dans l'article sur la présence de Catalans et d'Aragonais et des drapeaux des deux pays. La défense du fleuve est bel et bien comprise comme une défense du pays, du territoire.

donner confiance à son électorat traditionnel. Quant au PSOE espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, secrétaire général de sa formation depuis l'an 2000, il ne profite pas encore d'un soutien franc même si sa promesse de rapatrier les troupes d'Irak va le rendre populaire. Il faut bien dire que la majorité absolue du PP n'a pas laissé jusque-là beaucoup de visibilité, ou plutôt de marge de manœuvre, à l'opposition, quelle qu'elle soit. Il faudra attendre les élections de 2004 pour que l'on assiste à ce qui a été qualifié d' « effet ZP », tiré du slogan de campagne « *Zapatero Presidente* ».

Quant à *Izquierda Unida*, elle n'arrive pas non plus à tirer profit de cette conjoncture favorable à la gauche en raison de sa participation jusqu'à mi-mandat (1999-2001) au gouvernement aragonais PSOE-Par, qui était de fait un gouvernement tripartite PSOE-Par-IU. Par conséquent, tout paraît propice à l'ascension de CHA, qui est encore « vierge » politiquement puisque la formation n'a alors jamais pactisé avec aucun parti politique. La présence de la formation à toutes les manifestations contre le PHN atteint son objectif qui est de faire passer à la société aragonaise le message suivant : qui de mieux qu'une 'vraie' force aragonésiste qui ne pactise pas avec les partis centralistes peut défendre le territoire aragonais ?

Les cadres de CHA ont un argument de taille pour cela car le Par a déjà gouverné (et gouverne à l'époque) avec des partis qui envisagent (ou ont envisagé) le transvasement (PP et PSOE). En effet, c'est bien le PSOE qui, le premier, en 1993, avait projeté un transvasement de l'Èbre encore plus ambitieux que celui du gouvernement du PP. Ceci confirme aux yeux de CHA que seule une force politique territoriale non assujettie à un parti dont le siège central se trouve à Madrid peut défendre réellement les intérêts de l'Aragon. Pour CHA, rappeler le transvasement encore plus ambitieux du PSOE est également une façon de discréditer la position anti-PHN d'Iglesias. Ce PHN vient finalement mettre de l'eau au moulin de ceux qui affirment que l'Aragon n'est plus qu'une colonie intérieure de l'Espagne qui, de surcroît, ne peut faire le poids démographique –et donc politique– par rapport à la côte méditerranéenne. Ainsi, selon les nationalistes, dans la configuration de l'État

espagnol, l'Aragon a tout à perdre s'il est gouverné par un parti d'obédience espagnole.

Quant à l'autre force aragonésiste, le Par, qui est au pouvoir depuis 1987 tantôt avec le PP, tantôt avec le PSOE, elle n'arrive pas à se défaire de l'image de parti opportuniste et qui n'hésite pas à retourner sa veste à chaque fois qu'il le faut pour occuper de façon continue le pouvoir. Les Aragonais sont de plus en plus nombreux à percevoir dans les actions du Par des dérives mafieuses, propres aux caciques, qui n'ont pour objectif que de se maintenir au pouvoir (notamment dans les ministères aragonais –*consejerías*– de l'environnement, de l'industrie et de l'agriculture et dans les entreprises publiques qui en dépendent, où sont embauchées de nombreuses personnes issues des cercles proches du Par)[389].

En outre, depuis l'an 2000, CHA a un ultime argument de taille pour justifier le besoin d'un parti aragonésiste fort, intraitable avec les partis majoritaires : le siège qu'occupe José Antonio Labordeta au *Congreso de los Diputados*, un excellent tremplin médiatique, qui a eu un rôle décisif aussi dans la progression fulgurante de CHA aux élections de 2003. À ce titre, CHA a une spécificité notable par rapport aux autres PANE –même très consolidés comme CiU ou PNV– puisque les nationalistes aragonais sont les seuls à obtenir de meilleurs résultats à des élections législatives qu'à des élections régionales. Comme le souligne Antonio Peiró:

> *Estos resultados representaron un hecho hasta entonces insólito en el Estado español: un partido nacionalista que conseguía más votos en unas elecciones generales que en las inmediatas autonómicas (casi un 50% más)*[390].

En effet, on observe souvent dans l'électorat des PANE, une alternance entre parti territorial et parti d'obédience espagnole selon les scrutins. Nombreux sont les électeurs qui votent 'territorial' dans le cadre d'élections locales et/ou régionales et qui choisissent le bulletin d'un parti espagnol pour les législatives. CHA et l'Aragon semblent déroger à la règle puisque cette

[389] Labordeta: *El Par es un partido para colocar gente*, dans « Zapatero es el primer presidente de izquierdas, *El País*, 16 août 2007.
[390] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca Aragonesa de Cultura n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse (2002), p.155. La différence dont parle Peiró se fait entre les résultats des régionales de 1995 et des législatives de 1996.

spécificité s'est depuis reproduite. En 2000, la CHA menée par Labordeta au Congrès des députés obtient 75 234 voix (soit 10,6% des suffrages en Aragon) contre 72 129 (11,09%) aux régionales de 1999, où Labordeta figure également sur les listes de la circonscription de Saragosse[391].

Grâce au bagage électoral de CHA dont nous venons de voir comment il s'était constitué, le soir du 25 mai 2003, CHA devient la troisième force politique de l'Aragon et détrône l'autre force aragonésiste, le Par.

Ainsi, aux élections régionales, dans l'ensemble de l'Aragon, CHA passe de 72 129 suffrages et 11,33% des voix en 1999, à 97 777 bulletins et 13,72% en 2003. Certes, la progression n'est pas spectaculaire sur l'ensemble du territoire, mais elle l'est si l'on tient compte du fait que cette augmentation de 25 000 se produit essentiellement dans la ville de Saragosse. Dans la capitale, CHA fait en effet un bond de 22 000 bulletins puisqu'elle obtient 62 221 suffrages, soit 18,85%, contre 40 276 (13%) en 1999. En 2003, la différence entre les résultats obtenus par CHA à Saragosse entre les élections régionales et les municipales n'est que de 10 voix: 62 211 pour les Cortès aragonaises et 62 221 pour la mairie, alors qu'en 1999, nous avions observé une différence de presque 7000 voix : 47 164 pour le Parlement aragonais et 40 276 pour la mairie de Saragosse.

En 2003, CHA obtient donc presque 19% des suffrages à Saragosse aux élections municipales. En outre, si nous analysons les résultats par districts, nous nous apercevons que le parti est très bien reçu dans les quartiers ouvriers et populaires, beaucoup moins dans les quartiers bourgeois acquis à la droite espagnole ou aragonaise[392]. Ainsi, dans certains quartiers acquis au PSOE, CHA frôle les 23% et parvient presque à se hisser à la deuxième place devant le PP (c'est le cas dans l'Actur Arrabal, rive gauche, où CHA n'a que 7 voix d'écart avec le PP, deuxième force politique du quartier). Le plus mauvais résultat est obtenu dans le secteur du centre-ville où CHA dépasse toutefois le

[391] Voir résultats en annexes, p106-173.
[392] Vous pouvez consulter les tableaux concernant la ville de Saragosse et ses districts, p.134-146.

seuil des 10%. Sur 12 districts électoraux, CHA obtient entre 20 et 23% dans 5 d'entre eux et va de 15 à 20% dans 5 autres ; autrement dit, CHA obtient moins de 15% seulement dans deux des districts aisés du centre-ville. Ces résultats, nous insistons sur ce fait, sont excellents –voire surprenants– dans une ville comme Saragosse pour un parti qui se dit explicitement nationaliste aragonais et dont l'objectif est l'autodétermination de l'Aragon au sein d'une république fédérale. Il est vrai que Saragosse a été un bastion anarchiste dans les années 1930, avant la guerre civile, mais il faut bien reconnaître que le franquisme et la forte empreinte militaire de la ville avaient fait de la capitale aragonaise une ville sociologiquement franquiste.

Les résultats de CHA en 2003 font pâlir d'envie les camarades d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC), dont ils sont proches à l'époque et avec qui ils ils siègent dans la même coalition européenne. ERC n'atteint pas ces résultats dans la capitale catalane[393] même si elle obtient de très bons résultats en province, contrairement à CHA qui stagne dans le reste de l'Aragon et dont le message a du mal à atteindre les *comarcas*.

En effet, les résultats modestes de CHA dans le reste de l'Aragon constituent le point faible de la formation, même si CHA devient tout de même la troisième force politique de l'Aragon, devant le PAR, et pourrait arithmétiquement supplanter cette formation au gouvernement aragonais, à l'instar de ce qui a lieu au gouvernement municipal de Saragosse où se constitue une majorité PSOE-CHA. En effet, la loi électorale en vigueur en Espagne, provisoire depuis 1977, appelée « loi d'Hondt », provoque une surreprésentation des provinces rurales peu peuplées, aussi bien au *Congreso* de Madrid que dans les parlements des Communautés Autonomes. Les Cortès d'Aragon comptent 67 sièges répartis en fonction de la population. 35 reviennent à la province de Saragosse, 18 à Huesca et 14 à Teruel.

Ainsi, si les 97 777 voix obtenues dans tout l'Aragon par CHA aux élections régionales de 2003, dont 62 211 à Saragosse, représentent 9 députés

[393] À Barcelone ERC fait 12,8% en 2003 contre près de 19% pour CHA à Saragosse. Cf. www.infoelectoral.mir.es

aux Cortès d'Aragon, les 79 670 voix obtenues par le PAR, presque 20 000 de moins, donnent 8 députés à ce parti. Si nous nous focalisons sur la province de Teruel, la plus dépeuplée, et donc là où le rapport voix/sièges est le plus faible, on observe que les 15 662 voix du PAR donnent 3 députés aux Cortès alors que les 78 698 voix obtenus à Saragosse ne rapportent que 6 députés, soit le double de députés pour 5 fois plus de suffrages.

À Saragosse, les résultats des élections municipales de 2003 changent la donne politique. Le PSOE redevient la première force politique de la capitale aragonaise avec un peu plus de 4 000 bulletins de différence (très peu), le PP perd environ 15 000 voix (relativement peu par rapport au mécontentement que laissaient présager les manifestations que nous avons évoquées, mais nous avons signalé le socle de base électoral solide du PP dans la capitale aragonaise) et CHA gagne 22 000 voix, comme nous l'avons déjà dit. La majorité absolue au gouvernement municipal de Saragosse se situe à 16 conseillers municipaux sur 31. Avec les résultats de 2003, le PSOE et CHA en détiennent respectivement 12 et 6. Le PP et le PAR, avec 11 et 2, sont à deux sièges de la majorité. Le PSOE et le PAR ne peuvent pas non plus reproduire la coalition qui gouverne l'Aragon depuis 1999. Autrement dit, le candidat socialiste, Juan Alberto Belloch, qui avait échoué quatre ans auparavant contre le PP, n'a pas le choix et doit courtiser CHA pour former un gouvernement stable. C'est ce qui a finalement lieu et CHA assume le gouvernement en coalition avec les socialistes après définition d'un projet de gouvernement. Belloch, ancien super-ministre de Felipe González, revenu sur ses terres aragonaises (il est né à Mora de Rubielos, *comarca* de Gúdar-Javalambre, dans la province de Teruel) devient maire de Saragosse et Antonio Gaspar (CHA) deuxième adjoint au maire, en charge de l'urbanisme.

CHA ne considère pas cette alliance avec le PSOE, un adversaire politique, certes, mais un parti socialiste de tendance social-démocrate, comme un pacte contre-nature avec un ennemi politique ; les terrains d'entente sont larges. Comme le dit Chesús Yuste dans l'entretien déjà cité, les électorats de CHA et PSOE sont extrêmement proches l'un de l'autre :

[…] la relación con el PSOE es muy difícil porque el PSOE compite electoralmente con nosotros, ¿no? Puede gobernar con el Par sin ningún problema por dos cosas. Primero porque el Par no le pide nada más que dinero (no le pide otra cosa) y, sin embargo, con nosotros evidentemente la negociación es política y por lo tanto eso supone dejarse pelos en la gatera, ¿no? Y en segundo lugar, con el Par no compite electoralmente, al PSOE le interesa que el Par esté fuerte para que pueda competir con el PP, no sé si cumple esa labor pero bueno… En cambio, nosotros compartimos el electorado y eso se ve cuando haces campaña municipal en los pueblos (tocamos a la misma gente). Entonces, ése es un elemento... Tampoco tenemos a tanta gente joven, movida, progresista donde elegir, ¿no?[394]

Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir de la capitale du pays, qui concentre à elle seule plus de la moitié de la population aragonaise, est une consécration pour CHA. Une consécration et un lot de consolation par rapport à la frustration engendrée par la réédition du pacte PSOE-Par au gouvernement aragonais. Comme le dit une nouvelle fois Chesús Yuste:

Bueno, en Chunta nos temíamos que pudiera ocurrir algo así, de hecho lo advertimos en campaña, en todos los pueblos por donde íbamos dando mítines decíamos "ojo, si queréis que gobierne la izquierda, si queréis echar al Par del gobierno, la única solución es votarnos a nosotros porque si votáis al PSOE no está garantizado que echéis al Par del gobierno". Eso lo dijimos y una gente la debimos de convencer y a otra gente no. Y a alguna gente luego nos ha llegado "ay, qué pena, teníais razón". […] Incluso en campaña, Marcelino llegó a decir que no había nada cerrado, que él quería poder elegir socio y que no estaba nada cerrado. A nosotros, desde el PSOE, se nos lanzaban mensajes de que si crecíamos como estaba previsto pues que gobernaríamos juntos la izquierda y tal. Supongo que otros emisarios enviarían mensajes parecidos al Par diciéndoles que no se preocuparan y tal… Pero bueno, el PSOE funciona así. Y nosotros nos temíamos que podría pasar lo que al final ocurrió. Lo que nos molestó especialmente fue el proceso, que no hubo proceso. Cuando se constituyó, nosotros políticamente planteamos la estrategia del pacto global de izquierda donde la izquierda sume mayoría absoluta, pues incluía ayuntamientos como el de Zaragoza, la mayoría de las comarcas, las diputaciones provinciales de Huesca y Zaragoza, el gobierno de Aragón. El PSOE impuso el calendario, podía imponerlo, evidentemente, el calendario era que como primero se constituyen los ayuntamientos primero hay que hablar de los ayuntamientos, después de la mesa de las Cortes, después de diputaciones, después del gobierno, después de las comarcas… Es cierto que el calendario de constitución de las diversas instituciones es distinto y marcaba bastante el calendario político en la negociación y eso le favoreció al PSOE. El pacto municipal se hizo aunque el PSOE no cumplió en dos ayuntamientos de Teruel que nos tenía que haber dado la alcaldía a nosotros y eso, al final, era Bronchales (les dábamos Oliete a cambio de Bronchales). Nosotros cumplimos por nuestra parte, en todo caso y en ese… pensábamos que iba a haber un proceso de negociación. Nosotros creíamos que lo normal es lo que pasa en Cataluña, que el PSOE negociara paralelamente con el Par y con nosotros y al final decidiera. Lo que nos sorprendió fue que no hubo negociación, que de la noche a la mañana dijeron que ya estaba todo pactado con el Par, que no había nada más, un apretón de manos y ya está. ¿A qué estamos jugando? Si hay un

[394] Reportez-vous aux annexes, p.58.

proceso, hay un proceso. Eso además, incluso Marcelino dijo que no había tenido ninguna duda, que como ya venía gobernando con él… Si lo hubiera dicho en campaña electoral… es evidente que parte del electorado socialista nos habría votado a nosotros para echar al Par. Puede ser que gente de la cúpula del PSOE sí que estuviera defendiendo el pacto con nosotros, si creemos lo que nos dicen, pero al final la decisión fue personal de Marcelino, evidentemente le debe el favor enorme a Biel, al Par, de darle la presidencia del gobierno en el 99. Ése es un favor que no se paga… Es un favor enorme y no se sabe durante cuántas décadas le va a guardar el favor…[395]

Ce pacte progressiste entre socialistes et nationalistes à Saragosse n'est pas une première en Espagne puisque d'autres territoires ont connu des expériences similaires. Nous pouvons citer le gouvernement bipartite PSOE-BNG en Galice entre 2005 et 2009 ainsi que les expériences tripartites du « *Pacte progressista* » aux Îles Baléares (1999-2003) et (2007-2011) ainsi que le fameux « *tripartit* » catalan (2003-2006 et 2006-2010) autoproclamé « *catalanista i d'esquerres* » qui rappelle la formule du bipartite saragossais « *progresista y de izquierdas* » même s'il tait le mot « *aragonesista* ». Ce détail lexical est une preuve de pragmatisme de CHA pour certains, une trahison du nationalisme pour le secteur le plus nationaliste du parti.

En 2003, quelques mois avant le retour du PSOE au gouvernement espagnol, les socialistes espagnols sont donc déjà aux affaires dans les deux principales institutions aragonaises, la *Diputación General de Aragón* (DGA) et la mairie de Saragosse, mais dans des coalitions différentes, avec le PAR et CHA respectivement. Ainsi, en théorie les politiques devraient-elles être plus centristes et modérées à la DGA, plus progressistes et plus à gauche à la mairie de Saragosse. Nous verrons ce qu'il en est.

Il faut également insister sur le fait que le pacte avec le PSOE représente pour CHA une « perte de virginité » qui provoque aussitôt de vives critiques dans les secteurs profondément antisocialistes, du centre, de la droite mais aussi de « la gauche de la gauche » et des mouvements alternatifs, altermondialistes. Jusque-là, il est vrai que CHA, en tant que parti d'opposition, avait eu une liberté totale pour critiquer tous les gouvernements aragonais (municipaux ou régionaux) du PP comme du PSOE. Si l'on est à peu

[395] *Op. Cit.*

près sûrs que CHA ne gouvernera jamais en coalition avec le PAR ou le PP en raison de différences idéologiques essentielles, nous savons à présent qu'un gouvernement est possible avec le PSOE. C'est d'ailleurs ce à quoi aspire CHA pour arriver au gouvernement de la DGA. Chesús Bernal est catégorique sur ce point:

> *[…]al final apostamos por crear Chunta Aragonesista que ya fue, ya se vio desde el principio que era algo más que esos grupos testimoniales y que no nacía con vocación testimonial, y de hecho, yo creo que lo normal sería que nosotros estuviéramos gobernando en Aragón y dirigiendo los destinos de esta tierra, ¿no?. Ya lo estamos haciendo en la máxima ciudad de Aragón y lo normal sería, si Marcelino Iglesias y el PSOE hubieran sido como tienen que ser, lo normal sería que en estos momentos Chunta Aragonesista estuviera gobernando ya*[396].

b. L'action du gouvernement bipartite PSOE-CHA

La coalition PSOE-CHA « *progresista y de izquierdas* » est définitivement signée le 25 juin 2003, soit un mois jour pour jour après les élections. Cependant, il convient de signaler qu'il y a eu une première signature dès le 12 juin, de très courte durée puisque les socialistes semblent vouloir laisser la porte ouverte aux argonésistes conservateurs du PAR dans le cadre d'un éventuel tripartite à la fois à la mairie et au gouvernement aragonais[397]. Le lendemain, les nationalistes de CHA envoient un ultimatum aux socialistes afin qu'ils choisissent leur allié[398]. Les nationalistes de CHA sont en position de force à la mairie de Saragosse et préfèrent donc se focaliser sur la capitale en binôme avec le PSOE plutôt que de participer à deux tripartites à la DGA et à la mairie.

En raison de ce contretemps, le nouveau maire socialiste Juan Alberto Belloch est élu le 14 juin 2003 sans les voix des six conseillers municipaux de

[396] Reportez-vous aux annexes, p.36.
[397] www.aragondigital.es, 12 juin 2003: « Una coalición PSOE-CHA gobernará finalmente el Ayuntamiento de Zaragoza ». *Un bipartito PSOE-CHA estará definitivamente al frente del Ayuntamiento de Zaragoza. El acuerdo alcanzado por los negociadores de ambas formaciones permitirá a Juan Alberto Belloch ser investido alcalde por amplia mayoría. El PAR se muestra dispuesto a colaborar con PSOE y CHA.*
[398] *El Periódico de Aragón*, 14 juin 2003: « El Pacto PSOE-CHA se rompe horas antes de nacer ». *Las discrepancias por el papel del PAR en el futuro equipo municipal frustran el acuerdo.*

CHA qui votent pour leur propre candidat, Antonio Gaspar. En revanche, Belloch reçoit le soutien des deux conseillers municipaux du Par qui s'attendent encore, sans doute, à former un gouvernement tripartite PSOE-CHA-Par. Finalement rien de tout cela n'arrive et une dizaine de jours plus tard, après d'âpres négociations, nous assistons à la présentation d'un accord définitif entre PSOE et CHA.

Ce pacte définitif se présente sous la forme d'une liste de 93 mesures ou objectifs à atteindre pendant le mandat qui commence[399]. La liste est divisée en 5 blocs: *Zaragoza, núcleo metropolitano y ciudad de peso en el contexto español* (1-11); *Zaragoza, una ciudad para la cultura y la solidaridad* (12-30); *Zaragoza, una ciudad con calidad de vida* (31-71); *Zaragoza, una ciudad de futuro* (72-86); *Zaragoza, una ciudad de todos y para todos* (87-93). L'ordre est intéressant et en dit long sur les priorités et sur les aspects traités. Ainsi est-il intéressant d'observer que la culture et la solidarité constituent le deuxième bloc. Traiter la culture et la solidarité dans un même chapitre est déjà digne d'être souligné.

Le premier bloc envisage de faire de Saragosse une capitale à part entière, une métropole régionale avec une agglomération digne de son nom[400], et non plus une ville de province, une capitale régionale jouissant d'une bonne situation et d'une bonne desserte parmi les autres métropoles ibériques (*contexto español*). Saragosse a toujours mis en avant sa situation stratégique de carrefour au milieu du rectangle dessiné par les quatre agglomérations les plus industrialisées d'Espagne (à 300 kilomètres de Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao). Viennent ensuite la qualité de vie, les projets à moyen et long termes mais surtout l'ouverture à tout et à tous : une ville multiculturelle, cosmopolite, le contraire d'une cité provinciale et repliée sur elle-même, comme si les nationalistes souhaitaient mettre en avant leur ouverture sur le

[399] *Bases del Programa de Gobierno PSOE-CHA para el Ayuntamiento de Zaragoza*. Vous pouvez consulter le document en annexes, p.196-206.

[400] Comme nous l'avons signalé plus haut, parmi les grandes villes espagnoles, Saragosse est la seule à ne pas avoir de véritable banlieue. On ne compte dans sa périphérie que quelques villes dont la plus grande, Utebo, n'atteint pas les 20 000 habitants. Viennent ensuite des villages entre 3 000 et 7 000 habitants. Néanmoins, ces villes sont reliées depuis peu au centre de la capitale par des lignes de trains de banlieue similaires à ceux qui existent dans les agglomérations espagnoles (*Cercanías Renfe*).

monde et leur internationalisme. Dans le premier bloc, le pacte annonce déjà un projet de tramway, de trains de banlieue, l'Expo 2008 (attribuée à Saragosse en décembre 2004), l'innovation dans les nouvelles technologies à travers des programmes et la construction de nouveaux quartiers (*Milla Digital*), un réseau d'espaces de création (NORESTE) et, bien entendu, le rejet catégorique de tout projet de transvasement de l'Èbre. Saragosse semble ainsi vouloir rattraper le temps perdu par rapport à d'autres villes espagnoles de taille à peu près équivalente (Bilbao, Valence, Séville, Málaga) pour faire sa révolution numérique et s'engager dans le développement durable.

Le deuxième bloc est centré sur le thème de l'éducation au cœur de la société (mise en place d'un réseau de crèches, de ludothèques, d'une meilleure coordination entre tous les établissements d'enseignement). Les projets concernent également la jeunesse (construction de nouveaux centres culturels plus dynamiques, efficaces, reliés entre eux), l'action sociale envers les plus démunis, la fin des discriminations, de la violence machiste ; on y envisage des mesures en vue d'une meilleure intégration des étrangers, d'une véritable égalité des sexes. Finalement, il est dit que 0,7% du budget municipal sera destiné au développement et à la coopération…

La troisième partie, traite d'urbanisme et annonce la création d'une agence municipale unique pour ce domaine : *Gerencia de urbanismo* comme dans d'autres villes d'Espagne. C'est finalement CHA qui en assumera la direction. Il s'agit d'encadrer l'expansion de la ville (nous sommes en plein « boum » immobilier), d'urbaniser le nouveau quartier de Valdespartera, construire 8 000 logements sociaux (il y en aura plus de 10 000 finalement, contre 850 pendant le mandat précédent) et contrôler leur attribution, rénover les vieux bâtiments du centre-ville, éliminer les barrières architecturales dans les bâtiments municipaux, recenser les logements vides pour les louer avec la garantie de la municipalité, rénover ou construire ailleurs le stade de football « La Romareda » (appartenant à la ville), aménager les berges de l'Èbre pour que la ville ne tourne plus le dos au fleuve, faire des pistes cyclables, des quartiers piétons, limiter la vitesse des véhicules à 30km/h dans certains secteurs, négocier avec le Ministère de la Défense la cession à la ville de terrains

militaires infra-utilisés, mener des politiques visant à réduire le bruit, à aller vers un développement durable (consommer moins d'énergie, moins d'eau…), sortir les usines polluantes de la ville, développer et moderniser les installations sportives…

Le quatrième chapitre est tourné vers l'avenir et il y est question de créer une image de marque « Saragosse ». Il s'agit également d'attirer des entreprises dans les zones industrielles bien desservies, moins onéreuses qu'à Barcelone ou à Madrid, notamment vers PLAZA[401], la plus grande plateforme logistique d'Europe. L'Expo internationale de 2008 a pour but de révolutionner le tourisme et faire de Saragosse une halte incontournable pour les visiteurs étrangers à l'Aragon et à l'Espagne, sur le plan artistique et culturel (cinéma, ballet, théâtre…).

Finalement, dans le cinquième point, il est question de participation citoyenne et de démocratie directe (ce que CHA met en place dans les districts qu'elle gère[402] ainsi que dans certaines communes comme nous le verrons), de sécurité avec une police de proximité et une police locale dotée de plus de moyens.

Comme nous pouvons le voir, nous avons là des axes bien généraux, très abstraits, une sorte de feuille de route très large qui ressemble par moments, comme tous les pactes de coalitions, à une déclaration de bonnes intentions. Nous allons tenter à présent de voir si ces différents projets ont été menés à bien.

[401] Les plateformes logistiques sont la mesure phare du gouvernement aragonais PSOE-PAR depuis 1999. Chaque grande ville a la sienne: PLA-ZA (Plataforma Logística de Aragón-Zaragoza), PLATEA (Plataforma Logística de Aragón-Teruel-Aragón), WALQA à Huesca… Ces plateformes souhaitent attirer les grands centres de distribution de marchandises de grandes entreprises pour l'Espagne (c'est là qu'intervient la situation stratégique de Saragosse) (d'où l'importance de la perforation des Pyrénées centrales pour que ces plateformes aient une issue aussi vers le nord) et le reste de l'Europe.

[402] « CHA promoverá en los barrios de Casablanca y Actur la elaboración de presupuestos participativos », *20 minutos*, 11 novembre 2011. Ce n'est effectivement que 8 ans plus tard que CHA met en place la démocratie participative dans les districts présidés par ses conseillers municipaux.

Une fois que ce pacte est signé entre les deux partis politiques, le gouvernement municipal peut se mettre en marche. Après les résultats de mai 2003, nous avons vu que le groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse est composé des six conseillers municipaux, soit un tiers de la totalité, puisque les socialistes du PSOE en ont 12 sur un total de 31. Le premier conseiller nationaliste est Antonio Gaspar, qui devient second adjoint, en charge de l'urbanisme et de l'architecture. Il était conseiller municipal et porte-parole de CHA depuis 1995. En 1999, Gaspar avait doublé les résultats de CHA de 1995, en menant le Groupe municipal de 2 à 4 conseillers municipaux et de 19 783 voix (soit 5,96%) jusqu'à 40 333 (13,57%)[403]. La bonne presse de CHA à l'époque, notamment aux Cortès d'Aragon, avait probablement incité les électeurs de 1999, attirés par la candidature de Labordeta aux régionales, à voter pour CHA également aux élections municipales. En effet, pour les élections régionales, entre 1995 à 1999, au niveau aragonais CHA passait de 34 077 à 72 101 suffrages, c'est-à-dire de 4,92% à 11,02%. Si l'on s'en tient à la province de Saragosse, nous passions de 27 106 à 57 763. Il est permis de penser que la présence de Labordeta et la bonne presse des deux premiers députés nationalistes avaient permis de doubler les résultats de CHA aux Cortès d'Aragon. Et, comme nous le disions, ces résultats se traduisaient également aux élections municipales de Saragosse. De 19 783 voix (5,96%) en 1995, CHA passait à 40 333 soit 13,57% en 1999 et donc de 2 à 4 conseillers municipaux. La candidature de Labordeta avait été utile également aux candidats des élections municipales car en 1995 nous avions observé 7000 suffrages en moins à Saragosse entre les élections aux Cortès et les élections municipales. En 2003, nous l'avons déjà dit, le score de CHA s'améliore encore avec 62 211 voix, soit 18,82%, et 6 conseillers municipaux. Les cinq conseillers municipaux de CHA, en plus d'Antonio Gaspar, sont Miguel Ángel Gargallo, Luis Pastor, Mar Herrero, Agustín Martín et Carmen Gallego.

Antonio Gaspar fait partie du groupe que nous appelons les *afrancesados* de CHA puisqu'il est docteur et professeur titulaire de philologie française à l'Université de Saragosse. Miguel Ángel Gargallo est jusqu'en 2006 le

[403] Reportez-vous aux annexes, p.106-173 ainsi que sur le site www.infoelectoral.mir.es.

troisième adjoint au maire en charge de l'éducation, la jeunesse et l'action sociale. Gargallo n'a pas achevé son mandat car il s'est retrouvé au centre d'une polémique concernant l'indépendance (non pas de l'Aragon) mais d'un « quartier rural » de Saragosse, rattaché à la capitale aragonaise, Villamayor de Gállego, situé à seulement quelques kilomètres de la *Plaza del Pilar* de Saragosse. Originaire de la bourgade en question, Gargallo, comme le reste du parti, souhaite séparer Villamayor de Saragosse. En revanche, les alliés socialistes de CHA sont opposés à la séparation. Cette affaire, aussi anecdotique puisse-t-elle sembler, a réellement mis en danger la coalition CHA-PSOE à la mairie de Saragosse, tout autant que l'épisode de la hausse des impôts locaux. C'est ce que nous a dit Labordeta lors de notre entretien:

> *Por ejemplo, el problema que ha habido ahora con los impuestos, ¿no? El PSOE [de la mairie de Saragosse] pedía unos impuestos brutales y la CHA los ha retenido, ¿no? Y eso no lo ha reconocido la prensa. No reconoce que se han subido menos los impuestos gracias al trabajo de CHA, al impedimento que CHA aceptase las condiciones del PSOE que decía "subamos mucho los impuestos que dentro de tres, cuatro años no se acuerda nadie"*[404].

La droite (PP et PAR) est, quant à elle, également favorable à l'indépendance. Ainsi, en 2006, la sécession du quartier est décrétée et Villamayor redevient un village à part entière, la 731ème commune de l'Aragon. Cependant, lors des élections municipales de 2007, les premières pour cette nouvelle commune, les socialistes, opposés à la sécession, arrivent en tête, ce qui est une forme de désaveu pour CHA. Le fait que CHA se soit mis d'accord avec la droite aragonaise et espagnole, même s'il ne s'agit que d'un fait mineur et aucunement politique, provoque un profond malaise chez certains sympathisants, non pas de Villamayor, mais bien de Saragosse. Cet événement sera probablement l'une des causes de la débâcle de 2007 à Saragosse intra-muros[405]. Cet épisode, ce pacte local CHA-PP, a fait couler beaucoup d'encre dans la presse aragonaise et a discrédité CHA pour une partie de son électorat acquis en 2003. L'énergie perdue dans cette affaire si locale et *a priori* dépourvue d'enjeux a usé CHA mais surtout l'opinion publique. Gargallo qui est, certes, resté cohérent et fidèle à ses convictions indépendantistes pour le

[404] Cf. annexes p.6.
[405] Lors des élections municipales de 2011, à Villamayor, les socialistes sont restés majoritaires (6 conseillers) mais CHA (5) a décroché les clefs de la mairie avec les voix du PP (2). www.infoelectoral.mir.es

quartier rural, est donc contraint à démissionner début février 2006 pour ne pas faire éclater le pacte CHA-PSOE à la mairie de Saragosse. Carmen Gallego, déjà en charge de l'action sociale, devient troisième adjointe au maire et c'est Concha Nasarre qui prend la responsabilité de la culture pour devenir sixième conseillère du groupe municipal de CHA[406].

Le troisième homme du groupe municipal de CHA entre 2003 et 2007 est Luis Pastor ; il est responsable des sports et des installations sportives de la capitale. Luis Pastor présente le profil « classique » des cadres de CHA. Militant du PSA et membre du *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA), il fait partie des fondateurs de UA-CHA en 1986. Entre 2001 et 2004, il a dirigé l'assemblée *comarcal* de CHA à Saragosse. Depuis la municipalité de Saragosse, il a organisé, avec la fédération aragonaise de football, un match amical entre la sélection aragonaise et la sélection FIFA du Chili. C'est l'Aragon qui l'a emporté 1-0 au stade municipal de La Romareda par une nuit glaciale, le 28 décembre 2006. L'événement est ainsi décrit sur internet[407]:

> *El próximo 28 de diciembre la selección aragonesa absoluta de fútbol disputará su primer partido de carácter internacional. Será en la Romareda, a partir de las 20.30, con Chile como rival y a un precio asequible (2 y 5 euros) para buscar una Romareda llena. Al compromiso no faltarán los jugadores aragoneses más importantes del momento, tanto de Primera como de categorías inferiores, comandados por Víctor Fernández.*
>
> *No es la primera vez que Aragón disputa un encuentro, aunque sí debuta ante un combinado internacional. El primer partido en el que la comunidad aragonesa formó como tal data de 1924, cuando se enfrentó a Cantabria. Desde entonces, apariciones esporádicas en una trayectoria corta en cuanto a presencias pero dilatada en el tiempo. Las dos comparecencias más recientes del combinado aragonés fueron ante Castilla y León, en el año 1998 en Los Pajaritos de Soria y en junio del 2002 en La Romareda.*
>
> *Desde entonces la federación territorial, que tiene reservada una partida específica en sus presupuestos anuales para este evento, ha seguido intentando ponerlo en marcha. En los últimos años no ha sido posible por falta de dinero, pero estas Navidades el partido se jugará gracias a la implicación del área municipal de deportes, que colabora económicamente y en la organización, y a diversas entidades privadas que patrocinan el duelo, entre ellas EL PERIÓDICO DE ARAGÓN.*

Le conseiller municipal des sports, Luis Pastor, comprend l'enjeu d'un match de football international pour une sélection aragonaise qui a été recréée. Il juge nécessaire de faire un exercice de pédagogie quant à l'existence et la

[406] « Gargallo dimite para cerrar la crisis abierta entre PSOE y CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza », www.aragondigital.es, 2 février 2006.
[407] www.redaragon.com, *Estadio Municipal de La Romareda*.

pertinence d'une sélection aragonaise de football en la justifiant par la tradition puisque cette sélection a déjà existé par le passé. L'Aragon n'est pas la seule nationalité à ressusciter ces équipes nationales extra-officielles et à les faire jouer contre des équipes FIFA, autrement dit des équipes totalement reconnues par la fédération internationale. En effet, de nombreuses communautés autonomes, notamment les nationalités historiques telles que la Catalogne, le Pays basque, le Pays valencien… organisent des matches amicaux pendant les fêtes de fin d'année contre des équipes internationales officielles. La reconnaissance de ces sélections nationales, notamment en Catalogne et au Pays basque, est une revendication constante. Ce que souhaite éviter Luis Pastor à ce moment-là c'est qu'on lui reproche de recourir à l'*agravio comparativo* et de vouloir faire comme les autres nationalités historiques. C'est pourquoi, on explique que l'équipe d'Aragon de 2006 n'est pas la première de l'histoire du football aragonais. Comme le dit le texte très pédagogique cité plus haut, ce match de 2006 est l'occasion de rappeler, ou plutôt de faire savoir, que l'Aragon a déjà disposé d'équipes internationales par le passé et dont l'une d'entre elles aurait même joué contre l'équipe d'Espagne, en 1922, tout un symbole pour ce conseiller nationaliste de la première heure qui peut ainsi démontrer que l'Aragon a tout d'une nation sportive. D'ailleurs, sur l'affiche du match[408], nous apercevons les joueurs de 2006 en couleurs aux côtés de ceux des sélections passées, en noir et blanc. Au-delà de l'anecdote, ce match amical démontre bien le rôle que souhaite jouer CHA dans la divulgation et la normalisation de l'idée de nation aragonaise. Ici, le message que souhaite faire passer CHA est que, comme toute nation, l'Aragon joue au football et se mesure tout naturellement à d'autres nations. Mais bien évidemment, derrière l'aspect symbolique, on nous invite à réfléchir : et si l'Aragon participait réellement aux compétitions officielles comme l'Écosse, le Pays de Galle ? Et bien sûr, le sport en tant que magnifique terrain d'exaltation nationale voire nationaliste, est le prétexte pour faire réfléchir à un aspect politique : Et si l'Aragon devenait une nation indépendante[409]?

[408] Cf. annexes, p.192.
[409] En 2012, alors que l'Espagne est la championne du monde en titre, cette revendication paraît bien difficile à défendre.

L'autre mesure symbolique prise par Luis Pastor fut de traduire le guide d'utilisation des piscines en aragonais et en anglais alors que l'aragonais n'est pas une langue officielle.

Quant à l'aspect écologiste de CHA, nous pouvons citer les travaux lancés par Pastor pour remplacer les pelouses naturelles de certains stades par des pelouses artificielles. Il s'agit aussi d'un clin d'œil à la nouvelle culture de l'eau qui préconise un usage responsable de l'or bleu. Nous avons vu que ce sujet est très sensible à Saragosse. Même si le PHN d'Aznar est abrogé dès 2005 par Zapatero, le thème de l'Expo 2008 reste celui de la nouvelle culture de l'eau, un sujet en parfaite harmonie avec la gestion des ressources hydriques en Aragon[410].

Mar Herrero, quatrième conseillère municipale, a été responsable de la jeunesse et de l'enfance. C'est à elle que l'on doit donc le bilan affiché par CHA à la fin du mandat, bilan qui met en avant la multiplication par 2 du nombre de crèches… En 2004 elle fut désignée vice-secrétaire du parti, c'est-à-dire numéro 3 de l'organisation politique nationaliste.

Agustín Martín a été en charge de l'équipement, de l'architecture municipale et des « *planes integrales* ». Sur son blog, à la fin de la campagne électorale de mai 2007, il a l'air confiant quant aux résultats de son parti et fait l'éloge des politiques et des actions menées par CHA :

> *[…] tras cuatro años de gestión de CHA en el Ayto.* (sic) *de Zaragoza, ahí está nuestro bagaje: No tenemos que prometer construir escuelas infantiles, las estamos construyendo; no tenemos que prometer construir campos de césped artificial, los hemos construido; no tenemos que prometer mejorar los colegios públicos, los hemos mejorado (todos); no tenemos que prometer ampliar el horario de limpieza de los colegios públicos, lo hemos ampliado; no tenemos que prometer construir equipamientos en todos los barrios, los hemos construido; no tenemos que prometer construir VPO [Viviendas de Protección Oficial], las hemos construido (más de 10.500 esta legislatura, frente a las 850 de la legislatura anterior); no tenemos que prometer poner en marcha los presupuestos participativos en las Juntas Municipales, en las que hemos*

[410] La consommation d'eau a considérablement diminué à Saragosse en cette première décennie du XXIème siècle, 30% environ, en raison de la menace du transvasement et de la nouvelle culture de l'eau mise à l'honneur pendant l'Expo 2008. Cf. « Zaragoza redujo el consumo de agua el 30% » dans www.vivirenaragon.com. Ajourd'hui, les habitants de la capitale aragonaise consomment moins d'eau qu'en 1979!

gestionado (La Almozara, Oliver-Valdefierro y Santa Isabel) los hemos aplicado; etc…[411]

Nous avons là une ébauche du bilan de CHA au gouvernement municipal de Saragosse. Ce dont est le plus fier le groupe municipal est sans doute ce qui concerne l'accès au logement. Il est vrai que les 10 000 logements subventionnés, qui font de Saragosse la ville d'Espagne qui en a le plus construit, face aux 850 du mandat précédent, sont parlants d'autant plus que l'Aragon (de même que l'Espagne) se trouve en mai 2007 au sommet de la bulle immobilière, la crise des *subprimes* des États-Unis d'Amérique n'éclatant qu'en août de la même année. En outre, CHA met en place, pour les jeunes, un service de locations et des prêts à taux 0 pour les crédits immobiliers afin de faciliter leur indépendance. Finalement, l'autre point fort du bilan de CHA est l'action sociale gérée par Carmen Gallego.

Carmen Gallego, docteure en anthropologie et spécialiste de l'émigration africaine à Saragosse, s'occupe de l'action sociale. Née à Miranda de Ebro (province de Burgos, Castille et Léon), ses parents émigrèrent à Saragosse où elle est devenue aragonaise « par conviction » comme elle le dit elle-même sur son blog. Elle enseigne à l'Université de Saragosse. La capitale aragonaise est la capitale de la Vallée de l'Èbre et a toujours reçu une immigration des régions limitrophes, notamment la province de Soria, le sud de la Navarre, La Rioja... Ainsi trouvons-nous parmi les cadres de CHA de nombreuses personnes originaires, ou ayant des parents originaires, de territoires non-aragonais, devenues, comme Carmen Gallego, des Aragonais « par conviction », ce qui montre l'excellente intégration des Aragonais d'origine « étrangère ».

En ce qui concerne les projets les plus emblématiques défendus par l'ensemble du groupe municipal de CHA, ils ont logiquement à voir avec l'urbanisme –CHA assume la direction de la *Gerencia de Urbanismo*– mais aussi avec la mobilité en raison des grands travaux et des infrastructures que la capitale aragonaise doit mettre en place afin d'accueillir l'Exposition internationale de 2008. Dans le domaine de l'urbanisme, nous pouvons citer la

[411] http://agustinmartin.blogspot.com/2007_05_01_archive.html.

construction de logements sociaux à caractère locatif, ce qui est relativement peu fréquent en Espagne, notamment dans un quartier nouveau situé dans les accès sud de la ville, le quartier de Valdespartera ; la rénovation du stade de football municipal *La Romareda* où joue le Réal Saragosse (alors que l'opposition municipale PP-Par souhaite construire un nouveau stade dans ce nouveau quartier de Valdespartera) ; les rénovations de plusieurs petits palais historiques abandonnés, notamment la Casa Soláns, un bijou de l'art-nouveau aragonais. (Il s'agit d'un petit palais moderniste, l'un des seuls de la ville, situé avenue de Catalogne, laissé complètement à l'abandon et squatté dans les années 1980 et 1990 jusqu'à ce que les nationalistes décident en 2003 de rénover le bâtiment et d'ouvrir ses portes au public. Les premières visites guidées ont lieu en 2006. Après sa rénovation, le bâtiment est cédé à l'ONU par le maire Belloch pour accueillir les bureaux et les dépendances de la « *década del agua* » (2005-2015) que dirige Josefina Maestu). Sans oublier la création d'espaces de création artistique, de centres culturels, de ludothèques, de médiathèques… La collaboration est étroite entre Gaspar et la numéro 2 de CHA du groupe municipal, Carmen Gallego, chargée de l'Action sociale ainsi qu'avec Mar Herrero, chargée de la petite enfance.

Quant à la mobilité, CHA, en tant que parti écologiste, a une vision de développement durable pour la ville et favorise le développement des pistes cyclables et le retour du tramway, trente ans après sa disparition. Il faut dire que Saragosse avait été la dernière ville espagnole à se séparer de son tramway et n'avait plus que l'autobus comme forme de transport public (pas de métro, pas de trains de banlieue, pas de tramway…).

Si nous nous penchons sur les mémoires d'activités publiés à la fin de chaque année du mandat entre 2003 et 2007, nous pouvons nous faire une idée de tous ces projets. Pour cela nous allons donc analyser l'introduction du rapport annuel de 2006:

> *Llevamos casi cuatro años de gobierno de coalición PSOE–CHA como consecuencia de la voluntad mayoritaria de los ciudadanos y ciudadanas de Zaragoza expresada en las elecciones municipales de mayo [de 2.003]. Gobernamos, desde el principio, con el objetivo de poner en marcha un*

programa de cambio, de innovación, de integración social y cultural, de reequilibrio urbano y de modernización de la ciudad.
Hemos conformado un gobierno integrado por dos partidos que carecían de cultura de cohabitación, que no tenían experiencia previa común en el ejercicio de gobierno, pero contábamos con el apoyo de la mayoría de la población, aun así hemos tenido que luchar contra el escepticismo, cuando no contra la resistencia que precede a todo cambio en determinados sectores poco propensos a la alternancia ideológica.
Hemos sincronizado esfuerzos en un programa de gobierno y hemos mantenido -lógicamente- diferencias que forman parte de nuestra esencia ideológica. PSOE y Chunta Aragonesista son dos partidos diferentes, distintos, con objetivos comunes, pero con planteamientos diferentes. No pensamos lo mismo a propósito de algunas cuestiones vertebrales. Una buena referencia de ello es nuestra postura discrepante sobre la posibilidad de instalar una base de la OTAN en nuestra ciudad. CHA entiende que Zaragoza tiene ya suficientes compromisos desde el punto de vista militar: un tercio del suelo del término municipal está destinado y restringido para el uso militar, lo que limita el desarrollo estructural urbano y el resto de nuestras potencialidades. Aumentar estos condicionantes supondría minar nuestra posición internacional. Nuestra ciudad debe estar ligada a la paz, al diálogo, al desarrollo sostenible, a la multiculturalidad y la integración social. Una base de la OTAN no sólo impedirá desarrollo del aeropuerto de la ciudad, sino que también supondrá una amenaza latente a la seguridad de Zaragoza, y esto no lo comparte el PSOE anclado siempre en posiciones más posibilistas y amarrado a los intereses del Gobierno del Estado.
Desde una perspectiva global, de conjunto, con la distancia de los tres años transcurridos, es evidente para cualquier observador cercano a la realidad que la ciudad está cambiando, está transformándose, está modernizándose, y que lo está haciendo gracias, fundamentalmente, a CHUNTA ARAGONESISTA. Es evidente que a la ciudad le está sentando bien el dinamismo de este gobierno de izquierda.

Cualquier parámetro que tomemos como referencia apunta en esta dirección:
- *se está destinando más dinero que nunca a políticas sociales y de igualdad,*
- *se están realizando cada día más programas de solidaridad e integración multicultural,*
- *nuestras bibliotecas y nuestros espacios deportivos crecen en número y en calidad y tienen cada día más usuarios,*
- *nuestros jóvenes tienen más posibilidades que nunca de acceder a una vivienda protegida, porque nunca antes se habían construido tantas viviendas protegidas en nuestra ciudad,*
- *los colectivos ecologistas ya no tienen que demandar insistentemente la redacción de un Plan Especial que recupere el canal o los ríos, porque los tramos urbanos de los cauces fluviales tienen ya proyectos aprobados, proyectos redactados y proyectos en ejecución. Ni tienen que solicitar una regulación de la utilización de energías renovables, porque ese criterio se ha incorporado y tenemos ya equipamientos y viviendas que cuentan con paneles solares y estudios de eficiencia energética*
- *la recuperación de nuestro patrimonio histórico está recibiendo un impulso económico sin precedentes,*

- *la inversión en obra pública comprometida en este periodo es equivalente a toda la realizada en Zaragoza en los últimos 25 años: el proyecto de aparcamiento y plaza Eduardo Ibarra y el del Puente del Tercer Milenio*

suponen más que toda la inversión ejecutada por el Ayuntamiento en el año 1996.

- *nunca antes el Casco Histórico y el barrio Oliver habían recibido una inversión de recursos públicos de tal magnitud*
- *los esfuerzos en la modernización administrativa han permitido intensificar el uso de Internet y la telefonía móvil en las relaciones entre la administración y los ciudadanos: desde este año se han podido solicitar licencias de obras menores a través de la web municipal, primer paso de una pequeña revolución administrativa que debe tardar en generalizarse.*

Zaragoza está en un momento clave de su historia reciente y el paso del tiempo dirá hasta qué punto esto es así[412].

L'introduction du rapport offre plusieurs pistes d'études et laisse paraître les points de rencontre et de discorde auxquels la coalition au gouvernement a été confrontée. Les grands axes sont: *un programa de cambio, de innovación, de integración social y cultural, de reequilibrio urbano y de modernización de la ciudad.* Le rapport insiste sur la rénovation urbaine, sociale et culturelle et révèle qu'il s'agit d'un changement, politique s'entend. Le pacte progressiste PSOE-CHA a en effet mis terme à deux législatures conservatrices PP-PAR (95-99 et 99-03), ce qui a valu bien des critiques dans les secteurs les plus conservateurs de la capitale aragonaise :

> *aun así hemos tenido que luchar contra el escepticismo, cuando no contra la resistencia que precede a todo cambio en determinados sectores poco propensos a la alternancia ideológica.*

C'est notamment le très institutionnel *Heraldo de Aragón*, l'un des quotidiens vétérans d'Espagne avec *Abc* et *La Vanguardia*, qui a mené une campagne très dure non pas contre la gestion bipartite de la municipalité, mais bien contre CHA. Nous y reviendrons.

Le pacte PSOE-CHA est une première en Aragon et, même si les deux partis sont socialistes, les divergences existent bel et bien. Le paragraphe sur la menace d'une base de l'OTAN à Saragosse est probant et rappelle les débats de 1986 quant à la permanence de l'Espagne dans l'alliance atlantique qui avait favorisé la perte d'une partie de l'électorat de gauche pour le PSOE et l'apparition de nouvelles formules politiques comme CHA. Les nationalistes reprochent aux socialistes d'être tributaires des décisions du gouvernement

[412] *Resumen de gestión 06*, Grupo Municipal de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza. Document interne du groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse. Voir Annexes, p.207-232.

espagnol, socialiste également, même si cela va à l'encontre de l'Aragon, en l'occurrence de sa capitale. L'adjectif « *amarrado* » n'est pas très tendre. Quant à « *posibilista* », il cristallise bien les reproches faits aux socialistes par les partis à gauche du PSOE en général. Le possibilisme correspond à cette position conciliante dans une négociation qui consiste à atteindre un objectif en-deçà des objectifs visés au départ mais qui permet d'arriver à un compromis avec l'adversaire politique.

Finalement, CHA fait ici presque un bilan de cette coalition et de cette législature. Ainsi se présente-t-elle surtout comme un parti de gauche. Le message de CHA a gagné en pragmatisme. Le parti se présente comme l'aile gauche de la coalition et omet totalement son aragonésisme, ce qui irrite le secteur le plus nationaliste, *Puyalón* dont nous parlerons le moment venu. Nous ne trouvons aucune allusion à l'identité, la culture, les langues, les domaines autrefois de prédilection de la formation nationaliste. Le message est de faire apparaître le PSOE comme un parti situé plus au centre qu'à gauche (la coalition avec le PAR à la DGA en est l'illustration) et de présenter comme indispensable la présence de CHA pour la formation d'un gouvernement réellement de gauche. Les axes énumérés (politique sociale, culturelle et environnementale) vont clairement en ce sens également. Entre les lignes il faut lire : « le PSOE aurait-il fait tout cela s'il avait gouverné seul ? Bien sûr que non ! ». Même s'il s'agit d'un document interne à la formation et non un tract de propagande politique, on aurait pu espérer des données plus concrètes afin de mieux calibrer l'action dans les instances municipales gérées par CHA.

La première expérience gouvernementale d'envergure pour CHA n'a pas été de tout repos, loin de là. En effet, l'accord passé entre le PSOE et CHA avait fait, nous l'avons vu, d'Antonio Gaspar le second adjoint au maire, en charge de l'urbanisme et de l'architecture. Le dossier est ambitieux, d'autant plus que le 17 décembre 2004, la capitale aragonaise est désignée ville organisatrice de l'Exposition internationale en 2008, ce qui entraîne une série de grands travaux à Saragosse. Mais il faut ajouter que l'urbanisme représentait un enjeu périlleux, car CHA a assumé cette responsabilité à une époque où les conseillers municipaux en charge de l'urbanisme dans toute l'Espagne devaient

faire face aux pressions (ou aux chants de sirènes) des promoteurs immobiliers qui souhaitaient urbaniser et construire les moindres parcelles du territoire grâce aux requalifications de terrains agricoles en terrains constructibles qui voyaient multiplier leur valeur, c'est ce que l'on a appelé le *pelotazo*. Gaspar est très clair sur ce point et n'hésite pas à affirmer dans une interview avant les élections municipales et régionales du 27 mai 2007 qu'il a fermement empêché la corruption et la spéculation sur le sol à Saragosse[413] : « *Si en Zaragoza no ha habido corrupción es porque ha estado CHA* ». Cette phrase laconique et lourde de sens est, de surcroît, une réponse à une question du journaliste portant sur la situation du stade du Réal Saragosse. Gaspar avait déclaré préalablement:

> *El proyecto de La Romareda es una polémica artificiosa. El 85% de los aficionados quieren un buen campo donde está, otra cosa es que el 99% de los promotores inmobiliarios lo quieran en otro sitio.*

Gaspar laisse donc entendre dans cet entretien qu'il y a des intérêts immobiliers dans la construction d'un nouveau stade à Valdespartera, nouveau quartier relié au centre-ville par une ligne de tramway projetée par ce gouvernement bipartite ; c'est le choix en tout cas des conservateurs du PP et du PAR. Le chef de files de CHA à la mairie de Saragosse laisse finalement planer la théorie du complot et de la conspiration : les spéculateurs immobiliers proches des conservateurs et de certains médias (*los poderes fácticos*, disait-on alors) ont tout intérêt à se débarrasser de Gaspar et de CHA.

Cette opinion, nous ne la trouvons pas que dans le parti, ce qui en limiterait considérablement la portée. Nous la trouvons également dans la presse. Ainsi, José Luis Trasobares, un éditorialiste connu et reconnu d'*El Periódico de Aragón* n'hésite pas à parler de ces *poderes fácticos*:

> *¿Quién teme a Chunta Aragonesista? ¿Y por qué? El caso es que mientras CHA secunda su entrada en las más visibles áreas del poder institucional (Ayuntamiento de Zaragoza) con un ostensible giro hacia el pragmatismo y la moderación, desde determinados grupos de presión se sigue desconfiando de sus ramalazos rojiverdes y de sus querencias periféricas. Si mantienen los chunteros criterios radicales, se les critica a modo por compadrear con carods e ibarretxes; si no, se les acusa de oportunismo. Si van desaliñados les dicen esgarramantas; si se ponen elegantes, les llaman pijos. Entre tanto, el tema de La Romareda (un asunto que ya debería estar más que solventado con la actual*

[413] « Sin CHA, habría corrupción aquí », dans *20 minutos*, 22 mai 2007. www.20minutos.es

opción, que es sin duda la menos mala) sigue siendo utilizado como argumento para debilitar la posición de Antonio Gaspar, teniente de alcalde, responsable del urbanismo zaragozano y personaje capital en la actual coyuntura política de CHA.
Debemos suponer que Chunta no encaja en la visión estratégica de Zaragoza y Aragón que alientan determinados poderes fácticos. Tales grupos siguen aspirando a manejar su territorio desde los bastidores de la política por el viejo procedimiento de tener allí, entre bambalinas, una o varias mesas camilla en las que se pinche, se corte, se reparta (sobre todo suelo edificable). Por eso en estos círculos (inmobiliarios, financieros, mediáticos) CHA no acaba de cuajar: no resulta predecible, no parece fácil de manejar, no encaja en el viejo sistema del tú me rascas la espalda y yo te la rasco a ti. Por eso quizás se han producido invitaciones directas a Belloch para que rompa con Gaspar y fíe el resto de la legislatura al entendimiento con PP-PAR (¡como si tal cosa fuese fácil en estos tiempos!). Por eso tal vez entre Chunta (sobre todo Labordeta) y el Heraldo [de Aragón] *se ha desatado una guerra sorda que va camino de los tribunales (aunque éste es un asunto del que casi nadie se atreve a hablar). Atentos a la jugada*[414] .

Il est vrai que CHA, lassé par le traitement clairement agressif à l'encontre des députés et autres conseillers municipaux du parti, avait porté plainte contre l'historique quotidien aragonais au tout début de l'année 2005. Dans une note explicative aux sympathisants, à travers *Aragón Libre*, la direction livre plus d'informations :

La política informativa de Heraldo de Aragón, *habitualmente contraria a las decisiones de CHA, inauguró 2005 con una agresividad sin precedentes. Ante la información objetivamente inexacta e incierta, publicada reiteradamente los días 3, 4 y 5 de enero, sobre unas supuestas molestias o discrepancias entre la Dirección del partido y su Portavoz en el Congreso de los Diputados con respecto al denominado "Plan Ibarretxe", y ante dos editoriales que descalificaban totalmente el proyecto político de CHA amparándose en su propia información inexacta, con la previsible intención de generar perjuicio al partido, los responsables de CHA se acogieron al derecho de rectificación, sin obtener respuesta del citado diario. Transcurridos los tres días fijados por la Ley Orgánica 2/1984, de 26 de marzo, reguladora del derecho de rectificación, el Consello Nazional de CHA ha acordado, siguiendo los trámites previstos en dicha forma, ejercer las acciones legales que le asisten y presentar la correspondiente demanda civil ante la jurisdicción competente*[415].

Par ailleurs, comme le dit Labordeta dans l'entretien qu'il nous avait accordé, la bulle immobilière engendrée par la spéculation était devenue le seul moteur de la croissance de l'économie espagnole avant qu'elle n'éclate en 2008. Les propos de l'ex-député au Congrès espagnol sont presque visionnaires

[414] « Chunta », dans *El Periódico de Aragón*, 15 janvier 2005.
[415] « CHA denuncia a *Heraldo* por no atender el derecho de rectificación », dans *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.21.

aussi bien pour l'avenir économique de l'Espagne que pour l'effondrement de CHA aux élections municipales de 2007 :

> *Pero yo creo que en estos momentos tiene un problema grave Chunta que es el gobierno del ayuntamiento de Zaragoza. Yo creo que eso… Los poderes fácticos de Aragón no lo han admitido. Y hay una continua descalificación de los concejales y de ese pacto PSOE-CHA. Y a mí eso me da miedo porque los poderes fácticos que hasta ahora veían a Chunta como un juego de chicos jóvenes, que estaba bien, que bueno, Aragón no sé qué, Aragón no sé cuántos, pero que cuando ya empiezan a ver que ahí hay problemas de especulación, cuando ya no se permite especular con el suelo porque hay unos intereses distintos, porque hay unos intereses, pues claro, hay una confusión terrible, estoy viendo en la prensa diaria, hay una confusión de ataque a la Chunta Aragonesista y a mí eso me da miedo en las próximas elecciones. Porque, claro, tienen mucho poder, El Periódico [de Aragón], el Heraldo [de Aragón], Radio Zaragoza… Pero me da la sensación de que detrás hay como intereses muy claros para que el despegue que CHA estaba teniendo, pues le corten las alas con el problema del ayuntamiento de Zaragoza, que además se encuentra con muchos problemas económicos, el PP lo dejó arruinado. Están reclamando que pongan orden en las cuentas cuando realmente quien dejó arruinado el ayuntamiento fue el PP. A mí esto en estos momentos me da miedo porque además hay una cosa que en las últimas elecciones [generales de marzo 2004] fue muy significativa: la gente muy joven que antes votaba a favor de Chunta, ahora ha votado PSOE. Entonces, ¿qué gente ha votado a Chunta? Pues gente de 30 años, treinta y tantos. Pero la gente muy joven ha votado PSOE fundamentalmente. Hombre, todo eso según los estudios sociológicos y las encuestas. Entonces yo no sé qué es lo que puede pasar. Hay temas de este problema del gobierno del ayuntamiento, que a veces lo radicalizan mucho. Y lo radicalizan intereses especulativos, ¿no? Pero no lo dicen. Por ejemplo, una cosa tonta, el campo de fútbol de la Romareda. "Pues allí está mal y debería de ir a otro lado". Claro el otro lado, allí donde lo lleven, pues automáticamente habrá especulación del suelo alrededor, ¿no? Entonces, bueno, estas cosas, popularmente yo no sé qué es lo que puede pasar cuando vengan las elecciones. […]. Creo que la gente está contenta con lo que hace CHA en el Congreso. ¡Y no porque lo haga yo! Pero luego tiene mucha duda con respecto al ayuntamiento. No lo sé… A lo mejor es que yo estoy mucho en Madrid, ¿no? Y a lo mejor yo tengo una visión distinta… Pero yo creo que la gente con la política del ayuntamiento, como el PSOE está tan enfollonado, todas las culpas del desorden del PSOE, todos los poderes fácticos, y la falta de dirección del alcalde se la echan a* Chunta Aragonesista. *Entonces, me da miedo porque esas cosas van calando y a la larga la gente decide votar otra cosa para que… "Vamos a votar PSOE para que tenga mayoría y no tenga que pactar con nadie". Aparte que los medios de comunicación no se meten en absoluto con el gobierno PSOE-PAR, que es un gobierno muerto, que no ha hecho nunca nada en esta tierra. ¡No ha hecho nada!* [416]

Labordeta partage l'avis de nombreux cadres de CHA : les *poderes fácticos* aragonais ont beaucoup de mal à accepter, non pas l'arrivée au pouvoir de CHA mais le combat de Gaspar contre la spéculation immobilière. Et il convient de rappeler, à ce propos, que la famille propriétaire du principal

[416] Cf. Annexes, p.5.

quotidien aragonais, les Yarza Mompeón, l'est depuis quatre générations. De plus, d'après l'annuaire des entrepreneurs espagnols, Pilar de Yarza Mompeón, actuelle présidente éditrice du quotidien, aurait également des activités liées à l'immobilier. En outre, le directeur du journal est Guillermo Fatás, un ancien membre fondateur du PSA viscéralement antinationaliste et particulièrement hostile à CHA depuis 2002 et le vote contre la « Loi des Partis » de CHA au Congrès des Députés et dont nous parlerons plus tard[417]. Ainsi Fatás n'hésite-t-il pas à publier un éditorial rappelant les faits le jour même des élections de 2007[418].

Nous venons de le voir, malgré les difficultés rencontrées et l'hostilité de la droite, CHA semble satisfaite du bilan de sa première expérience gouvernementale aux côtés des socialistes du PSOE. Gaspar affirme même que CHA a tenu 95% de ses promesses de 2003[419]. Néanmoins, les cadres de CHA ne prennent pas suffisamment en compte le mécontentement, voire l'agacement relayé par l'*Heraldo de Aragón* ; ils se limitent à l'attribuer à la campagne anti-CHA orchestrée par cet important média. Les sondages internes à CHA de l'époque ne traduisent pas cet agacement des citoyens et rien ne laisse présager la lourde « claque » électorale de mai 2007 où les nationalistes progressent en province mais perdent la moitié de leurs électeurs dans la capitale[420]. Ce cuisant échec était-il prévisible ? On peut le penser car Labordeta semblait inquiet, dès 2004, de la tournure prise par la polémique sur l'emplacement du stade :

> *A mí el problema que me preocupa es la Romareda, ¿no? La gente lo que quiere, cuando va al fútbol, es un campo de fútbol nuevo. Bizén me dice que conoce bien a la gente y que no. Y yo le digo "Bizén, que yo también conozco a mucha gente y me dicen que aconseje a Gaspar de que hagan un campo nuevo". Claro, la ideología es: "donde está se va a especular poco. En cambio si tú lo llevas allí donde lo quieren llevar al lado del Ebro, de las dos circunvalaciones de Zaragoza, pues claro, allí de pronto, es una zona nueva de*

[417] *Ley de Partidos* : adoptée en 2002 pour interdire la vitrine politique de l'ETA, *Batasuna*, proposée par le leader de l'opposition, José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE) au chef de l'exécutif espagnol, José María Aznar (PP). Tous les PANE représentés aux Congrès des Députés, dont CHA, ainsi qu'Izquierda Unida (IU), ont voté contre.
[418] « Más que un derecho », *Heraldo de Aragón*, 27 mai 2007.
[419] « Gaspar afirma haber cumplido el 95% de sus promesas », *El Periódico de Aragón*, 21 avril 2007.
[420] « Al calor de las encuestas », *Aragón Libre*, n° 58, Printemps 2006, p.25.

especulación. Y es eso lo que está pasando en este país fundamentalmente. El desarrollo de este país es la especulación, no hay otro[421].

Aujourd'hui, le Tribunal Supérieur de Justice d'Aragon semble pourtant confirmer les thèses d'Antonio Gaspar. En effet, si l'on en croit *El Periódico de Aragón*:

> *El Tribunal Superior de Justicia de Aragón [TSJA] ha emitido sendos veredictos favorables a las tesis del responsable de Urbanismo del Ayuntamiento de Zaragoza entre 2003 y 2007, Antonio Gaspar (CHA). Así, hace unos meses rechazó el recurso presentado por el PAR contra el proyecto de remodelación de La Romareda y, ahora, convalida la recalificación de las oficinas del Real Zaragoza al desestimar la demanda de un particular. Ambos proyectos provocaron esa legislatura sendas tormentas políticas y mediáticas que resultaron fundamentales para el batacazo electoral que los nacionalistas sufrieron en el 2007. También las generaron el diseño del tranvía y las obras del Seminario, ambos en uso*[422].

Cette réhabilitation morale semble arriver un peu tard dans la mesure où le mal est fait pour CHA qui ne s'est pas vraiment remise de ces aigres polémiques.

c. *Bilan*

Les résultats de CHA à Saragosse en 2007 ont été une véritable douche froide pour la formation nationaliste. Non seulement c'était la première fois que CHA ne progressait pas depuis sa création mais le parti a perdu, à Saragosse seulement, environ 33 000 voix, soit plus de la moitié de son électorat. CHA n'obtient plus que 3 conseillers municipaux pour ses 29 230 suffrages (soit à peine 9,89%) contre 62 211 (18,82%) en 2003[423]. Le terme de « *batacazo* » (débâcle) est utilisé dans la presse, les dirigeants du parti ne s'y attendaient pas, pas officiellement en tout cas. Mais plusieurs facteurs peuvent expliquer ces résultats catastrophiques, inférieurs même à ceux de 1999. Mise à part la campagne anti-CHA de la part d'une institution comme l'*Heraldo de Aragón*, il y a plusieurs causes. Comme le dit Labordeta dans la citation du paragraphe précédent, le cafouillage inhérent à toute coalition a été attribué, comme souvent, au parti minoritaire –le fameux *abrazo del oso*– dont parle l'éditorialiste Trasobares:

[421] Cf. Annexes, p.6.
[422] « Otro respaldo judicial para [Antonio] Gaspar », *El Periódico de Aragón*, 11 avril 2012.
[423] www.infoelectoral.mir.es

> *¿Por qué se ha caído CHA de manera tan llamativa? Hemos de suponer que por múltiples factores, uno de ellos inherente a la condición de bisagra. Es bien sabido que los partidos que ascienden al poder en el papel de socios menores suelen recibir el abrazo del oso por parte de sus coaligados mayores, al mismo tiempo que corren por el gasto por la erosión que, dicen, provoca la gestión institucional. Le pasó al PAR y le ha sucedido ahora a Chunta*[424].

Par ailleurs, l'électorat de gauche qui avait peut-être délaissé le PSOE en 2003, est sans doute dopé à l'époque par l'aura du président espagnol –nous sommes avant la crise et même Labordeta dit de Zapatero en août 2007 qu'il est le premier vrai président de gauche[425]–, et décide de remettre un bulletin PSOE dans l'urne. Fin 2004, l'attribution de l'Expo internationale à Saragosse a été entièrement rentabilisée par le PSOE et le maire, Juan Alberto Belloch. Les grands travaux, essentiellement en infrastructures, souvent accordés par les ministères socialistes de Madrid, sont également associés au maire et aux gouvernements aragonais et espagnol, et donc mis au crédit du PSOE. La progression des socialistes est toutefois faible (environ 800 suffrages) ce qui ne permet pas d'accréditer vraiment la thèse du retour des électeurs à leurs anciennes amours électorales socialistes. En revanche, l'abstention augmente de 6 points entre 2003 et 2007 ce qui laisse penser que les électeurs de CHA de 2003 sont probablement restés chez eux. Quant aux post-communistes d'IU, ils augmentent légèrement (environ 3 000 bulletins) et retrouvent un conseiller municipal. Cette progression vient probablement des files nationalistes de CHA, ainsi que de la gauche du PSOE qui hésite souvent entre ces deux formations[426].

Juan Martín, conseiller municipal, porte-parole à partir de 2007 et candidat aux élections de 2011 fait le point sur la débâcle dans un entretien paru dans *El Periódico de Aragón*[427] deux ans après la fin du gouvernement municipal bipartite. À la lecture de cette interview, alors que CHA est redevenu

[424] « CHApuzón », *El Periódico de Aragón*, 8 juin 2007.
[425] « Zapatero es el primer presidente de izquierdas », *El País*, 16 août 2007.
[426] *Izquierda Unida*, en tant que parti à gauche du PSOE, n'ayant pas de représentation à la mairie de Saragosse après les élections de 1999 et 2003, a constitué une des sources des suffrages pour CHA. L'absence d'IU correspond à l'époque de l'ascension de CHA. À ce titre, CHA était devenu le vote utile de la gauche du PSOE lorsqu'IU avait perdu sa représentation et semblait loin de la retrouver.
[427] « La comisión del Seminario no aclara el derroche en los muebles: la tensión con el PSOE hace muy difícil recuperar el pacto entre ambos. Seminario, Casa Soláns y política social centran las discrepancias », dans *El Periódico de Aragón*, 22 février 2009.

un parti de l'opposition et que le PSOE gouverne avec le PAR, c'est-à-dire selon la même coalition que celle qui dirige le gouvernement aragonais, nous avons l'impression qu'il n'y a presque pas eu d'autocritique chez les nationalistes, alors que le parti a connu des heures très graves, avec d'énormes tensions internes, sur lesquelles nous reviendrons. Il est vrai, par ailleurs, que les résultats en province ont été les meilleurs de l'histoire de CHA[428]. Dans l'entretien qu'il avait accordé au quotidien *El País*, Labordeta qui sera bientôt ex-député déclare :

> ***P***. *¿Y en estas elecciones, qué ha pasado?*
> ***R.*** *No lo sé. Le doy vueltas al problema y creo que los concejales de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza lo han hecho bien. Pero les han lanzado demasiados cañonazos. Y ahora tenemos un alcalde que pacta en minoría. Es kafkiano. Pienso que en Aragón no hay más de 40.000 nacionalistas. En las anteriores elecciones con el trasvase, la guerra de Irak... nos dio votos. En estas, mucha de esa gente no ha ido a votar. Sólo lo han hecho esos cuarenta mil nacionalistas.*
> ***P.*** *¿El PAR es nacionalista?*
> ***R.*** *No. Es un partido para colocar gente. Ya lo denunciamos en la campaña.*
> ***P.*** *Hay quien ve Chunta como un partido de niños bien, de pijos...*
> ***R.*** *Es posible. Pero son gente muy trabajadora. Si hay quien lo cree, yo no voy a rebatirles.*
> ***P.*** *Dicen que no han hecho autocrítica.*
> ***R.*** *Yo la acabo de hacer. Eso de que no hemos analizado lo que ha ocurrido se dice desde un periódico. Pero en los pueblos hemos sacado muy buenos resultados. Yo creo que hay cansancio. Sólo hay 40.000 nacionalistas. Son los que tenemos. Nos han lanzado submarinos contra nuestra labor en el Ayuntamiento y no hemos sabido comunicar lo que hemos hecho.*
> ***P.*** *Su campaña electoral se basó en su oposición a la reforma del Estatuto...*
> ***R.*** *A la gente le importa un pito el Estatuto.*

Nous pouvons apprécier ici la franchise légendaire de Labordeta : le PAR est un parti de mafieux, le Statut d'autonomie n'intéresse personne… Labordeta apporte par ailleurs des chiffres intéressants : il n'y aurait, selon lui, que 40 000 aragonésistes en Aragon. Autrement dit, lorsque CHA atteint 100 000 électeurs, c'est parce qu'ils proviennent du PSOE (il s'agirait alors des électeurs PSOE les moins sociaux-démocrates ou les plus aragonésistes) ou alors des rangs d'IU, qui votent « utile » lorsque cette fédération post-communiste paraît loin d'obtenir une représentation municipale (c'est le cas en 1999 et en 2003).

[428] *Op. Cit.*: « CHA mejoraba en términos generales, logrando 23 alcaldes, 228 concejales, 3 diputados provinciales (uno en cada institución, entrando por vez primera en la Diputación de Teruel) y 51 consejeros comarcales...».

Après la débâcle de 2007, CHA vit, en janvier 2008, une *Asambleya Nazional* profondément divisée. Le secteur critique (plus nationaliste et plus à gauche que la direction sortante, plutôt sociale-démocrate et fédéraliste) remporte 44% des voix et n'est pas loin d'arracher la présidence du parti à Nieves Ibeas (56%), du secteur *afrancesado* puisqu'elle est docteure et professeure titulaire de philologie française à l'Université de Saragosse, députée aux Cortès et accessoirement compagne d'Antonio Gaspar, ce qui lui attire beaucoup de critiques de la part de ses adversaires au sein du parti. Il faut dire que ce secteur historique, fondateur du parti en 1986, responsable des magnifiques résultats de 2003 ainsi que de la débâcle de 2007, est de plus en plus contesté par beaucoup de militants qui le perçoivent de plus en plus comme une caste indétrônable, coupée de la réalité du reste du parti et de la société. Même Labordeta m'avait confié lors de notre entretien que les 'dirigeants historiques' étaient enfermés dans leur seule et unique vision des choses et qu'ils restaient imperméables aux secteurs critiques:

> *[…] creo que Chunta, la dirección de Chunta tendría que abrirse más a… Yo creo que está demasiado cerrada en la dirección. Yo creo que necesitaría abrirse más y dar más juego a determinadas posiciones, que a veces parecen muy contradictorias, pero que son sanas, yo creo que la gente, los críticos siempre son sanos en todos los momentos, ¿no? Y a veces, pues con los críticos, en el partido, se tiene demasiado temor ¿no? Cuando realmente, pues bueno, son críticos, plantean dudas de la estrategia que lleva el partido. Pero yo creo que siempre son buenas posiciones aunque sean minoritarias, pero son posiciones interesantes*[429].

En ce qui concerne le manque d'autocritique que nous avons signalé dans l'entretien avec Juan Martín, on peut souligner que ce comportement est fréquent en politique. Rares sont les politiciens qui admettent leurs erreurs car ils pensent que reconnaître une faute est un exercice délicat qui peut être interprété comme un aveu d'incompétence. Mais il nous semble que perdre 44% de ses électeurs aurait peut-être mérité davantage d'autocritique même si ces anciens électeurs de CHA se sont réfugiés dans l'abstention et n'ont pas voté massivement pour d'autres candidatures. On ne peut pas dire, en effet, qu'il n'y a eu aucune autocritique car il y en a eu quelques-unes, mais très vite les dirigeants ont choisi d'expliquer le désastre par la déloyauté des socialistes qui se seraient appropriés le travail bien fait (nous ne sommes plus qu'à un an

[429] Cf. annexes, p.4.

de l'Expo et les grandes infrastructures qui vont rester dans la ville sont déjà en marche). *Chunta* attribue également le désastre à des médias hostiles et à l'abstention. Le message des cadres restés sur le navire CHA consiste à faire comprendre que leur parti est mal traité par la presse, surtout *Heraldo de Aragón*, car elle est la seule formation politique qui a une morale, une éthique, une conscience et qu'elle n'a pas voulu entrer dans les petits cercles médiatiques et politiques qui font la pluie et le beau temps sur la ville. Bref, CHA joue au « Tous pourris sauf nous » et à la victimisation. Est-ce justifié ? On ne saurait répondre à une telle question. Ainsi Juan Martín évoque-t-il les travaux de rénovation de l'ancien séminaire de la ville (une ruine achetée une fortune par le gouvernement précédent PP-PAR en plein « *pelotazo* » immobilier) et où la nouvelle équipe progressiste, en l'occurrence CHA, décide d'installer un certain nombre de dépendances de la mairie de Saragosse. Les travaux seront finalement beaucoup plus chers que prévus, en raison notamment de l'effondrement d'une partie du bâtiment, et les critiques quotidiennes de la presse écrite seront acerbes[430]. CHA tente d'expliquer que la faute revient au précédent gouvernement qui aurait acheté une ruine au prix fort mais ils reçoivent la totalité des critiques et sont sanctionnés pour ce qui apparaît comme une mauvaise gestion. Ils ne sont probablement pas les seuls responsables, mais la négligence revient au parti qui est aux affaires, en l'occurrence CHA.

Finalement, Juan Martín n'a pas l'air de se rendre compte que CHA a perdu 30 000 électeurs puisqu'ils ne mentionnent que les 30 000 qui lui sont restés fidèles. Il préfère jouer la carte du courage politique. Ainsi déclare-t-il que le groupe municipal que dirigeait Gaspar avait dû prendre des mesures risquées car ambitieuses et, de prime abord, difficiles à comprendre pour l'ensemble des citoyens. Des décisions polémiques (tramway plutôt que métro, par exemple) finalement amorties et rentabilisées politiquement par les

[430] « Las obras del Seminario se retrasan hasta marzo », *El Periódico de Aragón*, 24 octobre 2007. *La obra, que se presupuestó inicialmente en 49,9 millones de euros, costará al final 56,5 millones de euros. La Unión Temporal de Empresas Arascón-Acciona es la responsable de estos trabajos. El hundimiento del ala este en agosto del 2006 supuso un sobrecoste de casi siete millones de euros que se repartieron ayuntamiento y constructora. La adjudicataria recibirá una sanción de 150.000 euros por no entregar la obra en plazo.*

socialistes. À la question « *¿Cómo explica que en 2007 mejorara el PSOE y bajara CHA?*», Juan Martín répond:

> *Porque el mayor riesgo en la acción de gobierno y las propuestas innovadoras lo puso CHA. La capacidad de transformación social y urbana que pusimos encima de la mesa jamás la hubiera hecho el PSOE, cuyas políticas son más conservadoras, timoratas y enfocadas a mantener su electorado. Nosotros no condicionamos el programa a tener más o menos apoyos en los comicios*[431].

Juan Martín insiste logiquement sur les projets gérés par CHA (politiques sociales et urbaines) en insistant sur l'ambition de certaines réformes aujourd'hui revendiquées et assumées par le PSOE. CHA s'inscrit ainsi, une nouvelle fois, à gauche du PSOE et laisse entendre que la seule garantie d'un gouvernement réellement de gauche repose sur la présence de CHA, faisant du PSOE un parti « conservateur », pas même centriste, comme il est souvent qualifié. Le nouveau porte-parole de CHA à Saragosse –après la démission de Gaspar– ne pratique pas la langue de bois et donne une image de fermeté, de claire inscription à gauche. Il présente également le parti comme une formation solide, qui a vocation à gouverner mais qui n'est pas sorti indemne de cette première coalition avec les socialistes. C'était, selon lui, un risque à prendre pour CHA qui n'ignorait pas que les coalitions ont souvent tendance à favoriser le parti le plus fort et le plus consolidé. Martín insiste sur le fait que la récupération du bilan positif de CHA par le PSOE constitue en tout cas une preuve de l'habileté politique des socialistes qui, en délégant l'urbanisme à CHA, faisaient en connaissance de cause, un cadeau empoisonné aux nationalistes.

Ce qu'il faut retenir également de cette première expérience de CHA, c'est le pragmatisme de la formation qui ne s'est pas perdue dans des débats théoriques autour de l'aragonésisme politique et son rôle dans la capitale du pays. Si l'on reprend les 93 points du pacte PSOE-CHA, nous ne trouvons pas de réflexion sur ce sujet, pas même une référence sur la culture aragonaise, ce qui est révélateur d'un certain pragmatisme. Cette omission a valu à CHA des critiques de la part du secteur le plus nationaliste et dogmatique du parti.

[431] « La comisión del Seminario no aclara el derroche en los muebles: la tensión con el PSOE hace muy difícil recuperar el pacto entre ambos. Seminario, Casa Soláns y política social centran las discrepancias », dans *El Periódico de Aragón*, 22 février 2009.

Nous avons vu que les résultats des élections municipales de 2007 avaient été exécrables pour CHA à Saragosse. En revanche, les nationalistes progressent dans plusieurs villes de province ce qui permet à CHA de gagner la gestion de plusieurs mairies, certaines en coalition, mais d'autres avec des majorités absolues.

d. Les autres communes gouvernées par CHA

Nous l'avons signalé, CHA est un parti éminemment urbain. Et en Aragon, le seul tissu urbain se trouve à Saragosse, la seule métropole aragonaise avec près de 700 000 habitants. Huesca, la deuxième ville d'Aragon, compte à peine plus de 50 000 habitants, Teruel, 35 000. Après ces trois chefs-lieux de province, nous trouvons Calatayud (20 000) puis quelques villes entre 15 000 et 20 000 habitants (Utebo, Ejea de los Caballeros, Monzón, Barbastro, Alcañiz) puis des villes de moins de 15 000 habitants (Fraga, Jaca, Tarazona, Sabiñánigo…). Les habitants de toutes ces villes que nous venons de citer représentent presque un million d'Aragonais, sur une population globale d'environ 1,3 million d'habitants. Ainsi, même si le bastion de CHA est incontestablement Saragosse par le nombre de voix que la capitale aragonaise octroie au parti, il ne faut pas négliger le fait qu'en 2007, paradoxalement, CHA a obtenu quelques bons résultats en province, notamment dans ces petites villes et bourgades intermédiaires que le parti a même gouvernées, ce qui a permis aux nationalistes d'augmenter le nombre de conseillers municipaux et cantonaux. Ces meilleurs résultats en province sont une bonne nouvelle pour CHA dont le principal handicap était justement de ne pas être encore suffisamment ancré dans le territoire. Rappelons que sur le terrain de l'aragonésisme et de la défense des intérêts locaux, la province aragonaise est largement acquise à la droite régionaliste (Par) et aux PAE (PSOE et PP).

Nous avons dit qu'en 1987, un an à peine après l'apparition de CHA sur la scène politique aragonaise, les nationalistes étaient parvenus à décrocher deux conseillers municipaux à Artieda, hameau de 100 habitants menacé par le barrage de Yesa, auquel CHA s'oppose catégoriquement. En 1991, les

nationalistes gagnent la mairie d'Artieda et obtiennent celle d'autres villages menacés des Pré-Pyrénées. Plus surprenant, ils inscrivent leur premier conseiller municipal dans un chef-lieu de province et, de surcroît, dans celui qu'on attend le moins : Teruel, fief conservateur, comme nous l'avons déjà signalé. Nous reparlerons de cette spécificité *turolense*. En 1995, CHA n'a que trois mairies à son palmarès mais compte déjà 39 conseillers municipaux. En 1999, les mairies passent à 8 et les conseillers à 80. En 2003, c'est la consécration : 18 mairies et 187 conseillers municipaux, auxquels il faut ajouter 49 conseillers cantonaux répartis dans 24 *comarcas* sur 33 –la plupart des *comarcas* et des *consejos comarcales* se constituent progressivement depuis 2003. En 2007, malgré la débâcle dans son principal fief, le parti arrache 23 mairies et détient 228 conseillers, un député provincial dans chacune des *Diputaciones Provinciales* (Huesca, Saragosse et Teruel) et 56 *consejeros comarcales* répartis dans 26 cantons. En 2011, les résultats ont été stabilisés à Saragosse mais ont reculé en Aragon où la formation n'a plus que 184 conseillers municipaux, un seul député provincial et plus que 43 conseillers cantonaux. En province, donc, les bons résultats de 2007 n'ont pas été confirmés, nous tenterons de comprendre pourquoi[432].

À partir de 2007, CHA a gouverné avec une majorité absolue les communes suivantes : Gallur, Longares, Berbegal, Biscarrués, Santa Cilia, Naval, Santa María de Dulcis, Castillazuelo, Santaliestra, Artieda, Valtorres, Nigüella, Mianos, Bardallur, Plan, Sediles, Cañizar del Olivar, Cucalón, Ricla. CHA a également pu gouverner avec le soutien d'autres forces politiques (en général le PSOE) dans les communes d'Alhama de Aragón, Fuendejalón, Ejulve et Fuentes Calientes. Parmi ces communes on en compte 4 dans la province de Teruel, 8 dans celle de Saragosse et 11 dans celle de Huesca. On peut donc affirmer que la province de Teruel est celle où CHA a le plus de mal à s'implanter, à l'exception de son chef-lieu où la formation compte deux conseillers municipaux depuis 2007 et est devenu en 2011 la troisième force politique devant *Izquierda Unida* et le PAR. Par ailleurs, il faut garder à l'esprit qu'aucune de ces communes ne fait partie des 15 plus grandes localités

[432] Tous ces chiffres sont vérifiables dans les annexes, ainsi que sur les deux serveurs des gouvernements espagnol et aragonais précédemment cités.

aragonaises. Les communes les plus peuplées sont Ricla (3 500 habitants) et Gallur (3 000) toutes deux situées à l'ouest de la province de Saragosse. Aux côtés des municipalités historiques menacées par le barrage de Yesa (Artieda, Santaliestra, Santa Cilia, Salvatierra, Mianos), nous trouvons aussi quelques communes du Somontano, à l'est de la ville de Huesca : Berbegal, Castillazuelo, Bardallur, Naval, Santa María de Dulcis…

En règle générale, les mairies gouvernées par CHA sont des communes petites (de quelques centaines jusqu'à 3 000 habitants) et font souvent face aux mêmes problèmes : vieillissement de la population, dépeuplement, manque d'infrastructures de base… Les maires disent donc y développer des politiques sociales pour assurer tous les services publics minimums à toutes les catégories de la population. C'est en tout cas ce que proclament les maires eux-mêmes. Pour le vérifier, nous allons nous intéresser aux municipalités où CHA a gouverné au moins pendant deux législatures de suite ou, le cas échéant, dans les communes où CHA est aux commandes d'une *concejalía*. En effet, la pratique consistant à diviser le pouvoir municipal proportionnellement aux résultats obtenus n'est pas rare dans le monde rural aragonais, même dans un chef-lieu de province comme Teruel, où CHA avait géré de 1999 à 2003 les transports urbains par exemple[433].

Parmi les bastions de CHA, nous pouvons citer le cas de Castillazuelo (Somontano de Barbastro) où le maire est Joaquín Muzas Royo. Il s'agit d'un fief de CHA puisque le parti y gouverne depuis 1991. Non loin de Barbastro, petite ville dynamique, notamment dans les secteurs agricole et industriel (surtout dans l'agroalimentaire), du Piémont aragonais, le maire mise sur la captation de population à travers la construction d'une dizaine de logements sociaux. Nous pouvons citer également des travaux que l'on retrouve souvent dans les communes aragonaises : transformation de l'ancien mur de pelote (*frontón*) en pavillon omnisports, renouvellement d'infrastructures (ponts, chemins ruraux, berges…), construction d'un *centro de día* pour que les personnes âgées de plus de 65 ans puissent déjeuner et/ou dîner et recevoir tout type d'attention primaire.

[433] C'est pendant ce mandat d'ailleurs que la flotte des bus de Teruel (de presque 35 ans) a entièrement été rénovée.

Une autre mairie historique du Somontano de Barbastro est celle de Santa María de Dulcis, de 224 habitants, gouvernée par Mariano Lisa et dont 4 des 5 conseillers municipaux sont de CHA. Ici les enjeux sont les mêmes qu'à Castillazuelo : fixer la population, améliorer les services publics élémentaires pour toutes les catégories de la population. Malgré tout, le maire insiste sur la spécificité de chacune des communes.

> *Cada núcleo tiene su propia línea de desarrollo. El turismo y el sector agroalimentario son comunes, con el vino como principal actividad. Ahora estamos impulsando el aceite de oliva, por eso hemos recuperado una almazara del siglo XVII convirtiéndola en un espacio museístico, "El torno de Buera", muy atractivo*[434].

Une autre mairie historique est celle de Santa Cilia, au pied des Pyrénées, sur le chemin aragonais de Saint-Jacques de Compostelle, non loin de San Juan de la Peña, autrement dit, le berceau de l'Aragon. Le bourg de 220 habitants dont 4 conseillers municipaux sur 5 sont de CHA est dirigé par Manuel Máñez. Lorsqu'*Aragón Libre* l'interroge sur les clefs de son succès et sur ses axes de travail, il répond:

> *Somos conscientes del potencial turístico de Santa Cilia. En estos momentos estamos teniendo un desarrollo urbanístico que siempre hemos intentado aprovechar para potenciar una política social. Bajo esta premisa hemos desarrollado un PGOU (Plan General de Ordenación Urbanística) que busca consolidar unas viviendas de calidad y construir vivienda protegida para asentar la población, así como lograr más servicios públicos. Los resultados son muy positivos: a las 12 viviendas protegidas existentes, vamos a añadir 8 más y se está tramitando la construcción de un nuevo colegio y un polígono industrial de 80 000 m² en colaboración con la Comarca. […] Fuimos pioneros en turismo rural al poner en marcha una casa de ese tipo. Después, la iniciativa privada de los vecinos ha aumentado las plazas de alojamiento: ahora hay 10 casas de turismo rural, un camping privado de unas 800 plazas y un albergue municipal de peregrinos, ubicado en una antigua abadía recuperada. También el aeródromo es un atractivo turístico y por ello colaboramos con la empresa que lo gestiona. El entorno natural de Santa Cilia es una de nuestras apuestas y por eso estamos recuperando la ribera del río Aragón creando una zona recreativa, ya que, además del atractivo natural, se ubican edificios vinculados con el Monasterio de San Juan que valía la pena recuperar. […] Nuestra apuesta por una verdadera política social nos hace crecer y ganar la confianza de los vecinos. Llevamos a cabo todas las obras que podemos a través del personal municipal, generando empleo público, y apostamos por que el sector servicios sea motor para nuestro desarrollo. También mejoramos la calidad de vida de los vecinos renovando el alumbrado público, creando un telecentro, atrayendo empresas*

[434] *Aragón Libre*, n°57, Hiver 2005-2006, p.16-17.

y talleres, nuevas instalaciones deportivas, actividades culturales en colaboración con las asociaciones, etc. Intentamos solucionar los problemas que nos transmiten los vecinos directamente. En Santa Cilia se es alcalde las 24 horas[435].

La recette miracle du maire de Santa Cilia semble un concentré de proximité et de mise à profit des ressources engendrées par l'intérêt touristique (et donc immobilier) de la commune, en plein cœur du berceau de l'Aragon. Ces deux expériences gouvernementales sont extrapolables aux autres bastions de CHA. Les communes menacées par les barrages profitent du *statu quo* provoqué par des décisions judiciaires suite aux recours des associations contre la construction ou l'élargissement de barrages.

El domingo día 25, más de 2.000 personas secundaron la convocatoria de concentración que había realizado la Asociación Río Aragón y el Ayuntamiento, abarrotando el pabellón municipal de Artieda entre gritos de "Yesa No" y "No pasarán" y emotivas intervenciones tanto de vecinos mayores y pequeños como de representantes de las distintas organizaciones presentes, en las que se apostaba por la "nueva cultura del agua". En nombre de CHA, único partido participante en el acto, intervino su Secretario General, José Antonio Acero, quien expresó toda la solidaridad de los hombres y mujeres de CHA con la lucha de Artieda contra la sinrazón del Gobierno. Muchos militantes, diputados, alcaldes y concejales de CHA, con su presencia, mostraron su apoyo a los vecinos de las localidades afectadas por el recrecimiento de Yesa[436].

Les plus grandes communes aragonaises gouvernées par CHA ont été Gallur et Ricla. Ici, les problèmes sont un peu différents des villages de montagne. À Gallur, la mairie a été gagnée aux socialistes en raison d'une vision plus pragmatique. Les nationalistes ont remporté les élections municipales de Gallur en 2003. Avant cela, les socialistes avaient des projets pharaoniques (piscine télescopique…). Les nationalistes ont misé sur un programme qui visait à améliorer la qualité de l'eau potable, à attirer de nouveaux habitants et à réindustrialiser la contrée. Quant à Ricla, après avoir interrogé Miguel Martínez Tomey sur la question, voici ce qu'il nous a répondu[437]:

[435] *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p.16-17.
[436] « Todos somos Artieda. Su resistencia contra Yesa concita toda nuestra solidaridad », *Aragón Libre*, n°49, Hiver 2004, p.21.
[437] Interview accordée par courriel.

En nuestra labor muinicipalista, en CHA optamos no por una política de escaparate y de grandes realizaciones, si no por la política del interés ciudadano del día a día. Así, y poniendo como ejemplo el Ayuntamiento de Ricla, cuando CHA entró en el Ayuntamiento por primera vez año 2003, se hizo con la Alcaldía en minoría como fuerza más votada e intentó poner orden en la situación económica y paralizar algunas operaciones inmobiliarias que resultaban gravosas para el municipio, por lo que a los 2 años sufrimos una moción de censura impulsada por el alcalde anterior. Tras las elecciones de 2007 recuperamos la Alcaldía con mayoría absoluta y nos encontramos un Ayuntamiento que sufría cortes de luz en instalaciones municipales por falta de pago y al que, tanto la DGA, como la CHE habían sancionado a devolver subvenciones por no haberse empleado para la finalidad para la que habían sido otorgadas. Todavía hoy se están haciendo frente a los pagos derivados de estas devoluciones pero el Ayuntamiento de Ricla está absolutamente saneado de manera que, en plena crisis y cuando el Gobierno de España arbitra mecanismos para que los Ayuntamientos puedan pagar a sus proveedores, el de Ricla, gobernado por CHA, no tiene ni una sola factura pendiente que comunicar a Hacienda y su plazo medio de pago a proveedores es de 17 días. Y ello se ha hecho sin descuidar los servicios y necesidades de los vecinos, de manera que entre la legislatura anterior y lo que llevamos de ésta se han acometido las obras del nuevo Comedor Escolar, la apertura de una biblioteca municipal aprovechando y adecentado los espacios muertos de la plaza de toros existente, la remodelación de las antiguas escuelas para convertirlas en casa de cultura y consultorio médico, la remodelación de las instalaciones deportivas, el acondicionamiento del salón polivalente anejo al club de la tercera edad y la restauración de la torre mudejar que forma parte del Patrimonio Universal.

Arrêtons-nous à présent dans deux communes gouvernées par CHA qui ont chacune une spécificité. Il s'agit de Valtorres (Saragosse) et de Mas de las Matas. La première est connue pour son expérience de gouvernement municipal 'assembléariste', la seconde pour son combat pour le retour des archives municipales (et certaines archives privées) confisquées par les troupes franquistes en 1938.

Ainsi Valtorres est-elle devenue l'une des premières communes aragonaises où la démocratie participative est devenue une réalité. Le maire du village de 110 habitants, Javier García Flórez, en parle ainsi:

El Ayuntamiento de Valtorres se rige por un sistema asambleario, con la participación democrática de los vecinos que, entre otras cuestiones, ahora están aportando sus ideas sobre los presupuestos locales, eligiendo los nombres de las calles o ratificando el modelo de bandera y escudo que quieren para su localidad[438].

[438] *Aragón Libre*, n°53, Automne 2003, p.18-19.

À Mas de las Matas, dans le Bas Aragon, le conseiller municipal de CHA, Javier Díez Soro, était chargé de la culture, du tourisme, de l'environnement et du patrimoine entre 2003 et 2007. C'est en tant que conseiller que ce militant de CHA a fait connaître le nom de sa commune dans toute l'Espagne dans le cadre de la récupération des archives municipales emportées à Salamanque comme un butin de guerre.

> *Mas de las Matas ha abanderado esta cuestión en Aragón y el Ayuntamiento ha mostrado pleno consenso para impulsar la vuelta de los documentos. Hemos enviado todas nuestras reclamaciones a las Instituciones competentes y nos hemos adherido, como Ayuntamiento, a una plataforma de municipios catalanes y valencianos con los que compartimos el mismo objetivo. Esta aspiración es una de las partes que configuran nuestro objetivo general que es el de conseguir recuperar la memoria histórica de Mas de las Matas. En este sentido también trabajamos en la recuperación del edificio del Centro Republicano, que fue incautado a la Unión Republicana en el periodo franquista. Queremos que sirva de museo histórico, que albergue una presentación del origen y el desarrollo de las ideas sociales igualitarias en Aragón desde el siglo XIX hasta la II República y que su recuperación mantenga el sentido y la filosofía de quienes lo construyeron.*

Ces axes des politiques municipales rurales de CHA que nous venons de citer ne sont pas exhaustifs, ils font une radiographie générale des villages aragonais qui ont, très souvent, les mêmes problèmes. C'est cette homogénéité rurale aragonaise qui peut donner l'impression que les partis politiques représentés en Aragon n'ont pas une immense marge de manœuvre. C'est pourquoi, les politiques rurales sont sensiblement les mêmes dans toutes les contrées aragonaises, quelle que soit la couleur politique. Cependant, CHA apporte une spécificité à ces gouvernements municipaux. Nous avons évoqué la mise en place de la démocratie participative ou la lutte pour le retour du patrimoine municipal. Ainsi la mairie de Berbegal avait-elle demandé à l'évêché de Lérida un retable du XIIIème siècle, un bijou de l'art roman aragonais, déposé en 1904 dans cette ville catalane à l'époque où cette commune aragonaise appartenait à un diocèse catalan[439].

[439] « Berbegal reclama en los tribunales su patrimonio expoliado », *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p.16.

Par ailleurs, l'implantation de CHA est très variable et on ne peut établir une correspondance entre présence de CHA et sentiment aragonésiste plus fort qu'ailleurs. En outre, le choix entre les candidats lors des élections municipales dans des communes de cette dimension répond davantage à des critères personnels que politiques. Ainsi, l'engagement personnel et politique des représentants de CHA contre l'agrandissement de Yesa a permis d'obtenir quelques mairies dans la *comarca* de la Jacetania. Dans le Somontano, les bons résultats pourraient s'expliquer par le fait que Bizén Fuster, président du parti pendant 13 ans, est originaire de Naval. Même chose pour Valtorres, dans la région de Calatayud, d'où provient Chesús Bernal. Depuis 2011, Villastar, un petit village près de Teruel est gouverné par CHA qui y détient la majorité absolue, grâce au pacte municipal général PSOE-CHA[440]. Le dynanisme de la candidate, Marisa Romero, a permis à CHA de remporter deux conseillers municipaux (à égalité avec le PSOE). Ses premiers pas (un mois après son élection) sont allés en direction de la création d'une crèche municipale[441]. Elle a aussi organisé un championnat national (au niveau de l'État espagnol, donc) de fléchettes, ce qui représente donc une importante augmentation du nombre des visiteurs.

Pour finir, il faut souligner que présenter des listes électorales dans un maximum de communes est un enjeu majeur pour toutes les formations politiques ; elles sont révélatrices de l'implantation du parti dans le territoire. Parfois, certaines sections de CHA constituent des listes avec des personnes sur lesquelles le parti a finalement peu de renseignements. Dans l'*Heraldo de Aragón*, Guillermo Fatás accuse même CHA d'avoir passé une petite annonce dans le journal local du Bas Aragon, *La Comarca*, afin de pouvoir présenter des listes dans cette contrée traditionnellement hostile à la gauche et notamment à CHA puisqu'après 2003, CHA n'y a jamais obtenu de *consejeros comarcales*. Ainsi assiste-t-on à des ascensions fulgurantes : de bons résultats dans des communes (voire des victoires par majorité absolue) qui ne se

[440] Il s'agit du pacte établi entre le PSOE et CHA afin d'assurer des majorités progressistes dans plusieurs communes.
[441] «La alcaldesa de Villastar (Teruel) espera abrir una escuela infantil», www.20minutos.com, Europa Press, 14 juin 2011.

reproduisent pas aux échéances suivantes[442]. En outre, les bons scores aux municipales ne se traduisent pas toujours aux régionales (alors qu'elles ont lieu le même jour). Par conséquent, un même électeur peut voter CHA pour les municipales et PSOE, Par ou PP pour les régionales. Ainsi a-t-on la preuve que le suffrage municipal dans les communes n'est pas idéologique ; les habitants des zones rurales votent dans la plupart des cas pour la personne[443].

En Espagne, les résultats des élections municipales sont utilisés pour projeter la constitution des *diputaciones provinciales*, l'équivalent des conseils généraux en France. Les provinces et leurs « députations » sont de plus en plus remises en question en ces temps de rigueur et de cures d'amincissement des institutions publiques dans tous les États de l'Union Européenne. Elles avaient un sens quand l'Espagne ne disposait que d'un gouvernement central à Madrid ; elles sont obsolètes et encombrantes dans l'Espagne des autonomies et des entités supra-municipales. CHA, qui souhaite clairement la disparition de cette vieille institution centraliste, jugée inutile dans des provinces trop grandes et trop dépeuplées, a néanmoins obtenu des députés provinciaux dans les trois provinces aragonaises au cours de ces dernières législatures. En outre, et ce qui est plus surprenant, CHA a fait partie de gouvernements tripartites dans les provinces de Huesca et Saragosse entre 1999 et 2007. Plus surprenant encore, nous trouvons parmi les deux partis associés le Par, « l'ennemi juré » de CHA, envers lequel CHA n'avait cessé de répéter qu'il était impensable de pactiser. Mais ce n'est pas tout. Aux administrations des provinces, il faut ajouter une administration supplémentaire, totalement aragonaise, celle de la *comarca*, où CHA a également obtenu des « *consejeros comarcales* ».

[442] Dans la *Ponencia Política* de la IXème *Asambleya Nazional*, nous pouvons lire: « En el ámbito territorial se constata una falta de relevo. Si hace años podíamos decir orgullosos que donde gobernaba CHA en siguientes elecciones volvía a gobernar, ahora vemos que las alcaldías se van perdiendo por falta de continuidad ».

[443] Ainsi avons-nous l'exemple de Villarquemado (*Comunidad de* Teruel, province de Teruel) où, en 2007, les excellents scores de CHA aux élections municipales (2 conseillers sur 5, soit 23,34%) ne se sont pas retrouvés aux résultats des régionales (12,24% et seulement 81 bulletins).

3) Les *Diputaciones Provinciales* et les *Consejos Comarcales*

a. Les Diputaciones Provinciales

Les provinces, et donc les *diputaciones provinciales*, ont été remises en question par CHA depuis sa fondation. En tant que parti nationaliste, CHA conteste le caractère arbitraire de ces démarcations qui datent de 1833 et qui sont un calque de la division départementale française. L'Aragon, qui avait déjà été annulé politiquement depuis 1707, disparaît totalement un siècle plus tard lorsqu'il est divisé en trois provinces qui, néanmoins, ont fini par s'ancrer dans les esprits comme une réalité tangible en ces presque 180 ans d'existence. Dès les premiers textes théoriques du parti en 1986, nous trouvons le paragraphe suivant[444] :

> *1. Comarcalización de la Nación Aragonesa (sic).*
> *La existencia de las Provincias, aparte de los motivos políticos centralistas que las alienta, distorsiona gravemente la situación, ya que Aragón aparece como ligeramente superior a la media de España. La declaración de Aragón como territorio "UNIPROVINCIAL", obligaría a descender el detalle de las comarcas, mucho más próximas que las provincias a la realidad. Cada comarca tiene un núcleo que sería el motor de la vida económica, comercial y cada una se especializaría en una serie de productos, buscando una alta calidad, denominaciones de origen, etc...*

La volonté de CHA d'annuler les trois provinces est claire afin de réunifier l'Aragon, déjà autonome à cette époque-là mais dont les décisions prises au niveau des provinces ont besoin d'être harmonisées. En 1986, l'argument en faveur de la création des *comarcas* est de taille : une plus grande proximité, un pouvoir local concret, palpable pour les citoyens au-delà de la municipalité.

Aujourd'hui, l'existence d'autonomies régionales, municipales voire supra-municipales (*mancomunidades*), remet en cause la pertinence et l'utilité même des provinces, y compris au sein de grands PAE comme le PSOE puisque le candidat Alfredo Pérez Rubalcaba avait proposé la suppression des provinces et des « députations » lors de la campagne des élections législatives

[444] « Perspectivas de desarrollo », Economía y ordenación del territorio, dans *Porque ya era hora/Porque ya caleba/Pèrque ja calía* (sic), I *Asambleya Nazional*, 20-21 décembre 1986 (Saragosse), p.36. Cf. Annexes, p.178: Couverture du livret.

du 20 novembre 2011[445]. Cependant, les limites des circonscriptions électorales pour l'élection des députés des parlements espagnol et aragonais sont toujours celles des provinces.

Les bons résultats de CHA aux élections municipales de 1999 avaient permis à la formation nationaliste d'obtenir un député dans les *diputaciones provinciales* de Saragosse et Huesca. En 1999, nous avions assisté au retour du centre-gauche au gouvernement aragonais de la DGA à travers le pacte PSOE-PAR. Ce pacte au sommet de la DGA se reproduit également dans les municipalités et, par conséquent, dans les *diputaciones provinciales*. L'un des points du pacte PSOE-Par en 1999 est justement la *comarcalización* pour doter les *comarcas* de compétences et de ressources afin de rapprocher les centres de pouvoir et de décision que sont les *diputaciones provinciales* des habitants. L'enjeu est important puisque les trois provinces aragonaises connaissent le même problème de faible densité démographique; rappelons que certaines contrées présentent des densités dignes des zones désertiques comme le grand nord canadien ou encore l'Islande, d'environ 3 habitants/km².

La *comarcalización* proposée par PSOE-Par en 1999 et que proposait déjà CHA en 1986, vise à atteindre davantage de proximité avec une population dispersée et, à long terme, à remplacer les *diputaciones provinciales* par les *consejos comarcales*. Cette nouvelle structure est par ailleurs une excellente façon pour les partis politiques d'occuper le terrain et de gagner l'adhésion –et donc le vote tous les 4 ans– des nouveaux administrés. CHA, consciente de sa condition de parti urbain et de son déficit d'implantation en province, craint que le Par ne creuse son avance dans les zones rurales qui, comme nous l'avons dit, sont surreprésentées au Parlement aragonais. Ainsi, avec un nombre similaire de suffrages (urbains pour CHA, ruraux pour le Par) le Par a presque deux fois plus de députés que CHA[446]. CHA, toujours opposée

[445] « Rubalcaba propone un consejo de alcaldes que sustituya a las diputaciones », *El País*, 22 août 2011.

[446] En mai 2011, le PAR a obtenu 62 193 bulletins, (9,45% des suffrages) et 7 députés alors que CHA n'a obtenu que 4 députés pour ses 55 932 (8,5%). IU a obtenu également 4 députés avec seulement 41 874 voix, soit 6,37% des suffrages. Si l'on prend le nombre de suffrages par provinces, les 13 264 bulletins de la circonscription de Teruel octroient 3 députés et les 14 000 en donnent 2 pour Huesca. CHA obtient également 3 députés dans la circonscription de

à une coalition avec le Par en raison des bases idéologiques très distinctes entre les deux formations, décide néanmoins, en 1999, de participer à une gestion tripartite avec le PSOE et le Par dans les *diputaciones provinciales* de Saragosse et Huesca. CHA prouve ainsi sa vocation gouvernementale d'autant plus que ses députés étaient indispensables à la formation d'une majorité progressiste[447]. Elle s'en explique en janvier 2000 auprès de ses militants –dont certains, les plus dogmatiques, qui sont aussi les plus nationalistes, critiquent le pacte– dans son organe d'expression *Aragón libre*. Les deux pages consacrées à l'accord des deux gouvernements provinciaux tripartites ont un sous-titre explicite : « *Gobernando desde abajo* ». On apprend que l'accord passé entre les trois partis politiques repose sur 9 points :

1) *Apoyo directo a la comarcalización.*
2) *Transferencia de competencias y servicios desde las Diputaciones Provinciales a la DGA, Comarcas, Mancomunidades y/o municipios.*
3) *Criterios objetivos en el reparto de los fondos y subvenciones y en la selección de personal.*
4) *Coordinación con la DGA.*
5) *Temporalizar estos acuerdos en plazos de ejecución de seis meses, un año o dos años: para garantizar el cumplimiento de estos acuerdos y facilitar su seguimiento.*
6) *En cuanto a asuntos relacionados con la política hidráulica, desde las DDPP se apoyarán cuantas formas de diálogo y consenso favorezcan la convivencia de los municipios y eviten el enfrentamiento entre los pueblos de llano y montaña.*
7) *Apoyar todas las iniciativas que fomenten la liberalización, el peaje blando o las obras alternativas en el tramo de la A-68, que discurre entre Alagón y Zaragoza, así como el desdoblamiento del tramo de carretera entre Zaragoza-El Burgo de Ebro.*
8) *Coordinar y dar coherencia a estos acuerdos en las tres diputaciones provinciales aragonesas.*
9) *Comisión de seguimiento*[448].

A priori, le seul fait d'éviter une majorité conservatrice PP-Par dans la province de Saragosse suffirait aux cadres de CHA pour expliquer aux militants et aux sympathisants la décision de pactiser avec le Par. Les relations

---

Saragosse mais ceux-ci lui ont coûtés 44 443 bulletins, 3 fois plus qu'à Teruel. Cf. Annexes, pages 159-160.

[447] La *Diputación Provincial de Zaragoza* (DPZ) est constituée de 27 députés dont la représentation dépend des résultats des élections municipales. La majorité absolue est donc à 14 députés. En 1999, le PP fut la force politique majoritaire avec 13 députés contre 11 pour le PSOE, 1 pour le Par et 2 pour CHA. Les députés de CHA étaient donc nécessaires pour atteindre les 14 députés. En revanche, en 2003, malgré la suffisance arithmétique d'un pacte PSOE-Par, CHA décida rester dans un gouvernement tripartite. Même chose en 2007 alors que le PSOE avait à lui seul 14 députés.

[448] *Aragón libre* n°35, janvier 2000, p. 8-9.

avec le PAR sont tellement mauvaises que l'article d'*Aragón libre* devient très pédagogique. D'ailleurs, il est frappant de constater qu'à aucun moment ne sont cités les noms des deux autres partis ; le texte choisit la périphrase : « *otros grupos políticos* ».

> *Todas las intenciones políticas comentadas que CHA firmó junto con otros grupos políticos para entrar en esos dos equipos de gobierno conlleva que se ha de realizar una efectiva y eficaz gestión de las áreas que son de su competencia, ya que esa experiencia ha de servir, en principio, para dos fines que van íntimamente entrelazados, el primero de escuela y aprendizaje de todos los compañeros de partido que allí, día a día, están trabajando y segundo, aún más importante, que ellos mismos, posteriormente y a su vez, puedan enseñar y transmitir lo aprendido a muchos otros que en un futuro, no os quepa duda, tengan iguales e incluso mayores responsabilidades de gobierno*[449].

La formulation est explicite. Afin que la pilule soit moins amère à avaler pour les militants les plus dogmatiques, on insiste exclusivement sur l'opportunité que représente cette première expérience politique en précisant, bien sûr, que celle-ci ne débouchera pas sur une alliance tripartite dans de futurs gouvernements aragonais. Le fait de participer au gouvernement d'une institution que le parti vise à faire disparaître mérite également une explication. Continuons sur la justification:

> *El principio, como decía, es éste pero no hemos de olvidar que el gran fin de estar dentro de estas instituciones caducas, trasnochadas y decimonónicas es el poder comenzar con un proceso de vaciado en etapas sucesivas y su posterior disolución, en coherencia con una de las viejas aspiraciones del aragonesismo político, además de que, al tiempo, ese proceso conduciría al impulso definitivo de la comarcalización de nuestro País (sic), beneficiándose los ayuntamientos y los futuros consejos comarcales en estricta aplicación del principio de subsidiariedad, en la búsqueda de una mejor racionalización de nuestra Administración*[450].

Là aussi, il est explicitement dit que les provinces ont vocation à disparaître, et ce, d'autant plus aisément que le gouvernement aragonais, d'une part, et les futurs conseils « comarcaux » d'autre part, peuvent hériter d'un certain nombre des compétences qui leur étaient attribuées. Il s'agit de laisser les décisions d'envergure à la DGA et les aspects plus pratiques et locaux aux *comarcas*. Le raisonnement présenté par CHA est le suivant : pour mieux démanteler les provinces et transférer leurs compétences, soit aux futures *comarcas*, soit à la DGA, il vaut mieux être à l'intérieur du gouvernement local pour en garantir le

[449] *Op. Cit.*, p. 8-9.
[450] *Ibidem*.

meilleur fonctionnement, même si, évidemment, le fait que les deux grands partis politiques espagnols (PSOE et PP) soient, à cette époque, opposés à la disparition des provinces, rend la tâche assez difficile. Rappelons qu'en revanche, le Par est favorable au remplacement des provinces par les *comarcas*.

> *Pero, aunque ahora no se pudiera conseguir que las Diputaciones desaparecieran al haberse proclamado, hace ya tiempo, la obligatoriedad de la provincia como ente local en varias resoluciones del Tribunal Constitucional, sí se ha de intentar el vaciado político para que al final, y considerándolo como mal menor, queden sólo y exclusivamente como entidades con un contenido de mera gestión*[451].

Par conséquent, CHA insiste sur le fait que la disparition des provinces ne se fera pas à court terme et qu'il ne faut pas être impatient car il est possible de neutraliser les « députations » avant leur disparition effective, ce qui serait le premier pas. Finalement, pour justifier la participation de CHA à ces deux gouvernements provinciaux sur trois (à Teruel CHA n'a pas obtenu de député), on en appelle au sens des responsabilités :

> *En fin, CHA tiene una gran oportunidad y una obligación, tal vez ésta ultima matizada de alguna manera por estar coexistiendo en unos gobiernos con otros partidos, de seguir plasmando la realidad de su política y gestión e influir con más fuerza, en la sociedad y ciudadanía aragonesas. Ojalá sea así por Aragón*[452].

Autrement dit, CHA n'est pas encore un parti majoritaire en Aragon même si c'est sa vocation. Ainsi, pour le devenir, la formation ne doit pas hésiter à participer à des gouvernements –même avec le PAR, afin de mieux le contrôler– pour gagner du terrain sur l'arène politique aragonaise.

L'enjeu de la *comarcalización* a été polémique au sein de CHA car même si tous les militants étaient favorables à la disparition des provinces, le fait que la *comarcalización* fût dirigée et faite par le Par n'a pas été très bien reçu. Labordeta l'avait même qualifiée de « désastre » au cours de notre entretien de l'été 2004[453].

---

[451] *Op. Cit.*
[452] *Op. Cit.*
[453] Pendant notre entretien, l'*Abuelo* avait déclaré: « *Por ejemplo, lo de la comarcalización, no lo veo, no lo veo. Yo creo que es un desastre, ya veremos qué pasa* », p.16.

Les deux premiers députés de CHA à la *diputación* provinciale de Saragosse furent Miguel Ángel Gargallo (dont nous avons déjà parlé puisqu'il a été conseiller municipal à Saragosse, démissionnaire en raison de la séparation de Villamayor de Gállego de la capitale aragonaise) et José Luis Acero. Entre 1999 et 2003 Gargallo a été président de la Commission de la Culture, du Tourisme et des Sports de la *Diputación.* Acero, secrétaire général de CHA (2001-2008) et conseiller municipal de la commune de L'Almunia/*La Almunia de Doña Godina* (7 000 habitants), capitale de la *comarca* de Baldexalón/*Valdejalón*, a, quant à lui, assumé la seconde vice-présidence de la province. Parmi les objectifs des deux députés en début de mandat nous trouvons :

1. *Política de comarcalización cultural : supone llevar a las comarcas actuaciones culturales, sean exposiciones itinerantes, conferencias, programas de animación a la lectura, todo ello enmarcado en la creación de un "banco de actividades"*
2. *Ediciones: política editorial propia, inexistente hasta ahora y que consiste en la creación de varias colecciones en las que pueden participar tanto los creadores como los investigadores y en las que la potenciación de lo aragonés será el hilo conductor.*
   Remodelación de los premios y becas existentes, dando cabida en todos los premios literarios a la creación en aragonés y catalán y aportando ideas nuevas en las becas, como las estancias de artistas en Fuendetodos, Muel o Tarazona, Casa de Velázquez… […]

10. *Apoyo a la cultura tradicional aragonesa: archivos de tradición oral, ediciones videográficas y creación de una red de escuelas comarcales. […]*

Parmi les priorités nous retrouvons l'institutionnalisation des *comarcas* également dans le domaine de la culture. En ce qui concerne le paragraphe consacré à l'édition, il faut rappeler que les « députations » provinciales disposent, en Espagne, d'un Institut d'Études qui, à Saragosse, reçoit le nom d'*Institución Fernando el Católico* (IFC). Fondée en 1943 par la DPZ, cette institution est inscrite au *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (CSIC). L'IFC est donc une institution prestigieuse dirigée par des professeurs tout aussi prestigieux de l'Université de Saragosse (Ildefonso-Manuel Gil, Gonzalo Borrás, Guillermo Fatás, Carlos Forcadell…).

Pour ce qui est de la *Diputación Provincial de Huesca* (DPH), nous trouvons le même schéma qu'à la DPZ. Ici, un député, Salvador Ariste, seul conseiller municipal CHA, de Sariñena (4 500 habitants, capitale des Monegros), futur député aux Cortès d'Aragon (2003-2007), participe à un gouvernement tripartite avec les socialistes et les régionalistes et reçoit le département de la culture. Les stratégies ont donc été très semblables dans les deux provinces. La présidence de la commission culture à la DPH entraîne la vice-présidence de l'*Instituto de Estudios Altoaragoneses*. Lors de notre entretien, j'avais posé à Salvador Ariste quelques questions au sujet du trilinguisme du Haut Aragon et il m'avait répondu :

> *En cuanto a temas lingüísticos, yo te diría que nosotros en el área de Cultura intentamos movilizar y hacer una política de favorecer el uso de las tres lenguas aragonesas y te puedo decir que tuvimos graves dificultades, empezando por los propios técnicos del área que no te dan ninguna facilidad, siguiendo con problemas políticos y, bueno, aun a pesar de eso, pues conseguimos firmar un convenio con el* Consello d'a Fabla Aragonesa, *para establecer como un consejo de traducción y un consejo asesor que permitiera a todos los ayuntamientos que quisieran traducir textos, desde programas de fiestas, boletines de publicidad o incluso libros. Luego publicamos libros que nunca se habían publicado en aragonés, creo recordar que una de las primeras publicaciones que hicimos fue la reedición de un libro de Lucien Briet, se editó en castellano, en francés y también en aragonés. Recibimos críticas de algún medio de comunicación de Huesca que nos atacó por haberlo publicado en aragonés y, bueno, hicimos lo que pudimos teniendo todos los fenómenos, muchos problemas y muchas desventajas y mucha gente, muchas instituciones en contra. Es lamentable porque vivimos en un país donde yo creo que el sentimiento o las raíces o el subconsciente nacionalista español excluyente antiaragonés, anti otras culturas, pues persiste y sigue vivo. Una misma persona que puede defender las raíces aragonesas en cuanto a costumbres, música, arte, patrimonio histórico-artístico, pues el patrimonio lingüístico lo rechaza. Yo creo que es una herencia del franquismo y que va a costar muchos años superarla. Así como hay gente que cuida las piedras pero que es incapaz, no sólo de cuidar la lengua sino que además la ataca, ataca ese patrimonio, pues yo creo que tenemos graves dificultades. Eso, casi referido a la clase, digamos los 'culturetas', la clase intelectual, en algunos sectores, no quiero generalizar, ¿no? Incluso en los medios de comunicación, en la clase política… Pero luego también nos enfrentamos con otro fenómeno que son los ciudadanos normales, los aragonesofablantes o los catalanoparlantes. Y, es que si de verdad queremos desde CHA hacer una política lingüística no sólo de recuperación del patrimonio lingüístico, porque recuperar el patrimonio, siempre hemos considerado que recuperar el patrimonio para tenerlo en una ermita románica bien arreglada pero cerrada y que no utilice nadie, pues a lo mejor no tiene mucho sentido y el patrimonio lingüístico no sólo es para recuperarlo, para editar libros o para tener una Real Academia sino que tiene que ser para utilizarse. Y quien lo ha de utilizar es sobre todo la gente que todavía lo está hablando. Por lo tanto, una de nuestras primeras metas debe ser que esa gente que lo utiliza, o que más fácilmente lo puede utilizar, esté convencida de que es útil, de que es necesario, de que es una riqueza, de que*

forma parte de su identidad y sobre todo de que se tiene que sentir orgulloso de seguir utilizándolo. Y para que se sienta orgulloso, hay que dignificarlo. Entonces, claro, hay que combinar dos cuestiones: la primera más intelectual o teórica y académica que es la que le puede dar esa dignidad, y luego la cuestión práctica que es la de que se pueda utilizar con absoluta normalidad, todos los días por esos hablantes del aragonés o del catalán. Claro, todo esto es muy complicado. Yo soy de los que… pienso que, hasta ahora, esas dos partes –la académica y la práctica– han ido por separado. Y si no se busca un método para que esté unido, para que quienes lo hablan se sientan identificados, unidos, incluso protegidos, amparados por la parte académica pero con absoluta sinceridad, sin elitismos y una forma absolutamente natural, pues no seremos capaces de recuperar el aragonés, sobre todo el aragonés porque en el caso del catalán, todos sabemos que la parte académica y natural están prácticamente unidas sobre todo en Cataluña, en Aragón tenemos nuestros propios problemas. Por lo tanto, resumiendo, yo lo único que pude observar es que quienes defienden el aragonés o el catalán desde posturas académicas, son los primeros que deben hacer el esfuerzo por acercarse a los practicantes. Porque, que suceda al revés, es muy complicado. Los practicantes lo utilizan a diario, de forma cotidiana y tampoco les preocupa tanto las formas académicas, ni las normas gramáticas, gramaticales ni cosas por el estilo. Entonces, una de las funciones, una de las misiones, uno de los objetivos es que, yo espero que a través de la Ley de Lenguas que se consiga en esta legislatura, pues sepamos conjugar ambas partes, y eso es lo fundamental y, a mí, me preocupa sobre todo la parte teórica. Que el cheso, el ansotano, el belsetano o el ribagorzano (no me estoy refiriendo a los dialectos sino a las personas) se sientan orgullosos de utilizar el aragonés o el catalán en su caso, con todas sus variantes y sus peculiaridades locales, que se sientan orgullosos y consideren que es algo dignificante que, hasta ahora, pues es algo discriminado, algo que hay que atacar, algo que se utiliza en un sentido peyorativo desde las instituciones. Y como digo, otra batalla es, y ésa la tengo mucho más lejana, que esos que defienden las piedras, y lo digo de esa manera tan simple, algún día defiendan las palabras[454].

En 2003, le pacte tripartite est réédité dans ces deux provinces malgré la frustration chez CHA de ne pas pouvoir remplacer le Par dans une coalition avec le PSOE au gouvernement aragonais. En 2003, dans la province de Saragosse, grâce aux excellents résultats obtenus dans la capitale aragonaise, CHA gagne un député supplémentaire ce qui fait un total de 3. Acero reste second vice-président de la *diputación* et est rejoint par Marisa Fanlo Mermejo (conseillère municipale à Pina de Ebro, dans la banlieue de Saragosse) et Antonio Liz Gaspar (maire de Gallur).

À la DPZ, Acero est responsable des projets de développement et de solidarité. Fanlo obtient la Commission de la Culture et du Patrimoine alors

[454] Vous pouvez consulter l'intégralité de l'entretien en annexes p.66-75.

que Liz devient le délégué des travaux de voirie. Quant à la DPH, Ariste, parti aux Cortès d'Aragon en 2003, est remplacé par Javier Mur Couto, maire de Santaliestra et président de la Commission des Initiatives Locales. En 2003, Teruel n'a toujours pas de députés de CHA dans l'hémicycle provincial. Le mandat s'inscrit donc dans la continuité du précédent:

> *CHA va a continuar gobernando en las Diputaciones Provinciales de Huesca y Zaragoza, merced a los acuerdos de gobierno suscritos con PSOE y PAR que, básicamente mantienen las líneas principales de los acuerdos de hace cuatro años. Nuestra presencia es importante para garantizar que las diputaciones no entorpezcan el proceso comarcalizador y mantengan una línea de renovación de competencias que hagan posible su convivencia con los nuevos Consejos Comarcales, mientras existan todavía las diputaciones.*
> *Los ejes principales de estos acuerdos son los siguientes: transparencia y objetividad en los repartos de subvenciones y en la contratación del personal, así como mejora y aumento de la coordinación con otras administraciones como el Gobierno de Aragón y los Consejos Comarcales*[455].

Quatre ans après, la justification est la même : consolider les *comarcas* et réduire au minimum les interférences possibles des provinces. CHA se présente comme le parti voulant superviser cette nouvelle décentralisation qui a pour but de démanteler l'intermédiaire administratif obsolète que représente, à ses yeux, la province. Il est question également d'unifier l'administration des routes dépendant du gouvernement autonome aragonais et celle des routes qui dépendent de la province afin de créer un seul organe. Quelques changements ont néanmoins eu lieu dans la répartition des compétences :

> *En cuanto a las responsabilidades de gestión que va a asumir cada uno de nuestros diputados, se han producido algunos cambios de área derivados de los resultados electorales y del enorme interés del PSOE en asumir el área de Cultura en todas las instituciones: a partir de ahora los representantes de CHA van a gestionar el programa de iniciativas locales del Altoaragón y los programas de desarrollo rural, carreteras, patrimonio cultural y cooperación al desarrollo en la provincia de Zaragoza*[456].

En 2007, on s'en souvient, les résultats des élections avaient été catastrophiques à Saragosse intra-muros mais pas en province. Les résultats de mai 2007 avaient en effet été paradoxaux pour CHA, d'où une sensation aigre-douce pour les militants. Le parti éminemment urbain avait fini par se consolider et par accroître sa présence institutionnelle dans le tissu de villes moyennes (entre 3000 et 15 000 habitants) d'Aragon ce qui lui avait permis

[455] *Aragón libre* n°49, Automne 2003, p.20.
[456] *Op. Cit.,* p.20.

pour la première fois d'avoir des députés provinciaux dans les trois provinces, mais à Saragosse, CHA avait perdu deux députés pour n'en garder qu'un, le même chiffre qu'à Huesca ainsi qu'à Teruel, une première:

> *El día 16 de junio, cuando se constituyeron los ayuntamientos aragoneses, pudimos ver la expresión del crecimiento sostenido del proyecto de CHA en todo el territorio. Sin duda, los resultados negativos espectaculares en las dos principales instituciones el pasado 27 de mayo habían ocultado la tendencia al alza del aragonesismo de izquierda en la administración local. No sólo hemos obtenido 228 concejales (un 16% más que en 2003), sino que hemos logrado la elección de 23 alcaldes y alcaldesas (un 28% más que hace cuatro años)*[457].

Une page plus loin, nous trouvons l'article « *CHA entra, por fin, en las tres diputaciones* » :

> *Los buenos resultados electorales obtenidos en la circunscripción de Teruel han permitido la entrada por primera vez de Chunta Aragonesista a la DPT. En estos momentos, CHA está presente en las tres Diputaciones y no sólo de una manera presencial sino desarrollando labores de gestión*[458].

À Saragosse, c'est Acero qui reste aux commandes, toujours en tant que vice-président, pour s'occuper du développement et de la coopération internationale vers les pays en développement. À Huesca, c'est José Torralba, maire de Biscarrués, village menacé par l'agrandissement du barrage de Yesa, qui devient député provincial, en charge des initiatives locales, comme son prédécesseur. Ainsi apprenons-nous:

> *Por una parte la concesión de ayudas a la truficultura; por otra se gestiona un programa destinado a la creación de talleres dirigidos a personas con riesgo de exclusión social (cofinanciado en un 45% con fondos europeos, un 27,5% por la propia Diputación y otro tanto por las comarcas); y por último existe un programa de iniciativas locales consistente en proporcionar ayudas económicas a los ayuntamientos para desarrollar actividades que fomenten el empleo en sus términos municipales. Si nos trasladamos a Teruel, CHA, con Pepe Navarro como Diputado, gestiona el área de Servicios y Comunicaciones audiovisuales. Su labor está encaminada a conseguir la mejora en la calidad de servicios como la telefonía móvil o la señal de televisión, ya que muchas comarcas turolenses padecen las consecuencias de un servicio deficiente e incluso inexistente*[459].

Ces bons résultats relatifs de CHA en dehors de Saragosse ont permis par ailleurs l'entrée du parti dans la FAMCP, la *Federación Aragonesa de*

---

[457] *Aragón libre* n°61, Automne 2007-Hiver 2008, p.12.
[458] *Op. Cit.*, p.13.
[459] *Ibidem*.

Municipios, Comarcas y Provincias dont l'une des premières initiatives fut l'adoption d'une résolution à l'unanimité contre le transvasement de l'Èbre.

En 2011, en revanche, les résultats électoraux des municipales restent stables à Saragosse mais fléchissent quelque peu en province. On passe de 228 à 184 conseillers municipaux. CHA perd également sa représentation aux députations de Huesca et de Teruel.

À partir de 2007, les résultats des élections municipales permettent également de constituer les nouveaux *Consejos Comarcales*.

b. Les Comarcas *et les* Consejos Comarcales

Le processus de *comarcalización* d'Aragon se met en place, comme nous l'avons signalé, en 1999 avec l'arrivée au pouvoir de la coalition inédite PSOE-Par. Il s'agit en réalité d'un processus de décentralisation des trois provinces aragonaises à travers la création de *comarcas* qui vont assumer des compétences jusque-là dépendant des provinces ou des communes. La division administrative de certaines de ces *comarcas* n'a pas toujours fait l'unanimité. Les *comarcas* historiques n'ont ainsi présenté aucune difficulté dans la mesure où les frontières médiévales ont été respectées. En revanche, pour d'autres contrées, la division a fait polémique. C'est notamment le cas des régions catalanophones où le gouvernement aragonais (PSOE-Par) avait pris la décision de ne pas créer des *comarcas* exclusivement catalanophones –à l'exception du Matarranya/*Matarraña*. Ces *comarcas* bilingues avaient, de surcroît, des villes hispanophones pour capitale (c'est le cas en Bas Aragon/Caspe où Caspe est devenu la capitale administrative de bourgs catalanophones comme Maella, Favara… historiquemement rattachés au Matarranya). Les associations qui défendent le catalan en Aragon ont interprété ce choix stratégique comme une volonté politique manifeste de diviser les *comarcas* aragonaises de langue catalane[460].

[460] Nous nous étions intéressés à la situation du catalan en Aragon et des Aragonais de langue catalane lors de notre mémoire de Maîtrise (aujourd'hui Master 1) présenté à l'Université Paris

Les premiers *consejos comarcales* sont formés à partir de 2001. Selon la population, ils ont 19, 25 ou 35 conseillers.

En 2003, CHA obtient 49 conseillers. Sur les 33 *comarcas*, 9 ne comptent aucun conseiller de CHA. Elles sont réparties de la façon suivante : Saragosse (4), Teruel (4) et Huesca (1). Signalons que la seule *comarca* de la province de Huesca (Baix Cinca/*Bajo Cinca*) où CHA n'obtient pas de représentation est précisément une contrée catalanophone où se trouve par ailleurs Fraga, la plus grande ville aragonaise de langue catalane (environ 12 000 habitants). Ce résultat prouve les difficultés rencontrées par les nationalistes aragonais pour s'implanter dans la *Franja*. En 2003, les résultats sont relativement modestes dans l'ensemble des *comarcas*. Seule la *comarca* métropolitaine de Saragosse (l'agglomération de la capitale aragonaise en somme) obtient un pourcentage entre 15 et 20% : concrètement 17,57, un résultat quelque peu inférieur à la ville de Saragosse intra-muros (18,82%). Le reste des « cantons » se trouve en dessous du seuil des 15%. Entre 10 et 15% nous trouvons 5 *comarcas* (les 4 contrées pyrénéennes et pré-pyrénéennes, en plus de la *comarca* Baldexalón/*Valdejalón*, au sud-ouest de Saragosse). Le nord de l'Aragon est le berceau du pays, certes, mais c'est aussi le berceau de CHA, là où le parti a obtenu ses premières mairies et ses premiers conseillers municipaux en raison de sa politique d'opposition frontale aux barrages. Quant à la *comarca* de *Valdejalón*, relativement peuplée pour l'Aragon (environ 30 000 habitants) c'est là que CHA obtient ses plus beaux résultats : 21 conseillers municipaux dans toutes les communes de la *comarca*, ce qui correspond à 6 conseillers *comarcales* en 2007. En 2011, les conseillers municipaux ne sont plus que 17, équivalant à 4 conseillers « *comarcaux* ». Les bourgades de L'Almunia (7 911 habitants), La Muela (4 928), Épila (4 691), Ricla (3 469), Calatorao (3072)… font partie de cette *comarca*. L'Almunia compte même un campus universitaire polytechnique qui propose des études techniques en ingénierie. À Épila, on trouve de nombreuses entreprises qui fournissent et sont sous-traitantes de l'usine Opel de Saragosse. L'agriculture et l'industrie sont donc deux piliers

IV-Sorbonne en 2001 et dirigé par Marie-Claire Zimmermann : *Any 2001 : La situació del català a l'Aragó*. Mention très bien (octobre 2001).

fondamentaux de ce canton. Le fait que le secrétaire général de CHA ait longtemps été un conseiller municipal de L'Almunia a sans doute aidé à l'implantation de CHA[461].

En 2007, le nombre de conseillers CHA augmente globalement et passe de 49 à 56, bien que le parti en perde 3 sur 7 dans l'agglomération saragossaise. CHA progresse dans 19 des 33 *comarcas*. Saragosse n'obtient plus un résultat supérieur à 15%, c'est Valdejalón qui la remplace avec 16,01% et 6 conseillers municipaux sur 35. Nous n'avons plus que 3 comarcas qui, en 2007, obtiennent des pourcentages situés entre 10 et 15% : Cariñena et Sobrarbe viennent s'ajouter à Valdejalón. En 2007, nous observons donc un déplacement des *comarcas* les plus nationalistes : on quitte peu à peu le berceau aragonais des Pyrénées et des vallées menacées par les infrastructures hydrauliques pour aller vers l'ouest de l'Aragon. Cariñena et Valdejalón sont des *comarcas* limitrophes, viticoles, et où l'industrie a également un poids non négligeable. Nous avons 15 *comarcas* dont les pourcentages se situent entre 5 et 10%, et 10 en dessous de 5%. Ainsi comptons-nous encore 7 *comarcas* qui ne parviennent pas à obtenir de représentation aux *consejos comarcales* : 4 à Teruel, 2 à Saragosse et 1 à Huesca. À Huesca, il s'agit toujours de la *comarca* du Baix Cinca. À Teruel, il s'agit de *comarcas* périphériques et limitrophes : le Bas Aragon, le Matarranya (catalanophone), Gúdar-Javalambre et Maestrazgo. À Saragosse, ce sont les *comarcas* des Cinco Villas et de Belchite qui résistent le plus à CHA.

En 2011, la percée territoriale de CHA fléchit quelque peu puisque le parti perd une dizaine de *consejeros comarcales* et pas moins de 44 conseillers municipaux, notamment dans la province de Huesca (27) puisque Teruel et Saragosse n'en perdent que 9 et 8 respectivement. Ainsi, CHA ne parvient pas à obtenir plus de 15% des suffrages dans aucun des 33 cantons aragonais. Les meilleurs scores reviennent à Cariñena et Valdejalón respectivement (12,49% pour la première contre 12,07% pour la seconde). La *comarca* pyrénéenne où CHA réalise son meilleur score vient juste ensuite : dans le Sobrarbe, CHA

[461] Détail des résultats sur www.elecciones.aragon.es (possibilité de voir les résultats par *comarcas*).

obtient 11,19%. Il s'agit donc des trois mêmes *comarcas* qui avaient obtenu en 2007 entre 10 et 15%. Nous trouvons 16 *comarcas*, une de plus qu'en 2007, ayant fait un score entre 5 et 10%. Nous en trouvons 14, soit 4 de plus qu'en 2007, présentant un résultat inférieur à 5%. Dans 8 d'entre elles, aucun élu de CHA n'a réussi à entrer au conseil *comarcal*, soit une de plus que 4 ans plus tôt. Parmi celles-ci nous retrouvons les mêmes *comarcas* catalanophones : Baix Cinca, Matarranya ; les mêmes contrées périphériques : Gúdar, Maestrazgo, Daroca ; et les mêmes contrées où CHA a toujours eu beaucoup de mal à pénétrer : Bas Aragon, Bas Martin, Belchite.

Entre 2003 et 2011, on observe que dans d'anciens « fiefs » de CHA –on entend par fiefs des contrées dans lesquelles CHA avait réussi à obtenir environ 12%– les nationalistes passent pratiquement sous la barre des 5%. Ces contrées sont souvent situées dans les Pré Pyrénées : Somontano de Barbastro (13,12% en 2003 contre 5,13 en 2011) ; la Ribagorça/*Ribagorza* (11,53% en 2003 contre 4,74% en 2011).

Les nouveaux conseillers municipaux et cantonaux ont eu la possibilité en 2003 de participer à des journées de formation à Ansó, village pyrénéen de la Jacetania gouverné par CHA. Le fait que ces journées aient eu lieu montre que le parti a éprouvé le besoin d'une sorte de stage de formation pour ces conseillers qui ne sont pas forcément familiarisés avec les institutions et à qui il est peut-être utile de rappeler les principaux axes idéologiques de CHA. C'est ce que l'on comprend en tout cas en lisant l'article « Éxito de las Jornadas de Política Local en Ansó »:

> *Estas jornadas de formación, que tenían como objetivo establecer cuáles son las líneas políticas que se tienen que aplicar desde CHA en las comarcas y en los municipios, ha servido también como lugar de encuentro entre los representantes de las distintas localidades y como espacio de debate y de intercambio de experiencias. Las ponencias, seguidas de coloquios sobre asuntos como "la presencia de nuevos concejales en los ayuntamientos", "el nuevo reto de las comarcas y la oportunidad política en ellas", "la relación de los medios de comunicación y la política", han corrido a cargo de José Antonio Acero, secretario general de CHA y vicepresidente segundo de la Diputación de Zaragoza, Javier Mur, diputado provincial de Huesca y alcalde de Santaliestra, y Salvador Ariste, secretario territorial del Altoaragón de CHA y diputado de las Cortes entre otros*[462].

[462] *Aragón libre*, n°48, Automne 2003.

Dans le bulletin d'information n°20 de la section locale de CHA à Saragosse, *Charremos*[463], nous trouvons le catalogue de formation proposé aux élus locaux (municipaux, « *comarcaux* » et provinciaux) afin de mieux développer leurs activités, et surtout, d'être en accord avec l'idéologie du parti. Le besoin de rappeler les grands axes des valeurs que prétend défendre CHA montre bien que certains nouveaux arrivés au parti ont parfois besoin d'un rappel historique. Ainsi les cycles de formation sont-ils divisés en 10 catégories (*áreas*) : Femmes, Coordination, Culture aragonaise, Vie municipale, Formation, Électoral, Gestion, Nouvelles Technologies, Communication, Environnement.

Autant il peut paraître pertinent de former les élus sur le terrain de la vie municipale et des institutions qu'ils représentent, autant on peut s'étonner du rappel de la culture aragonaise à des représentants qui sont des militants. Nous avons ici la preuve, ou en tout cas l'indice, qu'un certain nombre des nouveaux élus de CHA sont des militants récents et qu'ils n'ont pas le bagage culturel (connaissances sur l'Histoire nationale d'Aragon, par exemple). Ce militantisme de la dernière heure met en avant les difficultés que rencontre CHA pour constituer des listes électorales dans toutes les contrées aragonaises. Nous avons peut-être là aussi une des raisons pour lesquelles ces élus de CHA ne sont pas constants et décident de ne pas se représenter au terme de leur mandat. Examinons plus en détail ce que propose la formation en Culture aragonaise.

Área de cultura aragonesa

-Breve historia del aragonesismo: Rasgos del aragonesismo político. Conciencia nacional hasta el siglo XX. El aragonesismo del siglo XX. El nacimiento de Chunta Aragonesista. Los retos del aragonesismo del siglo XXI.

-Breviario de la Historia de Aragón: La historia en nuestra nación antes del nacimiento de Aragón. El Reino de Aragón. La Corona de Aragón. La Ilustración. Época contemporánea.

-Derecho foral e Identidad nacional: El Fuero de Jaca. Los Fueros de la extremadura aragonesa. De los Fueros en Aragón a los Fueros DE (sic) Aragón. El Vidal Mayor. Decretos de 29 de junio de 1707 y de 1711. El

[463] *Charremos*, n°20, Ligallo de Redolada de Zaragoza, novembre 2009. *Charremos est une publication distribuée aux habitants des comarcas où CHA a des conseillers.*

Código Civil y Apéndice. Las Compilaciones. La Constitución. El Derecho Foral como derecho autonómico.

-Símbolos identitarios de Aragón: Derechos y Libertades. Instituciones propias. El dragón, símbolo parlante. El 23 de abril. El 20 de diciembre. El escudo. La bandera.

-El Estatuto de Autonomía de Aragón: Instituciones aragonesas. Competencias. Hacienda y Economía. Procedimiento de reforma.

-Realidad lingüística de Aragón: La pluralidad lingüística de Aragón. El aragonés, la fabla aragonesa y el catalán en la Franja de Poniente

-Deporte y Nazionalismo (sic): Los albores del deporte. Los albores del nacionalismo. Los medios de comunicación y el deporte. El deporte como elemento aglutinador y de identificación nacional. El caso aragonés: los clubes. El caso aragonés: la selección.

Cette formation de culture aragonaise marque bien les points que les élus doivent absolument maîtriser afin d'être un parfait conseiller nationaliste aragonais, et un bon représentant du CHA. Nous nous apercevons que la base du nationalisme aragonais est bien l'Histoire nationale, le Droit aragonais, les institutions aragonaises, les symboles, les langues… Notons que dans l'aparté consacré à la défense de la langue catalane, on parle de « Frange de Ponent » (c'est-à-dire que la dénomination catalane, voire catalaniste est utilisée) car, si on la considère depuis l'Aragon, la Frange catalanophone se situe à l'Est et donc au Levant… Nous attribuons cela à un lapsus ou à une traduction littérale de *Franja de Ponent* et nullement à une vision catalaniste de l'Aragon catalanophone. CHA et les nationalistes aragonais sont parfaitement clairs sur la catalanité linguistique ainsi que sur l'aragonésité territoriale et nationale des contrées catalanophones d'Aragon.

Ce que suggèrent ces thèmes de formation c'est que tous ces domaines, parfois abstraits, et qui ne sont pas toujours aisés à aborder dans le contact avec les personnes, pourraient plus facilement s'articuler autour du sport. C'est ce que font toutes les autres nations (France et Espagne, par exemple, lorsqu'elles remportent la Coupe du monde de football), c'est ce que pourrait faire le sport aragonais avec le Réal Saragosse, mais aussi avec des équipes plus modestes dans des disciplines moins reconnues (parce qu'elles brassent moins d'argent) comme le basket ou le volleyball où des clubs aragonais sont champions

d'Espagne (c'est le cas par exemple de l'équipe de la ville de Teruel, CAI Teruel en volley, championne d'Espagne de 2009 à 2011). Lors des déplacements, lors des retransmissions, il est important pour CHA d'accompagner ces équipes avec des drapeaux aragonais afin de montrer le 'patriotisme' des supporters, fiers de leur équipe, de leur ville et de leur pays.

Après avoir étudié la présence municipale de CHA en Aragon dans différentes communes et dans les organes supra-municipaux (*diputaciones provinciales* et *consejos comarcales*), nous allons à présent étudier la présence et la politique menée dans les trois parlements où peut se faire entendre la voix du peuple aragonais : les Cortès d'Aragon au Palais de l'*Aljafería* de Saragosse, le Congrès des Députés à Madrid et le Parlement européen, entre Bruxelles et Strasbourg.

V/ CONTRIBUTION DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA) À LA VIE PARLEMENTAIRE ARAGONAISE, ESPAGNOLE ET EUROPÉENNE

1) CHA aux Cortès d'Aragon (Palais de l'*Aljafería*)

a. Les député(e)s du Parlement aragonais (1995-2012)

Chunta Aragonesista (CHA) a cessé d'être un parti politique extraparlementaire en Aragon le soir des élections municipales et régionales du 28 mai 1995, soit neuf ans après son entrée sur la scène politique aragonaise. CHA obtient à cette échéance électorale, dans l'ensemble de l'Aragon, 34 043 bulletins sur les 704 155 Aragonais qui avaient exercé leur droit de vote ce jour-là, soit 4,94% des suffrages. Ces résultats se traduisent par 2 sièges au parlement aragonais sur 67 pour la circonscription de Saragosse[464]. Autrement dit, si les Cortès d'Aragon avaient appliqué, à l'instar d'autres parlements autonomiques de l'État espagnol, comme le valencien par exemple où le seuil minimum de 5%, CHA n'aurait pas pu obtenir d'élus au Parlement aragonais cette année-là. Mais, en Aragon, le seuil minimum est fixé à 3% du résultat global dans l'ensemble du territoire. Si les Cortès avait fixé le seuil dans chaque circonscription, CHA n'aurait pas eu de sièges car dans la province de Teruel les résultats de CHA avaient dépassé laborieusement la barre des 2%. En revanche, à Saragosse, on est effectivement au-dessus de 5%.

C'est dans la circonscription de Saragosse que CHA obtient ses meilleurs résultats (27 080 voix, soit 5,64%) qui lui permettent de décrocher 2 sièges. Les deux sièges sont occupés par Chesús Bernal et Chesús Yuste. À Huesca, il manque très exactement 814 voix pour l'obtention d'un député (CHA reçoit 5 136 suffrages, soit 4,17% du total), qui aurait été le troisième pour CHA, ce qui aurait permis de constituer un Groupe parlementaire. En revanche, comme nous l'avons déjà signalé, la province de Teruel est beaucoup moins réceptrice au message de CHA et on est très loin d'obtenir un député (1 827 voix, soit 2,14%). La ville de Teruel avait pourtant été, comme nous l'avons vu dans le

[464] Cf. Annexes, pages 151-152.

chapitre précédent, en 1991 la première capitale de province aragonaise à obtenir un conseiller municipal.

L'entrée de CHA au parlement aragonais doit sans doute beaucoup au discrédit des deux autres forces politiques de gauche. Ainsi les jeunes votent-ils majoritairement pour cette jeune formation qui a en plus une touche écologiste et d'affirmation identitaire. Il y a en effet un certain regain de l'aragonésisme chez les jeunes qui observent que les jeunes basques et catalans –qui sont toujours les modèles de référence– sont majoritairement nationalistes. L'espagnolisme ne s'est toujours pas défait de son héritage franquiste, par conséquent la seule affirmation identitaire semble passer, pour beaucoup, par l'aragonésisme ouvert et internationaliste que propose CHA. Quant à l'ancien électorat socialiste ou communiste, il est profondément déçu –comme en 1986– par l'action jugée néfaste du dernier président aragonais, José Marco (1993-1995) arrivé au pouvoir grâce à une motion de censure provoquée par un ancien député du PP, soutenue par IU. Antonio Peiró constate ce déplacement de l'électorat de gauche:

> *CHA se benefició de un importante voto de izquierda, desencantado con la actitud de PSOE e IU, que habían llevado a la presidencia del Gobierno de Aragón a José Marco con el apoyo del tránsfuga del PP*[465].

Nous l'avons vu plus haut[466], Chesús Yuste ne mâche pas ses mots pour parler de ce mi-mandat très polémique de José Marco qu'il qualifie de politicien « mafioso » ou « caciquil », mais il poursuit:

> *En ese contexto de degradación político-moral en Aragón, coincide con un proceso de movilización en favor de la autonomía plena (es el término que se emplea entonces). Hay movilizaciones importantísimas en Aragón.*
> *[…] En aquel momento, aquella manifestación fue un éxito y los albaceas de esa movilización de masas era una mesa de partidos en la que estaban los partidos parlamentarios (PP, Par, IU) y los extraparlamentarios (CDS y CHA). Nos cruzamos en la escalera: nosotros subiendo y ellos bajando, ¿no? En esa mesa de partidos, como fuerza extraparlamentaria, nosotros adquirimos un cierto protagonismo, ¿no? Y en las movilizaciones se veía nuestra presencia muy bien, ¿no? La gente se ponía nuestras pegatinas, había una identificación creciente en lo que nosotros jugábamos allí. Nosotros lanzamos la idea de ir a hacer la manifestación a Madrid. En aquel momento, hay que decir que las Cortes de Aragón estaban trabajando, habían creado una comisión especial de redacción del nuevo Estatuto. En esa comisión, el*

[465] Antonio Peiró, *El Aragonesismo*, Biblioteca Aragonesa de Cultura n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse (2002), p.155.
[466] Cf. p.220.

PSOE no quería estar. Y nosotros seguíamos metiendo presión al PSOE lanzando la idea de la manifestación en Madrid, el presidente [Emilio]Eiroa [président (Par) d'Aragon entre 1991 et 1995] no se atrevió a ir a esa manifestación porque decía que eso era un conflicto institucional y que no podía, se quedó en la estación. Y a nosotros se nos vio en la manifestación de Madrid muchísimo. Hubo 15.000 personas, un récord de personas también en Madrid, limitado a una comunidad autónoma, porque nunca ha habido manifestaciones de ese tipo, quizá porque las CC.AA. que podían haber movilizado a más gente en manifestaciones de ese tipo nunca necesitan hacerlo, nosotros sí.[…] Bueno, es en ese contexto: degradación política por un lado, movilización popular por la autonomía plena, es el contexto en el que se produce el crecimiento de Chunta Aragonesista que nos permite entrar en las Cortes[467].

D'après Yuste, le report des voix du PSOE et d'IU ne se fait pas par inertie et n'est pas le fruit du hasard ni même une simple contestation, il est gagné sur le terrain, sur le front des mobilisations pour la pleine autonomie. C'est dans la rue, donc, que CHA parvient à convaincre le peuple de gauche mobilisé qu'elle peut être une alternative réelle et crédible à la gauche traditionnelle (trop institutionnalisée à leur goût) et non pas un groupe folklorique qui ne souhaite que réhabiliter la cornemuse et la langue aragonaises.

Le règlement des Cortès d'Aragon établit que le nombre minimum de députés requis pour former un Groupe parlementaire est de 3. Néanmoins, Chesús Bernal et les autres cadres de CHA n'ignorent pas qu'en 1987, *Izquierda Unida* (IU) avait réussi à constituer un groupe parlementaire de deux députés. C'est pourquoi Chesús Bernal fait part du précédent historique et demande l'autorisation au président des Cortès, le régionaliste conservateur (PAR) et ex-président de l'Aragon, Emilio Eiroa, de changer le règlement de Cortès pour ramener le nombre minimum de députés de 3 à 2 pour former un Groupe parlementaire.

EXPOSICION DE MOTIVOS Y ANTECEDENTES

Chunta Aragonesista (CHA) compareció como tal ante el electorado en las últimas elecciones a Cortes de Aragón, de 28 de mayo de 1995, logrando la confianza de casi 35.000 aragoneses, lo que supuso la obtención de dos actas de Diputado, apenas a unos cientos de votos de obtener en la circunscripción de Huesca el tercer escaño.

[467] Pour l'intégralité de l'entretien voir les annexes, p.52-53.

De conformidad con el artículo 19.1 del Reglamento, la Mesa de las Cortes adscribió a los Diputados de CHA en el Grupo Mixto, al no haber obtenido el mínimo -requerido tras la última reforma del Reglamento de la Cámara- de tres escaños para la constitución de un grupo propio.

No obstante, existe un claro antecedente en la II Legislatura (1987-1991), en la que se abordó la reforma del Reglamento de la Cámara, reduciendo de tres a dos la exigencia del número de Diputados para la constitución de Grupo Parlamentario propio, en concordancia con la realidad política emanada de las urnas, de modo que permitiera que una candidatura que había obtenido dos actas de Diputado (IU) pudiera constituir su propio Grupo. Al igual que en la presente Legislatura, se contaba con cinco Grupos Parlamentarios, que no impidieron la reforma. No actuar de igual forma ante idéntica situación supondría un agravio comparativo evidente[468].

Cette requête est finalement rejetée ; les députés nationalistes ne peuvent donc constituer un groupe parlementaire et ils restent, seuls, dans le Groupe mixte. La première initiative des députés de CHA demandant un changement du règlement des Cortès est révélatrice de ce qu'allait être cette première législature avec une présence de CHA au Parlement aragonais.

Cette législature 1995-1999, la quatrième de l'autonomie aragonaise, est restée gravée dans les esprits des deux protagonistes. Pendant notre entretien avec Chesús Bernal, nous lui avons demandé quels étaient les meilleurs et les pires souvenirs passés aux Cortès. Voici sa réponse:

Los peores y mejores han ido en un primer momento… El mejor recuerdo… Han sido varios, en los momentos electorales… El primero y el más emotivo fue cuando yo intervine por primera vez en estas Cortes. Era la primera ocasión, y así lo hice, en la primera intervención, dedicada al respeto, a honrar la memoria de aquéllos que durante décadas y durante generaciones habían permitido que hoy yo estuviera aquí hablando en nombre de los aragonesistas que no habían obtenido representación desde principios del siglo XX. Cité en varias ocasiones específicas a Gaspar Torrente. Pero con ellas, también a quienes habían colaborado al inicio de la transición democrática y finales del franquismo (la gente de Andalán, del PSA, a toda una serie de gentes) y fue un momento emotivo muy importante. […]¿Peores momentos? Hombre, la primera legislatura fue muy dura porque estábamos sólo dos diputados y llegar de la nada más absoluta y tratando de hacerte un hueco, entrando en muchísimos temas que cada día tenías que salir a defender y que antes no conocías. Entonces, la actividad frenética hacia adentro, colaborando con especialistas que nos informaban, con muchísima actividad social, con gentes especialistas de cada ámbito que nos podían informar sobre cuál era la raíz de cada problema porque dos diputados analizando Aragón en todos los ámbitos, desde el sanitario, el otro y tal. Verdaderamente, eso no se lo deseo a nadie, fue muy

[468] *Boletín Oficial de Aragón*, Legislatura IV, n°5, Proposición de Reforma del Reglamento de las Cortes de Aragón.

duro. Fueron momentos muy duros porque pasábamos aquí, pues… yo diría que 18 horas al día. Nos íbamos a dormir de madrugada y al día siguiente volvíamos a estar aquí muy temprano otra vez. Fue muy duro, sin duda los peores momentos. Los mejores son esos, cada vez que ha habido elecciones, y yo creo que el mejor está todavía por llegar[469].

À en croire Chesús Bernal, les moments les plus beaux et les plus durs remontent à cette première législature pour CHA. Son premier discours dans l'hémicycle a rendu hommage à Gaspar Torrente et aux partis politiques qu'il a fondés –*Unión Aragonesista* (UA) puis *Estado Aragonés* (EA) – ainsi qu'aux acteurs de la transition démocratique et aux différents mouvements culturels et politiques. Lors de sa première intervention au parlement Bernal se sent investi d'une mission pédagogique, non pas envers les Aragonais qui n'ont majoritairement pas accès à ce qui se dit dans la Chambre –les médias audiovisuels aragonais n'existent pas, seuls les quotidiens régionaux et les émissions régionales des chaînes de radios et de télévisions espagnoles peuvent s'en faire écho et leur portée est bien inférieure à celle des médias espagnols–, mais plutôt envers les autres parlementaires eux-mêmes qui regardent de haut les 2 Chesús (les prénoms ne passent pas inaperçus d'autant qu'ils sont écrits en aragonais dans toutes leurs interventions) et ne les prennent pas très au sérieux. Les blagues et les moqueries circulent dans les couloirs du Palais de l'*Aljafería*. Chesús Yuste s'en souvient:

En otros parlamentos autonómicos han pasado cosas así, ha habido algún partido que ha logrado entrar en el parlamento, han visto cómo era y ha dejado de estar. En nuestro caso, ver cómo somos es lo que ha permitido que siguiéramos creciendo. Yo creo que nosotros crecemos en las distancias cortas cuando la gente nos conoce verdaderamente. Cuando nosotros entramos aquí en las Cortes de Aragón, posiblemente para bastante gente, entramos con un 3% de los votos y bastante gente pensaba que éramos un grupo folklórico, un grupo poco serio, que nuestra única preocupación era la lengua aragonesa y tal y, sin embargo, yo creo que hicimos un gran trabajo. De momento entramos dos diputados, Chesús Bernal y yo, e hicimos un trabajo tremendo, excesivo, ¿no? Nos sentíamos obligados a estar en todas las comisiones parlamentarias, estar en todos los debates, responder a todos los frentes… Eso nos hizo, eso hizo que fueran cuatro años muy duros personalmente, durísimos, con muchísimas renuncias personales y con muchos momentos de pocas satisfacciones, ¿no? Porque había un gobierno con mayoría absoluta de la coalición PP y PAR en la que no estábamos de acuerdo con casi nada de lo que hacía ese gobierno, y además teníamos al principal grupo de la oposición, el PSOE, enfrentado a nosotros en muchas cosas, ¿no? Y eso hacía que fuéramos de alguna manera elementos de discordia, nos hacía la vida parlamentaria muy difícil, ¿no? No lograbas que se te aprobaran iniciativas, por lo tanto era una

[469] Reportez-vous aux annexes pour consulter l'entretien de Chesús Bernal, p.45.

sensación también de frustración y también es verdad que en cuatro años cambiaron las cosas. Al final de la legislatura no fue como al principio. Al final de la legislatura nos habíamos ganado el respeto de la Cámara, nos habíamos ganado el respeto de los medios de comunicación y eso se traducía también socialmente, ¿no? De hecho, yo creo que al final de esa legislatura se nos trataba como si tuviéramos ya más diputados[470].

À l'échéance suivante, en juin 1999, CHA multiplie le nombre de voix par 2 (passe de 34 043 à 72 129 et donc de 4,96 à 11,09%) et obtient 5 députés (4 dans la circonscription de Saragosse et 1 à Huesca). Le fait que le vote de CHA soit éminemment urbain empêche une répartition plus équitable des députés. Ainsi, le PAR obtient 10 députés pour ses 86 246 voix, surtout à Huesca et à Teruel, alors que CHA n'en a que 5 pour ses 72 129 suffrages, essentiellement à Saragosse. Néanmoins, cette nette progression aux Cortès permet d'affirmer que le vote de 1995 n'était pas qu'un simple vote contestataire contre les scandales de José Marco, avec la complicité de l'appareil du PSOE et d'IU ou que, s'il l'était, les deux premiers députés ont réussi à convaincre les électeurs. Antonio Peiró parle de ce scrutin comme de celui de la consolidation et de la première prise de responsabilités (faut-il dire de risques ?) puisque, comme nous l'avons vu, CHA forme un gouvernement tripartite avec les socialistes et les régionalistes dans les députations provinciales de Huesca et Saragosse (DPH et DPZ) en assumant les affaires culturelles dans les deux cas.

La présence de José Antonio Labordeta sur la liste de Saragosse a eu en outre un rôle décisif tant le personnage est populaire et prophète en son pays[471]. Quoi qu'il en soit, les cinq députés de la nouvelle assemblée aragonaise peuvent cette fois-ci former un Groupe parlementaire CHA (GPCHA). Lorsque nous posons la question du succès relatif de CHA, Chesús Bernal répond en ces termes :

Han coincidido varios factores. Primero el trabajo humilde. Hemos trabajado con humildad y con honestidad. Y se nos ha visto como gente normal, que es lo

[470] *Op. Cit*. p.55.

[471] Labordeta retrouve une seconde jeunesse et une nouvelle vague de popularité avec TVE et son émission *Un país en la mochila*. Même si le pays en question est l'Espagne, il ne s'intéresse qu'à l'Espagne intérieure (dont fait partie l'Aragon) qui connaît les mêmes problèmes et auxquels les Aragonais s'identifient : vieillissement de la population, désertification démographique… Il redonne la parole à l'Espagne rurale dont on ne parle jamais. L'Aragon est pour de nombreux Aragonais la synecdoque de cette Espagne. Ce fut d'ailleurs l'un des axes du président Marcelino Iglesias (*la España interior*, les plus cyniques disent *de segunda división*).

que hemos sido, gente preocupada por su tierra y que no venía a la política a montarse un modo de vida sino que venía a tratar de crear un canal para la participación desde una visión, que sin pretender ser ni la única ni la más importante pero que es la nuestra, y que creemos que en una democracia tenemos derecho a formular estas posiciones, y al mismo tiempo a asumir responsabilidades de gobierno. También coincidió con un momento en que el electorado se desencantó de otras fuerzas políticas. Si nosotros hubiéramos nacido en otro momento o hubiéramos empezado a despegar, porque los primeros años fueron de organización, de aclaración, de infraestructuras (como tener una sede) con mucha humildad, si eso hubiera coincidido con un momento de plenitud, álgido del PSOE, hubiera sido más difícil que nosotros creciéramos. Pero nosotros empezamos a despegar en el momento en que el PSOE comienza a caer, en que surgen los casos de corrupción del PSOE… Hay una serie de gente de izquierda que existía ya aragonesista pero que tenía una tendencia a votar por estos partidos porque incluso esos partidos habían tenido en algunos momentos un componente aragonesista muy importante. […] había una serie de gentes votantes a esos partidos, que optan claramente por lo que entienden que, progresivamente, va siendo más fiable y nos va dando una serie de oportunidades, y cada oportunidad que se nos da yo creo que nosotros hemos respondido muy positivamente. De tal manera que hemos ido engordando nuestro electorado, la gente que trabaja y colabora con nosotros y que ahora ya, pues, de entrada se asocia más con nuestras siglas que con otras de las que pudiera venir con su voto o su apoyo ciudadano[472].

En 1999, les quatre députés élus pour la circonscription de Saragosse sont dans l'ordre de classement des listes électorales : Chesús Bernal, Yolanda Echeverría, José Antonio Labordeta (remplacé par Gonzalo González dès l'an 2000, lorsque Labordeta est élu au Congrès de Madrid) et Chesús Yuste. Pour Huesca, c'est Bizén Fuster, président de CHA, qui est élu.

Chesús Bernal représente CHA dans les commissions suivantes des Cortès d'Aragon : Relations Institutionnelles et Éducation. Yolanda Echeverría s'occupe de la Santé et des Affaires Sociales ainsi que de l'Environnement. José Antonio Labordeta se charge de la Culture et de l'Agriculture. Chesús Yuste participe aux commissions d'Économie et Budget ainsi que d'Industrie, Commerce et Développement. Quant à Bizén Fuster, il siège aux Commissions de l'Aménagement du Territoire, du Règlement et Statut des Députés ; il est également le premier secrétaire de la *Mesa de las Cortes*, la direction du parlement aragonais. Lors des élections législatives de mars 2000, Labordeta est élu député au Congrès des Députes de Madrid, il est remplacé à l'Aljafería par Gonzalo González.

[472] *Op. Cit.*, p.36.

Cette législature (1999-2003) est décisive et définitive pour la consolidation de CHA comme parti parlementaire à vocation gouvernementale. D'une part, le centrisme et la modération de la coalition PSOE-Par, comme nous l'avons vu, frustre l'électorat le plus à gauche du PSOE qui ne savoure pas réellement le retour du PSOE au gouvernement de l'Aragon alors que le gouvernement espagnol du PP est sur le point d'obtenir une majorité absolue (élections de mars 2000). Dès le débat sur l'investiture de Marcelino Iglesias, Chesús Bernal met le doigt sur l'alliance contre-nature des socialistes qui, cependant, n'auraient pas obtenu la majorité absolue à ce moment-là avec CHA.

> *Hay un aforismo de Baltasar Gracián, de su Oráculo manual y arte de prudencia, que resume perfectamente –yo creo– los acontecimientos que en las últimas semanas hemos vivido en Aragón. Tiene por título "Ni amar ni odiar eternamente", y dice: "Los amigos de hoy serán los enemigos de mañana, incluso los peores". […] El PSOE ha olvidado intencionadamente la grima que le tenía al Par y el hecho de que en estos momentos sigue formando parte del Gobierno de Aragón y del Grupo Popular del Congreso y del Senado. Y el Par, por su parte, ha decidido olvidar la moción de censura del PSOE*[473].

Les socialistes aragonais ont pu s'en apercevoir en mai 2011 lorsque le PAR est retourné vers ses premières amours du PP et les a abandonnés comme ils l'avaient fait en 1999 avec les « populaires ».

Par ailleurs, la majorité absolue d'Aznar à partir de mars 2000 et son projet de transvasement de l'Èbre dans le PHN profitent pleinement à CHA, mais aussi au PSOE d'Iglesias. En 2003, le PSOE obtient 70 000 voix de plus qu'en 1999 (de 199 620 on passe à 270 468, soit une hausse de 26%), le PP presque 30 000 en moins (de 248 781 à 219 058) et CHA gagne 25 648 bulletins, passant de 72 129 à 97 777, soit une progression de 26%. Les socialistes et les nationalistes profitent tout autant du message anti-transvasement lancé au PP. En 1999, nous avions observé un décalage de presque 7 000 suffrages à Saragosse entre les bulletins CHA pour la mairie et ceux destinés aux Cortès (40 276 contre 47 164). Nous avons dit que cette différence pouvait démontrer que des électeurs étaient prêts à voter pour Labordeta au parlement aragonais mais pas pour la formation nationaliste à la

[473] *Diario de Sesiones de las Cortes de Aragón*, n°3, Législature V, p.34, 1999.

mairie. Autrement dit, il y a bien eu en 1999 un « effet Labordeta » parfaitement chiffrable : 6 888 suffrages. En revanche, en 2003, cet effet disparaît. D'une part, parce que Labordeta n'est plus candidat car il siège au Congrès de Madrid et, d'autre part, parce que les électeurs de CHA en 1999 ont été fidélisés et que leur nombre a considérablement augmenté jusqu'à connaître le succès que nous avons déjà analysé. Chesús Yuste parle également d'un vote contestataire au départ mais qui s'est consolidé, élargi et fidélisé:

> ***Chesús Yuste:*** *Yo creo que una parte importante de nuestro crecimiento se ha debido a eso, a que hemos sido políticos de otra manera. Por lo tanto hemos dado respuestas. Hablas tú del voto protesta, pues efectivamente, en aquel momento, frente a la situación de degradación política que había en Aragón ha habido un voto protesta que nos ha venido a nosotros, ¿no? En la lucha por la autonomía, ha habido un voto aragonesista que ha venido a nosotros, ¿no? Pero eso ya se ha producido. A partir de ahí nuestro crecimiento es por el trabajo que hemos hecho, si hemos sido más convincentes, más creíbles o no.*
>
> ***Michel Martínez:*** *¿Se ha fidelizado?*
>
> ***Chesús Yuste:*** *Claro, yo sí que creo que hay un proceso importante de fidelización de ese voto. […]El voto es del ciudadano. Tú no pienses que el voto ganado es para ti para siempre. Tienes que ganártelo cada día. Y eso implica que tenemos que hacer un esfuerzo de trabajo nuevo, distinto seguramente porque la situación política ha cambiado, ¿no?*[474]

Pendant cette législature (2003-2007), CHA est sur tous les fronts. Les manifestations contre la guerre en Irak et contre le transvasement sont à leur paroxysme. CHA occupe une parcelle importante du pouvoir institutionnel aragonais puisque le parti gouverne la capitale aragonaise et donc la vie municipale de plus de la moitié des Aragonais. Aux Cortès d'Aragon, CHA a 6 députés pour la circonscription de Saragosse –c'est là que CHA obtient environ 80% de ses suffrages, 78 698 sur 97 777–, 2 pour Huesca et 1 pour Teruel. En 2003, CHA bat un autre record historique : elle arrache un député dans la circonscription de Teruel, la plus hostile à CHA jusque-là, alors que pour des raisons démographiques (une baisse de la population) elle est passée de 15 à 14 sièges au parlement aragonais. Quant aux *diputaciones provinciales* et aux *consejos comarcales*, nous avons déjà évoqué le gouvernement tripartite de la DPZ et de la DPH ainsi que les quelques *consejos comarcales* où CHA est

[474] Reportez-vous aux annexes, p.55-56.

représentée et en charge de certains dossiers. Il ne faut pas oublier le parlementaire José Antonio Labordeta, qui a largement contribué à la divulgation du nationalisme aragonais à travers sa médiatisation qui, en 2004, conserve son siège au Groupe mixte du Congrès des Députés. Selon lui, sans les attentats du 11 mars 2004 à Madrid et la polarisation PP-PSOE qui s'ensuivit, CHA aurait été en mesure d'obtenir deux députés à Madrid :

> *Sí, en las generales fue muy bien. Si no hubiera habido todo el problema que hubo con los atentados, posiblemente habríamos sacado dos diputados. Creo que la gente está contenta con lo que hace CHA en el Congreso. ¡Y no porque lo haga yo*[475] *!*

Mais revenons-en à mai 2003 car tout semble indiquer que cette année constitue jusqu'à présent le point culminant de l'histoire du parti nationaliste. En effet, avant même la débâcle de 2007, dès 2004, des premières enquêtes semblent indiquer aux dirigeants du parti que les nouveaux électeurs ne choisissent plus CHA comme le faisaient les primo-électeurs lors des consultations précédentes. C'est en tout cas ce que rapportent aussi bien Labordeta que Yuste au cours de nos entretiens. Le plus vétéran dit en effet:

> *A mí esto en estos momentos me da miedo porque además hay una cosa que en las últimas elecciones [generales de marzo 2004] fue muy significativa: la gente muy joven que antes votaba a favor de Chunta, ahora ha votado PSOE. Entonces, ¿qué gente ha votado a Chunta? Pues gente de 30 años, treinta y tantos. Pero la gente muy joven ha votado PSOE fundamentalmente. Hombre, todo eso según los estudios sociológicos y las encuestas. Entonces yo no sé qué es lo que puede pasar*[476].

Et pour Yuste:

> *Los jóvenes que tienen 18 años ahora no son los de hace 10 años. Los de hace 10 años los convencimos y ahora ya tienen 28 años y nos votan, ¿no? Pero los que tienen 18 años ahora, en el último ciclo electoral, me da la sensación que no nos han votado con el mismo ritmo que sus antecesores*[477].

L'exercice du pouvoir, certaines décisions ou mesures adoptées, le pragmatisme et la *realpolitik*, tous ces aléas de la vie politique peuvent être interprétés –notamment par les militants de la première heure, souvent les plus

[475] Cf. Annexes, p.5.
[476] *Ibidem.*
[477] Cf. Annexes, p.56.

dogmatiques– comme des trahisons (grandes ou petites), des infidélités aux principes et peuvent amorcer le chemin de la rupture. Pourtant, alors que CHA, fort d'être la troisième force politique aragonaise après le PSOE et le PP mais devant le Par et IU, se sent légitimée, en tant que deuxième parti de gauche, pour former une alliance gouvernementale avec le PSOE, ce dernier préfère rééditer son pacte avec le Par. Comme nous l'avons dit, ce refus du PSOE, notamment son président, de pactiser avec les nationalistes est très mal vécu par les dirigeants de CHA, ce qui a pour effet de redoubler la combativité de son opposition à ce deuxième mandat PSOE-Par. Ainsi, dès le débat d'investiture –CHA vote contre l'investiture du président Iglesias– nous trouvons tous les ingrédients qui feront les débats de cette législature. Le porte-parole du Groupe parlementaire, Chesús Bernal, apporte des précisions sur ce 'non' dans les pages d'*Aragón Libre* mettant en avant que jamais la gauche n'avait eu une majorité si nette aux Cortès d'Aragon et que, malgré cela, le PSOE a préféré maintenir la droite aragonaise au pouvoir, y compris contre l'avis des sympathisants socialistes, selon des enquêtes:

> *Bernal recriminó a Iglesias que hubiera ofrecido en bandeja el gobierno al Par, sin negociar con CHA y obviando la voluntad popular expresada en las urnas el 25 de mayo: "Se ha dado en Aragón una victoria histórica de la izquierda y usted ha preferido gobernar con la derecha perdedora, antes que con la izquierda emergente y ganadora". Según las encuestas, los propios electores socialistas preferían una coalición de gobierno con CHA antes que con el Par*[478].

Malgré ce vote négatif au moment de son investiture, Bernal fait preuve de responsabilité institutionnelle et offre sa collaboration à la coalition dirigée par Iglesias pour les « questions d'État » si l'on peut se permettre l'expression. D'après CHA, les priorités sont:

> *Chesús Bernal ofreció la colaboración de CHA para hacer frente a los grandes retos de Aragón (autogobierno, diversificación económica, comunicaciones, servicios públicos de calidad, etc.), porque, "a pesar del sentido de nuestro voto de hoy, vamos a ejercer una oposición constructiva, en la que mantendremos cauces de diálogo con este gobierno". Sin embargo, el portavoz aragonesista avisó también al tándem PSOE-PAR de que CHA "actuará con firmeza en la defensa de nuestras convicciones y vigilaremos cuáles son los derroteros reales que su gobierno toma"*[479].

[478] Chesús Bernal, « Ganó la izquierda, pero gobierna la derecha », dans *Aragón Libre*, n°48, automne 2003 (Saragosse), p. 6.
[479] *Op. Cit.*

Aux 5 députés de la législature 1999-2003, il faut donc en ajouter 4 autres pour obtenir le Groupe parlementaire de 9 députés que constitue CHA de 2003 à 2007, le plus nombreux de l'histoire du parti. Viennent s'ajouter au GPCHA le député élu pour la circonscription de Teruel, Ángel Sánchez Monzón, porte-parole de CHA dans la Commission de la Santé publique et membre de la Commission de l'Aménagement du Territoire. Le second député de Huesca est Salvador Ariste, porte-parole de CHA dans la Commission de l'Agriculture et membre de la Commission de l'Économie et du Budget. Pour Saragosse, Pedro Lobera –issu du courant critique *Puyalón* et syndicaliste de CC.OO à l'usine de matelas *Pikolín*– est le porte-parole de CHA dans la Commission de l'Industrie et membre de la Commission de l'Agriculture ainsi que des Pétitions et des Droits de l'Homme. Par ailleurs, Pedro Lobera est un actif militant des droits des homosexuels au sein d'associations Lesbiennes, Gay, Bi et Transgenres (LGBT). L'autre nouvelle députée pour la circonscription de Saragosse est Nieves Ibeas, qui deviendra par la suite (en 2008) présidente de la formation nationaliste. Ibeas est porte-parole de CHA dans les Commissions d'Éducation et Culture ainsi que de Sciences, Technologie et Université ; elle fait également partie de la Commission des Affaires Sociales. En tant que professeure du département de philologie française de l'Université de Saragosse, Ibeas a déjà été vice-rectrice de *Proyección Social y Cultural*. Les cinq députés qui renouvellent leur mandat conservent à peu près les mêmes Commissions. En revanche, si en 1999, CHA avait obtenu une représentation à la *Mesa de las Cortes*, en 2003, alors que le parti est la troisième force politique de l'Aragon en sièges et en voix, CHA est exclue de la gouvernance du Parlement, ce qui constitue la preuve de la tension existant entre le gouvernement PSOE-Par, surtout de la part des régionalistes conservateurs du Par qui vivent mal d'être relégué à la quatrième place des forces politiques aragonaises, après les nationalistes de CHA, et qui voient un signe supplémentaire de leur déclin et de leur perte d'influence dans la coalition PSOE-CHA qui a finalement lieu dans la capitale aragonaise. Nous avons là une preuve de la géométrie variable et de l'acrobatie politicienne qui a tant de mal à se faire comprendre en dehors des salons feutrés du pouvoir. Toujours dans *Aragón Libre*, nous lisons dans la tribune de Bernal:

> *Por primera vez en la historia parlamentaria de Aragón, la tercera fuerza política (CHA) ha sido excluida del órgano de gobierno y representación de la Cámara, en favor de la cuarta (Par). Paradójicamente, el PSOE facilitó que el PP obtuviera dos representantes en la Mesa en lugar de dar entrada a CHA, lo que hubiera sido más acorde con la pluralidad de las Cortes. Así, a pesar de haber ganado la izquierda el 25-M, en la Mesa de las Cortes van a tener mayoría las derechas (2 de PP y 1 de Par, frente a 2 de PSOE). Fue el líder del Par, José Ángel Biel quien, en el marco de las negociaciones para formar gobierno, exigió a sus socios que dejaran a CHA fuera de la Mesa de las Cortes*[480].

En mai 2007, pourtant, les résultats sont divisés par 2 ! Cela se traduit par la perte de 5 députés (3 à Saragosse, 1 à Huesca et à Teruel). Non seulement les résultats sont inférieurs à ceux de 2003 mais CHA obtient un député de moins qu'en 1999. C'est la douche écossaise, comme nous l'avons dit, d'autant plus qu'un an auparavant, les sondages internes des principaux partis prévoyaient, comme à l'accoutumée depuis sa création, une progression de CHA (jusqu'à 11 sièges). D'après *Aragón Libre*, la seule coalition arithmétiquement possible serait PSOE-CHA aussi bien à la mairie de Saragosse qu'à la DGA.

> *Ya se sabe que la encuesta que sirve es la del día de las elecciones, pero no viene mal saber lo que la demoscopia está pronosticando un año antes, sobre todo cuando pinta bien para nuestro proyecto. […]*
> *Las pérdidas simultáneas de PSOE y PAR podrían impedirles sumar mayoría absoluta y la aritmética electoral podría convertir a CHA en la única opción posible para que el PSOE pudiera articular un gobierno estable. […]*
> *Queda mucho que trabajar a partir de ahora para que en mayo de 2007 las urnas nos confirmen estas buenas expectativas para el proyecto aragonesista y de izquierda que representa CHA*[481].

Ils ne croyaient pas, en effet, si bien dire. Étant donné que CHA et le PSOE se partagent globalement le même électorat, les bons résultats des uns font le malheur des autres. En 2007, comme pour les élections municipales que nous avons commentées dans le chapitre précédent, les résultats du PSOE sont historiques aussi lors des élections des Cortès d'Aragon: 30 députés, soit les seconds meilleurs résultats ex-aequo après les 33 de la quasi majorité absolue de Santiago Marraco, en 1983, avec les 30 de 1991. CHA, quant à elle, doit se contenter de 4 députés mais pourrait toujours conforter une majorité arithmétique avec le PSOE (34 députés/67) alors que le PAR et le PP gagnent respectivement un siège ; IU stagne à 1 député. Parmi les 4 députés de 2007, on ne retrouve que le noyau dur : Bernal, Fuster, Ibeas et Yuste, qui gardent les

[480] *Op. Cit.*
[481] « Al calor de las encuestas », dans *Aragón Libre*, n°58, printemps 2006 (Saragosse), p. 25.

Commissions qu'ils connaissent déjà bien. Bernal reste porte-parole du GPCHA. Une fois de plus, CHA a voté contre l'investiture d'Iglesias, et ce, pour les mêmes raisons qu'en 2003, cette fois-ci avec une référence aux mauvais résultats de CHA:

> *Aunque para CHA en particular los resultados no fueron buenos y descendimos en 5 nuestro número de escaños, la ciudadanía aragonesa volvió a votar mayoritariamente a fuerzas progresistas de izquierdas y en las Cortes los diputados de estas formaciones somos mayoría. Pero el PSOE y Marcelino Iglesias quisieron repetir su pacto con PARte (sic) de la derecha, la de José Ángel Biel. Esta fue la primera razón por la que Chunta Aragonesista votó contra la investidura de Iglesias el pasado 5 de julio. La segunda fue que no estamos entre quienes creen que "más vale malo conocido", y a la entente PSOE-PAR y sus indefiniciones, contradicciones, poca ambición y escaso cumplimiento de sus compromisos, ya los hemos conocido suficiente. La tercera razón, que su programa de gobierno (entendiendo como tal el discurso de investidura leído por Iglesias) no aportaba nada nuevo para el futuro*[482].

En 2007, cependant, CHA ne propose plus d'épauler le gouvernement PSOE-Par dans des « questions d'État ». Le ressentiment de 2003 à l'égard du PSOE est accru par la débâcle de 2007. Chez les dirigeants et les militants de CHA s'installe un sentiment d'injustice, d'incompréhension par rapport à la société aragonaise qui, de son côté, a peut-être eu du mal à comprendre pourquoi CHA avait décidé de voter contre le Statut d'autonomie de 2006 qui, malgré des carences graves selon les nationalistes, faisait de l'Aragon une « nationalité historique » à part entière. Labordeta, ainsi que d'autres dirigeants nationalistes, ont sous-estimé l'impact qu'aurait l'opposition de CHA à ce nouveau Statut. CHA, ici, n'a pas joué la carte du possibilisme (contrairement à ce qu'elle a fait plus tard pour la Loi des Langues) et a préféré voter contre le Statut (elle a donc rejoint le PP sur ce point).

Par rapport à la projection du parti et à la divulgation de ses idéaux, un effort supplémentaire semble être demandé aux militants, ce qui laisse entendre que CHA a peut-être perdu la connexion qui existait lorsque le parti était extraparlementaire. Le besoin de gagner la province et les zones rurales est également primordial, notamment en raison de la surreprésentation des circonscriptions rurales que sont Teruel et Saragosse, qui gonfle les résultats du Par, donnant systématiquement à ce parti la clef du gouvernement aragonais.

[482] « Nueva legislatura: Marcelino III », dans *Aragón Libre*, n°61, automne 2007/hiver 2008 (Saragosse), p. 4.

Quant à la jeunesse, le parti semble assumer clairement les craintes exposées par Yuste et Labordeta en 2004. Le vote des trentenaires semble fidélisé mais celui des primo-électeurs a été conquis par d'autres partis de gauche. Peut-être le message nationaliste ou aragonésiste (on remarque que les deux termes sont utilisés) a-t-il été quelque peu décrié par la seconde vague autonomiste déployée par Zapatero. Les polémiques autour du Statut catalan en 2006 au niveau de la politique espagnole ainsi que les débats suscités en Aragon par la réforme du Statut aragonais ont peut-être lassé un électorat de gauche, modérément aragonésiste, épuisé par des débats qui ont eu tendance à affaiblir la gauche et à renforcer la droite espagnoliste. À ce sujet, on observe un retour à l'utilisation du terme « nationaliste ». On ne peut pas dire que le terme avait été banni pendant la législature 2003-2007 mais on avait observé une tendance à préférer l'adjectif *aragonesista* auquel il fallait accoler un second adjectif : *progresista* ou bien *de izquierda* pour éviter les confusions –blessantes, pour CHA– avec le Par, l'autre parti *aragonesista*, selon les médias.

Toujours en 2008, alors que le parti tente de se reconstruire après le congrès de janvier, CHA perd son siège au Congrès des Députés en mars. La polarisation du vote PSOE-PP, et donc le vote utile pour le PSOE, préféré par les Aragonais de gauche, complique encore la tâche de Bizén Fuster, qui vient de quitter la présidence du parti, remplaçant ainsi Labordeta qui, pour des raisons personnelles et de santé, avait décidé de ne plus être candidat (il reste symboliquement le second sur la liste de Saragosse). Ainsi CHA perd-elle en Aragon 56 257 suffrages par rapport à 2004 (37 995 contre 94 252). À Saragosse, on compte aussi 50 000 bulletins en moins (32 125 contre 81 160) et le siège CHA passe au Groupe parlementaire du PSOE.

En ce qui concerne les élections de 2011, CHA ne remonte pas vraiment la pente car les résultats sont globalement les mêmes qu'en 2007 (même nombre de députés aux Cortès). En revanche, aux municipales, nous observons que l'ancrage en province n'arrive pas à se consolider puisque le nombre de conseillers municipaux et cantonaux recule sensiblement. Après les élections de mai 2011, le secteur le plus nationaliste abandonne le parti pour constituer un mouvement indépendantiste, *Cucha y País* (Gauche et Pays) dont nous

parlerons ultérieurement. 36 sont les militants qui, en juin 2011, décident de rendre leur carte comme le relaie la presse aragonaise à travers un communiqué de l'agence EFE. L'article est sans appel et illustre le malaise de ces militants critiques qui avaient néanmoins décidé de rester au parti même après la terrible Assemblée de Huesca en 2008 :

> *Treinta y seis militantes de Chunta Aragonesista presentaron ayer su baja en el partido en respuesta a la falta de democracia y de respeto a las opiniones de los colectivos minoritarios. Entre los firmantes de la carta figuran tres ex concejales del Ayuntamiento de Zaragoza, Luis Pastor, Agustín Martín y Mar Herrero, así como Carlos Reyes, miembro fundador, y Rosa Aznar, alcaldesa de Morata en el mandato anterior.*
> *Aunque la decisión, "meditada y difícil", la tomaron antes de las elecciones, optaron por posponerla para no interferir en el proceso ni perjudicar electoralmente a ningún compañero, y tampoco está relacionada con la decisión de CHA de apoyar la investidura de Juan Alberto Belloch como alcalde de Zaragoza, porque unos están de acuerdo y otros no.*
> *En una nota de prensa, los treinta y seis militantes recuerdan que se afiliaron al partido en busca "de otra forma de hacer política, más cercana, participativa, amable y que buscaba no el estar por estar, sino el estar para cambiar las cosas". Así, señalan que han participado como militantes de a pie en las reuniones del partido, trabajado en las asambleas locales, formado parte de ejecutivas comarcales y nacionales, coordinado diferentes e importantes Roldes (órganos responsables de la elaboración de la política sectorial del partido) y representado al partido en diversas instituciones, incluso con responsabilidades de gobierno*[483].

C'est donc un nouveau coup dur qui est porté à CHA, en particulier parce qu'il y a parmi ces ex-militants d'anciens conseillers municipaux de Saragosse qui avaient fait partie du gouvernement municipal (2003-2007). Ils disent clairement que CHA n'est plus le parti capable de faire de la politique autrement mais qu'il est devenu une formation comme les autres. L'accusation n'est pas tendre en cette période incertaine où les acteurs politiques sont dévalorisés et déconsidérés en raison, entre autres, de la conjoncture de crise économique, politique et morale que vit l'Espagne en 2011. Vu de l'extérieur, l'impression est que cette division devait arriver tôt ou tard car les blessures ne s'étaient pas totalement refermées en 2008. Sans compter qu'à l'automne 2011, CHA allait faire le choix d'une coalition avec son ennemi historique, l'autre parti républicain et fédéraliste de gauche (mais pas nationaliste) : *Izquierda Unida* (IU) pour concourir aux élections législatives anticipées de novembre 2011. Ce choix n'aurait pu se faire sans le départ du courant le plus nationaliste

[483] « 36 militantes se dan de baja en el partido », *Diario de Teruel,* 10 juin 2011, www.diariodeteruel.es

de CHA, qui l'interprète comme une trahison au nationalisme aragonais. La direction de CHA, plus pragmatique et moins dogmatique, a pesé le pour et le contre d'une telle décision et choisi finalement de renforcer les possibilités de « la gauche de la gauche » à un moment où la débâcle historique des socialistes, qui tentent tant bien que mal d'oublier Zapatero, est annoncée et attendue. L'alliance CHA-IU, la *Izquierda de Aragón*, récupère le siège de Labordeta. C'est Chesús Yuste, tête de liste en raison de la suprématie de CHA sur IU, qui est élu député pour la circonscription de Saragosse en doublant les résultats de 2008 (74 655 contre 37 995).

Étudions à présent ce qu'a apporté CHA à la vie parlementaire des Cortès d'Aragon de 1995 jusqu'à aujourd'hui.

b. L'activité parlementaire

Chunta Aragonesista (CHA), depuis le Groupe mixte (1995-1999) aussi bien que depuis son propre Groupe parlementaire (à partir de 1999) a développé une intense activité parlementaire si on la compare aux groupes parlementaires des partis majoritaires, PSOE et PP. Pendant cette étape il y a eu trois porte-paroles : Chesús Bernal (de 1995 à 2007, pendant trois mandats, donc), Bizén Fuster (2007-2011) et Nieves Ibeas (depuis 2011).

Lors de ses interventions aux Cortès, Chesús Bernal a souvent régalé les autres parlementaires aragonais de son art oratoire. Globalement, CHA s'est distinguée aux Cortès par des propositions de lois et des motions progressistes en accord avec son crédo idéologique.

IVème législature (1995-1999) :

Pendant la IVème législature (1995-1999), depuis le Groupe mixte, Chesús Bernal et Chesús Yuste ont fourni un énorme travail parlementaire puisqu'ils se sont répartis à eux deux toutes les Commissions parlementaires. Nous savons que lors de son premier discours, Bernal a rendu hommage aux

premiers nationalistes de Barcelone, notamment Gaspar Torrente, ainsi qu'aux premiers aragonésistes de la fin du franquisme dont les nationalistes se réclament dès 1986.

Afin de connaître l'ensemble du travail fourni par les députés aragonais, nous avons étudié, grâce à la page web des Cortès d'Aragon[484], les différents projets de loi, les différentes questions, lois, propositions ou motions présentés par les différents groupes parlementaires siégeant aux Parlement aragonais afin de comparer l'activité de CHA aux autres groupes parlementaires, notamment PSOE et PP, beaucoup plus nombreux, mais aussi au Par, groupe à peu près équivalent à celui du CHA.

Entre 1995 et 1999, les deux députés de CHA ont déposé 19 interpellations, 12 motions, 320 questions, 119 propositions d'arrêtés et 4 propositions de loi. Si l'on additionne toutes les initiatives parlementaires émanant des deux députés nationalistes, nous obtenons un total de 474. Au cours de cette IVème législature, le PSOE (premier parti de l'opposition avec 19 députés) en a déposé plus de mille, IU plus de 800 (ils sont à l'époque 5 députés et constituent un groupe parlementaire) alors que le PP (au gouvernement) n'en a présenté qu'une cinquantaine, quatre fois moins que son partenaire de la coalition gouvernementale du PAR (environ 200). Le chiffre correspondant à l'activité des deux députés de CHA (qui n'ont pas pu constituer leur propre groupe parlementaire, rappelons-le, et qui font partie du groupe mixte) permet, à notre avis, de la qualifier de frénétique.

Si l'on se penche sur la nature de ces différentes initiatives de CHA, nous retrouvons les thèmes qui lui sont chers : transports, écologie, droits sociaux, lutte contre la violence faite aux femmes, dépeuplement. Ainsi trouvons-nous des questions portant sur la construction de lignes à Très Haute-Tension (THT) devant passer par le territoire aragonais (notamment la ligne Aragón-Cazaril), les droits des Aragonais résidant en dehors de l'Aragon, une proposition sur le temps de travail (les 35 heures aragonaises), des questions sur les villages abandonnés, les subventions pour la création de crèches municipales, les

[484] www.cortesaragon.es/Iniciativas_parlamentarias.56.0.html

horaires de la ligne ferroviaire Canfranc-Valence reliant Huesca, Saragosse et Teruel… Nous pouvons citer également des initiatives allant vers le statut des professeurs de langue aragonaise (dans le cadre des cours facultatifs de cette langue depuis 1984 dans les contrées *fabláns*) et la cession de terrains militaires à la ville de Saragosse. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive mais elle dresse le portrait des priorités des nationalistes aragonais au parlement.

Vème législature (1999-2003) :

Pendant la Vème législature, celle de la consolidation, forte de son Groupe parlementaire de cinq députés, la formation nationaliste joue la carte de la visibilité et de l'implication. Ainsi, comme le signale Bizén Fuster:

> *El primero de los objetivos era la consecución de un grupo parlamentario propio en las Cortes de Aragón duplicando al menos el número de diputados. Un objetivo que se alcanzó más que holgadamente. Finalmente fueron cinco los escaños obtenidos, aunque rozamos los siete. Lo importante en todo caso es el papel determinante que nuestro grupo ya está teniendo para la aprobación del presupuesto de Aragón para el año 2000: 70 enmiendas aceptadas por importe de 2 070 millones de pesetas*[485].

Plus loin dans la revue porte-parole du parti, nous trouvons davantage de détails :

> *Entre las aportaciones de CHA al presupuesto del 2000 destacan: un servicio público de transporte sanitario de emergencias, un programa específico con medidas de política demográfica, el impulso al cooperativismo dentro de las políticas de empleo, el apoyo a la renovación de la maquinaria industrial de sectores estratégicos, el apoyo a la transformación del alabastro en Aragón y la creación de un grupo agroalimentario aragonés para que el valor añadido se quede en las comarcas productoras, la opción de destinar la posible modulación de la PAC, al desarrollo rural, el apoyo al asociacionismo y modernización del pequeño comercio aragonés, la aragonesización del currículum educativo y enseñanza de las lenguas minoritarias, el incremento de los fondos para investigación, el aumento de la financiación básica universitaria, la creación de una plantilla de inspectores ambientales para garantizar el cumplimiento de la legislación de protección, la dotación para le Plan de fomento de las energías renovables, un estudio transfronterizo sobre el Canfranc, la creación del consorcio intermodal de transportes de Aragón, la mejora de carreteras en varias comarcas, la recuperación de pueblos abandonados, el establecimiento de mecanismos de control parlamentario sobre el Instituto Aragonés de Fomento*[486].

[485] « … Nuevos retos, tras el éxito en Aragón, el reto está en Madrid », *Aragón Libre*, n°35, janvier 2000, p.3.
[486] *Op. Cit.*, p.3.

À la fin de la première année du gouvernement PSOE-Par, les nationalistes font le bilan. Pour CHA, il n'est pas affiché comme catastrophique car CHA souhaite être perçue comme une associée potentielle du PSOE, par conséquent les attaques ne sont pas frontales. Les aragonésistes attaquent donc plutôt le bilan du Par –sauf celui de la *comarcalización*, qui est au programme de CHA depuis 1986– et laissent entendre que les points d'entente avec le PSOE sont nombreux. La décentralisation et les nouvelles compétences en matière de santé sont effectivement célébrées. N'oublions pas que CHA se dit « socialiste »:

> *Entre los aspectos más positivos del Gobierno Iglesias destaca el desarrollo – por fin– de la comarcalización tras una larga espera, el definitivo desbloqueo de la transferencia de los servicios sanitarios de las diputaciones provinciales al Servicio Aragonés de Salud […], o la reciente ofensiva legislativa del último mes, aprobando proyectos de ley de cierto contenido (ley del Juego, reforma de la ley de Cajas, ley de Drogodependencias, ley de infancia y adolescencia,…). Sin embargo, en el resto de las grandes cuestiones seguimos a la espera. Los compromisos de la investidura, pasado el primer año, continúan como expectativas y no como realidades*[487].

Les nationalistes s'attribuent aussi un certain nombre de réussites :

> *El Grupo Parlamentario CHA ha asumido un cada vez mayor papel de llevar la iniciativa política al abrir los debates que afectan aspectos fundamentales para el futuro de Aragón (demografía, financiación autonómica, política audiovisual, política hidráulica y trasvases,…).*
> *Nuestra fue también la proposición de ley para crear la Cámara de Cuentas de Aragón, o la iniciativa para que tramitaran ya la ley de Comunidades Aragonesas del Exterior. Asimismo hemos logrado que se adopten acuerdos importantes dentro de nuestra apuesta por las infraestructuras: la revalorización del eje ferroviario Sagunto-Teruel-Zaragoza, su conexión con la "Y" vasca, el aprovechamiento de la llegada del AVE a Zaragoza o la propia reapertura de la línea internacional de Canfranc.*
> *El crecimiento de nuestro Grupo nos ha permitido diversificar el trabajo y profundizar en aquellas cuestiones que ya iniciamos la pasada legislatura: iniciativas para el desarrollo económico de nuestras comarcas, a través de la reducción de la tarifa eléctrica en las zonas productoras o del impulso del alabastro en Aragón; iniciativas para garantizar la calidad de la enseñanza, con una preocupación preferencial por los alumnos con necesidades educativas especiales y también por las condiciones laborales del personal docente; iniciativas en defensa del territorio, denunciando los grandes embalses que preparan trasvases como Yesa, Biscarrués o Santaliestra, o rechazando la línea de alta tensión tanto la Aragón-Cazarilh como la Graus-Sallente; interpelando al Consejero de turno sobre la falta de planificación en infancia y adolescencia; reclamando centros sociosanitarios […]; denunciando la situación actual de los residuos tóxicos y peligrosos, exigiendo la retirada del proyecto de lotería instantánea del Gobierno español, solicitando la*

[487] *Ibidem*.

> *modulación de los fondos de la PAC para programas de desarrollo rural, instando a profundizar en la actualización de nuestro Derecho civil, requiriendo el cumplimiento del compromiso de aprobar una Ley de Lenguas que normalice la realidad trilingüe de Aragón,…* [488]

Nous retrouvons l'empreinte nationaliste de CHA dans la revendication trilingue de l'Aragon, la réactualisation du Droit civil spécifiquement aragonais, la défense du territoire (premiers chevaux de bataille des aragonésistes) mais aussi dans la revendication d'un espace audiovisuel aragonais. Des médias publics aragonais, comme ils existent dans les nationalités historiques, mais aussi dans des régions urbaines comme la Communauté de Madrid, sont, selon les nationalistes aragonais, capitaux pour entretenir une conscience collective aragonaise mais surtout pour que les Aragonais reçoivent une information de proximité puisque les médias espagnols parlent très peu de l'Aragon, étant donné son caractère peu stratégique dans la vie politique espagnole.

Pendant cette législature, en partie grâce à CHA, les Cortès d'Aragon deviennent le troisième parlement régional d'Espagne (après ceux du Pays basque et de la Catalogne) à adopter une motion visant à 'fédéraliser' la Constitution espagnole. En effet, en 2001, lors de la célébration de la fête 'nationale' d'Aragon, le *Día de Aragón* (le 23 avril, jour de la Saint Georges), le président Marcelino Iglesias, socialiste fédéraliste, fait un discours (qualifié de courageux par Chesús Bernal) où il mise clairement sur la fédéralisation de la Constitution espagnole. Le député nationaliste a trouvé ces propos courageux car, en 2001, le PP gouverne confortablement l'Espagne et laisse entendre que le pays a conclu sa transition décentralisatrice et ne veut pas entendre parler d'une quelconque réforme de l'État espagnol. Or, Iglesias, en tant que 'baron' socialiste, déclare que si la Constitution a atteint son seuil maximum, il est temps d'aller vers un vrai texte fédéral. Ce discours n'est pas passé inaperçu en Aragon et plusieurs partis (PP, CHA et IU) ont demandé au président aragonais de s'en expliquer aux Cortès d'Aragon. Le PP, critique, désirait savoir ce qu'Iglesias voulait dire exactemement.

[488] *Op. Cit.*, p.3.

A LA MESA DE LAS CORTES DE ARAGÓN:
El Grupo Parlamentario Popular, de acuerdo con lo establecido en los artículos 181 y siguientes del Reglamento de las Cortes de Aragón, formula al Presidente del Gobierno de Aragón la siguiente Interpelación, relativa a las manifestaciones efectuadas por el Presidente del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución.

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS
El Presidente del Gobierno de Aragón, con ocasión del discurso pronunciado el pasado 23 de abril, se manifestó a favor de una reforma de la Constitución española, alabando como referencia necesaria el federalismo y abogando en especial por una reforma en profundidad del Senado.
Dada la trascendencia de tales afirmaciones y la ambigüedad de alguna de ellas, conviene, a juicio de este Grupo, que el Gobierno precise en las Cortes de Aragón su criterio y posición exacta en cuanto a los principios, alcance y contenido de la propuesta de reforma.
Por lo expuesto, se presenta la siguiente

INTERPELACIÓN
¿Cuál es el alcance, contenido y dimensión exacta de la propuesta de reforma de la Constitución española defendida por el Presidente?

Zaragoza, 2 de mayo de 2001.

*El Portavoz [*du Groupe Parlementaire du Parti Populaire*]*
GUSTAVO ALCALDE SÁNCHEZ[489]

Quant à CHA et IU, enthousiastes à l'idée d'entamer la révolution fédéralisante, elles voulaient juger la portée des propos du président. Ainsi Chesús Bernal, porte-parole du GPCHA, a déclaré lors du débat suscité par le discours d'Iglesias et les motions proposées à ce sujet par CHA et IU[490]:

> *Iré directamente a la visión que nosotros creemos que debería derivarse de un debate tan trascendental como el que, yo creo que con valentía y con audacia, abordó el presidente de la comunidad autónoma el pasado 23 de abril. […]*
> *Por lo tanto, comenzaré por decir que el discurso institucional del presidente de la comunidad autónoma el pasado 23 de abril nos satisfizo, que nos parece bien que el presidente de Aragón, el Día de Aragón, hable de política aragonesa, plantee los problemas de Aragón y trate de fijar en el horizonte algunas posibles alternativas. Por lo tanto, nosotros respaldamos y nos llena de satisfacción y nos congratula que un presidente de la comunidad autónoma se moje (como diríamos coloquialmente).*

[489] Interpelación núm. 31/01, relativa a las manifestaciones efectuadas por el Presidente del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución, *Boletín Oficial de las Cortes de Aragón* n°:132 (V Legislatura), p.5927.
[490] Mociones núms. 12/01, dimanante de la interpelación núm. 28/01, relativa a propuestas e iniciativas políticas del Gobierno de Aragón ante la necesidad de reformar la Constitución española de 1978, y núm. 14/01, dimanante de la interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón respecto a la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, *Diario de Sesiones de las Cortes de Aragón*, n°: 044 de Plenos (V Legislatura), p. 2993.

Y el presidente de la comunidad autónoma se mojó. A nosotros nos pareció el discurso más audaz de todos los oídos desde luego en muchos años un 23 de abril. Se mojó y habló de cosas que nos parecen importantes.
En primer lugar, habló, en un discurso oficial, en un discurso institucional, del valor de la complejidad, del valor positivo de la complejidad, del valor positivo de la diversidad, del valor positivo de la pluralidad, con lo cual estamos absolutamente de acuerdo.
En segundo lugar, fijó otro principio, histórico, que puede haber sido coloquializado por su parte, pero que en el fondo de la cuestión hay una historia latente. Y él habló de la Corona de Aragón como el primer Estado federal de Europa hace más de quinientos años. Y a partir de ahí, el presidente del Gobierno, en un discurso institucional como presidente de la comunidad autónoma, habló del objetivo de conseguir la plena autonomía. Y ahí, en ese contexto, es cuando nosotros compartimos los razonamientos que él hizo en ese discurso. Básicamente, hizo un balance..., podemos decir que somero, genérico -luego podremos entrar en algunos aspectos que él no tocó del desarrollo del Estado de las autonomías-. Básicamente, ya les adelanto, dos fechas: 1981 y 1992. Ni 1981 ni 1992, es decir, los denominados, los mal llamados «pactos autonómicos» (UCD-PSOE, en el ochenta y uno; PSOE-PP, en el noventa y dos), esos sí que fueron pasados por encima, nunca existieron -parecía ser- en el discurso del presidente. […][491]

Dans cette introduction, nous avons déjà remarqué quelques détails intéressants: l'allusion à la Couronne d'Aragon, définie comme le premier État fédéral d'Europe ce qui est un anachronisme mais qui prouve que l'Histoire est le principal moteur de la justification nationaliste. Dire que l'Aragon a déjà été un État fédéral par le passé revient à justifier le retour du fédéralisme, cette fois-ci, pour la Couronne hispanique du XXIème siècle. On remarque également l'ironie et la critique dans l'allusion faite à la création de l'Espagne des autonomies et aux pactes passés alors entre les deux principales forces politiques de l'État espagnol, qui visaient à refuser la pleine autonomie aux Communautés autonomes de régime commun, dont l'Aragon fait injustement partie aux yeux des aragonésistes.

Reprenons le discours de Bernal:

Él hablaba de que el Estado de las autonomías necesita ajustes, lo cual es un término también suficientemente ambiguo y polisémico, pero nosotros lo tomamos desde el punto de vista que él aclaró más tarde. Se necesita un más adecuado funcionamiento. «Se necesita un más adecuado funcionamiento -dijo-, que debemos resolver, aunque para ello necesitemos reformar la Constitución.» Y él ya había hablado tres párrafos antes de que la solución del Estado de las autonomías contiene los elementos esenciales de los federalismos actuales. Y en ese momento, el presidente retomó esa referencia al federalismo para decir que para reformar esa Constitución, «sería de razón

[491] *Ibidem.*

-decía él textualmente- incorporar alguna de las técnicas de los Estados federales para mejorar, especialmente, la articulación del conjunto del sistema». Nosotros también asumimos, subrayamos esta reflexión y la compartimos plenamente.
Y, finalmente, el presidente añadía: «Creo que ya es hora de que este pensamiento se materialice y se concrete en iniciativas y realidades». Por lo tanto, el presidente había fijado ya el terreno de juego. Y ese terreno de juego, a nosotros nos parece bien: ése es el terreno de juego adecuado. Coincidimos con el discurso del presidente. Es necesario un consenso -que él también reclamó- para reformar la Constitución. ¿Con qué objetivo? Con dos objetivos: el de mejorar el funcionamiento del Estado autonómico, el Estado autonómico que cojea, que necesita ajustes; y, por otro lado, desde la visión de un presidente de la comunidad autónoma, para conseguir un mayor autogobierno. […]
Pues ha llegado -parece- el momento de adecuar el ordenamiento jurídico, de ordenar la organización institucional a la realidad. Y la organización institucional comienza por la propia Constitución. El presidente hablaba de la reforma del Senado como cámara territorial. Llamaría yo como «cámara federal de representación territorial», para hablar en puridad respecto a lo que estamos hablando. Y el presidente hablaba de que, justamente, no existe ningún foro, ningún foro donde sus responsables, los responsables de las comunidades autónomas, puedan encontrarse. Al día siguiente, en un programa radiofónico, incluso puso un ejemplo concreto: «sólo se encuentran si se casa alguna infanta», porque, últimamente, como además ni siquiera se convoca el debate sobre el Estado de las autonomías en el Senado, hay hasta dificultades para encontrarse los presidentes de comunidades autónomas en ese lugar. […][492]

Ici on remarque que les points d'accord sont nombreux entre le fédéralisme affiché par Iglesias (à l'époque dans l'opposition en Espagne) et CHA : réforme de la Constitution (à laquelle s'oppose le PP mais aussi le secteur centraliste du PSOE), réforme du Sénat et « Sommet des présidents »[493]. L'ironie est également présente avec l'allusion à la rencontre des présidents lors des mariages princiers (le dernier, à l'époque, ayant eu lieu en 1997 à Barcelone). L'âme fédéraliste du PSOE a donc l'air d'être en phase avec CHA.

¿Dónde viene el problema? El problema viene de algo que él indicó el día siguiente, no ya en una declaración oficial de discurso institucional, pero sí como presidente de la comunidad autónoma a los medios de comunicación en una emisora de radio. Y ahí, desde nuestro punto de vista, puso el dedo en la llaga, lo que motiva esta interpelación. Él puso el dedo en la llaga en la bilateralidad y la multilateralidad. Y él se atrevió incluso a decir que los nacionalistas (no sé si se refería al PAR, no sé si se refería a Chunta Aragonesista) no quieren el modelo federal. Desde luego, el PAR, en toda su trayectoria, no había hablado nunca de federalismo, ciertamente. E incluso, en declaraciones públicas de sus dirigentes a lo largo de años, han rechazado

[492] *Op. Cit.*
[493] *La cumbre de los presidentes autonómicos* fut mise en place par le président Zapatero en 2005 afin que les présidents des 17 C.A. puissent se rencontrer entre eux et avec le président espagnol.

la vía federal. Ciertamente, no sé si se refería a otros nacionalistas, pero hablando en Aragón, desde luego, los nacionalistas son PAR y Chunta Aragonesista.
Chunta Aragonesista sí que quiere el modelo federal. Chunta Aragonesista nació el 29 de junio del ochenta y seis, hablando ya desde el primer día en nuestros estatutos fundadores, en los estatutos de nuestra fundación, de apostar por un modelo federal. Y en eso estamos. Y por eso coincidimos con estos análisis del presidente. Y por eso analizamos cuando el ex presidente del Gobierno y ex secretario general del PSOE, Felipe González, hablaba de federalismo cooperativo. En eso sí que coincidimos, como principios básicos, como principios genéricos. Luego, el modelo concreto, el presidente habló del modelo alemán. Y él se mojó directamente eligiendo un modelo. Yo creo que no habría ningún modelo concreto en España. Habría un modelo -si impulsamos esa línea de actuación- propio, como lo fue la propia transición, como es la propia Constitución y como es la propia organización territorial del Estado.
Nosotros apostamos por una vía concreta de soberanía compartida, pero no es ese el objeto de esta interpelación. Lo que nosotros planteamos es los problemas que vienen al día siguiente, cuando en otra declaración institucional, en una comparecencia oficial del portavoz del Gobierno, del Gobierno de coalición PSOE-Par..., y el presidente es presidente del Gobierno PSOE-Par, pero el vicepresidente y portavoz del Gobierno también lo es del Gobierno PSOE-Par, y dice cosas bastante distintas: unas, las que dice, y otras, las que se sobreentienden de lo que dice. […]
Si no abordamos la reforma de la Constitución, no se puede abordar la reforma del Senado, al menos en la manera en que se está planteando. Si no abordamos la reforma de la Constitución, no podemos plantear unos mecanismos, que en estos momentos la Constitución no prevé, para llevar a cabo estas actuaciones. Y si no reformamos la Constitución, es difícil que podamos abordar cuestiones que nos afectan directamente a nuestra organización territorial en Aragón, como, por ejemplo, esa cosa de la que ustedes me han oído hablar en muchas ocasiones, caduca, que se llama la provincia, y que es un principio constitucional, hoy por hoy, prácticamente indestructible, al menos como circunscripción electoral. Y si no se abordan determinadas reformas, seguiremos con el sinsentido de que la Administración periférica del Estado, en algunos casos, no se reduce, a pesar de que la Administración central dispone de menos competencias de las que disponía hace años y, por otro lado, no sólo no se reduce, sino que inclusa incrementa sus efectivos, sus medios materiales y humanos. […][494]

Ici, Bernal insiste sur l'incohérence de la coalition PSOE-Par dans la mesure où le Par, contrairement à CHA, n'est pas un parti fédéraliste. CHA force ainsi la main au PSOE fédéraliste d'Iglesias. Le message que souhaite faire passer Bernal est simple : si le désir fédéral du PSOE est sincère, c'est avec CHA qu'il faut pactiser. Or, nous savons qu'en 2003, Iglesias réédite le pacte avec le Par. Dès 2004 et l'arrivée de Zapatero à La Moncloa, Iglesias ne fait plus aucune allusion à cette réforme fédérale. Ainsi avons-nous l'impression qu'elle n'a été d'actualité que lorsque le PSOE a été dans l'opposition au PP. Pis, le

[494] *Op. Cit.*

PSOE s'est mis d'accord avec le PP dans les différents territoires, notamment en Aragon, pour pactiser des réformes de Statuts d'autonomie qui évitaient surtout de réformer la Constitution. Il a fallu attendre l'été 2011 et l'inclusion de la règle d'or dans la Constitution (également pactisée entre le PSOE et le PP) pour se rendre compte que la *Carta Magna* pouvait être réformée et, qui plus est, avec une extrême rapidité[495].

Ainsi donc, le discours de Bernal est d'abord élogieux avec Iglesias et la vision manifestement fédérale du président aragonais même s'il faudrait se mettre d'accord sur ce que l'on entend par « fédéral ». En revanche, les déclarations sceptiques du vice-président aragonais, José Ángel Biel, du Par, pour qui le fédéralisme n'a jamais été à l'ordre du jour, vont permettre à Bernal de mettre le doigt sur une incohérence manifeste de la coalition PSOE-Par aux commandes du gouvernement aragonais. Ainsi poursuit Bernal, même si le fédéralisme ne faisait pas partie des 100 mesures établies dans le pacte de gouvernement, certaines incohérences apparaissent et font brouiller la position officielle du gouvernement aragonais (celle d'Iglesias ? Celle de Biel?) :

> *Pero, evidentemente, señores del Gobierno, aquí hay una falla. Y ustedes me dirán: no, pero esto no estaba en los acuerdos de Gobierno. No pactamos si había que ir al Estado federal, al modelo federal, a la reforma de la Constitución... Señorías, ya sé que esto no estaba en el pacto de Gobierno. Esa actuación concreta no, pero muchas que se derivan de cómo se aborda esta cuestión, sí. Y muchas actuaciones que se derivan del diseño de Estado, también.*
> *Por eso, nosotros queremos saber cuál es la posición oficial del Gobierno, cuál es la posición política en relación con la reforma de la Constitución y en relación con el avance hacia un modelo federal del Estado. ¿Cuál es la posición del Gobierno? ¿La del señor Iglesias, declaración oficial en el discurso institucional el día de la comunidad autónoma? ¿O la del señor Biel, en declaración oficial de portavoz oficial del Gobierno, hecha pública al día siguiente en su comparecencia oficial del Consejo de Gobierno? Querríamos saber si están por un lado o están por el otro, porque aquí hay una falla que no afecta sólo, señorías, al pacto del Gobierno: afecta al modelo de actuación política, afecta al diseño, afecta a la concepción y afecta al papel que Aragón tiene que jugar en este contexto*[496].

La question formulée par le député Bernal est alors celle-ci:

> *EXPOSICIÓN DE MOTIVOS*

[495] «El Congreso aprueba la reforma sin que PP y PSOE logren sumar más apoyos», *El Mundo*, 3 septembre 2011, www.elmundo.es/elmundo/2011/09/01/espana/1314911180.html
[496] *Op. Cit.*

En el discurso oficial pronunciado durante el acto institucional del Día de Aragón, el pasado día 23 de abril, el Presidente del Gobierno abogó por una reforma de la vigente Constitución española de 1978 hacia un modelo federal que posibilite la coordinación de las Comunidades Autónomas entre sí y con el Gobierno de España y que debería incluir la reforma del Senado para convertirlo en una verdadera Cámara territorial.
Sin embargo, al día siguiente, en la comparecencia oficial ante los medios de comunicación subsiguiente al Consejo de Gobierno, el Vicepresidente y Consejero de Presidencia y Relaciones, portavoz oficial del Gobierno, manifestó una posición contraria a la reforma constitucional defendida por el Presidente.

INTERPELACIÓN
¿Cuál es la posición política del Gobierno de Aragón en relación con la reforma de la Constitución española de 1978 y con el avance hacia un modelo federal del Estado?

Zaragoza, 25 de abril de 2001

*El Portavoz [*du Groupe Parlementaire de Chunta Aragonesista*].*
CHESÚS BERNAL BERNAL[497]

Pour IU, nous n'allons pas citer l'intégralité du débat autour de la réforme fédérale de la Constitution, nous allons nous contenter de reproduire la question:

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS
El pasado 23 de abril, durante el acto institucional con motivo de la celebración del Día de Aragón, el Presidente de la Comunidad Autónoma de Aragón realizó unas importantes y trascendentes declaraciones respecto a la necesidad de reformar la Constitución española de 1978 como vehículo que acelere la obtención por parte de Aragón de la plena autonomía.

Partiendo de la consideración de que el Estado de las Autonomías «contiene algunos de los elementos esenciales de los federalismos actuales», el Presidente de la Comunidad Autónoma consideraba que «la evolución del Estado de las Autonomías ha sido fruto de leyes y de sentencias, de pactos políticos y de resultados electorales», más que por la puesta en práctica de la propia Constitución. En ese sentido, y a pesar de que por ese procedimiento se ha llegado a unas cotas de descentralización muy elevadas, a juicio del Presidente «faltan todavía ajustes para su más adecuado funcionamiento, que debemos resolver, aunque para ello precisemos reformar la Constitución», y ello podría realizarse incorporando «alguna de las técnicas de los Estados federales para mejorar especialmente la articulación del conjunto del sistema».

En ese sentido, el Presidente enumeró algunos de los «problemas estructurales» que a su juicio «lastran hoy el funcionamiento del Estado Autonómico», como por ejemplo la falta de mecanismos para las relaciones

[497] Interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, *Boletín Oficial de las Cortes de Aragón* n°:126 (V Legislatura), p.5539.

intergubernamentales, «entre los Gobiernos autonómicos y el de la Nación, que sí existen en los federalismos europeos». La reforma de la Cámara Alta también sería «un objetivo necesario», ya que «no existe ningún foro donde sus responsables puedan encontrarse y contribuir a la definición de la política general», en cuestiones como «el Plan Hidrológico Nacional, el Plan Nacional de Regadíos, el de Infraestructuras, el nuevo sistema de financiación de las Comunidades Autónomas, las grandes reformas educativas, y otros temas».

«Ya es hora», declaraba el Presidente, «de que este pensamiento se materialice y se concrete en iniciativas y realidades».

Por todo ello, se formula la siguiente

INTERPELACIÓN
¿A través de qué propuestas e iniciativas políticas va a materializar el Gobierno de Aragón la necesidad de reformar la Constitución española de 1978 como vehículo que acelere la obtención por parte de Aragón de la plena autonomía, así como para coadyuvar a la superación de los problemas estructurales que lastran hoy el funcionamiento del Estado de las Autonomías?

Zaragoza, 25 de abril de 2001

*El diputado de Izquierda Unida [*du Groupe Mixte*]*
JESÚS LACASA VIDAL[498].

Finalement, deux motions sont adoptées par les Cortès d'Aragon qui deviennent la troisième Chambre régionale à vouloir réformer la Constitution espagnole, pour se situer ainsi sur un pied d'égalité avec les deux principales nationalités historiques, comme au moment de la pré-autonomie en 1978.

La motion de CHA est celle-ci:

A LA MESA DE LAS CORTES DE ARAGÓN:
El Grupo Parlamentario Chunta Aragonesista (CHA), de conformidad con lo establecido en el artículo 186 del Reglamento de las Cortes de Aragón y dimanante de la Interpelación núm. 29/01 (relativa a la posición política del Gobierno de Aragón respecto a la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado), formulada por el Diputado D. Chesús Bernal Bernal, presenta para su debate y votación en el Pleno la siguiente

MOCIÓN
Las Cortes de Aragón, conscientes de que la evolución del denominado «Estado de las Autonomías» presenta desajustes que impiden una más justa articulación y un más adecuado funcionamiento de la organización territorial, consideran conveniente que se aborde la reforma de la Constitución española de 1978, hacia un modelo federal que aborde los problemas estructurales que

[498] Interpelación núm. 28/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:126 (V Legislatura), p.5538.

hoy lastran el funcionamiento del Estado autonómico. Por ello instan al Gobierno de Aragón a llevar a cabo las actuaciones necesarias para defender e impulsar dicha reforma, de modo que la Carta Magna:

1. Aborde la reforma del Senado para convertirlo en una verdadera Cámara de representación territorial.
2. Incorpore determinadas técnicas de los Estados federales para mejorar especialmente la articulación del conjunto del sistema.
3. Prevea el establecimiento de mecanismos de coordinación de las Comunidades Autónomas entre sí y con el Gobierno de España, de modo que se instauren canales para la contribución efectiva a la definición, elaboración y adopción de aquellos posicionamientos y decisiones de política general que repercuten de modo importante en las Comunidades Autónomas (superando, por lo tanto, las actuales Conferencias Sectoriales o la Conferencia para Asuntos relacionados con las Comunidades Europeas, que se han mostrado insuficientes para ese fin).

Zaragoza, 21 de mayo de 2001[499].

Pour IU, qui fait partie du Groupe mixte du parlement au cours de cette législature, la motion est la suivante:

A LA MESA DE LAS CORTES DE ARAGÓN:
La Agrupación Parlamentaria Izquierda Unida de Aragón (G.P. Mixto), al amparo de lo establecido en el artículo 186 del Reglamento de las Cortes de Aragón y dimanante de la Interpelación núm. 28/01, formulada por el Diputado D. Jesús Lacasa Vidal, presenta para su debate y votación en el Pleno la siguiente

MOCIÓN
Las Cortes de Aragón instan al Gobierno de Aragón a fin de que defienda, en el contexto de un proceso federalizante, entre otras, las siguientes medidas:

1. La reforma de la Constitución española que permita configurar el Senado como una Cámara territorial de primera lectura para aquellas competencias del Estado que inciden sustancialmente sobre el territorio.
2. La posibilidad de que las Comunidades Autónomas, y en particular Aragón, participen activamente en el proceso de formación de voluntad del Estado en el seno de la Unión Europea, pudiendo incluso presentar, en función de los temas tratados, al propio Estado tal y como ya está sucediendo actualmente en algunos países (Alemania, Austria, Bélgica, Reino Unido de Gran Bretaña).

Zaragoza, 18 de mayo de 2001[500].

[499] Moción núm. 14/01, dimanante de la Interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón respecto a la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, *Boletín Oficial de las Cortes de Aragón* n°:136 (V Legislatura), p.6086.
[500] Moción núm. 12/01, dimanante de la Interpelación núm. 28/01, relativa a propuestas e iniciativas del Gobierno de Aragón ante la necesidad de reformar la Constitución española de 1978, *Boletín Oficial de las Cortes de Aragón* n°:136 (V Legislatura), p.6085.

Nous observons que les deux formations proposent la transformation du Sénat en une vraie Chambre de représentation territoriale ainsi que la participation directe de l'Aragon (ou d'autres C.A espagnoles) en Europe. Ces deux motions ont été adoptées par 37 voix contre 26 (celles du Parti Populaire) et ont fait des Cortès d'Aragon le troisième parlement ibérique, après le basque et le catalan, à promouvoir une réforme de la Constitution espagnole pour aller vers le fédéralisme. Soulignons que la différence entre IU et CHA est minime sur le plan du fédéralisme. Les deux formations sont d'accord pour faire du Sénat une vraie Chambre territoriale. Nous pouvons même voir dans la motion d'IU une plus grande ambition 'nationale' pour l'Aragon dans la mesure où IU parle explicitement de la participation directe de l'Aragon au sein de l'UE alors que CHA parle de la participation de toutes les Communautés Autonomes. Cette nuance est anecdotique mais elle mérite d'être soulignée : il semblait en effet logique que ce soit le contraire, que CHA ne parle que de l'Aragon et IU de l'ensemble des C.A. Faut-il y voir une façon pour CHA de se préserver de possibles accusations de nombrilisme ? Peut-être bien. Pour un nationalisme qui se revendique solidaire et internationaliste, il paraît naturel de vouloir échapper à ce genre de suspicions.

Un autre aspect important du travail parlementaire de CHA au cours de cette législature concerne l'écologie. Ainsi avons-nous relevé des questions sur la gestion des déchets toxiques, mais aussi, et surtout, sur la lutte contre les barrages pyrénéens qui détruisent le territoire et symbolisent le colonialisme intérieur mais aussi contre la défiguration des Pyrénées qu'engendrerait la construction d'une autoroute électrique.

Avant de conclure sur cette cinquième législature, nous pouvons citer des aspects symboliques qui en disent long sur les axes politiques identitaires les plus marquants pour CHA. En 2000, le président espagnol, José María Aznar, du Parti Populaire, avait décidé unilatéralement du nouveau modèle de plaque d'immatriculation pour les véhicules après que le Conseil de l'Europe avait imposé la présence de l'abréviation de l'État membre en 1998 (F pour France, E pour Espagne…). Les différents partis avaient fait des propositions, notamment les PANE qui souhaitaient que les nations culturelles (et par

extension toutes les Communautés Autonomes) aient également leur symbole officiellement représenté sur les plaques minéralogiques (CAT pour Catalogne, ARA pour Aragon, IB pour Îles Baléares…). Il n'en fut rien le président Aznar ne voulant voir que le symbole de l'Espagne puisque les lettres des provinces allaient également disparaître. Ainsi donc, le GPCHA présenta aux Cortès d'Aragon, une proposition d'arrêté pour que les 3 lettres ARA soient présentes sur le côté droit des plaques minéralogiques aragonaises, le côté gauche étant réservé au E de l'Espagne[501] :

> *Hasta la semana del 13 de septiembre, 12 de septiembre del año en curso, del año 2000, el Gobierno español manejó varios modelos de matriculación. Es más, se presentó ya prácticamente como definitivo un modelo que era, señorías, el siguiente: un modelo que, recogiendo el reglamento europeo, incluyera en la izquierda de las placas la bandera europea con la «E» del estado miembro (España), cuatro números (cuatro dígitos) y tres letras; y a la derecha -eso está publicado-, a la derecha preveía la referencia de un distintivo territorial de la comunidad autónoma en la que era matriculado. En este caso, Aragón sería A, R, A (ARA); Cataluña, CAT; etcétera, etcétera. Y se publicaron incluso cuáles iban a ser las referencias de letras en las que iban a aparecer.*
> *Este era el modelo que hasta el 12, 13 de septiembre parece que iba a defender el Gobierno español, que iba a aprobar. Pero héteme aquí que el día 15 de septiembre el Gobierno español aprobó una Orden, que fue publicada en el* Boletín Oficial del Estado *al día siguiente, mediante la cual, finalmente, se amputaba el distintivo territorial de la matrícula. […]*
> *Sólo el distintivo estatal es contemplado en los países pequeños, en los que no tienen ninguna necesidad por su pequeña estructura territorial de reconocer los entes menores que los conforman. Pero, señorías, en los países grandes, en todos ellos, se añaden otros signos para realzar la importancia de sus diversidades administrativas y culturales, en todos, incluido Francia. Sólo España es el único de los países grandes, de los que tienen una estructura territorial amplia, que no refleja en sus placas de matrícula esa realidad.*
> *Y yo, señorías, me pregunto: ¿por qué tiene el Gobierno español ese interés en ocultar la realidad plural territorial? ¿Por qué ningunea la estructura territorial que emana de la Constitución y que la desarrolla?*
> *Señorías, sólo se me ocurre una respuesta: en el fondo, con las chapitas -así las llama el señor Aznar-, de lo que estamos hablando es de la idea de España, y estamos hablando de dos ideas distintas de España: la idea de la España una y grande -ya no diré «libre», porque ahora estamos en instituciones europeas internacionales que determinan muchos de los datos y de las actuaciones de la propia Administración europea-, la idea de la España una y grande, hija del nacionalismo unitarista y duro del viejo centralismo. Y, por otro lado, la idea de una España plural, la idea de una España plural que es hija de conceptos como autonomía, autogobierno, federalismo o cuasi federalismo, como llaman otros, es la hija, la idea hija de una concepción de diversidad de nuestro territorio, de diversidad de nuestro propio sistema político, que se articula en las comunidades autónomas, y de nuestra propia realidad cultural.*

[501] Proposición no de ley núm. 128/00, sobre el nuevo modelo de matriculación de vehículos, *Diario de Sesiones de las Cortes de Aragón* n°: 030 de Plenos (V Legislatura), p. 1906, Saragosse (2000).

Comme le dit Chesús Bernal lui-même, un détail qui paraissait anecdotique révèle et synthétise les deux visions de l'Espagne qui s'opposent aujourd'hui quant au modèle territorial. Ici, le discours de CHA se range clairement du côté des nationalismes historiques et périphériques. Nous pouvons lire entre les lignes que la vision centraliste est assimilée par Bernal à la vision franquiste. C'est un discours que l'on retrouve souvent dans les mouvements nationalistes périphériques : tout soupçon de centralisme est assimilé à de l'espagnolisme, et donc au franquisme puisque, comme nous l'avons déjà signalé, le nationalisme espagnol n'a pas vraiment réussi sa reconversion démocratique. L'allusion, de la part de Bernal, à la devise franquiste *Una, grande y libre* n'est donc pas innocente. L'amalgame centralisme / franquisme opposé à celui de décentralisation / démocratie représente presque un retour en arrière, à l'époque de la transition démocratique, ce qui prouve à quel point le second mandat d'Aznar fut perçu par les nationalistes périphériques comme une involution dans l'État des autonomies, voire dans la vie démocratique espagnole.

Par rapport à la réalité trilingue de l'Aragon, Bernal s'est exprimé à plusieurs reprises en aragonais ou en catalan à la tribune des Cortès d'Aragon bien que ces langues ne soient pas coofficielles en Aragon. Nous pouvons citer le débat sur la constitution de la *comarca* du Baix Cinca/*Bajo Cinca* où, de surcroît, CHA a voté contre car la loi n'avait prévu que l'adoption officielle des toponymes en castillan.

Le bilan de cette première année est donc plutôt bienveillant à l'égard de la coalition PSOE-Par. Il faut dire qu'après le mandat (1995-1999) de PP-Par, les politiques sociales et fédéralisantes engagées par le PSOE insufflent un vent nouveau (et frais) et ne provoquent pas un rejet catégorique de CHA, qui aspire à devenir le partenaire du PSOE en 2003. Néanmoins, déjà à l'époque, on s'aperçoit que beaucoup des engagements pris par la coalition PSOE-Par restent encore à tenir (c'est le cas de la « Loi des langues » promise par Iglesias). Ainsi, en fin de mandat, le discours de CHA ressemble de plus en plus à un avertissement qui laisse paraître que le principal obstacle à une vraie

politique de gauche pendant ce mandat a été l'associé du PSOE, le Par. On sous-entend qu'avec CHA, le bilan des socialistes aurait été bien meilleur, plus ambitieux car plus socialiste et, évidemment, plus aragonésiste car le Par n'est pas un vrai parti aragonésiste et parce que le PSOE aragonais est soumis aux intérêts partisans du PSOE fédéral, à Madrid. En d'autres termes, CHA se présente en garant d'un vrai gouvernement de gauche et aragonais.

À la fin du mandat, les 5 députés du GPCHA ont présenté 888 questions, demandé 35 comparutions, soumis 137 propositions de loi, initiatives, autrement dit, proportionnellement plus que le PP (avec 28 députés, le plus nombreux des Cortès, de nouveau dans l'opposition) avec plus de mille questions, 485 demandes de comparution, 330 propositions d'arrêtés... Nous remarquons l'activité frénétique d'IU qui, avec un seul député, a présenté 500 initiatives, contre 69 pour le PSOE (au gouvernement) et 146 pour le PAR (son associé).

Mais en 2003, alors que CHA, comme nous l'avons signalé, devient la troisième force politique aragonaise, les socialistes préfèrent reconduire leur pacte avec le Par. Comme le dit de façon très imagée Bernal, les socialistes du PSOE semblent préférer *seguir bailando con la más fea*[502]. Bernal met en avant le fait que CHA devrait être l'interlocuteur privilégié par proximité idéologique et par légitimité démocratique puisque cela fait 5 échéances électorales de suite que le PAR perd des voix et des députés, contrairement à CHA[503].

VIème législature (2003-2007) :

Pendant cette législature 2003-2007, le discours de CHA se durcit vis-à-vis de la coalition gouvernementale même si le pacte PSOE-CHA à la mairie de Saragosse oblige à une certaine prudence. Par ailleurs, il faut noter que la répartition du pouvoir socialiste joue en faveur de CHA. Le PSOE des Cortès est majoritairement acquis au secteur d'Iglesias alors que celui de la mairie

[502] Chesús Bernal, « Ganó la izquierda, pero gobierna la derecha », *Aragón Libre*, n°48, automne 2003, p.6.

[503] On observe sur le graphique des députés des Cortès d'Aragon que le PAR est passé de 19 députés en 1987-1991 à 8 en 2003, alors que CHA est passé de 2 en 1995 à 9 en 2003. Les socialistes mettent en avant que le PAR est plus implanté sur le territoire ce qui a permis de reproduire le pacte PSOE-PAR dans toutes les communes et les *comarcas* où l'arithmétique le permettait. Un pacte global PSOE-CHA n'aurait pas cumulé autant d'institutions.

appartient au secteur de Belloch. Cette VIème législature est marquée par l'arrivée des socialistes à La Moncloa et par la confirmation du siège de Labordeta au Congrès des Députés. L'arrivée de José Luis Rodríguez Zapatero entraîne le retrait du *Plan Hidrológico Nacional* (PHN) de José María Aznar et donc la fin de la menace du transvasement de l'Èbre. Selon CHA, Marcelino Iglesias, qui avait basé son discours sur le rejet du PP et du PHN, est aujourd'hui beaucoup moins combattif contre l'exécutif central socialiste. Du pain bénit pour CHA qui peut ainsi accuser le PSOE aragonais de soumission au PSOE fédéral, au détriment des intérêts aragonais. Les comparaisons sont toutes trouvées pour CHA qui oppose ainsi la soumission d'Iglesias aux revendications de Pasqual Maragall (PSC), (lequel devient d'ailleurs vite encombrant pour José Luis Rodríguez Zapatero à tel point qu'il n'hésite pas à le sacrifier en pactisant en 2006 un nouveau Statut d'autonomie avec le leader de l'opposition catalane de l'époque, Artur Mas (CiU). Mais ce qui est plus surprenant, et qui constitue une circonstance aggravante pour Iglesias, c'est que CHA accuse même le président aragonais d'être moins revendicatif que le président de la Communauté Autonome d'Estrémadure, Juan Carlos Rodríguez Ibarra (PSOE-Extremadura), qui appartient, lui, au secteur le plus jacobin et centraliste du PSOE –en principe plus soumis à Madrid– et qui s'est distingué pour son discours anticatalan et antinationaliste périphérique. CHA peut ainsi retrouver son discours sur l'utilité d'un parti aragonais non-attaché à Madrid, un parti indépendant, seule garantie d'un véritable pouvoir aragonais, d'autant plus qu'à ses yeux, l'intérêt général et stratégique pour l'Espagne dessiné depuis Madrid est souvent néfaste pour l'Aragon (un argument dérivé de la thèse du colonialisme intérieur).

Mais s'il y a un sujet qui va être essentiel pendant ce mandat, c'est bien celui du nouveau Statut d'autonomie. L'arrivée de Zapatero à la tête du gouvernement espagnol entraîne, par opposition à l'involution autonomiste du dernier mandat d'Aznar, ce que l'on a appelé la « seconde transition territoriale », une vague de réformes des Statuts de la plupart de 17 Communautés Autonomes de l'État espagnol. Les autonomies, qui se sont pourtant nivelées par le haut entre 1996 et 2000 avec la décentralisation de l'éducation et la santé publique pour toutes les communautés, souhaitent majoritairement une nouvelle étape alors qu'Aznar pensait avoir clos la

réforme territoriale de l'État. Zapatero avait promis en 2003 au premier gouvernement tripartite catalan –présidé pour la première fois par un socialiste, Pasqual Maragall– d'accepter le Statut catalan qu'adopteraient le Parlement catalan et le peuple catalan par voie référendaire. L'Aragon, dont le président Iglesias a une âme fédérale, souhaite également adopter un nouveau Statut, plus ambitieux, digne d'une « nationalité historique ». CHA, en tant que parti nationaliste, est évidemment favorable à cette réforme et participe à son élaboration. Bizén Fuster et Chesús Bernal, deux des poids-lourds nationalistes participent à la *Ponencia especial* de la Commission spéciale pour la réforme de la Constitution aux Cortès d'Aragon, constituée en décembre 2004.

> *[…] esta ponencia será la tercera que se pone en marcha con este fin en el Estado español tras Cataluña y Euskadi. Tal y como señala Chesús Bernal,* "Aragón retoma un papel protagonista y ocupa el papel que le corresponde en la primera línea de la reinvindicación del autogobierno, después de haber sido el único parlamento autonómico que ha logrado aprobar un dictamen con las bases para profundizar en su desarrollo". *Este dictamen fue elaborado por una Comisión especial de estudio que se creó en la pasada legislatura a propuesta de CHA, y fue aprobado por unanimidad el 20 de marzo de 2003.* "El dictamen es la hoja de ruta que marca el camino a seguir para profundizar en el autogobierno aragonés. No sólo señala qué nuevas competencias deben incluirse en un nuevo Estatuto de Autonomía, sino que también apunta otras reformas institucionales y de la propia Constitución para avanzar hacia el Estado federal (reforma del Senado, presencia autonómica en Europa, etc.). Ahora ha llegado por fin el momento de empezar a redactar el texto articulado del nuevo Estatuto. Sin duda, éste va a ser un año apasionante[504].

CHA apparaît clairement comme une force motrice de la réforme du Statut et de la Constitution. La fédéralisation de l'État espagnol est pour CHA le premier pas vers la pleine autonomie et l'autodétermination de l'Aragon au sein d'une fédération hispanique. Depuis la *Fundación Gaspar Torrente*, le *think tank* de CHA créé en 1998 et dont nous parlerons ultérieurement, CHA organise, avec des spécialistes en droit constitutionnel d'universités aragonaise, basque et catalane[505], des colloques annuels sur la réforme de la Constitution espagnole pour aller vers la fédéralisation. Mais cet engouement réformiste du Statut aragonais va, une fois de plus, pâtir de divers retards et ralentissements.

> *Ahora, desde hace casi año y medio, luchando contra la adversidad y –digámoslo claro– con muchas dificultades (las de aquí y las derivadas de la tramitación de otras reformas de Estatutos de Autonomía) en la etapa que*

[504] « Comienza el camino hacia el nuevo Estatuto », *Aragón Libre*, n°54, hiver 2005, p.5.
[505] *El Ebro* n°4-5, Fundación Gaspar Torrente, Diputación de Zaragoza, mars 2005 (Saragosse).

supone la Ponencia Especial de Reforma de nuestro Estatuto en las Cortes de Aragón.
No va a ser fácil. Todavía no hemos terminado ni siquiera el primer borrador y, de momento, nuestra valoración es muy desigual. Hay objetivos que desde hace años llevamos planteando desde CHA que probablemente vamos a conseguir (ampliación del techo competencial máximo, la recuperación de las competencias de nuestro Tribunal Superior de Justicia en la resolución de los recursos de casación y revisión, así como la máxima instancia de interpretación de nuestro Derecho Foral, nuestra organización territorial comarcal, la incorporación de una carta de derechos y libertades, la posibilidad de crear una policía autonómica, los procesos electorales propios y la disolución anticipada de las Cortes que dé lugar a nuevas legislaturas completas, etc.). Pero hay otros que están encontrando serias dificultades (definición, lenguas, modelo financiero propio).
Seguiremos a pie de Ponencia para que el Estatuto sea para el día a día: para la vivienda digna, el transporte eficiente, la protección de nuestro medio ambiente y el desarrollo sostenible, la salud pública, la enseñanza, la acción social en todas sus vertientes, las políticas de igualdad con los países más desfavorecidos, la investigación e innovación tecnológica, nuestro desarrollo rural…, y también para una buena financiación y para la defensa de nuestra identidad nacional[506].

Finalement, CHA vote contre ce Statut d'Autonomie, une position qui, pour certains, expliquerait la débâcle de 2007. Peut-être les citoyens ont-ils perçu une forme d'incohérence dans le fait qu'un parti fondamentalement autonomiste se soit opposé à un Statut plus ambitieux que celui de 1996. CHA n'a pas été possibiliste mais maximaliste. En effet, parce que le projet élaboré aux Cortès avait été raboté à Madrid et qu'il n'entraînait pas l'égalité statutaire avec d'autres autonomies, CHA s'est abstenu aux Cortès d'Aragon[507] et a voté contre au Congrès des Députés[508]. CHA avait prévenu que si le Statut aragonais ne fournissait pas un certain nombre de garanties (dont le financement de la Communauté Autonome d'Aragon proportionnel à la superficie du pays…) similaires à celles accordées dans les 4 nouveaux Statuts déjà réformés (Catalogne, Andalousie, Pays valencien et Îles Baléares), elle voterait contre ce Statut à Madrid. C'est ce que relaie un article publié par *El Periódico de Aragón*, entre l'adoption du nouveau Statut aux Cortès d'Aragon, et son passage aux Cortès générales.

La indignación de CHA crece a medida que se van conociendo detalles de los distintos procesos estatutarios abiertos en varias comunidades y de la negociación que se lleva en Madrid respecto al Estatuto de Autonomía de

[506] « El Estatuto, para el día a día », *Aragón Libre*, n°58, printemps 2006, CHA, (Saragosse).
[507] « CHA se abstiene. Aragón aprueba un nuevo Estatuto con el apoyo de todos los partidos menos la Chunta Aragonesista », *El Mundo*, 21 juin 2006, www.elmundo.es
[508] « El Congreso aprueba el nuevo Estatuto con 296 votos a favor, 13 abstenciones y el voto en contra de CHA », *Aragón digital*, 15 mars 2007, www.aragondigital.es

Aragón. La impresión negativa que se están llevando los dirigentes nacionalistas en varios aspectos –sobre todo la escasa ambición de los cuatro partidos que han apoyado la reforma (PSOE, PP, Par e IU) – podría provocar, según anunció su presidente, Bizén Fuster, que voten en contra del nuevo Estatuto.

Fuster y el portavoz en las Cortes de CHA, Chesús Bernal, comparecieron para adelantar algunas de las enmiendas que presentarán en el Congreso para mejorar los ingresos del Estado en la comunidad autónoma. "Estamos en la segunda transición del proceso autonómico, y es fundamental conseguir un sistema financiero justo, porque nos jugamos el futuro de los próximos 30 años", advirtió Bernal, enfadado por la poca "ambición" de los partidos aragoneses, en comparación con otras reformas.

Así, citó por ejemplo que Cataluña y Andalucía hayan conseguido asegurarse un 18% de las inversiones estatales por su PIB, Castilla La Mancha haya hecho una media ponderada del PIB, la extensión, la población y la singularidad o Baleares que exige una cantidad fija ya que ningún otro requisito le beneficia. Mientras, denunciaron los nacionalistas, el proyecto aragonés solo pide que "se tenga en cuenta".

MEDIDAS IMPRESCINDIBLES Por este motivo, CHA presentará, en lo relativo al modelo financiero, tres propuestas imprescindibles para que la formación pueda evitar su voto negativo. Estas propuestas serían irrenunciables incluso en futuros pactos postelectorales. La primera propuesta solicita la equiparación financiera a la proporción de la superficie de Aragón en relación al conjunto del Estado. En todo caso, para su fijación se tendrán en cuenta, además, la baja densidad de población, la orografía y la condición de comunidad transfronteriza.

Además, instan al Estado a que aporte 5.000 millones de euros a lo largo de siete años a partir de que entre en vigor el nuevo Estatuto para paliar el déficit en infraestructuras. Y también solicitan que tres meses después de su aprobación, el Estado pague la deuda tributaria que mantiene con Aragón y que actualmente se encuentra en los tribunales a la espera de que una comisión bilateral solucione las discrepancias abiertas.

Estas iniciativas son las primeras de un partido que, en cuestiones financieras, también solicitará la creación de una hacienda propia, la cesión de tributos estatales recaudados en Aragón o la creación de una Agencia Tributaria Aragonesa. En total, serán más de 60 enmiendas las que presentarán en el Congreso para dotar de más autogobierno y autonomía financiera a Aragón[509].

L'article rappelle que le nouveau Statut d'autonomie pour l'Aragon était, au départ, une revendication des nationalistes qui n'ont cessé de réclamer les mêmes compétences que les grandes nationalités historiques. En revanche, on souligne dans l'article que les autres partis représentant le peuple aragonais étaient pour une réforme statutaire beaucoup moins ambitieuse que celle

[509] « CHA votará en contra del Estatuto si no se mejora la financiación. Los nacionalistas piden 5.000 millones en siete años para infraestructuras. Instan a liquidar la merma tributaria.», *El Periódico de Aragón*, 21 juin 2006, www.elperiodicodearagon.com

souhaitée par les nationalistes. Parallèlement, les autres nationalités sont en train de s'assurer un minimum d'investissements par an, un financement proportionnel à la population, à la superficie, ou de nouvelles compétences, ce qui allait perpétuer le retard de l'Aragon par rapport aux nationalités de l'article 151 ou assimilées et creuser un nouveau fossé. L'argumentation de CHA repose donc sur le sentiment que les quatre autres partis aragonais ont trahi la réforme statutaire que les nationalistes réclamaient depuis 1986 et, puisqu'ils estiment que l'Aragon est de nouveau lésé, ils envisagent de voter contre cette réforme. Ils reconnaissent que le nouveau statut apporte une amélioration par rapport à celui de 1996 mais ils le jugent nettement moins ambitieux que les autres Statuts qui sont en train d'être adoptés. Ils refusent donc le possibilisme (mieux vaut cela même si ce n'est pas ce que nous souhaitions) car, pour eux, cela reviendrait à trahir le peuple aragonais, la nation aragonaise et il n'est pas question qu'ils participent à la relégation de l'Aragon. En outre, les élus de CHA savent bien que, quoi qu'il arrive, le Statut sera adopté. Ce serait stupide de renoncer à leurs convictions alors qu'ils n'ont aucune chance de faire barrage à l'adoption du nouveau Statut de 2007.

Quant aux amendements présentés par CHA au Congrès des Députés, aucun n'est adopté ; Labordeta n'a donc pas le choix et vote contre ce Statut. L'ensemble du parti juge aussi ce texte insuffisant, surtout par rapport aux quatre autres déjà adoptés, il n'y a donc pas de débats internes. D'après *El Mundo*, CHA refuse d'être complice d'un mauvais Statut pour l'Aragon.

> *La reforma del Estatuto de Autonomía de Aragón salió adelante con el apoyo del Partido Socialista, el Partido Popular, el Partido Aragonés e Izquierda Unida, pero Chunta Aragonesista, única formación que mantuvo vivas enmiendas para su debate, concretamente 39, se abstuvo porque "no quiere ser cómplice de las renuncias que supone este Estatuto"*[510].

Selon le site d'*Aragón Radio*, la radio publique aragonaise, Bizén Fuster, furieux et déçu, refuse d'être sur la photo de famille avec toutes les autorités aragonaises qui ont fait le déplacement à Madrid :

[510] « El Congreso aprueba la reforma del Estatuto aragonés con la única oposición de la Chunta.», *El Mundo*, 16 mars 2007, www.elmundo.es

Fuster se ha negado a posar junto a la delegación aragonesa, los diputados en Madrid por Aragón y los representantes del Congreso en la negociación, en la foto de familia que se realizó en la Puerta de los Leones[511].

Le nouveau statut d'autonomie représente un moment crucial de cette législature, mais on peut citer également d'autres initiatives de CHA comme celle pour le retour des papiers de Salamanque, le butin de guerre des franquistes dans l'Aragon républicain. Une fois de plus, le parallélisme avec la Catalogne est frappant et doublé d'un sentiment d'injustice face à l'impression de deux poids deux mesures dont semble faire preuve le nouvel exécutif socialiste.

CHA ha abanderado el regreso de los papeles aragoneses expoliados durante la Guerra Civil depositados en el Archivo de Salamanca. Así, el pasado 13 de diciembre, conseguía el acuerdo de las Cortes para instar a los Gobiernos aragonés y central a respaldar y gestionar las reclamaciones de devolución que se produzcan desde Aragón. Tras conocer, días después, que le serán devueltos a la Generalitat de Catalunya los documentos que reclamaba, CHA considera que se establece un claro precedente para que sean atendidas peticiones similares, a pesar de las desafortunadas palabras del ministro Jesús Caldera señalando que "no atenderían más reivindicaciones. […] La diputada de CHA Nieves Ibeas […] presentará varias iniciativas […] para conocer el contenido exacto de las 145 cajas rotuladas con el nombre "Aragón" depositadas en el Archivo de Salamanca[512].

D'autres initiatives ont concerné l'université publique car, à cette période, une université privée est en train de voir le jour en Aragon, qui n'en avait pas jusque-là. Il s'agit de l'Université San Jorge, proche de l'Opus Dei et des partis conservateurs espagnol et aragonais (PP-Par). N'oublions pas que le noyau dur de CHA est issu de l'Université de Saragosse où la plupart des élus de CHA continuent d'enseigner et/ou de développer des tâches administratives.

CHA considera injustificable que el Gobierno haya remitido a las Cortes simultáneamente el Proyecto de Ley de Ordenación del Sistema Universitario de Aragón (LOSUA) y el Proyecto de Ley por el que se reconoce a la Universidad Privada "San Jorge". "Que se tramitan a la vez hace que el de Universidad no incluya la LOSUA dentro de las normas por las que se regirá" explica la diputada Nieves Ibeas[513].

[511] « El Congreso aprueba el nuevo Estatuto aragonés con 296 votos a favor», 15 mars 2007, www.cartv.es/index.php/mod.noticias/mem.detalle/idnoticia.11382/relcategoria.1031/idmenu.33/chk.6744792817f276a1f4abc32c18bd44b1.html
[512] « Que vuelvan los papeles de Salamanca », *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.6.
[513] « En defensa de la Universidad pública aragonesa », *Op. Cit.*, p.6.

Parmi d'autres propositions, nous pouvons citer la création d'un Parc National des Monegros, afin de protéger les steppes aragonaises ainsi que sa riche faune.

Au total, CHA a présenté au cours de cette législature, 213 propositions d'arrêtés, 51 motions, 82 interpellations, 1 proposition de loi et plus de 1000 questions au gouvernement. IU, avec un seul député, a présenté 691 initiatives ; Le PP, avec 22 députés, a présenté plus de 1000 questions mais n'a demandé que 142 comparutions, n'a proposé que 350 arrêtés et présenté seulement 136 interpellations et 66 motions.

VIIème législature (2007-2011) :

Pendant la VIIème législature (2007-2011), les quatre députés du GPCHA, après s'être remis des résultats et de la très dure *Asambleya Nazional* de janvier 2008 ne sont pas encore au bout de leurs peines puisqu'en mars, CHA perd sa représentation aux Cortès de Madrid. La législature 2008-2011 est la première, depuis l'instauration de la Monarchie parlementaire, où aucun député n'appartient à un parti politique territorial aragonais. Les 14 députés aragonais appartiennent tous au PSOE et au PP. Le seul aspect positif est qu'en juin 2009, CHA maintient son euro-parlementaire à Bruxelles dans le cadre de la coalition *Europa dels Pobles/Europa de los Pueblos* avec *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et *Eusko Alkartasuna* (EA) même si les résultats de cette coalition en Aragon dépassent à peine 2% des suffrages[514].

Aux Cortès d'Aragon, la porte-parole du GPCHA et présidente du parti, Nieves Ibeas, continue de pointer le financement de l'Aragon comme le principal problème. Sans un bon financement, il paraît évident que rien ne peut être mis en place. CHA ne revient donc absolument pas en arrière par rapport à son refus du nouveau Statut. Au contraire, d'après les nationalistes, nous avons avec les problèmes de financement, la preuve que le Statut de 2007 est

[514] CHA obtient en Aragon l'un des pires résultats de son histoire : 13 353 suffrages (2,83%). C'est moins qu'*Izquierda Unida* et le nouveau parti centraliste de l'ex-socialiste Rosa Díez, *Unión, Progreso y Democracia* (UPyD). C'est toutefois mieux que dans l'ensemble de l'État espagnol (2,49%) ce qui garantit le maintien de l'eurodéputé. CHA est rétrogradée en Aragon à la cinquième place alors qu'en 2004, CHA avait été la troisième force aragonaise avec près de 30 000 bulletins et 6,14% des suffrages. L'abstention dépasse néanmoins les 53%.

inefficace, inutile, inapproprié. Mais en 2009, c'est l'attaque contre le nouveau système de financement adopté par le Conseil de Politique Fiscale et Financière, défendu uniquement par le président Iglesias (et même critiqué par ses associés du PAR) qui semble marquer un point de rupture entre les socialistes et les régionalistes. La presse parle à cette époque d'un rapprochement entre les socialistes et les nationalistes du CHA (les deux groupes parlementaires atteindraient la majorité absolue, 34 députés (30+4) sur 67). CHA dément formellement ce rapprochement même si une loi emblématique pour les deux partis (la Loi des langues) est adoptée en décembre 2009[515] uniquement par le PSOE et CHA. Certains y voient se dessiner la future entente entre ces deux formations pour le lendemain des élections régionales de 2011 puisque le pacte PSOE-Par semble difficile à rééditer après le départ annoncé en 2008 d'Iglesias, qui entretenait de bons rapports personnels avec le Par de José Ángel Biel.

Au cours de la législature, loin d'être abattu par la perte de cinq députés, le GPCHA continue à fournir un travail très intense, supérieur même à celui de la Vème législature alors que les nationalistes comptaient un député de plus (5 contre 4). Ainsi le GPCHA présente-t-il plus de 1000 questions, 146 propositions d'arrêtés, 134 demandes de comparution, 61 interpellations et 46 motions. Parmi les interpellations, nous avons retenu des domaines comme les projets d'autoroutes électriques, les connexions ferroviaires entre l'Aragon et la France, les énergies renouvelables, le développement durable, la protection des montagnes, l'éducation primaire, secondaire et universitaire, les politiques culturelles (notamment le réseau des musées 'nationaux' d'Aragon), l'agriculture conventionnelle et biologique le logement, la santé publique, les caisses d'épargne, l'aéroport (militaire) de Saragosse, la protection sociale des mineurs, les mesures anti-crise… absolument tous les sujets et tous les domaines sont mis sur la table. Des sujets chers à CHA : environnement, transports, éducation, domaine public…

[515] *Ley 10/2009, de 22 de diciembre, de uso, protección y promoción de las lenguas propias de Aragón.*

Notons que pendant cette législature, quelques indices semblent indiquer la fin du cycle PSOE-PAR au gouvernement aragonais. La plus grave crise économique depuis 1929 survient en effet fin 2007, s'amplifie dès la réélection de Zapatero qui devient rapidement très impopulaire. En Aragon, Iglesias annonce en 2008 qu'il ne sera plus candidat en 2011, ce qui enterre la possibilité d'un nouveau pacte avec les régionalistes du Par, car cette coalition reposait presque exclusivement sur la bonne entente entre Iglesias et Biel, le leader conservateur. Ces signes de fin de cycle amplifient le travail parlementaire de CHA, comme nous l'avons vu, et réactivent celui du PP qui commence à percevoir un éventuel retour aux affaires notamment grâce à l'oubli du transvasement de l'Ebre par la mauvaise gestion de la crise de Zapatero qui plombe les perspectives du PSOE en Aragon, comme dans le reste de l'Espagne. Par ailleurs, nous percevons une tentative de rapprochement entre le PSOE et CHA au moment de l'adoption de la Loi sur les Langues, la *Ley de Lenguas*, promise par Iglesias depuis 1999 mais rendue impossible par l'anti catalanisme viscéral du PAR qui ne veut pas entendre parler du catalan comme d'une langue vernaculaire de l'Aragon.

La reconnaissance des langues aragonaise et catalane est une vieille revendication des nationalistes de CHA. On se souvient qu'on les appelait au début de leurs parcours politique « *los de la fabla* ». Par conséquent, CHA est conscient au cours de cette législature d'être le seul groupe parlementaire à pouvoir améliorer la protection des langues vernaculaires et de ses locuteurs. En revanche, elle n'ignore pas que les socialistes aragonais sont, sur cet aspect, minimalistes. Contrairement à ce qui arrive au cours de la négociation du Statut d'autonomie de 2007, CHA admet que, pour les langues, il faut envisager la position possibiliste. En effet, l'Aragon est le seul territoire de l'État espagnol à avoir des langues vernaculaires non-protégées par une loi de normalisation linguistique[516]. Le cas linguistique est par conséquent différent du degré d'autonomie. Ainsi donc, même si la loi présentée par les socialistes est minimaliste (parce que consensuelle entre les Aragonais hispano et

[516] Michel Martínez Pérez, « Aragón ante la normalización lingüística del idioma catalán », dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon (2009).

catalanophones), elle représente en soi une avancée dans les droits linguistiques des locuteurs catalano ou aragonophones qui, grâce à elles, pourront s'exprimer dans leur langue dans toutes les institutions aragonaises, quelles qu'elles soient, même si le texte ne parle pas explicitement de caractère co-officiel pour les langues vernaculaires[517]. Ici, « l'officialité officieuse » des langues catalane et aragonaise a été jugée « mieux que rien » par les nationalistes qui voyaient dans cette loi un premier pas vers une vraie officialisation des langues vernaculaires d'Aragon. Cette loi est certainement la plus emblématique de cette législature pour les nationalistes. Elle aurait pu représenter aussi la rupture entre le PSOE et le PAR et la signature d'une coalition PSOE-CHA à partir de 2011 mais l'effondrement du PSOE aux élections de mai 2011 en a décidé autrement.

La législature suivante, la VIIIème, est marquée par le retour du PP au pouvoir, avec une majorité relative qui a donc besoin de son allié traditionnel, le PAR qui revient au pacte de 1995 pour se maintenir au pouvoir. Peut-être le PSOE et CHA finiront-ils par se rapprocher depuis les bancs de l'opposition ? Le temps nous le dira.

Passons à présent à l'étude du travail parlementaire de CHA à Madrid, au Cortès générales, c'est-à-dire la Chambre basse du parlement espagnol, le Congrès des Députés.

[517] Michel Martínez Pérez, « La Llei d'Ús, Protecció i Promoció de les llengües pròpies d'Aragó 10/2009, 22 de desembre de 2.009 ». Communication présentée au colloque international de l'Association Française des Catalanistes (AFC) à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense les 4 et 5 novembre 2010. Sous presses.

2) Le Parlement espagnol (*Congreso de los Diputados*, 2000-2004, 2004-2008 et depuis 2011)

a. José Antonio Labordeta.

Les bons résultats de CHA aux élections municipales et régionales de juin 1999 poussent les dirigeants de CHA à se présenter en solitaire aux élections législatives de mars 2000 alors que les forces politiques de gauche appellent à l'union de la gauche (PSOE et IU concourent finalement ensemble) pour faire barrage à la droite dont tous les sondages semblent prédire une majorité absolue au Congrès des Députés. En Aragon, les sondages semblent attribuer un siège à CHA, en pleine ascension après la consolidation de 1999. En outre, la tête de liste de la circonscription de Saragosse (la seule circonscription aragonaise où CHA a réellement une chance d'obtenir un député, comme le PSA en 1977) n'est autre que José Antonio Labordeta, élu député aux Cortès d'Aragon l'année précédente et qui s'est offert au parti pour aller à Madrid. Il en parle dans notre entretien de façon très naturelle, proposant même des justifications d'ordre domestique:

> *Entonces, yo, al principio soy muy crítico con Chunta [Aragonesista] y a veces tengo hasta algún enfrentamiento con [Chesús] Bernal porque yo en el fondo sigo siendo muy internacionalista, ¿no? Yo creo que los nacionalismos… Yo no acabo de entenderlos. Yo sigo siendo muy internacionalista, que todo nos afecta, ¿no? Entonces, un día tuvimos una discusión con Bernal sobre el internacionalismo y el nacionalismo. Pero luego cuando te das cuenta de que la única fuerza que queda con… Es decir que cuando ya ves que el PSOE es el PSOE, el partido de la socialdemocracia, capaz de vender a su padre y a su madre… Te das cuenta de que la única fuerza que queda en Aragón es la Chunta. Entonces, pues los empiezo a apoyar un poco, al principio sin militar en la Chunta, ¿no? Hay una campaña electoral en que participo con ellos, voy cantando en los sitios donde van participando. Y ya en las elecciones [municipales y autonómicas] del 99, yo ya participo en la lista para apoyarles y voy el quinto en la lista de las Cortes de Aragón [por la circunscripción de Zaragoza]. Estoy un tiempo en las Cortes de Aragón. Y un día, por una coincidencia de ésas, viajamos, no sé si te lo habrá contado Bizén [Fuster, presidente del partido entre 1995 y 2007], viajamos Bizén y yo a Huesca porque había un acto político y tal… Entonces Bizén era el que iba a ir en cabeza de lista de Madrid, ¿no? El hombre iba preocupado porque tenía los críos pequeños, la mujer es secretaria de ayuntamiento y todos los días se tiene que ir a Longares… Tenían el problema… Él estaba preocupado. Entonces le dije "hombre, si estás tan preocupado, yo no tengo problema". Yo iba a ir el segundo. "Yo no tengo problema, yo puedo ir el primero porque mis hijas están criadas. Yo tengo dos hijas en Madrid, es decir que todos esos problemas que te planteas…". Y bueno, pues me presenté a las elecciones y en el año 2000*

sacamos la… con muy buen resultado. Y bueno, llegamos allí Paco Pacheco, de secretario, y yo y fuimos aprendiendo el oficio de diputado que es un oficio en principio duro porque vas aprendiendo cosas que no tienes mucha idea de qué son, y mucho lío, y sobre todo, claro, estás tú solo, ¿no? El problema es que no tienes más gente allí como pueden tener otros partidos[518].

Labordeta est d'une extrême sincérité et met en avant le fait qu'il a beau représenter un parti ouvertement nationaliste, il ne se sent pas vraiment nationaliste, nous y reviendrons. Après avoir milité au PSA, après s'être présenté pour le PCA, il décide de soutenir le projet de CHA mais toujours dans une perspective critique. Il a lui-même confié être un mauvais militant. Dans un entretien avec l'hebdomadaire du journal *El País*, *El País Semanal*, en 2005, Labordeta avait dit qu'il n'était pas nationaliste et qu'il allait voter pour la Constitution européenne, contrairement à la position de CHA.

Pero como militante soy malo. Cuando tengo una reunión en la Chunta Aragonesista, digo que tengo trabajo en Madrid y me escaqueo. Si estoy en la Chunta, es por esa necesidad de sacar a Aragón del bache. Pero no soy nacionalista. Un día me dijeron: "Oye, pero ¿sois independentistas los de la Chunta?". Y contesté: "Los aragoneses somos brutos, pero no tontos". Intentar que Aragón sea independiente es una tontería. Ahora, mejorar la situación, intentar sacar una mejoría en el presupuesto, o que tengamos dos salidas a Francia en vez de una…[519].

Par rapport à l'indépendantisme, lors de notre entretien, Labordeta m'avait parlé de ses différends avec certains cadres de CHA (les plus nationalistes) mais aussi avec les jeunesses de *Chobenalla*, avant leur expulsion du parti en 2005. Quand nous lui avions demandé s'il souhaiterait proclamer la République aragonaise comme l'avait fait Francesc Macià puisqu'ils partagent le même surnom (l'*Abuelo* pour l'Aragonais, l'*Avi* pour le Catalan), Labordeta avait répondu :

No, no. Una vez me preguntaron si los aragoneses éramos independentistas. Yo dije una cosa que luego se cabrearon algunos de la Chunta. Yo dije que los aragoneses éramos bastante burros pero no tontos. Bastante burros en este aspecto de que plantearse la independencia en Aragón no tiene ningún sentido. Es una estupidez, porque no tiene razón para serlo. Cataluña es posible que se pueda plantear el problema de la independencia porque tiene una constitución muy distinta, 6 millones de habitantes, aquí somos 1 millón cien mil rodeados por territorios muy poderosos alrededor. O sea que me parece que la República de Aragón no…[520]

[518] Cf. Annexes, p.4.
[519] Sol Alameda, « Su señoría levanta la voz », *El País Semanal*, 30 janvier 2005.
[520] Cf. Annexes, p.10-11.

Par rapport au conflit avec *Chobenalla*, qu'il appelle de façon euphémistique les « *chavales* », très critique avec l'*Abuelo*, il fait référence à un épisode :

> *Esta gente, cuando yo digo que los aragoneses somos brutos pero no tontos, hay unos chavales de Chunta que me dicen "bueno pero nosotros somos independentistas". "Seréis vosotros, yo no". Yo no soy independentista, yo quiero una España federal donde todo el mundo tenga los mismos derechos, por arriba y por abajo. Además, curiosamente, los que están en contra de la España federal son los vascos. Claro, si igualamos por arriba y por abajo, ya la hemos jodido*[521].

À ce propos, Labordeta se sent héritier de la tradition espagnole républicaine et l'on perçoit chez lui une certaine fierté de ce qu'a représenté l'Espagne de la République. Ainsi montre-t-il une forme d'espagnolisme, chose assez atypique dans un parti nationaliste. Mais ce n'est qu'une contradiction apparente. Pour Labordeta le parti est nationaliste parce qu'il est aragonésiste et défend les intérêts de l'Aragon. Labordeta est conscient du besoin d'autodéfense et d'auto-affirmation dont doit faire preuve l'Aragon. Pour le reste de l'Espagne, il est clairement favorable à une organisation qui ne peut être que fédérale. Il souhaite finalement retrouver le principe d'union d'égal à égal qu'avait constitué la première union hispanique. C'est justement pour cette raison qu'en 1986 Labordeta ne se sentait pas identifié au projet de CHA qui apparaissait avant tout nationaliste. Le rapprochement à la fin des années 90 est peut-être aussi le signe d'un fléchissement nationaliste de la part de CHA qui aurait évolué vers le pragmatisme fédéraliste sans renoncer à la défense des intérêts « nationaux » de l'Aragon.

> *Pero, al principio había como un discurso más radical. Era un poco lo que me hacía discutir con Chesús, porque yo veía que era un nacionalismo radical fuera de la realidad. Este territorio, yo me acuerdo, al poco tiempo de morir Franco, vinieron a casa unos tíos para preparar la lucha armada. Pero bueno, ¿la lucha armada a dónde? Porque este territorio no tiene una base para eso. Euskadi sí que tiene una base para eso, de persecución a lo vasco, una frontera que pasar, pasan y se van, eso es muy importante. Aquí no te puedes pasar, un tío de Teruel no se puede pasar a ningún lado. Me acuerdo que me vinieron unos tíos muy raros, bueno raros no porque los conocía, y les convencí de que desistieran de esa locura, ¿no? No tenía ningún sentido preparar la lucha armada. Las distancias que hay de un lugar a otro en este territorio, que no hay un puto árbol, te ve la guardia civil inmediatamente… Los maquis estaban en el Maestrazgo y en el Pirineo. Ésa fue la lucha armada de este país. ¿Y el resto qué? El resto, en Zaragoza, no tenía sentido. Pero bueno, estos no eran de la*

[521] Cf. Annexes, p.18.

Chunta, estos eran unos locos. Y luego Chunta, pues al principio tenía eso, había un discurso y ahora, pues, siguen un poco…[522]

Labordeta a donc toujours été un électron libre au sein de CHA, fédéraliste et aragonésiste mais pas nationaliste aragonais. Nous avons cité plus haut son opinion sur le nombre de nationalistes aragonais en Aragon : 40 000. Il pourrait parfaitement faire partie des 60 000 autres qui, sans être nationalistes, ont pu voter pour CHA pour faire parler l'Aragon d'une seule voix non-assujettie à une force politique madrilène, et pour aller vers une nouvelle Espagne vraiment fédérale, une tradition qui a bel et bien existé mais qui n'a jamais pu s'imposer.

Michel Martínez: *Por lo tanto, si sacamos conclusiones de esto, parece que el discurso nacionalista de izquierdas en Aragón, si se asemeja al del País Vasco o de Cataluña, existe cierta reticencia, ¿no?*
José Antonio Labordeta*: Sí, yo diría que sí y además hay un peligro, que se va superando, que es la imagen obsesiva de mucha gente de Chunta con el nacionalismo radical del País Vasco. Y entonces, claro, cuando se ha visto que el radicalismo vasco conduce a situaciones bastante complicadas, la gente va moderando su posición, pero al principio en Chunta había gente con un discurso muy nacionalista, tipo vasco: autodeterminación, "Aragón ye Nazión"…*
Michel Martínez*: ¿Antiespañol?*
José Antonio Labordeta*: Muy antiespañol. Yo no soy anti. Yo no soy nada antiespañol. Yo soy muy español, joder. Quiero decir, yo soy aragonés pero me siento muy español. Posiblemente eso plantea el problema de que…*
Michel Martínez*: Español de otra manera.*
José Antonio Labordeta*: Sí, claro, una España federal, yo planteo una España federal. Ahora, yo me siento orgulloso de Goya, Picasso, Antonio Machado, Lorca, Alberti y muy orgulloso de hablar español que es una lengua muy rica, muy exacta, muy concreta. Por eso, el rechazo de España, pues no joder, yo no lo acabo de entender, en una España federal… Claro, algunas ramas de Chunta, plantean el problema de la imitación, hay un mimetismo con el nacionalismo vasco, no catalán sino vasco. Me parece un poco absurdo, no tiene sentido*[523]*.*

Labordeta a une âme clairement ibériste et qui, contrairement à certains fédéralistes, n'a pas peur du mot Espagne ou Espagnol. Labordeta se considère comme aragonais et donc espagnol, être aragonais est sa façon d'être espagnol, il considère que les deux sont compatibles. En cela, il est très représentatif des autres Aragonais car cette identité double des Aragonais, presque une double nationalité hispano-aragonaise, est l'identité que perçoivent la plupart des Aragonais qui, très majoritairement, se sentent à la fois espagnols et aragonais

[522] Cf. Annexes, p.18.
[523] Cf. Annexes, p.17.

si l'on en croit les enquêtes d'opinion. En effet, dans les différents *Barómetros de opinión*, des enquêtes d'opinion saisonnières commandées par le Gouvernement aragonais, nous trouvons un chapitre consacré au sentiment identitaire des Aragonais interrogés. On leur demande s'ils se sentent exclusivement aragonais ou espagnols, plus aragonais qu'espagnols, plus espagnols qu'aragonais ou bien les deux dans une même proportion. En ce qui concerne le territoire, on leur demande s'il vaudrait mieux que l'Aragon soit une région sans autonomie, une communauté autonome comme elle l'est, avec plus d'autonomie ou un pays, un État indépendant. Chorche/*Jorge* Romance, blogueur et journaliste, se base sur ces baromètres d'opinions pour l'« *independómetro* » de sa page web www.aragoncolonial.es où il prétend démontrer, à travers la presse locale et aragonaise, que les journalistes aragonais et, au-delà, la plupart des Aragonais, sont colonisés culturellement par l'Espagne et que l'Aragon est devenu une colonie espagnole. Ainsi trouve-t-on dans la page en question le commentaire suivant :

> *Aragón colonial trata de desmitificar, de subvertir el lenguaje, de crear un nuevo modelo de comunicación para Aragón. Liberar del pensamiento colonial a un país en el que los medios tienen modelos y ejemplos de otro, en vez de propios*[524].

D'après le dernier sondage, publié au printemps 2011, la grande majorité des Aragonais, autour de 65%, se sentent aussi aragonais qu'espagnols alors que ceux qui se sentent plus aragonais ou plus espagnols se situent autour de 15%. Le sentiment majoritairement aragonais avait d'ailleurs perdu 3 points par rapport à l'hiver 2011 au profit du sentiment hispano-aragonais.

Quant aux résultats électoraux, la présence de Labordeta semble rassurer les électeurs non-nationalistes de CHA. En effet, lorsqu'il ne se présente pas, les nationalistes sont loin des 100 000 voix[525], ce qui semble confirmer sa théorie des 40 000 nationalistes aragonais.

[524] www.aragoncolonial.es

[525] En 1999, nous avons vu que lorsque Labordeta se présente pour la première fois aux Cortès d'Aragon, CHA passe de 34 043 voix en 1995 (4,94%) à 72 129 (11,33%). En 2000, lorsque l'*Abuelo* devient tête de liste pour le Congrès des Députés, CHA passe de 43 477 (7,95%) en 1996 à 65 599 (12,78%). En 2004, il obtient 81 160 (14,54%) alors qu'en 2008 alors qu'il est second sur la liste à titre symbolique, les résultats de CHA dans la circonscription de Saragosse plongent à 32 281 voix (5,89%).

Labordeta a néanmoins une expérience amère de la première législature (2000-2004). Le PP dispose en effet de la majorité absolue aux Cortès générales. Il est très difficile de faire arriver à bon port les initiatives. Selon Labordeta, l'opposition n'a rien à dire ni à faire quand le parti au pouvoir a une majorité absolue. Dans l'entretien d'*El País Semanal* avec Sol Alameda, le député de CHA, toujours aussi franc laisse entendre qu'il n'a servi à rien :

> *Antes teníamos un Gobierno que decidía las cosas en 48 horas, en cuatro patadas, cosas tan serias como la ley de educación, la ley antiterrorista… El Congreso no existía. El otro día veíamos a unos diputados de Esquerra Republicana correr como descosidos para llegar a tiempo de retirar una enmienda a los Presupuestos. Algunos hablaban de mal efecto. Yo disfruté con la escena. Por fin veía funcionar el Parlamento. Porque mientras Aznar tuvo mayoría, no existía nada más que él. Sus propios diputados lo idolatraban ¡como si fuera un caudillo! Fue terrible ser parlamentario. Sólo tenía una ventaja: como no había nada que hacer, podías ir al cine y al teatro todos los días. Podían haberte enviado el sueldo a casa. Ahora salgo a las tantas, llego a casa agotado y estoy encantado. Me siento útil. Por ejemplo, estoy orgulloso de haber alcanzado un avance en los presupuestos para Aragón. Tienes un voto, pero es un voto. El tuyo. Y sirve*[526].

Comme on le comprend à la fin de cette déclaration, la seconde législature de Labordeta, avec le changement de gouvernement s'annonce bien plus intéressante. Le président Zapatero éprouve une forte sympathie personnelle pour Labordeta. Lors d'un des derniers débats du premier mandat de Zapatero, en décembre 2007, le chef de l'exécutif espagnol en a profité pour rendre hommage aux députés du Groupe mixte qui n'allaient plus siéger aux Cortès générales après les législatives de mars 2008. À Labordeta, Zapatero a adressé les mots suivants:

> *Siempre he tenido una debilidad especial por Labordeta, es conocida; ha sido un testimonio antes de entrar en la Cámara, un testimonio de ejemplo con este Gobierno, con su tierra; ha sido un referente para mucha gente que sabe lo que ha sido luchar para conquistar la democracia. Gracias, señor Labordeta*[527].

Face à l'ovation des députés socialiste (et en général de gauche) Labordeta a répondu que dans une autre vie il serait obligé de militer au PSOE. Concha Monserrat, correspondante permanente du journal madrilène à Saragosse, avait demandé en août 2007 à Labordeta si certains députés socialistes aragonais

[526] Sol Alameda, « Su señoría levanta la voz », dans *El País Semanal*, 30 janvier 2005.
[527] « Gracias señor Labordeta », *El País*, 19 décembre 2007.

n'étaient pas jaloux de lui en raison de la sympathie que lui manifestait Zapatero:

> ***Concha Monserrat:*** *Zapatero siente una gran simpatía por usted y lo hace notar. ¿Eso puede despertar celos entre otros compañeros diputados del PSOE por Aragón?*
> ***José Antonio Labordeta:*** *En absoluto. No lo hago por eso. La simpatía que él me tenía ha servido para que, en momentos de duda, el PSOE lograba que le votase a favor*[528].

Mais cette sympathie entre les deux hommes n'empêche pas Labordeta d'être critique avec le PSOE en Aragon. D'après CHA et Labordeta, les socialistes aragonais semblent en effet plus « à droite » que Zapatero, plus modérés, si l'on en croit la réédition de la coalition PSOE-Par en 2007 alors qu'une alliance PSOE-CHA était possible. Labordeta a dénoncé ce pacte auprès de Zapatero, à la tribune du Congrès des Députés, lors du débat sur l'état de la nation de 2007. Pour Labordeta, le PSOE d'Aragon a trahi le peuple aragonais de gauche en s'obstinant à pactiser avec le Par. Si l'on en croit Concha Monserrat dans l'interview déjà citée, Zapatero lui-même semble ignorer ce fait.

> *En el último debate sobre el estado de la Nación mostró su rabia: le espetó al presidente Zapatero que ahora no le volvería a dar su voto para ser investido y lanzó en el Congreso una diatriba sobre el fracaso de su formación en las últimas elecciones autonómicas y municipales, para verbalizar a continuación, un amargo reproche sobre la decisión del PSOE en Aragón de pactar con la derecha nacionalista del Par y no con Chunta. Un sorprendido Zapatero le contestó que lo lamentaba y la Cámara le ovacionó cuando terminó su intervención.*
>
> ***Concha Monserrat:*** *Usted le dio una bofetada al PSOE en Aragón en la cara del presidente del Gobierno. Lo dejó atónito.*
>
> ***José Antonio Labordeta:*** *Más asombrado me quedé yo cuando me aplaudió la bancada. No buscaba nada. El presidente puso una cara rara y cuando bajé de la tribuna dijo "lo siento". Pasé vergüenza cuando escuché los aplausos. Esperaba sólo los de Begoña [Lasagabaster, EA] o los de Uxue [Barkos, Nafarroa Bai] pero no el del Hemiciclo*[529].

Pour expliquer ce déficit de communication interne au PSOE, il faut dire que le PSOE d'Aragon et son secrétaire général, Marcelino Iglesias, étaient depuis l'an 2000 dans une position délicate vis-à-vis de Zapatero. En effet, Iglesias, pourtant fédéraliste, s'était prononcé lors des élections primaires du 35ème

[528] *Op. Cit.*
[529] *Ibidem.*

congrès fédéral du PSOE en 2000, pour le candidat José Bono, plus connu que Zapatero mais plus centraliste et « espagnoliste ». Ce « péché originel » d'Iglesias pourrait expliquer la faiblesse du PSOE d'Aragon au sein de l'équipe de Zapatero et la méconnaissance de la formation du gouvernement aragonais de la part du président espagnol. Cette méconnaissance, par ailleurs, nous permet de déduire que la fédération aragonaise du PSOE a été réellement autonome quant au choix de son partenaire politique et que le PSOE fédéral n'a pas exercé de pressions sur les socialistes aragonais. L'autre lecture que nous pouvons faire de cet épisode est que le poids de l'Aragon est si peu stratégique que les alliances gouvernementales aragonaises n'intéressent pas Madrid et ne sont même pas prises en compte dans une éventuelle stratégie espagnole.

Labordeta dit dans cet extrait qu'il attendait les applaudissements des autres députés du Groupe Mixte auquel il appartenait car il faut souligner, et nous allons à présent développer ce point, que les rapports entre les partis minoritaires –tous nationalistes et de gauche– représentés au Groupe mixte lors du second mandat de Labordeta furent excellents.

b. Grupo Mixto

L'unique siège de CHA ne pouvait, par définition, lui permettre de constituer un groupe parlementaire. Pendant la 7ème législature depuis 1977 (2000-2004), le Groupe mixte est composé de 12 député(e)s. Nous y trouvons des représentants de plusieurs mouvements nationalistes/fédéralistes de gauche comme *Eusko Alkartasuna* (EA), *Bloque Nacionalista Galego* (BNG), *Partido Andalucista* (PA), *Iniciativa per Catalunya-Els Verds* (IC-V) et *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC). En 2004, les républicains catalans d'ERC et d'IC-V constituent leur propre groupe parlementaire et le PA disparaît. Au Groupe mixte restent donc CHA, EA, BNG et fait son entrée *Nafarroa Bai* (NA-Bai), la coalition nationaliste basque de Navarre dirigée par Uxue Barkos ainsi que *Coalición Canaria* (CC) qui n'a plus que deux députés et ne peut donc plus constituer de Groupe parlementaire. Labordeta maintient de très bons rapports avec les nationalistes progressistes du Groupe mixte, notamment EA

et NA-Bai. Rappelons qu'EA et ERC sont également les associés de la coalition européenne *Europa de los Pueblos*. Au départ, l'arrivée de CHA est néanmoins perçue comme folklorique car le nationalisme aragonais est méconnu, même s'il y a toujours eu un représentant aragonésiste aux Cortès. Ainsi, d'après Labordeta, il y a au début une forme de paternalisme vis-à-vis de CHA de la part des indépendantistes d'EA et d'ERC. À notre question sur la vision qu'ont de CHA les représentants des « grands » nationalismes basque et catalan et alliés de la coalition européenne, Labordeta répond :

> *Hombre, ahora lo ven con respeto, lo que pasa es que son como hermanos mayores que miran al hermano pequeño, así como con ternura, simpatía, no acaban de entenderlo muy bien. Claro, ellos tienen una tradición muy fuerte de nacionalismo, entonces lo de Chunta Aragonesista para ERC o EA es una cosa que surge y que va teniendo cada vez más presencia en el territorio y ellos lo ven con simpatía, como la de un hermano mayor que ha hecho el servicio militar con un chaval de 16 años*[530].

Quant au fonctionnement du Groupe mixte et à la répartition des Commissions, José Antonio Labordeta explique:

> *En el Grupo Mixto, lo que hacemos es que cada comisión la preside uno. Cada uno es portavoz de una comisión. La elegimos. Se elige siempre por número de votos. El año pasado nosotros éramos los últimos. Este año somos segundos porque vamos detrás del Bloque. O sea, el Bloque Nacionalista Galego (BNG), luego nosotros, luego Eusko Alkartasuna (EA) y luego Nafarroa Bai (NA-Bai). Y entonces nos repartimos las distintas comisiones que hay allí. Por ejemplo, la Comisión del 11-M la echamos a suertes y me tocó a mí. Te la tienes que apechugar y aguantártela, ¿no? Hasta ahora, la ventaja del Grupo Mixto es que somos un grupo de nacionalistas de izquierdas con lo cual nunca hay enfrentamientos porque a veces ha habido en el Grupo Mixto gente muy de derechas, gente de Unió Valenciana (UV)* [531].

La Commission qui a le plus marqué Labordeta est sans aucun doute celle de l'attentat d'Al Qaeda du 11 mars 2004 à Madrid. La comparution du procureur général de l'*Audiencia Nacional* de l'époque, Eduardo Fungairiño, scandalise une bonne partie de la société espagnole, puisqu'il déclare ignorer de nombreux aspects de l'enquête sur les attentats car « par hygiène mentale » il ne regarde que des documentaires sur la BBC, ne lit pas la presse et ne suit pas les médias espagnols[532]. Labordeta a tout de même demandé la réprobation

[530] Cf. Annexes, p.8.
[531] *Ibidem*.
[532] « Eduardo Fungairiño dice que no ha conocido hasta ahora la existencia de la furgoneta de Alcalá », *El Mundo*, 16 juillet 2004.

d'Aznar et de trois de ses ministres comme nous l'apprend l'article suivant de la revue porte-parole de CHA :

> *La Comisión de Investigación sobre los dramáticos atentados del 11 de marzo en Madrid concluyó con un dictamen de consenso de todos los grupos, excepto el PP, que deja clara la pésima política exterior llevada a cabo por el anterior Gobierno, especialmente su apoyo a la guerra de Irak, la falta de coordinación y de medios que soportan las fuerzas policiales para afrontar este tipo de terrorismo, la necesidad de mejorar las ayudas y atención a las víctimas, así como el "gran engaño informativo" que se produjo de manera intencionada, por parte del Gobierno Aznar, del 11 al 14 de marzo de 2004, intentando "manipular a la opinión pública" sobre la autoría del brutal atentado. Ante esta situación, el Portavoz del Grupo Mixto en la Comisión, José Antonio Labordeta, firmó un voto particular en que solicitaba la reprobación del entonces Presidente Aznar y los ex Ministros Acebes, de Palacio y Zaplana. Lamentablemente el PSOE lo rechazó*[533].

c. *L'activité parlementaire de CHA au Congrès des Députés*

José Antonio Labordeta devient donc la voix d'Aragon d'où le titre du premier article sur les débuts parlementaires de « l'*Abuelo* » aux Cortès générales publié dans *Aragón Libre* : « *Con nuestra propia voz. CHA se estrena en el Congreso de los Diputados* ». Nous en reproduisons quelques extraits:

> *El Aragonesismo progresista ya tiene voz propia también en Madrid y queremos que sea la atronadora e insobornable voz que defienda los intereses de Aragón allí donde otros guardan silencio. Cuando apenas la legislatura ha empezado a rodar, nadie duda ya que nunca antes se había hablado tanto de Aragón como estos días. Labordeta ha recorrido la casi práctica totalidad de medios de comunicación de ámbito estatal ubicados en Madrid y Barcelona explicando cuáles son los retos de nuestro Pueblo* (sic) *y cuáles las ideas que defiende el nacionalismo solidario de CHA. Pedagógico, ingenioso, crítico y socarrón, el Diputado Labordeta se ha convertido no sólo en la voz de CHA en el Parlamento del Estado, sino también en la voz de Aragón en Madrid. El mejor embajador que los aragoneses y aragonesas podíamos tener ante los otros Pueblos de España*[534].

Ce paragraphe donne de nombreux indices sur l'importance que le parti accorde au siège. En premier lieu, il est clairement dit que sans député aragonésiste ou d'un parti territorial aragonais, l'Aragon n'est pas représenté

[533] « 11-M: Labordeta pidió la reprobación de Aznar y tres ex ministros », *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p.6.
[534] « Chunta Aragonesista ya es la tercera fuerza política de Aragón », *Aragón Libre*, n°37, juin 2000, p.3.

aux Cortès. Il s'agit là d'une attaque très dure faite aux députés des circonscriptions aragonaises appartenant au PSOE et au PP. Selon les nationalistes, ces députés sont tributaires des consignes partisanes, voire d'une stratégie nationaliste espagnole qui porte nécessairement préjudice à l'Aragon. Ce discours est repris en 2011 par le député CHA de la gauche plurielle Chesús Yuste comme nous le verrons plus tard. Ensuite, on insiste sur l'opportunité de divulguer l'aragonésisme politique de CHA, le « nationalisme solidaire » du parti aragonésiste. CHA est consciente en effet du déficit de connaissance de l'Aragon en général sur la scène politico-médiatique espagnole. Les nationalistes estiment en outre que le peu que l'on sait de l'Aragon en Espagne est souvent caricatural. Pour CHA, le siège au Congrès s'annonce comme une magnifique plateforme pour situer l'Aragon sur la carte ; en outre, le message qu'espère faire passer CHA est que c'est bien le nationalisme aragonais qui permet de faire connaître l'Aragon, d'où l'intérêt capital de voter pour CHA, non seulement pour les nationalistes mais pour tous les Aragonais qui souhaitent que l'Aragon soit plus présent dans un contexte espagnol surtout dominé par les pôles basque, madrilène, catalan et andalou, autrement dit les territoires les plus peuplés et, donc, influents. Labordeta est donc le porte-parole de l'Aragon, l'incarnation de ce territoire qu'il a chanté pendant plus de deux décennies, l'ambassadeur, en effet, auprès des autres peuples. Le « jargon » utilisé est également important. Il s'inscrit bien dans la rhétorique des PANE ibériques: le parlement national espagnol devient celui de l'*Estado*, un État pluriel et plurinational –c'est en tout cas ce à quoi les aragonésistes aspirent– constitué de différents peuples, dont le peuple aragonais, inscrit par conséquent dans cette configuration plurielle espagnole.

D'ailleurs, Labordeta n'a pas attendu que les médias viennent à lui pour vulgariser le nationalisme aragonais. Avant que les députés et les journalistes ne lui posent la question de savoir ce qu'est le nationalisme aragonais et depuis quand il existe, le député de CHA a profité du débat sur l'investiture de José María Aznar pour résumer, depuis la tribune, l'histoire du nationalisme aragonais. C'est de nouveau *Aragón Libre* qui recueille le discours de Labordeta.

El pasado 26 de abril de 2000 ocurrió todo un acontecimiento. Por primera vez, en nombre de CHA un Diputado habló en la tribuna del Congreso. Un Diputado con voz propia. Después de realizar un repaso sobre el origen y desarrollo del nacionalismo aragonés que representa CHA en la actualidad, José Antonio Labordeta, en su intervención durante el debate de investidura de José María Aznar, señaló los problemas de fondo que padece Aragón y exigió al candidato del PP compromisos concretos, especialmente en infraestructuras de comunicación. Finalmente, tras anunciar su voto negativo, el Diputado de CHA cerró su primer discurso con una cita de marcado carácter federalista del pensador aragonés del siglo XVII Baltasar Gracián[535].

Cette dernière phrase est très importante. En effet, CHA souhaite faire de la pédagogie quant à son nationalisme et inscrire ainsi l'Aragon dans le groupe des nationalités historiques qui ont légitimement le droit d'obtenir les mêmes compétences et privilèges que le Pays basque, la Navarre ou la Catalogne qui les encerclent. Mais, CHA ne souhaite pas pour autant apparaître comme un parti nationaliste « égoïste » ou de droite (les nationalismes basque et catalan ont très mauvaise presse dans l'Espagne de la Meseta et une éventuelle identification avec ceux-là pourrait desservir CHA et lui faire rater son entrée dans l'arène politique espagnole). C'est pourquoi la divulgation de la tradition nationaliste aragonaise est cruciale et c'est ce que fait Labordeta :

El partido que represento, Chunta Aragonesista, es la culminación de un largo proceso de nacionalismo aragonés que, surgiendo en los primeros años 20 con figuras como Gaspar Torrente, desembocó en la fundación de organizaciones como Unión Aragonesista o Estado Aragonés. Desde aquel entonces, Aragón luchó por recobrar su identidad y en 1936 llegó a redactar, con el concurso de la mayoría de las fuerzas políticas e instituciones aragonesas, el histórico Estatuto de Caspe, que sólo el trágico estallido de la guerra civil impidió su aprobación. […]

Desgraciadamente, lo que fue una ilusión ante la nueva etapa de nuestra historia (Aragón fue la tercera preautonomía del Estado español) se fue transformando en desencanto, al comprobar cómo las desigualdades se configuraban en función de la influencia y poder político que unos y otros tuvieran. Hemos ido viendo abandonarse nuestros pueblos, desvanecerse los proyectos en obras e infraestructuras, envejecer la población, mientras nuestros jóvenes titulados de grado medio y superior toman los trenes los domingos por la noche para salir de Aragón para aprovechar las oportunidades que en su tierra se les niega.

No se nos ha permitido dotarnos de un modelo de financiación que garantice de forma autónoma y suficiente la cobertura de las necesidades básicas de la sociedad aragonesa. Mientras, las inversiones que necesitamos, después de ser promesas electorales, se olvidan y se convierten en objetivos tan inalcanzables que toda una provincia tiene que salir a la calle para recordar

[535] « Labordeta debate con Aznar. El diputado hizo que se hablara de Aragón durante la investidura », *Aragón Libre*, n°37, juin 2000, p.4.

que ellos, los turolenses, también existen. Pero podrían salir también las gentes de Sobrarbe y Ribagorza, de Los Monegros o el Moncayo, de los campos de Belchite o de Daroca. Todos podrían gritar que ellos también existen y reclamar su dignidad.

Por esa dignidad, reclamamos el pleno autogobierno en el marco de un Estado federal que concilie los derechos de los pueblos con los principios de igualdad y solidaridad y en el que la España interior no vea que su futuro es el olvido y el abandono mientras se desprecian todas sus posibilidades económicas.

Por esa dignidad, exigimos el pleno empleo, condenamos los contratos basura que enmascaran las verdaderas listas de paro, pedimos un desarrollo sostenible y una vertebración del territorio que vaya a favor de los ciudadanos y no a favor de la especulación. Por esa dignidad, pedimos la transformación del mundo rural, el uso racional del agua, la modernización de los regadíos y la superación de un modelo hidráulico insostenible, más propio del siglo XIX, que inunda pueblos, desvertebra las comarcas y beneficia más a las hidroeléctricas y grandes constructoras que a los regantes, a los que utiliza como excusa para los futuros trasvases y para el gran negocio de la compra-venta del agua.

No hablo en nombre de Aragón sino que hablo de Aragón porque, desgraciadamente, en esta Cámara se ha hablado muy poco de Aragón en estos últimos años, aunque haya trece diputados que sean aragoneses, y no dudo que amarán tanto la tierra mía como la amo yo. Espero que yo les empuje para que a partir de ahora traten de solucionar los problemas de Aragón[536].

Les lignes directrices de CHA sont tracées dans ce discours. Le député a mis en avant les objectifs fondamentaux des nationalistes quant à l'amélioration des infrastructures de l'État en Aragon. L'époque est en effet cruciale dans ce domaine puisque le projet de construction du TGV Madrid-Barcelone est alors en cours d'élaboration et l'on parle beaucoup dans la presse aragonaise de l'arrêt prévu à Saragosse de cette ligne reliant les deux principales villes espagnoles. Les opportunités s'annoncent immenses. Mais le député nationaliste reste lucide et attribue ce 'cadeau' de l'État central à l'Aragon à des circonstances purement géographiques :

Los aragoneses agradecemos el tren de alta velocidad, pero también somos conscientes de que nos lo pasan ustedes porque la única manera de unir Madrid con Barcelona es exactamente pasando por Zaragoza; si no, seguro que se lo hubieran llevado a Valencia[537].

Les autres revendications ont à voir avec la réclamation historique de la réouverture du tunnel international de Canfranc (fermé en 1971 à cause d'un

[536] *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados, Pleno y Diputación Permanente*, Año 2000, VII Legislatura, núm.3, p.106-107.
[537] *Op. Cit.*, p. 118.

éboulement, qui a enterré la ligne Pau-Saragosse et donc supprimé l'accès direct à l'Europe par voie ferroviaire depuis l'Aragon), ainsi que l'amélioration de cette même ligne jusqu'à Sagunt (Pays valencien) puisqu'il s'agit de la seule ligne ferroviaire qui traverse l'Aragon du nord au sud en reliant les trois chefs-lieux de province mais qui présente l'inconvénient de ne pas être électrifiée et de ne pas être à double sens ce qui ne la rend pas compétitive avec le transport par la route. Les autres revendications concernent la démilitarisation des Bardenas Reales (à la frontière navarraise), le transfert des compétences vers l'autonomie aragonaise de l'agence pour l'emploi (l'INEM, l'ANPE espagnole, qui devient INAEM en Aragon), l'arrêt du TGV à Calatayud (quatrième ville d'Aragon située entre Madrid et Saragosse), le transfert des 4 milliards de pesetas du Plan Minier de Teruel impayés l'année précédente…

Tout cela, Labordeta peut le faire depuis le Groupe Mixte où, comme le signale *Aragón Libre* :

> *Como preveíamos, el Diputado de CHA se ha ubicado en un Grupo Parlamentario Mixto que guarda cierta coherencia, conformado por ocho diputados nacionalistas, mayoritariamente progresistas, que representan a las nacionalidades históricas, Cataluña, Euskadi, Galicia y Aragón, así como Andalucía. Es previsible que podamos desarrollar algunas iniciativas de forma conjunta e incluso que nos sirva para estrechar lazos con otros partidos*[538].

Pendant ce premier mandat de Labordeta au Congrès des Députés, est mise au vote la très controversée *Ley de Partidos* de 2002, une loi visant à interdire *Batasuna*, la vitrine politique de l'ETA. C'est le leader de l'opposition, José Luis Rodríguez Zapatero, qui avait à l'époque proposé cette loi à José María Aznar dans le cadre de la lutte antiterroriste. Les partis de gauche (hormis le PSOE) et périphériques avaient été très critiques avec cette loi, jugée peu démocratique dans la mesure où un certain nombre de citoyens basques étaient privés de choix électoral. Labordeta, le représentant de CHA, vote contre cette loi des partis comme les nationalistes basques, catalans et les post-communistes d'IU. En Aragon, notamment à Saragosse où l'ETA a commis quelques-unes de ses actions les plus sanguinaires (contre la caserne de la garde civile en 1987 causant la mort d'une fillette de 8 ans) la décision du

[538] « Labordeta debate con Aznar. El diputado hizo que se hablara de Aragón durante la investidura », *Aragón Libre*, n°37, juin 2000, p.4.

député CHA est vivement critiquée. Curieusement, Labordeta ne semble pas se souvenir qu'il a voté contre la « Loi des Partis » car, dans l'entretien avec Concha Monserrat dans *El País*, il indique que CHA s'était finalement abstenu car les Aragonais n'auraient pas compris un vote contre:

> ***Concha Monserrat:*** *Le criticaron por decir que no le gustaba la ley de Partidos, le llamaron casi proetarra.*
> ***José Antonio Labordeta:*** *Me criticaron por abstenerme. Le dije a Joan Saura, 'no conoces a mis paisanos, no puedo votar no' y me pusieron a parir. Esto no lo he contado nunca, pero estuve a punto de dejar el acta de diputado. Fue terrible. Y yo creo que el PSOE la apoyó porque a veces se ponen muy nerviosos con la derecha. Cuando Zapatero está calmado hace las cosas muy bien*[539].

Dans les pages d'*Heraldo de Aragón*, le directeur Guillermo Fatás est extrêmement critique effectivement avec CHA au moment de l'adoption de la « Loi des Partis ».

La seconde législature (2004-2008)

Le 14 mars 2004, trois jours après les terribles attentats de Madrid, José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE) remporte, contre tous les pronostics, les élections législatives qui mettent fin à un gouvernement du PP qui disposait de la majorité absolue. C'est la première fois dans l'histoire politique récente de l'Espagne qu'un parti politique passe d'une majorité absolue à l'opposition. Cette seconde législature, avec une majorité relative, et par conséquent soumise à des pactes et des alliances pour faire adopter les budgets annuels de l'État, est plus propice à une plus grande visibilité de CHA. Étant donnée la proximité idéologique et le bol d'air frais que représente le Zapatero et son fameux *talante*, Labordeta vote oui à l'investiture du nouveau chef du gouvernement. La revue *Aragón Libre* se fait écho du bon accord CHA-PSOE en ce début de mandat. Zapatero reçoit ainsi les dirigeants de CHA (le député Labordeta et le président Fuster) au Palais de la Moncloa pour écouter les revendications de ce

[539] « Zapatero es el primer presidente de izquierdas », *El País*, 16 août 2007.

parti aragonais. Une nouvelle fois, CHA joue la carte d'être la voix de l'Aragon:

> *En palabras de Bizén Fuster, "ha sido una oportunidad para presentar, directamente, las demandas de nuestro país, tanto en el tema del autogobierno, como en el de la financiación. Le hemos trasladado aportaciones constructivas, mostrando nuestra posición favorable para avanzar hacia un Estado federal, porque creemos que ése puede ser el lugar de encuentro para nacionalistas y no nacionalistas. Y en ese debate sobre federalismo Aragón tiene un papel importante que jugar". Los dirigentes de CHA ofrecieron al Presidente Zapatero la posibilidad de "exportar" el ejemplo de entendimiento que ha supuesto en las Cortes de Aragón la aprobación por unanimidad de un dictamen sobre la profundización y el desarrollo del autogobierno, "una auténtica "hoja de ruta" que señala el camino para reformar el Estatuto, la Constitución y otras leyes hacia un nuevo modelo de Estado plurinacional", según Fuster*[540].

Ce paragraphe nous paraît très révélateur de la stratégie de CHA aussi bien au niveau interne pour la politique aragonaise, qu'à celui de la politique espagnole. En premier lieu, les dirigeants de CHA veulent faire comprendre à la société aragonaise que CHA ne se contente pas de demander une plus grande autonomie. En attendant l'autonomie élargie, CHA parle et négocie des problèmes très concrets, à commencer par le financement, puisque sans financement, rien ne peut être fait depuis l'Aragon. En effet, comme toutes les autonomies à l'exception du Pays basque et de la Navarre, l'Aragon dépend, à l'exception de 50% de l'impôt sur le revenu des contribuables aragonais, de la redistribution des impôts faite à Madrid. Une négociation d'un meilleur financement (hausse du budget ou meilleure répartition) est donc cruciale.

La plus grande autonomie est entendue dans un cadre fédéral. Devant le président Zapatero, CHA souhaite mettre en avant son fédéralisme pour justifier son autonomisme plutôt que de jouer la carte nationaliste pour arriver aux mêmes fins. Car CHA souhaite présenter l'Aragon comme le territoire synthèse de la problématique territoriale espagnole. Entre le centre et la périphérie, l'Aragon propose un fédéralisme basé sur des justifications nationales et historiques qui pourrait mettre d'accord le centre et la périphérie qui campent souvent sur leurs positions. Le jour de l'entretien avec le président espagnol, le parlement aragonais est le seul à avoir adopté à l'unanimité un

[540] « Fuster y Labordeta se reúnen con Zapatero. El Presidente español se mostró receptivo a las propuestas de CHA sobre federalismo e inversiones para Aragón », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.2. Voir photo, p.193 (Annexes).

approfondissement de la voie fédérale. C'est la lettre de présentation de CHA et de l'Aragon. Une fois de plus, CHA souhaite souligner que sans le nationalisme fédéraliste aragonais, l'Aragon serait absent du débat territorial espagnol alors que son modèle est justement exportable et est même présenté comme une solution, une culmination de l'État des autonomies : fédéralisme et reconnaissance de la pluri-nationalité de l'État espagnol.

Après ce cadre général quant à la vision de l'État espagnol que se fait CHA, Fuster et Labordeta se présentent comme élus et représentants d'un parti de gauche et tendent la main à Zapatero pour prendre des mesures et des décisions politiques progressistes.

> *José Antonio Labordeta le recordó al Presidente que su Gobierno podrá contar con CHA para avanzar en políticas de izquierda y progresistas: "Ya lo dijimos en el debate de investidura y lo hemos demostrado ya en estos meses en el Congreso. Tendrá nuestro apoyo mientras se cumplan los compromisos por los que le dimos nuestro voto afirmativo en su investidura: el aumento de inversiones en infraestructuras para Aragón, la reforma de la Constitución, un giro hacia políticas sociales (como el reconocimiento del matrimonio entre homosexuales o la actualización de la ley del divorcio) y mayor dotación para la educación y sanidad públicas, así como la derogación del trasvase del Ebro.*
> *Precisamente el déficit de inversiones en Aragón centró buena parte de la entrevista: "Tenemos la esperanza de poder pasar del talante a los hechos, porque nuestro territorio tiene retos por delante que necesitan del apoyo de todas las instituciones", afirmó Labordeta*[541].

Ici, nous observons un discours qui s'adresse aux Aragonais en prenant en compte les intérêts de l'Aragon mais aussi l'intérêt général de l'Espagne, notamment sur la question des acquis sociaux (mariage gay, divorce, avortement…). Fin 2004, c'est ainsi la première fois que CHA arrive, grâce à ses amendements, à modifier le budget général de l'État afin d'améliorer les investissements en Aragon.

> *La presentación del primer Proyecto de Ley de Presupuestos del Gobierno Zapatero supuso un profundo e inesperado recorte de las inversiones en Aragón. Los datos objetivos eran elocuentes: un 26% menos de inversión, siendo la primera comunidad no uniprovincial que más perdía respecto a 2004.*
> *La reacción de CHA fue inmediata y contundente. Aragón no podía aceptar estas cifras si no mejoraban sustancialmente. El Comité Nazional de CHA […] mostró su rechazo a estos presupuestos y encomendó a José Antonio Labordeta y su equipo que iniciasen las conversaciones y negociaciones pertinentes para intentar mejorar las inversiones para Aragón.*

[541] *Op. Cit.*, p.2.

*De este modo se pidió la comparecencia urgente del Secretario General de Infraestructuras, Víctor Morlán [*l'Aragonais le plus haut placé du nouvel exécutif*], y del Secretario de Estado de Territorio y Biodiversidad, Antonio Serrano, en las comisiones de Fomento y de Medio Ambiente respectivamente para que dieran cuenta de los criterios inversores previstos. Labordeta diseccionó en su intervención los recortes en la inversión y ambos altos cargos del Gobierno se comprometieron a impulsar actuaciones para mejorar las dotaciones presupuestarias para Aragón.*
Mientras se acercaba el plazo para presentar la enmienda a la totalidad con la que CHA había amenazado, se iban sucediendo los contactos con el Grupo Parlamentario Socialista, en un buen clima de diálogo[542].

Le fait que le Secrétaire d'État aux Infrastructures soit aragonais et socialiste, donc proche politiquement de CHA, est perçu comme une opportunité mais aussi comme une menace politique. Pour CHA, il est important de le citer et faire voir que ce sont les nationalistes qui le poussent à modifier le budget afin que les socialistes du PSOE ne soient pas les seuls à rentabiliser le traitement plus juste envers l'Aragon du nouveau gouvernement par rapport au PP. Une fois de plus, le message de CHA est très clair : la présence de CHA est fondamentale. Si on laisse faire les socialistes (même aragonais) ils ne font pas tout pour l'Aragon car ils sont soumis à la pression du PSOE qui a des intérêts territoriaux autres[543]. Ainsi l'article continue-t-il:

De este modo y fruto de estas reuniones y negociaciones, que estuvieron respaldadas por la dirección de CHA, se llegó a un acuerdo firmado por los portavoces Alfredo Pérez Rubalcaba (PSOE) y José Antonio Labordeta (CHA) mediante el que se han alcanzado unos compromisos presupuestarios importantes para Aragón, a través de un Plan Extraordinario de Carreteras y del compromiso gubernamental con el ferrocarril del Canfranc y las Cercanías para Zaragoza y su entorno, así como mediante la presentación de enmiendas parciales conjuntas de ambos partidos.

---

[542] « CHA logra mejorar los Presupuestos del Estado. El grave olvido inversor del PSOE en Aragón se corrige gracias a las enmiendas de Labordeta, entre otros », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.3.

[543] Cf. Entretien avec José Antonio Labordeta: « *La gente [*les Aragonais en général*] es muy mirada, muy retraída. Los hombres importantes que hemos tenido en Madrid como [César] Alierta [presidente de Telefónica] como [Manuel] Pizarro [presidente de Endesa] no han hecho nada por esta tierra, han hecho muy poquito por esta tierra. Yo creo que el único momento en que Aragón tuvo presencia fue con el Conde Aranda, ¿no? Es cuando tuvo presencia realmente, era un jefe de gobierno. Y nunca hemos tenido gente importante en los gobiernos. Yo creo que ahora mismo está [Víctor] Morlán de Secretario de Estado [de Fomento] que vamos a ver qué hace. Yo creo que el aragonés es siempre muy mirado con sus cosas. No quiere nunca que nadie le llame la atención tipo "tío, qué estás haciendo que estás favoreciendo a tu pueblo". O sea, Santiago Marraco era de Canfranc y fue incapaz, en un momento en que era presidente del Gobierno de Aragón, de pactar con Felipe [González] para que esto fuera adelante, para que esta estación fuera una maravilla. Fue incapaz. Se mira mucho, no vaya a ser que venga alguien y te acuse de eso. Yo creo que hace que este territorio tenga muchos problemas por eso, ¿no?* ».

> *En total más de 80 millones de euros que se completan con otros doscientos millones en partidas extrapresupuestarias aprobadas ya por el Gobierno, junto a los compromisos aprobados de futuro adquiridos en Pleno por el propio Vicepresidente 2° y Ministro de Economía, Pedro Solbes, en respuesta a Labordeta*[544].

Ici, CHA choisit de mettre en avant son pragmatisme et sa capacité à négocier. Nous avons là pratiquement la définition de ce que l'on nomme parfois « opposition constructive ». Nous pouvons apprécier des quantités chiffrées, des promesses obtenues des plus hauts représentants du nouveau gouvernement. CHA semble donc loin d'être un parti antisystème. Sa modération et son pragmatisme sont largement mis en avant afin de faire disparaître les clichés. Dans le même article, il est dit:

> *Así, en el debate plenario, CHA, al igual que otros partidos como ERC e Izquierda Verde, dio el "visto bueno" inicial a la tramitación de estos presupuestos, rechazando la enmienda a la totalidad del PP.*
> *Por primera vez en la historia, CHA ha sido capaz de influir, directamente, en los Presupuestos Generales del Estado. Se ha cumplido una promesa electoral y un compromiso con la ciudadanía: contribuir a conseguir unas inversiones más dignas para nuestro territorio. El voto de CHA se está revelando como útil y coherente para los intereses de la ciudadanía. Habrá más inversiones que en la etapa del PP y se impulsarán proyectos que nunca antes se habían puesto en marcha*[545].

Cette mise en scène a pour mission de rappeler l'utilité et le besoin de partis territoriaux à Madrid. CHA utilise ainsi le reproche souvent fait en Espagne aux Catalans et aux Basques de faire pression sur Madrid pour l'intérêt de leur territoire respectif. CHA se présente comme un parti territorial capable d'obtenir pour l'Aragon des infrastructures comme celles qu'obtiennent leurs riches voisins. La mise en scène d'un pacte CHA-PSOE a également une valeur stratégique pour CHA. Si la collaboration est fluide entre ces deux partis à Madrid, en plus du gouvernement municipal de Saragosse, en 2007, lors des élections régionales, un certain nombre de socialistes pourraient voter CHA pour exclure le partenaire conservateur qu'est le PAR.

---

[544] « CHA logra mejorar los Presupuestos del Estado. El grave olvido inversor del PSOE en Aragón se corrige gracias a las enmiendas de Labordeta, entre otros », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.3.

[545] « CHA logra mejorar los Presupuestos del Estado. El grave olvido inversor del PSOE en Aragón se corrige gracias a las enmiendas de Labordeta, entre otros », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.3.

La stratégie 'nationale' de CHA vise également à faire de l'Aragon un territoire avec une présence nationaliste relativement forte, en tout cas absolument pas marginale. C'est pourquoi, les cadres de CHA citent ERC (au gouvernement en Catalogne avec le PSC et IC-V). CHA souhaite être l'associé naturel (de gauche) du PSOE car le PSOE en Aragon (comme en Catalogne ou dans d'autres nationalités historiques) est arithmétiquement incapable de gouverner seul. Ce rapprochement en direction d'ERC et EA culmine en 2004, avec l'élaboration d'une liste commune aux élections européennes, la coalition *Europa de los Pueblos* où CHA occupe la troisième place et devient ainsi le troisième nationalisme périphérique par ordre d'importance de l'État espagnol, en tout cas parmi les nationalismes progressistes. Rappelons que les nationalistes galiciens du BNG préfèrent se présenter aux côtés des nationalistes basques et catalans majoritaires (PNV et CiU). Par ailleurs, en 2004, la Galice est toujours gouvernée par l'ex-ministre franquiste Manuel Fraga grâce à une confortable majorité absolue du PP, jugé par les nationalistes périphériques comme le parti nationaliste espagnol par excellence. Ce fait est la preuve, selon les nationalistes aragonais de CHA, que l'Aragon a plus sa place parmi les nations sans État que la Galice[546].

Ce premier mandat du président Zapatero (2004-2008) se caractérise par une avancée sur le plan social : mariage homosexuel, loi sur la dépendance… CHA, comme les partis de gauche et nationalistes progressistes (IU, ERC, EA, BNG…) vote pour ces lois progressistes. Mais c'est l'abrogation du PHN et de son transvasement de l'Èbre qui est célébrée. Le PSOE aragonais avait également revendiqué l'annulation de cette loi. C'est pourquoi il est important pour CHA de rappeler que c'est aussi grâce au nationalisme aragonais que la menace du transvasement disparaît temporairement.

> *El 29 de junio el Congreso de los Diputados convalidó el Decreto-Ley por el que se reforma el PHN derogando el trasvase del Ebro, consumándose uno de los compromisos que el nuevo Presidente Zapatero había realizado a CHA durante el debate de investidura. El diputado de CHA, José Antonio Labordeta, que votó a favor de la convalidación, declaró: "El día que la fuerza de la razón vence a la razón de la fuerza siempre será una fecha para señalarla en los anales de nuestra historia colectiva. Ha sido una guerra larga y dura, repleta de mentiras, medias verdades, abusos de los poderes mediáticos, paseos*

[546] En 2005 cependant, le PSOE et le BNG scellent un pacte de gouvernement pour conforter une majorité absolue perdue par le PP en raison, entre autres, du départ de Manuel Fraga.

militares y victorias testiculares, pero al final se han impuesto las razones científica y económica desvelando tantas y tantas cortinas de humo lanzadas para ocultar los verdaderos intereses."
El diputado de CHA, que ha recordado en su intervención las razones científicas para oponerse al trasvase por el impacto que provoca no sólo en el Delta sino en los "almacenes de cabecera" del Pirineo aragonés, ha citado a modo de homenaje a los manifestantes que cívica, democrática y masivamente se manifestaron en Zaragoza, Madrid, Barcelona, Valencia, Mallorca y Bruselas contra el trasvase del Ebro. "Así se da por cerrado un proceso político en el que, especialmente, la ciudadanía aragonesa puede sentirse satisfecha por haber mantenido la presión política y la movilización social por unos derechos que consideraba justos y que ahora se han respetado.[547]*"*

Le droit de se marier pour tous les couples (hétéro ou homosexuels), probablement l'une des mesures phares du premier mandat de Zapatero, est adopté en 2005 avec le vote de CHA.

Fruto de la nueva mayoría de izquierdas en el Congreso, de la que forma parte CHA, se ha aprobado definitivamente la reforma del Código Civil en la que se reconocen los matrimonios entre personas del mismo sexo. El diputado Labordeta votó SI (sic) a este cambio social y contribuyó a levantar el veto del Senado a esta reforma, dado que la derecha se había confabulado para impedir este avance social: PP, CIU y el senador del PAR (elegido por los votos del PSOE en las Cortes de Aragón) unieron tan inútil como lamentablemente sus esfuerzos en la Cámara Alta, para intentar frenar los derechos básicos de las personas[548]*.*

CHA avait déjà voté en 2004 aux Cortès d'Aragon pour la modification de la loi sur le PACS aragonais (adopté en 1999) afin d'autoriser l'adoption pour des couples homosexuels. Les partis de gauche (PSOE, CHA et IU) du Parlement aragonais avaient donc fait de l'Aragon la troisième autonomie (après le Pays basque et la Navarre mais devant la Catalogne) à légaliser l'adoption pour les couples gays. Le PAR, pourtant allié du PSOE à cette époque mais de tendance conservatrice, s'était abstenu alors que le PP s'y était opposé.

Quant aux réformes statutaires, CHA présente des amendements contre les Statuts catalan et valencien, notamment contre le contrôle des ressources hydriques de l'Èbre. Le projet de Statut valencien est même perçu par CHA comme un moyen de récupérer sans le nommer le transvasement de l'Èbre.

La derogación del trasvase del Ebro el año pasado, por la nueva mayoría parlamentaria, no ha supuesto, ni mucho menos y desgraciadamente, el último

[547] « Derogado el trasvase del Ebro », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.5.
[548] « CHA contribuye a aprobar el matrimonio homosexual », *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p.6.

debate que sobre esta cuestión se está produciendo en el Congreso. En fechas recientes, durante el mes de noviembre de 2005 concretamente y hasta en tres ocasiones, CHA ha denunciado los intentos de recuperar el trasvase del Ebro por parte del PP, pero también del PSOE[549].

Pour CHA, la menace du transvasement est trop alléchante (politiquement parlant) pour laisser le PSOE rentabiliser l'abrogation de la loi qui l'envisageait. Une fois de plus, CHA joue la carte de l'exclusivité territoriale du nationalisme aragonais. En effet, contrairement aux deux PAE majoritaires qui se contredisent sur le transvasement de l'Èbre selon qu'ils sont en Aragon, à Valence ou à Murcie, CHA a toujours le même discours et se présente aux Aragonais comme le seul parti cohérent et crédible sur le « non » au transvasement. Poursuivons:

En primer lugar, le reforma del Estatuto valenciano, pactada entre los dos grandes partidos, incluye un artículo, el 17, donde la Comunidad Valenciana se arroga el derecho a las aguas sobrantes de las cuencas excedentarias, lo que supone claramente una reivindicación del trasvase del Ebro. CHA ya ha presentado una enmienda parcial donde deja claro que en materia de aguas hay que respetar la unidad de cuenca y la Directiva del Marco del Agua… Sin embargo, la enmienda conjunta PSOE-PP continúa reconociendo expresamente ese presunto derecho levantino al Ebro, en flagrante contradicción con los compromisos electorales de Zapatero. […] En segundo lugar, el diputado Labordeta anunció durante el debate de toma en consideración de la reforma del Estatuto catalán que CHA presentaría enmiendas parciales para corregir el abuso de competencias hidrológicas que pretende arrogarse Cataluña, en la misma línea que las presentadas por el Estatuto valenciano.
Finalmente, el tercer intento ha venido, nada más y nada menos, que por medio de una enmienda del PP a los Presupuestos Generales del Estado por valor de 300 millones para la Sociedad Aguas de la Cuenca del Mediterráneo; cuyo único fin era poner en marcha el trasvase del Ebro… CHA fue la primera formación política que denunció públicamente este hecho. Obviamente las enmiendas trasvasistas del PP fueron rechazadas.
El diputado Labordeta lamentó en el Pleno que con estas y otras actuaciones, se demuestra que no se están dando "todos los pasos necesarios a favor de una nueva cultura del agua. Ni el Ministerio de Medio Ambiente ni muchísimo menos el PP se han impregnado todavía lo suficiente de esta manera distinta de abordar la política hidrológica"[550].

Au début de l'année 2006, qui représente l'équateur de la première législature de Zapatero, les tensions territoriales sont ravivées alors que la plupart des autonomies modifient leur Statut d'autonomie. Les conflits entre les anciens

[549] « CHA sigue haciendo frente a los intentos, tanto del PSOE como del PP, de recuperar el trasvase del Ebro », *Aragón Libre*, n°57, Hiver 2005/2006, p.10.
[550] *Op. Cit.*, p.10.

territoires péninsulaires de la Couronne d'Aragon tournent autour des ressources hydriques mais aussi autour des archives de la Couronne (qui se trouvent à Barcelone). CHA met en avant une fois de plus le nul intérêt électoral que constitue l'Aragon sur l'échiquier espagnol et donc son absence d'importance aux yeux des deux grands PAE qui, d'après CHA, seront toujours tributaires des intérêts des régions les plus peuplées. Zapatero sait qu'il a gagné les élections générales grâce à l'Andalousie et la Catalogne. Il sait aussi que son parti est au plus bas à Valence et à Murcie à cause de son opposition au transvasement de l'Èbre. Voilà pourquoi il doit choyer les citoyens de l'arc méditerranéen, 10 fois plus nombreux que les Aragonais. Selon l'*Aragón Libre* de printemps 2006:

> *El diputado de Chunta Aragonesista (CHA) José Antonio Labordeta presentó el pasado diciembre tres enmiendas parciales al proyecto de reforma del Estatuto de Cataluña. Las iniciativas hacían referencia a los artículos relativos a la política hidrológica y al Archivo de la Corona de Aragón, con las que se pretende evitar que se vean limitadas las competencias aragonesas.*
> *Y es que, aunque CHA considera globalmente positiva la propuesta inicial de reforma que aprobó el Parlamento de Cataluña, entendemos que la libertad de las instituciones catalanas de organizarse termina donde comienza la libertad de las aragonesas, y en política hidrológica y en cuanto al Archivo de la Corona de Aragón se producen determinadas "afecciones" sobre las competencias y facultades de las aragonesas.*
> *Así, sobre política hidrológica, CHA no discrepa de que Cataluña asuma las competencias que se especifican en el artículo 117 del proyecto de nuevo Estatuto, pero ha presentado una enmienda de adición para que se especifique que lo dispuesto en sus apartados se entienda "sin perjuicio de las competencias que corresponden a las otras Comunidades Autónomas de la cuenca del Ebro". La justificación es evidente: CHA considera que no sería aceptable ni asumible que Cataluña tuviera esas competencias y que no las tuviera Aragón y el resto de las Comunidades de la cuenca del Ebro*[551].

Nous voyons très clairement que les amendements ne s'opposent pas à ce que la Catalogne adopte de nouvelles compétences, il s'agit de s'assurer que l'Aragon obtienne par la suite ces mêmes compétences. Autrement dit, nous avons affaire à une forme d'*agravio comparativo*. Quant aux Archives de la Couronne d'Aragon:

> *CHA plantea dos enmiendas parciales en defensa del Patronato del Archivo de la Corona de Aragón: concretamente se propone suprimir, de entre las competencias exclusivas de la Generalitat, la referencia al Archivo Real de Barcelona, ya que no era propio del Condado de Barcelona sino que de toda la Corona de Aragón.*

[551] « CHA enmienda el Estatuto catalán », *Aragón Libre*, n°58, Printemps 2006, p.10.

CHA propone, como texto alternativo, que la Generalitat tenga competencia exclusiva de los fondos propios de Cataluña situados en el Archivo de la Corona de Aragón, que deben integrarse en el sistema de archivos de Cataluña y, "sin perjuicio de las competencias de otras Comunidades Autónomas con relación a sus fondos propios situados en el citado Archivo", para la gestión eficaz de los fondos comunes del Patronato del Archivo mediante norma del Estado[552].

L'article insiste, une fois de plus, sur le rôle unique et essentiel de CHA: « *CHA es el único partido que pretende salvaguardar las competencias aragonesas sobre el Ebro y el Archivo* »[553].

CHA est également opposé au plan du *lehendakari* Ibarretxe pour faire du Pays basque un État associé à l'Espagne.

Ante la tramitación en el Congreso del proyecto de reforma del Estatuto vasco, el denominado "Plan Ibarretxe", el Consello Nazional de CHA, ratificándose en las posiciones políticas que siempre ha mantenido al respecto, ha acordado no respaldar el mencionado proyecto, ya que no se ajusta al proceso y a los mecanismos que cualquier legítima aspiración de profundización y desarrollo del autogobierno debería tener en cuenta. El Plan Ibarretxe no es el modelo de CHA ni es el que se ha marcado el Pueblo Aragonés (sic)*, que queda definido claramente en el Dictamen de la Comisión Especial para la Profundización y Desarrollo del Autogobierno, aprobado por unanimidad de las Cortes de Aragón en la sesión plenaria del 20 de marzo de 2003. En este sentido, el Dictamen apunta a la reforma constitucional para poder avanzar hacia un Estado federal, evitando así la adopción de decisiones unilaterales que vulneren el ordenamiento jurídico.*
No obstante, CHA es partidaria de favorecer el debate democrático en los parlamentos en torno a esta o cualquier otra propuesta que pueda presentarse utilizando cauces pacíficos y democráticos. Este sentido democrático también debe implicar la aceptación del procedimiento constitucional y de las reglas de juego y, en consecuencia, el acatamiento de los acuerdos válidamente adoptados, tanto si son favorables como adversos[554].

La position de CHA est donc très claire quant au « Plan Ibarretxe » et se démarque ainsi de tous les autres PANE de l'État espagnol (à l'exception de *Coalición Canaria*), favorables au projet d'État associé basque au royaume d'Espagne. Nous interprétons ce vote contre le projet du PNV comme un clin d'œil à la société aragonaise qui a peut-être du mal à comprendre la radicalisation nationaliste de CHA. C'est aussi le choix de Labordeta qui est

[552] *Ibidem*.
[553] *Op. Cit.*, p.10.
[554] « CHA no respalda el "Plan Ibarretxe" y defiende la vía aragonesa del autogobierno », *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.9.

plus aragonésiste que nationaliste et qui dit clairement lors d'un entretien au journal *El País* qu'il avait peur de ne pas être compris par ses concitoyens pour qui le nationalisme basque n'a pas bonne presse, notamment lorsqu'il se radicalise et qu'il est clairement sécessionniste. Miguel Martínez Tomey, interrogé par courriel sur cette question, nous a répondu ceci :

> *Por lo que se refiere al Plan Ibarretxe nuestra posición era favorable en la defensa del "derecho de cualquier parlamento, sea el vasco o cualquier otro del Estado, a formular sus modelos de autogobierno y a presentar sus propuestas de estatutos de autonomía. En esa línea se está trabajando en varias comunidades, entre ellas la nuestra, Aragón" (palabras con las que Labordeta inición su intervención en ese debate). Labordeta añadió más adelante: "En consecuencia, si hoy se votara exclusivamente la procedencia o no de una determinada tramitación parlamenteria o el derecho a debatir o crear una comisión bilateral de negociación, nuestro voto sería afirmativo, pues no hay que olvidar que nosotros venimos de un pueblo -hablando de historia- que sufrió con el ajusticiamiento de sus hombres la pérdida de las libertades. Curiosamente, los nombres de estos tres ajusticiados aparecen encima de la puerta situada a mi derecha." La objeción –que nos pareció decisiva- a esta iniciativa del gobierno vasco era la de que se abría un procedimiento destinado exclusivamente a la situación vasca, sin considerar los anhelos o derechos de otras comunidades, históricas o no, a participar de un proceso igual para sí si lo planteasen. Sobre ese principio ("Chunta Aragonesista apuesta por un modelo de Estado que se basa en un federalismo solidario") basó CHA y su diputado Labordeta su voto negativo. "En ese sentido, si la apuesta por un mayor autogobierno conlleva la reforma de la Constitución, como por unanimidad aprobaron todos los grupos parlamentarios de las Cortes de Aragón, hágase dicha reforma, pero a través de los mecanismos previstos. Nuestro voto sería favorable a una forma aragonesa de entender el autogobierno, pero es contrario a las fórmulas que no respetan los mecanismos ni los procedimientos previstos en toda ley democrática, incluida su reforma"*[555].

Quant aux budgets de l'État, CHA vote pour à deux reprises (2005 et 2006) après avoir amendé les investissements prévus pour la province de Teruel. Dans les deux cas, il est mis en exergue que CHA négocie avec le Groupe parlementaire socialiste pour augmenter les investissements en Aragon avant de voter de façon affirmative.

> *CHA, tras las negociaciones mantenidas con el Gobierno de Rodríguez Zapatero, ha apoyado la aprobación en el Congreso de los Presupuestos Generales del Estado para 2006 (PGE), ya que se han atendido las propuestas de CHA en cuanto a la necesidad de impulsar las políticas sociales y avanzar en las inversiones que necesita Aragón*[556].

[555] Interview accordée par courrier électronique.

[556] « CHA apoya los Presupuestos del Estado por ser sociales e impulsar las inversiones en Aragón », *Aragón Libre*, n°57, Hiver 2005/2006, p.9.

Là aussi la revue porte-parole insiste sur les mesures sociales (CHA est avant tout un parti de gauche et socialiste) avant de parler des investissements qui, d'après CHA, n'auraient pas été arrachés au gouvernement sans le député Labordeta et ses négociations. Parmi les avancées sociales, nous trouvons également des mesures environnementales car CHA est aussi un parti écologiste. Citons à nouveau l'article:

> *Por otra parte, CHA pactó, junto con el resto de partidos de izquierda que conforman la mayoría parlamentaria, la presentación de un paquete de enmiendas por valor de más de 400 millones de euros destinados a aumentar el gasto en políticas sociales y medioambientales: 60 millones más para la integración social de los inmigrantes, 100 millones más para la Ley de Dependencia, un incremento del 3% de las pensiones no contributivas, 5 millones para ampliar la Ley de violencia de género, 25 millones para mejorar la seguridad e higiene en el trabajo, 45 millones más para educación (atención a alumnos con dificultades y creación de bibliotecas públicas y escolares), y 200 millones en políticas forestales, con un fondo especifico de 40 millones para la gestión de bosques*[557].

Dans le domaine de l'éducation, CHA s'est abstenue lors de l'adoption de la *Ley Orgánica de Educación* (LOE), la nouvelle loi sur l'éducation en Espagne, après la très polémique loi du PP, la LOCE, de 2002 qui fut paralysée dans son application après l'arrivée des socialistes[558]. D'après CHA, le PSOE a fait aux conservateurs des concessions sur l'école privée sous contrat, la fameuse « *concertada* », notamment aux nationalistes catalans de CiU, mais n'a pas écouté les revendications de la gauche qui souhaitait approfondir le caractère laïque et faire de l'école publique la seule priorité du gouvernement.

> *El diputado de CHA, Labordeta se ha abstenido en la aprobación por el Pleno de Congreso del proyecto de Ley Orgánica de la Educación, ya que, mientras se han realizado concesiones a la derecha (a través de las enmiendas de CiU), no se ha dado una respuesta adecuada a las demandas del sector más progresista de la comunidad educativa, que se ha movilizado en las últimas semanas en defensa de la enseñanza pública, con la participación de CHA.*
> *A nuestro juicio, la LOE ha incumplido las expectativas que suscitó el propio PSOE con sus críticas a la Ley de Calidad del PP [LOCE] y malogrado una oportunidad excelente para la modernización del sistema educativo. Por ello, CHA ha presentado 161 enmiendas, elaboradas por el Rolde de Educación [la commission sur l'éducation interne au parti], que pretendían cerrar las puertas que el proyecto de Ley dejaba abiertas para reforzar el sistema concertado, lo que irá en detrimento de la calidad de la pública. […]*

[557] *Op. Cit.*
[558] « CHA no apoya la LOE y defiende sus enmiendas a favor de la enseñanza pública de calidad », *Aragón Libre*, n°57, Hiver 2005/2006, p.11.

Las enmiendas presentadas perseguían el objetivo, entre otros, de que la escuela pública y laica sea el principal eje vertebrador de todo el sistema educativo […] Buscaban también la mejora de la calidad de la enseñanza en el medio rural, como impulso básico para el desarrollo, para la igualdad de oportunidades y para el derecho a la educación, mediante la estabilización de la plantilla de profesorado y la incentivación de su trabajo en los centros rurales. […]Las enmiendas afrontaban el reto de formar en valores como la igualdad y el respeto, tanto a la diversidad como hacia el medio que nos rodea[559].

En revanche, dès septembre 2004, CHA avait obtenu l'unanimité des Cortès générales pour que le système scolaire espagnol propose une seconde langue vivante aux élèves.

La Comisión de Educación del Congreso debatió el pasado 29 de septiembre, una proposición no de ley, a iniciativa de CHA, para que se contemplase la segunda lengua extranjera en el sistema educativo español[560].

Il s'agit ici d'exporter le modèle éducatif aragonais qui, du fait de sa condition frontalière avec la France, a déjà intégré une seconde langue obligatoire (français, dans la plupart des cas) et a créé des sections européennes en anglais, français et allemand d'abord dans le secondaire puis dans le primaire et maternel. D'après le rapport PISA, l'Aragon est l'un des territoires les plus performants de l'État espagnol et se situe dans la moyenne européenne[561] ; l'Aragon a également été pionnier dans le développement de la tablette électronique et du tableau numérique. La conseillère (ministre aragonaise) Eva Almunia (PSOE) de l'éducation a été à l'origine de cette politique et fut promue Secrétaire d'État à l'éducation (2004-2008), c'est-à-dire numéro 2 du ministère central espagnol.

Le député Labordeta a également obtenu trois fois un prix décerné par les journalistes parlementaires.

La Asociación de Periodistas Parlamentarios volvió a incluir al diputado de CHA entre los nominados para los prestigiosos premios que se conceden anualmente. En esta ocasión Labordeta ha sido candidato al premio "Luis Carandell" a la mejor relación con la prensa. Este año ha sido el único

[559] *Op. Cit.*
[560] « Unanimidad para la propuesta de CHA de implantar una segunda lengua en el proceso educativo », *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.5.
[561] « Aragón vuelve a superar con nota el informe PISA. La Comunidad ha vuelto a superar la media española y de la OCDE. », *Aragón Digital*, 7 décembre 2010, www.aragondigital.es

parlamentario aragonés nominado. De hecho, en toda la historia de estos galardones, es el aragonés que más veces ha sido nominado. En la anterior legislatura, Labordeta fue nominado al premio "Diputado revelación" y al premio "Azote del Gobierno"[562].

En 2008, la polarisation extrême de la vie politique espagnole et le retrait de Labordeta symboliquement deuxième sur la liste électorale de Saragosse font disparaître le siège de CHA. Il faut attendre les résultats des élections anticipées de novembre 2011 pour retrouver CHA au Congrès des Députés. C'est Chesús Yuste, en coalition avec IU, qui devient la voix de l'Aragon.

d. Chesús Yuste: la Izquierda de Aragón.

C'est en effet l'ancien député des Cortès d'Aragon qui devient le nouveau représentant de CHA au Cortès générales d'Espagne. Dans le contexte de la plus grave crise économique depuis 1945, voire 1929, l'impopularité de Zapatero est à son paroxysme lorsqu'il décide, l'été 2011, d'anticiper les élections législatives. Depuis l'explosion de la crise et de la bulle immobilière espagnole, le président socialiste n'a pas pu (ou su) éviter la flambée du chômage (passant de 8 à 24% en 4 ans) et, pour éviter la banqueroute, a dû prendre, le 10 mai 2010, les mesures les plus antisociales depuis le retour de la démocratie en Espagne. Dès ce jour, tous les sondages prévoient la punition électorale du PSOE qui, en 2008 et donc au début de la crise, avait gardé le pouvoir surtout grâce aux greniers de vote andalou et catalan. Paradoxalement, ce ne sont pas les partis à gauche du PSOE qui profitent le plus de l'effondrement socialiste. Ce sont l'abstention et la droite le PP –le PP obtient une importante majorité absolue en novembre 2011. Néanmoins, IU passe de 2 à 10 députés dont celui de CHA pour la circonscription de Saragosse.

Contrairement aux Cortès constituées en 2008, celles de 2011 sont les plus plurielles et les moins bipartisanes depuis 1977, ce qui prouve par ailleurs que, jusqu'alors, une partie non-négligeable des électeurs du PSOE était en

[562] « El trabajo de Labordeta, reconocido por tercera vez por los periodistas parlamentarios », *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.9.

effet séduite par d'autres formations (plus territoriales ou plus à gauche) mais préférait, pour « voter utile », glisser un bulletin PSOE dans l'enveloppe. En effet, alors que la débâcle socialiste est presque assurée fin 2011, ces électeurs ont préféré revenir à leurs premières amours. La pluralité des Cortès n'aura toutefois pas beaucoup d'effet puisque, comme en 2000-2004, le PP dispose d'une écrasante majorité absolue.

Depuis le début du mandat, fin 2011, CHA a voté contre l'investiture de Mariano Rajoy, contre la réforme du code du travail et participé aux manifestations pour protester contre ces mesures d'austérité qui, pour le moment, n'atteignent pas l'objectif prioritaire du gouvernement espagnol : réductions du chômage, de la dette et du déficit.

Après l'activité parlementaire aragonaise et espagnole, passons au Parlement européen.

3) Parlement européen : Alliance Libre Européenne (ALE) et Les Verts Européens

a. Les coalitions ibériques

Les premières élections auxquelles s'est présentée CHA (à l'époque UA-CHA) furent les élections municipales, régionales et européennes de juin 1987, soit un an après la fondation du parti nationaliste progressiste aragonais. Dès cette première échéance, UA-CHA choisit un certain nombre de partenaires nationalistes progressistes et/ou fédéralistes en Galice, Pays valencien, Îles Baléares et Pays basque de tendance écologiste, notamment anti-nucléaire, pour constituer une liste commune où seul le candidat tête de liste a une réelle chance d'obtenir un siège d'eurodéputé. À l'époque, les dirigeants de CHA sont séduits par un personnage de la politique basque : Juan María Bandrés, du parti *Euskadiko Ezkerra* (EE), ce qui signifie la gauche du Pays basque, en langue basque. Il est désigné comme tête de liste de cette coalition. Auparavant, il avait été sénateur des Cortès constituantes en 1977 puis député pendant trois législatures jusqu'en 1989.

Euskadiko Ezkerra est, comme son nom le laisse supposer, un parti nationaliste basque, de gauche, et opposé à toute forme de violence. Bandrés a quant à lui défendu des membres de l'ETA pendant le franquisme, notamment lors du procès de Burgos. Il a aussi été médiateur entre les terroristes et les familles des personnes séquestrées. Alors qu'il avait voté contre la Constitution de 1978, jugée insuffisante dans la reconnaissance de la nation basque, il accepte finalement le Statut de Guernica en 1979. En 1993, EE intègre la fédération basque du PSOE, le PSE, ce qui n'est pas du goût de Bandrés qui quitte le PSE-EE presque aussitôt.

En 1987, il manque à peine quelques milliers de voix dans toute l'Espagne (qui constitue une circonscription unique lors des élections européennes) pour que la coalition *Izquierda de los Pueblos* obtienne un député européen. Les nationalistes périphériques de gauche et fédéralistes (dont beaucoup de partis socialistes fédéralistes qui refusent d'intégrer le PSOE à cette époque)

constituent cette coalition écologiste, fédéraliste et nationaliste. Il faut attendre 1989 pour que Bandrés redevienne eurodéputé (il l'avait déjà été entre 1986 et 1987, pendant la période transitoire de l'entrée de l'Espagne dans la CEE jusqu'aux premières élections européennes de 1987). Il décide de rejoindre le groupe parlementaire des Verts européens. En 1994, CHA décide de ne pas se présenter aux élections européennes pour se concentrer sur les élections municipales et régionales de 1995. En 1999, CHA change de stratégie. Le parti ne s'associe plus à d'autres PANE mais aux Verts espagnols : *Los Verdes-La Izquierda de los Pueblos*. Mais les mésententes ont été très nombreuses avec Les Verts et la coalition, qui avait obtenu un eurodéputé, ne se reproduit plus à l'échéance européenne suivante. Notons que c'est en Aragon que la coalition rouge-verte avait obtenu le meilleur résultat de toute l'Espagne, même devant la Catalogne (6,85% contre 5,43%).

En 2004, CHA revient vers les PANE. En revanche, on ne retrouve plus les partis socialistes fédéralistes des années 1980 et 1990. CHA fréquente désormais les partis de gauche ouvertement indépendantistes tels qu'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et *Eusko Alkartasuna* (EA). Le nom de la coalition a également changé : *La Europa de los Pueblos*. CHA est le troisième parti de la coalition, devant des partis minoritaires d'Andalousie, des Asturies, de Cantabrie et de La Rioja, des partis assez surprenants mais indispensables à la coalition pour obtenir des voix dans la plus grande partie de l'Espagne, étant donné le système de circonscription unique lors des scrutins européens. C'est en Aragon que la coalition obtient ses meilleurs résultats après les deux principales nationalités historiques. Le siège obtenu est partagé à tour de rôle entre ERC, EA et CHA. CHA l'occupe en fin de mandat pendant six mois.

La stratégie de CHA a changé. CHA souhaite faire de l'Aragon une nationalité historique à part entière aussi bien en Espagne qu'en Europe. C'est pourquoi les cadres du nationalisme aragonais décident de faire entrer CHA dans cette coalition et de ne plus concourir avec des alliés écologistes et fédéralistes comme les Catalans d'*Iniciativa per Catalunya-Verds* (IC-V). Nous pouvons penser également qu'il s'agit de la victoire d'une stratégie nationaliste sur une stratégie écologiste. Pourtant ce choix stratégique semble

arriver au mauvais moment en Aragon. En effet, le vote de Labordeta contre la « Loi des Partis » en 2002 a fait couler beaucoup d'encre dans les médias aragonais les plus récalcitrants au nationalisme qui voient cette alliance européenne comme une radicalisation du nationalisme aragonais. Le besoin de reconnaissance internationale pour l'Aragon que souhaitent les cadres de CHA se heurte à la diabolisation des nationalismes périphériques orchestrée par le dernier gouvernement de José María Aznar. De plus, en 2003, le vice-président de la Catalogne, fraîchement désigné, Josep-Lluís Carod-Rovira (ERC) entreprend unilatéralement de rencontrer des membres de l'ETA à Perpignan. Le scandale, dévoilé deux mois avant les élections législatives espagnoles, compromet très sérieusement le PSOE, associé à ERC ainsi qu'à IC-V dans le gouvernement tripartite catalan. En Aragon, le pacte CHA-ERC pour les élections européennes redonne du souffle à la campagne anti-CHA faisant des nationalistes aragonais des philo-terroristes sympathisants de la lutte armée des Basques contre les États espagnol et français[563].

Malgré tout, en 2004 et en 2009, CHA obtient une représentation au Parlement européen en coalition avec *Esquerra Repubicana de Catalunya* (ERC) et *Eusko Alkartasuna* (EA) deux partis clairement indépendantistes et républicains de gauche. En 2004, c'est Bernat Joan i Marí (ERC) qui occupe le siège. Le pacte de la coalition avait prévu trois ans pour ERC, un an pour EA et un an pour CHA. Mikel Irujo (EA) remplace donc Bernat Joan i Marí en 2007. En 2008, José Miguel Díaz Calvo, le candidat de CHA, quitte la politique et CHA pour des raisons personnelles ; c'est Irujo qui finit la législature. Mais avant d'en arriver là, étudions la stratégie européenne de CHA. L'alliance de ces trois forces républicaines et nationalistes prévoit de défendre les intérêts des trois nations culturelles revendiquées. Il est donc prévu dès le début que les députés Joan i Marí et Irujo portent la voix de l'Aragon pendant les premières années de la législature. Cette visibilité indirecte de CHA en Europe à travers les nationalismes basque et catalan constitue finalement une belle opportunité de faire connaître l'Aragon aux Européens en tant que nation culturelle de l'État espagnol et de situer le nationalisme aragonais parmi les nationalismes

[563] Cf. Annexes, p.184: Photo d'une manifestation anti-PHN à Valence. Les dirigeants de CHA (Bernal et Fuster) aux côtés du leader républicain Carod-Rovira.

périphériques du royaume d'Espagne. La stratégie de CHA interne à l'Aragon va être semblable à celle de Labordeta en Espagne : l'eurodéputé devient la voix de l'Aragon en Europe. C'est ce qu'il dit mot pour mot dans l'entretien accordé à *Aragón Libre*[564]. En lisant cet entretien, nous ne trouvons aucune référence au partage du siège en trois et à la courte période pendant laquelle le siège sera représenté par l'eurodéputé aragonais, José Miguel Díaz ; nous avons l'impression que c'est lui qui va siéger pendant toute la législature. Il ne faut pourtant pas y voir une volonté de tromper le lecteur car *Aragón Libre* est la revue porte-parole de CHA et le lecteur est par conséquent bien informé : il sait bien que le siège est à partager et que CHA est le plus petit des trois partis. Il convient plutôt de voir là une expression de la fierté des militants de CHA d'avoir obtenu, pour la première fois, une représentation directe au Parlement européen. Il faut rappeler néanmoins que dès 1989, CHA avait été représentée par l'eurodéputé Bandrés qui relayait certaines revendications des nationalistes aragonais.

En 2004, les enjeux pour l'Aragon, selon CHA, sont le transport et les communications transfrontalières. Les nationalistes mettent en avant l'idée que l'entrée dans l'Union Européenne a été positive pour l'Aragon mais beaucoup moins que pour d'autres régions espagnoles comme le Pays valencien et Castille-La Manche. En effet, nous devons ici rappeler que les aides européennes au développement sont distribuées aux régions ; c'est cette division administrative commune à tous les États-membres qui est choisie. Or, l'Aragon, du fait de sa faible population et de la relative richesse de l'agglomération de Saragosse, est une région statistiquement riche et n'a pas été classée parmi les régions de l'Objectif 1 de la Commission Européenne qui ont pu bénéficier des subventions les plus importantes en raison de leur retard par rapport au reste de l'Union Européenne. Dans les provinces de Huesca et Teruel, faiblement industrialisées et dont l'agriculture en déclin a favorisé l'exode rural, cette exclusion des territoires prioritaires pour recevoir des aides a été nettement défavorable. C'est justement dans le sud et le sud-est de la

[564] José Miguel Díaz Calvo, « Vamos a ser la fuerza de Aragón en Europa, como ya lo somos en Madrid », *Aragón Libre* n°52, Especial Elecciones Europeas, p.3. Cf. Annexes, p.177: Affiche électorale de CHA pour cette échéance. On y aperçoit le drapeau aragonais aux côtés des drapeaux des autres nations sans État et de l'UE.

province de Teruel, très proches géographiquement de Valence, que la comparaison avec les provinces de Castelló et de Valence (terre traditionnelle d'émigration pour les Aragonais méridionaux) a été clairement perçue comme une injustice. Comment expliquer des aides aux 'riches' Valenciens alors que l'Aragon ne reçoit rien ? Ce que propose donc l'eurodéputé aragonésiste fraîchement élu, José Miguel Díaz Calvo, originaire du Bas Aragon et de la province de Teruel, est de rétablir la justice et de porter directement à Bruxelles le cahier de doléances des Aragonais, lésés selon CHA par rapport aux autres régions de l'intérieur de l'Espagne et même au Pays valencien (un comble, diront certains de ces Aragonais). Au cours de son entretien, Díaz Calvo l'explique très clairement :

> *Llevamos décadas perdiendo financiación por culpa europea por una mala negociación del entonces Gobierno central socialista. […] Como bajoaragonés y turolense he visto cómo todas las comarcas, desde Gúdar-Javalambre hasta el Matarraña, han soportado una falta de inversiones de todo tipo por culpa de ese efecto estadístico aplicado en su día por el Gobierno central, responsable del gran frenazo que han sufrido estas comarcas en su desarrollo. En estos años sólo se han puesto parches. Ahora, la ampliación obliga a reformular los fondos y debemos trabajar para que Aragón no sólo no siga perdiendo, sino que pueda ganar con la incorporación de nuevos criterios (despoblación, envejecimiento y zonas montañosas)*[565].

En 2004, nous sommes au début de la législature qui va connaître l'élargissement de l'UE vers l'est avec l'accueil en son sein d'États de l'ancien bloc soviétique, plus pauvres que l'Espagne, ce qui va changer la donne de la répartition des fonds communautaires. L'Espagne se prépare ainsi à cette époque à cesser d'être bénéficiaire nette, ce qui rend la tâche difficile pour l'Aragon... Le numéro 2 de la candidature de CHA aux élections européennes est Miguel Martínez Tomey, un homme qui connaît bien les rouages de l'Union Européenne puisqu'il a été par le passé le directeur technique du Bureau du Gouvernement aragonais à Bruxelles. Martínez Tomey met en avant les aspects où l'Aragon est à l'avant-garde : nouvelle culture de l'eau (rappelons la « Marche bleue » organisée par les mouvements anti-transvasements d'Aragon et de Catalogne) et développement durable (la part de l'éolien représente environ un quart de l'énergie consommée en Aragon à cette période). Pour cela, le numéro 2 de la liste nationaliste rappelle le besoin

[565] *Op. Cit.*, p.3.

absolu d'une « perméabilisation » des Pyrénées et d'une issue écologiquement viable pour les marchandises aragonaises en Europe et vice-versa :

> *Ha llegado la hora de saltar a la primera fila del progreso europeo. La lucha contra el trasvase ya dio la medida de hasta qué punto los aragoneses están en la vanguardia mundial del progreso sostenible con su apuesta por la Nueva Cultura del Agua. Pero nuestras ambiciones en el concierto de las naciones europeas son mucho mayores*[566].

Isabel Giménez, avocate spécialisée en droit de la famille et droits de la femme, est la troisième candidate de CHA. Elle prône la ré-humanisation de la société européenne et l'Europe réelle des citoyens et des peuples opposée à l'Europe exclusivement synonyme de marché commun et de libre-circulation de marchandises.

> *Hemos de humanizar Europa, redescubrir el ciudadano, frente a la Europa de los Estados y de los mercaderes, avancemos hacia la Europa de los Pueblos y de los Ciudadanos*[567].

En quatrième position, nous trouvons Francho Nagore, un membre historique du *Consello d'a Fabla Aragonesa*, de CHA à Huesca et vice-président de l'Association Internationale pour la Défense des Langues et des Cultures Menacées (créée en 1964, elle devient en 2011 l'Association pour les Langues et les Cultures Européennes Menacées, ALCEM[568]. Nagore est le seul à rédiger, en aragonais, son article qui porte essentiellement sur la diversité culturelle et linguistique de tous les États-membres de l'Union Européenne. Il rappelle que l'Aragon est un pays de l'Europe et que l'aragonais (la seule langue exclusivement aragonaise) l'est aussi.

> *A riqueza d'Europa ye a suya dibersidá: cultural, lingüística,… Por denzima de cualsiquier atro aspeuto, a balura más gran d'una coleutibidá umana ye a que aportan os ciudadanos e as ziudadanas que han feito a historia d'ixe pueblo e que i biben agora*[569].

---

[566] Miguel Martínez Tomey, « Aragón ha de jugar en la primera división del progreso europeo», *Aragón Libre*, n°52, Especial Elecciones Europeas, p.4.
[567] Isabel Giménez, « Ahora, otra Europa es posible », *Aragón Libre*, n°52, Especial Elecciones Europeas, p.5.
[568] L'ALCEM est une association européenne pour la défense des cultures et des langues des peuples européens créées dans l'orbite de l'UNESCO et à laquelle a appartenu le grand poète catalan Salvador Espriu.
[569] Francho Nagore Laín, « Aragón ye un país d'Europa », *Aragón Libre*, n°52, Especial Elecciones Europeas, p.6.

Le programme de la coalition « Europa de los Pueblos » est également présenté dans ce numéro spécial de la revue *Aragón Libre*. Dans son introduction, il est écrit:

> *Los partidos que formamos la Coalición "Europa de los Pueblos" hacemos propio el Manifiesto electoral de la Alianza Libre Europea, que ha defendido durante décadas los derechos de las naciones sin Estado. La legitimidad democrática hace que nuestra causa sea imparable. Para conseguir nuestros derechos históricos y mejorar la calidad de vida de los ciudadanos y las economías de nuestros países, debemos estar representados y presentes en Europa. Actuamos en dos frentes. Nuestros representantes se han comprometido a fomentar* ***políticas progresistas****. Nos comprometemos a mejorar las condiciones sociales y la calidad de vida y para conseguir una distribución más justa de la riqueza. Defendemos el principio del desarrollo sostenible que permitirá mejorar la calidad de vida de las personas en un entorno limpio. Nos movemos* ***tanto en el ámbito estatal como en el autonómico*** *y luchamos para conseguir que las naciones sin Estado gocen de una representación adecuada en todos los niveles de gobierno. Nuestra principal lucha política es conseguir el autogobierno y el reconocimiento de las identidades de nuestros pueblos*[570].

Le message de CHA est en accord avec les principes nationalistes des partis qui constituent la coalition. On parle en effet de « nations sans État » et de « droits historiques » (un sujet d'actualité lors de la négociation d'un nouveau Statut aragonais dès 2005). Nous constatons que le fédéralisme (que ce soit pour l'Espagne ou pour l'Union Européenne) semble mis de côté. Faut-il y voir un alignement sur les stratégies d'émancipation nationale d'ERC et d'EA ? En tout cas, ce qui est très clair dans cette alliance et dans le troisième rôle de CHA dans la coalition, c'est la volonté de faire connaître l'Aragon grâce au nationalisme aragonais, de situer la nation aragonaise parmi les nations sans État. Cette phrase est à prendre au sens littéral ; en effet, au moment de l'inclusion de CHA dans l'ALE, il a fallu dessiner les contours de l'Aragon sur la carte de l'Europe des nations car l'Aragon, contrairement à la Galice, au Pays basque et aux Pays Catalans était intégré à l'Espagne en tant que région culturelle différenciée mais sans constituer une unité nationale différente.

Parmi les grands traits du programme électoral, nous pouvons tracer trois axes : national, socio-économique et écologiste.

[570] *Op. Cit.*, p.7. En gras dans le texte.

Dans la stratégie nationale nous pouvons citer la participation des régions au Conseil des Ministres et la création d'un « Sénat des Peuples » (pour compléter le Parlement constitué de groupes politiques). Il s'agit simplement, pour les nations culturelles de l'État espagnol, d'accéder directement aux institutions sans devoir passer par Madrid. Nous pouvons noter une certaine contradiction dans cette mesure puisqu'elle vise au départ à simplifier les institutions européennes. Il n'est pas sûr que le meilleur moyen de simplifier soit de créer une Chambre Haute… Toujours dans la stratégie nationale, nous pouvons citer la revendication d'égalité de toutes les langues européennes, qu'elles soient officielles dans un État ou pas. La coalition est également favorable aux eurorégions et souhaite les développer afin de recréer des unités administratives dans des territoires séparés par une frontière politique. Ce serait bien évidemment le cas dans les eurorégions basque et catalane.

Pour l'axe social, nous pouvons citer l'ambition du plein emploi avec la récupération de certains droits du travail amputés, d'après la coalition, par des dérives néo-libérales. L'égalité en droits et la fin de toutes les discriminations pour tous les citoyens de l'UE sont également citées.

Quant à l'axe environnemental, la coalition et l'ALE souhaitent appliquer le principe « pollueur payeur » afin de mieux protéger l'environnement. L'arrêt du nucléaire est également cité, au profit du développement des énergies renouvelables. Pour ce qui est de la PAC, la coalition rouge-verte souhaite mieux distribuer les aides et privilégier les petits exploitants au détriment des grands propriétaires terriens qui perçoivent la plupart des aides du fait qu'ils ont le plus grand nombre d'hectares.

Nous venons de présenter le programme de la coalition européenne dans laquelle s'est présentée CHA, à présent, tâchons de voir ce qu'a fait CHA pendant ces cinq années à Bruxelles.

Un an après l'obtention de ce siège, les Européens étaient appelés à se prononcer pour ou contre un projet de Constitution européenne. Comme la plupart des partis de gauche et souverainistes, CHA appelle finalement à voter

contre, jugeant la Constitution trop libérale d'un point de vue économique et trop attachée aux États-nations. Cette décision est prise après de longs débats internes à CHA et à l'ALE. Les raisons évoquées dans *Aragón Libre* sont:

1. *No es una verdadera Constitución, es un Tratado*
2. *Existen graves dificultades para su reforma*
3. *Aumenta el poder de los Estados frente a la ciudadanía*
4. *No se define un verdadero modelo social europeo*
5. *Se devalúan los derechos sociales*
6. *No se apuesta por políticas fiscales homogéneas*
7. *Se avanza muy poco en las políticas comunes de Exterior y de Defensa*
8. *Se asienta y consagra un modelo económico neoliberal*
9. *No reconoce a las Regiones europeas con poder legislativo*
10. *Se avanza poco en materia de subsidiariedad*[571]

Nous savons qu'en Espagne le 'non' a été très minoritaire. Les grands PAE (PSOE et PP) étaient favorables au projet de Constitution européenne, seuls IU et les PANE progressistes s'étaient prononcés contre. C'est pourquoi, après les rejets néerlandais et français, l'eurodéputé de CHA s'empresse d'écrire dans les pages d'*Aragón Libre* que c'était bien CHA qui avait raison.

> *El "modelo social europeo", base del europeísmo que se comenzó a construir por las fuerzas sindicales socialdemócratas y cristianodemócratas tras la II Guerra mundial, se ha ido desmoronando, principalmente tras el Tratado de Maastricht, a fuerza de políticas económicas ultraliberales. El Tratado constitucional ahora rechazado en Francia y Holanda intenta convertir en ley ese tipo de políticas económicas y dotarlas además de una legitimidad ficticia, pero además es la respuesta a una crisis de legitimidad popular de la propia Unión, por problemas de gestión, de integración de la nueva ampliación y del propio mercado, sin crear una Europa federal y democrática.*
> *Ese modelo de Europa es el que ha sido rechazado en Francia y Holanda, donde el voto del "No" ha sido un voto profundamente informado mediante encuentros, debates y lecturas, lo que ha dado pie a que la ciudadanía pudiera verdaderamente formarse su propia opinión –al contrario de lo que sucedió en el Estado español–, y también ha sido un voto conscientemente proeuropeo, con una gran dimensión progresista y social, tal como reclamábamos desde CHA en la campaña del referéndum español*
> *Tal vez se abra ahora una vía de esperanzas que permita un nuevo análisis de la totalidad de valores y normas de voluntad de vida en Europa. Desde CHA sabíamos lo que decíamos*[572].

Pour ce qui est des autres actions européennes de CHA, nous trouvons surtout des mesures visant à améliorer les communications ferroviaires entre l'Aragon et la France (mais qui se révèlent être souvent des déclarations de bonnes intentions car les États français et espagnol n'ont pas de volonté réelle

[571] *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.12-13.
[572] « El "No" de Francia y Holanda al Tratado Constitucional », *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p.12.

d'améliorer les communications transfrontalières). Les autres questions sont en général d'ordre environnemental (protections d'espèces animales, critiques à la destruction de la montagne par le groupe semi-public Aramón…)

En 2009, on assiste au même scénario. Les résultats aux élections européennes sont décevants en Aragon (à peine plus de 13 000 voix) mais l'apport des nationalistes galiciens du BNG et des indépendantistes basques d'*Aralar* garantit le siège de la coalition. Le représentant de CHA, Miguel Martínez Tomey, en 6ème position, ne siègera pas au Parlement européen. C'est lui qui avait néanmoins représenté CHA à Bruxelles après le départ de Díaz Calvo et qui reste l'homme fort de CHA pour les relations européennes.

b.CHA, membre du parti Alliance Libre Européenne (ALE).

Dans sa stratégie d'internationalisation, CHA a choisi d'intégrer un parti politique européen qui fédère les partis régionalistes, nationalistes, fédéralistes et autonomistes progressistes et de centre-gauche de l'Union Européenne (UE). Dans sa carte de visite, l'ALE est très claire :

> L'ALE est un Parti politique européen rassemblant des partis de nature nationale, régionale et autonomiste de l'Union européenne.
>
> Les partis politiques membres de l'ALE souscrivent au droit à l'autodétermination des peuples et adhèrent aux principes de la démocratie parlementaire et des droits de l'Homme.
>
> L'objectif principal de l'ALE est de doter le nationalisme et le régionalisme démocratiques d'une structure politique permettant le développement d'initiatives concrètes au niveau européen et de faciliter la participation à la vie politique européenne de partis qui, par leur propre dimension ou par la dimension du territoire qu'ils représentent, s'en verraient inéluctablement exclus.
>
> L'ALE est en faveur de la solidarité entre les peuples, les langues et les cultures. La défense et promotion de la diversité des langues et des cultures au sein de l'UE constituent la base de la construction d'une Europe démocratique et unie.
>
> L'ALE est représentée dans 13 États membres de l'UE et compte 33 partis adhérents. Elle dispose de plus de 200 représentants élus aux niveaux européen, national et régional. L'ensemble de ces représentants parle 24 langues différentes.

“Nous nous exprimons clairement et défendons notre droit de lire et de parler dans notre propre langue !”

Rappel historique

L'Alliance Libre Européenne s'est constituée en 1981 comme une Association de coopération réunissant des partis politiques qui se distinguent des schémas de pensées politiques traditionnels dans la mesure où ils mettent au premier plan un régionalisme intégral. Déjà dans sa déclaration de Bruxelles de 1981, l'ALE déclare que « la manière appropriée d'accéder, de façon humaine, à la dimension européenne est de construire l'Europe sur la base des peuples et des régions ». L'Europe doit être basée sur des communautés de peuples, et non une Europe construite sur un modèle centralisé et unitaire.

En 1994, l’ALE s'est officiellement constituée en une fédération de partis conformément aux dispositions de l'article 138 A du Traité de l'Union.

Au cours de l’année 2004 (Barcelone, 26 mars), l’ALE a été refondée comme Parti politique européen, selon la nouvelle réglementation européenne (EC 2004/2003; décision du Conseil européen et du Parlement européen du 4/11/2003). Le 13 octobre 2004, l’ALE a été officiellement reconnue comme Parti politique européen.

L’ALE va célébrer son 25ème anniversaire en 2006. Une séance solennelle aura lieu pendant l’Assemblée Générale qui se déroulera, exceptionnellement, à l’hémicycle du Parlement européen à Bruxelles.

Objectifs

L’ALE prône une union européenne de peuples libres et solidaires entre eux fondée selon le principe de subsidiarité. Elle œuvre en faveur de :

-la protection de droits humains et des peuples;
-la défense de l'environnement et un développement soutenable ;
-la construction d'une société juste et plus solidaire avec des politiques qui favorisent le progrès, la cohésion sociale et l'égalité des chances ;
-la réorientation d'une Europe trop marquée par une conception nettement économiste, qui a tendance à ériger la libéralisation, la concurrence et le centralisme en principes absolus ;
-l'action politique exclusivement basée sur la démocratie, et donc non-violente ;
-l'abandon de l'énergie nucléaire et le développement des sources d'énergie alternative ;
-la participation des régions dotées constitutionnellement de compétences propres aux réunions du Conseil des ministres pour les matières qui relèvent de leurs compétences, pour faciliter la reconnaissance des nations et régions historiques;
-l’accès direct aux Régions et Nations historiques à la Cour de Justice européenne ;
-des réformes démocratiques des Institutions européennes et le renforcement du rôle du Comité des régions ;
-la défense et la sauvegarde de la diversité linguistique et culturelle de l’UE.

Bruxelles 3 mars 2005.

Tous ces points sont en parfaite harmonie avec les positions de CHA. En effet, nous retrouvons parmi les objectifs du parti la défense des droits de l'Homme et des peuples qui, selon l'ALE, vont de pair ; l'antilibéralisme en matière économique, la défense de l'État providence et de l'environnement, du développement durable ; la sortie du nucléaire, la transmission des langues et des cultures régionales, la participation directe des régions à l'UE sans passer par l'État de rattachement. Autrement dit, nous sommes bien face à un parti qui défend l'Europe des peuples dans une entente fédérale et écologiste.

CHA a d'abord intégré l'ALE comme membre observateur. Plus tard, les nationalistes aragonais sont devenus des membres de plein droit et ont situé l'Aragon parmi les nations sans État de l'Union Européenne (UE). Sont représentés à l'ALE pour l'Espagne des partis catalans (dont un majorquin), basques, galiciens et un parti andalou. En France, nous trouvons des partis occitans, bretons, corses et alsaciens.

Dans un entretien publié dans *Aragón Libre*, la présidente de l'ALE, Nelly Maes, d'un parti politique flamand, de centre-gauche et confédéraliste[573] déclare:

> *De ahí surgió, en 1981, la Alianza Libre Europea (ALE), fundada en Bruselas como una federación de partidos políticos basada en los principios de autodeterminación, democracia, no violencia y solidaridad. Los partidos integrantes estaban unidos por el deseo de paz en Europa y el respeto a las tradiciones, las culturas, las lenguas y formas de vida. Su objetivo era una Europa diferente a la que se estaba construyendo, con menos poder en las manos de los grandes estados y los grandes grupos de intereses y más democracia local y respeto por los derechos de los ciudadanos.*
> *En 1984, tres miembros de partidos pertenecientes a ALE fundaron con los ecologistas el Grupo Arco Iris en el Parlamento Europeo. Más adelante se constituyó como tal el grupo parlamentario ALE, que en la pasada legislatura y en ésta forma grupo conjunto con Los Verdes. Y tras la aprobación de la nueva legislación europea que permitía la creación de partidos paneuropeos, ALE fue refundada en partido político en una conferencia especial que tuvo lugar en Barcelona en marzo de 2004. […] Su filosofía [de ALE] es la del establecimiento de vínculos solidarios entre aquellos países que tienen su propio Estado y aquellos que luchan para conseguirlo, entre los que quieren más autonomía y democracia local y aquellos que ya la tienen. De cara al*

[573] Ce parti politique s'est d'abord appelé *Spirit*, puis *VlaamsProgressieven* (Progressistes Flamands), puis *Sociaal-Liberale Partij* (Parti social-libéral) avant d'intégrer *Groen!* (les Verts flamands) en 2009.

futuro, tenemos también que mirar al Este, a los nuevos y a los futuros miembros de la UE. Allí hay muchos problemas con las minorías y las regiones y podemos ayudar a resolverlos a través del dialogo político y contactando con nuevos partidos. […] Europa puede ofrecer soluciones a muchos de los retos de nuestra sociedad. Necesitamos menos fronteras y más contactos transfronterizos. Cada uno de nosotros define su nacionalidad a su manera, pero eso no significa que no podamos ser europeos. Juntos podemos construir una Europa que nos permita disfrutar de nuestra propia identidad mientras, al mismo tiempo, estamos unidos en la diversidad. Debemos también ser un puente entre las instituciones europeas y las pequeñas naciones. En este momento son los grandes estados los principales actores del diálogo con Europa. Queremos que las distintas voces de las pequeñas naciones europeas sean escuchadas y que las instituciones europeas se comprometan con ellas. El principio de subsidiariedad debe llevarse a la práctica, no quedar sólo en la teoría[574].

L'ALE (EFA en anglais) a aussi des jeunesses (EFA-Young, EFA-Y) dont les jeunesses aragonésistes, *Chobentú Aragonesista*, sont également membres.

L'ALE, composée de 33 partis, est confrontée à des degrés très différents de revendications nationales. Certains grands partis représentant des nations sans État consolidées revendiquent clairement l'indépendance (ERC pour la Catalogne, EA pour le Pays basque, SNP pour l'Écosse, Parti social-libéral pour la Flandre…). À l'extrême opposé, nous trouvons des minorités linguistiques qui ne souhaitent qu'une reconnaissance linguistique (la protection d'une langue) sans même nécessairement passer par l'autonomie.

Après l'étude des activités parlementaires de CHA dans les Chambres aragonaise, espagnole et européenne, nous pouvons tirer plusieurs conclusions. En Aragon, le groupe parlementaire de CHA à l'*Aljafería* a une activité de parti de gauche (adoptions de politiques sociales) et nationaliste (élargissement de l'autonomie et de son financement).

En Espagne et en Europe, CHA apparaît comme un parti nettement nationaliste et républicain de gauche, au même titre qu'ERC en Catalogne ou EA au Pays basque. En Europe, CHA est un membre de plein droit de la fédération nationaliste ALE et appartient donc, à travers la fédération européenne, au groupe des Verts européens, écologistes et fédéralistes. En Espagne, CHA a appartenu entre 2000 et 2008 au Groupe Mixte où elle a

[574] *Aragón Libre*, n°54, Hiver 2005, p.11.

entretenu des rapports privilégiés et cordiaux avec d'autres représentants nationalistes de gauche (notamment les députées d'EA et NA-Bai, Begoña Lasagabaster et Uxue Barkos respectivement). Depuis 2011, CHA appartient au groupe parlementaire *Izquierda Plural* avec *Izquierda Unida* et *Iniciativa per Catalunya-Els Verds*. Faut-il y voir un changement de stratégie de la part de CHA ? Le remplacement de la stratégie nationaliste 'radicale' que représentait l'alliance avec ERC et EA est-il un aveu d'échec ? L'alliance avec *Izquierda Unida* représente-t-elle un tournant dans l'histoire de CHA ? CHA s'est-elle proposé de retrouver l'électorat situé à la gauche du PSOE ? Cet électorat lui avait en effet fait confiance en 2003, avant de lui tourner le dos en 2007, car, en 2003 CHA avait représenté le « vote utile » de la « gauche de la gauche ». La stratégie fédéraliste de CHA n'est-elle pas finalement une façon d'attirer la gauche républicaine espagnole, représentée en Aragon par IU, vers l'aragonésisme ? Si c'est le cas, on peut d'ores et déjà affirmer que CHA a renoncé à agglutiner la gauche aragonaise nationaliste qui a commencé à la déserter en 2004 avec l'expulsion des jeunes de *Chobenalla* pour séduire les aragonésistes modérés et les fédéralistes de tendance plus sociale-démocrate que socialiste. C'est ce que nous allons tenter d'élucider dans cette sixième et dernière partie.

VI/ CHA EN 2012 : INFLUENCE DANS LA SOCIÉTÉ ARAGONAISE

Si l'on s'interroge sur la pénétration et l'influence de CHA dans la société aragonaise, plusieurs aspects contradictoires doivent être pris en compte. Le premier concerne l'effondrement de CHA aux élections à partir de 2007. Nous avons analysé jusqu'à présent les possibles causes conjoncturelles du succès, puis du relatif échec de la formation 'aragonésiste'. Il reste d'autres causes à étudier, à commencer par ce que nous pourrions qualifier de tentation ou de syndrome groupusculaire. Mais il convient de s'interroger également sur d'autres aspects de l'action de CHA, qui permettent de nuancer un bilan « globalement négatif ».

1) Bilan interne à Chunta Aragonesista (CHA)

a. Évolution, expulsions et départs

En 2012, alors que le parti s'est présenté uni à la IXème *Asambleya Nazional* des 10 et 11 février, il est difficile de dire que CHA s'est totalement remise de la débâcle de 2007. Il est vrai que le parti a finalement su affronter les multiples crises internes engendrées, en partie, par cet échec électoral. En 2012, le nouveau président a obtenu 74% des voix lors de son élection, ce qui semble indiquer que le parti est à nouveau rassemblé et uni. Néanmoins, CHA en tant que parti politique semble s'être essoufflée quelque peu. Le parti n'a plus de courant critique organisé (en 2011, le courant *Primavera* n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat alternatif à José Luis Soro), les dissidents ont quitté la formation, ils ont été accusés de déloyauté, ce qui se traduit nécessairement par une baisse du nombre de militants et de sympathisants. En outre, certains de ces anciens membres de CHA ont constitué d'autres projets politiques auxquels les nationalistes aragonais plus 'radicaux', c'est-à-dire plus à gauche et plus nationalistes, pourraient adhérer.

Lors de l'*Asambleya Nazional* de 2008, il avait été dit par les membres du courant critique que la rénovation serait impossible sous la présidence de

Nieves Ibeas dans la mesure où elle était issue du noyau historique des *afrancesados*. En février 2012, pour la IXème Asambleya, José Luis Soro se trouve dans la même situation, il n'incarne pas vraiment un renouveau au sein du parti. Même si ce n'est pas un a*francesado*, c'est un proche collaborateur d'Ibeas et il a fait partie du noyau dur en tant que conseiller juridique du Groupe Parlementaire de CHA entre 2003 et 2011. La presse aragonaise, ainsi qu'*Aragón Televisión* et d'autres médias publics et privés, ont largement relayé l'information sur le congrès de février 2012. Nous n'avons pas compté moins de dix articles dans la presse aragonaise papier entre le 10 et le 13 février (7 pour *El Periódico de Aragón* et 3 pour *Heraldo de Aragón*). Ce déséquilibre répond, à notre avis, aux orientations idéologiques des deux principaux quotidiens aragonais dans un clivage gauche-droite. Nous avons déjà parlé des rapports houleux entre *Heraldo* et CHA alors que *El Periódico*, du groupe catalan Zeta, est plutôt proche des socialistes, et donc, plus sensible à l'âme fédéraliste de CHA.

Ainsi apprenons-nous dès le 10 février dans les pages de *El Periódico de Aragón* que José Luis Soro sera le seul candidat car le nouveau courant interne (provenant surtout de province) n'a pas trouvé de candidat consensuel:

> *José Luis Soro será el único candidato a presidir CHA en la asamblea nacional que comienza mañana en Zaragoza. Por primera vez no habrá dos alternativas para hacerse con el liderazgo de la formación nacionalista, aunque el plazo para presentarse está todavía abierto y no se cerrará hasta minutos antes del inicio del cónclave.*
>
> *Así que si se cumplen todos los pronósticos, José Luis Soro, sustituirá al frente de CHA a Nieves Ibeas. El único candidato ha recorrido buena parte de las comarcas aragonesas en las últimas semanas con el objetivo de conseguir los avales necesarios para optar la presidencia. No ha tenido demasiados problemas para hacerlo y ya hace unos días registró el 15% de los apoyos que precisaba para presentarse.*
>
> *Los sectores críticos con la actual dirección de CHA han intentado hasta hace pocas semanas buscar una candidatura alternativa, aunque sin éxito. Si bien el partido llega más cohesionado a este congreso que en el anterior, parte de la militancia de las comarcas de la montaña, la Plana de Huesca y de Teruel mostrarán su descontento con el rumbo del partido y la gestión.*
>
> *Agrupados en torno a un grupo de opinión denominado Primavera, han redactado varias decenas de enmiendas parciales en las que se pide mayor democracia interna, dosis de autocrítica, impregnar al partido de más nacionalismo, que se tenga más en cuenta a los militantes del territorio y que se intente recuperar un espacio propio en el espectro político de la izquierda.*

En cualquier caso, no se prevén enmiendas tan contundentes como las que se presentaron hace cuatro años.

La asamblea que se constituirá hoy mismo estará formada por alrededor de 400 personas procedentes de todas las comarcas. Todos ellos serán los encargados de elegir al presidente de CHA, pero también al comité, que es el órgano con máximo poder de decisión. De entre los miembros del comité Soro repartirá las responsabilidades para constituir su equipo de trabajo.

Cada miembro de la asamblea podrá votar hasta a 51 personas y de todas ellas se elegirán a las que hayan recibido un mayor número de apoyos para que se integren en el comité, que estará formado por 80 militantes. El sistema de elección es con listas abiertas, así que cada delegado del cónclave podrá ser seleccionado[575].

Selon l'analyse d'*El Periódico de Aragón*, les différences avec 2008 sont donc notables. Le parti semble plus apaisé même s'il reste environ un quart des militants qui peuvent être considérés comme critiques. L'absence de candidature, probablement en raison de la dispersion géographique (Pyrénées, Huesca et Teruel) a poussé ces derniers à s'abstenir. Ce différend idéologique, correspondant à des réalités géographiques différentes, met en évidence le problème que rencontre CHA pour faire entendre un même discours partout en Aragon. Les relations capitale-province sont souvent difficiles, dans tous les pays, c'est d'autant plus vrai quand la capitale concentre à elle-seule plus de la moitié de la population. Cette 'tension' territoriale et idéologique est le principal problème auquel sera confronté le nouveau président de CHA. C'est pourquoi il a insisté lors de tous ses entretiens avec les médias sur la plus grande présence de militants 'provinciaux' dans les différentes structures exécutives du parti.

Chunta Aragonesista culminó ayer, al clausurar su IX Asambleya, el proceso de renovación iniciado en el 2007 con la elección de un Consello Nazional –ejecutiva– en el que diez de sus veinte miembros son nuevos y solo cuatro de los veteranos –Bizén Fuster, Ángel Sánchez, Juan Campos y Salvador Ariste– han formado parte de ese órgano durante más de una legislatura. En clave interna, su presencia supone precisamente la expresa no renuncia al pasado reciente de la formación, junto con la integración de la experiencia con la renovación en la nueva dirección de los nacionalistas de izquierda.
Los ochenta miembros del nuevo Comité Nazional, cuya composición también ha experimentado una notable renovación en este congreso, celebraron ayer su primera reunión, en la que designaron a los veinte integrantes del Consello. El nuevo presidente de CHA, José Luis Soro, destacó su amplia

[575] « José Luis Soro será el único candidato para presidir CHA. La formación nacionalista celebra este fin de semana su asamblea. El grupo crítico Primavera pedirá más democracia interna », *El Periódico de Aragón*, 10 février 2012.

presencia territorial, ya que proceden de doce de las 33 comarcas aragonesas.
INICIO Soro designó como secretario general de la formación a Juan Martín, portavoz de los nacionalistas en el Ayuntamiento de Zaragoza y que ya había ocupado ese puesto orgánico los últimos cuatro años bajo la presidencia de Nieves Ibeas, que recibió una intensa ovación cuando el presidente de la Mesa de la Asambleya, Carmelo Asensio, pronunció su nombre al llamar a los miembros de la ejecutiva para que subieran al estrado.
Asensio había definido momentos antes el congreso como "un esperanzador comienzo de una nueva etapa", además de reivindicar la labor de Ibeas al frente del partido. La expresidenta centrará ahora su trabajo en la portavocía del grupo de CHA en las Cortes.
Martín, por su parte, hizo públicas las dos resoluciones que esa misma mañana había aprobado en el Consello en su primera reunión. Los nacionalistas critican en una de ellas "el ataque sistemático del Gobierno central contra Aragón" por olvidar algunas infraestructuras largamente reclamadas por los agentes políticos y sociales de la comunidad, como los desdoblamientos de la N-II y la N-232 y la reapertura del Canfranc. En la otra arremeten con dureza contra la reforma laboral que aprobó el viernes el Consejo de Ministros: muestran su "más absoluto rechazo" y llaman a la movilización.
El número dos de Chunta auguró que, tras esta novena Asambleya, "CHA volverá a ser el referente de la izquierda y del aragonesismo".
Martín, que agradeció el trabajo de los delegados que participaron en el congreso, reivindicó el papel de Chunta como "un proyecto socialista de defensa de la tierra" y advirtió del oscuro panorama al que se enfrenta la sociedad. "El futuro es el que es –dijo–, incierto, poco halagüeño, ecológicamente desolador y socialmente grave".
COLORES Por su parte, el nuevo presidente de CHA inició su intervención con un agradecimiento a su antecesora. Nieves Ibeas, a la que se refirió como "el ariete" contra la conservadora Luisa Fernanda Rudi en las Cortes, representa como nadie los valores de Chunta: compromiso, coherencia, honradez, laicismo, ecologismo", enumeró entre otros.
Soro instó a su militancia a "plantar cara a la derecha, a la españolista y a la regionalista, porque son lo mismo, son los de siempre". En su opinión, "vivimos tiempos de infrademocracia, de semijusticia. Tiempos en los que rebelarse es una obligación ineludible".
Son, dijo, "tiempos teñidos de azul, de un azul plomizo con destellos rojigualdos, tiempos de democracia raquítica en los que los especuladores han tomado el poder y amordazan a los ciudadanos. Tiempos de constituciones entregadas a los mercados. De retrocesos".
Alertó, por último, de que "los caciques de la sinrazón vuelven a frotarse las manos con el trasvase del Ebro"[576].

El Periódico de Aragón transmet donc le message que CHA a souhaité faire passer à la société aragonaise lors de ce congrès national. CHA a clos la rénovation qui apparaissait comme vitale en 2008, après la débâcle électorale de 2007, et s'est ouverte à une plus grande présence territoriale de l'Aragon. Il s'agit en quelques sortes de donner l'exemple. En effet, même si CHA mise sur

[576] « Martín será el número 2 de Soro en la renovada dirección de CHA », *El Periódico de Aragón*, 13 février 2012.

Saragosse pour devenir la vraie capitale nationale de l'Aragon, elle n'hésite pas à condamner parfois les excès centralistes de toute capitale. En outre, les dirigeants nationalistes savent que le seul moyen de croître électoralement passe par une plus grande implantation dans le reste du territoire. Pour cela, il faut effectivement compter sur des militants qui ont des responsabilités organiques au sein du parti. Nous avons dit qu'en 2007, CHA avait paradoxalement progressé en province. Or, la seule lueur d'espoir le soir de la débâcle, ne s'est pas confirmée 4 ans après car, nous l'avons analysé plus haut, CHA a reculé en 2011 dans les provinces de Teruel et Huesca, ce qui s'est traduit par une perte de conseillers municipaux, *comarcaux* et donc de députés provinciaux. Partant de ce constat, José Luis Soro sait que CHA doit se défaire de cette image de parti exclusivement saragossais. La *comarca* qui pourrait servir d'exemple à CHA est celle du Baldexalón/*Valdejalón* où CHA obtient à présent de meilleurs scores que dans les contrées historiques des Pyrénées. Ce sont justement les responsabilités exercées au sein du parti par les conseillers municipaux de cette contrée qui ont permis de consolider un électorat relativement important (environ 15%).

L'*Heraldo de Aragón* a parlé aussi du renouvellement politique de CHA mais exclusivement en recopiant des articles d'agences de presse, *Europa Press* ou *Efe*. Autrement dit, le principal quotidien aragonais n'a pas jugé utile d'envoyer un journaliste pour couvrir l'information de la IXème *Asambleya Nazional*. Notons l'article du 13 février:

> *El recién nombrado presidente de Chunta Aragonesista (CHA), José Luis Soro, ha afirmado que la nueva ejecutiva del partido, es decir, el Consello Nazional, nombrada este domingo está "profundamente renovada", ya que cuenta diez miembros, "justo la mitad", que no habían estado en ella con anterioridad.*
> *Asimismo, en declaraciones a los medios de comunicación durante la clausura de la IX Asambleya Nazional de Chunta Aragonesista, que se ha celebrado este fin de semana, bajo el lema 'Entabán' ('Hacia adelante'), ha indicado que el portavoz de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza, Juan Martín, repite en el cargo de secretario general del partido. La Asambleya se ha desarrollado en el Edificio Escolar Pignatelli.*
> *También ha asegurado que se trata de una ejecutiva "con una fuerte presencia territorial", ya que "hay compañeros de 13 comarcas, una presencia muy equilibrada de lo que es el conjunto" de Aragón.*
> *Soro también ha recalcado que tiene "máxima confianza" en el nuevo Consello, pero ha recordado que no lo decide él, sino que los cargos los ha*

nombrado el Comité Nazional, máximo órgano del partido entre asambleyas, a través de "un voto libre en listas abiertas".
La Asambleya Nacional, que se celebra cada cuatro años, está formada por unos 400 delegados de CHA de todas las comarcas aragonesas. Ésta sirve para debatir la situación, estatutos y políticas del partido.
Durante la misma se eligen los 80 miembros, votados entre los delegados, del Comité Nazional del partido –el máximo órgano de CHA en los periodos de entre asambleas– y que, a su vez, es el encargado de seleccionar a las 20 personas que forman el Consello Nazional.
También durante esta Asambleya se elige a los siete delegados que van a conformar la Maya de Pleitos, encargada de vigilar el cumplimiento de los estatutos del partido.

Dos retos
José Luis Soro ha destacado que Chunta Aragonesista tiene "dos retos inmediatos". El primero de ellos se centra en "luchar contra los recortes, luchar contra la derecha pura y dura que nos está gobernando y que vulnera los derechos de los trabajadores".

El segundo reto, ha proseguido, es "luchar contra algo que nos aterra que es la involución autonómica que acaba de empezar". En este sentido, ha destacado que en el Gobierno español está "un PP centralista, que no concibe la descentralización política".
Así, ha considerado que el Ejecutivo central "piensa que el Estado tiene que intervenir a las comunidades autónomas, ahí en Chunta estaremos más unidos y con más fuerza que nunca, para defender la identidad y el futuro de Aragón".
"La derecha sabe muy bien que sin autonomía financiera no hay autonomía política y han empezado por ahí, con la excusa de la crisis dicen que hay que dar un paso hacia atrás, que cosas como la sanidad tiene que volver al Estado, algo contra lo que en Chunta vamos a luchas con uñas y dientes", ha matizado.
El nuevo presidente de CHA, José Luis Soro (Zaragoza, 1966), es licenciado en Derecho por la Universidad de Zaragoza y letrado del Real e Ilustre Colegio de Abogados de Zaragoza desde 1993, en la actualidad, colegiado sin ejercicio.
Militante de CHA desde 1994, ha sido el responsable de la vicesecretaría general de Acción política desde 2008. Ha sido vocal de la Maya de Pleitos de 1995 a 1997, secretario de la Maya de Pleitos de 1998 a 2000 y Presidente de la Maya de Pleitos de 2004 a 2007.
También es diputado del Grupo Parlamentario CHA en las Cortes de Aragón por la circunscripción de Zaragoza desde las elecciones de mayo de 2011.

Ayuntamiento de Zaragoza
Preguntado por la posibilidad de que CHA entre en el Gobierno local del Consistorio zaragozano, Soro ha explicado que esa decisión la toma el Comité Nazional de la formación.
Sin embargo, ha informado de que "ya hubo un acuerdo" de gobernabilidad, por el que desde CHA se decidió "no dejar gobernar a la derecha" y dar su apoyo al alcalde de Zaragoza, Juan Alberto Belloch, y ha insistido en que siguen "en ese punto".
"CHA no está en el Gobierno de Zaragoza y algo que quiero dejar claro es que la agenda política de Chunta Aragonesista la marca Chunta Aragonesista", ha aseverado.

> *Nueve 'Asmbleyas Nazionales'*
> *Chunta Aragonesista ha pasado por nueve Asambleyas Nazionales y ya cinco presidentes distintos, desde su nacimiento en el año 1986.*
> *En diciembre de dicho año la formación eligió a su primer presidente, Eduardo Vicente de Vera, que permaneció en el cargo hasta 1988, cuando, en la II Asambleya, fue nombrada presidenta Azucena Lozano, quien revalidó su cargo cuatro años más tarde.*
> *En 1995 fue elegido presidente de CHA Bizén Fuster, quien se mantuvo en el puesto hasta el año 2008, cuando Nieves Ibeas le sustituyó con el apoyo mayoritario de los delegados que formaban parte de la VIII Asambleya Nazional.*
> *Por último, José Luis Soro ha sido nombrado este sábado presidente, después de que Nieves Ibeas haya decidido no presentarse a la reelección, con el 74,2 por ciento de los votos a favor, 24,6 por ciento de abstenciones y el 1,1 por ciento nulos*[577].

Nous observons dans ce long article un récapitulatif de la brève histoire de CHA, une biographie sommaire du nouveau président, ainsi qu'un clin d'œil à l'actualité politique de Saragosse et la question de son pouvoir municipal. Ce tripartite de fait (PSOE-CHA-IU) est en effet très critiqué par l'*Heraldo*, proche du bloc PP-Par (coalition malheureuse car arithmétiquement impossible puisqu'il manque un conseiller municipal au PP pour avoir la majorité absolue. Or, le Par ne peut apporter ce conseiller supplémentaire car les régionalistes ont perdu leur représentation dans la capitale aragonaise).

Les deux défis cités par le nouveau président correspondent à ce que les nationalistes de gauche peuvent attendre. En effet, face au raz de marée du Parti Populaire (PP) en 2011, et face aux mesures prises par tous les nouveaux gouvernements municipaux, régionaux ainsi que par le gouvernement central de Mariano Rajoy, Soro mise sur une politique de gauche qui se traduit par la lutte contre les coupes budgétaires (*recortes* en castillan, *retallades* en catalan est l'un des mots les plus répétés par les médias espagnols) ainsi que sur le discours autonomiste comme on le perçoit lorsque Soro parle du besoin de lutter pour que la santé ne soit pas 'recentralisée' à Madrid. Le nouveau président ne rate pas l'occasion de rappeler que l'autonomie n'est rien si elle n'est pas couplée d'un financement adéquat ; c'était d'ailleurs l'argument utilisé par CHA pour s'opposer au Statut de 2007, ce qui permet de rappeler les avertissements que CHA avait lancés et donc de faire passer l'idée que CHA avait eu raison de voter 'non' à un Statut de la 'nationalité historique' qui ne

[577] « Martín será el número 2 de Soro en la renovada dirección de CHA », *El Periódico de Aragón*, 13 février 2012.

garantit pas les investissements minimums de l'État en Aragon. Les coupes budgétaires font l'objet d'une campagne très graphique où l'on voit les mouettes du PP (les mouettes sont l'emblème du parti) qui, telles des ciseaux, coupent des personnes de papier[578]. Pour Soro, l'intromission du gouvernement central dans les affaires de l'Aragon est également la preuve que l'autonomie autorisée par l'État espagnol n'est pas satisfaisante ; en disant cela, il laisse entendre que l'Aragon doit obtenir une autonomie réelle dans un nouveau cadre fédéral dans la mesure où l'État des autonomies semble épuisé.

Cette couverture médiatique laisse donc apparaître que, malgré les difficultés rencontrées depuis 2007, CHA reste un parti qui compte sur l'échiquier politique aragonais. À Saragosse, nous avons vu que CHA est indispensable à une majorité progressiste, faisant aujourd'hui de la capitale aragonaise, la plus grande ville espagnole gouvernée par la gauche, une gauche qui réalise la synthèse de la gauche jacobine (le PSOE de Juan Alberto Belloch), la gauche fédérale (IU) et la gauche autonomiste (CHA).

Après ce premier bilan sur la rénovation de CHA en février 2012, nous allons nous arrêter à présent sur l'épisode qui marque un point de non-retour entre le noyau de CHA et le secteur critique, un courant qui avait rejoint le parti à la fin des années 1990, c'est-à-dire en pleine phase ascendante. Il s'agit bien sûr de l'expulsion de *Chobenalla* en 2004.

b. Le cas de Chobenalla Aragonesista

Chobenalla Aragonesista, jeunesse aragonésiste en langue aragonaise, s'est constituée en 1992 à Teruel lors de la IIIème *Asambleya Nazional* de *Chunta Aragonesista* (CHA). Le parti avait besoin d'une organisation de ses jeunesses afin de faire connaître le projet politique de CHA et le nationalisme aragonais auprès des jeunes. Il faut reconnaître que la vulgarisation faite par ces nouvelles jeunesses a porté ses fruits puisque les jeunes Aragonais qui

[578] Voir annexes, p.180.

étaient adolescents ou jeunes adultes à la fin des années 1990 sont la catégorie de la population qui, encore aujourd'hui, vote le plus massivement pour CHA[579]. Ils l'ont fait quand ils ont voté pour la première fois (en 1996 ou en 2000 aux élections législatives et en 1995 ou 1999 aux élections aragonaises) et ils continuent de le faire. Rappelons que la décennie des années 1990 avait été marquée par deux menaces très sérieuses de transvasement de l'Èbre (en 1992, 1993 et en 2000). En outre, les jeunes Aragonais de l'époque sont aussi les premiers à percevoir (dans le domaine de l'éducation par exemple) que l'Aragon est moins bien loti que les nationalités historiques voisines. En tout cas, la consolidation de l'État des autonomies (et des autonomies à deux vitesses) porte ses fruits en Catalogne, en Navarre, au Pays valencien alors qu'à cette époque l'Aragon est toujours rattaché au système national espagnol pour la santé, l'éducation… Ces jeunes Aragonais voient dans la langue aragonaise un trait majeur de l'identité aragonaise, ils deviennent très demandeurs de cours d'aragonais et des néo-locuteurs de cette langue. Ils veulent récupérer leur langue ancestrale, de la même façon que l'ont fait les Catalans ou les Valenciens à travers l'école. Lors d'une conversation informelle avec un militant de *Chobenalla* à Teruel en 2004, ce dernier nous avait confié qu'il avait souhaité apprendre l'aragonais pour pouvoir parler aragonais aux touristes valenciens (majoritaires à Teruel), de la même façon qu'on lui parlait valencien/catalan quand il se rendait à Valence… Cette anecdote montre que l'acquisition de la langue autochtone a constitué pour ces jeunes Aragonais du sud un acte d'affirmation, de différenciation du conglomérat espagnol avec un mimétisme linguistique valencien/catalan. En revanche, plus au nord, à Saragosse ou à Huesca, le mimétisme se faisait plutôt avec le nationalisme *abertzale* basque.

En effet, les jeunes nationalistes aragonais, comme en a témoigné Labordeta au cours de l'entretien que nous avons cité, étaient farouchement anti espagnols et regardaient la lutte armée basque avec beaucoup d'admiration.

[579] Néanmoins, nous ne voulons pas dire avec cela que tout le mérite reviendrait à *Chobenalla* puisqu'il y aurait également un facteur générationnel.

Nous avons vu que Labordeta s'était gentiment moqué de ces jeunes révolutionnaires de la transition qui avaient songé à prendre les armes pour l'indépendance de l'Aragon et de son peuple. Quant aux jeunes de *Chobenalla*, 20 ans plus tard, sans les nommer, Labordeta y avait fait allusion quand il nous avait parlé de ses différends avec eux, quelques mois seulement avant l'expulsion des jeunesses du parti.

Cela faisait donc un certain temps que la direction de CHA était mal à l'aise avec *Chobenalla*. En effet, les cadres CHA savaient qu'un certain nombre de membres de ces jeunesses avaient des contacts avec des organisations homologues basques ainsi qu'avec des membres proches de l'environnement de *Batasuna*. À ce titre, deux jeunes sympathisants de la vitrine politique de l'ETA étaient présents à l'Université d'été Gaspar Torrente de 2004, invités à titre personnel par un membre de *Chobenalla*. Rappelons que le terrorisme de l'ETA est un sujet extrêmement sensible en Aragon et que CHA désire éviter à tout prix l'amalgame nationalisme/terrorisme, étant donné que le nationalisme rebute un certain nombre d'électeurs potentiels (de gauche et fédéralistes). Imiter le radicalisme basque est pour CHA totalement contreproductif. Les cadres de CHA ont été traumatisés par deux événements: par le déchaînement de la presse aragonaise conservatrice contre leur parti et contre Labordeta après le vote contre l'interdiction de *Batasuna* à travers la « Loi des Partis » en 2002, ainsi que par la « gaffe » de Josep-Lluís Carod-Rovira (*Esquerra Republicana de Catalunya* –ERC– parti allié de CHA dans sa coalition européenne) le jour de son rendez-vous à Perpignan avec des dirigeants de l'ETA. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a eu lieu le soir même de l'élection de la nouvelle direction de *Chobenalla Aragonesista*, fin octobre 2004. Lisons l'article d'*Aragón digital* sur ce point:

> *El secretario de Comunicación de CHA, Chesús Yuste, ha explicado que el Consello Nazional de CHA (ejecutiva) acordó por unanimidad suspender de militancia al recién elegido coordinador nacional de Chobenalla Aragonesista, Chuan Carlos Bueno, al quedar constatado que en la cena de clausura del congreso en que fue elegido realizó manifestaciones de apoyo a ETA.*
>
> *Según ha explicado Yuste, Chuan Carlos Bueno en la cena con la que se clausuró el congreso donde fue elegido para el cargo de coordinador de Chobenalla recordó "a la patriota de Euskadi, Amaya Urizar, que ha sido*

detenida esta mañana por las fuerzas de ocupación", refiriéndose a una presunta etarra detenida ese mismo día por las Fuerzas de Seguridad, "ante el estupor de los presentes, especialmente de los representantes de las organizaciones juveniles vascas y catalana invitadas".

Ante ese hecho, la ejecutiva de CHA decidió actuar de forma inmediata y proceder a la suspensión de militancia de Bueno como paso previo a la expulsión, que será firme cuando la ratifique la Maya de Pleitos, el órgano de conflictos.

La dirección de Chunta señala que estas palabras "junto al contenido de las ponencias y enmiendas debatidas", tuvieron una importancia decisiva en el acuerdo que adoptó, en esa misma sesión del pasado lunes, el Consello Nazional de CHA de romper sus relaciones con Chobenalla Aragonesista, al entender que se había producido un incumplimiento de estatutos y que esta asociación ya no representaba el papel de organización juvenil del partido.

Chesús Yuste ha señalado que ambos acuerdos de Consello Nazional de CHA no se hicieron públicos "por entender que eran provisionales hasta que fueran ratificados, en su caso, por la Maya de Pleitos de CHA en las próximas semanas", pero que ante la filtración de informaciones se ha visto necesario "aclarar los hechos"[580].

Chuan Carlos Bueno s'est par la suite défendu et a tout nié en bloc, mais il n'y a en réalité aucune façon de vérifier les faits. Les versions sont contradictoires. Selon *Chobenalla*, les dirigeants de CHA auraient inventé ces accusations pour faire oublier une autre décision polémique des jeunesses nationalistes : celle de boycotter l'Exposition internationale de Saragosse 2008, dont on sait, le 17 décembre 2004, qu'elle aura effectivement lieu. Rappelons qu'à l'époque, CHA gouverne la capitale aragonaise en coalition avec le PSOE. Or, à l'origine, CHA n'avait pas vraiment accueilli avec enthousiasme l'événement international tel qu'il était projeté dans les méandres de l'Èbre en amont de la ville. CHA et *Chobenalla* pensaient que l'événement était un prétexte pour spéculer sur les terrains constructibles et que les travaux allaient porter préjudice au lit du fleuve. La présence de CHA, entre 2003 et 2007, à la gestion municipale, change la donne et explique sa volte-face quant au déroulement de l'Expo à Saragosse car une position de rejet est de plus en plus difficile à défendre en raison de l'euphorie que vit la ville. C'est pourquoi *Chobenalla*, qui continue d'être opposée au projet, laisse entendre que CHA avait besoin d'un excellent prétexte pour se défaire de ses jeunesses, ce qui permettait par la

[580] « CHA expulsará al coordinador de Chobenalla por sus declaraciones proetarras », dans Aragón digital, www.aragondigital.es, 20 novembre 2004.

même occasion de faire oublier son changement d'opinion quant à l'Expo. Si l'on en croit *El Periódico de Aragón*:

> *La ejecutiva de CHA ha decidido suspender de militancia en la formación al nuevo coordinador de Chobenalla, la asociación juvenil que hasta hace unos días representaba las juventudes del partido. El citado dirigente lanzó mensajes de apoyo a una etarra en un acto de la organización, un hecho que podría conllevar su expulsión definitiva si el órgano correspondiente de Chunta así lo valora. Lo sucedido está en el trasfondo de la fuerte polémica abierta en CHA desde que el pasado lunes rompiera sus relaciones con Chobenalla con el argumento de que los jóvenes no asumían las directrices políticas del partido, algo a lo que estaban obligados por estatuto.*
>
> *Las aguas seguían ayer revueltas en Chunta, cuya ejecutiva ha decidido que Chobenalla –que agrupa a militantes y simpatizantes del partido– "no representa" ya a sus juventudes. La medida se tomó después de una reciente asamblea de la organización juvenil en la que se eligió una nueva cúpula y en la que se aprobaron enmiendas a favor del independentismo y contra la Expo 2008. CHA argumentó que la asociación va contra las directrices del partido, e incumple así un mandato estatutario.*
>
> *Pero eso no ha implicado que los miembros de la organización que militan en CHA hayan sido apartados de la formación nacionalista. Sólo ha habido un caso que podría terminar en expulsión. Según explicaron fuentes solventes a este diario, la ejecutiva de Chunta ha suspendido de militancia al nuevo coordinador de Chobenalla, elegido en la citada asamblea, Chuan Carlos Bueno.*
>
> *Al parecer, según las fuentes consultadas, en su intervención durante la cena posterior a la citada asamblea, el nuevo jefe de las juventudes lamentó la falta de una persona, ausente porque había sido detenida por su presunta colaboración con ETA. Además, el coordinador fue el autor de una enmienda –rechazada por la asamblea– que no descartaba la lucha armada como necesaria.*
>
> *Sus palabras se pronunciaron, añadieron las fuentes, en presencia de representantes de ERC, Aralar y Eusko Alkartasuna, que no ocultaron su extrañeza por la referencia.*
>
> *Ante esto, la ejecutiva de CHA ha suspendido de militancia al coordinador de Chobenalla, cuyo futuro será decidido por la maya de pleitos (comité de conflictos). Este órgano determinará si levanta la suspensión o lo expulsa definitivamente.*
>
> *Hay más versiones. Los críticos de la corriente Puyalón creen que a la ejecutiva de CHA no le gustó que la nueva cúpula de Chobenalla estuviera integrada mayoritariamente por militantes de este sector, ya que así era más difícil de controlar por la línea oficial. Esta corriente celebra hoy una asamblea para analizar lo sucedido. Su deseo es que las dos partes se sienten a hablar para buscar un acuerdo*[581].

[581] « CHA suspende de militancia al coordinador de Chobenalla », dans *El Periódico de Aragón*, 20 novembre 2004.

Cet épisode a en tout cas été traumatisant aussi bien pour *Chobenalla* que pour *Chunta Aragonesista* et a marqué un tournant dans l'histoire du nationalisme aragonais contemporain. D'un côté, il est évident que CHA a besoin de jeunesses combattantes, dynamiques et effectivement plus 'radicales' que le parti lui-même[582]. Seules les jeunesses d'un parti nationaliste aragonais peuvent se permettre de défendre certaines positions relatives à l'indépendance. En revanche, à vouloir être plus royaliste que le roi (nous faisons référence à l'étonnement attribué par le journaliste d'*El Periódico* aux jeunes sympathisants d'*Aralar, Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et *Eusko Alkartasuna* (EA) au moment où Chuan Carlos Bueno aurait fait preuve de solidarité à l'égard d'une *etarra*), le leader de *Chobenalla* se serait brûlé les ailes tout seul. Si ces déclarations étaient vraies, elles montreraient que l'inexpérience et l'excès de zèle de Bueno ont semé la confusion entre indépendantisme et sympathie *pro-etarra*. Pour tenter d'expliquer ces déclarations (dont nous ignorons si elles ont été faites), nous pensons que *Chobenalla* se devait de justifier un indépendantisme sincère dont pouvaient peut-être douter les jeunes indépendantistes catalans et basques car nous devons rappeler que CHA n'est pas un parti ouvertement indépendantiste contrairement à *Chobenalla* et *Puyalón* ou EA, ERC et *Aralar*[583].

Cette divergence sur l'indépendance de l'Aragon entre CHA, ses jeunesses et son courant critique montre, à notre avis une incohérence idéologique de taille même si, souvent, les jeunesses des PANE (non indépendantistes explicitement) sont elles-mêmes indépendantistes[584]. En tout cas, cette incohérence était pour le moins tolérée depuis 2002, date à laquelle

[582] Même dans la *Ponencia Política* de la IXème *Asambleya Nazional*, et donc bien après l'épisode de l'expulsion de *Chobenalla*, il est clairement dit que c'est ce qu'on attend des jeunesses: « *Las juventudes de un partido y más en uno como CHA con una importante bolsa de voto joven, exigen un punto de radicalidad en el mensaje, de rebeldía, un ánimo contestatario y reivindicativo* ».

[583] Rappelons que CHA parle d'autodétermination dans ses statuts mais pas d'indépendance. Les jeunesses d'*Eusko Alkartasuna* (EA), *Gazte Abertzaleak*, n'ont jamais cautionné la violence terroriste contrairement à Aralar, une scission de Batasuna, qui s'en est précisément séparé pour pouvoir condamner la violence de l'ETA. ERC et EA sont aussi les compagnons de route de CHA dans sa coalition européenne *Europa de los Pueblos/Europa dels Pobles*.

[584] Nous pensons par exemple à la jeunesse de *Convergència Democràtica de Catalunya* (CDC) qui prône clairement l'indépendance de la Catalogne stricte (il n'est pas vraiment question des Pays Catalans/*Països Catalans* (PP.CC) contrairement à l'ensemble du parti. Jordi Pujol a toujours été très ambigu sur ce point pendant qu'il exerçait le pouvoir. Il est vrai, en revanche, que depuis 2010 et la sentence du Tribunal Constitutionnel contre l'*Estatut* issu du Parlement catalan en 2006, il s'est ouvertement prononcé en faveur de la sécession catalane.

Chobenalla devient explicitement indépendantiste dans ses statuts. La théorie du journaliste d'*El Periódico de Aragón* par rapport à la nouvelle direction de *Chobenalla* pratiquement inscrite dans sa totalité au courant critique de CHA, *Puyalón*, pourrait nous sembler plausible dans la mesure où certains dirigeants du parti m'avaient commenté de façon informelle que l'expulsion de *Chobenalla* n'était pas une expulsion de militants de CHA car les '*chobenallos'* étaient membres de *Puyalón* et non de CHA. Mais, nous pouvons légitimement nous demander comment les membres de *Puyalón* pouvaient ne pas être militants de CHA alors qu'ils prenaient part au vote lors des *Asambleyas Nazionals* ? C'est en tout cas vrai pour Pedro Lobera, membre du *Consello Nazional*. Nous n'avons pas pu vérifier si tous les autres membres de *Puyalón* et/ou *Chobenalla* étaient militants de CHA. En tout cas certains d'entre eux (Chorche Tricas, Rafel Fleta, Zésar Corella dont nous parlerons plus tard) étaient militants et ont donc été effectivement expulsés de CHA.

L'apologie du terrorisme, que le nouveau dirigeant de *Chobenalla* est supposé avoir faite, pose un autre problème, et pas des moindres. Il s'avère que les jeunesses indépendantistes catalanes et basques ont fermement démenti avoir assisté à la scène décrite dans la presse et que nous avons commentée plus haut. Ainsi trouvons-nous sur la page web des jeunesses d'EA, *Gazte Abertzaleak*, la lettre suivante:

Gazte Abertzaleak muestra su solidaridad con Chobenalla Aragonesista

> *Desde de las organizaciones Joventuts d'Esquerra Republicana de Catalunya (JERC), Gazte Abertzaleak (GA) e Iratzarri (Aralar Gazteak) MANIFESTAMOS nuestro APOYO SOLIDARIO a Chobenalla Aragonesista como organización juvenil aragonesa, reconociendo su esfuerzo histórico por la defensa de los Derechos Humanos, de los valores de solidaridad entre los pueblos, por sus acciones y declaraciones en Defensa de la Tierra y del medio ambiente, por sus esfuerzos por la cultura y lengua aragonesas, así como su importante trabajo por la independencia de Aragón. Recalcamos, así mismo, nuestro COMPROMISO RENOVADO para TRABAJAR JUNTOS en la conquista de un mundo más justo y solidario.*
>
> *Desde nuestras organizaciones recibimos con sorpresa y estupor las noticias publicadas en diferentes medios de comunicación aragoneses y estatales y nos vemos obligados a RECTIFICAR algunas afirmaciones inexactas que rayan la mentira y que no han sido contrastadas con nosotros:*
>
> *Nuestras organizaciones acudieron como invitadas a la última Asambleya Nazional de Chobenalla Aragonesista celebrada los días 29 y 30 de Octubre de 2.004 en la ciudad de Chaca, y NO NOS CONSTA ningún apoyo al uso de*

la violencia, ni mucho menos de la lucha armada, más al contrario sus textos y debates apoyaban la resolución no violenta y dialogada de cualquier conflicto político en cualquier lugar del planeta. Ni por supuesto fuimos testigos de ninguna declaración del Coordinador Nacional de Chobenalla Aragonesista apoyando a organizaciones ni personas que ejercen la violencia.

De otra parte queremos expresar nuestra DESAPROBACIÓN por la forma utilizada por la Dirección Nacional de CHA en la gestión de esta crisis interna de su organización que ha concluido con la expulsión de sus juventudes, Chobenalla Aragonesista. Queremos expresar nuestra REPULSA por el intento de la Dirección Nazional de CHA de criminalizar el independentismo, de la forma más antidemocrática que las organizaciones políticas tienen a su alcance, a través de la intoxicación a los medios de comunicación con mentiras y medias verdades. El independentismo es una opción ideológica legitima, democrática, pacifica y solidaria.

No queremos perder la oportunidad de apoyar desde estas líneas a tod@s l@s compañer@s de todo el estado que desde posiciones independentistas o no colaboran en la construcción de un mundo más libre, justo y solidario.

Entalto Aragón Libre y Sozialista!

Gora Aragoia Libre ta Sozialista!

Visca l'Aragó Lliure i Socialista![585]

Que s'est-il réellement passé? Qui croire? La version officielle donnée par la revue porte-parole *Aragón Libre* est la suivante:

La ejecutiva de CHA considera que las ponencias y resoluciones del último congreso de la asociación juvenil Chobenalla Aragonesista contradicen los estatutos y la línea política del partido por lo que ya no pueden considerarse como la organización juvenil de CHA. El Rolde de Juventud de CHA ejercerá ahora las funciones de sección juvenil del partido.

RESOLUCIÓN DEL CONSELLO NAZIONAL SOBRE CHOBENALLA ARAGONESISTA (EN SU SESIÓN ORDINARIA DE 15/11/04)

En relación con la celebración de la 6ª Aseambleya Nazional de Chobenalla Aragonesista, por parte de la Secretaría de Organización se presenta escrito elevado por varios miembros de Chobenalla Aragonesista, asistentes a la misma, e informe del Secretario de Participación y Formación –como delegado para las relaciones con Chobenalla–, que se complementa con la visión de los miembros del Consello Nazional que asistieron a la VI Asambleya Nazional de Chobenalla Aragonesista. Tras el oportuno debate y a la vista documentación presentada y la información facilitada, el Consello Nazional analiza lo siguiente:

[585]http://es.gazteabertzaleak.org/gazte-abertzaleak-muestra-su-solidaridad-con-chobenalla-aragonesista/

a) Considerando que las Ponencias y Resoluciones aprobadas por la VI Asambleya Nazional de Chobenalla Aragonesista, contravienen los estatutos y las directrices políticas de Chunta Aragonesista (CHA) vulnerando lo dispuesto en los art. 64.2 y 65.4 de los estatutos de CHA (Declaraciones de independentismo, posicionamiento contra la celebración de la Expo-2008, relaciones de la organización juvenil con su partido matriz…).

b) Constatando que la Maya Nazional de Chobenalla, no respeta en su composición lo dispuesto en el art. 64.3 de los estatutos de CHA por cuanto uno de sus miembros (Diego Tolosana) era mayor de 28 años a la fecha de celebración de la Asambleya por lo que no sólo no podía ser elegido para el cargo, sino que no podría ser siquiera miembro de Chobenalla, y en consecuencia participar con voto en la Asambleya. Por todo lo expuesto, el Consello Nazional por 17 votos a favor y 1 voto en contra.

***ACUERDA**:*

*1.–**No reconocer a la Asociación Juvenil Chobenalla Aragonesista su condición de organización juvenil de Chunta Aragonesista** por cuanto que las resoluciones y ponencia de su Asambleya Nazional, la composición de su máximo órgano ejecutivo, y en general sus actividades no se ajustan a los estatutos y directrices políticas de Chunta Aragonesista.*

*2.–**Suspender, en consecuencia, la participación de Chobenalla Aragonesista en los presupuestos generales del partido, así como la autorización para utilizar las sedes de Chunta Aragonesista** como sedes propias de la Asociación Juvenil.*

*3.-**Disponer que, en esta situación, el Rolde de Juventud de Chunta Aragonesista ejerza las funciones** que correspondan como organización juvenil del partido, incluida su representación en el Comité Nazional de CHA (articulo 30.d Estatutos CHA).*

*4.-**Dar traslado a la Maya de Pleitos** de Chunta Aragonesista al objeto de que declare si este acuerdo del Consello Nazional vulnera o contradice sus estatutos.*

*5.-**Notificar el presente acuerdo a la Asociación Juvenil Chobenalla Aragonesista, así como dar cuenta razonada del mismo al Comité Nazional de CHA** en la primera sesión que celebre*[586].

Sur le site internet de l'*Instituto de Ciencias de la Comunicación* de Saragosse, www.noticiasjovenes.com, nous avons trouvé un entretien avec les protagonistes de l'affaire, Chuan Carlos Bueno et Lorién Jiménez, qui contredisent la version de CHA:

Chuan Carlos Bueno y Lorién Jiménez, coordinador nacional y representante de Chobenalla, hablan sobre la situación actual de las juventudes aragonesistas de la Chunta, recientemente expulsados de sus filas sin aviso

[586] « CHA ya no reconoce a *Chobenalla* como las juventudes del partido ». *Aragón Libre*, n°53, Automne 2004, p.22.

previo y gracias a un conveniente uso de la capacidad de difusión de los medios de comunicación por parte de la directiva de CHA.

Los representantes de la Chunta Aragonesista acusan de "terroristas" a los representantes de las juventudes debido a sus ideologías, y por el contrario catalogan de "vandalismo" los hechos violentos que están sufriendo los militantes de Chobenalla. Actualmente sólo pueden desmentir una de cada cinco acusaciones de la dirección de CHA, por falta de apoyo de los medios.

Noticias Jóvenes (NJ): Debido a una resolución con 17 votos a favor y 1 en contra, la directiva de Chunta decidió expulsaros sin previo aviso. ¿Cómo y porqué motivos se produjo este hecho?

Lorién Jiménez (LN): Nosotros llevamos 15 días en funciones cuando se produjo la expulsión, y durante 2 años y medio hemos juzgado como favorable la relación entre Chunta y Chobenalla. Todo empezó cuando 10 días antes mandamos una carta a la dirección del partido para reunirnos, y se nos dijo que por problemas de agenda no era posible. Por ello esperamos la contestación del Consello, pero nos encontramos con la expulsión de nuestra sede.

Chuan C. Bueno (CB): No comprendemos la actitud del partido ya que nos enteramos de los motivos a través de los medios de comunicación. Se nos acusó de declaraciones de independentismo, posicionamiento en contra de la Expo, apología del terrorismo...

NJ: ¿Y cuál es vuestra posición con respecto a estas acusaciones?

LN: De primeras apenas hemos tenido tiempo de hacer nada ya que llevábamos poco tiempo en funciones, por lo que sólo podemos interpretarlo como un "juicio de intenciones", aunque echar a un organismo sólo por intenciones... De todas formas, Chobenalla es un grupo crítico de casi 200 miembros, y que ahora nos achaquen cosas que llevamos 12 años haciendo...

CB: En un primer momento, y junto con Chunta, nos posicionamos en contra de la Expo, y nos adherimos a las plataformas en su contra en Septiembre. Estamos a favor del desarrollo sostenible, pero no a costa de destrozar uno de los espacios "vírgenes" que quedan en Zaragoza, como es el caso de Ranillas. Pero a petición de CHA salimos hasta tener una posición oficial. A pesar de esto, J. A. Acero declaró que un texto en contra de la Expo se haría público, cuando nosotros no pretendíamos hacerlo hasta hablar con el partido. ¿Cómo es posible que sin hablar con nosotros sepan nuestras opiniones?

LN: Y en cuanto al independentismo está marcado estatutariamente desde el 2002. Y el miembro de más de 28 años, tiene 28 justos, cumplidos 15 días antes de la celebración del Consello Nacional en Jaca, y los estatutos marcan "más" de 28 como edad límite.

NJ: Uno de los motivos más rotundos es la vinculación con grupos terroristas que os achaca el propio partido, ¿qué tenéis que decir respecto a este tema y cómo os afecta?

LN: Alguien de la dirección de Chunta decidió relacionarnos con el terrorismo, y mentir es fácil, pero no pensó en las consecuencias personales que puede generar a los militantes, en concreto a menores de edad. Acero en una rueda de prensa dijo que "un grupo de gente mantenía vínculos", y nos hemos cansado de desmentirlo.

CB: No se dan cuenta de las consecuencias de estas declaraciones, hablamos de militantes menores de edad a los que sus padres les han prohibido hablar con sus hermanos pequeños, o simplemente expresarse políticamente. O por ejemplo, mi propio caso que, aunque no soy menor, salgo mayoritariamente perjudicado ya que como coordinador nacional me han acusado directamente. Mi cuñado es militar y no me habla, vivo en un pueblecito y si la gente creyese estas acusaciones podría llegar a perder mi trabajo.

NJ: ¿Y cómo rebatís estas acusaciones?

CB: Nosotros nos cansamos de desmentirlo, ya que desde el principio decidimos no atacar al partido, sino mantener una postura dialogante. Pero cada vez sacan más y no podemos desmentir todo. Tras la nota de prensa en que se nos relaciona con ETA, CHA concede una entrevista en la que dice que "Chunta nunca debe aparecer en el mismo texto que ETA", cuando son ellos los que lo dicen. Realmente no entiendo su modus operandi.

NJ: Aunque el sábado tenéis un Comité Nacional en Zaragoza, ¿habéis intentado contactar con la directiva de Chunta?

CC: El lunes tuvimos una reunión a nombre de la Maya Nacional, pero quedó muy claro que no estábamos allí para negociar, sino que únicamente se nos informaba. El único contacto que tenemos es la prensa, porque la única notificación que recibimos fue la de expulsión.

CB: Pero el problema está que, llegados al sábado con 5 Ligallos y multitud de militantes base, hay gente del comité que no se posiciona claramente, y encima de que el Consello nos echa, se nos dice que no somos interlocutores validos para defender nuestra propia expulsión. Por ello estamos estudiando el uso de mediadores nacionales. La Maya de Pleitos da como válida la resolución del Consello Nacional, ya que existe una laguna legal.

NJ: Entonces, aunque no podáis defenderos directamente, ¿estáis contentos con el apoyo de otras instituciones?

CB: Sí, debemos agradecer el apoyo de muchas juventudes de partidos, no sólo a nivel de Aragón, sino también a nivel nacional.

LN: Y queremos añadir que debido a amenazas y conatos de agresión sufridos por nuestros militantes, queremos constituir una coordinadora familiar que se hará pública próximamente a través de nuestra web: www.chobenalla.org. Aunque existan oposiciones políticas con el partido, no vamos a tolerar que se ponga en la "picota" a los familiares[587].

Il paraît très difficile de s'y retrouver et l'on ne peut se fier réellement à aucune des deux versions. La seule chose qui est certaine est qu'en 2004, alors que CHA gouverne la capitale aragonaise et doit gérer, en partie, l'organisation de l'Expo internationale de 2008, notamment parce que c'est un élu CHA (Antonio Gaspar) qui a la responsabilité de l'urbanisme, (il est chargé de coordonner la vente de terrains sur les méandres où va se construire l'Expo…),

[587] http://noticiasjovenes.com/000507.htm.

les jeunesses sont gagnées par le secteur le plus radical et le plus à gauche. C'est-à-dire qu'à l'heure même où les 'adultes' de CHA font face à la *realpolitik*, et doivent faire preuve de pragmatisme, de professionnalisme et donner la meilleure image possible à la société aragonaise (très enthousiasmée par le projet de l'Expo), les jeunes se montrent très hostiles à la réalisation de cet événement et prônent le boycott. Les jeunesses représentent donc un énorme problème. La presse de référence, notamment l'*Heraldo de Aragón*, n'aurait pas hésité à mettre le doigt sur ce paradoxe évident. Par conséquent, l'enjeu pour CHA est crucial en cette fin d'année 2004. Les cadres de CHA ont-ils inventé le soutien de Chuan Carlos Bueno à une *etarra* pour avoir une bonne raison de l'expulser ? Nous ne saurions répondre à cette question. Cela semble difficile à croire. Mais alors comment expliquer le démenti des autres jeunesses ?

En tout cas, en 2008, la VIIIème *Asambleya Nazional* de CHA invalide cette décision et le parti est obligé de réintégrer *Chobenalla* comme mouvement officiel des jeunesses du parti. *Chobentú-Jóvenes de CHA*, les jeunesses organisées au pied levé par des jeunes employés du parti et dont nous parlerons plus tard, sont destituées. La nouvelle présidente de CHA, Nieves Ibeas, est même obligée d'entonner son *mea culpa* juste après son élection au moment de la VIIIème *Asambleya* : « *Nos equivocamos con la expulsión de Chobenalla* ». Ainsi poursuit-elle:

> *Ya digo que gestionamos mal esa expulsión y nos equivocamos. Las dos partes cometimos errores, y se tenía que haber gestionado de otra manera. Creo que Chobenalla debe mantener su autonomía política y ser corresponsable de nuestro proyecto político. Yo estoy orgullosa de tener una militancia crítica, porque eso permite avanzar. Quiero sentar las bases de los nuevos éxitos del partido. Y en este partido todo el mundo tiene las puertas abiertas. Chobenalla sabe que las tendrá*[588].

Il faut remettre bien évidemment ces déclarations dans le contexte du retour de *Chobenalla* dans le parti nationaliste. À cette date, la 'réconciliation' est envisagée, d'où le *mea culpa* de la nouvelle présidente. De son côté, *Chobenalla* n'a pas l'air prête à pardonner l'expulsion et la guerre fratricide

[588] « Nos equivocamos con la expulsión de Chobenalla », Entretien avec Nieves Ibeas, dans *El Periódico de Aragón*, 14 janvier 2008.

qu'ont livrée certains militants de CHA à certains *chobenallos*. Une plainte a même été déposée pour agression lors du dernier meeting de CHA aux Arènes de Saragosse en mai 2007, deux jours avant la débâcle. Ainsi, après l'assemblée de janvier 2008, *Chobenalla* publie:

> *Chobenalla Aragonesista agradece a las bases sociales de CHA su apoyo durante la VIII Asambleya de este partido y se lamenta ante la nula renovación orgánica e ideológica de CHA.*
>
> *Chobenalla Aragonesista cree que la VIII Asambleya de CHA ha sido "una verdadera farsa democrática y un engaño a su militancia de base". Esta VIII Asambleya se presentaba bajo el lema "Renovación. Compromiso. País". Por el contrario, hemos comprobado un bloqueo continuo de las propuestas de cambio y renovación ideológica de la militancia de base y de las propuestas de la amplia mayoría de las comarcas aragonesas, desde su antigua y nueva ejecutiva. Hemos asistido a la confrontación de 2 modelos de partido, imponiéndose un claro continuismo político. La candidatura de Lola Giménez nos ha hecho soñar con que había una alternativa, nos ha ilusionado con que podía existir un proyecto político que nos valorara como personas y que creyera que la política se hace desde la base y no desde la Aljafería. Chobenalla Aragonesista sólo puede agradecer su valentía al enfrentarse al aparato del partido, y a 22 años (y subiendo) de control de Fuster y Bernal en CHA. También estamos convencidos de que, aunque representaba al 43% de la Asambleya de CHA, en realidad su posición es la del clamor por el cambio existente dentro del conjunto del nacionalismo aragonés. De hecho, un proceso sesgado y manipulado con listas de orientación de voto, apoyado por el aparato del partido, ha dado lugar a un Comité y Consello Nazional que no reflejan la realidad actual de CHA. Por ello, Chobenalla pide a las bases de CHA que no se dejen callar en su lucha por recuperar la dignidad histórica del proyecto que CHA representa*[589].

Les propos sont sans concessions. La rénovation affichée n'en est pas une, d'après *Chobenalla* qui accuse explicitement CHA de ne pas être une organisation démocratique. Le déficit démocratique se trouve également du côté de *Chobenalla* puisque les résultats des élections internes ne correspondraient pas, toujours selon eux, à la « réalité » interne du parti. Les positions semblent donc avoir atteint un point de non-retour. Continuons:

> *Asimismo, Chobenalla se pregunta, "¿cómo se puede llamar renovación a rotar los cargos para que los mismos responsables del descalabro electoral de nuestro partido y de la falta de democracia interna continúen dirigiéndolo a su antojo?" Los máximos responsables de la gestión institucional en las Cortes de Aragón y en el Ayuntamiento de Zaragoza, así como los máximos dirigentes del antiguo Consello Nazional y de la Maya de Pleitos, son quienes siguen mandando en CHA, rotando de un cargo a otro, con una dudosa*

[589] http://chobenallaaragonesista.blogspirit.com/

concepción de la ética de partido y de la renovación, así como con una centralización del poder en Zaragoza y una nula visión territorial de Aragón. Chobenalla Aragonesista impugnará en el próximo Comité Nazional de CHA el lema de esta Asambleya Nazional y propone su cambio por "Continuismo. Endogamia. Gran Scala", para que se deje de engañar a la juventud aragonesa y a las bases de este partido.

La antigua y nueva ejecutiva de CHA planteó una encerrona en el debate sobre juventudes. Una lamentable maniobra política en la que se mostraba que no tienen claro el modelo de juventudes que quieren, ya que por un lado defendieron un modelo federal e independiente (presentado por Puyalón) y por otro unas juventudes "sometidas" al bernalismo. Este planteamiento demuestra que Chobenalla tenía razón cuando planteaba una Asambleya Nazional Extraordinaria específica donde se hubiera tratado este tema, dada la falta de criterio y de seriedad política de quienes se han autoproclamado referentes políticos. Así, ha sido la militancia de base de CHA, con un rotundo voto de castigo, la que se enfrentó a una antigua y nueva Dirección de CHA que sigue sin creer en la autonomía de los jóvenes. De hecho, Bizén Fuster respondió con arrogancia y amenazas a Chobenalla al clarísimo mandato de la militancia de base, lo que demuestra sus verdaderas intenciones con respecto a nuestra organización. Más allá, todos los miembros del actual Consello Nazional no sólo respaldaron firmemente la expulsión de Chobenalla sino que se posicionaron claramente en contra de las bases de CHA en la vuelta de esta organización juvenil al partido. La integración de una representante de lo que era la extinta Chobentú en este Consello Nazional es una nueva provocación al respecto. Chobenalla renunciará a tomar posesión de cualquiera de las cinco plazas vacantes del nuevo (y viejo) Consello Nazional.

Por otro lado, mientras la antigua y nueva Dirección de CHA habla de integración, pluralidad, unidad y renovación como sometimiento a la fracasada línea ideológico-organizativa de Fuster y Bernal y pretende el dominio de los grupos institucionales de Zaragoza frente al resto de territorio aragonés; la apuesta de las bases sociales de CHA entiende la integración, pluralidad, unidad y renovación como defensa de los valores históricos de izquierda, horizontalidad en las decisiones, autonomía de las agrupaciones locales, honestidad y renovación de los cargos del partido y participación y democracia interna. Nieves Ibeas y Juan Martín son las nuevas caras del más que evidente secesionismo ideológico (promovido por sus consellers Bizén Fuster, Chesús Bernal y José Luís Soro) que pretende alejar y separar la política y el nacionalismo aragonés de sus bases sociales[590].

Ici, apparaît le nom de celui qui allait devenir président de CHA en février 2012, José Luis Soro, ce qui permet d'affirmer aujourd'hui encore que la rénovation a été assez superficielle au sein de CHA. Nous pouvons en effet parler de « rotation » des dirigeants même si ceux-ci mettent en avant le remplacement de la moitié des membres du *Consello Nazional*… Poursuivons:

[590] *Op. Cit.*

Chobenalla Aragonesista, aunque agradece las declaraciones de Nieves Ibeas donde reconoce que la expulsión de Chobenalla fue un error, cree que esa opinión se tiene que plasmar en una rectificación pública de aquellos miembros del Consello Nazional anterior (algunos, incluso están presentes en su equipo directivo) que han criminalizado, descalificado e incluso apoyado las agresiones a las y los militantes de Chobenalla; así como en la asunción de responsabilidades políticas, tal y como reclama el documento político aprobado en la Conferencia Nazional de Chobenalla de Calatayú (1 de Diciembre de 2007).

Como conclusión a este inacabado proceso asambleario, Chobenalla se reafirma como la organización juvenil de las bases de CHA, de la afiliación que se fue, de la afiliación que está meditando su marcha, de las ideas y proyectos continuamente vapuleados, de los que verdaderamente se creen el país, de los que entienden renovación como refundación, de los que ven el compromiso como una democracia participativa y trabajo diario desde la base y el territorio, de los que piensan un país libre, socialista, soberano y sostenible[591].

Dans ce communiqué nous avons bien la preuve que *Chobenalla* ne décolère pas et qu'elle n'est pas prête à pardonner et encore moins à réintégrer CHA. Le divorce semble plus que consommé entre les jeunesses qui revendiquent être la base du parti et les dirigeants qui sont, selon ces mêmes jeunes, coupés du monde, du pays, de la réalité. La stratégie de *Chobenalla* consiste en effet à affirmer que la direction de CHA est enfermée dans une tour d'ivoire pour des raisons peu honorables. *Chobenalla* laisse entendre que CHA a vendu son âme, qu'elle est devenue un parti du système et que le noyau dur de la direction (celui des fondateurs en 1986) s'est embourgeoisé et a renoncé à la libération du pays afin de pouvoir occuper le pouvoir (pour le moment municipal mais, qui sait, peut-être aragonais après les prochaines élections)[592]. La fracture correspond, nous le voyons bien, à un divorce entre un parti qui a une vraie vocation de gouvernement et qui a donc dû offrir à la société aragonaise, aux électeurs aragonais, une image respectable, responsable et pragmatique et, face à lui, des jeunesses qui semblent avoir basculé définitivement vers l'antisystème et la marginalisation et renoncer définitivement à siéger aux institutions. Le dernier paragraphe semble néanmoins laisser entendre que *Chobenalla* va tenter de réintégrer CHA, la 'vraie'. La tentative n'est pas concluante, les tensions sont loin de disparaître entre l'appareil du parti et les

[591] *Op. Cit.*
[592] Comme nous le verrons plus tard, la direction de CHA est accusée par *Chobenalla* de n'avoir qu'un seul objectif : remplacer le Par et devenir la béquille du PSOE en Aragon.

dissidents. C'est pourquoi, en avril 2008, *Chobenalla* quitte le parti de son propre chef et publie le texte suivant:

> *La Asamblea Nacional de Chobenalla acuerda, reunida en Andorra el 19 de Abril de 2.008, romper los lazos orgánicos con Chunta Aragonesista, tras el estancamiento de este en posiciones moderadas y pseudoregionalistas, su distanciamiento de la sociedad y la ausencia de renovación interna. […]*
>
> *Apuesta emprender un nuevo camino donde su identidad ideológica se vea respetada.*
>
> *Chobenalla Aragonesista da por zanjado su conflicto con este Partido y mayoritariamente acuerda desvincularse de CHA para emprender un camino conjunto con la izquierda independentista y soberanista. Del mismo modo abrirá un periodo de debate y reflexión en el cual esta Organización recompondrá su sistema organizativo y clarificará el horizonte que desea alcanzar –la organización- para poder trasladar al conjunto de la sociedad, especialmente la juventud, sus propuestas socialistas e independentistas. Por ello, buscará construir en positivo un discurso cercano y creíble a los jóvenes de Aragón, en base a las problemáticas con las que se sientan más identificados (emancipación, derechos laborales, defensa de la tierra, antifascismo). […]*
>
> *Se acuerda emprender un nuevo camino estrechando su vinculación, de manera muy especial, con los movimientos sociales aragoneses que trabajan en la defensa de la tierra, la nueva cultura del agua, los movimientos antimilitares y socialmente sostenibles, entre otros, así como con el Bloque Independentista de Cuchas, del que Chobenalla es integrante desde su fundación junto a otras organizaciones con las que comparte grandes principios ideológicos.*
>
> *Asimismo, en este nuevo periodo, Chobenalla ha tomado medidas para democratizar y horizontalizar -más si cabe- la estructura de la organización y la toma de decisiones. Chobenalla entiende que, en adelante, las decisiones se tomarán de manera asamblearia y trabajará en procedimentar esta decisión.*
>
> *El periodo nuevo abierto en hoy en Andorra no termina al finalizar el día sino que comienza una nueva etapa que finalizará con el relanzamiento de nuestra Organización entre los y las jóvenes independentistas y de izquierdas en Aragón.*
>
> *Finalmente, Chobenalla agradece profundamente el apoyo que amplios sectores de CHA realizaron a Chobenalla en la lucha por la frustrada refundación y regeneración democrática del nacionalismo aragonés (durante la pasada Asambleya Nazional de CHA) y les presta su apoyo moral en esta confrontación contra aquellos que han dirigido y dirigen CHA durante los últimos 22 años para construir una alternativa socialista, ecologista y soberanista aragonesa, esperando poder colaborar en el futuro en el desarrollo de proyectos comunes desde la izquierda nacional aragonesa.*
>
> *En Aragón a 19 de Abril de 2.008*

Chobenalla Aragonesista[593]

La guerre fratricide continue. Comme dans la plupart des divorces, les attaques sont blessantes et le linge qui ressort, très sale. *Chobenalla* accuse la nouvelle CHA d'être « pseudo-régionaliste ». L'adjectif « pseudo-nationaliste » aurait déjà été très dur, celui de « pseudo-régionaliste » a pour objectif de discréditer CHA et de faire mal car nous savons à quel point le terme « régionalisme » est connoté de façon très péjorative par les nationalistes aragonais. Nous comprenons que chaque camp s'était retranché derrière ses positions et qu'il était difficile de trouver un accord. D'après ce communiqué de *Chobenalla*, CHA semble ne pas avoir fourni beaucoup d'efforts pour réintégrer ses jeunesses. En effet, CHA déjà très affaiblie politiquement par 2007, est dans une position difficile car la réadmission de *Chobenalla* aurait entraîné son discrédit alors qu'elle était de surcroît en pleine campagne électorale pour les élections législatives de 2008 où l'enjeu était de taille : sauver le siège de José Antonio Labordeta. Pour CHA, la réadmission de *Chobenalla* présente un problème de cohérence. En effet, comment le parti pourrait-il paraître cohérent en réadmettant des jeunesses expulsées pour apologie de l'ETA ? Les réadmettre revient à avouer que l'exclusion avait été maladroite, voire infondée. Et si elle n'était pas fondée, cela revient à avouer que les propos du leader des jeunes n'étaient pas si intolérables… Néanmoins, Nieves Ibeas n'a pas hésité à parler d'erreur dans cette affaire. Est-ce là aussi une façon d'avouer à demi-mots que cette histoire a été inventée de toutes pièces ?

Du côté de *Chobenalla*, on semble dire entre les lignes que CHA n'a aucune intention sincère de réadmettre ce collectif, d'où ces attaques verbales si dures : criminalisation, agressions… Comment envisager une réconciliation sincère dans ces conditions ? Seule une rénovation en profondeur aurait pu changer la donne. Or, selon *Chobenalla*, il n'y a pas eu rénovation mais rotation (*rotar*) à la direction de CHA. Par conséquent, toute entente demeure impossible. Si la candidature alternative de Lola Giménez avait été majoritaire, nous pouvons penser que *Chobenalla* aurait pu être réadmise, ce qui aurait

[593] « Chobenalla acuerda desvincularse de CHA », dans: http://zaragozaciudad.net/expo/2008/042101-chobenalla-aragonesista-acuerda-desvincularse-de-cha.php

entraîné la disparition de *Chobentú*, les jeunesses 'officialistes'. Mais, après la victoire d'Ibeas, la seule issue possible pour *Chobenalla* est l'abandon des rangs de CHA.

Nous disions que le départ de *Chobenalla* avait été traumatisant pour le nationalisme aragonais car *Chobenalla* a joué un rôle très important dans la divulgation du nationalisme aragonais chez les jeunes pendant plus de 12 ans (1992-2004). Or, la dérive radicale dont elle fait preuve à certains moments a clairement desservi l'organisation juvénile ainsi que le parti et tout le mouvement nationaliste aragonais en général. En effet, même si les propos du leader de *Chobenalla* concernant la terroriste basque ne sont pas confirmés, cela faisait quelques temps qu'un mimétisme était en train de s'opérer entre cette jeunesse radicale aragonaise et les jeunes radicaux basques de la *kale borroka*[594]. Ainsi les codes vestimentaires et les allures des jeunes *chobenallos* étaient calqués sur ceux des jeunes de la *kale borroka* basque : T-shirt arborant des consignes indépendantistes en aragonais, coupe de cheveux typiquement *abertzale*[595] (franges irrégulières…). Ce *look* vestimentaire alternatif, antisystème vaut aux jeunes radicaux aragonais d'être appelés péjorativement *kale borraja*[596]. Quant au nombre de militants, en 2004, les *chobenallos* disent être entre 150 et 200 dans tout l'Aragon. Ce chiffre est impossible à vérifier mais vraisemblable. À Saragosse, ils se concentrent notamment dans le quartier de la Magdalena (populairement la *Madalena*) où se trouvent plusieurs bars (*Entalto*, *A flama*, *Dispierta Fierro*[597], *Crápula*…) qu'ils fréquentent. Ils

[594] La *kale borroka* était la guérilla urbaine orchestrée par la jeunesse radicale basque, proche de *Batasuna* et de l'ETA, qui consistait à la fin des années 1990 et début des années 2000 à brûler des autobus, des distributeurs de billets, des poubelles dans les rues des principales villes du Pays basque.

[595] *Abertzale* signifie patriote en langue basque. L'adjectif est néanmoins utilisé par la presse pour qualifier les partis indépendantistes (légitimant l'usage de la violence ou pas).

[596] Du nom de la bourrache, une plante typiquement aragonaise et de la vallée de l'Èbre (La Rioja, sud de la Navarre). Cette appellation se moque gentiment de ses apprentis *abertzales* aragonais qui, contrairement aux radicaux basques imités, ne sont à l'origine d'aucune violence en Aragon. Les poubelles qui brûlent régulièrement depuis 2010 dans la capitale aragonaise sont des actes de vandalisme apolitique.

[597] Remarquons les noms en aragonais, ce qui donne une certaine visibilité de la langue dans ce quartier à la fois central et populaire de la capitale. Notons au passage que l'un de ces noms est la consigne des Almogavres de la Couronne d'Aragon, *Dispierta fierro* (en aragonais), *Desperta ferro* (en catalan).

déploient une grande activité lors des fêtes populaires d'*El Pilar*[598] (autour du 12 octobre) ainsi que lors des fêtes du quartier, autour de l'église mudéjar du même nom. Ce quartier est à la fois le plus métissé et le plus 'aragonésiste' de la capitale aragonaise et de l'Aragon, ce qui confirme le « nationalisme internationaliste » revendiqué. Avant de passer à l'étude des jeunesses 'officialistes' créées après l'expulsion des *chobenallos*, nous sommes en mesure d'affirmer que les anciennes jeunesses de CHA se sont largement radicalisées et ont dérivé vers l'indépendantisme radical qui cautionne la lutte armée et donc la violence. En effet, lors des élections européennes de 2009, nous avons pu observer que *Chobenalla* donnait officiellement son soutien à la liste *Iniciativa Internacionalista*, interdite par le *Tribunal Supremo* mais pas par le *Tribunal Constitucional* pour ses liens avec différents secteurs de *Batasuna*, parti interdit pour ses liens avec l'ETA:

> *Chobenalla Aragonesista manifiesta su apoyo a la candidatura de INICIATIVA INTERNACIONALISTA-LA SOLIDARIDAD ENTRE LOS PUEBLOS y condena la represión y criminalización que desde los poderes fácticos del estado burgués español se está llevando a cabo para impedir su participación en las elecciones europeas del 7 de junio.*
>
> *Estamos asistiendo ante otra más de las graves consecuencias antidemocráticas gestadas por la promulgación de la "ley de partidos" que ante el pretexto de impedir la participación de Batasuna en las instituciones de Euskal Herria, se ha extendido al resto del Estado Español demostrando el objetivo con el que realmente fue creada. La destrucción de cualquier movimiento de izquierdas revolucionario capaz de poner en jaque al sistema burgués español.*
>
> *La manía cuasi persecutoria del estado, esquizofrénica, simplista y reduccionista, que tiene como objetivo la relación con la violencia, la criminalización, el ataque y la abolición de las organizaciones revolucionarias, de las personas honradas, de los pensamientos disidentes, de las conciencias armadas ideológicamente, de los obreros comprometidos, de los pueblos del estado que reclaman su independencia, se ha convertido en estrategia para mantener su status, para legitimar la desigualdad, la represión y la violencia contra todo aquello que rompa sus esquemas de la izquierda sistémica, institucional y domesticada. De aquello que entienden por democracia, que no es sino su democracia burguesa, la democracia que sirve a sus intereses clasistas, a los del estado. La democracia para aquello que les interesa, que les beneficia. La democracia borbónica, continuista del franquismo, de su violencia, de los Fraga Iribarne, del PSOE de los GAL, de los Rubalcaba, de los insumisos muertos, y de Belloch el carcelero. La democracia de la ley de partidos, de la masacre colectiva de Irak, de la*

[598] En octobre 2011, avec les autres groupuscules indépendantistes, ils ont organisé une fête alternative appelée *Pilars anticolonials* afin de condamner l'hispanisation des fêtes populaires de la capitale aragonaise qui serait orchestrée depuis les institutions.

negación al derecho de autodeterminación de los pueblos, y del desprecio a la superación de un estado de las autonomías caduco y arcaico[599].

Nous retrouvons un discours très dur contre toutes les institutions démocratiques espagnoles. Cette démocratie est d'ailleurs remise en question par des allusions au terrorisme d'État qui a existé à travers le GAL. Quant aux hommes politiques de cet État espagnol, qu'ils soient du PP ou du PSOE, ils sont mis dans le même sac. Parmi les hommes du PP, c'est Fraga qui est cité pour que la filiation avec le franquisme soit évidente. Nous retrouvons donc les consignes *abertzale* qui nient le caractère démocratique de l'État de droit existant aujourd'hui en Espagne et qui justifient ainsi l'usage de la violence dans les luttes nationales basque ou aragonaise. La « Loi des Partis » est également citée. L'autre point qui rapproche *Chobenalla* du monde abertzale est l'anticapitalisme : l'État espagnol est ainsi qualifié de « bourgeois » et la démocratie de « démocratie bourgeoise ». Poursuivons:

La ilegalización de II-SP supone un precedente peligroso aplicable a cualquier tipo de movimiento independentista, obrero o popular. Su aplicación del miedo, del control sutil, de la normalización de la represión para "garantizar la seguridad de todos los españoles", de la simplificación aberrante, suponen pasos involucionistas hacia la consecución de las libertades plenas, de la justicia social, de la autodeterminación de los pueblos, de la liberación de los explotados.

El estado se basa en las condenas a la violencia para la ilegalización de una lista compuesta por ciudadanos libres y conscientes, comprometidos con su clase y sus pueblos. Nos preguntamos que tipo de violencia es necesario condenar para garantizar la participación en su sistema "democrático" y en su legalidad. Quizás sea la de género, o la religiosa, tal vez la militar, la de sus ejércitos, o la policial, la de sus aparatos de coerción, o la mediática, la de su prensa, o la animal, la de sus fiestas subvencionadas, o quizás sea la tortura en sus cárceles y comisarías, o la violencia fascista y franquista, o quizás sea la patronal, o la intimidatoria violencia judicial.

El estado español se ha destapado. El despotismo PPSOE ha resurgido para impedir que una organización de trabajadores conscientes y comprometidos, de intelectuales y artistas, de militantes, sindicalistas e independentistas pueda participar en su falacia democrática. Su estrategia es apuntar que todo es ETA, todos estamos condenados a no disentir sino queremos ser señalados por el aparato estatal como cómplices de ETA o miembros del "entorno".

¿Qué nos queda a los movimientos sociales ante semejante campaña de criminalización político-mediática para impedir nuestra participación en las elecciones europeas? ¿Qué nos queda si nos impiden el ejercicio del derecho

[599] http://cuchaindependentista.wordpress.com/page/3

a votar y ser votados? ¿Qué nos queda ante la negativa de participación electoral?

Somos conscientes de que el sistema electoral es una falacia desarrollada por la burguesía para asegurarse su poder, y acaba de quedar patente que el sistema electoral no es el mecanismo para avanzar hacia un cambio social, necesario e inevitable, pero consideramos que es un derecho al que todos podemos acceder, y reclamamos ese derecho.

Desde Chobenalla-Aragonesista queremos mandar un apoyo solidario, internacionalista y de clase para todos los militantes, compañeros y luchadores de la candidatura INICIATIVA INERNACIONALISTA-LA SOLIDARIDAD ENTRE LOS PUEBLOS.

Nuestra lucha es la vuestra, contra el estado burgués PPSOE. Por la libertad de los pueblos oprimidos. Por la derogación de la ley de partidos.

Con los oprimidos, contra los opresores. Contra la represión estatal, hagamos de la lucha nuestro camino.

INDEPENDENZIA Y SOZIALISMO

En Aragón, Chobenalla Aragonesista[600].

Cette dérive a finalement donné raison à CHA qui avait, en 2004, expulsé *Chobenalla* pour apologie du terrorisme de l'ETA, selon la version officielle, très contestée. Il est vrai, par ailleurs, qu'en 2008, la direction avait été obligée de réadmettre ses anciennes jeunesses. En revanche, malgré les déclarations conciliantes de la présidente Ibeas en 2008, il est évident que la réadmission avait été forcée par les délégués critiques mais qu'elle n'était plausible qu'en cas de victoire du courant critique incarné par Lola Giménez. Avec une présidence non rupturiste comme celle d'Ibeas, il était évident que *Chobenalla* allait quitter l'organisation de son propre chef assez rapidement. Les dirigeants sont d'ailleurs soulagés par ce départ car cela faisait longtemps que Chobenalla dérangeait les cadres de CHA, non pas pour ses positions indépendantistes (légitimes d'après CHA pour des jeunesses d'un parti nationaliste) mais pour son mimétisme avec le nationalisme radical basque, clairement contre-productif dans un territoire comme l'Aragon, où les nationalismes périphériques sécessionnistes font peur à une grande partie de la population et où l'ETA a toujours provoqué un fort rejet. Or, dans ces communiqués de

[600] *Op. Cit.* Parler de "PPSOE" pour bien marquer que les deux partis espagnols sont finalement la même chose rappelle le discours du Front National (FN) en France qui parle de l'État UMPS, la fusion entre l'UMP et le PS.

2009, *Chobenalla* s'inscrit, non plus dans la marginalité, mais bien dans l'illégalité puisque la liste d'*Iniciativa Internacionalista* a été interdite par le *Tribunal Supremo*. Le leader *abertzale* Arnaldo Otegi appelle à voter pour cette liste, ce qui semble confirmer que nous sommes bien face à l'orbite de *Batasuna*, et donc de l'ETA si l'on en croit la Cour européenne des Droits de l'Homme qui avait ratifié l'interdiction de *Batasuna*[601]. Nous pouvons bien sûr nous interroger sur cette dérive de *Chobenalla*. Se doit-elle à l'expulsion de CHA ? Difficile à dire. Ce que nous savons, en tout cas, c'est que les contacts entre certains membres de *Chobenalla* et certains mouvements radicaux basques étaient fluides depuis fort longtemps. Quant aux propos *pro-etarras* attribués à Chuan Carlos Bueno en 2004, s'ils n'ont pas été prononcés en public, il est parfaitement plausible qu'ils aient été tenus en privé. Si, au contraire, l'on considère qu'ils ont été inventés de toutes pièces par les cadres de CHA afin de se débarrasser de jeunesses encombrantes, ils ne semblent pas impossibles à partir de 2009.

Ces divisions au sein du nationalisme aragonais ont été traumatisantes et ont considérablement affaibli CHA. Mais, elles provoquent aussi un certain nombre d'interrogations. CHA cachait-elle le radicalisme de *Chobenalla* ? *Chobenalla* entendait-elle l'indépendance comme une façon de cautionner la violence lorsqu'en 2002 le projet indépendantiste est explicitement affiché dans ses statuts ? *Chobenalla* a-t-elle décidé d'embrasser le nationalisme violent en 2009 afin de porter préjudice à CHA qui connaît aux élections européennes de cette année ses pires résultats depuis 1989[602] ? *Chobenalla* a-t-elle un comportement autodestructeur pour détruire au passage ce qu'il reste de CHA ? En tout cas, il nous semble que cette dérive radicale a donné des arguments à ceux qui font l'amalgame entre nationalisme et terrorisme ou à ceux qui défendent que le terrorisme est l'aboutissement de tout comportement nationaliste.

[601] « Estrasburgo da el portazo definitivo a Batasuna. La Corte Europea ratifica la resolución dictada en junio que estimaba "necesaria" la ilegalización », *Público*, 12 novembre 2009. http://www.publico.es/espana/268674/estrasburgo-da-el-portazo-definitivo-a-batasuna

[602] En 2009, CHA obtient 2,9%, le pire résultat depuis 1989 (1,7%) sachant qu'en 1994 le parti avait décidé de ne pas se présenter.

Face à ce nationalisme radical et clairement anticonstitutionnel de *Chobenalla Aragonesista*, les jeunes de *Chobentú-Jóvenes de CHA*, créés de toutes pièces par l'appareil du parti afin de se doter d'une nouvelle structure pour la jeunesse, se disent également indépendantistes pour garder ce supplément de rébellion que le parti des 'adultes' ne peut plus vraiment assumer du fait de ses responsabilités à la mairie de Saragosse, mais sont loin d'être aussi radicaux que *Chobenalla*. L'appellation bilingue avec une traduction castillane est, à cet égard, chargée de sens. Nous pouvons aller jusqu'à dire que *Chobentú* est l'anti *Chobenalla*.

c. Le cas de Chobentú-Jóvenes de CHA

Mis à part le modèle bilingue choisi pour nommer le collectif, un autre détail vient distinguer les deux jeunesses nationalistes : l'allure vestimentaire. Il est évident que l'on ne peut se fier uniquement à des codes vestimentaires, mais il faut bien reconnaître qu'ils ont un sens pour les plus jeunes qui, par ces codes, revendiquent leur appartenance à un clan, à une tribu urbaine bien spécifique. Ainsi, les nouveaux jeunes de CHA n'ont plus du tout un *look* radical basque ou alternatif, voire altermondialiste et antisystème. Il n'y a plus aucune réminiscence de la *kale borroka* basque. Les jeunes de *Chobentú*, dont certains d'entre eux sont, rappelons-le, d'anciens membres de *Chobenalla*, ressemblent davantage à des jeunes d'un parti social-démocrate ou socialiste. Certains de ces ex-*Chobenalla* devenus membres de *Chobentú* nous ont confié avoir été moqués et marginalisés par la *kale borraja* en raison de leur allure jugée un peu trop conventionnelle, voire même un peu trop '*pija'* (excessivement 'Bon Chic Bon Genre') pour une organisation indépendantiste. Pour en revenir à des aspects moins superficiels, ce que l'on reproche surtout à *Chobentú*, c'est d'être une section « Jeunesse » sous contrôle des dirigeants puisque ce sont eux qui ont demandé à un certain nombre de jeunes du parti restés à CHA, ou qui n'étaient pas nécessairement membres de *Chobenalla*, de constituer assez rapidement une nouvelle section en raison de l'expulsion des jeunes radicaux. L'autre point faible de ces jeunesses est que la plupart de ses

nouveaux dirigeants sont des employés du parti (ils travaillent au siège social, au groupe parlementaire, ou au groupe municipal…). Nous avons là la preuve que *Chobentú* est bien le produit d'une urgence. Par ailleurs, ces jeunes employés et militants ont œuvré pour rassembler les jeunes qui voulaient rester à CHA après l'expulsion de *Chobenalla*. Il faut dire que de nombreux jeunes ont été choqués par la façon dont les *chobenallos* ont été expulsés. Ainsi, en dehors des jeunes employés qui ont entre 25 et 28 ans environ, on trouve de jeunes adultes, voire des adolescents, qui n'ont donc pas connu ni pu intégrer *Chobenalla* pour une question générationnelle. Ce fossé entre les très jeunes militants et les dirigeants montre finalement que le parti est devenu pratiquement orphelin de militants spontanés, naturels et que l'expulsion de 200 *chobenallos* a été un coup dur pour CHA.

Chobentú-Jóvenes de CHA se met donc en marche dès 2005. Nous trouvons d'ailleurs la première référence de cette nouvelle organisation avant même qu'elle ne soit baptisée[603]. Dans ces premiers articles, nous trouvons le nom et les fonctions des nouveaux dirigeants de la structure juvénile ainsi que les premières initiatives. Après le 'scandale' de l'expulsion de *Chobenalla* et la suspicion d'apologie du terrorisme qui pèse sur les jeunes nationalistes, *Chobentú*, en collaboration avec les instances dirigeantes de CHA dont les jeunes sont proches et qu'ils côtoient tous les jours puisqu'ils travaillent pour le parti, organise une campagne de visibilité dans les médias à travers des brèves relayées dans la presse papier et numérique par les agences de presse. Les actions ou les campagnes proposées par *Chobentú* visent les sujets chers à CHA : défense du territoire (à travers des déclarations contre le Statut valencien qui prévoit d'avoir des compétences sur l'Èbre), plus d'autonomie (en misant sur l'ambition pour le nouveau Statut aragonais qui se dessine pour 2006), l'écologie (en célébrant la Journée Internationale pour la Protection de la Couche d'Ozone)... Après les balbutiements de *Chobentú*, *Aragón Libre* consacre sa couverture à la consolidation de cette nouvelle section jeune[604].

[603] « Los jóvenes de CHA, en marcha » et « El Comité Nazional aprueba el nuevo modelo de organización juvenil de CHA », dans *Aragón Libre*, n°56, Automne 2005, p. 25.
[604] « CHA echa a andar » *Aragón Libre*, n°57, Hiver 2005-2006.

Le second article, qui énumère les différentes actions menées par *Chobentú* a un titre éloquent : « A la calle, que ya era hora…». Outre le clin d'œil au premier slogan trilingue de CHA en 1986, « Porque ya era hora », ironie de l'Histoire, « A la calle, que ya es hora » est un vers du poème « España en marcha » de Gabriel Celaya, mis en musique par Paco Ibáñez. Nous connaissons l'admiration de Labordeta pour Ibáñez ; néanmoins nous parlons d'ironie en raison de la présence du mot « España » dans le titre du poème. Pour un parti nationaliste aragonais, cela peut faire sourire. Mais, cet emprunt est-il seulement conscient ? Quant aux points de suspension, ils viennent rappeler qu'une année s'est écoulée entre l'expulsion de *Chobenalla* et la création de *Chobentú*. Autrement dit, on laisse entendre que la création de *Chobentú* n'a pas été de tout repos et que la nouvelle section a dû être confrontée à des difficultés internes avant de voir le jour. Parmi les campagnes et les actions menées par *Chobentú-Jóvenes de CHA*, nous retrouvons les trois axes habituels : environnement, autonomie, droits sociaux.

Dans le premier axe, nous pouvons citer des campagnes pour la défense des montagnes, contre l'élargissement du barrage de Biscarrués, contre l'exploitation minière de la magnésite dans la province voisine de Soria qui polluerait les eaux des rivières allant vers le territoire aragonais et, évidemment, contre le transvasement de l'Èbre à travers la campagne « Más claro… Agua, Trasvase NO ». Quant à l'autonomie, *Chobentú* est bien sûr favorable à un nouveau Statut pour l'Aragon, capable de mettre celui-ci à la hauteur des autres nationalités historiques, avec le maximum de compétences autorisées par la Constitution espagnole. Ici, il nous semble que *Chobentú* ne se situe pas nécessairement sur des revendications moins ambitieuses que *Chobenalla* ; les nouvelles jeunesses se montrent plus pragmatiques et désireuses d'obtenir l'autonomie maximale de l'Aragon au sein de l'État qui existe déjà avant d'envisager des revendications plus ambitieuses dans le cadre d'une nouvelle structure fédérale, ou pas, puisque *Chobentú* compte des membres qui assurent prôner l'indépendance[605]. Finalement, dans la lutte pour

[605] D'après les statuts officiels, comme nous le verrons ultérieurement, *Chobentú* défend la souveraineté aragonaise et la libre-détermination dans le cadre plurinational de l'État. Si l'on entend souveraineté comme synonyme d'indépendance, alors nous pouvons considérer que *Chobentú* est officiellement indépendantiste.

des progrès sociaux, nous pouvons citer la participation à la Journée du handicap afin de revendiquer la suppression des barrières architecturales dans les villes et les campagnes et, dans la défense des acquis sociaux, la commémoration du 57ème anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme. Parmi les revendications pratiques, nous pouvons citer la campagne pour la baisse des tarifs de la nouvelle ligne TGV Saragosse-Barcelone ou Saragosse-Madrid. En effet, la polémique enfle à cette époque sur la ligne Madrid-Barcelone car les consommateurs en ont dénoncé les tarifs, plus chers que ceux du TGV Madrid-Séville[606]. Une fois de plus, ces jeunes nationalistes aragonais se sentent lésés par rapport à d'autres citoyens espagnols et voient dans la politique de RENFE une tentative de racket des usagers de cette ligne, la principale du pays. Par ailleurs, on sait à l'époque que les Aragonais de Calatayud travaillant à Saragosse ne bénéficient pas d'abonnements comme il en existe entre Ciudad Real et Madrid par exemple, ce qui a pour conséquence d'augmenter le trafic routier entre la quatrième ville de l'Aragon et sa capitale, justement l'effet contraire du projet ferroviaire.

Nous observons donc dans ces campagnes, un effort de pragmatisme afin de transmettre à la société aragonaise et aux jeunes, l'idée que les nouvelles jeunesses nationalistes ont les pieds sur terre et sont là pour tenter d'améliorer le quotidien de tous les Aragonais, y compris les jeunes, en mettant le doigt là où les administrations montrent des signes d'incohérence ou sont clairement injustes avec les citoyens aragonais. Le fait que les campagnes des jeunes soient cohérentes et souvent alignées sur celles de CHA –ce qui est normal car les deux organisations travaillent main dans le main– donne également une image plus ordonnée des jeunesses ainsi que de son parti de rattachement.

Malgré tous ces efforts, en 2008, *Chobentú* cesse temporairement d'exister en raison de la réadmission de *Chobenalla* lors de la VIIIème

[606] « CHA pide que se frene la discriminación en el AVE », *El Periódico de Aragón*, 26 mars 2008. En avril 2007, *Chobentú* avait transmis à la Ministre socialiste de l'époque, Magdalena Álvarez, une motion adoptée par le Conseil de la Mairie de Saragosse: "El Ayuntamiento de Zaragoza insta al Ministerio de Fomento a establecer Líneas de Media Distancia de AVE entre Zaragoza y Calatayud, Huesca y Lleida, con una tabla de servicios regulares con precios y condiciones similares a los servicios que se prestan a los ya existentes entre Madrid y Toledo, Madrid-Ciudad Real-Puertollano y Córdoba-Sevilla, en evitación de todo agravio y discriminación.".

Asambleya Nazional. Nous avons vu que quelques mois après, *Chobenalla* préfère partir, ce qui suppose le retour de *Chobentú*… Pour terminer, nous évoquerons un dernier détail relayé dans les forums internet (foisonnant à ce sujet) qui laisse entendre que la création de *Chobentú* s'est faite dans l'urgence, et surtout, grâce aux jeunes employés du parti dont certains appartenaient effectivement au *Rolde de juventud* de CHA. Nous avons vu qu'un des éléments reprochés à certains membres de *Chobenalla* était d'avoir plus de 28 ans, âge limite pour pouvoir faire partie des jeunesses de CHA. Or, lors de la création de *Chobentú*, les statuts de la nouvelle section des jeunes ont repoussé l'âge limite à 30 ans afin que certains des nouveaux dirigeants (et employés du parti) puissent assurer la mise en route de l'organisation. Un autre point polémique est l'argent que le parti a mis à disposition des jeunes pour élaborer une myriade de produits marketing avec le nouveau logo de *Chobentú* (stylos, ballons, chaussettes pour téléphones portables, tracts en couleurs, autocollants, écharpes distribuées aux usagers de la nouvelle gare TGV de Saragosse pour dénoncer le fait qu'il était absolument impossible de chauffer une telle cathédrale des temps modernes…). Officiellement, le parti aurait reversé 2000 euros aux nouveaux jeunes. D'après *Chobenalla*, les nouvelles jeunesses ont eu besoin de beaucoup plus d'argent pour financer tout cela… Aux vues des quantités du matériel, cette hypothèse ne paraît pas invraisemblable d'autant que le parti, très pressé d'avoir de nouvelles jeunesses, connaît une bonne situation financière entre 2000 et 2008[607].

Chobentú est donc redevenue l'organisation juvénile officielle de CHA après le départ de *Chobenalla* en avril 2008 et l'est toujours en 2012. Sur sa page web, directement rattachée à www.chunta.org, nous pouvons lire ces quelques lignes:

> *CHOBENTÚ ARAGONESISTA, agrupa a jóvenes nacionalistas de izquierdas que tienen un proyecto en común, Aragón. Nuestro objetivo es defender e impulsar la identidad nacional del Pueblo Aragonés mediante la reclamación de nuestros derechos históricos, la defensa de nuestras lenguas, nuestra cultura, nuestro derecho foral, el desarrollo sostenible, la nueva cultura del agua… Nuestra finalidad es que se reconozca a la ciudadanía aragonesa su soberanía como Pueblo, basada en el derecho a la libre determinación y apostando por el federalismo plurinacional como modelo de organización del*

[607] C'est effectivement pendant les années où CHA a une représentation aux Cortès d'Espagne que le parti reçoit le plus de financements publics.

Estado. Desde el socialismo, buscamos una mayor libertad, democracia, tolerancia en la pluralidad, paz, dignidad, solidaridad e igualdad entre las personas y los Pueblos.

CHOBENTÚ ARAGONESISTA, trabajamos por un futuro mejor para las gentes que habitan este País. Los jóvenes aragoneses no podemos permitir que éste siga en el furgón de cola, debemos concienciarnos de la necesidad y el compromiso que tenemos.

Necesitamos cada día más, a jóvenes aragonesistas que quieran implicarse para situar a nuestra nación donde por historia y derechos se merece, hasta donde el Pueblo aragonés libremente quiera llegar. Tenemos que ser su voz, no nos podemos permitir estar a merced de partidos políticos que aunque tengan representación aquí, defienden los dictados de Madrid.

Si crees en ti, si crees en la dignidad y el futuro de Aragón como País, si no quieres ser un ciudadano de segunda, contacta con nosotros[608].

Dans cette brève introduction cybernétique, *Chobentú* se présente bien comme une formation nationaliste de gauche et nous retrouvons les principaux signes identitaires revendiqués par l'organisation : droits historiques, langues vernaculaires, culture, droit foral, développement durable, nouvelle culture de l'eau… Le nationalisme prôné apparaît comme internationaliste, les droits et l'égalité des citoyens n'effacent pas les droits et l'égalité des peuples et nous pouvons retenir ce sentiment relayé par ces jeunes qui consiste à voir l'Aragon et les citoyens aragonais comme un pays et des citoyens de seconde zone dans l'Espagne actuelle. Conscients que le désir d'indépendance est marginal en Aragon, le texte laisse entendre que les Aragonais pourront aller jusqu'à la pleine souveraineté s'ils le désirent : « *hasta donde el Pueblo aragonés libremente quiera llegar* ». C'est en cela que nous pouvons affirmer que l'indépendance n'est pas envisagée dans l'immédiat mais plutôt à moyen ou long terme. Fixer l'indépendance sur l'agenda politique des forces politiques nationalistes est évidemment l'enjeu qui marque le clivage nationaliste/indépendantiste, même si pour CHA, l'autodétermination dans le cadre d'un État fédéral représente une forme d'indépendance. Autrement dit, l'indépendance ne passerait pas nécessairement par la constitution d'un État indépendant, détaché du conglomérat ibérique.

[608] http://choben.wordpress.com/quienes-somos/

Cependant, l'indépendantisme aragonais (dès les mouvements de libération nationale comme le *Movimiento Nacionalista Aragonés*, MNA) a occupé une place minoritaire auprès du nationalisme plus pragmatique et de conception fédérale. Depuis la création de CHA, certains membres affichaient ces thèses et se sont rapidement regroupés autour d'un courant critique, *Puyalón*, qui a depuis quitté les files de CHA pour se constituer en parti politique à part entière, avec un conseiller municipal élu dans la commune historique pour l'aragonésisme : Artieda d'Aragón/*Artieda*.

2) Les partis indépendantistes

a. Puyalón

Pendant l'été 2004, lorsque j'avais interviewé les principaux dirigeants de CHA ainsi que la plupart des 9 députés des Cortès d'Aragon de l'époque, l'un d'entre eux, Pedro Lobera m'avait révélé qu'il faisait partie de *Puyalón* et m'avait dit textuellement : « *seguro que mis compañeros no te han explicado lo que es y, si no lo hago yo, no lo hará nadie del Grupo Parlamentario* ». C'était effectivement la première fois que j'entendais parler de *Puyalón*. Ce mot aragonais signifie colline, il a la même racine que « pueyo » ou « puyuelo » en aragonais, racine qui a donné « puig » et « pujol » en catalan. La colline renvoie à un pays vallonné, montagneux, une élévation d'où l'on peut dominer une étendue, un balcon sur le territoire. Cette colline pourrait être *la Muela* de Teruel puisque c'est dans cette ville du sud de l'Aragon que s'est officiellement constitué le courant interne de CHA nommé *Puyalón*. C'est en effet en 1992, pendant la IIIème *Asambleya Nazional* que s'est constitué ce courant indépendantiste, autrement dit, en même temps que *Chobenalla Aragonesista*[609]. Jusqu'en 2004, ce courant interne autoproclamé souverainiste, qui se situe à gauche du noyau dur de CHA et englobe environ 10% des militants, connaît une existence relativement paisible puisque les résultats de 2003 sont tout à fait extraordinaires ; ils permettent entre autres que *Puyalón* soit représenté aux Cortès d'Aragon à travers Pedro Lobera qui devient l'un des 9 députés de GPCHA entre 2003 et 2007. En revanche, dès l'*Asambleya Nazional* de 2004, les tensions surgissent. Ainsi, dès le mois d'avril 2004, Pedro Lobera présente une liste alternative à la liste proposée par la direction, pour constituer le nouveau *Consello Nazional*. La liste obtient un peu plus de 16% des voix (contre 66% pour les « officialistes » et 17% de votes blancs) ce qui montre le poids de *Puyalón* au sein de CHA[610]. Les tensions atteignent leur paroxysme en novembre 2004, au moment de l'expulsion de *Chobenalla*. Le seul membre du *Consello Nazional* à voter contre l'expulsion (face aux 17 de

[609] Ò. Barberà, A. Barrio, J. Rodríguez Teruel, « Los partidos de ámbito no estatal en Aragón: el Partido Aragonés y la Chunta Aragonesista" dans *Papers, Revista de Sociologia*, n°92, Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), Barcelone (2009), p.171-195.
[610] http://puyalon.blogia.com/2005/040304-comite-nazional.-16.04.04.php

la ligne officielle du parti) est le député aux Cortès d'Aragon membre de *Puyalón*, Pedro Lobera. Il démissionne du *Consello* peu après en expliquant clairement ses motifs:

> *por mantener divergencias políticas manifiestas con el Consello Nacional a raíz de la decisión adoptada por este órgano en cuanto a la desvinculación de la organización juvenil Chobenalla como juventudes de CHA*[611].

Sans lien apparent de cause à effet, Chesús Yuste dément, au lendemain de l'attribution de l'Expo internationale à Saragosse, que le départ de Lobera soit un signe de crise interne du parti:

> *El diputado de CHA Pedro Lobera, representante de la corriente crítica Puyalón dentro del partido, ha anunciado su dimisión como miembro del Comité Nazional (ejecutiva) del partido en muestra de su disconformidad por la ruptura de relaciones con la organización juvenil Chobenalla. Desde la dirección, el secretario de Organización, Chesús Yuste, ha afirmado que esta salida "no es una crisis".*
> *Pedro Lobera, el único miembro de este órgano que votó en contra de la decisión, ha destacado que su dimisión se ha debido "al cien por cien" a la ruptura con Chobenalla, que ha insistido en que no es legal conforme a los estatutos del partido, y que su decisión es "inamovible" y no habrá vuelta atrás salvo que se recupere la relación con la organización juvenil; pero ha señalado que esta decisión no va a implicar la renuncia a su acta de diputado porque "claramente no tiene nada que ver", y ha asegurado su acuerdo con el programa y proyectos de Chunta.*
> *Según Lobera, no se puede justificar la ruptura con Chobenalla porque hayan aprobado "enmiendas un poco cañeras", porque Chunta debe representar a toda la izquierda aragonesista "y si entre los jóvenes se ha consolidado la visión independentista, no pasa nada". Además ha negado la versión de la dirección de que en la última asamblea se realizaron declaraciones de apoyo al terrorismo, y ha asegurado que sólo se ha divulgado para justificar una decisión ya tomada.*
> *El diputado ha explicado que ha pedido que el Consello Nazional remita su carta de dimisión a los militantes, en la que explica sus motivos, ya que ha asegurado que muchos de ellos están en contra de la ruptura con Chobenalla, "aunque otros la aplaudan", porque la diversidad es uno de los valores de CHA.*
> *Pedro Lobera ha asegurado que la corriente Puyalón seguirá trabajando para defender estas posturas "aunque habrá que esperar a ver si quieren", y ha considerado que su salida del Consello no supone perder un foro "porque visto el resultado de 17 votos contra uno cuando se decidió la salida de Chobenalla, tenía poco que hacer"*[612].

[611] http://puyalon.blogia.com/2005/040302-lobera-dimite-del-consello.php

[612] « CHA niega que la salida de Lobera de la ejecutiva suponga una crisis. La división desatada en CHA tras la desvinculación con *Chobenalla* ha tenido un nuevo episodio con la salida de la ejecutiva del diputado Pedro Lobera como protesta. El enfrentamiento entre el dimitido y la dirección en este punto es total, pero los dos han quitado trascendencia a las repercusiones de la situación en el partido », www.aragondigital.es, 17 décembre 2004.

Lobera dément la thèse de la déclaration indépendantiste du nouveau leader de Chobenalla et semble dire qu'elle a été inventée comme prétexte par la direction pour pouvoir se débarrasser des jeunes radicaux (et probablement de Puyalón) devenus gênants dans le contexte de l'Expo internationale et à cause de leur position concernant la question de l'indépendance, des thèses qualifiées de façon familière Lobera comme « *un poco cañeras* », (un peu fortes de café). Continuons:

> *Versión de la dirección:*
> *El secretario de Comunicación del partido, Chesús Yuste, ha destacado que cualquier responsable puede decidir en cualquier momento presentar su dimisión, aunque ha criticado la forma en la que se ha producido la de Lobera, "que parece que quiere provocar una imagen de crisis interna que no corresponde".*
> *Yuste ha destacado el "detalle" de que Pedro Lobera presentase su dimisión por correo electrónico, y no personalmente, y ha calificado su petición de que dicha carta se reenvíe a los militantes como "una cuestión administrativa que no tiene más interés", señalando que como la carta se dirigía al Comité Nazional, ya se le respondió que éste decidirá cuando se reúna.*
> *Según Yuste, la dimisión no es un problema, y el Comité del partido decidirá en su próxima reunión, en enero o febrero, el nombre del sustituto de Lobera, y una posible reorganización de los cargos.*
> *Sobre la continuidad de Pedro Lobera como diputado, Yuste ha considerado que depende de él decidir si puede seguir trabajando para el partido, y la ejecutiva no le ha pedido que dimita, aunque sí ha reconocido que es una postura "que algunos compañeros no entienden".*
> *Además, Chesús Yuste ha vuelto a justificar la decisión de Chobenalla y ha asegurado que la pluralidad del partido no se pone en cuestión y está garantizada en los estatutos, mientras que lo que se ha hecho es "desvincularse de una organización con la que cada vez teníamos menos cosas en común", y ha destacado el dato de que el 80% de los jóvenes afiliados a Chunta no querían militar en Chobenalla, y viceversa.*
> *De la misma manera, el secretario de Organización ha resaltado la legalidad del procedimiento, y ha considerado que el recurso interpuesto por Puyalón contra la decisión son "ganicas de enredar", una vez que la Maya de Pleitos ya decidió, por seis votos contra uno, que el Comité tenía capacidad para tomar esta decisión. También ha destacado que se ha creado un grupo de trabajo para estudiar la puesta en marcha de una organización juvenil "y así dar respuesta a las peticiones de diálogo que nos hicieron llegar".*
> *Chesús Yuste ha reconocido la "sensación" de que algunos miembros del partido están intentando aprovechar el momento para "hacer daño"; sin embargo, ha asegurado que por parte de la dirección se considera zanjada la discusión, y ha asegurado que se espera que Puyalón participe en los órganos del partido "esperamos que con propuestas positivas, y no entretenidos con fuegos artificiales"*[613].

[613] *Op. Cit.*

D'après Chesús Yuste, Pedro Lobera aurait envoyé sa démission uniquement par mail, sans compromettre pour autant sa décision de rester au parti et de garder son siège de député ; Yuste ne cache pas que cette attitude n'est pas comprise par tout le monde au sein du parti. Si l'on en croit un article publié sur le blog de *Puyalón*, l'expulsion de *Chobenalla* n'est pas sans rappeler la désintégration, en 1978, du PSA de Santiago Marraco pour aller vers le PSOE.

> *Los fundadores de CHA concebimos en 1986 un partido en el que cupiésemos todos los aragonesistas de izquierda, desde el federalismo socialdemócrata hasta el independentismo revolucionario. Todos unidos en torno a un programa político acordado colectivamente en los órganos del partido. Ahora, la dirección de CHA ha echado a Chobenalla sin nisiquiera mantener informadas a las bases (pero sí al Heraldo, la bestia negra, dicen). Llegando a romper el consenso fundacional de la CHA: somos la Chunta porque juntamos a todo el aragonesismo de izquierda, porque aquí cabemos todos, romper la unidad significa el más grave acto de deslealtad al proyecto y a la organización que se ha visto en el aragonesismo de izquierda desde la defección de Santiago Marraco y los suyos.*
> *No olvidamos que las deslealtades graves no son las de los afiliados individuales más o menos desencantados, las deslealtades que pueden llevar a la ruina a un proyecto son las de los equipos dirigentes cansados de luchar, tentados por la "erótica del poder". Como recordaba en la Asambleya de Puyalón un viejo camarada, militante en los '70 de las JSA, el primer paso de Santiago Marraco para desarticular el PSA, e irse al PSOE "con armas y bagages", fue reventar las Juventudes del partido. Hemos tardado más de 20 años en recuperarnos de aquella traición.*
> *Si realmente la ruptura con Chobenalla ha sido un error, y no el inicio del camino que ya recorrió Santiago Marraco desde el aragonesismo de izquierdas al social-liberalismo monárquico español, el Comité Nazional, como primera medida, no ha de ratificar la ruptura para posteriormente restablecer las relaciones orgánicas plenas con Chobenalla Aragonesista. Como paso concreto en esta dirección, el Comité Nazional, deberá delegar en Chobenalla Aragonesista la organización del homenaje al Justicia del Aragonesismo de Izquierda, el próximo 20 de diciembre.*
> *La segunda medida ha de consistir en depurar las responsabilidades de aquellos que han impulsado la campaña de difamación contra Chuan Carlos Bueno, legítimo Coordinador Nacional de Chobenalla, sobre quien, desde la dirección de CHA se han vertido gravísimas acusaciones, más o menos veladas, de "apología del terrorismo"*[614].

Malgré toutes ces tensions et ces graves accusations venant de part et d'autre, *Puyalón* et ses militants les plus connus, Chorche Tricas et Rafel Fleta, en plus du député Lobera, décident en 2004 de rester au sein de CHA afin que l'indépendantisme aragonais ait une certaine présence et une certaine visibilité à travers la projection de ce parti. Car c'est bien sur le sujet de l'indépendance que réside la différence principale entre *Puyalón* et CHA. Ce n'est toutefois

[614] http://puyalon.blogia.com/2005/040301-cha-vs.-chobenalla.-posicion-de-puyalon.php

pas le seul point de divergence, il faut citer également une certaine conception du socialisme : *Puyalón* n'est pas un courant social-démocrate alors que CHA a parfois eu des positions plus sociale-démocrates que socialistes. Nous avons trouvé dans le blog de *Puyalón* un article de 2006 dans lequel Rafel Fleta fait le récit des désillusions que les militants de base ont pu éprouver au cours de ces dernières années.

> *Me cuentan que CHA ha presentado mociones en algunas Juntas Municipales de Zaragoza en favor de los Presupuestos Participativos. Qué paradoja. Es cierto que la participación ciudadana es una de las reivindicaciones históricas de la Chunta pero últimamente no ha sido muy desarrollada, más bien nada, por las instituciones en las que gobierna.*
> *Fue a partir de la 5ª Asambleya Nazional (Teruel, 2001) cuando la participación ciudadana empezó a ser olvidada por los cargos de dirección de CHA, como planteamiento programático y como práctica interna. Desde la elaboración de listas, programas y estrategias de cara a las elecciones de 1999, ya una serie de militantes habíamos observado prácticas cupulistas, ello nos llevó a crear la Corriente de Opinión "Puyalón", con intención de evitar que el partido derivase hacia posiciones más moderadas e institucionalistas*
> *Aunque conseguimos algunos logros, no planteamos una renovación de los auténticos dirigentes de CHA: Gaspar, Bernal y Fuster, quienes actuando al estilo de aquella troika soviética, siguieron al frente con su agenda oculta, encaminada a la institucionalización de la Chunta. Agenda que se hace visible en el pacto con el PSOE de 2003.*
> *Desde entonces, Puyalón ha venido teniendo toda clase de problemas para participar en la vida interna, que sería prolijo analizar: ni escribir en las publicaciones del partido, ni distribuir nuestra propia publicación, ni enviar circulares informativas al resto de afiliados, ni tener espacio en la web de CHA, ni disponer de nuestra propia web. Ni siquiera nos facilitaron el listado de delegados en la pasada Asambleya Nazional para recabar las firmas necesarias para presentar candidato a Presidente. Y todo ello trufado con veladas acusaciones contra nosotros de deslealtad, conspiración o rupturismo.*
> *La dirección considera que cuando los Estatutos de CHA dicen que "la libertad de expresión queda garantizada internamente" quieren decir que "la libertad de expresión de los afiliados de CHA queda limitada a las reuniones del partido", ejemplo de "doblepensar" orwelliano; y en línea con el dato poco conocido de que CHA dio su apoyo orgánico a la Expo después de que ésta fuese otorgada en París. No fuese a ser que las bases hubiesen seguido rechazando la ubicación en Ranillas.*
> *Ya harto de no poder expresarte con libertad dentro, mandas una carta al director de un diario discrepando con la opinión personal de un cargo público, sobre un asunto que no ha sido debatido en los órganos de dirección. Pues te puede suceder como a mí: que te expulsen "por perjudicar al partido".*
> *En definitiva, que ahora CHA reclame más participación ciudadana al equipo de gobierno del que forma parte, además de ser absurdo, contradice su práctica interna.*
> *Pero... ¿Cómo se les ocurre expulsarme ahora por una carta ya no recuerda nadie? por la misma razón que rompieron con Chobenalla: "soltar lastre para seguir subiendo", dicen. Expulsan a quienes mantenemos el espíritu de*

aquellas campañas que prometían "aires nuevos" en la política aragonesa, impulsados por "gente como tú", o sea ciudadanos normales frente a los profesionales de la política: cuando Bernal y Gaspar prometían que sólo se mantendrían dos legislaturas en el cargo. Ésto es, cuando la Chunta (así la llamamos, diferenciándonos de la izquierda clásica que utiliza la expresión "el Partido") era realmente un movimiento cívico de aragoneses comprometidos con su país y con el progreso social, o sea ciudadanos que querían participar.

Esta contradicción nos ha desmovilizado: la última asamblea de la ciudad de Zaragoza apenas ha reunido a dos docenas de militantes y la mayoría a sueldo, menos de los que juntábamos sólo en el Rabal antes del pacto con el PSOE. CHA ha fagocitado a la Chunta, la burocracia al movimiento, y se ha convertido en un aparato institucional como cualquier otro, o sea preocupado por mantenerse en el poder, para lo que debe evitar que desde dentro surjan voces discordantes: se persigue a los críticos y se entorpece la participación. Y así, entre el conjunto de la afiliación, cunde el desencanto.

Si "la erótica del poder" no les cegase la inteligencia, la autodenominada "Mayoría" comprendería que la única forma de que la Chunta llegue cohesionada a las elecciones de 2007 pasa por comprender que las expulsiones no significan "soltar lastre" sino tirar combustible, así deberían recomponer la unión con Chobenalla y convocar la 8ª Asambleya Nazional antes de las elecciones, para volver a una estructura horizontal, recuperando el espíritu de movimiento cívico original; o sea que fomentarían dentro la participación que dicen reivindicar fuera.

Si, en cambio, "La Mayoría" se mantuviese en su bunker institucional, con un discurso vacuo y desacreditado, la CHA dejaría en la izquierda un hueco demasiado grande como para quedar huérfano por mucho tiempo. Porque, al fin y al cabo, la CHA está cayendo en lo que Noam Chomsky resumió así en The Guardian *recientemente, refiriéndose a la "inteligentsia" yanqui: "es como el estalinismo más anticuado: si uno se separaba un par de milímetros de la línea del partido, se convertía en un traidor, lo destruían. Eso es algo totalmente irracional." El proyecto democrático y renovador de la Chunta ha sido abandonado por sus dirigentes, siendo sustituido por un sucedáneo autoritario y anticuado, eso sí, conjuntado en rojiverde.*

Rafel Fleta Girón.
Fundador de la Chunta.
ex-Miembro electo del Comité Nazional de CHA[615].

Cet article de Rafel Fleta, publié sur le blog de *Puyalón* est loin d'être tendre avec le parti qu'il a quitté. D'après Fleta, les premières fausses notes de CHA remonteraient à 1999, au moment de l'élaboration des listes électorales, quand toutes les prévisions semblaient indiquer une forte progression de CHA qui allait lui permettre de se consolider sur l'échiquier politique aragonais. Mais le déclic a eu lieu à Teruel, pendant l'*Asambleya Nazional* de 2001. À la lecture de cet article, nous comprenons aisément que le principal débat et le principal point de désaccord entre les indépendantistes et les nationalistes est la vocation gouvernementale. Les premiers refusent toute participation aux structures

[615] http://puyalon.blogia.com/2006/042202-cha-ya-no-es-la-chunta.php

découlant de l'État des autonomies actuel alors que les seconds souhaitent conquérir ces institutions afin de divulguer les principes du nationalisme aragonais et ainsi consolider un sentiment fragile en Aragon. Nous sommes, ni plus ni moins, face à l'éternel débat des forces réformatrices. En forçant très grossièrement le trait, la question qui se pose est : faut-il faire la révolution pour gagner le pouvoir ou, au contraire gagner d'abord le pouvoir avant de faire la révolution ? Ainsi donc, le texte de Fleta a pour objectif de diaboliser la CHA pragmatique et à vocation gouvernementale en affirmant que le parti a connu une dérive autoritaire, voire sectaire, et que le 'clan' qui le dirige a vendu son âme au diable, au capital, aux institutions espagnoles monarchiques pour pouvoir asseoir et élargir son pouvoir. L'argumentation de Fleta repose sur la désillusion et le sentiment de trahison. Il souhaite faire des cadres de CHA des traitres à la nation aragonaise car le parti avait été fondé en 1986 pour lutter pour la libération nationale. Mais en 2006, même si le ton est extrêmement critique, *Puyalón* n'a pas encore quitté le parti, contrairement à Fleta qui a démissionné du *Consello Nazional*. En marge de la polémique, se pose également le problème des partis 'assembléaristes' : les militants ont effectivement la parole, les décisions se prennent collectivement mais, dans les faits, la moindre dissidence est perçue par la direction comme un acte de trahison. Ceci est d'autant plus vrai quand la direction est la même depuis un certain nombre d'années.

Néanmoins, il faut attendre encore deux ans, 2008 et l'après VIIIème *Asambleya Nazional*, pour que *Puyalón* décide de quitter définitivement CHA. En effet, après la débâcle de 2007, *Puyalón* a bon espoir de remporter les élections internes grâce à la candidature de Lola Giménez, conseillère municipale de Biscarrués. Malgré le bon score du courant critique, que l'on ne doit pas seulement au choix des membres de *Puyalón* d'ailleurs (43%), c'est Nieves Ibeas qui devient présidente. Nous avons dit que *Chobenalla* est alors provisoirement réadmise avant de se séparer de son propre chef au mois d'avril. Une partie de *Puyalón* se sépare de CHA dès l'issue du congrès national, le 15 janvier 2008, avec tout de même quelques exceptions notables, comme celle de Pedro Lobera qui, lui, préfère rester au parti.

La escisión de la facción radical de Chunta Aragonesista, integrada por la corriente de opinión Puyalón y la organización juvenil autónoma Chobenalla, no será total. Destacados militantes de Puyalón se desmarcaron ayer de manera rotunda de la salida del partido anunciada el domingo por Chorche Tricas, uno de sus portavoces oficiales, de común acuerdo con los otros dos, Zésar Corella -integrante también de Chobenalla- y Guillermo Sanz.
Dentro del grupo que se ha posicionado en contra de abandonar CHA destaca por trayectoria y amplio respaldo interno Pedro Lobera, diputado autonómico en la pasada legislatura, miembro del anterior consello nacional (ejecutiva) hasta que presentó su dimisión por la polémica suspensión de Chobenalla y ex portavoz de Puyalón.
De hecho, Lobera renunció a esa portavocía en la última asamblea de Puyalón por no estar de acuerdo con la posición rupturista de la mayoría de la facción radical, por lo que asumieron esa labor Tricas, Corella y Sanz. Los rupturistas tenían preconcebido desde hace un par de meses que la situación con que se afrontaba el VIII congreso de Chunta se saldaría con la salida del partido.
Por el contrario, Lobera, con mejor relación con el sector oficialista, que le llegó a ofrecer entrar en el comité nacional como parte de su lista, propugnaba establecer puntos de encuentro y resolver, sobre todo, la cuestión de Chobenalla para intentar evitar la escisión. El enfrentamiento de la organización juvenil con la anterior dirección de Chunta se había convertido, como se ha demostrado en el recién finalizado congreso, en uno de los asuntos que más ejemplarizaban el distanciamiento entre las diversas sensibilidades de la formación nacionalista.
El descontento de radicales y críticos con la dirección saliente cristalizó el sábado, además de en la baja aprobación obtenida por el informe de gestión (56,8%), en la revocación de la sustitución de Chobenalla por Chobentú como juventudes del partido. El respaldo a la organización que había sido expulsada de facto por el anterior consello (con la anuencia posterior del comité nacional y la maya de pleitos) alcanzó cerca de la mitad de la asamblea.
Esa votación pilló de sorpresa a todo el mundo. Una parte de la media docena de delegados de Puyalón y Chobenalla se enteraron fuera del salón del plenario, ya que se habían ausentado antes de la misma tras una discusión sobre cómo debía debatirse el asunto y porque estaban seguros de perder el escrutinio. Sin embargo, las enmiendas destinadas a confirmar el relevo de Chobentú fueron bloqueadas por 173 votos, el 42,2% de todos los delegados con derecho a voto. Los radicales que habían abandonado la asamblea, con Tricas a la cabeza, regresaron, pero al día siguiente, cuando se dieron a conocer los nombres del nuevo consello, repitieron la escenificación de la ruptura entre acusaciones de continuismo.
Lobera, según señaló a este periódico, comparte esa crítica y cree que "hay que trabajar desde dentro para profundizar en la renovación y, si no se consigue, plantearse la salida", pero también se muestra contrario "a la postura preconcebida de Puyalón -corriente de la que se dio de baja ayer mismo- de buscar una excusa para marcharse".

La opinión de Lobera es compartida por una parte significativa de Puyalón, que cuenta con unos 50 miembros y el sábado celebra una asamblea crucial para su futuro. Los dos concejales en Utebo e integrantes de la corriente en

Zaragoza y Huesca, hasta sumar una quincena, ya han decidido quedarse en CHA[616].

Ici, nous avons la preuve qu'en 2008, la réconciliation avait été envisagée entre *Chobenalla* et CHA. En revanche, nous comprenons aisément qu'elle était conditionnée à la victoire de la candidate de Biscarrués, Lola Giménez, la seule à offrir un profil réellement nouveau et, de surcroît, un profil plus nationaliste et plus à gauche que celui de Nieves Ibeas. D'après l'article publié par le quotidien conservateur, le congrès de 2008 fut houleux et pas toujours fairplay… Lobera est dans une position inconfortable, tiraillé entre CHA et *Puyalón* qui se livrent une guerre fratricide d'où le surnom de « Sarajevo » attribué à cette VIIIème *Asambleya* célébrée à Huesca. Ajoutons que si l'*Heraldo de Aragón* a parlé de cette bataille interne c'est pour mieux transmettre à l'opinion publique une image calamiteuse d'un parti qui se déchire et qui pourrait bien, à cette époque, disparaître.

Dans cette configuration fragile et avec des résultats catastrophiques aux élections législatives de 2008 et aux européennes de 2009, CHA parvient à atteindre le cap des élections municipales et régionales de 2011 qui sont cruciales. Nous avons dit qu'en 2011 CHA ne progresse que très légèrement, à tel point que le nombre de députés stagne dans la circonscription de Saragosse alors que les résultats des municipales (seule note positive de 2007) sont en recul en 2011. La machine CHA a donc du mal à se remettre en marche, « *en marCHA* » comme le disait le slogan de campagne de 2007. Un mois après les élections de 2011, un certain nombre de militants critiques (n'ayant pas forcément appartenu à *Puyalón* et regroupés sous le nom *Cucha y País*, gauche et pays en aragonais) décident de quitter CHA.

Un total de 36 militantes de Chunta Aragonesista (CHA), la mayoría de los cuales forman parte de la corriente Cucha y País, se han dado de baja del partido este viernes por «la forma de actuar interna y a veces externa» de los actuales dirigentes.
El secretario de Organización del partido, Juan Campos, ha confirmado las 36 bajas, que se han comunicado a la dirección esta tarde mediante un burofax enviado a la sede de Zaragoza. Cucha y País continúa como corriente interna de CHA y celebrará una asamblea en los próximos días. Todavía no han elegido al nuevo portavoz.

[616] « Militantes de Puyalón se desmarcan de la escisión de la facción radical de CHA », *Heraldo de Aragón*, 15 janvier 2008.

El zaragozano Valentín Cazaña, uno de los que se ha dado de baja, ha explicado que las personas que ahora abandonan CHA se identifican «un poco» con el partido y con la ideología, nacionalista de izquierdas, pero rechazan «las formas de actuar y el funcionamiento interno del partido».
Se ha producido un «desapego» por parte de estos militantes hacia la dirección de CHA, ha continuado Cazaña, quien ha precisado que «de momento no hay ninguna idea de crear nada nuevo, pero tampoco hay una decisión de no hacerlo».
Cazaña ha indicado que todos los ya exmilitantes siguen trabajando en el movimiento vecinal, asociaciones culturales, grupos ecologistas y otros colectivos, por lo que «seguiremos nuestra militancia social y política» en este ámbito. «Lo mismo puede ocurrir que dentro de un tiempo estemos en otra organización, como no hacerlo».
«Algunas personas estamos muy quemadas de la política y yo veo muy difícil que me implicara en un partido nuevo durante muchísimo tiempo», ha indicado Valentín Cazaña.
El exconcejal de Deportes de Zaragoza y fundador de CHA, Luis Pastor, se incluye en esas 36 personas que han dejado el partido porque «ha perdido sus valores y ya no me siento representado por esas siglas» a lo que se añade «la falta de libertad de expresión en el día a día».
Pastor ha afirmado que en CHA hay «una persecución del --militante--discrepante», tras lo que ha comentado que se abrirá un periodo de reflexión para «recuperar nuestro yo» político. Luis Pastor ha afirmado que «algunas personas de la estructura» del partido han llegado a «poner en duda la honorabilidad» suya y de otros militantes críticos.
El secretario de Organización de Chunta Aragonesista, Juan Campos, ha dicho que los ahora exmilitantes «no aceptaron de buen grado el resultado del proceso de confección de listas» electorales.
«Cada uno tiene que enmascarar sus percepciones personales con cosas más genéricas», ha dicho Juan Campos, quien ha aseverado que en todos los actos de CHA «hay libertad absoluta» para que cualquier militante exponga su opinión. Según Campos, ninguno de los ya exmilitantes ha sido elegido en los comicios autonómicos y locales del 22 de mayo[617].

En juin 2011, tous les militants de *Cucha y país* (gauche et pays) qui sont, pour certains d'entre eux, d'anciens membres de *Puyalón* restés à CHA lors de la première scission de 2008, quittent donc définitivement le parti nationaliste. Nous pouvons imaginer qu'ils ont attendu de connaître les résultats de la soirée électorale du 25 mai 2011 avant de prendre cette décision. Les résultats, pratiquement inchangés par rapport à 2007, semblent indiquer une stagnation des nationalistes, ce qui pousse les dissidents à partir. Dès lors, le message qu'ils livrent à la presse est dur vis-à-vis des dirigeants de CHA, au moins autant qu'en 2008 : CHA a trahi les militants de base, sa direction a vendu son âme, elle est retranchée et coupée de la réalité. Le reproche qui revient une nouvelle fois est le manque de démocratie interne. Les critiques mettent le

[617] « 36 militantes de CHA se dan de baja en el partido », *Diario de Teruel*, 11 juin 2011.

doigt sur une dérive attribuée aux dirigeants de CHA qui consiste à percevoir la moindre réprobation comme une hérésie, voire une trahison au parti. Finalement, ce qui est arrivé à CHA est arrivé à tous les partis politiques : en phase ascendante tout va pour le mieux alors qu'en phase décadente, tout s'effrite.

En revanche, contrairement à la décision de *Puyalón* en 2008, les membres du courant *Cucha y país* ne semblent pas prêts à s'organiser en un nouveau parti politique même si certains d'entre eux ont pu intégrer la plateforme *Bloque Independentista de Cuchas* (le bloc indépendantiste de gauche en français).

b. Bloque independentista de cuchas (BIC)

Cette coalition indépendantiste a vu le jour à la fin de l'année 2007. Le BIC prétend offrir une réponse à l'échec du nationalisme « modéré » de CHA et à sa stratégie d'institutionnalisation (à travers la coalition avec le PSOE qui lui a permis de gouverner la capitale aragonaise pendant 4 ans). L'échec cuisant de CHA en 2007 dans la ville de Saragosse constitue, aux yeux des membres du BIC, la preuve qu'il faut revenir aux sources d'un nationalisme aragonais radical, d'un indépendantisme révolutionnaire. Mais, toujours d'après ces indépendantistes de la première heure, CHA n'est plus en mesure de représenter cette option politique. C'est pourquoi BIC voit le jour. Au départ, cette coalition regroupe des partis politiques comme *Estau Aragonés* (dont elle se sépare un an après, en 2008), des collectifs jeunes et féministes (*A enrestida* et *A clau roya* respectivement) ainsi qu'universitaires (*Unibersidat*, ex-*Universidá* qui était l'ancien syndicat étudiant rattaché à *Chobenalla* et donc à CHA jusqu'en 2004). Le syndicat aragonais SOA (*Sindicato Obrero Aragonés*) fait également partie du BIC. Créé en 1999, il s'est également éloigné de CHA et compte aujourd'hui environ 300 affiliés d'après sa page web[618]. Il est certain que cette profusion de collectifs et d'organisations explicitement indépendantistes montre que cette option politique (défendue par environ 3% des Aragonais(es) selon les sondages semestriels du gouvernement aragonais relayés par l'*independómetro*[619]) n'est pas inexistante en Aragon ce

[618] www.soa-sta.org
[619] www.aragoncolonial.es

qui est déjà une nouvelle en soi. En effet, si la méconnaissance de l'Aragon explique en partie la méconnaissance du nationalisme aragonais en Espagne et en Europe, que dire de l'indépendantisme aragonais ? Par ailleurs, il est tout aussi évident que ces collectifs ne regroupent que quelques centaines de jeunes gens qui sont souvent « multicartés », c'est-à-dire qu'on les retrouve dans plusieurs de ces mêmes collectifs.

En 2009, lors des élections européennes, le BIC appelle à voter pour la liste de *Iniciativa Internacionalista-La solidaridad entre los pueblos* (II-SP) où l'on retrouve des membres de *Chobenalla*, *Cucha independentista* et de *Puyalón* –notamment Zésar Corella, de *Chobenalla*, en quatrième position sur une liste de 25, par conséquent très bien placé puisqu'il s'agit d'une liste unique pour tout l'État espagnol– et dont nous avons déjà dit qu'il s'agissait de la nouvelle marque de l'entourage de *Batasuna* et qui avait donc failli être interdite. Cette candidature fut annulée par le *Tribunal Supremo* espagnol le 16 mai 2009. Le recours présenté par II-SP au *Tribunal Constitucional* fut admis et les indépendantistes purent donc se présenter. Pour nous faire une idée de ce que représente actuellement cette option politique, rappelons que cette liste a recueilli lors des dernières élections européennes moins d'un millier de voix en Aragon, 957 très exactement (733 à Saragosse, 162 à Huesca et 62 à Teruel, soit 0,2% des résultats totaux). Labordeta disait qu'il n'y avait en Aragon que 40 000 nationalistes, aux vues de ces résultats nous pourrions le paraphraser et dire qu'il n'y a que 1000 indépendantistes. Mais ce serait trompeur car il y a aussi des indépendantistes qui ne cautionnent pas la violence et pour qui il était impensable de voter comme *Batasuna*. Or, si l'on mise sur 3% d'indépendantistes en Aragon, comme les enquêtes gouvernementales le disent, nous obtenons 39 000, c'est-à-dire à peu près le même chiffre que celui des nationalistes selon l'estimation de Labordeta.

En 2011, c'est *Puyalón* qui se présente aux élections municipales et régionales. À Artieda d'Aragón, les indépendantistes ont obtenu un conseiller municipal. Comme il s'agit d'une commune d'une centaine d'habitants, l'élu a été obtenu avec 29 voix. Aucune autre candidature municipale n'a été présentée. En ce qui concerne, les élections aux Cortès d'Aragon, *Puyalón* ne

s'est pas présenté, contrairement à *Tierra Aragonesa*, un autre parti souverainiste, qui n'a obtenu que 830 voix, soit 0,13%. Pas de doute, nous avons bien affaire à des groupuscules très minoritaires, généralement antisystèmes puisque souvent ils ne se présentent pas aux élections et, si c'est le cas, ils obtiennent des résultats marginaux. Aux législatives espagnoles de novembre 2011, *Puyalón* a appelé à glisser dans les urnes de « vrais faux » bulletins *Puyalón de cuchas*, en aragonais, en catalan ou en castillan, avec les différents axes de sa politique[620] : Autodétermination et indépendance ; Construction du socialisme ; Récupération des langues et de la culture autochtone ; Défense environnementale et écologisme social ; Lutte féministe et anti-patriarcale ; Combat contre le caciquisme et la spéculation ; Radicalité démocratique ; Mémoire historique et dédommagements ; Solidarité internationaliste.

Même l'*Heraldo de Aragón* s'est intéressé à cette éclosion d'organisations indépendantistes dans le quartier de la Magdalena de Saragosse, le fief de l'extrême-gauche aragonaise indépendantiste. Le titre de l'article donne d'entrée de jeu la tonalité: « Soberanistas aragoneses: pocos, divididos y enfrentados »[621]. Publié début 2009, cet article révèle que pas moins de 3 partis politiques aragonais se proclament indépendantistes. Il s'agit d'*Estado Aragonés* (EA) et *Tierra Aragonesa* (TA). Sur la pleine page consacrée au souverainisme par le quotidien conservateur, l'on aperçoit une photo de réunion de *Puyalón* où les membres sont en train de voter à main levée ; on dénombre une vingtaine de personnes. Sur les murs, on trouve des consignes de luttes qui présentent une esthétique que l'on pourrait qualifier d'*abertzale* ou pour le moins d'extrême-gauche antisystème ; le drapeau aragonais indépendantiste (avec une étoile rouge au centre) ne manque pas. Voyons ce que dit l'article de Carlos Villanova:

> *Uno de los fenómenos políticos extraparlamentarios acaecidos en los últimos dos años ha sido la proliferación de pequeñas formaciones que se declaran soberanistas o independentistas, una ideología que en Aragón siempre se ha movido en parámetros marginales y que hasta ahora no se había organizado bajo un formato de partido autónomo. Sin embargo, el 2,8% de la población*

[620] Je vous renvoie aux annexes pour voir un modèle de ces faux bulletins, p.195.
[621] Carlos Villanova, « Soberanistas aragoneses: pocos, divididos y enfrentados », *Heraldo de Aragón*, 29 janvier 2009.

que se declara partidaria del independentismo, según los datos del último Barómetro de Opinión, tiene ahora una amplia, aunque fragmentada oferta.
Actualmente, hay tres partidos en esa onda: Estado Aragonés (EA), Puyalón y Tierra Aragonesa (TA). El primero se define como independentista y de izquierda democrática, el segundo como independentista y socialista revolucionario, el tercero como soberanista y socialdemócrata. Sus portavoces Andrés Castro (EA), Chorche Tricas (Puyalón) y Guillén Castro (TA), aseguran rechazar el uso de la violencia como medio para lograr sus fines políticos.
Además, tienen presencia específica dos formaciones juveniles: Chobenalla, que fuera la organización alevín de CHA, y Astral, con la misma función con Estado Aragonés. Igualmente es destacable la asociación A Enrestida, la más veterana (se creó en 2003) y donde confluyen elementos anarquistas y de extrema izquierda. Y, en un listado exhaustivo, hay que citar al Sindicato Obrero Aragonés, que se proclama organización sindical del nacionalismo de izquierda aragonés, y el colectivo universitario Unibersidá[622].

Le journaliste commet apparemment dans son introduction une légère imprécision. À l'époque où il écrit, *Puyalón* ne s'est pas encore constitué en parti politique ; ce n'est que deux mois plus tard que cette formation sera formellement inscrite auprès du Ministère espagnol de l'intérieur. Nous reviendrons sur cet anachronisme plus tard.

Caldo de cultivo común
Aunque en Tierra Aragonesa y A Enrestida se dan circunstancias diferentes, una realidad común a estas recientes organizaciones es la presencia de CHA como casa matriz o notable influencia. La formación, fundada en 1986 y con representación parlamentaria desde 1995, ha integrado durante dos décadas un amplio abanico del aragonesismo de izquierdas, desde el autonomismo radical hasta elementos independentistas más o menos explícitos pero que nunca habían estado organizados.
Antes de CHA, el referente del aragonesismo de izquierdas era el PSA, socialista y federalista que en su mayor parte terminó por integrarse en el PSOE. En sus estertores surgió un testimonial y efímero Movimiento Nacionalista Aragonés (MNA). El soberanismo, en esos momentos, no tenía una plasmación orgánica y estructural de ningún tipo. Sin embargo, el crecimiento de Chunta ha llevado aparejado la organización y el desarrollo paralelo de hasta la entonces desperdigada militancia independentista. Al final, la fricción de esos grupos internos con una dirección oficial más moderada en la cuestión territorial ha terminado en escisión, pero ya con una mínima estructura, aunque sea de pequeños grupúsculos enfrentados entre sí.
La huella de los soberanistas también es reconocible en CHA. La formación ha tenido hasta ahora tres corrientes internas sucesivas, todas de marcado acento independentista. En 1989 se creó Caxicar, donde se agruparon los militantes más radicales. Fue ella la que propuso en la II y III asambleas de CHA introducir la defensa del derecho de autodeterminación en los estatutos del partido, objetivo que lograron al segundo intento. Su relevo lo tomó en 1998 Puyalón, una denominación distinta para defender las

[622] Carlos Villanova, « Soberanistas aragoneses: pocos, divididos y enfrentados », *Heraldo de Aragón*, 29 janvier 2009.

mismas ideas. Actualmente, varios militantes de CHA, partidarios del soberanismo han formado la corriente Cucha y País, con Valentín Cazaña, Luis Pastor y Charo Giménez como principales exponentes.

Cinco años antes de la constitución de Puyalón, CHA decidió formar sus juventudes. En vez de desarrollar una sección juvenil ligada a la disciplina de partido, se optó por la creación de Chobenalla, una organización autónoma cuya relación con Chunta se establecía por acuerdo entre las dos partes y que desde su inicio se decantó por la línea soberanista. Solo tres años después de su fundación, en 1996, tuvo una escisión de un grupo que entendía que la dirección de CHA pretendía domesticarlos y que formó el colectivo Luita, de corta existencia.

El desencuentro de Puyalón y Chobenalla con la línea oficial de CHA se acrecentó entrados ya en este siglo y se enmarañó con el debate interno sobre la necesidad de renovación orgánica e institucional, que capitalizó la última asamblea de la formación nacionalista, celebrada en enero de 2008[623].

Dans ce paragraphe, la filiation avec *Chunta Aragonesista* est manifeste. Le fait que la prolifération de groupuscules indépendantistes ait eu lieu après l'expulsion de Chobenalla en 2004 permet de tracer l'origine de ces collectifs indépendantistes. 2004 représente ainsi une année paradoxale pour CHA. D'un côté, elle souhaite être assimilée sur la scène politique espagnole aux PANE souverainistes (ERC et EA, en Catalogne et au Pays basque respectivement), alors qu'en Aragon c'est la ligne plus pragmatique, plus fédéraliste et moins nationaliste, qui prend le dessus et force les plus radicaux à quitter le parti.

División interna

Esa tensión con los soberanistas tuvo una primera eclosión en 2006, cuando miembros de Puyalón residentes en Barcelona, con Andrés Castro como cabeza visible, deciden crear su propio partido recuperando el nombre de Estado Aragonés, la formación que en 1933 organizó Gaspar Torrente, el referente histórico de los nacionalistas aragoneses junto a Julio Calvo Alfaro. Su nueva versión ha sido el primer partido de Aragón en declararse doctrinalmente independentista. Según Castro, contando con Astral, tienen unos cuarenta afiliados.

Un segundo momento de ruptura se produce en 2007, cuando Estado Aragonés, A Enrestida, Puyalón y Chobenalla (estos dos últimos aún dentro de CHA, aunque Chobenalla en enfrentamiento abierto), forman el Bloque Independentista de Cuchas (el BIC). El proceso rupturista culmina en la asamblea de 2008, con la salida de la mayor parte de Puyalón de CHA, y unos pocos meses después cuando Chobenalla sigue el mismo camino. Ambas dicen contar cada una con unos 50 miembros.

La tercera organización soberanista, Tierra Aragonesa, tiene un origen diferente, aunque su presidente, Guillén Forcada, militó un año (1992) en CHA. Sin embargo, sus referentes previos más cercanos serían Iniciativa Aragonesa, la escisión del PAR que estuvo activa unos pocos años, y la Asociación Cultural Nacionalista.

[623] *Op. Cit.*

Este partido, de unos cuarenta militantes acaba de celebrar su primer congreso. No obstante, presentó candidaturas al Senado en Zaragoza y Huesca en las últimas generales. Logró 900 votos entre ambas listas. Además, negocia con Estado Aragonés y formaciones republicanas y soberanistas de Valencia, Cataluña y Galicia una coalición para las europeas.

Esa negociación con TA ha propiciado recientemente la expulsión de Estado Aragonés del BIC. Al poco de nacer, la que iba a ser la plataforma aglutinadora del independentismo de izquierdas ha sufrido su primera división, una constante que parece inexorable en el microcosmos soberanista. La única actividad que ha logrado aglutinar a todas estas formaciones, incluida Cucha y País, que participó como asociación cultural ante el desmarque de CHA del acto, fue la manifestación del 20 de diciembre contra la bandera española en la Plaza de Aragón.

Las elecciones autonómicas de 2011, una incógnita

¿Habrá formaciones soberanistas en las elecciones autonómicas y municipales de 2011? ¿Se creará alguna plataforma que englobe a todas o algunas de esas organizaciones? Toda una incógnita que ninguno de los portavoces consultados se atreve a despejar con seguridad. Quien aparenta mayor vocación electoralista es el presidente de Tierra Aragonesa, Guillén Forcada, quien manifiesta su seguridad de que su partido concurrirá a los comicios y su deseo de intentar "un planteamiento de candidaturas de unidad".

La propuesta tiene pocos visos de cuajar. El partido con más intención de alcanzar acuerdos con TA es Estado Aragonés, que ya tiene casi cerrado un pacto de coalición para las europeas. Esta organización, aunque difiere en contenidos con Tierra Aragonesa, comparte la visión sobre estrategia electoral y la creencia de que es el momento de lanzarse al escrutinio de las urnas. Pero solo contempla una coalición para las elecciones a ayuntamientos. La posición de Puyalón y Chobenalla es, en apariencia, irreconciliable con Tierra Aragonesa, que consideran de derechas. Además, aunque manifiestan una vocación de "crear un amplio movimiento sociopolítico independentista y anticapitalista" prefieren darse "tiempo" para una posible cita electoral[624].

Le journaliste dresse le portrait de ces partis politiques indépendantistes mais ne parle pas des autres organisations souverainistes plus orientées sur le terrain de la culture ou de la défense de la langue aragonaise. Retenons que les mouvements indépendantistes ne comptent que quelques dizaines de militants chacune, ce qui prouve que nous sommes bien en présence de formations marginales qui se connaissent car souvent les nouveaux partis naissent de scissions de formations déjà existantes. Il convient de souligner que souvent ces scissions tiennent plus à des désaccords personnels, des luttes d'égo, des guerres intestines qu'à de réelles divergences politiques. En lisant cet article (et

[624] *Op. Cit.*

différents blogs[625] où ces militants indépendantistes passent leur temps à se reprocher tous les actes ou toutes les déclarations qu'ils peuvent commettre ou faire) nous ne pouvons éviter de penser au film des Monty Python, *La Vie de Brian* où le Front du Peuple Judéen est l'ennemi juré du Front du Peuple de Judée…

Ce qui apparaît clairement, en tout cas, c'est que ces partis ont souvent une vocation extraparlementaire dans la mesure où ils ne souhaitent pas se présenter aux élections. Nous avons donc plutôt affaire à des collectifs que l'on pourrait qualifier d'agitateurs sociaux, sans véritable vocation gouvernementale. Le fait qu'un quotidien comme l'*Heraldo* se soit intéressé à ces mouvements peut surprendre de prime abord mais un peu moins si l'on y regarde d'un peu plus près. En effet, l'article affirme que les trois partis dont il est question condamnent la violence. Or, au moment de la publication de l'article, janvier 2009, le BIC est probablement déjà en pourparlers avec la gauche radicale basque afin de constituer une liste commune pour la circonscription de l'État espagnol, celle qui naît quelques mois après, *Iniciativa Internacionalista*, et pour laquelle Arnaldo Otegi, le leader de la gauche *abertzale* demande finalement le vote. Nous ne pouvons évidemment pas assurer que le journaliste, Carlos Villanova, savait au moment de la publication de l'article que cette coalition allait se faire. Mais si c'était le cas, il pourrait s'agir d'une tentative de porter préjudice une nouvelle fois à CHA et de réduire ses possibilités dans une échéance électorale qui s'annonce extrêmement difficile pour la formation nationaliste. S'agit-il d'établir un lien entre CHA et le nationalisme radical comme le fait la presse madrilène lorsqu'elle rappelle que l'ETA est le produit d'une dérive du PNV ? S'agit-il pour l'*Heraldo* de faire culminer le processus de diabolisation commencé par Guillermo Fatás en 2003, lorsque CHA est entrée au gouvernement municipal de Saragosse ? Cela nous paraît tout de même difficile à croire… Il y a un élément troublant, néanmoins. Comme Saragosse est une ville somme toute petite, il s'avère que Carlos Villanova, le journaliste de l'*Heraldo* est un ami d'enfance de Chorche Tricas et de Guillermo Sanz (de *Puyalón*) ; ils ont fréquenté le même lycée

[625]http://aragonando.wordpress.com/2009/01/31/el-soberanismo-aragones-en-heraldo/; http://elblogdeluispastor.wordpress.com/2009/04/21/europa-de-los-pueblos-cha/

pour être exact. C'est ce que dit en tout cas Chorche Tricas lui-même sur un forum d'internet:

> *Pues sí Rafel (Fleta), Carlos (Villanova) tiene amigos personales. (Chorche) Tricas es uno y yo (Guillermo Sanz) soy otro que fue conmigo al instituto y era de mi pandilla, y aún mantengo una buena relación con él, y estate seguro que voy a seguir teniéndola aunque en el ejercicio de su profesión tenga que hacer de mamporrero al mismísimo Pizarro* (PDG d'Endesa et aragonais d'origine). *Así que si te sabe malo* (sic) *que tengamos de amigos a la persona a la que TU* (sic) *sí que le has estado informado de todo, además de forma maliciosa. O te crees que no sabemos que estuvo hablando contigo más de tres horas para el artículo, y que le enviaste material de asambleas porque te salió de los huevos, que has informado al Heraldo (Valero, que no sé qué amistad te unirá con él…) sobre personas con datos sobre su situación laboral aún a sabiendas de que ello podría generar problemas a esa persona, y te crees con la capacidad moral de acusar a alguien*[626].

La citation nous paraît résumer parfaitement le climat entre ces différents partis indépendantistes. Ici, les tensions sont plus que palpables entre Rafel Fleta, ex-secrétaire général d'*Estado Aragonés*, formation écartée du BIC et Chorche Tricas, de *Puyalón* devenu *Puyalón de cuchas*. Tous deux ont pourtant été militants de CHA et camarades.

Pour en revenir à la possible connivence entre le journaliste et les indépendantistes, nous pouvons nous poser quelques questions. Ainsi, de la même façon qu'on peut se demander si Carlos Villanova savait que *Puyalón* allait se constituer en parti politique en mars 2009 (d'où l'anticipation à le citer comme tel en janvier), on peut se poser la question : savait-il que les pourparlers étaient en marche avec la gauche radicale basque pour les élections européennes de juin 2009 ? S'agissait-il d'un plan pour que les Aragonais fassent l'amalgame nationalisme/terrorisme afin de nuire à CHA qui allait rééditer sa coalition avec les indépendantistes catalans et basques d'ERC et d'EA ? Toutes ces questions sont pour nous sans réponse.

Ce qui ressort de tous ces blogs, en tout cas, c'est que la rupture entre les nationalistes modérés de CHA, autrement dit la direction et le noyau historique, et les indépendantistes est définitive et qu'il n'y a plus aucun espoir

[626]http://aragonando.wordpress.com/2009/01/31/el-soberanismo-aragones-en-heraldo/ Commentaire daté du 6 février 2009 à 13H25.

de réconciliation. C'est ce qui apparaît par exemple en 2009 sur le blog de Luis Pastor, l'ex-conseiller municipal de Saragosse en charge des sports. En 2009, il débat avec les membres de *Puyalón* qui ont quitté CHA en 2008, il défend sa permanence au sein des nationalistes ; en juin 2011, il part avec les 35 autres membres de *Cucha y país*. Lisons tout de même cet extrait de son blog d'avril 2009 où Rafel Fleta répond à la défense de la coalition *Europa de los Pueblos* et l'alliance de CHA avec ERC et EA faite par Luis Pastor:

> *Luis, lo dijo Andrés Castro [ex-CHA, à l'époque membre d'*Estado Aragonés*] hace cinco años en* El Periódico *y fue amonestado por ello: CHA va aliado con los independentistas mientras que dentro los amordaza y maniata. Incluso los difama y los expulsa, si hace falta.*
> *CHA no hace nada por la soberanía de Aragón, en todo caso desmovilizar y desorientar al conjunto del aragonesismo, sea éste cultural o político, está pendiente únicamente del pacto con el PSOE, de suceder al PAR como socio del partido de la socialdemocracia española, que en Aragón sería más españolista que en Extremadura, si pudiese.*
> *Sin duda, el que quiera ver reconocida la soberanía de Galiza, Euskal Herria o los Països Catalans, puede votar a Europa de los Pueblos, no hay más que ver las webs de BNG, Aralar o ERC para ver que esos partidos defienden negro sobre blanco la independencia para sus respectivos países. En la web de CHA no aparece nada de eso. Los aragoneses que queremos la independencia de Aragón no tenemos ninguna razón para votaros.*
> *Como digo, hace cinco años algunos empezamos a denunciar esta contradicción, hoy estamos tratando de reconstruir una alternativa nacionalista para Aragón. Nacionalista, soberanista, independentista o autodeterminista ha de ser lo mismo. Alternativa política, por supuesto, nada que ver con ninguna "lista blanca" de Batasuna que parece que "ilusiona" a algunos otros excompañeros*[627].

Nous avons là le résumé de la démarche de ces indépendantistes aragonais qui ont quitté CHA pour construire d'autres projets politiques. Les propos sont extrêmement durs avec la direction de CHA. La vocation gouvernementale de CHA est perçue comme de l'arrivisme, comme de la soif de pouvoir. De son côté, Fleta nie que la liste d'*Iniciativa Internacionalista* soit instrumentalisée par *Batasuna*. Cependant, quelques mois plus tard, Arnaldo Otegi a bien appelé les *abertzales* à voter pour cette liste en raison de l'interdiction de *Batasuna*. Il faut savoir que les cercles proches de Batasuna n'ont jusqu'à présent pas condamné la violence terroriste de l'ETA. Autrement dit, même si les partis de la coalition *Iniciativa Internacionalista* (les Aragonais du BIC, mais aussi les Castillans de *Tierra Comunera*…) ne pratiquent pas la violence, nous pouvons nous étonner de leur tolérance ou complicité face à la non condamnation

[627] http://elblogdeluispastor.wordpress.com/2009/04/21/europa-de-los-pueblos-cha/

explicite du terrorisme de la part de la vitrine politique de l'ETA, leur alliée de fait dans cette élection, et à qui ces partis rendent un grand service.

Après avoir étudié les partis indépendantistes actuels en Aragon dont la plupart proviennent d'une façon ou d'une autre de CHA, nous allons à présent analyser les associations culturelles ou linguistiques qui ont, ou ont eu, un lien avec le parti nationaliste afin de calibrer la présence de CHA au sein des cercles culturels aragonais et, donc, la pénétration que le parti a pu avoir dans la société aragonaise. S'il est vrai que l'aragonésisme politique a pu 'effrayer' une partie non-négligeable de la population aragonaise du fait de la mauvaise presse des nationalismes en général, et des multiples divisions que nous venons d'analyser, ce n'est pas le cas de la récupération de l'Histoire de l'Aragon, ses hommes illustres, ses langues, ses paysages, son eau… Il ne faut pas oublier d'ailleurs, que l'aragonésisme politique découle de l'aragonésisme culturel. Cela s'est produit ainsi aussi bien au début qu'à la fin du XXème siècle. C'est pourquoi nous allons à présent passer en revue les mouvements culturels et linguistiques qui ont constitué la première pierre de l'aragonésisme.

3) Les associations linguistiques et culturelles

a. La défense de la langue aragonaise

La sensibilité des fondateurs de CHA envers les langues vernaculaires d'Aragon –l'aragonais et le catalan– n'est pas nouvelle en 1986, au moment de la fondation de CHA, puisque la revendication linguistique des aragonésistes resurgit, comme nous l'avons vu, autour de la revue *Andalán* au début des années 1970. La nouveauté provient plutôt de son ampleur –en tout cas symbolique– puisque le caractère trilingue de l'Aragon et de CHA –aragonais, catalan et castillan– est bien mis en avant dans le choix du nom du parti en 1986 : *Unió(n) Aragonesista* (UA) – *Chunta Aragonesista* (CHA). Le (n) permet de lire le nom du parti à la fois en castillan et en catalan, tandis que l'aragonais apparaît dans *Chunta Aragonesista*, traduction aragonaise d'*Unión Aragonesista* ou *Junta aragonesista*. Ce choix est à replacer dans le contexte de l'époque où la revendication nationale semble nécessairement associée à une revendication linguistique. C'est le cas de tous les nationalismes périphériques de la péninsule, où chaque territoire qui aspire à être et à exister, se doit d'avoir une langue vernaculaire propre[628].

Trilinguisme ou monolinguisme de CHA ?

La situation linguistique aragonaise est complexe, puisque l'Aragon est trilingue et, sans que cela soit dit ouvertement, il est clair qu'aux yeux des militants de CHA, seule la langue aragonaise peut tenir le rôle de langue nationale. Le catalan présente, en effet, l'énorme inconvénient d'être la langue revendiquée par un puissant mouvement nationaliste, non seulement en Catalogne mais aussi dans tous les Pays Catalans (l'aire linguistique catalane) qui comprend –fatalement pour les nationalistes aragonais– la *Franja* aragonaise.

[628] Nous disons de la péninsule car ce n'est pas le cas des nationalistes canariens, le cas de la langue sifflée étant très spécifique.

Entre 1986 et 1988, pourtant, il y a affichage d'un trilinguisme officiel avec la dénomination *Unió(n) Aragonesista / Chunta Aragonesista* et les sigles UA-CHA, ce qui pourrait rappeler ceux du Parti Nationaliste Basque, *Partido Nacionalista Vasco / Euzko Alderdi Jeltzatea* (PNV/EAJ). Les réalités aragonaise et basque sont extrêmement différentes, néanmoins le PNV a privilégié de fait la dénomination castillane du parti en raison de la réalité sociolinguistique basque ; les Basques sont très majoritairement hispanophones, y compris les Basques nationalistes. Nous sommes loin du modèle des partis catalanistes qui ont une dénomination en langue catalane exclusivement.

Cette option trilingue ne sera jamais contestée ouvertement au sein du parti, pourtant certains sympathisants, à titre individuel, ont pu me révéler qu'ils avaient eu du mal à comprendre ce choix, certes digne et légitime, mais très éloigné de la réalité sociolinguistique de l'Aragon[629]. Il est vrai que les Aragonais voient majoritairement la *fabla* avec sympathie, d'autant plus que sa situation est très précaire. D'ailleurs, le substrat aragonais toujours présent dans le castillan parlé en Aragon –surtout dans le lexique– n'est pas négligeable. Cette présence lexicale provoque dans certains esprits la conscience d'avoir perdu la langue vernaculaire ; cette perte semble légitimer la lutte pour sa conservation et sa promotion dans les contrées où elle n'a pas totalement disparu. Néanmoins, d'aucuns ont peur que le combat pour la reconnaissance de l'aragonais ne nuise à la consolidation du parti sur le territoire, notamment dans les contrées où l'aragonais a disparu, c'est-à-dire l'ensemble de l'Aragon à l'exception d'un petit tiers pyrénéen. La simplification et la caricature linguistique faite par les détracteurs est vite trouvée et s'inspire une fois de plus des voisins immédiats. On en vient, en effet, à dire que si CHA était aux affaires, les Aragonais seraient obligés de parler aragonais et non plus castillan, comme le font soi-disant les PANE qui gouvernent la Catalogne et le Pays basque. *Grosso modo*, tel est le raccourci utilisé par une certaine classe politique aragonaise. Le message est démagogique, simpliste, caricatural et populiste. Néanmoins, les fantasmes que produisent les différentes lois de

[629] Rappelons que l'on estime à 3% le nombre d'Aragonais catalanophones (soit environ 40 000 personnes) et à 1% celui des aragonophones (soit 12 000 personnes).

normalisation linguistique dans les territoires voisins (en Catalogne notamment) peuvent nuire à un parti comme CHA.

Pour ce qui est de la recatalanisation linguistique, elle n'a pas toujours été comprise et est loin d'être populaire dans un territoire comme l'Aragon où 96% de la population est désormais hispanophone. L'anti catalanisme est à fleur de peau, notamment depuis que les projets de transvasement de l'Èbre vers l'agglomération de Barcelone voient le jour en 1971. En outre, la plupart des Aragonais ne considèrent pas le catalan comme une langue aragonaise ; ils nient d'ailleurs la catalanité linguistique des Aragonais de l'Est car, pour eux, reconnaître l'identité linguistique c'est reconnaître l'identité nationale et des Aragonais ne peuvent pas être catalans, c'est impossible…

Affichage du seul aragonais

De fait, c'est essentiellement l'aragonais qui va être défendu comme la véritable langue nationale même si le catalan est toujours cité, et il faut souligner que le choix d'un nom en aragonais (même s'il est associé à deux autres langues en 1986) constitue une première puisque, jusqu'alors, aucun des PANE aragonais n'avait eu de nom aragonais, pas même une traduction du nom officiel castillan. Ce choix en dit long sur les intentions de CHA quant au combat pour la reconnaissance officielle de cette langue. Jamais un parti politique n'avait défendu jusqu'alors cette cause aussi clairement. Ajoutons que ce choix n'a rien de surprenant car, parmi les premiers *chunteros*, nombreux sont ceux qui viennent des associations constituées en défense de la langue aragonaise, comme nous le verrons.

Ce choix est confirmé par le fait que tous les termes désignant les différentes instances officielles du parti sont exclusivement en langue aragonaise, (*Asambleya Nazional*, *Consello*, *Ligallo*...) mais il s'agit, en fait, d'un simple effet d'affichage car ces instances sont bien la seule chose figurant en aragonais. En effet, le fonctionnement interne du parti se fait dans la langue majoritaire du pays, c'est-à-dire le castillan. Si l'on prend, par exemple, le texte de la première *Asambleya Nazional* déjà citée et dont le titre est pourtant

trilingue[630], on constate qu'il est intégralement en castillan à l'exception d'un passage –précisément celui consacré à l'officialisation des langues aragonaises, soit 6 pages sur 87– qui est en aragonais. Nous pouvons considérer ce détail comme la preuve que l'utilisation de l'aragonais au sein du parti n'est que symbolique et ne peut être que minoritaire, étant donnée la réalité linguistique de l'Aragon. Mais ce passage n'est même pas rédigé en catalan, ce qui montre, nous semble-t-il, que la plupart des nationalistes aragonais de CHA, surtout implantés à Saragosse, connaissent plutôt mal la réalité culturelle et linguistique de la *Franja* catalanophone d'Aragon même s'ils défendent la langue parlée dans les *comarcas* limitrophes avec la Catalogne, du comté de la Ribagorça/*Ribagorza*, au nord, jusqu'au Matarranya/*Matarraña*, au sud. Quant à leur connaissance de la langue catalane elle-même, elle est très approximative. Pour preuve, on trouve dans le titre en catalan de cette première *Asambleya Nazional* deux fautes d'accentuation en trois mots[631]. CHA se contente donc de faire le strict minimum pour ce qui est du traitement du catalan. En effet, si ses militants défendent l'idée du plurilinguisme de la nation aragonaise –d'autant plus que celle-ci fut bilingue (aragonais/catalan) dès sa fondation– et souhaitent en faire une image de marque, ils savent que la voie est étroite quand il s'agit de défendre la catalanité linguistique d'une partie de la nation aragonaise.

De plus, s'il est vrai que les Aragonais de langue catalane se sentent majoritairement aragonais et non catalans, ils ne sont pas pour autant nationalistes aragonais. D'ailleurs, la défense de la langue catalane faite par CHA dans ces contrées orientales n'a jamais porté ses fruits –électoraux, s'entend. Peut-être parce que, de fait, les premiers combats politiques de CHA

[630] *Porque ya era hora / Perquè ja caleba / Pèrque ja calía* (sic).

[631] *Pèrque ja calía* au lieu de *Perquè ja calia*. Nous ne pouvons leur en tenir rigueur étant donné que la ville à l'époque n'offrait pas la possibilité d'apprendre le catalan –ni à l'université, ni à l'Ecole officielle de Langues (EOI)– contrairement à aujourd'hui. Par ailleurs, cela ne faisait que deux ans, depuis 1984, que quelques écoles de l'Aragon oriental avaient commencé à proposer des cours facultatifs de catalan, en plus de l'horaire normal des élèves. L'instauration progressive de ces enseignements fut possible grâce au conseiller à la Culture du premier gouvernement aragonais, José Ramón Bada, catalanophone lui-même, en 1984, ce qui provoqua une vive polémique dans un Aragon encore imprégné de franquisme. Comment accepter en effet qu'en Aragon, l'un des piliers de l'Espagne éternelle et impériale, soit parlée la langue des séparatistes catalans ?

ont plutôt porté sur la défense des montagnes, contre l'inondation de vallées pour la construction de barrages ainsi que sur la 'réserve' des locuteurs de langue aragonaise vivant dans ces contrées pyrénéennes[632]. C'est regrettable pour CHA, d'un point de vue stratégique, dans la mesure où le poids des Aragonais catalanophones est nettement supérieur à celui des locuteurs de langue aragonaise –40 000 contre 12 000.

La désaffection, peut-être inconsciente de CHA pour le catalan se manifeste de manière évidente en 1988 par l'abandon de la version catalane dans le nom du parti. Le 'n' entre parenthèses disparaît du mot *Unión*, alors qu'il avait permis auparavant la synthèse des langues castillane et catalane. Finalement, l'affichage de l'aragonais comme langue officiellement revendiquée par le parti devient indiscutable lorsqu'en 1990, c'est le modèle linguistique catalan (un nom unique pour le parti et en langue vernaculaire) qui est choisi par les militants de CHA.

> *Luego, por razones de imagen, al cabo de unos años, después de tanta confusión, porque había medios de comunicación que nos llamaban UACHA, UA, CHA, la Chunta, la coalición Unión Aragonesista/Chunta Aragonesista en fin, hemos leído barbaridades en esos primeros años, con lo cual en el año 1990 hicimos una Conferenzia Nazional y ahí decidimos una opción estratégica: que el partido pasara a denominarse exclusivamente Chunta Aragonesista. De hecho, hicimos un logotipo que refleja expresamente eso. Es un buen logotipo porque se ve en cualquier distancia, en cualquier tamaño, se ve y refleja claramente la historia y se identifica con el nombre. Ésa es un poco la apuesta. Entonces, recogimos ese nombre histórico*[633].

Pour plus de facilité, de fluidité et de lisibilité, affirme-t-on, une majorité de militants d'UA-CHA décident de ne garder que le nom du parti en langue aragonaise, même si les deux autres dénominations pourront toujours être utilisées –dans les faits postérieurs, on s'aperçoit que cela n'a jamais été le cas. La langue aragonaise va ainsi se transformer peu à peu presque en une image de marque du parti, que l'on appelle souvent *la Chunta*, tout court et avec un article. Personne en Aragon, pas un politicien, pas un journaliste ne dit la *Junta*, en castillan. Les nationalistes de CHA apparaissent ainsi naturellement

[632] Rappelons qu'une de ces régions est néanmoins catalanophone, la Ribagorça, avec une zone de transition vers l'aragonais parfois conflictuelle d'un point de vue linguistique comme à Benás/Benasc/*Benasque* par exemple où le dialecte local présente autant de caractéristiques de l'aragonais que du catalan. Les linguistes semblent plutôt faire pencher la balance du côté aragonais au sein de la variante *ribagorçana* de la langue catalane.
[633] Cf. Annexes, p.64.

comme les héritiers de ces consignes autonomistes, voire indépendantistes que l'on a vu sur des graffitis en Aragon à partir des années 1970 : « *Aragón ye Nazión* », « *Independenzia* », « *Aragón ye o mío País* », « *Autodeterminazión* », « *Ista ye a mía tierra, Ista ye a mía fabla* »[634]… Mais le nom et les instances de CHA ne sont pas les seuls à apparaître 'officiellement' en cette langue. Les principaux dirigeants du parti portent en effet des prénoms ostensiblement aragonais (*Bizén* Fuster, *Chesús* Bernal, *Chesús* Yuste…) alors que cette langue n'a, à cette époque-là, aucun statut officiel en Aragon[635], ce qui leur vaut, d'ailleurs, rappelons-le, d'être connus familièrement –et parfois péjorativement, il faut bien le reconnaître– comme *los de la 'fabla'* (du nom populaire que reçoit la langue aragonaise). Il s'agit, pour ce parti de jeunes Saragossais qui ont pour la plupart acquis cette langue par conviction idéologique, d'affirmer leur attachement à la langue aragonaise presque agonisante et, de surcroît, contestée par une partie des philologues de l'université aragonaise, comme nous le verrons ensuite.

Les associations de défense et promotion de l'aragonais

L'aragonais a donc du mal à se défaire de l'étiquette de langue 'politisée'. En effet, dès les années 1970, les Aragonais qui souhaitent apprendre –réapprendre, selon eux– la seule langue qui arbore le nom du pays –dans une conception essentialiste de la nation (une langue, une nation)– sont des jeunes qui, pour la plupart, découvrent l'existence de cette langue en lisant *Andalán* et en redécouvrant l'histoire de l'Aragon par l'historiographie aragonaise (ou catalane, d'ailleurs). Naît alors le phénomène des *neofabláns*, autrement dit les néo-locuteurs aragonais qui vont parfois 'aragonessiser' leur prénom à l'instar des principaux dirigeants de CHA (*Bizén, Lorién, Chuan,*

[634] L'écrivaine catalane Teresa Pàmies en parle dans son livre *Vacances aragoneses*, Destino, Barcelone, 1979. Elle y dit d'ailleurs que, pour elle, l'Aragon n'est pas (plus ?) une nation.

[635] Le Statut d'Autonomie de 1982 n'évoque que la protection et la promotion des *modalidades lingüísticas* d'Aragon –sans citer leur nom– qui dépend du sous-département de la protection du patrimoine aragonais. On n'est donc pas très loin du traitement que pourrait recevoir une langue morte, semblable à celui d'un site archéologique ibère par exemple. Néanmoins, en septembre 2010, une « *Ley de Lenguas de Aragón* » fut adoptée aux Cortès d'Aragon grâce aux socialistes et aux nationalistes de CHA, loi qui n'envisage pas explicitement le caractère officiel des langues minoritaires d'Aragon mais qui permet officieusement de les utiliser, y compris dans l'administration. Voir certains de ces graffitis en annexes, p.175-176.

Chesús, Chusé, Zésar…). Cette passerelle entre langue aragonaise et parti politique coule en réalité de source puisque les jeunes universitaires de Saragosse qui rejoignent les membres provenant du PSA, du MNA, d'AAA… appartiennent également aux associations culturelles et linguistiques qui revendiquent la langue aragonaise comme le *Consello d'a Fabla aragonesa*.

Le *Consello* comme on l'appelle communément est une association culturelle créée en 1976 et légalisée deux ans après, c'est-à-dire en pleine transition démocratique espagnole et en plein « boum » des mouvements culturels et politiques aragonésistes. Le siège de cette association se trouve à Huesca, la capitale du Haut Aragon, région où la langue aragonaise est la plus vivante, et non à Saragosse qui concentre pourtant la plupart des locuteurs de cette langue puisqu'il y a, à partir de la fin des années 1970, plus de néo-locuteurs que de locuteurs 'naturels' –des locuteurs ayant acquis l'aragonais par transmission générationnelle. Parmi les membres de cette association, on retrouve des membres de CHA tels que Chesús Bernal (secrétaire général de CHA de 1986 à 1998), Bizén Fuster (président du parti de 1995 à 2008) ainsi que Francho Nagore, le fondateur du *Consello* dont il a été le président de 1978 à 2004. C'est d'ailleurs sous sa présidence que le *Consello* organise un congrès à Huesca en 1987 afin de doter la langue aragonaise –dialectalisée selon les variantes des différentes vallées– d'un code orthographique standard, le désormais célèbre *Congreso ta ra Normalización de l'Aragonés*. Mais, avant cette date, le *Consello* a été à l'origine de nombreuses initiatives. Dès 1977, l'association publie le *Diccionario aragonés*, un dictionnaire considéré comme la référence pour l'aragonais, celui d'un prêtre, *mosén* Rafael Andolz[636]. Cette même année voit le jour un manuel de grammaire, celui de Francho Nagore lui-même, *Gramática de la lengua aragonesa*.

Si l'on en croit la notice que l'on trouve dans la *Gran Enciclopedia Aragonesa*:

> *Asociación que tiene como objeto la defensa, promoción, estudio y difusión de la lengua aragonesa. Surge en Zaragoza, en la primavera de 1976, merced a la actividad de un grupo de profesores, estudiantes y trabajadores, que desde años atrás sentían la necesidad de revitalizar el aragonés y potenciar su resurgimiento, en un momento en que parecía abocado a la desaparición a*

[636] *Diccionario aragonés, aragonés-castellano, castellano-aragonés*, Librería General, Saragosse (1977). En Aragon, vestige des langues vernaculaires, les prêtres arborent le titre de *Mosén*.

causa de la total desasistencia por parte de los poderes públicos, e inserto en un contexto general de renacer de la conciencia aragonesa.
Cabe distinguir dos etapas bien definidas en el proceso evolutivo del Consello*: la anterior a su legalización, con centro en Zaragoza, y el posterior traslado de su centro de gravedad al Alto Aragón, coincidiendo aproximadamente con su legalización. Dentro de la primera etapa, a poco de su constitución, hace público un manifiesto en el que solicita el reconocimiento oficial y científico del aragonés como lengua, y el respeto a la realidad lingüística de Aragón.*
El Consello d´a Fabla Aragonesa *ha sido siempre consciente de la urgente necesidad de acelerar el proceso de normalización lingüística, y para ello planifica su actividad en dos terrenos fundamentales: la unificación lingüística y, en el plano sociológico, su difusión a través de la enseñanza y la presencia en los medios de comunicación. La unificación de la lengua no supone el acabar con las distintas variedades dialectales habladas en Aragón, sino el partir de ellas y de todos los elementos comunes que poseen para la elaboración de un instrumento común como vehículo literario, premisa fundamental para su difusión en la prensa con carácter literario. Labor que culminará con la publicación del* Diccionario Aragonés*, de Rafael Andolz , y la* Gramática de la lengua aragonesa*, de Francho Nagore , ambas obras aparecidas en 1977, y con la celebración en 1987 en Huesca del* I Congreso ta ra normalización de l´aragonés*, de cuya organización se hizo cargo.*
En esta etapa, el Consello d´a Fabla Aragonesa *participa en la elaboración, por una comisión de juristas del Colegio de Abogados de Zaragoza, del anteproyecto de Estatuto de Autonomía de Aragón, que no sería tenido en cuenta por la Asamblea de Parlamentarios, y que recoge, en su capítulo IV, artículos 21 a 23, los derechos de las minorías lingüísticas en Aragón. Al propio tiempo se elabora un plan de enseñanza continua del aragonés a través de sucesivos cursillos que se darán también por prensa y radio, en Zaragoza, y que tendrán continuidad con los organizados durante el verano por el* rolde *de Biescas, en esta villa pirenaica. Se editan sendos folletos que recogen la traducción o versión aragonesa de nombres propios y topónimos altoaragoneses, reivindicándose al mismo tiempo el derecho a inscribirse en el registro civil con nombres en lengua vernácula y solicitando la rotulación en carreteras y centros urbanos con los topónimos en aragonés. […]*
El Consello d´a Fabla Aragonesa *es miembro de la* Asociación Internacional para la Defensa de las Lenguas y Culturas Amenazadas *(AIDLCM), y en calidad de tal ha asistido a varios congresos internacionales de la misma, e incluso organizó en julio de 1997 en Huesca el decimoctavo. En diversos escritos y entrevistas con autoridades aragonesas, esta asociación ha pedido la cooficialidad del aragonés, al menos en los territorios donde todavía se habla o se conoce, y un estatuto personal, que permita a cualquier persona aragoneso-hablante utilizar su lengua en sus relaciones con la Administración*[637].

L'encyclopédie aragonaise qui, rappelons-le, est proche du renouveau aragonais et de la mouvance aragonésiste, insiste sur le rôle de cette association dans la normalisation de la langue aragonaise : toponymie, anthroponymie, élaboration d'un standard commun pour l'ensemble des variantes dialectales,

[637] « Consello d'a Fabla Aragonesa », *GEA*, www.enciclopedia-aragonesa.com

enseignement de l'aragonais et/ou en aragonais… Tout semble indiquer que nous avons affaire à une normalisation linguistique de la langue autochtone comme celle qui a pu avoir lieu dans les territoires ibériques non castillans (Catalogne, Valence, Baléares, Galice, Navarre, Pays basque et en moindre mesure les Asturies) à la différence près, qu'en Aragon, comme nous le savons, les langues vernaculaires ne deviennent pas automatiquement co-officielles avec les Statuts d'autonomie. Le *Consello*, qui avait pourtant réfléchi au statut légal de la langue aragonaise, n'a pas réussi à en faire une langue officielle au moins dans les vallées où les habitants la pratiquent encore, afin de dignifier celle qui fut l'une des « langues nationales » de la Chancellerie Royale de la Couronne d'Aragon, ainsi que ses locuteurs. Il ne s'agit pas pour autant d'un échec exclusif du *Consello*. Nous savons que les locuteurs aragonais ne représentent à l'époque que 1% de la population, soit environ 12 000 habitants. Mais ce n'est pas la minorité linguistique qui pose un problème, c'est la langue en soi. En effet, l'aragonais, en raison des aléas de l'Histoire, n'a pas été codifié comme les autres langues nationales. Nous savons que les langues deviennent 'nationales' dès lors qu'il y a une volonté politique. En 1976, il est donc dialectalisé, fragmenté en fonction des 'frontières naturelles' (les dialectes correspondent aux différentes vallées) ce qui permet de dire aux 'aragonosceptiques' du département de philologie hispanique de l'Université de Saragosse que l'aragonais n'existe pas (ou n'existe plus) et qu'il n'y a dans les vallées pyrénéennes que des *hablas altoaragonesas*. D'après cette définition, ce ne sont donc pas des langues mais des *hablas* qui ne forment pas un système linguistique unifié. Certains de ces philologues vont jusqu'à affirmer que l'aragonais est une variante du castillan, d'autres qu'il s'agit d'une variante du gascon… Seuls les linguistes les plus politisés, ceux qui souhaitent faire de l'Aragon un territoire officiellement trilingue, défendent l'existence de l'aragonais et le besoin de l'unifier. Nous pourrions ajouter que les hispanistes 'aragonosceptiques' ont également un objectif politique, naturellement tout autre : faire officiellement de l'Aragon un territoire exclusivement hispanophone, où les minorités linguistiques (pyrénéennes et catalanisantes) seraient privées de droits linguistiques pour la simple et bonne raison que leur langue maternelle n'en serait pas une. Par conséquent, nous comprenons que le principal enjeu du *Consello* est de doter l'aragonais d'un standard dans la

mesure où il est impossible de lutter pour la survie d'une langue avec plusieurs modèles orthographiques.

C'est donc chose faite en 1987[638], à Huesca, lors du *Congreso ta ra normalización de l'aragonés*, dirigé par Francho Nagore. Ce congrès s'était occupé en amont (depuis mai 1986, autrement dit autour de la date de création de CHA) d'étudier les différentes propositions de codification et de se concerter avant de les adopter à Huesca. Le *Consello* n'aurait sans doute pas été si prolifique au cours de ces 36 années sans le travail acharné de Francho Nagore Laín qui est devenu, pour ainsi dire, la personnification de cette association, voire de la langue aragonaise. D'un point de vue politique, Nagore est également l'un des membres fondateurs de *Chunta Aragonesista*. Il a été candidat de CHA aux élections européennes de 2004 et 2009, et candidat aux sénatoriales dans la circonscription de Huesca. En 2004, quatrième sur la liste européenne de CHA, il est le seul candidat à publier, en aragonais, une tribune sur l'aragonais et sa condition de langue européenne. Francho Nagore, finalement, montre que la passerelle entre la défense de la langue aragonaise et la défense de la nation aragonaise est claire et évidente. Tous les nationalistes aragonais ne sont pas nécessairement des locuteurs de langue aragonaise, mais les défenseurs de la langue aragonaise sont souvent nationalistes. Ainsi comprenons-nous mieux pourquoi les premiers *chunteros* étaient surnommés *los de la fabla* par leurs adversaires politiques. Le besoin de codification pour l'aragonais répond aussi au besoin de CHA qui souhaite s'exprimer et écrire en langue aragonaise afin de la divulguer et de la normaliser en dépit de son caractère non-officiel[639].

[638] Paradoxalement, dès 1984, l'aragonais et ses variantes sont enseignés dans les écoles pyrénéennes, bien que de façon facultative et en dehors des heures de cours. C'est à l'initiative de José Ramón Bada, le Ministre de la Culture du tout premier gouvernement aragonais (1983-1987) dirigé par l'ex-PSA Santiago Marraco que les langues vernaculaires d'Aragon ont pu être enseignées malgré le Statut de 1982 mais aussi grâce à lui puisqu'il y est question de protéger et de transmettre les '*modalidades lingüísticas propias*'. José Ramón Bada est un ancien jésuite. Originaire de Favara del Matarranya, il est catalanophone.

[639] Il y aurait ici un parallélisme à établir entre une certaine forme de nationalisme aragonais qui reposerait aussi sur la langue autochtone et le catalanisme pour qui la langue catalane est le pilier de la nation revendiquée. La langue aragonaise constitue aussi pour la revendication nationaliste aragonaise l'un des aspects centraux même si, seule une infime partie des Aragonais ont cette langue autochtone pour langue maternelle ou l'ont apprise à l'âge adulte pour des raisons culturelles et/ou idéologiques et qu'elle ne peut évidemment pas jouer le rôle fédérateur qu'a la langue en Catalogne.

Mais cette identification de plus en plus nette entre le *Consello* et CHA, et donc entre le standard de 1987 et CHA, s'est finalement retournée contre la langue aragonaise. En effet, à partir de 2004, date des premières scissions dans le nationalisme aragonais, les dissidents qui ont quitté CHA vont refuser d'utiliser l'aragonais standard de 1987 (celui de Francho Nagore, donc) au profit d'un autre code qu'ils vont élaborer eux-mêmes, en semant le doute sur la pertinence scientifique du standard de Huesca. Nous pensons notamment au syndicat étudiant *Unibersidá* qui est devenu *Unibersidat*. Selon le dialecte aragonais utilisé, nous avons un « t » final ou pas. Le changement de nom montre que les indépendantistes proches de *Puyalón*, *Chobenalla* (du BIC, finalement) cessent d'utiliser un code, celui de 1987, jugé trop proche de CHA.

Cette division politique dont les incidences sont linguistiques, vient s'ajouter à une autre contestation, antérieure, car le *Consello* n'a pas été la seule association linguistique. Ainsi, en 1982, l'année du Statut d'autonomie aragonais, s'était constitué à Saragosse le *Ligallo de Fabláns de l'aragonés*.

Nous avons vu que le *Consello* avait rapidement quitté la capitale aragonaise pour se baser à Huesca, la capitale administrative de l'*Altoaragón*, la région aragonaise où l'aragonais reste le plus vivant. Entre temps, de la fin des années 1970 au début des années 1980, le renouveau culturel aragonais (redécouverte de l'Histoire, des grands personnages, de la musique traditionnelle non-folklorique…) entraîne l'apparition des *neofabláns*, le phénomène des nouveaux locuteurs de l'aragonais qui deviennent rapidement plus nombreux que les locuteurs de langue maternelle[640]. Et ce sont ces *neofabláns* qui créent le *Ligallo* en 1982[641]. Le *Consello*, ayant quitté la capitale aragonaise pour Huesca, les néo-locuteurs de la capitale aragonaise, proches de groupes embryonnaires de CHA, préfèrent créer une nouvelle association linguistique. Aujourd'hui, le *Ligallo* fédère trois regroupements :

[640] Aux 12 000 locuteurs maternels de langue aragonaise, environ 30 000 Aragonais de Saragosse auraient appris cette langue depuis la fin des années 1970 jusqu'à nos jours.
[641] Nous commençons à connaître ce nom aragonais que l'on retrouve aussi bien dans la structure de CHA que dans les associations de supporters du Réal Saragosse.

Saragosse, Teruel et *Cinco Villas* (ouest de l'Aragon). Dans le nord, dans l'*Altoaragón*, c'est le *Consello* qui reste hégémonique. D'après la *GEA*:

> *Asociación con sede en Zaragoza, creada en 1982 con la finalidad de agrupar a la gente que en dicha localidad conoce, habla o se interesa por el aragonés, y coordinarla para trabajar por esta lengua. Además de los cursillos de aragonés que anualmente organiza en su sede y en diferentes barrios de Zaragoza, merecen destacarse entre sus actividades diversas jornadas y ciclos de conferencias (por ejemplo: las «Chornadas sobre lengua aragonesa», en Zaragoza, en mayo de 1985, o las «Chornadas de combibenzia ta fabladors de l´aragonés», en Sin, Bal de Chistau, en septiembre de 1985).*
> *En los noventa, el «Ligallo» ha evolucionado de una línea juvenil hacia el desarrollo de actividades orientadas a la mejora de la situación del aragonés y diseñadas con calidad. Con implantación en todo Aragón pero especialmente en Zaragoza, donde está su sede, hace de puente entre la realidad hablante y la castellanizada del resto del país, y siempre con un importante componente juvenil. Sus objetivos actuales son la normalización del aragonés desde el punto de vista lingüístico, social y oficial, y el desarrollo de la cultura en esta lengua, mediante la divulgación y el compromiso con la sociedad aragonesa, especialmente la aragonesófona. Entre sus actividades: cursos y seminarios de aragonés, jornada de* L´Aragonés en a Carrera*, celebración de la* Tronca de Nabidá…[642]

Même si, pour certains, les défenseurs de la langue aragonaise sont nécessairement proches de CHA, ce n'est pas toujours le cas. L'aragonésisme peut en effet aller du régionalisme conservateur à l'indépendantisme radical en passant par un nationalisme fédéralisant modéré. La lutte pour la langue aragonaise a également connu d'autres scissions que celles internes à CHA. Ainsi, l'écrivain Chusé-Raúl Usón, le fondateur des éditions *Xordica*[643], a quitté le *Consello* pour créer la *Sociedat de Lingüística Aragonesa* (SLA)[644] où la consigne « nouvelle association, nouvelle graphie » semble être de mise puisque cette association a adopté un nouveau code en raison de divergences linguistiques et politiques. Il faut savoir que Chusé Raúl Usón est proche d'*Izquierda Unida* et que les tensions politiques entre CHA et IU ont toujours été vives, au moins jusqu'à leur alliance électorale stratégique de 2011. Créée en 2004, la SLA est basée dans la Ribagorça/*Ribagorza* et utilise donc sa

[642] GEA, « Ligallo de fabláns de l'aragonés », www.enciclopedia-aragonesa.com.
[643] *Xordica* fut créée en 1994 par Chusé-Raúl Usón et Chorche Tricas, l'ex-membre de CHA dont nous avons parlé. Cette maison d'éditions spécialisée dans les auteurs aragonais et de la périphérie espagnole (parfois dans la traduction d'ouvrages originaux en langue galicienne, basque, catalane ou aragonaise) a une excellente réputation dans les cercles littéraires aragonais et espagnols. Parmi les écrivains aragonais édités par Xordica, nous pouvons citer Javier Tomeo, Félix Romeo, José María Conget, Jesús Moncada, Mariano Gistaín, Antón Castro, Ismael Grasa, Cristina Grande, Miguel Mena, Ángela Labordeta, Sergio Algora, David Gascón, Eva Puyó, Aloma Rodríguez…
[644] http://sites.google.com/site/sociedat/

propre graphie (nommée tout simplement SLA) qui est celle qu'utilisent aussi les jeunes indépendantistes si l'on en croit le changement de nom du collectif *Unibersidá* qui est devenu *Unibersidat* et dont nous avons parlé.

Évolution de la langue aragonaise

Nous avons signalé qu'à la fin des années 1970, on estimait à 12000 le nombre de locuteurs de cette langue qui en faisaient usage tous les jours –et encore seulement dans leur quotidien familial, étant donnée la grave situation de diglossie dans laquelle la population était plongée. Avec la résurrection de l'aragonésisme à cette même période, les jeunes Aragonais sympathisants de ce courant, notamment dans la ville de Saragosse, vont se 'ré-aragonessiser' linguistiquement. Ainsi, malgré les divisions, les différentes associations linguistiques ont le mérite d'avoir garanti une forme de transmission de la langue aragonaise dans des régions totalement hispanophones depuis des siècles, comme c'est le cas de la région métropolitaine de Saragosse. En revanche, il est difficile de savoir combien de locuteurs compte exactement la langue aragonaise. En effet, le désintérêt des pouvoirs publics aragonais, du fait du caractère non-officiel des langues vernaculaires, empêche d'avoir des chiffres fiables[645]. Les chiffres régulièrement cités dans les articles de sociolinguistique en Espagne remontent au recensement de 1981 ! En effet, lors de cette macro-enquête, les Espagnols étaient interrogés sur l'utilisation d'une langue (*habla*) autre que le castillan. Dans les zones aragonophones, 11 824 personnes avaient déclaré utiliser une variante de l'aragonais quotidiennement alors que 17 653 autres s'estimaient compétents dans cette langue. Au début des années 1980, nous pouvons donc estimer à 30 000 le nombre d'Aragonais compétents dans cette langue autochtone[646]. Cela peut paraître très peu pour les 1 200 000 habitants que compte l'Aragon à l'époque, mais ces 2,5% de la

[645] Ce n'est évidemment pas le cas pour la langue catalane car les universités et les institutions catalanes veillent sur la santé du catalan en Aragon où cette langue présente d'ailleurs les chiffres d'utilisations les plus élevés de toute l'aire catalanophone, ce qui est assez paradoxal car la langue catalane n'est pas officielle.

[646] www.charrando.com (*Portal de l'aragonés*) est la page d'où sont extraites ces données d'un recensement de 1981. Ce site avait pour vocation de devenir le web de référence pour tout ce qui, de près ou de loin, se rattache à la langue aragonaise. Les auteurs étaient issus de plusieurs associations linguistiques. Nous parlons au passé car la page n'a pas été actualisée depuis juin 2010.

population totale d'Aragon que constitue cette donnée, représentent une population équivalente à la troisième ville aragonaise, Teruel. Depuis lors, aucune enquête sociolinguistique d'envergure n'a été faite pour connaître la proportion d'Aragonais qui ont des connaissances ou parlent habituellement la langue aragonaise. En revanche, en 2000, le gouvernement aragonais avait commandé à l'*Euskobarómetro* (un institut qui fait des enquêtes en principe au Pays basque) une étude sociolinguistique dans les contrées du nord de l'Aragon, l'Altoaragón. En 2000, le premier gouvernement de Marcelino Iglesias a promis de faire une loi en faveur des langues vernaculaires. Si le catalan d'Aragon ne pose pas de réels problèmes (en dehors des quelques exaltés qui tentent d'imiter le sécessionnisme valencien), le cas de l'aragonais est plus délicat en raison d'un débat très simple que nous avons mentionné plus haut : la langue aragonaise existe-t-elle ? Aux vues de la polémique et des positions très politisées de part et d'autre, il n'est pas surprenant que le gouvernement aragonais de l'époque ait choisi un institut de l'extérieur pour mener à bien ces enquêtes. C'est justement sur cette enquête basque de l'an 2000 que doit s'appuyer le sociolinguiste Natxo Sorolla[647], un Aragonais catalanophone résidant à Barcelone, pour tenter de réactualiser le nombre de locuteurs en mars 2012. Citons Sorolla:

> *Fa un temps vam actualitzar el nombre de parlants de català als 9,6 milions de persones en tots els territoris de llengua catalana, a partir de la replica dels darrers estudis, publicant-ho a l'Informe sobre la situació de la llengua catalana de l'any 2010. Per la necessitat de comptar amb la mateixa xifra per a l'aragonès, hem revisat el nombre de parlants d'aragonès publicat en diferents espais, i hem vist que continua sense haver-hi una actualització.Tot i que l'any 2009 vam actualitzar a la Wikipedia en català la xifra als ~25.000 parlants, amb referència inclosa a l'Informe de l'Euskobarometro (2000), continua havent-hi un ball de xifres en diferents informes i espais solvents que gens afavoreix l'anàlisi sociolingüístic d'esta llengua.*
> *Per a comptabilitzar el nombre de parlants d'aragonès hem treballat de la següent manera. L'estudi demolingüístic més recent i complet sobre la llengua aragonesa és l'Informe més amunt referenciat. L'estudi s'elabora en una àmplia àrea territorial que engloba una població de 129.964 persones, segons el Cens de 1991. […] En la seua extensió cap al sud, l'estudi és clarament expansiu, amb la intenció de recollir la llengua aragonesa en tot el seu possible territori. […]*
> *Algunes notes metodològiques sobre aquestes xifres:*

[647] Natxo Sorolla fait partie de la *Xarxa Cruscat*, de l'*Institut d'Estudis Catalans* (IEC), un observatoire de la langue catalane dans une perspective sociolinguistique qui regroupe plusieurs centres de recherches de tous les territoires de langue catalane. C'est le coordinateur technique de plusieurs rapports sur la langue catalane publiés par l'*Observatori de la llengua catalana*.

•L'estudi és obert a les diferents denominacions que els propis parlants donen a la llengua. Per tant, no pot presentar excessius problemes pel que fa al conflicte de denominacions. […]
•Per contra, hi ha força parlants d'aragonès fora de l'Alt Aragó. D'una banda, població gran parlant patrimonial que va emigrar sobretot a Saragossa, però també a altres ciutats, com Binèfar o Montsó. D'una altra, els neoparlants, població més jove, que també té una activitat important sobretot en grans nuclis urbans. Aquesta població competent faria variar, a l'alça, el nombre total de parlants d'aragonès.
•Entre els estudis amb base empírica de què es disposa fora del territori analitzat per l'Informe de l'Euskobaròmetro hi ha l'estudi a la ciutat de Montsó que va fer l'Ajuntament l'any 1997. En aquesta vila el nombre de parlants d'aragonès se situava en els 957 parlants. És per això que un cens total de parlants d'aragonès fàcilment depassaria, almenys a finals dels anys 90, els 25.000 parlants.
En tot cas, la incorporació de dades sociolingüístiques a Aragó en el Cens de 2011 fa preveure que finalment obtindrem uns recomptes de parlants que actualitzaran els ~25.000 parlants d'aragonès i els 42.000 parlants de català a la Franja (Font: 'Informe 2010, pàgina 12)[648].

Si l'on en croit cette étude basée sur une extrapolation d'une enquête menée en 2000, il y aurait aujourd'hui environ 25 000 locuteurs divisés à part égale entre natifs et *neofabláns*. Si ces chiffres s'avéraient exacts, cela voudrait dire que le nombre de natifs serait pratiquement inchangé depuis 1981 ; le nombre de *neofabláns*, lui, serait relativement élevé. Or, la langue aragonaise est une langue menacée de disparition d'après les derniers rapports de l'Unesco[649]. Cette organisation internationale préfère d'ailleurs parler de 10 000 locuteurs. Une stagnation du nombre d'aragonophones maternels (12 000 en 1981 et 12 500 en 2000) nous paraît peu plausible. En effet, sans stimulations officielles, sans enseignement obligatoire, nous ne voyons pas comment la transmission aurait pu se maintenir car l'uniformisation linguistique castillane n'a fait que s'accélérer avec l'entrée de la télévision dans tous les foyers. N'oublions pas que nous nous trouvons de surcroît dans une région où l'exode rural et la perte de population se sont aggravés et que les enfants de ces vallées sont nés et élevés ailleurs, dans un contexte hispanophone. Quant au nombre de *neofabláns*, il pose également un problème. D'après Sorolla il y en aurait environ 12 500 alors que 5 000 personnes seulement seraient passées par les

[648]http://xarxes.wordpress.com/2012/03/13/la-llengua-aragonesa-te-25-000-parlants-i-el-catala-a-la-franja-42-000/

[649] « El aragonés, en peligro de extinción », *Heraldo de Aragón*, 15 février 2012.

écoles associatives de langue aragonaise au cours de ces 25 dernières années[650]. Certes, des *neofabláns* peuvent être autodidactes mais peuvent-ils représenter une fois et demie le nombre de néo-locuteurs passés par les écoles ?

De toute façon, nous n'avons pas eu accès aux chiffres des différentes associations. Nous ne sommes donc pas en mesure de dire combien de membres ont adhéré aux différentes associations, ni combien de temps. Il est donc difficile d'avoir un autre ordre de grandeur. Ce que l'on peut affirmer aujourd'hui c'est que la situation de l'aragonais demeure plutôt critique : pas de standard consensuel, par d'enseignement obligatoire, pas de statut officiel… Nous ne pouvons pas vraiment être surpris que l'aragonais soit systématiquement classé par l'Unesco parmi les langues en voie d'extinction. Une exception notable tout de même et une note un peu plus positive : l'aragonais est relativement présent sur internet ou en tout cas sur des pages emblématiques à tel point que d'aucuns s'en étonnent. C'est le cas de l'article « Language revitalization through free software: the case of Aragonese » où l'on apprend que l'aragonais est la langue la plus présente sur Wikipédia par rapport aux nombre de locuteurs[651].

> *With an estimated 10,000 native speakers, it is in a much more precarious position than its neighbors Catalan and Basque. Nevertheless, there is a vibrant online Aragonese community that is working hard to develop free and open source resources to support and help revitalize the language. One notable example is the tremendous volunteer effort that has gone into developing the Aragonese Wikipedia; weighing in at 25,000+ articles and 2.5 million words, it is believed to be the largest Wikipedia of any language, per number of native speakers.*

La santé précaire de l'aragonais offre un autre paradoxe : le nombre relativement important des associations qui luttent pour la divulgation, la reconnaissance, voire la survie de l'aragonais. D'après le site *Charrando*, en comptant les associations locales et celles qui ont une activité sur le territoire aragonais, il y aurait près d'une quarantaine d'associations qui s'inscrivent dans la mouvance linguistique aragonaise (*Consello, Ligallo, Nogará, Colla Unibersitaria por l'Aragonés*…). Nous ne pourrons pas ici les étudier toutes.

[650] www.charrando.com : "*En los últimos 25 años unas 5.000 personas han realizado cursos de aragonés*".
[651] http://indigenoustweets.blogspot.com/2011/12/language-revitalization-through-free.html

Celle qui retient notre attention est l'*Academia de l'Aragonés*, une association qui, comme le nom l'indique, avait pour vocation de devenir l'Académie officielle de la langue aragonaise après l'adoption d'une loi sur les langues vernaculaires. Après l'adoption de la *Ley 10/2009, de 22 de diciembre, de uso, protección y promoción de las lenguas propias de Aragón* –qui prévoit la création d'un Conseil Supérieur des Langues d'Aragon dont les membres sont nommés par le président aragonais sur proposition du gouvernement, des Cortès et de l'Université de Saragosse ainsi que des académies scientifiques pour la langue aragonaise et la langue catalane d'Aragon– nous retrouvons de nombreux membres de cette *Academia de l'Aragonés*, dont le militant de CHA Francho Nagore, dans l'officielle *Academia de la Lengua Aragonesa* qui s'est finalement constituée en mai 2011[652].

Nous avons donc pu remarquer que nous retrouvions dans les différentes associations linguistiques des noms déjà connus et familiers du nationalisme aragonais. La passerelle entre « langue » et « nation » est ouvertement tracée. Ainsi, certains militants nationalistes estiment avoir besoin d'une langue nationale afin de mieux justifier leur nationalisme alors que des défenseurs de la langue aragonaise peuvent conclure qu'ils ont impérativement besoin d'un territoire national pour que leur langue ne disparaisse pas. Nous pouvons donc affirmer que les associations linguistiques ont joué un rôle fondamental dans la consolidation du mouvement nationaliste aragonais, et ce, malgré la marginalisation de la langue aragonaise en Aragon, son manque de cohésion et la faiblesse de son implantation (1% des Aragonais qui reconnaissent pratiquer la langue).

Les nationalistes aragonais ne sont cependant pas tous issus de la revendication linguistique, nous savons que l'Histoire et la culture aragonaise exprimée en castillan ont également été importantes. Ainsi, d'autres associations aragonaises ont joué un rôle dans la récupération de l'Histoire de l'Aragon autour de laquelle s'est cristallisé le sentiment nationaliste, d'abord culturel, puis politique, à la même période que le *Consello d'a fabla*

[652] « La Academia de la Lengua Aragonesa empieza a tomar cuerpo con la elección de sus miembros », *Heraldo de Aragón*, 8 mai 2011.

aragonesa. En 1977, c'est le *Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés* (RENA), dont nous avons déjà parlé, qui voit le jour à Saragosse. De nombreux adhérents étaient membres des deux associations car la langue aragonaise constitue aussi l'un des aspects culturels (et politiques) défendus par le RENA. Nous avons évoqué plus haut la naissance de RENA et son rôle dans l'émergence du sentiment aragonais, voyons à présent quel est son impact aujourd'hui, trente-cinq ans après sa constitution.

b. La défense de la culture aragonaise aujourd'hui

Le *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA)

Les associations culturelles de la fin des années 1970 ne sont vraiment pas compartimentées car nous observons une totale transversalité dans le combat linguistique de la langue aragonaise qui devient, dans les associations autres que purement linguistiques, un enjeu politique et historique. Nous retrouvons ces enjeux également dans *Rolde*. Ainsi, parmi les fondateurs du REA, y-a-t-il des membres du *Consello d'a fabla aragonesa.* C'est le cas de José Ignacio López Susín, à l'époque étudiant en Droit[653]. Plus éloquent : en 1983, Rolde partage son siège avec le *Ligallo de fabláns*, au 99 de la rue Coso de Saragosse[654]. Aujourd'hui, parmi les membres du conseil exécutif du REA, nous trouvons encore certains proches de CHA, c'est le cas de López Susín, par exemple.

D'après le site de l'association, le REA est :

> *•Veterana y con experiencia, porque desde 1977 viene trabajando por la dignificación y promoción de los diferentes elementos que configuran la cultura en nuestra comunidad autónoma.*
> *•Activa y vital, porque no descuida los problemas del presente y del futuro de Aragón, manteniendo grupos de trabajo como la Sección de Lenguas Minorizadas, el Archivo de Aragonesismo Contemporáneo o el Centro de Estudios sobre la Despoblación y Desarrollo de Áreas Rurales. Exposiciones,*

[653] Nacho L. Susín devient 9 ans plus tard l'un des fondateurs de CHA, parti qui l'a proposé en 2011 pour siéger au Conseil Supérieur des Langues d'Aragon.
[654] *Pasar haciendo caminos. Rolde de Estudios Aragoneses* (1977-2002), Collection "Bal de Bernera" n°8, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse (2002), p.17.

fiestas, cursos, jornadas de debate, ayudas a la investigación... forman parte del funcionamiento de REA.
•Prolífica, como avala el centenar largo de publicaciones aparecidas bajo el sello editorial de REA. Entre ellas la revista Rolde, trimestral, es toda una referencia en el panorama de la creación, la investigación y la divulgación de temas aragoneses.
•Plural y progresista, porque aquí todo el mundo tiene cabida y abiertos a la colaboración con otros colectivos e instituciones.
Y, además de otras muchas cosas (declarada de utilidad pública, con biblioteca y centro de consulta y documentación para quien lo desee, etc.), es ante todo un colectivo humano[655].

Comme nous pouvons le constater, les axes d'études sont proches des thèmes préférés des nationalistes : langue, territoire, dépeuplement… Les articles de la revue *Rolde, Revista de cultura aragonesa*, éditée par le REA, traitent majoritairement ces sujets même s'ils parlent également de littérature et de culture aragonaise en général ; les articles peuvent être publiés dans l'une des trois langues de l'Aragon : aragonais, catalan et castillan. La consécration pour REA est arrivée quand l'association a été déclarée d'utilité publique par le Ministère de l'Intérieur espagnol en 1997, soit 20 ans après son apparition. Ce statut permet aux membres de l'association (les particuliers mais aussi les entreprises et les mécènes) de déclarer la souscription à REA afin de déduire 25% de cette somme de l'impôt sur le revenu. Il y aurait aujourd'hui environ un demi-millier de souscripteurs, pour la plupart en Aragon mais aussi à l'extérieur. En 2002, le REA a fêté ses 25 ans d'existence en publiant un ouvrage hommage, *Pasar haciendo caminos*[656]. Dans ce livre, les différents membres de l'association (aujourd'hui historiens, politiciens, écrivains, juristes, artistes…) font un bilan plutôt positif du rôle de REA dans la société aragonaise. En effet, ils constatent que de nombreux sujets divulgués par eux à travers leurs différentes publications[657] sont devenus une réalité : autonomie politique (malgré des débuts difficiles, l'Aragon en 2002 est officiellement une 'nationalité'), nouveau découpage administratif alternatif aux provinces espagnoles (les *comarcas* commencent à être une réalité en 2002 même si les

[655] www.roldedeestudiosaragoneses.org
[656] *Pasar haciendo caminos. Rolde de Estudios Aragoneses (1977-2002),* Collection "Bal de Bernera" n°8, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse (2002). Le 5 mars 2012, rien n'a été fait en revanche pour son 35ème anniversaire. Peut-on interpréter cela comme une preuve de la 'dépression' que traverse l'aragonésisme politique et culturel depuis 2007 ?
[657] D'après le REA, dès 1979, le bulletin *Fuellas* de l'association est tiré à plus de mille exemplaires.

provinces n'ont pas disparu), divulgation du trilinguisme de l'Aragon (même si les deux langues vernaculaires ne sont pas officielles dans leur zone d'influence), récupération de l'hommage au *Justicia* d'Aragon…

Nous retrouvons ces thématiques chères aux aragonésistes dès les premières manifestations de *Rolde*, en 1977, qui sont des conférences sur le nationalisme aragonais prononcées par Eloy Fernández Clemente, le fondateur d'*Andalán* et dont les jeunes étudiants qui sont à l'origine du mouvement se réclament. Très vite, des cours et des ateliers de langue aragonaise sont organisés partout en Aragon (mais aussi auprès des Aragonais émigrés à Barcelone ou à Madrid). Si nous partons de ce constat, nous pouvons effectivement affirmer que RENA, puis REA, a joué un rôle fondamental dans la récupération de l'Histoire de l'Aragon et de ses symboles mais aussi dans la construction de la Communauté autonome aragonaise dont les institutions (Cortes, *Justicia*, Droit civil et foral) font dès lors le lien avec le Royaume d'Aragon d'avant 1707, comme pour résorber une anomalie historique de trois siècles pratiquement. Cependant, il convient de préciser que RENA s'est détachée de son aspect le plus politique, et donc nationaliste, en 1991 lorsque RENA devient REA en raison de la consolidation du projet politique de CHA, consolidation pour laquelle REA a joué aussi un rôle primordial.

Ainsi, c'est bien le RENA qui, en juin 1986, décide de convoquer l'assemblée qui voit naître *Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista* (UA-CHA). D'autres associations (linguistiques, comme le *Consello d'a fabla aragonesa* ou le *Ligallo de fabláns*, antimilitaristes et pacifistes –contre l'adhésion espagnole à l'OTAN–, ou écologistes) répondent à cet appel du 29 juin 1986. Nous y retrouvons les membres de ces associations qui sont pour la plupart des étudiants d'une vingtaine d'années de l'Université de Saragosse (Histoire, philosophie et lettres, philologie romane et française…). Ils fréquentent les mêmes lieux, vont à la même université et se connaissent déjà pratiquement tous. En outre, comme nous l'avons dit, certains d'entre eux adhèrent à plusieurs de ces associations. C'est le cas par exemple de Chesús Bernal, Bizén Fuster, Nacho López Susín… qui sont au RENA, au *Consello* puis, depuis sa création, font partie des dirigeants de CHA. En effet, cette

assemblée du 29 juin porte ses fruits puisque quelques mois plus tard, en décembre 1986, le projet politique se cristallise d'UA-CHA lors de la Ière *Asambleya Nazional* déjà évoquée.

Par conséquent, la disparition de l'adjectif « nationaliste » du RENA, en 1991, ne correspond pas à un changement d'orientation politique. Le dès lors REA estime que le projet politique du nationalisme aragonais doit être porté par CHA afin que le REA puisse se consacrer à des questions culturelles, littéraires, sociales… Si l'on jette un coup d'œil aux publications de REA au cours de ces 35 dernières années, nous trouvons différentes collections : *Cuadernos de cultura aragonesa*, *Cosas de Aragón*, *Petarruego*, *Documentos de trabajo*, *Bal de Bernera*, *Salbachinas*, *Archivo de Aragonesismo contemporáneo*, *Centro de Estudios sobre la Despoblación y desarrollo de áreas rurales* (CEDDAR), *Otros*. La première collection est la plus importante avec 53 titres (sur environ 150 publications toutes collections confondues) qui abordent des sujets divers mais où l'on retrouve les thèmes de prédilection : autonomie, régionalisme, nationalisme, Droit aragonais, *Fueros*, bilinguisme, Histoire de l'Aragon à différentes époques. Nous retrouvons souvent les mêmes auteurs : Eloy Fernández Clemente, Antonio Peiró, Antonio Pérez Lasheras, José Luis Melero, Carlos Serrano Lacarra, Pedro Rújula. Nous trouvons également des rééditions ou des compilations de textes des premiers nationalistes aragonais de la Barcelone des années 1920 : Gaspar Torrente et Julio Calvo Alfaro.

Les autres collections ont publié des ouvrages de littérature, d'architecture, de musique traditionnelle, des contes, des biographies de personnages de l'Histoire de l'Aragon (Joaquín Costa, Víctor Santos Pruneda, María Moliner…), des traductions en aragonais de contes ou de grandes œuvres (collection Salbachinas).

Avec tous ces éléments, nous pouvons affirmer que le *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA) a représenté et constitue toujours le projet 'aragonésiste' le plus consolidé et le plus long depuis le retour de la démocratie en Aragon. Il a ainsi dépassé l'*Unión Aragonesista* de Gaspar Torrente qui

avait, en outre, vécu des interruptions (1917-1936). REA, ainsi que sa publication *Rolde. Revista de Cultura Aragonesa*, sont par ailleurs devenues des références dans le monde de la culture aragonaise et ne sont plus le patrimoine exclusif des nationalistes aragonais (certains membre du REA ont appartenu à d'autres formations politiques, notamment IU, comme nous l'avons vu avec Chusé Raúl Usón). Le fait de devenir une institution « d'intérêt public » en est probablement la preuve.

La Fundación Gaspar Torrente

Avec la consolidation du projet politique de CHA à la fin des années 1990, le besoin de disposer de fondations de type *think tank* est né chez les cadres du parti nationaliste. C'est ainsi que s'est constituée en 1998 la *Fundación Gaspar Torrente*. Si l'on en croit la version numérique actuelle de l'emblématique revue *Andalán*:

> *La Fundación Gaspar Torrente para la investigación y desarrollo del aragonesismo, más conocida como Fundación Gaspar Torrente, nació el 11 de noviembre de 1998 fruto del impulso de entidades -como la Fundación Iniciativa Aragonesa, el Rolde de Estudios Aragoneses y Chunta Aragonesista-, y ciudadanos a título individual -como Emilio Gastón, Eloy Fernández Clemente (que sería su primer Presidente), Gonzalo Borrás y José Antonio Labordeta-, quienes estaban de acuerdo en la necesidad de crear y sostener una fundación que tuviera como objeto principal el estudio, desarrollo y preservación de la identidad aragonesa y el aragonesismo político, social y cultural*[658].

L'élément le plus marquant de cette fondation est probablement la récupération, la remise au goût du jour de la revue *El Ebro*, la revue porte-parole de l'*Unión Aragonesista* de Gaspar Torrente. Ce fait montre très explicitement le lien que souhaitent établir les nationalistes de CHA à la fin des années 1990 avec les premiers nationalistes aragonais dans la Barcelone du premier tiers du XXème siècle. Ainsi, dans l'éditorial du premier numéro d'*El Ebro* de cette nouvelle étape, nous pouvons lire:

> *Hoy, 82 años después de la creación de la revista, la* Fundación Gaspar Torrente para la investigación y desarrollo del aragonesismo *procura continuar con este primer número de la nueva etapa de* El Ebro *el espíritu y el*

[658] http://www.andalan.es/?taxonomy=post_tag&term=fundacion-gaspar-torrente

fervor aragonesistas de aquellas generaciones de aragoneses que, contra todos los vientos, intentaron hacer del aragonesismo político una opción posible en nuestro país. Hoy el nacionalismo aragonés está representado por distintas opciones políticas, tiene sus representantes en Cortes y parece más fuerte y pujante que nunca. Y mucha culpa de ello tienen aquellos aragonesistas fundadores de El Ebro *a quienes en este nuevo número de la que fue su revista queremos rendir sentido homenaje. No pocos de ellos entregaron lo mejor de sus vidas para tratar de legarnos un país más libre, más culto y más orgulloso de sí mismo, y Aragón –que siempre ha tenido memoria histórica– no los ha olvidado.*

Han cambiado mucho las cosas desde entonces. Los mensajes y el tono pueden ser diferentes pero los problemas siguen siendo muy similares y los fines perseguidos los mismos: la libertad, la autoestima y el máximo de soberanía posible para nuestro país. Todo ello, como es habitual entre aragoneses, sin estridencias, sin fricciones alarmantes, sin amenazas; de frente como siempre y con las manos abiertas y dispuestas en cualquier ocasión a estrecharse con las del adversario.

Queremos que en estas páginas de El Ebro *se debata sobre el aragonesismo, se construya aragonesismo, se propague aragonesismo. Y todo ello sin componendas ni directrices, con libertad absoluta para que todas las opiniones tengan cabida en nuestra revista. A ella seréis siempre bienvenidos quienes, nacionalistas o no, penséis que Aragón necesita del esfuerzo de todos y que nadie sobra en el gran proyecto de vertebrar nuestro país y recuperar para siempre el orgullo de sentirnos aragoneses*[659].

En se revendiquant les héritiers de la première expression politique de l'aragonésisme du XXème siècle, les créateurs d'*El Ebro* nouvelle formule souhaitent démontrer que l'Aragon de cette fin de siècle, malgré tous les bouleversements connus depuis le retour de la démocratie, continue d'avoir un certain nombre de revendications restées identiques à celles de Gaspar Torrente et des autres nationalistes de Barcelone. Ils justifient ainsi que, malgré l'autonomie aragonaise dans le cadre de la monarchie parlementaire espagnole, l'aragonésisme est toujours nécessaire pour améliorer le sort du pays. Notons que l'on ne parle pas de nationalisme aragonais mais d'aragonésisme, terme plus neutre. Nous pouvons attribuer ce fait à l'espace que la fondation a souhaité attribuer à la scission du PAR, *Iniciativa Aragonesa* (INAR)[660], le courant de Manuel Escolá, le plus aragonésiste du parti conservateur. Rappelons qu'à cette époque, CHA envisage de devenir hégémonique dans le domaine de l'aragonésisme afin d'y substituer le PAR qui, d'après CHA, a déjà fait son temps dans la politique aragonaise. C'est pourquoi CHA offre dès lors

[659] Editorial, *El Ebro. Revista Aragonesista de pensamiento*, n°1, año 1, Saragosse (décembre 1999), p.12.

[660] La vie de ce parti créé en 1996 est de courte durée en raison des résultats marginaux (un conseiller municipal seulement à Jasa (Huesca) en 2003.

une image plus modérée, plus pragmatique, moins dogmatique, ce qui a pu engendrer les premières disputes entre la direction (le noyau dur de la fondation) et les courants critiques plus 'radicaux' comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent.

Jusqu'à présent, tous les numéros d'*El Ebro* ont eu le même sujet : le débat territorial et le modèle de l'État espagnol. Les premiers numéros sont en réalité les actes des colloques organisés par la *Fundación Gaspar Torrente*. En effet, cette institution de CHA a pour ambition d'organiser en Aragon des colloques portant sur le fédéralisme et les nationalismes périphériques afin de réfléchir sur l'organisation de l'État depuis l'Aragon avec les propositions du nationalisme aragonais en première ligne. L'objectif est double : divulguer le nationalisme aragonais et mettre l'Aragon au centre du débat en invitant à Saragosse les politiciens, les historiens, les juristes de toutes les nationalités historiques. Ainsi, les différents débats abordés, par ordre chronologique, ont été 'El modelo de Estado' (1999), suivi de 'El Estado plurinacional' (2000), de 'El Estado plurinacional y Europa' (2002), puis 'Actualidad y futuro político de Aragón' (2005). À partir des numéros suivants, nous trouvons un numéro consacré aux réformes des Statuts d'autonomie et aux droits historiques des nationalités qui, par le passé, ont eu une structure nationale (2008) et un hommage à José Antonio Labordeta (2011). Il y a donc eu 8 numéros au total. Les principales personnalités qui ont participé à ces journées de débat sont pour l'Aragon, Bizén Fuster (*Chunta Aragonesista*), Manuel Escolá (*Iniciativa Aragonesa*, une scission du PAR, plus nationaliste), Antonio Peiró et Eloy Fernández Clemente (Université de Saragosse) ; ce dernier est d'ailleurs le directeur de cette fondation Gaspar Torrente. Pour la Catalogne, les colloques ont bénéficié de la présence d'Ernest Lluch (*Universitat de Barcelona*) assassiné à Barcelone peu après par les terroristes de l'ETA, Josep Lluís Carod-Rovira (*Esquerra Republicana de Catalunya*), Joan Saura (*Iniciativa per Catalunya-Verds*). Pour le Pays basque, ce sont Javier Corcuera et Gurutz Jáuregui (*Universidad del País Vasco-Euskal Herriko Unibersitatea*) ainsi que Kepa Aulestia Urrutia (*Euskadiko Ezkerra*) ou encore Joseba Arregui Aranburu (*Partido Nacionalista Vasco*) qui ont expliqué les positions et les perceptions basques aux colloques de Saragosse. Le Pays valencien, quant à lui a été

représenté par Francesc Ferrandis, alors que la Galice et les Canaries ont envoyé Camilo Nogueira (*Bloque Nacionalista Galego*) et José Carlos Mauricio Rodríguez (*Coalición Canaria*) respectivement.

En guise de présentation des différents numéros, les éditeurs de la revue rappellent qu'*El Ebro* ne reproduit pas les tables rondes. Par conséquent nous n'avons pas eu accès aux conclusions de ces colloques. En revanche, il est explicitement dit que la Fondation a pour objectif de:

> *acercar a la ciudadanía distintas experiencias que pueden remover la conciencia de la sociedad aragonesa con el fin de que sirvan de fomento para el estudio, la reflexión y el debate*[661].

Ces débats, en principe, ne sont pas destinés au grand public aragonais ou espagnol. L'objectif principal pour la Fondation est fondamentalement de situer l'Aragon sur la carte de l'Espagne fédérale ou des nationalités car en 1999, date du premier colloque, l'Aragon ne peut encore compter sur la plateforme que lui octroie dès mars 2000 le siège de député au *Congreso de los Diputados* de José Antonio Labordeta. Dès lors, les contacts avec des forces catalanes, basques, galiciennes et canariennes (ERC, IC-V, BNG…) se confirment et s'amplifient. L'Aragon s'invite ainsi, à partir des années 2000, dans le cercle des nations sans État de l'État espagnol, mais aussi de l'Union Européenne. En effet, la coalition de 2004 avec ERC et EA, « l'Europe des Peuples », permet également à CHA d'intégrer le parti fédéraliste et écologiste européen *Alliance Libre Européenne* (ALE)[662]. Ainsi apprenons-nous dans le numéro 7 d'*El Ebro*, que la *Fundación Gaspar Torrente* s'apprête à collaborer avec la fondation homologue de l'ALE, la fondation Maurits Coppieters:

> *Creada en 2007 en el marco de la iniciativa del Departamento de Cultura, Juventud y Deporte de la Comisión Europea (por la que se acordó la creación de una línea de financiación para las fundaciones de partidos políticos europeos), el Centro Maurits Coppieters (CMC, le fondateur de l'ALE et eurodéputé) viene a cubrir un campo cuyo punto fundamental será la creación de pensamiento político. Pretende ser un ámbito de reflexión, discusión y debate acerca de aquellos aspectos que sus miembros consideran importante tratar, teniendo siempre presente que la cuestión que sirve de excusa para la creación del centro es aquello que también es común entre sus miembros: la pertenencia a una realidad identitaria y política que no concuerda con lo oficial o el statu-quo. […]*

[661] *El Ebro*, An II, n°2, décembre 2000 (Saragosse), p.25.
[662] Cf. Annexes, p.183: photo de l'entrée de CHA dans l'ALE. Fuster aux côtés de Nelly Maes.

Los objetivos de CMC son los siguientes:
•Observar, analizar y contribuir al debate relativo a temas de gestión de política europea, con especial atención al papel de los movimientos nacionalistas y regionalistas en el proceso de integración europea, así como a los gobiernos a diferentes niveles de Europa.
•Defender el derecho de autodeterminación de los pueblos y el principio democrático de respeto a la decisión de la mayoría de los ciudadanos libremente expresada mediante consulta o referéndum.
•Ofrecer apoyo a seminarios, cursos, conferencias y estudios comparativos europeos acerca de estos temas;
•Funcionar como marco para la colaboración a nivel europeo entre grupos de estudio/grupos de expertos, instituciones políticas y académicos nacionalistas y regionalistas;
•Recopilar y gestionar información con fines científicos relativa a todos los movimientos, organizaciones, estructuras, etcétera, nacionalistas y regionalistas, en todos sus aspectos en el marco de un contexto europeo;
•Hacer accesible al público información relativa a la aplicación del principio de subsidiariedad en el contexto de una Europa de los pueblos y las regiones;
•Fomentar el estudio científico comparativo del funcionamiento y la historia de los movimientos nacionalistas y regionalistas en la Unión Europea y hacer llegar los resultados a un público lo más amplio posible;
•Diseñar actividades para recopilar información de un modo estructurado y controlado con el objetivo de construir una red y base de datos conjunta sobre los temas del nacionalismo y el regionalismo[663].

Dès lors, et c'est une mesure symbolique, l'Aragon figure sur la carte des nations sans État de l'Europe de l'ALE. Avant l'intégration de CHA ce n'était pas le cas, ce qui confirme que sans CHA la nation aragonaise est absente de ces groupes de nations culturelles.

29-J

La *Fundación Gaspar Torrente* n'est pas la seule organisation de CHA. Nous devons également parler de 29-J. D'après www.chunta.org,

CHA creó la Fundación Aragonesista 29 de Junio, como fundación propiamente de partido, con el objeto de que contribuya a interrelacionar el aragonesismo de izquierda que representamos con la sociedad aragonesa. El trabajo de difusión y dinamización social de esta nueva Fundación es por tanto complementario de la labor centrada en la formación y el pensamiento político que viene desempeñando con muy alto nivel la Fundación Gaspar

[663] Günther Dauwen et Eva Bidania Ibargutxi, "Centro Maurits Coppieters Fundación Política Europea", *El Ebro. Revista Aragonesista de pensamiento*, n°7, año IX, Saragosse (décembre 2008), p.147.

Torrente para la Investigación y el Desarrollo del Aragonesismo, que CHA comparte con otras organizaciones y personalidades aragonesistas.

On nous rappelle ici la petite nuance existant entre la *Fundación Gaspar Torrente* et la *Fundación Aragonesista 29 de Junio*. Le 29 juin est, rappelons-le, la date anniversaire des Décrets de Nueva Planta (1707 pour l'Aragon) et de la création d'UA-CHA en 1986 à travers l'appel du RENA aux différents nationalistes aragonais pour créer une organisation politique.

La Fundación Aragonesista 29 de junio es una fundación política, cultural y social constituída por Chunta Aragonesista en diciembre de 2004, para lograr una mayor difusión del nacionalismo aragonés de izquierda que aquella representa, por vías distintas a las meramente institucionales y políticas. Su denominación recuerda por un lado, el 29 de junio de 1707 en el que se publicó el primero de los Decretos denominados de Nueva Planta por los que Felipe V derogó los fueros y libertades aragonesas; y por otro lado, el 29 de junio de 1986, fecha en la que se fundó Chunta Aragonesista.

Parmi les personnalités aragonaises récompensées, nous trouvons José Antonio Labordeta, Eloy Fernández Clemente pour leur rôle capital dans la résurgence de l'aragonésisme depuis 1972 jusqu'à nos jours.

Aux vues de l'étude du tissu associatif que nous venons de faire, la place de *Chunta Aragonesista* au sein de la société aragonaise semble à peu près proportionnelle à ses résultats électoraux (autour de 10% si l'on fait la moyenne des résultats des quatre dernières élections régionales). Malgré cette position minoritaire, mais pas marginale, CHA compte (ou a compté) sur un tissu associatif culturel et linguistique qui lui assure une présence et une visibilité médiatique relativement importante. L'image du parti est par conséquent davantage associée à un monde culturel, universitaire et de récupération linguistique qu'à un monde ouvrier ou syndicaliste. En cela, il y aurait un décalage qui prouverait que CHA est un parti plutôt élitiste qui rencontre des difficultés à connecter massivement avec un électorat populaire, même si paradoxalement c'est dans les quartiers populaires que CHA obtient ses meilleurs résultats car le parti est clairement identifié à gauche.

Quant aux collectifs indépendantistes qui ont tourné le dos à CHA, ils sont clairement dans une mouvance altermondialiste et antisystème. Ils n'ont aucune volonté d'entrer sur l'échiquier politique aragonais. Nous pourrions penser que ces radicaux avaient cru à CHA et à son projet politique différent et qu'ils sont revenus à leurs sources après avoir été déçus (et qui sait si utilisés) par l'appareil du parti pour connecter avec ce tissu associatif probablement très abstentionniste puisqu'en marge de la vie politique officielle.

Après cette sixième et dernière partie, nous pouvons affirmer que CHA a su maintenir une partie de son tissu associatif originel (notamment REA et le Consello d'a Fabla Aragonesa). La langue et la culture aragonaise, l'Histoire de l'Aragon, le Droit foral aragonais restent donc les piliers centraux du nationalisme aragonais qui se voit justifier dans les thématiques évoquées.

Avec l'entrée des nationalistes sur la scène politique aragonaise, le parti a par ailleurs développé des fondations culturelles, des *think tank* afin de projeter son idéologie. Ainsi, à travers la Fundación Gaspar Torrente, CHA a tenté de se faire une place parmi les autres PANE et les partis fédéralistes de l'État espagnol afin de débattre sur le modèle d'État, la réforme de la Constitution de 1978... Pour CHA, participer à ce débat est une façon –la seule– d'inclure l'Aragon parmi les nationalités historiques, les nations sans État. Paradoxalement, CHA a perdu depuis 2004 son aile la plus nationaliste, la plus radicale, sans que cela puisse entraîner la disparition de CHA et de l'Aragon des rangs des PANE et des nations culturelles.

En effet, depuis 2008, l'aile la plus radicale de CHA (les jeunesses et Puyalón) s'est fragmentée en plusieurs collectifs souverainistes, indépendantistes, dont certains (Chobenalla et BIC) ont clairement appelé à voter aux élections européennes de 2009 pour une liste interdite par le Tribunal Supremo et pour laquelle Arnaldo Otegi, le leader de la gauche abertzale, avait demandé le vote. Cette radicalisation est problématique, non pas pour sa dérive indépendantiste qui est légitime et qui montre que l'Aragon connaît les mêmes dérives indépendantistes que n'importe quelle autre nation sans État, mais parce qu'elle semble cautionner l'usage de la violence. Le mimétisme basque

des jeunesses aragonésistes avait toujours inquiété les dirigeants de CHA car il est clairement contre-productif pour la cause nationaliste en Aragon. L'appel à la violence amène de l'eau au moulin de ceux qui voient la violence comme un élément inhérent à toute forme de nationalisme. Quant aux jeunesses, il nous semble que, dans une nation sans État comme l'Aragon où le nationalisme est minoritaire, ils ont jugé bon être plus « royaliste que le roi ». En effet, face à l'éventuel déficit de crédibilité de l'Aragon en tant que nation, vis-à-vis des radicaux basques, montrer que l'on cautionne l'usage de la violence pour obtenir l'indépendance, peut être considéré comme une façon de faire pleinement partie des nations.

Ainsi avons-nous vu que les derniers résultats électoraux attestent des difficultés liées à ces recentrages internes. Le bilan que nous pouvons faire des vingt-cinq ans d'existence de CHA est donc nuancé. CHA n'est plus la troisième force politique de l'Aragon comme en 2003 ; néanmoins, les nationalistes, même affaiblis par leurs crises internes et la perte des secteurs 'radicaux', représentent aujourd'hui une force consolidée, décisive pour la formation de formations progressistes en Aragon mais surtout dans sa capitale, Saragosse ; importante enfin par les propositions qu'elle peut faire pour la réorganisation de l'État espagnol. C'est ce dont nous allons parler dans notre conclusion.

CONCLUSION

Nous avons commencé notre étude par un bref rappel de l'Histoire de l'Aragon car il nous a semblé indispensable d'appuyer notre réflexion sur l'Histoire, non pas pour adopter la démarche intellectuelle de CHA et des autres partis aragonésistes qui l'ont précédée, mais parce qu'il s'agissait de déterminer si l'on pouvait légitimement inclure l'Aragon parmi les « nationalités » de l'État espagnol, pour reprendre l'expression établie par la Constitution de 1978. Or, comment le faire sans passer par l'Histoire ?

Au terme de ce parcours, nous pouvons affirmer, hors de tout *a priori* militant, que l'Aragon est une « nationalité historique ». Le Statut d'Autonomie de 2007 a recueilli cette définition en s'appuyant sur la personnalité historique de l'Aragon. Nous pouvons ajouter à l'Histoire « nationale » le Droit civil aragonais, les anciens *Fueros*, les langues vernaculaires, l'Èbre –dont la menace de transvasement vers le riche littoral méditerranéen aiguise le sentiment d'injustice ressenti par le peuple aragonais– sans oublier, bien sûr, les mythes et les symboles nationaux qui se sont forgés au fil des siècles. En revanche, nous pouvons également affirmer que ce fait historique n'entraîne pas une conscience identitaire aussi nette que dans d'autres « nationalités » ibériques, comme la Catalogne par exemple, dans la mesure où l'aragonésité n'exclut pas l'hispanité pour la plupart des citoyens aragonais.

L'Histoire de l'Aragon justifie l'idée de « nationalité historique », sa situation géographique –et géopolitique– explique en bonne part la complexité, l'ambiguïté de la conscience identitaire qu'y manifeste la majorité des habitants. De plus, l'Histoire contribue à cette complexité puisque, comme nous l'avons vu, l'Aragon s'est senti successivement et alternativement « colonisé », « lésé » par la Catalogne, puis par la Castille (et dans ce second cas, au-delà, par l'État espagnol centralisé) ce qui s'est toujours traduit en une oscillation, un rythme pendulaire entre ces deux « nations » limitrophes envahissantes. Enfin, nous l'avons rappelé, l'histoire contribue également à expliquer la complexité du sentiment identitaire dans la mesure où l'État espagnol a récupéré et utilisé, pour bâtir sa propre définition nationale,

nombreux symboles aragonais, contribuant ainsi à l'effacement de l'identité aragonaise, à son « invisibilité ».

Au terme de ce parcours, nous pouvons également affirmer que CHA a joué un rôle important dans la visibilité de l'Aragon en Espagne et en Europe. Nous pensons notamment au député José Antonio Labordeta, au Congrès des Députés de Madrid (2000-2004 et 2004-2008) qui a joué le rôle d'un véritable ambassadeur de l'Aragon en Espagne. Extrêmement populaire et apprécié pour son franc-parler, aussi bien en Aragon qu'en Espagne, Labordeta a fait connaître les thèses aragonésistes de CHA ainsi que les problèmes endémiques de l'Aragon à l'ensemble de la société espagnole pour qui l'Aragon n'était qu'une région de l'intérieur parmi tant d'autres, épargnée par le problème identitaire périphérique. D'ailleurs, nombreux ont été les journalistes espagnols à qualifier l'aragonésisme de CHA de « régionalisme » au même moment où CHA faisait une alliance européenne avec les nationalismes basque et catalan clairement souverainistes et indépendantistes grâce auxquels le nom de l'Aragon allait retentir parmi les nations sans État de l'Union Européenne (UE).

CHA a également joué un grand rôle dans la reconnaissance de l'Aragon comme « nationalité historique ». Nous avons vu que CHA assumait pleinement l'héritage de partis aragonésistes antérieurs tels que l'*Unión Aragonesista* (UA) de Gaspar Torrente, considéré comme le père du nationalisme aragonais dans la Barcelone du premier tiers du XXème siècle. Il n'est donc pas étonnant que CHA ait souhaité mettre en avant cette filiation en prenant comme première appellation, de 1986 à 1990, Unión Aragonesista–*Chunta* Aragonesista (UA-CHA). Comme nous l'avons montré, l'autre parti dont les membres de CHA se réclament est un parti clef du début de la transition démocratique en Aragon, le *Partido Socialista de Aragón* (PSA) qui obtient un député à Madrid en 1977, faisant de l'Aragon la seule région, après les grandes nationalités basque et catalane, à compter un député territorial à Madrid –deux si l'on compte le député conservateur d'un PAR embryonnaire.

En tout cas, ce qui paraît indéniable c'est que le nationalisme aragonais a en partie entraîné une 'nationalisation' du champ lexical associé à l'Aragon. S'il est vrai que l'on trouve encore assez fréquemment dans la presse l'adjectif *regional* pour parler de l'exécutif aragonais par exemple, certains journalistes et éditorialistes s'autorisent à parler de *país*, comme l'ex-président Iglesias, pour parler de l'Aragon. Notons que même le très conservateur et antinationaliste *Heraldo de Aragón* publie un supplément hebdomadaire consacré à la montagne intitulé : *Aragón, país de montañas*.

Nous pouvons affirmer, de plus, que *Chunta Aragonesista* (CHA) fait aujourd'hui incontestablement partie du panorama politique aragonais. Depuis 1995, les nationalistes ont obtenu une représentation dans les principales institutions aragonaises (Cortès d'Aragon, mairies des chefs-lieux de province et des principales villes, *consejos comarcales*, *diputaciones provinciales*…) ainsi qu'au Congrès des Députés et au Parlement européen. Néanmoins, en 2012, CHA est loin d'atteindre les résultats obtenus en 2003 : CHA n'est plus la troisième force politique aragonaise, les nationalistes ne sont plus aux affaires de la capitale aragonaise (même s'il existe un tripartite de fait avec le *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) et *Izquierda Unida* (IU) contre une majorité presque absolue du *Partido Popular*, PP). Ces résultats électoraux en baisse depuis 2003 peuvent être considérés comme la conséquence du difficile exercice du pouvoir et, en particulier, quand il s'agit de gouverner au sein d'une coalition. L'obligation de transiger, de faire des concessions, de revoir ses ambitions à la baisse décourage l'électorat le plus ferme dans ses convictions. Tout ceci explique également, comme nous l'avons vu, les querelles internes, les expulsions et les départs, qui n'ont fait qu'accroître le désarroi de nombreux électeurs. Mais il nous semble légitime d'affirmer que la volatilité relative de l'électorat de CHA reflète également la complexité, l'ambiguïté de la conscience identitaire aragonaise. Les résultats électoraux de CHA sont, en effet, le meilleur indicateur pour tenter de calibrer la portée du nationalisme particulariste aragonais. C'est pour cette raison que nous n'avons pas tenu compte du nombre de militants donné par le parti (jusqu'à 3 000, selon Bizén Fuster, lorsque CHA était à son apogée, au moins 400 si l'on tient

compte du nombre des délégués lors de la dernière *Asambleya Nazional* en février 2012[664]).

Bien que l'Aragon dispose de tous les arguments historiques pour être considéré comme une nationalité, la majorité des Aragonais, si l'on tient compte du dernier *Barómetro* du gouvernement aragonais[665], ne ressent pas cette appartenance aragonaise comme une appartenance exclusive. Au contraire, ce sentiment est tout à fait compatible avec celui d'appartenance à l'Espagne, de laquelle l'écrasante majorité des Aragonais souhaite, pour le moment, continuer à faire partie. Ainsi, 66,2% des Aragonais se sentent aussi aragonais qu'espagnols.

Sur ce point, José Antonio Labordeta, sans qui CHA n'aurait probablement jamais atteint les résultats de 1999 ou 2003 aux Cortès d'Aragon, ni ceux de 2000 et 2004 au Congrès des Députés, disait qu'il y avait à peine 40 000 nationalistes aragonais en Aragon. Nous pouvons même ajouter que lui-même n'en faisait pas partie dans la mesure où il était attaché à la République espagnole (évidemment fédérale) mais aussi à la langue castillane qu'il cultivait dans ses écrits ; finalement, il ne souhaitait pas l'indépendance d'une éventuelle République aragonaise. En revanche, Labordeta entendait l'aragonésisme comme une façon de défendre son pays –il affectionnait particulièrement le terme *territorio*– face à un État (celui des autonomies) qui avait, selon lui, creusé les inégalités entre l'Aragon et les riches autonomies (voisines) basque, navarraise et catalane. C'est pour cette raison, à notre avis, que Labordeta avait su attirer le vote des aragonésistes qui sont conscients des injustices commises à l'encontre de l'Aragon sans qu'ils se sentent pour autant nationalistes. Tel est, par conséquent, l'un des principaux paradoxes de CHA : un parti nationaliste qui obtient ses meilleurs résultats lorsqu'il met plus en évidence son fédéralisme et son républicanisme que son nationalisme ; l'aragonésisme est vu avec sympathie, contrairement au nationalisme aragonais dont les Aragonais eux-mêmes se méfient, comme ils le font des autres

[664] Le nombre d'adhérents, fourni par les partis eux-mêmes, est, dans tous les cas et quel que soit le parti, sujet à caution et peu révélateur de l'impact réel du parti en question dans la population.
[665] http://www.aragonhoy.net/index.php/mod.noticias/mem.detalle/id.106541

nationalismes ibériques : basque, espagnol ou catalan. Force est de constater, donc, que le nationalisme est très minoritaire en Aragon ; il ne représenterait que les 7 ou 8% que CHA a obtenu en Aragon lors des élections de 2007 et 2011.

Cette spécificité aragonaise explique certainement en grande partie les alliances variables faites par CHA selon le type d'élections, voire selon la conjoncture du moment. Depuis mai 2011, à Saragosse, CHA est associée de fait au *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) et à *Izquierda Unida* (IU) contre une majorité presque absolue du *Partido Popular*, PP). Quant au siège qu'occupe CHA dans les Chambres espagnole et européenne, il ne s'agit plus d'un siège en solitaire, comme au Congrès des Députés de Madrid entre 2000 et 2008, mais bien au sein d'une coalition. À Madrid, CHA fait partie de la *Izquierda Plural*, le Groupe Parlementaire constitué par les républicains fédéralistes d'IU et *Iniciativa per Catalunya-Verds* (IC-V). En revanche, à Bruxelles, à travers la coalition avec les républicains indépendantistes d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et d'*Eusko Alkartasuna* nommée *Europa de los Pueblos*, CHA appartient au Groupe Parlementaire formé par l'Alliance Libre Européenne (ALE), sa fédération européenne, et Les Verts.

Ces changements d'alliance soulèvent également de nombreuses questions : Faut-il voir dans la perte de son siège à Madrid une preuve de l'affaiblissement de CHA dans le panorama des nationalismes ibériques ? La coalition 'ibérique' avec les républicains fédéralistes et écologistes d'IU et d'IC-V marque-t-elle un nouveau cap dans les alliances de CHA ? Par conséquent, CHA songe-t-elle à abandonner sa coalition républicaine et indépendantiste à Bruxelles lors des prochaines élections européennes de 2014 ? Il est vrai qu'aujourd'hui, l'indépendance de l'Aragon n'est pas sur la feuille de route politique de CHA, ce qui pourrait constituer un point de désaccord avec EA et ERC. Néanmoins, en juin 2009, CHA a réédité son alliance européenne avec ces partis indépendantistes, progressistes et républicains. En revanche, en 2011, pour les législatives espagnoles anticipées, CHA fait alliance avec les républicains fédéralistes d'IU et d'IC-V. S'agit-il

d'un tournant ? Est-ce la confirmation d'un projet aragonésiste souverainiste, voire co-souverainiste mais absolument pas sécessionniste ?

Peut-être bien. La perte du noyau indépendantiste de CHA pourrait laisser présager d'un tournant fédéraliste afin de ne pas 'effrayer' les aragonésistes non sécessionnistes. En tout cas, il mérite d'être souligné que CHA a toujours tendu des ponts avec des forces progressistes, de gauche. Les nationalistes aragonais n'ont jamais 'flirté' avec les nationalismes conservateurs de Catalogne ou du Pays basque, *Convergència i Unió* (CiU) et *Partido Nacionalista Vasco* (PNV) respectivement, contrairement à d'autres forces nationalistes progressistes provenant d'autres nationalités ibériques.

Nous pouvons également nous interroger sur l'expression politique des 18% d'Aragonais que nous pourrions qualifier de « nationalistes aragonais[666] », ou plutôt d'aragonésistes et, d'ailleurs, nous demander s'il existe une différence entre ces deux termes. S'agit-il d'une différence semblable à celle existant entre « catalanisme » et « nationalisme catalan » ? Probablement. Nous avons vu que pour les hommes de CHA, « aragonésiste » est synonyme de « nationaliste aragonais ». Nous savons également que le terme « nationalisme » peut effrayer un certain nombre d'Aragonais qui souhaitent défendre les intérêts de l'Aragon, malmenés selon eux, aussi bien par le centre (Madrid) que par la périphérie (la Catalogne) ; ils pourraient se qualifier eux-mêmes d'aragonésistes mais pas de nationalistes car ils ne souhaitent pas forcément rompre avec l'État espagnol, auquel ils se sentent malgré tout attachés.

Ainsi, ces aragonésistes doivent-ils forcément s'orienter vers des partis nationalistes ? Pas nécessairement. Se réfugient-ils dans l'abstention ? C'est envisageable. N'y a-t-il pas, par ailleurs, au sein du PSOE et d'IU une part d'aragonésisme qui préfèrerait s'articuler dans une structure ibérique fédérale ?

[666] Selon le *Barómetro* déjà cité, 2,7% des Aragonais souhaitent que l'Aragon devienne un pays ou un État indépendant. En outre, 15,3% d'entre eux se sentent plus aragonais qu'espagnols.

N'avons-nous pas dit que le PSOE avait absorbé le PSA en 1983[667] ? Pourquoi Marcelino Iglesias aurait-il alors évoqué en 2001, du temps où il participait à l'opposition des ténors socialistes à la majorité absolue de José María Aznar (PP), le besoin d'une réforme fédérale de la Constitution ? Pourquoi en 2007, pour sa réélection, a-t-il qualifié à maintes reprises l'Aragon de « *país* » ? Quant aux électeurs de CHA, sont-ils tous nationalistes ? Probablement pas. C'est Chesús Bernal qui l'affirme dans notre entretien.

Les sentiments identitaires des Aragonais que nous venons d'évoquer ainsi que leur traduction en suffrages empêchent en Aragon l'existence d'un bipartisme PSOE/PP que l'on retrouve dans les C.A qui ne connaissent pas un nationalisme périphérique plus ou moins consolidé. Parmi ces C.A nous trouvons les territoires castillans du centre de l'Espagne mais aussi certaines autonomies possédant une langue vernaculaire, c'est le cas du Pays valencien par exemple où le nationalisme valencien a eu beaucoup du mal à se faire une place en raison du seuil de 5% minimum pour obtenir une représentation aux Cortès valenciennes. Par conséquent, du point de vue des nationalismes, l'Aragon est loin de constituer une C.A comparable à Castille-La Manche ou à l'Estrémadure, et l'émergence de mouvements aragonésistes n'est pas comparable aux mouvements régionalistes opportunistes créés par des anciens membres de l'appareil franquiste. Par ailleurs, le fait que le nationalisme aragonais soit minoritaire, empêche l'Aragon d'appartenir pleinement aux C.A périphériques dont le nationalisme est hégémonique comme le Pays basque ou la Catalogne.

Au début de cette conclusion, nous avons également mis en avant l'importance de la situation géographique de l'Aragon qui apparaît clairement comme charnière entre le centre péninsulaire (la Meseta) et la périphérie. Cette position a également une traduction géopolitique : l'Aragon a une double appartenance intérieure et périphérique. Nous pouvons ainsi affirmer que l'Aragon constitue bel et bien un territoire de transition entre le centre et la périphérie.

[667] Certes, il s'agissait surtout des éléments les plus centralistes et les moins fédéralistes du PSA.

Ainsi l'Aragon fait-il partie de l'Espagne hispanophone mais aussi catalanophone ; quant à sa propre langue, l'aragonais, elle est également parlée dans l'extrême nord du territoire. Cette particularité situe l'Aragon entre l'Espagne monolingue du centre et l'Espagne bilingue des périphéries. D'un point de vue historique, l'Aragon a engendré, avec ce qui allait devenir la Catalogne, la Couronne d'Aragon et a toujours été jaloux de son autonomie (même le *Petit Robert des noms propres*, comme nous l'avons dit, fait allusion à cette caractéristique). Finalement, d'un point de vue juridique, l'Aragon a presque toujours su maintenir, d'une façon ou d'une autre, des *fueros* qui lui ont permis de ne pas être totalement assimilé à la Castille. Encore aujourd'hui, comme le rappelle José Luis Soro, le président de CHA :

> *Aragón es uno de los tres únicos territorios forales que tiene reconocidos los derechos históricos que la Constitución ampara y respeta. Nuestro Estatuto afirma, desde 1982, que "la aceptación del régimen de autonomía que se establece en el presente Estatuto no implica la renuncia del pueblo aragonés a los derechos que como tal le hubieran podido corresponder en virtud de su historia, los que podrán ser actualizados de acuerdo con lo que establece la disposición adicional primera de la Constitución". Únicamente los Estatutos navarro y vasco tienen una previsión similar*[668].

Le fait de représenter un territoire charnière entre deux visions de l'Espagne, castillano-centriste et périphérique, se matérialise aujourd'hui dans les études de marché des entreprises qui souhaitent lancer un nouveau produit. En effet, Saragosse, en tant que ville moyenne et dont une partie de la population a encore des attaches rurales, permet d'obtenir le concentré idéal d'Espagne urbaine et d'Espagne rurale. Saragosse, en tant que carrefour basquo-valencien et catalano-castillan, permet également d'obtenir dans une seule ville le concentré de 70% de la richesse espagnole mais aussi de quatre blocs identitaires : le basquo-navarrais, le castillano-madrilène, le catalano-valencien et, bien évidemment, l'aragonais. N'oublions pas que la capitale aragonaise accueille des Espagnols venus des régions voisines, notamment de la Vallée de

[668] José Luis Soro, « 30 años después del primer Estatuto, más Aragón », *El Periódico de Aragón*, 23 avril 2012, www.elperiodicodearagon.com

l'Èbre comme le rappelle Antonio Peiró, mais aussi de l'ensemble de l'Espagne[669].

C'est cette situation de carrefour qu'a voulu exploité CHA, et la *Fundación Gaspar Torrente* qui en dépend, à partir de la fin des années 1990. Il s'agit bien de réunir, en Aragon, les principales sensibilités identitaires de l'État espagnol à travers l'organisation de colloques portant sur la réforme fédérale de la Constitution et/ou l'articulation territoriale de l'Espagne. Pour le nationalisme aragonais, l'organisation de ces colloques à Saragosse a permis également de faire connaître les propositions aragonaises, notamment celles de CHA, avant son entrée au Congrès des Députés de Madrid dont le Groupe Mixte allait constituer une magnifique plateforme pour la projection médiatique des thèses nationalistes aragonaises à travers la personnalité de José Antonio Labordeta.

Parmi les congrès organisés à Saragosse par la *Fundación Gaspar Torrente*, nous pouvons retenir la signature de la « Déclaration de Saragosse[670]». Le 7 octobre 2000, soit la veille de la manifestation historique contre le Plan Hydrologique National (PHN) du gouvernement du Parti Populaire (PP) qui envisageait le transvasement de l'Èbre, CHA et les partis nationalistes, fédéralistes et écologistes des territoires traversés par l'Èbre ont signé cette déclaration pour montrer leur opposition frontale et catégorique. Le sous-titre de cette lettre est: *Declaración común por una política hidráulica sostenible*. Elle fut signée par deux partis catalans (ERC et IC-V), un parti basque (EA), un parti castillan (*Tierra Comunera*), les Verts du Pays valencien et d'Andalousie, une organisation écologiste de Murcie (*Ecologistas en Acción*) ainsi que par CHA. Nous comprenons qu'ici, la menace écologiste que représentait le PHN du PP est utilisée par CHA pour fédérer, depuis Saragosse, une opposition politique au gouvernement du PP et à sa conception de l'Espagne (décentralisée administrativement, certes, mais sans réelle souveraineté nationale pour les nationalités qui la composent).

[669] Antonio Peiró Arroyo, « El sentimiento identitario aragonés » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, n°26, Université de Bourgogne, Dijon (2008), p. 95.
[670] Voir annexes, p.234.

Douze ans plus tard, il nous semble que le nationalisme aragonais, aux côtés des autres nationalismes périphériques, a encore aujourd'hui, son mot à dire sur l'articulation de l'État espagnol. Par ailleurs, il nous paraît important de souligner que sans ce nationalisme aragonais représenté par CHA, l'Aragon serait absent de ce débat, pourtant essentiel pour comprendre l'Espagne contemporaine. Et pourtant, la perspective aragonaise, du fait des éléments géopolitiques dont nous avons parlé, permettrait d'offrir, non pas une solution car les solutions miracles n'existent évidemment pas, mais en tout cas une lecture synthèse de l'Espagne.

En effet, le nationalisme aragonais, issu du fédéralisme républicain de la fin du XIXème siècle, ne souhaite pas tourner la page de l'Espagne ; il préfèrerait la refonder avant d'y renoncer. Il est vrai que les expériences fédérales précédentes ont échoué ce qui peut constituer un handicap. Il est vrai également qu'aujourd'hui, avec la crise, les positions nationales centrales et périphériques sont de plus en plus tranchées. Ainsi, l'État des autonomies du *café para todos*, qui fut longtemps donné en exemple par tous les groupes politiques espagnols (durant les 30 glorieuses espagnoles), est aujourd'hui largement remis en question non seulement par les mouvements séparatistes mais aussi, à cause de l'austérité imposée par Bruxelles, par les marchés financiers et enfin par une certaine classe politique madrilène (José María Aznar, Esperanza Aguirre en tête) qui ose à présent dire à haute-voix que l'Espagne était allée trop loin dans l'autonomie et dans l'institutionnalisation de 17 autonomies qui ressemblent davantage à 17 mini-États qu'à des régions. Cette crise économique mondiale (de plus en plus européenne) peut constituer finalement une magnifique occasion de rebrousser chemin et de « recentraliser » l'Espagne sous prétexte de mieux la renationaliser. Cela paraît de plus en plus évident car ces thèses « recentralisatrices » proviennent de secteurs qui n'ont jamais véritablement cru à l'autonomie, ni pour les nations sans État, encore moins pour des régions soudainement prises d'autonomisme en 1978. Les jacobins espagnols (de droite comme de gauche) semblent s'être toujours assuré que l'État central reste au-dessus des autonomies (nous l'avons vu avec la LOAPA en 1981 et, plus récemment, avec le *Tribunal*

Constitucional qui a déclaré anticonstitutionnel le Statut catalan adopté par le Parlement catalan en 2006 et approuvé par le peuple de Catalogne par voie référendaire). Pour nous, ce dernier événement prouve que l'État des autonomies, tel qu'il a été dessiné en 1978, n'a pas réussi à satisfaire les espérances des nationalités qui manifestaient un désir d'autonomie maximale avant la fin de la dictature franquiste pas plus qu'elle ne l'a fait pour ceux qui défendaient une unité nationale fondée sur la Castille. Il est indéniable que l'organisation née de la Constitution de 1978 présente le mérite d'avoir offert trois décennies de stabilité démocratique à l'Espagne, un pays qui avait pourtant la réputation d'être ingouvernable, comme les dictatures à répétition de son Histoire récente ont pu en donner la preuve. En revanche, loin d'avoir réglé le problème territorial (c'était sa prétention première), l'État des autonomies a amplifié et stimulé le désir d'indépendance des principales nations de l'État espagnol. Par effet de contraste, dans la *Meseta*, face à ce danger séparatiste, c'est le nationalisme espagnol qui a augmenté. Un nationalisme que l'on peut qualifier d'agressif car, en 30 ans, il n'a pas réussi à se défaire d'une essence anti-démocratique pour ne pas dire autoritaire, un nationalisme qui doit absolument « castillaniser » tous les territoires espagnols afin d'obtenir une véritable nation espagnole, unie linguistiquement, culturellement et politiquement.

Finalement, depuis les élections locales de mai 2011 où la déferlante du PP n'a rien laissé à un PSOE asphyxié par la crise économique, Saragosse, la capitale aragonaise, est devenue, grâce à CHA et IU, la plus grande ville espagnole à être gouvernée par la gauche. Une gauche plurielle, de tendance fédéraliste (IU) et nationaliste (CHA) qui pourrait constituer un magnifique tremplin pour montrer à l'ensemble de l'Espagne que Saragosse, une fois de plus, peut synthétiser plusieurs visions de l'Espagne (progressiste, fédéraliste et nationaliste) et s'ériger en une alternative à l'Espagne bipartiste et uniforme qui dispose aujourd'hui des pleins pouvoirs.

ABRÉVIATIONS

AAA: Asamblea Autonomista de Aragón

AIDLCM: Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures Menacées

ALCEM: Association pour les Langues et les Cultures Européennes Menacées

ALE: Alliance Libre Européenne (EFA: European Free Alliance)

ASA: Acción Socialista Aragonesa

AVE: Alta Velocidad Española

AYN: Aragón Ye Nazión

BIC: Bloque Independentista de Cuchas

BNG: Bloque Nacionalista Galego

BOA: Boletín Oficial de Aragón

BOE: Boletín Oficial del Estado

C.A: Communautés autonomes

CAIC: Candidatura Aragonesa Independiente de Centro

CAPAD: Comisión Aragonesa Pro Alternativa Democrática

C.C: Consejo Comarcal

CC: Coalición Canaria

CC.OO: Comisiones Obreras

CDC: Convergència Democràtica de Catalunya

CDS: Centro Democrático y Social

CEDA: Confederación Española de las Derechas Autónomas

CHA: Chunta Aragonesista

CHE: Confederación Hidrográfica del Ebro

CiU: Convergència i Unió

CIS: Centro de Investigaciones Sociológicas

CMC: Centro Maurits Coppieters

CNT: Confederación Nacional del Trabajo

CSIC: Consejo Superior de Investigaciones Científicas

DGA: Diputación General de Aragón (gouvernement aragonais)

DP: Diputación Provincial

DPH: Diputación Provincial de Huesca

DPT: Diputación Provincial de Teruel

DPZ: Diputación Provincial de Zaragoza

DIEC: Diccionari de l'Institut d'Estudis Catalans

DRAE: Diccionario de la Real Academia Española

EA: Eusko Alkartasuna

EA: Estado Aragonés

EE: Euzkadiko Ezkerra

ERC: Esquerra Republicana de Catalunya

ETA: Euskadi Ta Askatasuna

FAMCP: Federación Aragonesa de Municipios, Comarcas y Provincias

FN: Front National

FPS: Federación de Partidos Socialistas

GAL: Grupo Antiterrorista de Liberación

GEA: Gran Enciclopedia Aragonesa

GEC: Gran Enciclopèdia Catalana

GM: General Motors

GP: Groupe Parlementaire

GPCHA: Groupe Parlementaire de Chunta Aragonesista (aux Cortès d'Aragon)

ICO: Instituto de Crédito Oficial

IFC: Institución Fernando el Católico

II-SP: Iniciativa Internacionalista-Solidaridad entre los Pueblos

INA: Izquierda Nacionalista Aragonesa

INAEM: Instituto Aragonés de Empleo

INAR: Iniciativa Aragonesa

INEM: Instituto Nacional de Empleo

IU: Izquierda Unida

IC-V: Iniciativa per Catalunya-Verds

INE: Instituto Nacional de Estadística

LCR: Liga Comunista Revolucionaria

LGBT: Lesbien, Gay, Bi et Transgenre

LOAPA: Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico

LOCE: Ley Orgánica de Calidad de la Educación

LOE: Ley Orgánica de Educación

LOGSE: Ley Orgánica General del Sistema Educativo

MNA: Movimiento Nacionalista Aragonés

MVLN: Movimiento Vasco de Liberación Nacional

NA-Bai: Nafarroa Bai

NSWP: Non State-wide Party

PA: Partido Andalucista

PAC: Política Agrícola Común

PAE: Partido de Ámbito Estatal

PANE: Partido de Ámbito No Estatal

PAR/Par: Partido Aragonés Regionalista (de 1978 à 1990)/Partido Aragonés (depuis 1990)

PCA: Partido Comunista de Aragón

PCE: Partido Comunista de España

PGOU: Plan General de Ordenación Urbanística

PHN: Plan Hidrológico Nacional

PISA: Program for International Student Assessment

PLATEA: Plataforma Logística de Aragón – Teruel, Aragón

PLAZA: Plataforma Logística de Aragón – Zaragoza, Aragón

PNV/EAJ: Partido Nacionalista Vasco / *Euzko Alderdi Jeltzalea*

PP: Partido Popular (Alianza Popular, PP, de 1976 à 1989).

PRDF: Partido Republicano Democrático Federal

PSA: Partido Socialista de Aragón

PSA: Partido Socialista de Andalucía

PSAN: Partit Socialista d'Alliberament Nacional

PSC: Partit dels Socialistes de Catalunya

PSdG: Partido Socialista de Galicia

PSE: Partido Socialista de Euskadi

PSOE: Partido Socialista Obrero Español

PSP: Partido Socialista Popular

PSUC: Partit Socialista Unificat de Catalunya

PT: Partido de los Trabajadores

PTA: Partido de los Trabajadores de Aragón

PTE: Partido de los Trabajadores de España

PUF: Presses Universitaires de France

PYLN: Puyalón

REA: Rolde de Estudios Aragoneses (depuis 1991)

RENA: Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés (de 1977 à 1991).

SLA: Sociedat de Lingüística Aragonesa

SNP: Scottish National Party

SOA: Sindicato Obrero Aragonés

TA: Tierra Aragonesa

TC: Tribunal Constitucional

THT: Très Haute Tension

TS: Tribunal Supremo

TSJA: Tribunal Superior de Justicia de Aragón

TVE: Televisión Española

UA: Unión Aragonesista (de 1919 à 1936 et de 1986 à 1990, nom officiel de Chunta Aragonesista en castillan).

UA-CHA: Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista.

UA: Unidad Alavesa

UCD: Unión de Centro Democrático

UDC: Unió Democràtica de Catalunya

UPyD: Unión, Progreso y Democracia

UPN: Unión del Pueblo Navarro

URA: Unión Regionalista Aragonesa

URA-BCN: Unión Regionalista Aragonesa de Barcelone

URA-ZGZ: Unión Regionalista Aragonesa de Saragosse

UV: Unió Valenciana

VPO: Vivienda de Protección Oficial

ZP: Zapatero Presidente (Slogan de la campagne électorale espagnole de 2004)

INDEX DES NOMS PROPRES

ACEBES, Ángel: p.343.

ACERO, José Antonio: p.184, 278, 280, 286.

AGUIRRE, Esperanza: p.471.

AGULLÓ, Ferran: p.53.

ALAIZ, Felipe: p.53.

ALAMEDA, Sol: p.333, 337.

ALBAFULL, Antoni: p.53.

ALBERTI, Rafael: p.337.

ALCALDE SÁNCHEZ, Gustavo: p.311.

ALGORA, Sergio: p.445.

ALIERTA, César: p.351.

ALMIRALL, Valentí: p.36, 42, 43, 173.

ALMUNIA, Eva: p.360.

ALPHONSE II: p.15.

ALPHONSE VII DE CASTILLE: p.14.

AMÉDÉE DE SAVOIE: p.38, 47.

AMRUS BEN YUSUF: p.13.

ANADÓN, Emilio: p.184.

ANDOLZ, Rafael: p.437.

ANGUITA, Julio: p.180, 219.

ARANA, Sabino: p.47, 48.

ARANDA (d'), COMTE: p.30, 31, 94, 351.

ARIAS NAVARRO, Carlos: p.81.

ARISTE, Salvador: p.278, 279, 286, 301, 379.

ARREGUI ARANBURU, Joseba: p.457.

ARZALLUS, Xabier: p.174.

ASCASO, Joaquín: p.66, 68.

ASENSIO, Carmelo: p.380.

AULESTIA URRUTIA, Kepa: p.457.

AURÉOLUS: p.13.

AZAÑA, Manuel : p.62, 144.

AZNAR, José María: p.144, 173, 184, 219, 228, 229, 230, 248, 257, 297, 320, 321, 323, 324, 339, 343, 344, 345, 347, 365, 467, 471.

AZNAR, Rosa: p.305.

AZNAR Galindo Ier: p.12, 13.

BADA, José Ramón: p.439, 444.

BAGEHOT, Walter: p.134.

BANDRÉS, Juan María: p.179, 363, 365.

BARCELONA, Juan Pedro: p.40, 41.

BARKOS, Uxue: p.340, 341.

BARRENA, Adolfo: p.187.

BARRERA, Herribert: p.112.

BEIRAS, Xosé Manoel: p.102.

BELLOCH, Juan Alberto: p.183, 196, 237, 240, 259, 305, 323, 382, 384, 402.

BEN LADEN, Oussama: p.229.

BERNAL BERNAL, Chesús: p.114, 115, 119, 127, 128, 151, 167, 177, 181, 182, 184, 196, 198, 199, 200, 202, 222, 225, 226, 239, 271, 290, 292, 293, 294, 296, 297, 300, 302, 303, 306, 307, 310, 313, 315, 316, 318, 321, 322, 324, 326, 334, 336, 396, 397, 417, 418, 435, 436, 453, 468.

BERNAL CUPIDO, Chuaquín: p.200.

BIEL, José Ángel: p.113, 227, 302, 303, 315, 330, 331.

BLAIR, Tony: p.229.

BLANCAS (de), Jerónimo: p.23, 39.

BLANCO, Miguel Ángel: p.230.

BOLEA FORADADA, Juan Antonio: p.109.

BONO, José: p.173, 341.

BORRÁS GUALIS, Gonzalo: p.278, 454.

BORRELL, Josep: p.182, 218.

BOURBON (dynastie des): p.25, 28, 29, 38, 42, 44, 62, 82, 124, 172.

BRANDT, Willy: p.90.

BRIET, Lucien: p.279.

BRIZ, Gregorio: p.187.

BUENO, Chuan Carlos: p.386, 387, 388, 389, 392, 393, 394, 395, 405, 416.

BURGOS (de), Javier: p.37.

BUSH, George W.: p.229.

CALDERA, Jesús: p.328.

CALVO ALFARO, Julio: p.59, 63, 64, 68, 140, 427, 454.

CALVO-SOTELO, Leopoldo: p.83, 84, 90, 114.

CAMBÓ, Francesc: p.54.

CAMPOS, Juan: p.200, 379, 421, 422.

CÁNOVAS DEL CASTILLO, Antonio: p.43.

CARBONELL, Joaquín: p.74, 94.

CARNOT, Lazare: p.147.

CAROD-ROVIRA, Josep-Lluís: p.365, 386, 457.

CARRILLO, Santiago: p.81, 91.

CASANOVA, Julián: p.82.

CASANOVA, Rafael: p.62.

CASTRO, Andrés: p.426, 427, 431.

CASTRO, Antón: p.445.

CASTRO, Fidel: p.74.

CASTRO, Guillén: p.426.

CAZAÑA, Valentín: p.422, 426.

CAZCARRA, Vicente: p.100, 101.

CERESUELA, César: p.125.

CERVANTES (de), Miguel: p.38.

CHARLEMAGNE: p.12.

CHARLES III: p.31.

CHARLES V: p.44.

CHARLON, Anne: p.131, 132.

CHOMSKY, Noam: p.418.

CLAVERO ARÉVALO, Manuel: p.87, 88.

COLOMB, Christophe: p.70.

COMAS MACARULLA, Isidor (Pseudonyme: Almogávar): p.60.

CONGET, José María: p.445.

CORCUERA, Javier: p.457.

CORELLA, Zésar: p.390, 419, 424.

COSIALLS, Manuel: p.60.

COSTA, Joaquín: p.24, 44, 45, 46, 47, 48, 94, 151, 183, 215, 454.

CUCURULL, Fèlix: p.42, 43.

DÍAZ CALVO, Miguel Ángel: p.365, 366, 367, 372.

DÍEZ, Rosa: p.330.

DÍEZ SORO, Javier: p.270.

DUARTE, Àngel: p.43.

DURAN i LLEIDA, Josep Antoni: p.87.

DURAÕ BARROSO, José Manuel: p.229.

ECHEVERRÍA, Yolanda: p.182, 296.

EIROA, Emilio: p.292.

ELBOJ, Fernando: p.78.

ENGELS, Friedrich: p.101.

ESCOLÁ, Manuel: p.456, 457.

EZQUERRA, Miguel: p.182, 198.

FABRA, Pompeu: p.57.

FALCONES, Isidoro: p.185.

FANLO MERMEJO, Marisa: p.187, 280.

FATÁS, Guillermo: p.76, 78, 256, 278, 348, 429.

FELICES, Chusé Inazio: p.203.

FERDINAND VII: p.34.

FERDINAND D'ARAGON: p.22, 25, 26, 123, 165.

FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy: p.52, 74, 76, 77, 80, 141, 151, 183, 453, 454, 457, 459.

FERRANDIS, Francesc: p.457.

FERRY, Jules: p.136.

FICHTE, Johann Gottlieb: p.133.

FIGUERAS, Estanislao: p.38.

FLETA, Rafel: p.390, 416, 417, 418, 419, 429, 430, 431.

FOIX (de), Germaine : p.26.

FORCADA, Guillén: p.427, 428.

FORCADELL ÁLVAREZ, Carlos: p.98, 144, 145, 159, 278.

FOZ, Braulio: p.34.

FRAGA, Manuel: p.81, 152, 173, 177, 211, 218, 353, 402, 403.

FRANCO BAHAMONDE, Francisco (Généralissime): p.52, 69, 81, 93, 97, 104, 106, 126, 144, 157.

FUNGAIRIÑO, Eduardo: p.342.

FUSTER SANTALIESTRA, Bizén: p.178, 181, 182, 184, 186, 194, 195, 198, 199, 202, 222, 225, 257, 271, 296, 303, 304, 306, 308, 324, 326, 328, 334, 348, 349, 350, 383, 396, 397, 417, 435, 436, 453, 457.

GABRIEL, Pere: p.41, 43.

GALLEGO, Carmen: p.187, 244, 245, 249, 250.

GALLIZO, Mercedes: p.116.

GARASA, Fausto: p.22, 39, 69.

GARAIKOETXEA, Carlos: p.112.

GARCÍA CEBOLLA, Miguel Ángel: p.203.

GARCÍA FLÓREZ, Javier: p.269.

GARCÍA LORCA, Federico: p.337.

GARCÍA VILLAS, Mariano: p.68.

GARGALLO, Miguel Ángel: p.244, 245, 246, 278.

GARIBALDI, Giuseppe: p.144.

GASPAR, Antonio: p.186, 196, 237, 240, 244, 250, 253, 254, 255, 257, 258, 261, 262, 394, 417, 418.

GASCÓN, David: p.445.

GASTÓN, Emilio: p.86, 98, 103, 115, 117, 454.

GELLNER, Ernest: p.131, 134, 144, 145.

GERMÁN ZUBERO, Luis: p.98.

GIL, Ildefonso-Manuel: p.278.

GIL ROBLES, José María: p.86.

GIMÉNEZ, Charo: p.426.

GIMÉNEZ, Isabel: p.368.

GIMÉNEZ, Lola: p.187, 396, 400, 404, 419, 421.

GIMÉNEZ SOLER, Andrés: p.53, 65, 140.

GINER DE LOS RÍOS, Fernando: p.45.

GIRARDET, Raoul: p.141, 143.

GISTAÍN, Mariano: p.445.

GOMÁRIZ, Emilio: p.220, 291.

GÓMEZ DE LAS ROCES, Hipólito: p.40, 76, 111.

GONZÁLEZ CASANOVA, J.A: p.42, 43.

GONZÁLEZ, Felipe: p.84, 87, 103, 167, 180, 182, 219, 221, 237, 296, 351.

GONZÁLEZ, Gonzalo: p.297.

GONZALO: p.13.

GOYA (de), Francisco: p.30, 94, 337.

GRACIÁN, Baltasar: p.94, 297, 345.

GRANDE, Cristina: p.445.

GRASA, Ismael: p.445.

GUENÉE, Bernard: p.23, 136.

GUERRA, Alfonso : p.87, 88, 115, 167.

GUIBERNAU i BERDÚN, Montserrat : p.144.

GUILLOT, Jordi: p.187.

HABSBOURG (dynastie des) : p.25, 27.

HERDER, Johann Gottfried: p.133, 134.

HERRERA, Joan: p.187.

HERRERO, Mar: p.184, 244, 248, 250, 305.

HERRERO DE MIÑÓN, Miguel: p.81.

HIREL-WOUTS, Sophie: p.22, 23, 24.

HOBSBAWM, Eric: p.134, 136, 144, 145.

HUSSEIN, Saddam: p.144, 229.

IBÁÑEZ, Paco: p.408.

IBÁÑEZ MARTÍN, José: p.56.

IBARRETXE, Juan José: p.174, 255, 357.

IBEAS VUELTA, Nieves: p.186, 187, 191, 194, 195, 196, 197, 198, 301, 303, 306, 328, 329, 330, 383, 395, 397, 398, 400, 404, 419, 421.

IGLESIAS RICOU, Marcelino: p.14, 113, 183, 198, 227, 232, 238, 240, 295, 297, 300, 303, 309, 310, 313, 315, 322, 323, 330, 331, 340, 341, 446, 464, 467.

IRUJO, Mikel: p.365.

ISABELLE DE CASTILLE: p.22, 25, 26.

JACQUES Ier LE CONQUÉRANT: p.122.

JARQUE, Encarna: p.22.

JÁUREGUI, Gurutz: p.457.

JEANNE LA FOLLE: p.26.

JIMÉNEZ, Lorién: p.392, 393, 394.

JIMÉNEZ LOSANTOS, Federico: p.74, 93, 223.

JOAN i MARÍ, Bernat: p.365.

JUAN CARLOS Ier DE BOURBON (ROI): p.81, 83, 93, 114.

JUSTICIA DE ARAGÓN: p.17, 23, 24, 30, 62.

KELLERMANN, François Christophe (Général) : p.131.

LABORDETA, Ángela: p.200, 445.

LABORDETA, José Antonio: p.5, 74, 76, 93, 94, 95, 98, 100, 101, 109, 115, 163, 180, 182, 183, 184, 197, 216, 217, 220, 223, 224, 230, 234, 244, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 277, 295, 296, 298, 299, 303, 304, 323, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 356, 358, 359, 360, 365, 386, 400, 408, 415, 422, 454, 456, 457, 459, 463, 465, 470.

LABORDETA, Miguel: p.230.

LACASA, Jesús: p.317, 318.

LANUZA (de), Juan: p.24, 25, 26.

LAPOINTE, Boby: p.7.

LASAGABASTER, Begoña: p.340.

LASALA, Manuel: p.159.

LASCORZ, Lorenzo: p.204.

LÉNINE: p.98, 102.

LE PEN, Jean-Marie: p.174.

LERROUX, Alejandro: p.54.

LISA, Mariano: p.266.

LISÓN TOLOSANA, Carmelo: p.22.

LIZ GASPAR, Antonio: p.280.

LLOBERA, J.R: p.144, 145.

LLOPIS, Rodolfo: p.92.

LLUCH, Ernest: p.457.

LOBERA, Pedro: p.301, 413, 414, 416, 419.

LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio: p.195, 450, 451, 453.

LOUIS XIV: p.28.

LOZANO, Azucena: p.177, 195, 199, 383.

MACIÀ, Francesc: p.62, 86, 335.

MACHADO, Antonio: p.337.

MAES, Nelly: p.374.

MAESTU, Josefina: p.250.

MAINER, José-Carlos: p.52.

MÁÑEZ, Manuel: p.267.

MARAGALL, Joan: p.48.

MARAGALL, Pasqual: p.115, 323, 324.

MARCO, José: p.219, 220, 291, 295.

MARRACO, Manuel: p.54.

MARRACO, Santiago: p.78, 114, 115, 211, 303, 351, 416, 439.

MARSÉ, Juan: p.79.

MARTÍN, Agustín: p.244, 248, 305.

MARTÍN, Juan: p.187, 200, 201, 259, 261, 262, 263, 380, 381, 397.

MARTÍNEZ DE LA ROSA, Francisco: p.29.

MARTÍNEZ TOMEY, Miguel: p.268, 357, 367, 368, 372.

MARTORELL, Joanot: p.39.

MARX, Karl: p.102.

MAS, Artur: p.323.

MATAS, Jaume: p.230.

MENA, Miguel: p.445.

MELERO, José Luis: p.453.

MENÉNDEZ y PELAYO: p.34.

MIRAL, Domingo: p.53, 65.

MITTERRAND, François: p.90.

MOLINER, María: p.454.

MONCADA, Jesús: p.445.

MONEVA PUYOL, Juan: p.53.

MONSERRAT, Concha: p.339, 340, 348.

MONTES, Cristóbal: p.221.

MORLÁN, Víctor: p.350, 351.

MUR COUTO, Javier: p.280, 286.

MUZAS ROYO, Joaquín: p.266.

NAGORE, Francho: p.368, 436, 437, 439, 440, 449.

NASARRE, Concha: p.245.

NAVARRO, José: p.282.

NOGUEIRA, Camilo: p.457.

OLIVARES (de) Comte-Duc: p.47.

OTEGI, Arnaldo: p.405, 429, 431, 461.

PACHECO, Paco: p.182, 197, 335.

PALACÍN, Joaquín: p.200.

PALACIO (de), Ana: p.343.

PALLARÉS i GIL, Maties: p.60.

PASTOR, Luis: p.244, 246, 247, 305, 422, 430, 431.

PECES-BARBA, Gregorio: p.81.

PEIRÓ, Antonio: p.31, 32, 34, 121, 234, 291, 295, 453, 457, 469.

PÉREZ, Antonio (Secrétaire de Philippe II) : p.24.

PÉREZ Antonio (Conseiller municipal de CHA élu à Teruel en 1991) : p.217.

PÉREZ, Joseph: p.12, 17.

PÉREZ LASHERAS, Antonio: p.453.

PÉREZ RUBALCABA, Alfredo: p.273, 274, 351, 402.

PÉTRONILLE D'ARAGON: p.14.

PRESTON, Paul : p.82.

PHILIPPE II : p.24.

PHILIPPE V: p.15, 28.

PHILIPPE LE BEL : p.26.

PI i MARGALL, Francesc: p.35, 38, 41.

PICASSO, Pablo: p.337.

PIZARRO, Manuel: p.351, 430.

PIERRE Ier LE CRUEL : p.16, 17.

PIERRE IV LE CÉRÉMONIEUX : p.16, 17, 18.

PIGNATELLI (de), Ramón, p.30, 31.

PINOCHET, Augusto: p.72.

PRAT DE LA RIBA, Enric: p.58, 59.

PRIMO DE RIVERA, Miguel: p.46, 52, 56, 65, 70.

PUJOL, Jordi: p.84, 112, 389.

PUYÓ, Eva: p.445.

PUYUELO, Miguel Ángel: p.203.

RAIMOND BÉRENGER IV: p.14.

RAJOY, Mariano: p.362, 383.

RAMIRO: p.13.

RAMIRO II D'ARAGON: p.14.

RAMÓN y CAJAL, Santiago: p.94.

RAMOS ANTÓN, Rubén: p.78, 121.

RENAN, Ernest: p.130, 133, 135.

RENTERÍA (de), Iñaki: p.144.

REYES, Carlos: p.305.

RIEGO (del), Rafael: p.1, 34.

RIQUER (de), Borja: p.50, 137.

ROCA i JUNYENT, Miquel: p.81.

RODINSON, Maxime: p.132, 134.

RODRÍGUEZ, Aloma: p.445.

RODRÍGUEZ, Mauricio: p.457.

RODRÍGUEZ IBARRA, Juan Carlos: p.323.

RODRÍGUEZ ZAPATERO, José Luis: p.2, 77, 173, 183, 198, 228, 232, 233, 248, 257, 259, 304, 306, 315, 323, 324, 331, 339, 340, 341, 347, 348, 349, 350, 353, 354, 355, 358, 361.

ROIS CATHOLIQUES: p.67.

ROJAS-MARCOS, Alejandro: p.88.

ROLDÁN, Luis: p.219.

ROMANCE, Chorche: p.338.

ROMEO, Félix: p.445.

ROMERO ALPUENTE, Juan: p.34.

ROMERO, Marisa: p.271.

ROUSSEAU, Jean-Jacques: p.133.

RUCQUOI, Adeline: p.16, 17, 18.

RUDI, Luisa Fernanda: p.113, 380.

RÚJULA, Pedro: p.79, 453.

SÁEZ DE INESTRILLAS, Ricardo: p.83.

SALAS, José Antonio: p.22.

SALMERÓN, Nicolás: p.46.

SAMBLANCAT, Àngel: p.60.

SANCHE LE GRAND: p.13.

SANCHE RAMÍREZ: p.13.

SANCHE III LE DÉSIRÉ: p.14.

SÁNCHEZ IZQUIERDO, Miguel: p.68.

SÁNCHEZ MONZÓN, Ángel: p.301, 379.

SÁNCHEZ VENTURA, José María: p.56.

SANCHIS SINISTERRA, José: p.74.

SANTOS PRUNEDA, Víctor: p.35, 454.

SANZ, Guillermo: p.419, 429.

SARASA SÁNCHEZ, Esteban: p.16, 17, 18.

SAURA, Joan: p.457.

SECO, Manuel: p.7.

SÉNAC, Philippe: p.12.

SERRANO Général: p.46.

SERRANO LACARRA, Carlos: p.78, 121, 453.

SCHULZE, Hagen: p.20.

SOLBES, Pedro: p.351.

SOLÉ TURA, Jordi: p.48, 81, 102.

SORO DOMINGO, José Luis: p.187, 194, 195, 196, 200, 201, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 397, 398, 469.

SOROLLA, Natxo: p.148, 446, 447.

SUÁREZ, Adolfo: p.81, 88, 91, 106.

TARRADELLAS, Josep: p.67.

TEJERO, Antonio: p.83, 121.

THÉPOT, André: p.146.

THIESSE, Anne-Marie: p.18, 135, 136.

TIERNO GALVÁN, Enrique: p.103.

TOLOSANA, Diego: p.392.

TOMEO, Javier: p.445.

TORRALBA, José: p.282.

TORRENTE, Gaspar: p.46, 59, 60, 61, 64, 68, 86, 104, 140, 293, 294, 306, 345, 427, 454, 455, 463.

TRASOBARES, José Luis: p.254, 258.

TRASTAMARE (dynastie des): p.25.

TRICAS, Chorche: p.390, 416, 419, 426, 429, 430, 445.

UBIETO ARTETA, Agustín: p.12.

UNAMUNO (de), Miguel: p.47.

URIZAR, Amaya: p.386.

USÓN, Chusé-Raúl: p.445, 454.

VAGAD (de), Gauberto Fabricio: p.22, 23, 39.

VALLÈS i RIBOT, Josep Maria: p.41.

VÁZQUEZ MONTALBÁN, Manuel: p.105.

VENTOSA i CALVELL, Joan: p.53.

VICENTE DE VERA, Eduardo: p.176, 195, 199, 383.

VILLALOBOS, Celia: p.93.

VILLALPANDO, Rodrigo: p.31.

VILLANOVA, Carlos: p.425, 429, 430.

VILLANUEVA HERRERO, José Ramón: p.41, 49.

YARZA (de) MOMPEÓN, Pilar: p.256.

YUSTE CABELLO, Chesús: p.179, 180, 182, 198, 199, 220, 225, 227, 237, 238, 290, 292, 294, 296, 298, 299, 303, 304, 306, 344, 361, 386, 414, 415, 416, 435.

ZAPLANA, Eduardo: p.343.

ZURITA, Jerónimo: p.39, 94.

BIBLIOGRAPHIE

1. NATION ET NATIONALISME (THÉORIE, HISTOIRE)

OUVRAGES:

-DIECKHOFF, Alain, *La Nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Flammarion, Paris, 2000.

-GELLNER, Ernest, *Nations et nationalisme*, Bibliothèque historique Payot, Éditions Payot, Paris, 1989.

-GUENÉE, Bernard, *L'Occident aux XIVème et XVème siècles*, Presses Universitaires de France (PUF), Paris, 1971.

-GUIBERNAU i BERDÚN, Montserrat, *Los nacionalismos*, Ariel, Barcelone, 1994.

-HERMET, Guy, *Histoire des nations et du nationalisme*, Seuil, Paris, 1996.

-HOBSBAWM, Éric, *Nations et nationalisme (depuis 1780)*, Gallimard (Folio Histoire), Paris, 1992.

-LLOBERA, Josep R., *El Dios de la modernidad en la Europa occidental*, Anagrama, Barcelona, 1996.

-SABOURIN, Paul, *Les nationalismes européens*, Que sais-je ?, PUF, Paris, 1996.

-SCHULZE, Hagen, *État et nation dans l'histoire de l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1996.

-TERMES, Josep et CASASSAS, Jordi (directeurs), *El nacionalisme com a ideologia*, Edicions Proa, Temes contemporanis, Barcelone, 1995.

-THIESSE, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Éditions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 2001.

ARTICLES:

-RENAN, Ernest, « Qu'est-ce qu'une nation ? », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, première publication : Bulletin hebdomadaire, Association scientifique de France, 26 mars 1882 ; dans Œuvres complètes, Paris, Calmann-Lévy, 1947 (édition établie par Henriette Psichari), tome I, section « Discours et conférences »

2. HISTOIRE DE L'ESPAGNE ET DES NATIONALISMES IBÉRIQUES

OUVRAGES:

-ÁLVAREZ JUNCO, José, *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Taurus, Madrid, 2001.

-ANGUERA, Pere, *III Jornades de debat. Orígens i formació dels nacionalismes a Espanya*, Centre de Lectura, Reus (Baix Camp, Catalogne), 1994.

-BENNASSAR, Bartolomé, *Histoire des Espagnols*, Robert Laffont, Edition revue et mise à jour en 1996, Paris, 1996.

-BERAMENDI, Justo et MÁIZ, Ramón, *Los nacionalismos en la España de la II República*, Consello da Cultura Galega, Siglo XXI, Madrid, 1991.

-BLANCO VALDÉS, Roberto L., *Nacionalidades históricas y regiones sin historia*, Alianza Editorial, Madrid, 2005.

-BONELLS, Jordi, *Les nationalismes espagnols*, Éditions du Temps, Paris, 2001.

-CALVO-SOTELO, Leopoldo, *Memoria de la transición*, Plaza & Janés/Cambio16, Barcelona (1990).

-CASANOVA, Julián et GIL ANDRÉS, Carlos, *Historia de España en el siglo XX*, Ariel Historia, Madrid, 2ª edición, 2009.

-DESAZARS DE MONTGAILLARD, Sylvia, *La Transition démocratique en Espagne : le pari du centre*, Ophrys, Collection Ibéricas CRIC n°6, Université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1995.

-DUARTE, Àngel et GABRIEL, Pere, *El republicanismo español*, Asociación de Historia contemporánea, Marcial Pons, Ayer, n°39, Madrid, 2000.

-ESTEBAN, Jorge (de), *Constituciones españolas y extranjeras*, Taurus, Madrid, 1982.

-FOX, Inman, *La invención de España*, Cátedra, Madrid, 1997.

-GARCIA ROVIRA, Anna Maria, *España, ¿nación de naciones?*, Ediciones de Historia Marcial Pons, Madrid, 2002.

-GONZÁLEZ NAVARRO, Francisco, *España, nación de naciones. El moderno federalismo*, EUNSA Derecho, Pampelune, 1993.

-GRANJA, José Luis (De La), BERAMENDI, Justo et ANGUERA, Pere, *La España de los nacionalismos y las autonomías*, Editorial Síntesis, Madrid, 2001.

-GUEREÑA, Jean-Louis (coordinateur), *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine, Idéologies, mouvements, symboles*, Éditions du Temps, Paris, 2001.

-MAINER, José-Carlos, *Regionalismo, Burguesía y Cultura*, A. Redondo, Valence, 1974.

-MARTÍNEZ, José Miguel, *Federación de partidos socialistas*, Ediciones Albia, Serie A: Partidos políticos, Bilbao, 1977.

-MARTÍNEZ-VASSEUR, Pilar, *La question nationale en Espagne*, CRINI, Université de Nantes, Nantes, 2002.

-*Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-*"Nation" et Nationalisme en Espagne du franquisme à la démocratie*, Publications de l'INaLF, CNRS, Collection « Saint-Cloud », 1986, École Normale Supérieure de Saint-Cloud, 1986.

-*Nation et nationalités en Espagne XIXème-XX^{ème}s.*, Actes du colloque international organisé du 28 au 31 mars 1984 à Paris, Éditions de la Fondation Singer-Polignac, Paris 16ème, 1985.

-NÚÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Hipòtesi, Historia Contemporánea, Barcelona, 1999.

-PÉREZ, Joseph, *Histoire de l'Espagne*, Fayard, Paris (1996).

-RUCQUOI, Adeline, *Histoire médiévale de la Péninsule ibérique*, Éditions du Seuil, Collection Histoire, Paris, 1993.

-SERRANO, Carlos, *Nations en quête de passé : la péninsule ibérique (XIXème–XXème siècles)*, Presses de l'Université de Paris Sorbonne, Collection Ibérica Essais, n°1, Paris, 2000.

-SOLÉ TURA, Jordi, *Nacionalidades y nacionalismo en España. Autonomías, federalismo, autodeterminación*. Alianza, Madrid, 1985.

ARTICLES:

-ACOSTA SÁNCHEZ**,** José, « La naturaleza de la nación como problema teórico. Incidencia en España », dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-AJA, Eliseo, « El Estado autonómico en España a los 25 años de Constitución », Universitat de Barcelona, Facultat de Dret, Barcelone, 2003.

-AYUDA, María Isabel, PINILLA, Vicente et SÁEZ, Luis Antonio, « Aproximación al comportamiento electoral de los partidos de ámbito no estatal en las elecciones autonómicas: una cuantificación desde la demanda », Université de Saragosse. http://webpages.ull.es/users/ecopub10/ponencias/demanda.pdf

-BARRIO, Astrid, BARAS, Montserrat, BARBERÀ, Òscar, RODRÍGUEZ TERUEL, Juan, « Non-Statewide Parties and multi-level Governance: The case of Spain (1977-2008) ». Conférence présentée à l'*European Consortium for Political Research* à Potsdam (2009).

-BEIRAS, Xosé Manuel, « Marxismo y cuestión nacional », dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-BERASMENDI, Justo G., « La historiografía de los nacionalismos en España », Université de Saint-Jacques de Compostelle.
http://www.historiacontemporanea.ehu.es/s0021-con/es/contenidos/boletin_revista/00021_revista_hc07/es_revista/adjuntos/07_08.pdf

-FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, « Hacia un Estado federal », dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-FUSI AIZPURUA, Juan Pablo, « Los nacionalismos en España 1900-1936 », dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-PALLARÈS, Francesc, MONTERO, José Ramón et LLERA, Francisco José, « Non State-wide Parties in Spain: An attitudinal Study of Nationalism and Regionalism », dans *Publius, The journal of federalism*, University of North Texas, 1997.

-RIQUER i PERMANYER, Borja (de), « La débil nacionalización española del siglo XIX», dans *Historia social*, n°20, otoño 1994.

3. HISTOIRE DE L'ARAGON ET DE L'ARAGONÉSISME

OUVRAGES:

-ACED, José, *Memorias de un aragonesista*, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 1997.

-ARMILLAS VICENTE, José Antonio (Coordination), *Aragón: veinte años de Estatuto de Autonomía (1982-2002)*, Diputación General de Aragón, Saragosse, 2002.

-BELENGUER, Ernest, *La Corona de Aragón en la monarquía hispánica*. *Del apogeo del siglo XV a la crisis del XVII*, Ediciones Península, Barcelone, 2001.

-CALVO ALFARO, Julio, *Doctrina regionalista de Aragón*, Ediciones Estudios Aragoneses, Reimpresión facsímil, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 1996.

——, *Aragón, Estado*, Publicaciones Ebro Barcelona, Reimpresión facsímil, Rolde de Estudios Aragoneses, Saragosse, 1989.

-CASTILLO, Santiago, BARRÓN, Ignacio, FORCADELL, Carlos, GERMÁN ZUBERO, Luis, *Historia del socialismo en Aragón, PSOE-UGT (1879-1936)*, Université de Saragosse (Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales), Saragosse, 1979.

-CAZCARRA, Vicente, *El regionalismo de los comunistas*, Guara Editorial, Saragosse, 1977.

-CHARLON, Anne et SARRÍA BUIL, Arantza (Coordinatrices), *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009.

-DURÁN GUDIOL, Antonio, *Historia de Aragón*, n°4, Institución Fernando el Católico, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), Diputación Provincial de Zaragoza, Saragosse, 1985.

-FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, *Aragón contemporáneo (1833-1936)*, Siglo XXI, Madrid, 1975.

——, *Sobre la historia de Aragón y otros prólogos*, Colección "Día de las Letras de Aragón", n°1, Diputación General de Aragón, Departamento de Educación y Cultura, Saragosse, 1995.

-FERNÁNDEZ CLEMENTE et FORCADELL ÁLVAREZ, Carlos, *Manuel Tuñón de Lara, Desde Aragón*, Institución Fernando el Católico, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), Diputación Provincial de Zaragoza, Saragosse, 2002.

-FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, *El recuerdo que somos, Memorias (1942-1972)*, Rolde de Estudios Aragoneses, Cuadernos de Cultura Aragonesa, n°52/53, Saragosse, 2011.

-FLEURY, Jean-Jacques, *Cantar y no callar (Una voz por y para Aragón: José Antonio Labordeta)*, Guara Editorial, Saragosse, 1982.

-GAVIRIA, Mario et GRILLÓ, Enrique, *Zaragoza contra Aragón*, Los libros de la frontera, Barcelona, 1974.

-GERMÁN ZUBERO, Luis, *Aragón en el siglo XX*, Estudios urgentes, Cuadernos de cultura aragonesa n°28, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1998.

-DIVERS AUTEURS: GRANELL, Carmen, BIESCAS FERRER, José Antonio, FATÁS, Guillermo, SARASA SÁNCHEZ, Esteban, FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, FORCADELL, Carlos, DURÁN GUDIOLA, Antonio, DELGADO ECHEVERRÍA, Jesús, ALBIAC BLANCO, María Dolores, NAGORE, Francho, CORTÉS, Chorche, MAINER, José-Carlos, DE LA VEGA, María del Pilar, BORRÁS GUALIS, Gonzalo M., CARRERAS LÓPEZ, Juan José, ROTELLAR, Manuel, GASTÓN, Emilio, *Los aragoneses*, Ediciones ISTMO, Colección Fundamentos n°57, Madrid, 1977.

-JULIÀ, Enric, *Gaspar Torrente, entre Catalunya i l'Aragó*, Xarxa cultural, col·lecció llibre de Ponent II, Calaceit (Matarranya-Teruel, Aragon), 1988.

-LABORDETA, José Antonio, *Memorias de un beduino*, Ediciones B, Barcelone, 2009.

-LASALA, Manuel, *Reseña histórico-política del antiguo Reino de Aragón*, Saragosse, 1865. Facsimilé par Edizions de l'Astral (Publications du Rolde de Estudios Aragoneses), Saragosse, 1993.

-LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio, MELERO, José L., PEIRÓ, Antonio (Coordiantion), *Pasar haciendo caminos, Rolde de Estudios Aragoneses (1977-2002)*, Rolde de Estudios Aragoneses, Collection Bal de Bernera n°8, Saragosse, 2002.

-LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio et SERRANO LACARRA, Carlos (Coordination), *Historia de la Autonomía de Aragón*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA) et Université de Saragosse (Vicerrectorado de Proyección Social y Cultural), Saragosse, 2003.

-LÓPEZ SUSÍN, José Ignacio et SORO DOMINGO, José Luis, *Estatuto Jurídico de las lenguas propias de Aragón. La Ley 10/2009, de 22 de diciembre*, Colección editorial Justicia de Aragón, n°48, Saragosse, 2011.

-MAIRAL, Gaspar, *La identidad de los aragoneses*, Egido Editorial, Saragosse, 1997.

-MARCUELLO, Chaime, *Señas de identidad, Ensayos sociopolíticos*, Ediciones Suelves, *Siete de Aragón*, Saragosse, 1996.

-MARTÍNEZ PÉREZ, Michel, *Any 2001: Situació del català a l'Aragó*, Mémoire de Maîtrise dirigé par Marie-Claire ZIMMERMANN. Soutenu à Paris IV-Sorbonne en septembre 2001. Mention Très bien. Inédit.

——, *L'influence des Aragonais de Barcelone dans la consolidation du nationalisme aragonais progressiste, à partir de la revue El Ebro (1917-1936)*, Mémoire de Diplôme

d'Études Appliquées (DEA). Dirigé par Sadi LAKHDARI et Anne CHARLON. Soutenu en juin 2003 à l'Université Paris IV-Sorbonne. Mention Très Bien. Inédit.

-*Memoria del Estatuto: Crónica política de la elaboración y primeros pasos del Estatuto de Autonomía de Aragón*, Cortes de Aragón, Asociación de Exparlamentarios de las Cortes de Aragón, Saragosse, 2002.

-MERINO y HERNÁNDEZ, José-Luis, *Comentarios al Estatuto de Autonomía de Aragón*, Guara Editorial, Colección básica aragonesa n°40, Saragosse, 1983.

-PEIRÓ, Antonio et PINILLA, Bizén, *Nacionalismo y regionalismo en Aragón (1868-1942)*, UNALI, Saragosse, 1981.

-PEIRÓ, Antonio, *Orígenes del nacionalismo aragonés (1908-1923)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°22/23, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1996.

——, *Historia del aragonesismo*, Colección Bal de Barnera n°5, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1999.

——, *El aragonesismo*, Biblioteca de cultura aragonesa n°5, Institución Fernando el Católico, Saragosse, 2002.

-PÉREZ LASHERAS, Antonio, *Para creernos vivos todavía (José Antonio Labordeta en la memoria)*, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Cuadernos de Cultura Aragonesa n°55, Saragosse, 2011.

-*Proyecto de Pacto o Constitución Federal del Estado Aragonés*, Saragosse, 1883, Reimpresión facsímil, Diputación General de Aragón, Saragosse, 1988.

-ROYO VILLANOVA, Carlos, *El regionalismo aragonés (1707-1978)*, Guara editorial, Saragosse, 1978.

-SARASA SÁNCHEZ, Esteban, *Sociedad y conflictos sociales en Aragón, Siglos XIII-XV, Estructuras de poder y conflictos de clase*, Siglo 21 Editores, Colección Historia de los movimientos sociales, Madrid (1981).

-SERRANO LACARRA, Carlos, *Identidad y diversidad, Escritos sobre Aragón (1995-1999)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°31, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 1999.

-SERRANO LACARRA, Carlos et RAMOS ANTÓN, Rubén, *El aragonesismo en la transición*, vol.1: *Alternativas aragonesistas y propuestas territoriales (1972-1978)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°37/38, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2002.

——, *El aragonesismo en la transición*, vol.2: *Regionalismo y nacionalismo en el Aragón preautonómico (1978-1983)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°39/40, Rolde de Estudios Aragoneses (REA), Saragosse, 2002.

-TORRENTE, Gaspar (edición a cargo de Antonio Peiró), *Cien años de nacionalismo aragonés (textos políticos)*, Cuadernos de cultura aragonesa n°5, Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés (RENA), Saragosse, 1988.

-UBIETO ARTETA, Antonio, *Historia de Aragón*, Zaragoza, Anubar, 1981-1989, 6 volumes.

——, *Creación y desarrollo de la Corona de Aragón*, Zaragoza, Anubar (Historia de Aragón), Saragosse, 1987.

ARTICLES:

-ABADAL i VINYALS, Ramon (d'), «Origen y proceso de consolidación de la sede ribagorzana de Roda», dans *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón*, V, p. 782. Saragosse, 1955.

-BARBERÀ, Òscar, BARRIO, Astrid, RODRÍGUEZ, Juan, « Los partidos de ámbito no estatal en Aragón: el Partido Aragonés y la Chunta Aragonesista », dans *Papers, Revista de Sociologia*, n°92, Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), Barcelone, 2009.

-FATÁS, Guillermo, « Propuestas sobre el futuro de Aragón », *Los nacionalismos*, Seminario de Investigación para la Paz, Saragosse, 1994

-FERNÁNDEZ CLEMENTE, Eloy, « Aragón sí tuvo una clara identidad histórica », *Los nacionalismos*, Seminario de Investigación para la Paz, Saragosse, 1994.

——, « El nacionalismo en el Aragón contemporáneo », *Nation et nationalités en Espagne XIXème-XXème s*., Actes du colloque international organisé du 28 au 31 mars 1984 à Paris, Éditions de la Fondation Singer-Polignac, Paris 16ème, 1985, p.333-343.

-FORCADELL ÁLVAREZ, Carlos, « Las fantasías históricas del aragonesismo político», *Nacionalismo e historia*, Institución Fernando el Católico, CSIC, Diputación Provincial de Zaragoza, Universidad de Zaragoza, Saragosse, 1998.

-GALTIER MARTÍ, Fernando, *Ribargoza, condado independiente.* Saragosse, 1981.

-GARASA, Fausto, «Los fundamentos históricos del sentimiento identitario aragonés: élite y política» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009.

-GARASA, Fausto, « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités », *Revue Interdisciplinaire "Textes & contextes"* [en ligne], Numéro 6 (2011).

-GERMÁN ZUBERO, Luis, « Situación del proceso autonomista en Aragón », dans *Nacionalismo y regionalismo en España: el horizonte político-institucional, económico, social, cultural e internacional de nuestro tiempo: seminario en conmemoración del 28 de Febrero*, Diputación Provincial de Córdoba, 1985.

-HIREL-WOUTS, Sophie, «Cristalización del sentimiento identitario aragonés» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009.

-JARQUE, Encarna et SALAS, José Antonio, «El fuero hace nación: fundamentos de la identidad aragonesa en la Edad moderna» dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009**.**

-LÓPEZ LABORDA, Julio, PINILLA NAVARRO, Vicente et SÁEZ PÉREZ, Luis Antonio, « Un análisis económico del nacionalismo aragonés: primeras preguntas», Departamento de Estructura e Historia Económica y Economía Pública, Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales, Universidad de Zaragoza, Saragosse, 1993.

-LORENZ, Sebastián J., «La reinvención del aragonesismo: una revisión aragonesista de Costa», dans *Andalán*, nouvelle formule, www.andalan.es, 8 octobre 2010.

-MARTÍNEZ PÉREZ, Michel, « Andalán: l'hebdomadaire aragonais et antifranquiste de la transition démocratique ». Mini-mémoire dirigé par Michel RALLE. Septembre 2001. Mention Très bien. Inédit.

——, « La Llei d'Ús, Protecció i Promoció de les llengües pròpies d'Aragó 10/2009, 22 de desembre de 2.009 ». Communication présentée au colloque international de l'Association Française des Catalanistes (AFC) à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense les 4 et 5 novembre 2010. Sous presses.

——, « Aragón ante la normalización lingüística del idioma catalán », dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon (2009)

——, « Le nationalisme aragonais de *Chunta Aragonesista* (CHA) », *Pandora*, *Revue d'Études hispaniques*, n°11. En ligne.

-OLTRA, Benjamín, « La pasión política, o sea el nacionalismo: sobre nacionalismo, en general, y nacionalismo español, en particular », *Los nacionalismos*, Seminario de Investigación para la Paz, Saragosse, 1994.

-Partido Comunista de Aragón (PCA), « Manifiesto por Aragón », Saragosse, 1er mai 1972.

-PEIRÓ, Antonio, « La consolidación del nacionalismo aragonés (1929-1938)» dans *Los nacionalismos de la II República*. Consello da Cultura Galega, Siglo XXI, Madrid, 1991.

——, « El sentimiento identitario aragonés en el siglo XX » dans *Aragón, una identidad tierra adentro*, Hispanística XX, Université de Bourgogne, Dijon, 2009.

-RÚJULA, Pedro, « Reflejos de un Aragón democrático » in *Trébede*, n°67, 2002.

-SÉNAC, Philippe, «Estudio sobre los primeros condes aragoneses», dans *Aragón en la Edad Media*, nº14-15, Tome 2, Departamento de Historia Medieval, Ciencias y Técnicas Historiográficas y Estudios Árabes e Islámicos, Université de Saragosse, Saragosse, 1999.

-UBIETO ARTETA, Agustín, « *La Reconquista aragonesa* » in *Historia de Aragón I. Generalidades*. Instituto Fernando el Católico, Diputación Provincial de Zaragoza, Saragosse, 1989.

-VILLANUEVA HERRERO, José Ramón, « La trayectoria del republicanismo federal en Aragón durante el siglo XIX», dans *Historia del Aragonesismo*, coordonné par Antonio Peiró, *Rolde de Estudios Aragoneses* et *Fundación Gaspar Torrente*, Collection Bal de Barnera n°5, Saragosse, 1999.

4. HISTOIRE DE LA CATALOGNE ET DU CATALANISME

OUVRAGES

-ALMIRALL, Valentí, *Lo Catalanisme*, ed. de ref. Edicions 62-La Caixa n°22, Barcelone (1979).

-Centre d'Història Contemporània de Catalunya (CHCC), *Els Fets de la Setmana Tràgica (1909)*, Actes de les Jornades organitzades pel CHCC, Collection Personatges i Fets n°4, Barcelone, 2010.

-CUCURULL i TEY, Fèlix, *Panoràmica del nacionalisme català*, Edicions Catalanes de París, Col·lecció Frontera Oberta, Paris, 1975.

-DUARTE, Àngel, *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, Eumo Editorial, Collection Referències, Vic (Osona, Catalogne), 1987.

-GONZÁLEZ CASANOVA, J.A., *Federalisme i autonomia (1868-1938)*, Curial, Documents de Cultura, Barcelone, 1974.

-GUIBERNAU i BERDÚN, Montserrat, *Per un catalanisme cosmopolita*, Angle Editorial, Collection El Fil d'Ariadna, n°34, Barcelone, 2009.

-IZQUIERDO, Santiago, *Panoràmica de l'esquerra nacional (1868-2006)*, Fundació Josep Irla, Biblioteca de l'esquerra nacional, Barcelone, mai 2010.

-LLORENS i VILA, J., *El federalisme català*, Barcanova, Barcelone, 1993.

——, *La Unió Catalanista i els orígens del catalanisme polític*, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelone, 1992.

-PUJOL i SOLEY, Jordi, *L'Estatut d'Autonomia, Pacte d'Estat*, Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions, Barcelone, 1987.

-REGLÀ, Joan, *Introducció a la història de la Corona d'Aragó*, Editorial Moll, Palma (Majorque), 1973.

-REVENTÓS, Manuel, *Els moviments socials a Barcelona en el segle XIX*, Crítica, Barcelone, 1987.

-SOLDEVILA, Ferran, *Història de la Proclamació de la República*, Curial, Edicions Catalanes, La mata de jonc, Barcelone, 1977.

——, *Resum d'Història dels Països Catalans*, Edició a cura de Miquel Coll i Alentorn, Editorial Barcino, Barcelone, 1974.

-TERMES, Josep, *La immigració a Catalunya i altres estudis d'història del nacionalisme*, Empúries, Barcelone, 1987.

-VILAR, Pierre, *La Catalogne dans l'Espagne moderne*, S.E.V.P.E.N, Paris, 1962. Bibliothèque Générale de l'École des Hautes Études.

——, *Catalunya dins l'Espanya moderna*, 2 volumes, Edicions 62, Barcelone, 1963.

-ZIMMERMANN, Marie-Claire et Michel, *La Catalogne*, Que sais-je ?, n°2426, PUF, Paris, 1998.

——, *Histoire de la Catalogne*, Que sais-je ?, n°3212, PUF, Paris, 1997.

ARTICLES

-ANGUERA, Pere, « Els orígens del catalanisme. Notes per a una reflexió », dans *III Jornades de debat. Orígens i formació dels nacionalismes a Espanya*, Ed. Centre de Lectura, Reus (Baix Camp, Catalogne), 1994.

-CHARLON, Anne, « Le discours de la nation en Catalogne : mythe littéraire ? », Communication présentée lors du colloque international « Le discours sur la nation en Catalogne aux XIXème et XXème siècles », Paris IV-Sorbonne, 19,20 et 21 Octobre 1995 ; publiée dans les Actes du Colloque, Editions Hispaniques, Paris.

-GABRIEL, Pere, « El republicanisme federal finisecular: la difícil construcció d'un catalanisme d'esquerres per al nou-cents », dans *Els orígens del republicanisme nacionalista*, El Centre Nacionalista Republicà a Catalunya (1906-1910), Coordonné par Santiago Izquierdo, Centre d'Història Contemporània de Catalunya, Departament de Vicepresidència, Generalitat de Catalunya, Collection Personatges i Fets, n°3, Barcelone, 2009.

——, « Jaume I: imatge republicana d'un rei », *Catalonia*, n°5, Université Paris-Sorbonne, Séminaire d'Études Catalanes (SEC), CRIMIC, Paris, 2010.

——, « Las bases políticas e ideológicas del catalanismo de izquierdas del siglo XX », *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V, Historia Contemporánea*, UNED, Facultad de Geografía e Historia, 2000, p.73-103.

5. DOCUMENTS INTERNES DE *CHUNTA ARAGONESISTA*

-*Aragón Libre*, Órgano de expresión de CHA. 65 numéros. De 1986 à 2009. À partir de 2009, la revue *comarcal Charremos* prend le relais.

-*Charremos*. Bulletin de CHA dans une *comarca*. Distribué gratuitement dans les communes de la *comarca*. Depuis 2007.

-*Porque ya era hora/Porque ya caleba/Perquè ja calia*, Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista, I Asambleya Nazional (20-21 de diciembre de 1986), Saragosse, 1986.

-*Recuperar el pasado, construir el futuro*, II Asambleya Nazional, Huesca, 17-18 décembre 1988.

-*Aragón y el Estado*, Publications Chunta Aragonesista, Saragosse, 1996.

-*15 años construyendo el futuro (Aproximación a la historia de Chunta Aragonesista, 1986-2001)*, Publications Chunta Aragonesista, Saragosse, 2001.

-*Un año de gestión*, Grupo Municipal de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza. Document interne du groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse, 2004.

-*Dos años de gestión*, Grupo Municipal de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza. Document interne du groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse, 2005.

-*Resumen de gestión 06*, Grupo Municipal de CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza. Document interne du groupe municipal de CHA à la mairie de Saragosse, 2006.

-*Ponencia Política*, IX Asambleya Nazional, Chunta Aragonesista (CHA), Publications Chunta Aragonesista, Saragosse (2012).

6. REVUES

-*Andalán*, (1972-1987). Numéros consultés en 2001 à la bibliothèque du *Rolde de Estudios Aragoneses* (REA) à Saragosse pour un mini-mémoire dirigé par Michel Ralle.

-*El Ebro*, Première époque. Revue porte-parole de l'*Unión Aragonesista* de Barcelone, Barcelone (de 1917 à 1936). 190 numéros. Consultation pour le DEA: Biblioteca de Catalunya (Barcelone), octobre-novembre 2003.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Seconde époque. Fundación Gaspar Torrente (depuis 1999):

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, *Debate: El modelo de Estado*, n°1, Saragosse, 1999.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, *Debate: El Estado plurinacional*, n°2, Saragosse, 2000.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, *Debate: Sobre el modelo plurinacional y Europa*, n°3, Saragosse, 2002.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, n°4-5, Saragosse, 2005.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, *Sobre reformas*, n°6, Saragosse, 2006.

-*El Ebro. Revista Aragonesista de Pensamiento*, Fundación Gaspar Torrente, *Modelo de Estado*, n°7, Saragosse, 2008.

-*Qriterio aragonés*. Le directeur de la publication est Eloy Fernández Clemente. Revue éditée entre 2004 et 2008.

-*Rolde, Revista de Cultura Aragones*, Revue trimestrielle de Rolde de Estudios Aragoneses (REA). 140 numéros depuis 1977.

-*Trébede, Mensual aragonés de Análisis, Opinión y Cultura*, 74 numéros, de 1997 à 2003.

-*Siete de Aragón*. Hebdomadaire qui a repris le flambeau d'*Andalán* en 1993. Édité à Huesca par les éditions Suelves, les premiers tirages étaient de 13 000 exemplaires. En 2004, le *Siete* devient *Qriterio aragonés*.

7. PRESSE ARAGONAISE

El Periódico de Aragón

- « El 10% de los jóvenes aragoneses emigrará durante la próxima década », 2 novembre 2011.
- « CHA se integra, junto con otros grupos, en *Espacio Plural* », 22 juin 2010.
- « La generación del 66 lidera CHA », 19 février, 2012.
- « El Pacto PSOE-CHA se rompe horas antes de nacer », 14 juin 2003.
- « Chunta », 15 janvier 2005.
- « Gaspar afirma haber cumplido el 95% de sus promesas », 21 avril 2007.
- « Otro respaldo judicial para [Antonio] Gaspar », 11 avril 2012.
- « CHApuzón », El Periódico de Aragón, 8 juin 2007.
- « La comisión del Seminario no aclara el derroche en los muebles: la tensión con el PSOE hace muy difícil recuperar el pacto entre ambos. Seminario, Casa Soláns y política social centran las discrepancias », 22 février 2009.
- « Las obras del Seminario se retrasan hasta marzo », 24 octobre 2007.
- « CHA votará en contra del Estatuto si no se mejora la financiación. Los nacionalistas piden 5.000 millones en siete años para infraestructuras. Instan a liquidar la merma tributaria.», 21 juin 2006.
- « José Luis Soro será el único candidato para presidir CHA. La formación nacionalista celebra este fin de semana su asamblea. El grupo crítico *Primavera* pedirá más democracia interna », 10 février 2012.
- « Martín será el número 2 de Soro en la renovada dirección de CHA », 13 février 2012.
- « CHA suspende de militancia al coordinador de *Chobenalla* », 20 novembre 2004.
- « Nos equivocamos con la expulsión de *Chobenalla* », Entretien avec Nieves Ibeas, 14 janvier 2008.
- « CHA pide que se frene la discriminación en el AVE », 26 mars 2008.
-SORO DOMINGO, José Luis, « 30 años después del primer Estatuto, más Aragón », 23 avril 2012.

Heraldo de Aragón

- « 'Los tiempos cambian con nosotros', el eslogan del programa de los nacionalistas », 1er mai 2003.
- « CHA presenta su nuevo *Consello Nazional* », 12 février 2012.
- « Aragón estrena código foral », 3 avril 2011.
- « Más que un derecho », 27 mai 2007.
- « Militantes de Puyalón se desmarcan de la escisión de la facción radical de CHA », 15 janvier 2008.
- « El aragonés, en peligro de extinción », 15 février 2012.
- « La Academia de la Lengua Aragonesa empieza a tomar cuerpo con la elección de sus miembros », 8 mai 2011.
-VILLANOVA, Carlos, « Soberanistas aragoneses: pocos, divididos y enfrentados », 29 janvier 2009.

Diario de Teruel

-« 36 militantes se dan de baja en el partido », 10 juin 2011.

Diario del Altoaragón: quotidien de la province de Huesca.

La Comarca: quotidien du Bas Aragon.

www.aragondigital.es

-« Una coalición PSOE-CHA gobernará finalmente el Ayuntamiento de Zaragoza », 12 juin 2003.
-« CHA expulsará al coordinador de *Chobenalla* por sus declaraciones proetarras », 20 novembre 2004.
-« CHA niega que la salida de Lobera de la ejecutiva suponga una crisis. La división desatada en CHA tras la desvinculación con *Chobenalla* ha tenido un nuevo episodio con la salida de la ejecutiva del diputado Pedro Lobera como protesta. El enfrentamiento entre el dimitido y la dirección en este punto es total, pero los dos han quitado trascendencia a las repercusiones de la situación en el partido », 17 décembre 2004.
-« Gargallo dimite para cerrar la crisis abierta entre PSOE y CHA en el Ayuntamiento de Zaragoza », 2 février 2006.
-« El Congreso aprueba el nuevo Estatuto con 296 votos a favor, 13 abstenciones y el voto en contra de CHA », 15 mars 2007.
-« Aragón vuelve a superar con nota el informe PISA. La Comunidad ha vuelto a superar la media española y de la OCDE », 7 décembre 2010.

8. PRESSE ESPAGNOLE

El País

-« La ‘Marcha Azul’ llega a Bruselas para pedir que la UE no financie el PHN», 9 septembre 2001.
-« Avalancha sin precedentes contra la guerra », 16 février 2003.
-« El trasvase aúpa al PSOE en Aragón y ahoga a los populares. Los socialistas tendrán que negociar con la Chunta y con el Par para sellar su victoria », 27 mai 2003.
-ALAMEDA, Sol, « Su señoría levanta la voz », *El País Semanal*, 30 janvier 2005.
-« Labordeta: Zapatero es el primer presidente de izquierdas, 16 août 2007.
-« Gracias señor Labordeta », *El País*, 19 décembre 2007.
-« Rubalcaba propone un consejo de alcaldes que sustituya a las diputaciones», 22 août 2011.

Público

- « El Rey mostró ‘simpatía’ por los golpistas el 23-F », 6 février 2012.
- « Estrasburgo da el portazo definitivo a Batasuna. La Corte Europea ratifica la resolución dictada en junio que estimaba "necesaria" la ilegalización », 12 novembre 2009.

El Mundo

- «El Congreso aprueba la reforma sin que PP y PSOE logren sumar más apoyos», 3 septembre 2011.
- « CHA se abstiene. Aragón aprueba un nuevo Estatuto con el apoyo de todos los partidos menos la Chunta Aragonesista », 21 juin 2006.
- « El Congreso aprueba la reforma del Estatuto aragonés con la única oposición de la Chunta.», 16 mars 2007.
- « Eduardo Fungairiño dice que no ha conocido hasta ahora la existencia de la furgoneta de Alcalá », 16 juillet 2004.

ABC

-« El Par no aplaude a Rudi », 12 juillet 2011. Luisa Fernanda Rudi est la presidente de l’Aragon (PP) depuis 2011. Elle a été maire de Saragosse (de 1995 à 2000) puis présidente des Cortès Générales d’Espagne (2000-2004).

La Vanguardia

-JULIANA, Enric, « Así empezó el café para todos », 23 janvier 2011.

20 minutos
- « CHA promoverá en los barrios de Casablanca y Actur la elaboración de presupuestos participativos », 11 novembre 2011.
- « Sin CHA, habría corrupción aquí », 22 mai 2007.
- «La alcaldesa de Villastar (Teruel) espera abrir una escuela infantil», 14 juin 2011.

9. DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES :

-Diccionario aragonés, aragonés-castellano, castellano-aragonés, Librería General, Saragosse (1977).

-*Diccionari de la llengua catalana*, Institut d'Estudis Catalans, (1995).

-*Diccionario de uso del español María Moliner*, Editorial Gredos, Madrid (1988).

-*Diccionario ideológico de la lengua española*, Julio Casares Sánchez, Editorial Gustavo Gili, Barcelone (1959).

-*Gran Enciclopedia Aragonesa* (GEA), Ed. Aragonali, Saragosse, 1983.

-*Gran Enciclopèdia Catalana* (GEC), Ed. Enciclopèdia Catalana, Barcelone, 1986.

-*Encyclopaedia Universalis*, Éditions Encyclopaedia Universalis S.A., Paris, 1990.

-*Le Grand Robert de la Langue française*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 1988

-*Le Petit Larousse illustré*, Collection Petit Larousse, Paris, 2007.

-*Le Petit Robert*, Dictionnaires Le Robert, Paris, 2007

-PARDO ASSO, José, *Nuevo Diccionario Etimológico aragonés*, Saragosse, 1938. Édition facsimilée de 2002. Institución Fernando el Católico, DPZ.

-SECO, Manuel; ANDRÉS, Olimpia, RAMOS, Gabriel, *Diccionario del español actual*, Aguilar Lexicografía, Santillana, Madrid, 1999.

10. TEXTES JURIDIQUES

-« Real Decreto de Felipe V, de 29 de junio de 1707. Derogación de los fueros de Aragón y Valencia; y su reducción a las leyes y gobierno de Castilla », dans *Novísima Recopilación de las leyes de España*, 4 volumes, Madrid, 1805, vol. 1.

-«Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico» (LOAPA), adoptée le 30 juillet 1982 au Congrès des Députés.

-Ley Orgánica 6/2002, de 27 de junio, de Partidos Políticos, Boletín Oficial del Estado (BOE) número 154 de 28/6/2002, pages 23600 à 23607.

-*Constitución española*, 1978. Exemplaire reçu par les électeurs espagnols au momento du référendum. Collection personnelle.

-*Estatuto de Autonomía de Aragón*, 1982, 1996 et 2007. Idem.

-Ley 10/2009, de 22 de diciembre, de uso, protección y promoción de las lenguas propias de Aragón.

-*Boletín Oficial de Aragón* (BOA), Legislatura IV, n°5, Proposición de Reforma del Reglamento de las Cortes de Aragón.

- Interpelación núm. 31/01, relativa a las manifestaciones efectuadas por el Presidente del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:132 (V Legislatura), p.5927

- Mociones núm. 12/01, dimanante de la interpelación núm. 28/01, relativa a propuestas e iniciativas políticas del Gobierno de Aragón ante la necesidad de reformar la Constitución española de 1978, y núm. 14/01, dimanante de la interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón respecto a la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, Diario de Sesiones de las Cortes de Aragón, n°: 044 de Plenos (V Legislatura), p. 2993.

- Interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:126 (V Legislatura), p.5539.

- Interpelación núm. 28/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón sobre la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:126 (V Legislatura), p.5538.

- Moción núm. 14/01, dimanante de la Interpelación núm. 29/01, relativa a la posición política del Gobierno de Aragón respecto a la reforma de la Constitución española de 1978 y al modelo federal del Estado, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:136 (V Legislatura), p.6086.

- Moción núm. 12/01, dimanante de la Interpelación núm. 28/01, relativa a propuestas e iniciativas del Gobierno de Aragón ante la necesidad de reformar la Constitución

española de 1978, Boletín Oficial de las Cortes de Aragón n°:136 (V Legislatura), p.6085.

- Proposición no de ley núm. 128/00, sobre el nuevo modelo de matriculación de vehículos, Diario de Sesiones de las Cortes de Aragón n°: 030 de Plenos (V Legislatura), p. 1906, Saragosse (2000).

11. LITTÉRATURE:

-LABORDETA, José Antonio, *En el remolino*, Anagrama, Barcelone, 2004.

——, *Tierra sin mar*, Xordica, Saragosse, 1995.

——, *Banderas rotas*, La esfera de los libros, Madrid, 2001.

——, *Cuentos de San Cayetano*, Xordica, Saragosse, 2004.

-PÀMIES, Teresa, *Vacances aragoneses*, Destino, Barcelone, 1979.

12. SITOGRAPHIE:

www.andalan.es (La revue *Andalán* a retrouvé une nouvelle vie numérique depuis 2010).
www.aragon.es (Site officiel du gouvernement aragonais).
www.aragoncolonial.es (Site du journaliste blogueur Chorche Romance).
www.aragondigital.es (Journal numérique aragonais).
www.aragonhoy.net (Journal numérique du gouvernement aragonais).
www.charrando.com (Portail sur la langue aragonaise).
www.cortesaragon.es (Site officiel du parlement aragonais).
www.chunta.org (Page web officielle de *Chunta Aragonesista*).
www.derechoaragones.es (Bibliothèque virtuelle du Droit aragonais).
www.edadmedia.cl (Site chilien spécialisé en histoire médiévale).
www.enciclopedia-aragonesa.com (Page de la GEA).
www.enciclopedia.cat (Page de la GEC).
www.historiaelectoral.com (Site de Carles Lozano. Résultats électoraux).
www.ifc.dpz.es/publicaciones (Publications de l'*Institución Fernando el Católico* de la *Diputación Provincial* de Saragosse).
www.infoelectoral.mir.es (Site officiel du Ministère de l'Intérieur espagnol).
www.noticiasjovenes.com (Site du journal numérique de
www.rae.es (Dictionnaire de la *Real Academia Española*).
www.redaragon.com (Portail sur l'Aragon du groupe *El Periódico* et *Gran Enciclopedia Aragonesa*).
www.roldedeestudiosaragoneses.org (Page officielle du Rolde de Estudios Aragoneses).
www.sites.google.com/site/sociedat (Site de l'association linguistique *Sociedat*).
www.soa-sta.org (Site du syndicat nationaliste aragonais).

13. BLOGS

xarxes.wordpress.com (Blog de Natxo Sorolla. Sociolinguiste spécialiste de la Frange catalonophone d'Aragon).

www.indigenoustweets.blogspot.com (Blog portant sur la présence des langues sur le net).

nievesibeas.wordpress.com (Blog de l'ex-présidente de CHA (2008-2012)

agustinmartin.blogspot.com (Blog d'un ex-conseiller municipal CHA de Saragosse. Ex-militant de CHA depuis juin 2011).

chobenallaaragonesista.blogspirit.com (Blog de *Chobenalla*).

cuchaindependentista.wordpress.com (Blog du parti indépendantiste *Cucha y país*).

choben.wordpress.com (Blog de Chobentú, les jeunesses de CHA depuis 2006).

puyalon.blogia.com (Blog de Puyalón).

aragonando.wordpress.com ("Blog aragonés de pensamiento anticolonial").

elblogdeluispastor.wordpress.com (Blog de l'ex-conseiller municipal Luis Pastor)

www.zaragozaciudad.net (Blog de la mairie de Saragosse pour les citoyens).

INDEX

INTRODUCTION 1

I/ LES ORIGINES DU NATIONALISME ARAGONAIS 12

1) Du Moyen Âge au XVIIIème siècle 12

a. *Le proto-nationalisme médiéval aragonais (XIVème siècle)* 12
b. *L'Aragon (mythe et réalité) contre la Castille (avant et après l'union dynastique des Rois Catholiques)* 20
c. *Le siècle des Lumières (XVIIIème siècle)* 29

2) Le XIXème siècle 34

a. *Le fédéralisme (XIXème siècle)* 34
b. *Le régénérationnisme (fin du XIXème siècle)* 44
c. *Convergence du fédéralisme et du régénérationnisme vers le régionalisme/nationalisme* 46

3) Le premier tiers du XXème siècle 52

a. *Le régionalisme conservateur des bourgeois de Saragosse* 52
b. *Le nationalisme aragonais de Barcelone* 56
c. *L'influence du catalanisme culturel et politique* 61

II/ LA FIN DU FRANQUISME ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE 67

1) La résurgence d'une conscience aragonaise 67

a. *De la répression franquiste aux premières revendications (1971)* 67
b. *Le premier aragonésisme culturel autour de la revue* Andalán *(1972)* 74

2) La transition démocratique en Espagne 81

a. *La création de l'État des autonomies* 81
b. *Le* Partido Socialista Obrero Español *(PSOE)* 90

3) La transition démocratique en Aragon 94

a. *Le renouveau aragonais* 94
b. *Le* Partido Socialista de Aragón *(PSA) entre 1976 et 1983 : première cristallisation politique d'une partie de l'aragonésisme* 97
c. *Le* Rolde de Estudios Nacionalista Aragonés *(RENA)* 106
d. *Le mirage autonomiste* 109

4) La naissance d'un parti strictement aragonésiste : *Unión Aragonesista-Chunta Aragonesista* (UA-CHA) 116

a. *L'aboutissement d'un vieux projet politique* 116
b. *La création de* Chunta Aragonesista *(CHA)* 122

III/ LA BASE IDÉOLOGIQUE DE *CHUNTA ARAGONESISTA* (CHA) 129

1) La nation, le nationalisme, la nationalité 129

a. *La nation* 129
b. *Le nationalisme* 141
c. *La nationalité et le principe de nationalité* 146

2) La nation et le nationalisme de CHA 148

a. *Les premiers profils idéologiques* 149
b. *L'évolution idéologique de CHA (1986-2012)* 168

3) L'organisation interne et territoriale de CHA 176

a. *Asambleya Nazional* 176
b. *Presidenzia* 194
c. *Autres structures internes* 200

IV/ PREMIERS SUCCÈS ÉLECTORAUX ET CONTRIBUTION DE CHA À LA VIE POLITIQUE ARAGONAISE ET LOCALE 210

1) Les premiers succès électoraux et les alliances 210

a. *Les premières élections municipales, régionales et européennes de 1987* 210
b. *Les manifestations autonomistes de 1992 et 1993* 217
c. *Le bulletin CHA : du vote contestataire à la fidélisation des électeurs* 218

2) CHA et la politique municipale en Aragon 223

a. La conquête de la mairie de Saragosse (2003) 226
b. L'action du gouvernement bipartite PSOE-CHA à Saragosse (2003-2007) 239
c. Bilan 257
d. Les autres communes gouvernées par CHA 263

3) Les *Diputaciones Provinciales* et les *Consejos Comarcales* 272

a. Les Diputaciones Provinciales 272
b. Les Comarcas *et les* Consejos Comarcales 282

V/ CONTRIBUTION DE CHA À LA VIE PARLEMENTAIRE ARAGONAISE, ESPAGNOLE ET EUROPÉENNE 289

1) CHA aux Cortès d'Aragon 289

a. Les député(e)s du Parlement aragonais (1995-2012) 289
b. L'activité parlementaire 305

2) Le Parlement espagnol (*Congreso de los Diputados*, 2000-2004, 2004-2008 et depuis 2011 332

a. José Antonio Labordeta 332
b. Grupo Mixto 339
c. L'activité parlementaire de CHA au Congrès des Députés 341
d. Chesús Yuste : La Izquierda de Aragón *(2011)* 359

3) Parlement européen: Alliance Libre Européenne (ALE) et Les Verts 361

a. Les coalitions ibériques 361
b. CHA, membre du parti Alliance Libre Européenne (ALE) 370

VI/ CHA EN 2012 : INFLUENCE DANS LA SOCIÉTÉ ARAGONAISE 375

1) Bilan interne à CHA 375

a. Évolutions, expulsions et départs 375
b. Le cas de Chobenalla Aragonesista 382
c. Le cas de Chobentú-Jóvenes de CHA 404

2) Les partis indépendantistes 411

a. Puyalón 411
b. Bloque independentista de Cuchas (BIC) 421

3) Les associations linguistiques et culturelles 431

a. La défense de la langue aragonaise 431
b. La défense de la culture aragonaise 448

CONCLUSION 460

ABRÉVIATIONS 471

INDEX DES NOMS PROPRES 476

BIBLIOGRAPHIE 491

INDEX GÉNÉRAL 512

RÉSUMÉ

Les recherches qui ont abouti à cette thèse de doctorat s'inscrivent dans la thématique des nationalismes ibériques contemporains qui ont animé (et animent toujours) les questions territoriales et nationales de l'Espagne. L'Aragon, souvent absent de ce débat, est pourtant un territoire charnière entre la France, la Catalogne, le Pays valencien, la Castille et le bloc basco-navarrais. D'un point de vue géopolitique, l'Aragon apparaît donc comme un territoire « tampon » entre l'Espagne centrale et l'Espagne périphérique. De plus, du fait de ces spécificités, l'Aragon ne connaît pas le bipartisme PSOE/PP propre aux régions de l'intérieur de l'Espagne, mais ne connaît pas davantage le rôle hégémonique d'un PANE (*Partido de Ámbito No Estatal*) défendant un nationalisme non espagnol. On trouve, en revanche en Aragon deux *PANE* auxquels les deux grands *PAE* (*Partidos de Ámbito Estatal*) espagnols doivent s'allier pour gouverner dans les grandes villes et au Parlement autonome.
C'est à *Chunta Aragonesista* (CHA), créée en 1986, parti aragonésiste de gauche, qu'est consacrée cette thèse. Nous y étudions sa tradition politique, son idéologie, sa position par rapport aux PANE d'autres territoires ainsi que les circonstances qui lui ont permis d'obtenir un député au Parlement espagnol en 2000 et de devenir entre 2003 et 2007 la troisième force politique aragonaise. Nous analysons ensuite une les causes probables du relatif échec électoral de *Chunta Aragonesista* depuis 2007 pour nous interroger enfin sur le rôle que pourrait jouer l'Aragon (et *Chunta Aragonesista*) en proposant une nouvelle configuration de l'Etat espagnol sur la base d'une république fédérale.

ABSTRACT

The research presented in this thesis deals with the study of the contemporary Iberian nationalism which has influenced the territorial and national questions of Spain. Aragon, despite being a crossroad territory between France, Catalonia, Valencia, Castile and the Basque-Navarrese region, is often missing from this discussion. From a geopolitical point of view, Aragon appears to be like a "buffer" territory between central Spain and its borders. Moreover, due to these characteristics, Aragon has no two-party system PSOE/PP as is the case in Spain's interior regions, but it also doesn't have the hegemonic role of a NSWP (Non State-wide Parties), which defends a non-Spanish nationalism. What we do find in Aragon are two NSWPs with which the two big Spanish SWPs (State-wide Parties) have to form an alliance with, in order to govern in the big cities and at the Autonomous Parliament.
The main focus of this thesis is on the *Chunta Aragonesista* (CHA), the Aragonese left-wing political Party which was created in 1986. Its political tradition, its ideology, its position in comparison to other NSWPs will be studied along with the circumstances that have made it possible for them to obtain a deputy at the Spanish Parliament in 2000 and to become the third major political force of Aragon from 2003 to 2007. Then, the possible causes of the *Chunta Aragonesista*'s electoral failure since 2007 will be analyzed. Finally, this paper will examine the role that Aragon (and the *Chunta Aragonesista*) could play by putting forward a new configuration of the Spanish state on the basis of a federal republic.